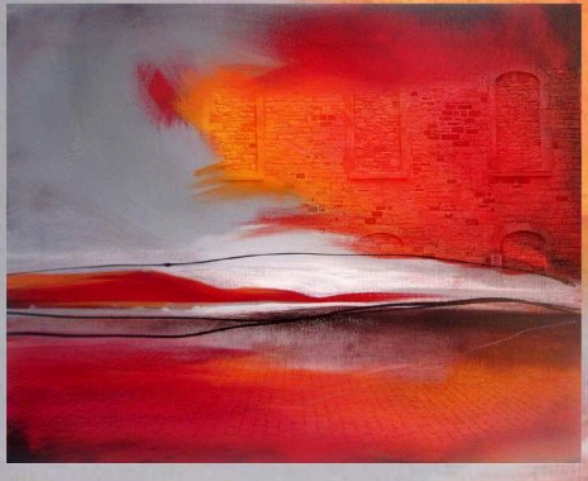
Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre?



Sous la direction de Laurence Brière,
Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron

esbc
éditions science
et bien commun

Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre?

Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre?

SOUS LA DIRECTION DE LAURENCE BRIÈRE, MÉLISSA LIEUTENANT-GOSSELIN ET FLORENCE PIRON

QUÉBEC

ÉDITIONS SCIENCE ET BIEN COMMUN

Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre? de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron est sous une licence License Creative Commons Attribution - Partage dans les mêmes conditions 4.0 International, sauf indication contraire.

Titre : Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre?

Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron

Design de la couverture : Kate McDonnell, d'après un montage de deux oeuvres de Karine Dezainde (www.kdez.ca) par Jérémie Arsenault

Comité de révision linguistique : Segun Afolabi, Élisabeth Arsenault, Gilbert Tio Babena, Virginie Bachand-Lavallée, Laurence Brière, Raymon Dassi, Caroline Dufresne, Lena A. Hübner, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron.

ISBN epub : 978-2-924661-54-3

ISBN pour l'impression : 978-2-924661-52-9

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec 2019

Dépôt légal – Bibliothèque et Archive nationale Canada

Dépôt légal : 2e trimestre 2019

Ce livre est sous licence Creative Commons CC-BY 4.0

Éditions science et bien commun
https://www.editionscienceetbiencommun.org
1085 avenue de Bourlamaque
Québec (Québec) G1R 2P4 Canada

Diffusion : info@editionscienceetbiencommun.org

Table des matières

Introduction 1
Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron

Partie I. (Im)possible neutralité scientifique

1. L'ancrage sociologique du concept 13
Réflexion sur le rapport d'objectivation
Marie-Laurence Bordeleau-Payer
2. La neutralité pour quoi faire? 27
Pour une historicisation de la rigueur scientifique
Oumar Kane
3. De l'impossible neutralité axiologique à la pluralité des pratiques 39
Pierre-Antoine Pontoizeau
4. Sur l'idéal de neutralité en recherche 55
Bachelard, Busino et Olivier de Sardan mis en dialogue
Julia Morel et Valérie Paquet
5. Quand les résultats contredisent les hypothèses 67
La neutralité en question dans la production du savoir sur le cerveau
Giulia Anichini
6. Traductions coloniales et (post)coloniales à l'épreuve de la neutralité 81
Milouda Medjahed
7. Les pratiques d'évaluation par les pair-e-s : pas de neutralité 95
Samir Hachani
8. Les faits, les sciences et leur communication 113
Dialogue sur la science du climat à l'ère de Trump
Pascal Lapointe et Mélissa Lieutenant-Gosselin

Partie II. L'insoutenable neutralité scientifique

9. L'amoralité du positivisme institutionnel 135
L'épistémologie du lien comme résistance
Florence Piron
10. Voyage vers l'insolence 169
Démasquer la neutralité scientifique dans la formation à la recherche
Maryvonne Charmillot et Raquel Fernandez-Iglesias
11. La neutralité en sciences de l'environnement 221
Réflexions autour de la Marche internationale pour la science
Laurence Brière
12. Neutralité, donc silence? 245
La science politique française à l'épreuve de la non-violence
Cécile Dubernet

Partie III. Au-delà de la neutralité

13. Les sciences impliquées 275
Entre objectivité épistémique et impartialité engagée
Donato Bergandi
14. Neutralisation et engagement dans des controverses publiques 295
Approche comparative d'expertises scientifiques
Robin Birgé et Grégoire Molinatti
15. Non-neutralité sans relativisme? 315
Le rôle de la rationalité évaluative
Mathieu Guillermin
16. Comprendre et étudier le monde social 339
De la réflexivité à l'engagement
Sklaerenn Le Gallo
17. Langagement 355
Déconstruction de la neutralité scientifique mise en scène par la sociologie dramaturgique
Sarah Calba et Robin Birgé

Partie IV. Perspectives réflexives

18. Que signifie être chercheuse? 423
Du désir d'objectivité au désir de réflexivité
Mélodie Faury

19. Des relations complexes entre critique et engagement 441
Quelques enseignements issus de recherches critiques en communication
Éric George

20. Perspectives critiques et études sur le numérique 459
À la recherche de la pertinence sociale
Lena A. Hübner

21. Réguler les rapports entre recherche scientifique et action militante 475
Retour sur un parcours personnel
Stéphane Couture

Les auteurs et les autrices 499

Procédure d'évaluation des chapitres 509
Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron

Résumés 511

Abstracts 525

Abstractos 537

Astratti 549

مُلخَّصات 561

Zusammenfassungen 563

À propos de la maison d'édition 577

Introduction

LAURENCE BRIÈRE, MÉLISSA LIEUTENANT-GOSSELIN ET FLORENCE PIRON

Les manières de penser et de faire de la science et de contribuer aux sciences sont multiples. Cette pluralité épistémologique et méthodologique nous apparaît des plus fécondes, car elle est à même de mener à une compréhension toujours plus approfondie des réalités complexes qui composent notre monde. Pourtant, encore aujourd'hui, nous remarquons la vigueur avec laquelle le modèle positiviste[1] et son injonction de neutralité s'imposent au détriment d'autres perspectives de recherche.

Ainsi, dans le régime contemporain de développement des savoirs savants, le modèle dominant (positiviste réaliste) soutient que la science vise l'étude objective de la réalité en s'appuyant, notamment, sur l'application rigoureuse de la méthode « scientifique ». Cette dernière éviterait que des personnes ou des contextes influencent les résultats de recherche, ce qui leur permettraient d'être généralisables et universels. La neutralité du processus de recherche et des scientifiques serait donc nécessaire pour garantir la scientificité – et donc la vérité – d'une connaissance.

Cette vision est vivement contestée dans plusieurs champs de recherche, tels que les études sociales des sciences, l'histoire des sciences et les études féministes et décoloniales. Ces critiques de la possibilité de la science neutre estiment plutôt que les théories scientifiques sont construites et influencées par le contexte social, culturel et politique dans lequel travaillent les scientifiques, ainsi que par les conditions matérielles de leur travail. La reconnaissance de l'ancrage social de la science rend impensable, pour ces critiques, l'idée même de neutralité, de point de vue se situant hors de tout point de vue. Cette posture est souvent associé au « constructivisme ».

Bien qu'ancien, ce débat est toujours d'actualité. La compréhension positiviste réaliste (« normale ») des sciences, institutionnalisée dans les centres de recherche, détermine les contours des discours et représentations sociales des sciences et influence le rôle et le statut accordés aux scientifiques

1. Ce concept est usuel en sciences sociales et humaines, alors qu'il est beaucoup moins en STIM (Sciences, technologies, ingénierie et médecine). Le livre devrait permettre d'en comprendre les raisons.

et aux savoirs qu'ils et elles produisent dans nos sociétés. Cette posture participe à légitimer certaines savoirs et modes de production de savoirs et à discréditer les savoirs issus de d'autres types de démarches heuristiques.

En 2017, dans le cadre du 85e congrès international de l'Association francophone pour le savoir tenu à Montréal, l'Association science et bien commun (ASBC)[2] a voulu questionner la possibilité, le bien fondé et les conséquences de l'injonction de neutralité faite aux scientifiques et aux sciences. Nous avons ainsi lancé la question « Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre? » en proposant aux conférenciers et conférencières intéressées quatre axes de réflexion : épistémologique, politique, éthique et sociétal. L'axe épistémologique posait la question de la neutralité dans le travail cognitif de fabrication des connaissances et dans la conception de la vérité qui circule en sciences. L'axe politique discutait l'injonction de neutralité faite aux scientifiques dont les travaux touchent à des enjeux politiques majeurs qui les invitent à prendre parti. L'axe éthique interrogeait l'idée subversive que « la doctrine de la neutralité sert avant tout à la science à s'exonérer de toute responsabilité face à ses effets » (Toulouse, 2001). L'axe sociétal réfléchissait à l'influence des rapports sociaux et des idéologies économiques sur le développement des sciences, des objets de recherche et des politiques scientifiques.

Les vives discussions suscitées par la quarantaine de chercheurs et chercheuses réunies au colloque étaient inscrites dans une multitude de champs de savoirs : philosophie, sociologie, mathématiques, communication, santé, environnement, histoire, études féministes, études postcoloniales, éducation, sciences politiques, traduction, journalisme scientifique, etc. Les questions soulevées ont par ailleurs été abordées depuis une diversité de contextes historiques, politiques et culturels, les participants et participantes provenant du Canada, de France, du Cameroun, d'Algérie, du Brésil, des États-Unis et de Suisse. Nous avons voulu non seulement rendre compte de ces discussions, mais les poursuivre sous la forme d'un ouvrage ouvert, participatif et évolutif.

2. Organisation à but non lucratif fondée en juillet 2011 au Québec, l'Association science et bien commun – ASBC) a pour mission de stimuler la vigilance et l'action pour une science ouverte, au service du bien commun.

Un projet ouvert, participatif et évolutif

Cet ouvrage collectif va au-delà de simples « actes » de colloque. La publication a en effet été ouverte à des autrices[3] non présentes au colloque et les chapitres ont pour la plupart été rédigés à la suite du colloque, ce qui a permis à leurs auteurs et autrices d'y intégrer explicitement ou tacitement des références aux travaux de cette rencontre interdisciplinaire et internationale.

Ce projet a en outre permis d'expérimenter une nouvelle forme d'évaluation par les pair-e-s : ouverte et croisée. Les trois co-responsables du livre ont invité les auteurs et autrices à évaluer à l'aveugle deux autres textes de l'ouvrage. Cette évaluation concernait non seulement des aspects classiques de l'évaluation par les pair-e-s (intérêt, originalité, rigueur, validité de la contribution), mais elle portait aussi sur le respect de l'écriture inclusive, l'accessibilité à un large public et le souci d'intégration de références bibliographiques à des autrices et à des personnes non occidentales.

Les personnes évaluatrices devaient par ailleurs inclure un commentaire à publier à la suite du texte évalué, sous la forme d'une note réflexive centrée sur les idées et le contenu. C'est la dimension « ouverte » du processus. Certains commentaires ont été très brefs, d'autres très longs… Disponibles en ligne à partir d'avril 2019, ils permettront, nous l'espérons, d'approfondir la compréhension des débats.

Ce mode alternatif d'évaluation est en adéquation avec les valeurs d'ouverture, de transparence, de dialogue et d'inclusion caractéristiques de la science ouverte juste prônée par l'Association science et bien commun. La science ouverte est une science qui s'ouvre aux savoirs non scientifiques (traditionnels, expérientiels, autochtones, etc.) au lieu de les mépriser ou de les ignorer. C'est une science particulièrement attentive aux initiatives citoyennes et qui suscite la contribution des non-scientifiques à la recherche. C'est une science qui donne universellement accès à ses textes et à ses données de recherche dans tous les pays du monde, sans barrière financière – et qui favorise leur réutilisation au service du bien commun. C'est une

3. Nous suivons dans ce livre les principes de l'écriture inclusive et contribuons ainsi aux retrouvailles de la langue française avec des formes grammaticales féminines ayant été effacées de l'usage par l'Académie française à la Renaissance.

science qui rejette la tour d'ivoire, qui vise la justice cognitive et le respect de tous les savoirs humains, qu'ils viennent des pays du Sud ou des pays du Nord. C'est une science vue comme un « commun », appartenant à l'humanité.

Cet engagement éthique, épistémologique et politique de l'Association science et bien commun révèle la réponse que nous donnons à la question « Et si la recherche ne pouvait pas être neutre? ». Non seulement nous croyons que la recherche scientifique ne peut être neutre, mais nous sommes d'avis qu'elle doit être engagée et ainsi soutenir la réflexion et l'action sociales, dans des perspectives écologistes et solidaires. Vous constaterez à la lecture de cet ouvrage que la majorité des personnes qui y ont contribué partagent ce point de vue, mais pas toutes. Et nous en sommes bien heureuses! Nous souhaitons ainsi avant tout susciter la réflexion et le débat.

Aperçu d'un ouvrage polyphonique engageant

L'originalité, la richesse et la vivacité des contributions rassemblées dans cet ouvrage ne laissera aucun lecteur, aucune lectrice indifférent-e! Ces écrits sont portés par un souci d'authenticité et de pertinence scientifiques qui ne peut qu'interpeller les citoyennes et citoyens, qu'ils et elles soient ou non chercheuses et chercheurs. Le livre est organisé en quatre parties, correspondant à quatre dimensions de la brûlante question qui a rassemblé les auteurs et les autrices. Les premiers chapitres défendent l'impossibilité de la neutralité scientifique, ceux de la partie suivante se penchent sur les effets d'une telle posture alors que les contributions de la troisième partie dessinent des horizons au-delà de la neutralité. Une quatrième et dernière partie propose de fécondes perspectives réflexives sur des expériences et des parcours de recherche engagée.

(Im)possible neutralité scientifique

Par le biais d'études de cas ou de recherches théoriques, plusieurs auteurs et autrices argumentent avec brio l'impossibilité d'une recherche scientifique neutre ou, par extension, d'une science neutre. Ils et elles déconstruisent des notions telles que l'objectivité, la preuve et la vérité scientifiques, en s'appuyant sur un riche patrimoine de réflexions intellectuelles.

Du côté des réflexions théoriques, **Marie-Laurence Bordeleau-Payer** soutient l'impossibilité fondamentale de la neutralité scientifique, expliquant que la connaissance repose sur le langage, lui-même nécessairement ancré dans des réalités socio-historiques particulières (« L'ancrage sociologique du concept. Réflexion sur le rapport d'objectivation »). **Oumar Kane** traite ensuite de l'historicité des développements de la pensée scientifique en s'appuyant sur les contributions philosophiques d'Aristote, de Gaston Bachelard et de Paul Feyerabend. Il analyse la dimension politique de toute entreprise de construction de savoirs (« La neutralité pour quoi faire? Pour une historicisation de la rigueur scientifique »). Dans le même esprit, **Pierre-Antoine Pontoizeau** se penche sur l'intentionnalité orientant le travail scientifique; alors que le courant positiviste soutient que la science se construit sur des jugements de faits, l'auteur rappelle l'importance des jugements de valeurs dans le processus de recherche. Il expose ensuite comment la répétition, en tant que critère de validité scientifique, contribue à figer les représentations sociales, au profit des cosmovisions dominantes (« De l'impossible neutralité axiologique à la pluralité des pratiques »). Croisant des perspectives issues de trois champs disciplinaires – soit l'anthropologie, la sociologie et la philosophie –, **Valérie Paquet** et **Julia Morel** explorent quant à elles certaines interprétations du postulat épistémologique de la neutralité dans le champ des sciences humaines et sociales (« Sur l'idéal de neutralité en recherche. Bachelard, Busino et Olivier de Sardan mis en dialogue »).

Du côté des études de cas, **Guilia Anichini** témoigne du « bricolage de données » qu'elle a observé dans l'analyse et le traitement de données issus de l'imagerie par résonance magnétique (IRM), bricolage que motiverait notamment la pression de publication (« Quand les résultats contredisent les hypothèses. La neutralité en question dans la production du savoir sur le cerveau »). **Milouda Medjahed** nous convie par la suite dans l'univers de la traductologie, d'où elle discute – à travers maints exemples – les apports du courant (post)colonial à la mise en exergue d'agendas politiques de traduction (« Les traductions coloniales et (post)coloniales à l'épreuve de la neutralité »). **Samir Hachani** explore le monde de la publication scientifique en s'intéressant à la place des femmes parmi les « pairs » à qui des revues scientifiques demandent d'évaluer des articles ou parmi les comités scientifiques de prestigieuses revues. Les inégalités qu'il observe ainsi

questionnent la « neutralité » de ce qui est pourtant considéré comme un rempart de l'objectivité scientifique (« Les pratiques d'évaluation par les pair-e-s. : pas de neutralité »).

Cette partie se termine par un dialogue en trois temps entre des compréhensions divergentes de la neutralité et de l'activité scientifique. D'une part, **Pascal Lapointe** propose une vision de la science plus proche du positivisme et attachée notamment à la distinction entre faits et opinions. Il explore les manières de communiquer les sciences aux publics qui y sont récalcitrants. **Mélissa Lieutenant-Gosselin** met en doute cette posture et interroge Pascal sur d'autres manières de penser et de communiquer les sciences (« Les faits, les sciences et leur communication. Dialogue sur la science du climat à l'ère de Trump »). Pascal Lapointe lui répond en indiquant que l'image de la neutralité de la science est une arme contre les discours de désinformation.

L'insoutenable neutralité scientifique

La deuxième partie de cet ouvrage collectif propose des textes qui analysent les effets de la norme de neutralité en science et, plus largement, en société. Alors que la neutralité scientifique est vue par plusieurs chercheurs et chercheuses comme un principe fondamental de l'éthique de la recherche, **Florence Piron** critique plutôt l'amoralité d'une telle posture qui amène à se méfier des émotions, sentiments et valeurs comme étant des obstacles à la vérité alors qu'ils sont nécessaires à la pensée et à la création de savoirs humanisés et humanisants (« L'amoralité du positivisme institutionnel. L'épistémologie du lien comme résistance »). **Maryvonne Charmillot** et **Raquel Fernandez-Iglesias** s'attaquent quant à elles à la « grammaire positiviste » légitimant des injonctions et des conventions peu propices au déploiement de la pensée et de la créativité intellectuelles. Face au conformisme scientifique, les autrices invitent au pluralisme et même au développement d'« actes de recherche insolents » (« Voyage vers l'insolence. Démasquer la neutralité scientifique dans la formation à la recherche »).

Les autres contributions de cette section portent chacune sur un champ de recherche particulier, soit les sciences de l'environnement et les sciences politiques. Ainsi, c'est par une déconstruction du discours de la Marche internationale pour la science tenue dans le cadre du Jour de la Terre 2017 que **Laurence Brière** met en lumière l'incohérence d'une posture de neutralité

scientifique alors que les questions socio-écologiques vives impliquent nécessairement tout être humain en tant que partie d'une trame de vie et d'une communauté politique (« La neutralité en sciences de l'environnement. Réflexions autour de la Marche internationale pour la science »). **Cécile Dubernet** expose ensuite comment le postulat de l'efficacité de la violence, développé et répandu dans une perspective de neutralité scientifique, vertèbre le champ de la science politique française. L'autrice montre habilement les effets pervers d'une telle situation, à commencer par la difficulté qu'ont les chercheuses et chercheurs concernés à contribuer au développement d'imaginaires ne considérant plus la violence comme un incontournable du politique (« Neutralité, donc silence? La science politique française à l'épreuve de la non-violence »).

Au-delà de la neutralité

Après avoir soutenu l'impossibilité de la neutralité scientifique et soulevé un ensemble de conséquences pernicieuses d'un tel positionnement épistémologique, cet ouvrage collectif propose d'autres avenues et lance une discussion sur les défis de la sortie de la norme de neutralité. Les chapitres de cette section suggèrent ainsi des perspectives déontologiques, épistémologiques ou méthodologiques susceptibles d'être fécondes pour un tel dépassement.

Au regard de controverses socioscientifiques d'actualité, **Donato Bergandi** interroge le rôle des chercheurs et chercheuses dans de tels contextes et propose une typologie des postures déontologiques observées (« Les sciences impliquées. Entre objectivité épistémique et impartialité engagée »). S'intéressant également aux questions socialement vives et analysant plus spécifiquement trois cas français, **Robin Birgé** et **Grégoire Molinatti** mettent en lumière une diversité de postures d'expertise (« Neutralisation et engagement dans des controverses publiques. Approche comparative d'expertises scientifiques »).

Mathieu Guillermin propose ensuite une analyse des contributions d'Hilary Putnam sur la question de la neutralité en sciences. Il invite à s'approprier la démarche de « rationalité évaluative » proposée par le philosophe des sciences, qui rejette l'injonction de neutralité tout en soutenant la possibilité d'une rationalité et d'une objectivité scientifiques (« Non-neutralité sans relativisme? Le rôle de la rationalité évaluative »).

Sklaerenn Le Gallo soutient quant à elle qu'une « exigence de réflexivité » incombe aux chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales. L'autrice développe sa proposition à l'aune des héritages foucaldien et bourdieusien, où l'engagement des intellectuels, hommes et femmes, est envisagé comme inévitable et nécessaire (« Comprendre et étudier le monde social. De la réflexivité à l'engagement »). Puis, **Sarah Calba** et **Robin Birgé** proposent à leur tour, en marge des solutions généralement proposées face à l'impossible neutralité scientifique, une approche de « distanciation » attentive au choix des mots et des jeux de langage donnant forme à une recherche (« Langagement. Déconstruction de la neutralité scientifique mise en scène par la sociologie dramaturgique »).

Perspectives réflexives

Dans cette quatrième et dernière partie du livre, quatre chercheuses et chercheurs explorent de manière réflexive et très personnelle l'impact de l'exigence de neutralité dans leur parcours. **Mélodie Faury** raconte comment, à partir d'une formation classique en biologie « positiviste », sa réflexion sur les sciences l'a conduite vers les sciences sociales et un constructivisme réflexif (« Que signifie être chercheuse? Du désir d'objectivité au désir de réflexivité »). Les trois textes qui suivent explorent de manière plus spécifique les enjeux, les défis et les possibilités de la recherche engagée en faisant référence à leurs propres expériences de militance et de recherche critique. **Éric George** articule sa réflexion à partir de travaux de l'École de Francfort, du champ de l'économie politique de la communication et des *cultural studies*. L'auteur soutient la complémentarité de la recherche critique et de la militance tout en soulevant les défis concrets d'une telle articulation (« Des relations complexes entre critique et engagement. Quelques enseignements issus de recherches critiques en communication »). **Lena A. Hübner** explore ensuite les enjeux de la diffusion des résultats de recherches critiques portant sur la communication politique numérique. L'autrice propose des pistes pour soutenir les groupes engagés vers la transformation des réalités problématiques tout en composant avec l'inévitable réappropriation des résultats de recherche par les intérêts dominants (« Perspectives critiques et études sur le numérique. À la recherche de la pertinence sociale »). Enfin, **Stéphane Couture** aborde – à partir des choix, des moments charnières et des incidents critiques qui ont donné forme à

son parcours de militant et de chercheur – les possibilités et les limites de la recherche engagée d'un point de vue pragmatique (« Réguler les rapports entre recherche scientifique et action militante. Retour sur un parcours personnel »).

Une réflexion qui se poursuit

Nous espérons que les lecteurs et lectrices trouveront en cet ouvrage des repères théoriques et critiques de nature à stimuler leur propre réflexion éthique sur les enjeux du positionnement épistémologique en recherche. N'hésitez pas à nous écrire pour nous faire part de la manière dont ces contributions résonnent chez vous.

Bonne lecture!

Référence

Toulouse, Gérard. 2001. Regards sur l'expérience passée: science moderne et responsabilités des savants. Présenté au Colloque La fabrication de l'humain, Paris.
http://www.phys.ens.fr/~toulouse/

PARTIE I

(IM)POSSIBLE NEUTRALITÉ SCIENTIFIQUE

1. L'ancrage sociologique du concept

Réflexion sur le rapport d'objectivation

MARIE-LAURENCE BORDELEAU-PAYER

La pensée humaine dépend des connaissances acquises pour se définir et chaque génération hérite d'un savoir transmis au moyen duquel son rapport au monde est conditionné[1]. Le rôle de la tradition est en ce sens fondamental à toute saisie du réel. Or la tradition n'existe pas indépendamment de tout un univers de sens (en constant refaçonnement) incarné dans les symboles, lesquels sont essentiels à la mise en forme de la signification, autant dans sa manifestation universelle que particulière. Les symboles sont en fait constitutifs de l'horizon significatif dont tout un chacun hérite, mais que certains engagent dans une transformation en fonction de la réalisation de découvertes et d'une capacité à rendre compte de la métamorphose du monde. Ainsi, qu'il soit question de tradition sous la forme de mœurs et coutumes, de paradigmes ou de théories scientifiques à proprement parler, le rôle de la médiation symbolique se pose de la même façon, c'est-à-dire que les symboles sont intrinsèques à la médiation par laquelle advient le rapprochement entre le « sujet » et l'« objet ». Cette mise en relation que rend possible la médiation est façonnée de concepts, en raison du fait que la saisie réflexive de la réalité passe par la désignation conceptuelle dont la matérialisation se laisse communément saisir dans l'unité sémantique qu'est le mot. Le langage apparaît alors comme ce qui permet à la connaissance d'advenir, d'être cumulée dans des traditions (savantes ou non) et de faire l'objet d'une transmission. Il s'ensuit que le langage se présente autant comme ce qui présuppose, que comme ce qui médiatise la connaissance au sein de la subjectivité individuelle, et ce, par la voie d'apprentissages et de découvertes qui assurent la transmission du savoir et permettent à l'intelligibilité du monde, intérieur et extérieur, de prendre *sens*, de se révéler à nous et d'être remaniée. Certes, il existe des connaissances pratiques (sensorimotrices) qui échappent à une transmission par la voie du langage, mais la possibilité d'une

1. J'emploie ici le vocable « conditionné » plutôt que « déterminé » dans l'intention de mettre l'accent sur l'ouverture à la transformation. À la différence de la détermination, le conditionnement permet un remaniement « créateur ».

activité réflexive sur ces dernières, d'un savoir qui se pense comme tel, nécessite la médiation du langage, car c'est la désignation d'une réalité qui la fait advenir comme objet de connaissance.

Bien que la manière dont le langage participe à construire le monde ait été abondamment étudiée à l'intérieur des frontières du paradigme constructiviste[2], peu d'attention a toutefois été accordée au langage comme médiation du monde au-delà des catégories nature-culture. Au-delà de cette dichotomie, affirmer la présupposition du langage dans la connaissance (scientifique) ne signifie pas que la saisie du réel n'est qu'une construction langagière niant du coup l'existence des faits ou d'une réalité indépendante du sujet connaissant; la reconnaissance du rôle du langage et de la désignation conceptuelle dans l'édification de la connaissance permet plutôt de concevoir que les faits se présentent à l'esprit parce qu'ils sont médiatisés. Cette façon d'aborder le rapport au monde et à la connaissance s'inscrit certainement en opposition avec un positivisme dominant, dont les principes réduisent l'objectivité à la matérialité des faits[3], mais poursuit néanmoins le projet d'accès à la vérité par le biais d'un travail réflexif qui suppose que la vérité n'est jamais indépendante du point de vue de celui qui connaît. Suivant cette perspective, la philosophie hégélienne offre une avenue fort éclairante pour considérer le rapport au monde et son appréhension scientifique en envisageant l'accès à la connaissance au-delà, ou en deçà, de la querelle nominalisme/réalisme. C'est du moins selon cette interprétation de la méthode du philosophe allemand, que son orientation épistémologique m'interpelle toute particulièrement. Parmi les ambitions philosophiques constitutives du système hégélien réside en effet la perspective d'un rapprochement entre théorie et empirie, à travers une méthode dialectique

2. Dans le domaine de la sociologie, Peter Berger et Thomas Luckmann (2010) ont bien mis en lumière comment la construction de l'univers symbolique structure autant les significations objectives que les significations subjectives.
3. En ce qui a trait aux principes positivistes, l'illusion d'objectivité des conditions de laboratoire faisant abstraction du rapport d'interprétation (façonné entre autres par les normes et les valeurs) me semble particulièrement problématique. Selon moi, lorsqu'il est question d'étudier la manière dont le sujet entre en interaction signifiante avec son environnement, lorsqu'il s'agit de comprendre le sens d'un phénomène humain, non seulement l'interprétation s'impose, mais elle apparaît comme la seule « méthode » capable de situer le rôle fondamental de « la position du sujet » à même son objet tout en mettant en jeu, au moyen du dialogue, la compréhension préalable que le sujet possède de l'objet.

qui présuppose le « non sensible sensible », soit le langage[4], comme médiation par laquelle la capacité de penser l'objectivité du monde, de même que la construction d'une intériorité subjective adviennent. C'est donc en prenant appui sur la méthode hégélienne – que je me permets de qualifier d'herméneutico-dialectique et dont les principes font écho à ma propre démarche épistémo-sociologique – qu'il me paraît possible de dépasser la polarisation nature-culture en pensant l'amalgame indissoluble entre l'être-au-monde et le langage.

Ainsi, dans ce qui suit, j'aimerais interroger le rôle du « concept » en tant qu'il se présente comme outil langagier et méthodologique au moyen duquel il est possible de saisir la réalité en prenant appui sur la contribution hégélienne. De manière plus précise, la réflexion que je souhaite mener ici a pour objectif d'examiner le fondement langagier du concept au carrefour de l'activité cognitive qui s'en empare et de la conceptualisation à l'œuvre dans la pratique scientifique. Afin de conduire cette entreprise réflexive, j'articulerai essentiellement mon propos à partir de trois axes, soit : la relation engagée entre le mot et la pensée, le rapport d'objectivation que fait advenir le concept et le caractère plastique du concept et de la réalité qu'il donne à connaître. Suivant ces angles d'approche, j'envisagerai le concept et la pensée en fonction de ce qui constitue le fondement de notre rapport au monde, soit la présupposition du langage dans toute saisie de la réalité, que celle-ci soit culturelle ou naturelle. Autrement dit, je considèrerai le langage comme ce qui constitue le socle fondamental de toute possibilité de connaissance – en sciences naturelles comme en sciences culturelles. À cet effet, je m'appuierai principalement sur l'apport de la philosophie hégélienne. Enfin, en filigrane de ce programme, je m'appliquerai à formuler, par le biais d'une mise en évidence de l'ancrage sociohistorique des concepts, une critique de l'idéal positiviste qui tend à s'imposer toujours davantage comme la seule forme légitime de connaissance. Ce parcours sera en outre l'occasion de participer à une remise en question de la souveraineté de l'objectivité dans la pratique scientifique, et ce, en éclairant le fait que l'objectivité est attachée au rapport d'objectivation (symbolique) qui la fait advenir.

4. En qualifiant le langage en termes de « non sensible sensible », Hegel cherche manifestement à mettre en évidence la « double » réalité de cette médiation, soit sa manifestation matérielle (graphique, sonore, gestuelle), de même que son incarnation idéelle.

Le rapport entre le mot et la pensée

Afin d'aborder la relation entre concept et réalité, il importe de considérer la relation qui unit la pensée au mot. En fait, le rapport entre le mot, le concept et le développement de la pensée permet de poser la « nature » fondamentalement sociale de la psyché, de façon à envisager l'union entre la nature et la culture en fonction de la présupposition du langage. C'est parce que le langage est intrinsèquement lié à l'activité cognitive et à la formation des fonctions psychiques qu'il se comprend en premier lieu dans le rôle qu'il occupe au sein du développement cognitif individuel.

Le mot agit comme pont entre l'individu et autrui : il est l'outil par lequel le monde est intériorisé et devient familier, de sorte que le processus de socialisation passe par l'apprentissage du langage, et plus particulièrement d'une langue, soit celle d'une société donnée. C'est par l'intériorisation d'une langue maternelle que l'accès au monde symbolique devient possible et que la culture pénètre l'organisme. Ainsi, l'apprentissage d'une langue déjà existante signifie que les expériences individuelles significatives sont d'abord façonnées par un univers de sens qui les précède, bien que le sens soit toujours actualisé au moment de la réception des mots d'autrui. D'ailleurs, un certain stade de développement de l'enfant est à ce propos révélateur; il s'agit du moment où l'enfant comprend que c'est par le langage qu'il a accès à autrui, car c'est aussi à ce moment qu'il comprend que c'est par le langage qu'il peut avoir accès à lui-même selon un procès réflexif fondé sur une capacité de désignation, notamment de lui-même à l'aide du pronom « je ». Cette phase de développement constitue la condition initiale du devenir conscient. Elle est intimement attachée à la capacité de désigner le monde extérieur, de même que le monde intérieur.

C'est dans cette perspective que le langage permet le passage d'une adaptation passive à un milieu vers une adaptation active qui fait advenir le sujet et le constitue comme membre d'une collectivité. En fait, l'entrée dans le monde social, médiatisée par le langage, participe du développement des dispositions psychiques et se fusionne dès le début de la vie avec des dispositions biologiques, de sorte qu'il apparaît impossible de départager l'inné de l'acquis dans la formation de la conscience en général, et de la conscience de soi en particulier. C'est parce que le sujet se reconnaît dans les mots qu'il emploie, c'est parce qu'il se les approprie que le langage décrit universellement la situation particulière qu'il exprime dans un sens qui le

précède et le dépasse. Par exemple, « je suis une femme » exprime autant ma condition particulière actuelle que mon appartenance à une condition universelle dont le concept « femme » rend compte et qui ne se réduit aucunement à mon incarnation individuelle ici et maintenant. Assurément, la possibilité humaine d'apprendre une langue et d'entrer en dialogue avec autrui repose sur des dispositions biologiques qu'il importe de reconnaître : celles-ci sont en fait le substrat nécessaire au développement d'une pensée individuelle, mais elles ne constituent pas pour autant un donné physiologique immuable au moyen duquel se comprend le développement humain dans toute sa richesse et sa complexité. Le langage se loge au fondement de la socialisation et de l'avènement du sujet parce que le mot donne à la pensée sa matière alors que la matière est saisissable par la pensée au moyen des mots qui sont intrinsèques à l'horizon significatif d'une société[5].

D'autre part, les mots agissent sur la pensée par leur capacité à représenter, de manière générale et abstraite, à travers le concept. À l'inverse, le concept acquiert sa réalité à travers le mot qui le désigne. Le reflet de la réalité dans la conscience passe dès lors par le mot et plus spécifiquement par la représentation que permet la forme conceptuelle, laquelle est attachée au signe ou au symbole. La formation des concepts met en évidence le fameux syllogisme hégélien qui articule le particulier avec l'universel, puisque l'incarnation particulière d'un concept se comprend en fonction de sa capacité à désigner le général, voire l'universel. Pour le dire autrement et à l'aide d'un exemple fort simple, une table peut être appréhendée par le concept de « table » parce qu'elle incarne les qualités universelles d'une table en tant qu'objet formé d'une surface horizontale plane et supportée par des pieds, et ce, bien qu'elle possède des éléments singuliers qui la distingue des autres tables sur le plan notamment de la forme, des matériaux, etc. L'objet particulier est identifié dans sa singularité suivant sa capacité à incarner l'universel à travers une synthèse qui permet de décrire et d'appréhender une réalité qui dépasse sa manifestation singulière, en l'occurrence ici la réalité de l'objet « table » médiatisée par le langage conceptuel. Et lorsqu'il est

5. Dans la même veine que la pensée hégélienne, le psychologue Lev Vygotski (1985 : 385) a bien montré comment les mots sont attachés autant à une conscience collective qu'à une conscience singulière : « il est évident que ce n'est pas la pensée seule, mais toute la conscience dans son ensemble qui est liée dans son développement à celui du mot. Les recherches montrent effectivement à chaque pas que le mot joue un rôle central dans la conscience prise dans son ensemble et non dans ses fonctions singulières. […] Le mot doué de sens est un microcosme de la conscience humaine »

question de concepts nécessitant une plus grande capacité d'abstraction, par exemple dans le cas d'un concept théorique, tel celui de « mal », l'esprit doit procéder à l'aide du mot à un niveau de synthèse supérieure en établissant des liaisons objectives avec les différentes déclinaisons que le mal peut prendre au sein d'une culture. Ainsi, la culture agit comme univers de référence pour le sujet pensant, puisque ce dernier reconnaît la manifestation particulière du mal dans son rapport à une conception générale et partagée, laquelle est évidemment sociohistoriquement située et sujette à un constant « remodelage ».

Il est par conséquent possible d'affirmer que les caractéristiques fondamentales de la formation des concepts résident dans le mot comme médiation symbolique, mais également dans sa nature généralisante, laquelle participe du développement des fonctions psychiques supérieures. C'est pourquoi il est impossible de libérer la pensée des mots et des concepts qui permettent d'appréhender la réalité, autant celle de l'intériorité du sujet que celle de l'extériorité du monde. Le concept remplit une fonction centrale dans le développement et la réalisation des facultés d'abstraction de l'esprit qui sont intrinsèques au développement cognitif et à l'édification d'un univers de sens. Il apparaît donc inconcevable d'appréhender le développement des fonctions psychiques sans considérer la dépendance de la pensée à l'égard du langage en fonction du rapport sociohistorique que cette relation suppose.

Concept et rapport d'objectivation

Tel qu'évoqué plus haut, chez Hegel, le langage se présente comme ce qui sous-tend, ce qui présuppose l'advenir à soi de l'esprit (subjectif et objectif). Ultimement, le langage permet de rendre compte de cet advenir d'un point de vue scientifique – ou encore d'un point de vue philosophique (esprit absolu), puisque les deux termes s'équivalent pour le philosophe.

Selon Hegel, le langage donne accès au vrai, soit à la connaissance de nous-mêmes, car c'est par lui que la particularité se découvre dans son universalité et qu'elle aboutit à l'articulation significative de son intelligibilité. Ainsi, le langage se présente comme élément préalable à l'apparaître phénoménal de l'esprit, de même que comme médiation par laquelle la compréhension du soi se dévoile dans le savoir scientifique : le mot, dans sa forme conceptuelle, constitue la médiation objective forgée par la pensée

afin qu'elle s'appréhende elle-même. Le langage apparaît alors arbitraire par rapport à la réalité qu'il désigne et c'est pourquoi il est une réalité humaine et sociale et non une réalité naturelle – immédiate. En revanche, c'est par le langage que la réalité naturelle est médiatisée et qu'elle devient accessible comme objet de connaissance pour l'esprit. Cette approche ne signifie pas pour autant que l'immédiat (le monde naturel) existe uniquement par sa saisie médiatisée, mais plutôt que cette réalité ne pourrait être accessible à la conscience sans la médiation langagière, puisqu'en « … se remplissant du mot, l'intelligence accueille en elle la nature de la Chose » (Hegel, 2006[1830] : 561). C'est donc en fonction de ce fondement langagier, ou plutôt de cette présupposition du langage, que le système hégélien accorde une préséance de la logique sur les sciences naturelles et les sciences de l'esprit. Dans *La science de la logique*, Hegel (1979[1812] : 579) affirme que le langage est le « corps de la pensée », car c'est par l'apprentissage d'une langue, comme création humaine, qu'il est possible de développer une pensée et des habitudes par lesquelles la réalité immédiate peut être dévoilée significativement et devenir familière. Cette manière d'aborder le rapport entre le sensible et l'intelligible offre la possibilité de dépasser l'opposition entre le corps et l'esprit, la nature et la culture, de façon à en poser l'union. L'expression « *saisir* l'essence de quelque chose » met d'ailleurs bien en évidence le procès à l'œuvre dans la capacité humaine à s'approprier, à connaître, l'objet sensible. À ce sujet, le fameux exemple de Hegel concernant le sens de la réalité immédiate accessible par l'usage du mot « maintenant » est éclairant. Par le biais de cette illustration, Hegel montre comment la vérité de la certitude sensible est médiatisée, car lorsque la certitude sensible conçoit l'espace-temps « maintenant » à un moment nocturne en *particulier* et qu'elle le note sur un bout de papier, le même « maintenant » objectivé dans une forme écrite se révèle nié lorsqu'il est considéré à un moment diurne, en raison du fait qu'il ne rend plus compte adéquatement d'une vérité particulière. Or, « maintenant » conserve pourtant sa vérité dans la généralité, puisqu'il garde sa capacité à désigner le réel, c'est-à-dire à médiatiser une réalité temporelle dans sa forme universelle : « [c']est pourquoi ce Maintenant qui se garde n'est pas un Maintenant immédiat, mais un Maintenant intermédié » (Hegel, 1991[1807] : 94). En bref, cet exemple témoigne du fait que l'immédiateté n'est connaissable que par son dépassement dialectique au moyen de la médiation par laquelle la particularité est niée et par la suite conservée dans son universalité, de sorte que la réalité

immédiate se présente comme l'objet d'une médiation universelle dont la signification va au-delà de la manifestation particulière et de la simple opinion (car la réalité est réfléchie dans et par le sens commun).

Cet *excursus* au sein de la philosophie hégélienne permet d'observer comment le rapport à soi et au monde est toujours médiatisé par le langage, et ceci bien que la réalité ne se réduise pas au langage. Qu'il soit question de connaître des mécanismes qui relèvent de l'intériorité du sujet, du monde extérieur ou encore du monde dans son immédiateté naturelle, l'esprit doit nécessairement emprunter le chemin des mots ou des symboles au sein desquels résident les concepts, de sorte que la connaissance est impensable sans le rapport d'objectivation que fait advenir le langage. C'est pour cette raison que la formalisation conceptuelle constitue le mode d'accès à la vérité : elle agit comme miroir du « je » et du monde objectif dans lequel le « je » s'inscrit. C'est aussi pourquoi la progression de la connaissance est en fait une meilleure connaissance de son fondement, soit des concepts qui lui donnent corps et la médiatisent. Être et pensée doivent être conçus ensemble, dans leur unité à travers la réalisation de la science, c'est-à-dire du savoir que l'humain possède de lui-même et du monde qui l'entoure, et par lequel émerge une compréhension qui dépasse l'opposition nature-culture.

Or, aborder le langage et plus précisément le concept comme objet de médiation de la connaissance nécessite de considérer le caractère plastique de cette médiation en fonction de son ancrage sociohistorique. Certes le concept réfléchit une réalité, mais il participe également à la (re) façonner. La pensée humaine dispose de la liberté de créer des catégories à travers lesquelles l'humain s'approprie, crée et habite le monde. Il ne s'agit pas ici de tomber dans un pur constructivisme, mais plutôt d'appréhender la capacité humaine à agir sur et dans le monde par une activité (auto) réflexive rendue possible par l'univers conceptuel. La morale, comme sphère de l'action humaine, conformément entre autres aux concepts de bien et de mal qui la composent, est à ce sujet une illustration probante de la manière dont le monde peut être conceptuellement conçu et transformé par sa capacité à orienter des valeurs humaines et à favoriser un vivre-ensemble harmonieux. La morale est effectivement prescriptive dans les concepts qu'elle met en œuvre, car elle peut orienter idéalement le rapport entre le particulier et l'universel en induisant un conformisme de l'idée et du faire dans son concept. Autrement dit, plutôt que de saisir la réalité particulière dans son rapport à la généralisation abstraite, la morale met en œuvre un mouvement inverse

en dictant un comportement dans sa mise en forme effective particulière en fonction d'un contenu conceptuel. Hegel (1963 [1808-1811] : 127) décrit bien ce mouvement inversé dans les termes suivants :

> Dans l'idée de la connaissance, c'est du concept qu'on est en quête, et ce concept doit être adéquat à l'objet. Inversement, dans l'idée du bien, le concept est premier, et il joue le rôle d'un but qui est en lui-même et qui *doit* être réalisé au niveau de la réalité effective. [6]

Ainsi, ce qui est en jeu dans le mouvement prescriptif décrit, c'est la teneur normative du concept qui doit trouver son effectivité. À ce propos et dans la suite de la conception hégélienne de la morale, les concepts qui articulent la vie éthique exemplifient bien le potentiel des concepts à forger la réalité suivant une orientation normative. À titre d'exemple, le concept de famille est explicite : en définissant ce dernier par l'institutionnalisation de l'amour entre un homme et une femme par les liens du mariage, de même que par la filiation biologique issue de cette union, le concept de famille, dans sa conception moderne bourgeoise, décrit et prescrit normativement la forme que cette dernière doit prendre dans son effectivité. Or, cette définition conceptuelle et normative apparaît aujourd'hui non seulement rétrograde, mais inadéquate pour rendre compte de la mutation que la famille a connue et des multiples configurations qu'elle peut désormais prendre au sein de la société contemporaine. De fait, la famille peut aujourd'hui se décliner de diverses façons : elle peut notamment être composée de deux femmes ou deux hommes unis par un lien amoureux non institutionnalisé par les liens du mariage et dont la descendance est issue d'une adoption, de manière à échapper au lien de sang. Bref, c'est parce que le concept de « famille » s'est transformé afin d'être autrement inclusif et représentatif d'une profonde transformation sociale que la vérité effective de cette réalité se laisse dialectiquement saisir dans le rapport qu'elle entretient entre sa représentation et sa formalisation conceptuelle actualisée.

6. Suivant cette orientation, c'est l'idéal hégélien qui se donne à voir à travers la figure du concept : « L'idée est objectivement vraie, c'est-à-dire le concept adéquat, en qui la réalité présente est déterminée par son concept immanent et en qui l'existence, en tant que produit qui se produit lui-même, est liée à son but dans une unité extérieure. […] L'idéal est l'idée considérée sous l'aspect de l'existence, mais comme une existence conforme au concept » (Hegel, 1963[1808-1811] : 125).

En ce sens et à la lumière de cette dernière illustration, toute entreprise scientifique visant à réfléchir la famille dans sa manifestation actuelle se doit de considérer la métamorphose conceptuelle et ontologique dont elle a été l'objet et reconnaître qu'une définition réductrice et rétrograde de celle-ci aurait pour conséquence d'échouer à décrire et représenter la réalité phénoménale adéquatement. En éclairant une réalité sous un angle qui n'apparaît pas conforme à l'effectivité du concept, il s'ensuivrait effectivement des biais épistémologiques dans le savoir s'y rapportant. Ainsi, si le concept « traditionnel » de famille dictait un modèle exemplaire de personnes unies par le sang et/ou par alliance, le sens du concept s'est transformé, de façon à inclure une nouvelle normativité sociale dont tout projet de connaissance (scientifique) doit tenir compte. Par le biais de cette transformation conceptuelle, il est possible de saisir comment les concepts sont le produit d'un travail cumulatif de connaissance, mais aussi, lorsqu'il est question de la désignation du monde social en particulier, comment ils sont le produit de l'esprit du temps et qu'ils constituent des outils réflexifs symboliques idéologiquement situés en constant devenir. Ainsi, la structure plastique et dialectique du concept met en évidence comment la pensée conceptuelle prend forme à travers la dialectique de la reconnaissance intersubjective, c'est-à-dire que « je » me reconnais dans les concepts qui forment mon intelligibilité parce que « l'autre » m'y reconnaît. Autrement dit, se reconnaître dans le concept, c'est se connaître comme individu sachant le monde au sein duquel le « je » trouve son intelligibilité[7]. Dans le cas du concept de famille, certains individus auparavant exclus de cette catégorie s'y reconnaissent désormais grâce à la reconnaissance qu'un « nous » institutionnel leur accorde aujourd'hui, notamment par la désignation de l'homoparentalité et par suite, par une reconnaissance de cette catégorie sur le plan juridique. Le progrès se manifeste ici dans la transformation d'un concept qui témoigne de notre capacité à écrire l'histoire à travers un va-et-vient (itération/réitération) entre la théorie et l'empirie.

7. Je n'expose pas plus en détail ici la dialectique de la reconnaissance intersubjective, sinon pour souligner qu'elle se situe au cœur de l'examen hégélien du parcours du développement de la conscience de soi.

L'effectivité du concept et sa plasticité

Dans la section précédente, j'ai présenté un exemple d'un rapport d'objectivation d'une réalité sociale institutionnalisée qui se situe au fondement de l'édification de nos sociétés, mais ce rapport d'objectivation ne se limite évidemment pas au monde social. Tel que je l'ai montré en prenant appui sur la philosophie hégélienne, c'est le rapport d'objectivation logique qui rend la nature immédiate connaissable, de sorte que même les concepts visant à réfléchir la réalité naturelle sont appelés à se transformer au rythme des métamorphoses de la réalité empirique. Les concepts issus des neurosciences sont à ce sujet éloquents. Les techniques d'imagerie identifient aujourd'hui certaines activités cérébrales qui sont appréhendées à la lumière de concepts qui se veulent des miroirs de la réalité, mais ceux-ci sont fortement influencés par une culture épistémologique inscrite à même le tournant cognitiviste, lequel réduit la conscience humaine à l'organe du cerveau en ne tenant aucunement compte du rapport d'interprétation à l'œuvre dans toute entreprise de connaissance. Ainsi, à l'heure où les études empiriques issues des neurosciences montrent la matérialité de la réflexion, suivant l'activité neuronale et synaptique, il apparaît clairement que cette monstration ne nous permet pas de comprendre le contenu de la pensée et les mécanismes propres à l'activité réflexive.

Si une conception purement métaphysique de l'activité de l'esprit sans ancrage pratique était une chimère, l'inverse est tout aussi vrai, et les neurosciences constituent à ce sujet un modèle révélateur. En effet, ces dernières se présentent comme un moyen empirique par lequel l'esprit cherche à se connaître, mais ce désir de connaissance et de retour réflexif sur soi, réduit par une méthode positiviste à une observation cérébrale, ne permet pas de tenir compte du rôle de l'intuition, de l'interprétation et de la réflexion, de sorte que rien ne se révèle d'autre qu'une image – vide de sens. Sans la prise en considération de la signification de l'action humaine, toujours symboliquement enracinée dans la pensée (et donc attachée au langage), il est peu probable que la proposition d'une meilleure compréhension des mécanismes de développement du soi puisse advenir. C'est en ce sens qu'il me semble impératif de chercher l'ancrage « empirique » dans le langage, c'est-à-dire dans le sens et la signification dont sont porteurs les objets (signes et

symboles) significatifs au moyen desquels l'esprit se forme et se transforme, de manière à dépasser, tel que le propose Hegel, la dichotomie entre les concepts relevant du *logos* et ceux relevant du monde empirique.

Au demeurant, la dialectique à l'œuvre entre la conceptualisation (scientifique) et la manière dont le sujet humain se conçoit et se réfléchit a toujours pour médiation le langage, puisque ce dernier est la présupposition à toute connaissance – de soi et du monde. Et c'est à travers la plasticité des significations, la polysémie des mots, de même que des figures de style attachées à l'esprit du temps que le langage exprime le caractère historiquement situé de toute théorie, voire de toute idée. Par suite, les thèmes et objets investigués par la science sont nécessairement ancrés dans un horizon symbolique, et plus précisément dans une « culture épistémologique » dont seul le regard critique peut mettre en lumière les mécanismes intrinsèques en situant les orientations normatives et idéologiques dans la reproduction des paradigmes et des modèles disciplinaires. Mais pour ce faire, il importe de redonner une place à la reconnaissance des préjugés (au sens gadamérien de l'inscription de la pensée dans une tradition significative dont il est impossible de s'abstraire)[8] dans l'appréhension de la formation d'une pensée individuelle, collective et scientifique, en admettant que la connaissance personnelle n'est jamais vraiment personnelle et que la science fait science dans son contexte scientifique, suivant certaines préconceptions et « interprétations anticipées » formulées par une tradition et un héritage conceptuel. Or, mettre à jour le conditionnement social et normatif de toute réflexion (scientifique) n'invalide en rien la réflexion; cela permet plutôt et simplement d'apprécier la manière dont le conditionnement historique contribue au projet de connaissance. Ainsi, même lorsque la filiation se pense en termes de transmission génétique et donc de « programme génétique », il est essentiel de reconnaître le rôle de l'expérience significative dans l'inscription de l'autre au sein de l'organisme et dans la reproduction « filiale » qui en découle, c'est-à-dire en termes d'expérience de la transmission intergénérationnelle, de

8. En effet, chez Hans-Georg Gadamer (1996[1976]), le préjugé est ce qui constitue l'expérience sédimentée à partir de laquelle on perçoit les choses : il est intrinsèque à l'anticipation du sens et rend compte de notre enracinement historique dans le monde. Cela dit, je ne soutiens pas que les sciences naturelles doivent considérer une méthode herméneutique, mais qu'elles doivent tenir compte du conditionnement herméneutique propre à toute posture et désignation scientifiques en reconnaissant que la vérité n'est jamais indépendante du point de vue de celui ou celle qui connaît et ce, autant dans les sciences humaines que dans les sciences naturelles.

sorte que toute conceptualisation doit tenir compte de son histoire au « prix » de l'abandon d'un idéal d'une quête de connaissance dépouillée d'une pré-compréhension. Pour le dire autrement, l'expérience d'une singularité (connaissante) prend toujours appui sur l'inscription d'une conscience qui la dépasse et la précède et qui s'inscrit dans une expression/compréhension collective de la réalité. Chaque personne, chaque contexte sociohistorique, chaque société contribue à produire des savoirs qui contribuent à leur tour à façonner le social et ultimement, la part de social en chacun de nous.

Dans cette perspective, l'ambition que j'ai formulée en ces pages réside dans le désir de penser la science suivant un point de vue situé, dont les coordonnées sont inscrites dans le langage. Ce langage agit non seulement comme médiation entre le sujet et l'objet, mais aussi entre la théorie et l'empirie. Il met en lumière le caractère interprétatif (sociohistoriquement ancré) de tout rapport au monde, qu'il soit de nature scientifique ou non. C'est également dans la suite de cette approche qu'il m'apparaît important de conserver l'idéal de vérité, mais en considérant le bien-fondé de cet idéal en fonction du caractère fondamentalement social et historique de toute connaissance. À ce sujet, le sociologue Norbert Elias a bien résumé la nécessité de travailler sans cesse à affiner la conformité des concepts avec le réel, afin que tout un chacun puisse se repérer adéquatement :

> il ne s'agit plus de savoir si les connaissances à l'intérieur d'un sujet individuel correspondent aux objets du monde extérieur; il s'agit plutôt de déterminer si les symboles sociaux, c'est-à-dire des symboles appris dans des sociétés données (par exemple « mère », « plante », « nature » ou « cause ») sont conformes à la réalité et, donc, permettent à ceux qui en font usage de s'orienter correctement dans le monde. (Élias, 2016: 280)

En somme, ce dont il a été question ici, c'est de l'idéal hégélien, à savoir de l'existence conforme au concept. Et c'est dans cette visée qu'il me paraît essentiel d'intégrer l'étude des médiations qui font advenir le rapport d'objectivation dans tout examen des fondements épistémologiques de « notre » science et plus généralement, de notre rapport au monde.

Références

Berger, Peter et Thomas Luckmann. 2010. *La construction sociale de la réalité.* Traduit par Pierre Taminaux et Danilo Martucelli. Paris : Armand Colin.

Elias, Norbert. 2016. *La dynamique sociale de la conscience. Sociologie de la connaissance et des sciences.* Paris : La Découverte.

Gadamer, Hans-Georg. 1996[1976]. *Vérité et Méthode.* Traduit par Étienne Sacre. Paris : Seuil.

Hegel, Georg Wilhelm Friedrich. 2006[1830]. *Encyclopédie des sciences philosophiques III – Philosophie de l'esprit.* Traduction de Bernard Bourgeois. Paris : Vrin.

Hegel, Georg Wilhelm Friedrich. 1991[1807]. *Phénoménologie de l'esprit.* Traduit par Jean-Pierre Lefèvre. Paris : Aubier.

Hegel, Georg Wilhelm Friedrich. 1963[1808-1811]. *Propédeutique philosophique.* Traduit par Maurice de Gandilliac. Paris : Gonthier.

Hegel, Georg Wilhelm Friedrich. 1979[1812]. *Encyclopédie des sciences philosophiques I – La science de la logique.* Traduit par Bernard Bourgeois. Paris : Vrin.

Vygotski, Lev. 1985. *Pensée et langage.* Traduit par Françoise Sève. Paris : Messidor éditions sociales.

Pour citer :

Bordeleau-Payer, Marie-Laurence. 2019. « L'ancrage sociologique du concept. Réflexion sur le rapport d'objectivation ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre?* Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 1, pp. 13-26. Québec : Éditions science et bien commun.

2. La neutralité pour quoi faire?

Pour une historicisation de la rigueur scientifique

OUMAR KANE

La neutralité pour quoi faire? Poser la question c'est déjà donner à ce concept une coloration pratique forte. C'est également affirmer en filigrane que la neutralité est un moyen, un instrument, un *organon* pour atteindre la rigueur (certains diraient la rigidité) propre à un certain type de discours ou de savoir : la science. L'étude du discours scientifique a en effet donné lieu à un domaine spécifique de savoir : l'épistémologie. Centrée autour de notions telles que la vérité, la logique ou la neutralité, l'épistémologie a grandement mis l'accent sur les conditions « internes » de la production du discours scientifique. Ce type de savoir semble cependant devoir être complété par une approche « externe » au savoir scientifique tel que l'histoire en donne l'exemple.

L'historicisation me semble dès lors être une condition importante pour montrer deux choses relativement à la question épistémologique qui m'occupe plus précisément ici, à savoir celle de la neutralité. D'abord, la neutralité comme impératif lié au déploiement d'une certaine forme de savoir peut être reliée à certaines conditions sociohistoriques. Le fait que « la professionnalisation de l'activité scientifique au sein des universités a généré des normes de la production scientifique plus strictes et moins politiques – la "neutralité axiologique" de Weber – qui ont conduit les chercheurs à s'autonomiser » (Keucheyan, 2010 : 164) en est un bon indicateur. Par ailleurs, cette neutralité revêt des formes extrêmement variées selon les configurations institutionnelles et disciplinaires auxquelles on s'intéresse (Kane, 2010).

Dans la suite du texte, je vais proposer une historicisation en creux du concept de neutralité en argumentant que même chez Aristote, le philosophe qui a produit un système cohérent complet pour comprendre les discours liés aux différents types de savoir et à qui on peut à plusieurs égards faire remonter le découpage disciplinaire qui est le nôtre, il existe deux moments importants qui constituent les pôles idéalstypiques entre lesquels se déplacent les prises de position actuelles relatives à ces questions.

Je commencerai donc mon propos en revenant sur quelques-unes des propositions les plus fortes faites par Aristote relativement à la science (épistémè) et à l'opinion (*doxa*) en montrant que le statut de la science est certes très particulier, mais que l'opinion est elle-même susceptible de produire une connaissance vraie (même si elle ressortit d'un genre différent de celui de la science). Je me restreindrai dans ce qui suit aux *Seconds analytiques* (Aristote, 2005[s.d.]).

Dans le deuxième volet de ma présentation, j'évoquerai succinctement Gaston Bachelard et montrerai que malgré le fait qu'il ait placé au cœur de son travail la quête d'objectivité, il existe dans son œuvre une ouverture qui permet de s'extraire d'une stricte analyse interne du travail scientifique. De plus, les appropriations dont il a fait l'objet ont permis des avancées fécondes dans le sens d'une historicisation de la science. Je terminerai en évoquant le caractère radical des thèses avancées par Paul Feyerabend pour montrer en quoi tant la fidélité que la prise de distance de la rigueur méthodologique scientifique répondent plus à un critère de complexité qu'à un cheminement linéaire.

La science comme prise de distance de l'opinion, *mais non* des sens dans les Seconds Analytiques

Pour Aristote, est scientifique le savoir qui produit des propositions « dans lesquelles le sujet et le prédicat ont une relation universelle et essentielle » (Pellegrin, 2005 : 29). Dans son système, la science est une forme de connaissance qui porte par définition sur l'universel et qui déploie une relation de causalité. Il n'existe donc pas de science du particulier[1] chez Aristote puisque le particulier est ce qui peut arriver ou ne pas arriver (il relève de l'accident et non de la nécessité). Cette distinction préliminaire

1. Il écrit : « De plus si la démonstration par laquelle on connaît une chose et quelque chose d'autre est préférable à celle par laquelle on connaît la chose seule, et si celui qui possède la démonstration universelle a aussi une connaissance particulière, alors que celui qui a cette dernière ne connaît pas l'universel, il en résulte que la démonstration universelle sera préférable » (Aristote, 2005[s.d.] : 199). Il n'existe pas de démonstration par la perception parce qu'on ne peut pas percevoir l'universel, seulement le particulier : « l'opinion concerne ce qui est vrai ou faux, mais peut être autrement qu'il est. Or cela c'est la saisie d'une proposition immédiate et non nécessaire. Et cela est d'ailleurs en accord avec ce que l'on observe, car l'opinion est quelque chose d'instable et c'est la nature de son objet qui est telle » (*ibid.* : 231).

ne revient cependant pas à nier la possibilité de toute connaissance du particulier puisqu'il demeure possible d'élaborer « une connaissance des liaisons accidentelles entre un sujet et un prédicat » (Pellegrin, 2005 : 46). C'est simplement que cette connaissance ne relève pas de la science, ce qui ne la disqualifie pas pour autant comme forme de savoir.

Aristote va plus loin et propose une conjonction entre connaissance et sens dont l'épistémologie moderne a effacé toute trace. Il est le promoteur de la thèse selon laquelle il existe une connaissance sensible puisque les sens nous permettent de connaître le monde et le plus souvent ils ne nous trompent pas. On voit ici le décalage tant avec la pensée platonicienne (dont l'*Allégorie de la caverne* promeut la thèse de la faillibilité des sens qui nous introduisent à un monde d'apparence et non à la vraie réalité) qu'avec la conception cartésienne (pour Descartes, les sens ne nous donnent pas accès au sens des choses, mais uniquement à la manière dont les choses peuvent nous nuire ou nous servir). On est également avec Aristote aux antipodes de la « rupture épistémologique » puisque le philosophe a « une confiance inébranlable dans la perfection de la nature qui a pourvu les êtres les meilleurs qu'elle contient, les humaines, des facultés qu'il leur faut pour accomplir leur destin d'animaux en quête du vrai » (Pellegrin, 2005 : 39).

Non satisfait de pourvoir les sens d'une capacité à saisir le vrai, Aristote va plus loin en revalorisant sous certaines conditions les « opinions admises » dans le processus de production de connaissances. En effet, Aristote a développé sa dialectique dans son ouvrage intitulé *Les Topiques* où il précise que la dialectique caractérise la situation dans laquelle deux interlocuteurs ou interlocutrices s'affrontent verbalement à travers la production de syllogismes dont les conclusions s'opposent à celles de leur vis-à-vis. Bien que la dialectique ne permette de produire que des syllogismes non démonstratifs (donc non scientifiques puisque le propre de la science est de produire un certain genre de syllogisme, dit démonstratif, caractérisé par l'*universalité* et la *nécessité*), Aristote soutient cependant que « les syllogismes dialectiques produisent des arguments convaincants en comportant certaines opinions admises (*endoxa*) » (Pellegrin, 2005 : 40). On voit par là comment l'opinion (celle d'un certain individu ou d'un groupe de personnes) se voit accorder

le statut de moyen de production de connaissances là même où elle est complètement évacuée du champ du savoir par l'épistémologie contemporaine dominante[2].

Pierre Pellegrin (2005) propose une lecture différente en soulignant que la différence entre l'*analytique* (science) et la *dialectique* (opinion) n'est pas aussi radicale et étanche que certains des lecteurs ou lectrices d'Aristote ont pu le soutenir puisque le philosophe « assigne à la dialectique rien moins que la fonction d'examiner les principes des sciences, et cela à partir des "idées admises (*endoxa*)" » (Pellegrin, 2005 : 40).

Cette piste, extrêmement stimulante, est incompatible avec une conception négative ou dévalorisée de la dialectique et par ricochet de l'opinion. La raison en est que :

> La science et la dialectique résultent de l'exercice d'une même capacité. Elles sont donc toutes deux de véritables savoirs. Toutes deux atteignent la vérité. La science l'atteint par la procédure contraignante du syllogisme scientifique qui part de prémisses vraies. La dialectique l'atteint par l'exercice, d'une façon comparable à la manière dont l'exercice renforce la vertu morale. La vertu morale, comme les vertus intellectuelles que sont la science et l'intellection, est un état (*hexis*) qui s'enracine et se renforce par l'exercice. (Pellegrin, 2005 : 41)

La dialectique, fondée sur l'opinion, ne saurait dans ce cadre être dévaluée et caractérisée comme pseudo-savoir pour la simple raison que le discours scientifique ne saurait avoir la prétention de détenir le monopole de la production de connaissances. Les différentes sciences, qui sont régies par certaines normes discursives, sont environnées par d'autres instances et modalités de production de connaissances et de vérité tout aussi légitimes que le discours scientifique.

2. La dialectique sera par exemple ultérieurement considérée comme savoir inférieur par Kant qui la qualifiera dans *Critique de la raison pure* de « logique de l'apparence ». Il est cependant également vrai que le statut des savoirs dits autochtones ou locaux tend à revaloriser dans des épistémologies métisses ou mixtes ces formes de savoir.

La science comme prise de distance de l'opinion *et* des sens : l'épistémologie bachelardienne

Pour Fernand Dumont (1981), les sciences humaines sont fondées sur la « feinte » qu'il existe une distance incommensurable entre l'épistémè et la *doxa*. Ce serait la condition d'une légitimation de la science et elle nécessiterait en retour que neutralité et objectivité soient mises au service d'une recherche scientifique de la vérité. On peut trouver trace de cette séparation dans la quête de l'objectivité qui a été élevée au rang d'impératif du savoir scientifique par Gaston Bachelard. Pour lui, l'objectivité se gagne au prix d'un anéantissement du diktat sensoriel : « l'objectivité n'est possible que si l'on a d'abord rompu avec l'objet immédiat, si l'on a refusé la séduction du premier choix, si l'on a arrêté et contredit les pensées qui naissent de la première observation. Toute objectivité, dûment vérifiée, dément le premier contact avec l'objet » (Bachelard, 1938 : 79). On voit d'emblée la distance qui le sépare d'Aristote sur le rôle des sens dans la quête de la vérité. Sur la question de l'opinion également, la nuance caractéristique des *endoxa* que l'on retrouve chez Aristote comme fondement de certains savoirs est absente chez Bachelard (1999 : 14) :

> La science, dans son besoin d'achèvement comme dans son principe, s'oppose absolument à l'opinion. S'il lui arrive, sur un point particulier, de légitimer l'opinion, c'est pour d'autres raisons que celles qui fondent l'opinion; de sorte que l'opinion a, en droit, toujours tort. L'opinion pense mal; elle ne pense pas : elle traduit des besoins en connaissances. En désignant les objets par leur utilité, elle s'interdit de les connaître. On ne peut rien fonder sur l'opinion : il faut d'abord la détruire. Elle est le premier obstacle à surmonter.

Pourtant on aurait tort de voir en Bachelard un positiviste béat puisqu'il défend fortement la thèse constructiviste selon laquelle les catégories manipulées par les scientifiques sont issues d'un processus de construction et que même le simple est le résultat d'un processus de construction, donc d'une simplification. Toute connaissance produite est elle-même une réponse à une question. S'il n'y a pas eu de question, « il ne peut y avoir connaissance scientifique. Rien ne va de soi. Rien n'est donné. Tout est construit » (Bachelard, 1999 : 14). Cela peut probablement contribuer à expliquer pourquoi certains penseurs et penseuses, qu'on pourrait croire très éloignés de

l'épistémologie bachelardienne, se revendiquent cependant de lui. Michel Foucault (1966), qui a produit l'une des tentatives d'historicisation et de dénaturalisation les plus abouties du discours scientifique moderne, en fait partie. Paul Ricœur (1955 : 23-24) est également assez réservé à l'égard de la prétention à l'objectivité du discours scientifique :

> Ce terme d' « objectivité » est récent [...] et suppose un parti-pris, à savoir que le discours de la science, détaché de celui qui l'énonce, serait plus vrai que le discours du sujet. Or, la science n'est nullement à l'écart de dérives idéologiques.

Cette prise de distance se fait à travers une extraction du discours scientifique lui-même pour en interroger les conditions de possibilité. C'est ce qu'a très bien montré l'historien Howard Zinn (1994) dont le titre de l'autobiographie *You can't be neutral on a moving train* montre que l'engagement comme l'objectivité sont des postures qui doivent être lues comme des métaphores politiques plutôt que comme des prérequis méthodologiques.

Les critiques qui viennent d'être évoquées se situent d'une certaine manière encore dans le périmètre de l'épistémologie de la science dont elles essaient de relativiser les prétentions à l'objectivité et à la neutralité, mais dont elles reconduisent, malgré leurs réserves, le projet d'une césure entre le savant ou la savante et le citoyen ou la citoyenne *lambda*. Je vais à présent évoquer un projet plus radical. Ses implications pour la considération de la science comme un discours parmi d'autres sont immenses.

Feyerabend et la théorie anarchiste de la connaissance

Dans son livre *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance* paru en 1979, Paul Feyerabend déploie un puissant plaidoyer en faveur d'un abandon de tout dogme méthodologique et évoque la nécessité de prendre en compte non seulement les modalités de production des savoirs, mais également les usages qui en seront faits. Ce faisant, Feyerabend (1979) cite abondamment Thomas Kuhn (1972) dont la thèse sur les révolutions scientifiques est l'une des plus fécondes du XXe siècle :

> Kuhn assimile le changement d'allégeance des savants d'un paradigme à un autre, incompatible, à une modification de la perception de la

> forme (*Gestalt switch*) ou à une « conversion religieuse ». Il n'existe pas d'argument purement logique qui démontre la supériorité d'un paradigme sur un autre et force ainsi un scientifique rationaliste à sauter le pas. (Chalmers, 1990 : 160)

En d'autres termes, le changement de paradigme au sein d'une communauté scientifique est à mettre au compte d'un consensus de la communauté de praticiens (argument externe ou interactionnel) et non à celui d'un pur argument logique qui de lui-même imposerait sa supériorité (argument logique ou interne). Dès lors, la prise en considération des normes culturelles et historiques propres aux scientifiques permet à Kuhn d'établir une analogie entre révolutions scientifiques et révolutions politiques.

Évoquant entre autres les travaux de Kuhn, Feyerabend produit une maxime normative d'une radicalité extrême qui part de la prémisse que le fait de vouloir guider la recherche scientifique par des règles fixes et universelles est non seulement utopique, mais est également dangereux. Cette prémisse est utopique parce qu'elle est irréalisable et il n'en existerait pas d'exemple réel dans l'histoire des sciences. Elle est au surplus dangereuse, car, pour Feyerabend, elle limite la liberté des citoyen-ne-s.

La maxime « tout est bon[3] » que Feyerabend promeut à la suite de ce diagnostic est restée fameuse en histoire des sciences. Il considère que toutes les méthodologies sont limitées et que la seule règle qui vaille est de ne pas avoir de règles méthodologiques. Le fait, largement consensuel actuellement en histoire des sciences, que l'observation et l'expérience elles-mêmes sont guidées par la théorie apporte des munitions à la thèse de Feyerabend. D'un autre côté, les instruments d'observation eux-mêmes sont « chargés de théories [4]» (*theory-laden*, comme on dit en anglais). On voit donc que la théorie et l'empirie s'interpénètrent de part en part et que la pureté méthodologique revendiquée par les tenants de certaines épistémologies nécessite d'être questionnée. On peut en tirer une conséquence d'une importance centrale pour le statut des sciences par rapport aux autres savoirs :

3. Malgré tout, Feyerabend distinguerait la figure du scientifique raisonnable de celle de l'extravagant (Chalmers, 1990).
4. C'est pourquoi, comme déjà mentionné, Bachelard peut affirmer qu'il n'existe pas de phénomène simple et que le simple est le résultat d'un processus de simplification puisque c'est le complexe et le composé qui sont à la base de tout phénomène.

> Feyerabend n'est pas prêt à accepter la supériorité nécessaire de la science sur d'autres formes de savoir. De plus, à la lumière de sa thèse de l'incommensurabilité, il rejette l'idée qu'il puisse exister un argument décisif favorisant la science sur d'autres formes de savoir qui lui sont incommensurables. Si la science peut être comparée à d'autres formes de savoir, il est indispensable de connaître la nature, les buts et les méthodes de la science et de ces autres formes de savoir (Chalmers, 1990 : 225).

En fait, pour lui, analyser les autres formes de savoir à partir du seul critère de rationalité scientifique est une erreur logique et un appauvrissement épistémique dont le résultat observable est la dévalorisation des connaissances non scientifiques comme mythes, croyances, ethnopratiques, etc.

C'est dans cette direction que se déploie le projet d'une « théorie anarchiste de la connaissance » dont Feyerabend tente de faire l'esquisse. Son objectif est d'accroitre la liberté citoyenne à travers un choix rendu possible entre différentes formes de savoir au sein desquels la science n'a pas de privilège particulier. Sa critique sociale est explicitement développée dans son ouvrage *Science in a Free Society*, où les soubassements humanistes de sa philosophie sont établis sur la base d'une revendication d'équité. À ce propos, Alan Chalmers (1990 : 229) commente à juste titre que :

> [Feyerabend] revendique de ce fait une démarche humaniste qui soit idéologiquement neutre puisque la manière dont la science est imposée dans le système éducatif et le formatage des esprits opéré en son nom tient de l'idéologie et il souligne que s'il y a eu séparation entre la religion et l'État cela n'a pas encore été le cas pour la science.

Feyerabend tente par là de clarifier le rôle de la science dans une société neutre au plan idéologique[5]. La survalorisation de la science dans le système d'éducation de l'ensemble des sociétés modernes lui semble de nature à

5. Au sens où la fonction de l'État dans une société idéale serait d'orchestrer la lutte entre les différentes idéologies et non d'en favoriser une particulière. En ce sens, pour lui l'enseignement de la magie devrait figurer à côté de celle de la science parmi les possibilités offertes.

entraver la liberté des citoyen-ne-s puisqu'elle les asservit à une idéologie scientifique réputée intangible et universelle, alors que la science n'est qu'une forme de savoir parmi d'autres.

Conclusion : enjeux pour une épistémologie politique décoloniale

On peut constater au terme provisoire de ce bref parcours que le projet aristotélicien est moins monolithique qu'il y paraît et que son héritage est plus l'objet d'une appropriation sélective que d'une fidélité stricte. Par ailleurs, des prises de distance d'une trop grande rigueur méthodologique qui se traduit sous les critères de neutralité ou d'objectivité ont été faites par des philosophes, des historien-ne-s ou des sociologues. L'une des propositions les plus radicales a consisté à produire une « théorie anarchiste de la connaissance » qui rompt définitivement les amarres avec une survalorisation de la doctrine scientifique. Les différentes autrices et auteurs évoqués ici ont questionné l'épistémologie dominante à partir de critères externes (historiques, politiques, sociaux, etc.), mais l'ont fait essentiellement à partir de l'espace épistémique occidental, et cela comprend la critique de Feyerabend.

Des propositions alternatives ont été faites en adressant une critique non plus à telle épistémologie spécifique, mais à l'ensemble de la structure occidentale de production de savoirs considérée comme indissolublement épistémique et politique. Un exemple en est donné avec la remise en cause épistémologique de la catégorie d'universalité faite par Edward Saïd (1980) dans son ouvrage *L'Orientalisme*, où il montre la manière dont l'Occident s'est saisi politiquement de l'Orient et l'a édifié en objet de connaissance, entrainant par là une disqualification de ses discours et de ses savoirs propres. Si Saïd est l'une des figures tutélaires de la pensée postcoloniale, Walter Mignolo (2000), qui s'inscrit dans une perspective davantage décoloniale, tente de recontextualiser et d'historiciser la production épistémologique. Ce faisant, en contestant le fait qu'elle soit anhistorique, il élabore le double projet « d'historiciser les géographies de l'épistémologie » de manière à identifier le caractère irréductiblement local et situé de toute production de savoirs. Du point de vue de la théorie décoloniale émerge avec force la nécessité de mettre en relation les « coalitions de la résistance » avec les « coalitions du savoir » du fait de la complicité substantielle entre les

procédures de l'oppression et les espaces de la production de connaissances dominantes. C'est le sens d'une nouvelle géopolitique du savoir dont Maria Lugones (2007) tente, avec d'autres, de cerner les contours.

Références

Aristote. 2005[s.d.]. *Seconds analytiques*. Traduit par Pierre Pellegrin. Paris : Flammarion.

Bachelard, Gaston. 1999. *La formation de l'esprit scientifique*. Paris : Vrin.

Bachelard, Gaston. 1938. *La psychanalyse du feu*. Paris : Gallimard.

Chalmers, Alan F. 1990. *Qu'est-ce que la science*? Paris : La Découverte.

Dumont, Fernand. 1981. *L'anthropologie en l'absence de l'homme*. Paris : Puf.

Feyerabend, Paul. 1979. *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*. Paris : Seuil.

Feyerabend, Paul. 1978. *Science in a Free Society*. Londres : New Left Books.

Foucault, Michel. 1966. *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*. Paris : Gallimard.

Kane, Oumar. 2010. « Institution et légitimation d'une quasi-discipline : le triple destin (sciences, études et champ) de la communication ». *Communiquer* 3 (4) : 87-102.

Keucheyan, Ramzig. 2010. *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*. Montréal : Lux.

Kuhn, Thomas S. 1972. *La structure des révolutions scientifiques*. Paris : Flammarion.

Lugones, Maria. 2007. « Heterosexualism and the colonial/modern gender system ». *Hypatia* 22 (1) : 186-209.

Mignolo, Walter. 2000. « The geopolitics of knowledge and the cultural difference ». *South Atlantic Quaterly* 101 (1) : 57-96.

Pellegrin, Pierre. 2005. « Introduction ». Dans *Seconds analytiques*. Texte d'Aristote[s.d.]. Traduit par Pierre Pellegrin. Paris : Flammarion.

Ricœur, Paul. 1955. *Histoire et Vérité*. Paris : Seuil.

Saïd, Edward. 1980. *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*. Paris : Seuil.

Zinn, Howard. 1994. *You Can't Be Neutral on a Moving Train: A Personal History of Our Times*. Boston : Beacon Press.

Pour citer :

Kane, Oumar. 2019. « La neutralité pour quoi faire? Pour une historicisation de la rigueur scientifique ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre*? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 2, pp. 27-37. Québec : Éditions science et bien commun.

3. De l'impossible neutralité axiologique à la pluralité des pratiques

PIERRE-ANTOINE PONTOIZEAU

Le terme savant de neutralité axiologique renvoie à la question bien connue de l'objectivité. Ce chapitre souhaite mettre en perspective cette neutralité de ce qu'elle présuppose. Outre les questions traditionnelles de la représentation et de l'adéquation des mots aux choses chez les Classiques puis de la vérité, de la validité et de la preuve chez les Modernes, la neutralité suppose de donner une réponse bien particulière aux questions des intentions et des buts. C'est là l'objet de ma proposition inspirée du cas des mathématiques.

Je commencerai par montrer toute l'illusion, voire l'incohérence de la prétention à ce jugement de fait qui prétend sauver le principe de neutralité. Nous verrons ensuite que la discipline scientifique se fonde sur le postulat de la répétition. Celle-ci est une vision, voire une construction *a priori* du monde et de ses représentations. Enfin, je montrerai comment plusieurs auteurs ont développé la praxéologie, soit la science des méthodes et des pratiques, invitant à respecter la pluralité des connaissances et des intentions.

L'illusion du jugement de fait et la présence de l'intentionnalité

Dans cette première partie, voyons comment Weber déforme la philosophie de Lotze qui établit que la seule objectivité est celle des mathématiques, sans pouvoir y renoncer (**A**). Poursuivons en constatant que cette hypothèse de Lotze est elle-même une intention qui exige de modifier l'humain ordinaire en un humain abstrait critiqué par Husserl et attesté par Russell (**B**). Continuons ensuite en comprenant que l'esprit scientifique est une construction avec ses principes et ses actes de foi (**C**) et qu'elle n'échappe pas au constat de son indémontrabilité (**D**).

A. L'expression de neutralité axiologique a été introduite par Weber pour distinguer le jugement de valeur et le jugement de fait. Les spécialistes de la question savent qu'il prolonge une distinction opérée antérieurement par le philosophe Lotze. Ce dernier distingue l'objectivité des mathématiques de la

réalité des faits. Pour Lotze, ce qui est objectif, ce sont les mathématiques indépendamment des faits. Or, le fondateur de la logique moderne, Frege, se réfère à son maître pour légitimer l'objectivité de la logique et des mathématiques. En effet, les faits seuls sont relatifs aux observations, et les observations sont toujours partielles. Weber prête donc dans un premier temps aux faits ce que Lotze reconnaît aux symboles mathématiques. Là serait la faille du raisonnement de Weber puisqu'il prétend que le jugement de fait serait scientifique et donc objectif parce qu'il serait dénué d'intention à l'inverse de celui de valeur qui situerait les faits dans des contextes d'interprétation qui les subvertiraient. Mais Weber et ses successeur-e-s corrigent cette notion de fait pour dire que ce dont ils et elles parlent sont des faits scientifiques, non les faits du quotidien. Pour sauver son raisonnement, Weber fait le lien avec les modèles mathématiques qui légitiment les lois et théories scientifiques. Si nous en restons aux faits scientifiques, il faut bien comprendre ce que cela signifie. La totalité des faits seront scientifiques pour autant qu'ils seront objectifs au sens de Lotze, parce que représentables mathématiquement. Et Weber ne peut contredire les enseignements de Lotze. Mais l'objectivité des mathématiques est-elle pour autant acquise ?

B. J'ai pour ma part été très intéressé par toute l'œuvre de Whitehead. Mathématicien et logicien, il est co-auteur des *Principia Mathematica* avec son élève Russell. Pourtant, il critique abondamment l'esprit scientifique de ses contemporains. Il raille leur esprit : « les savants animés par l'intention de prouver qu'ils sont dépourvus d'intention » (2007 : 10). Est-il possible en effet d'être dénué d'intention ? Cette négation d'intention n'est-elle pas une sorte d'intention, privative ou négative ? En pensant se libérer de toute intention, le savant ou la savante omet de souligner qu'un tel projet de privation d'intention trouve sa motivation, pour ne pas dire son intentionnalité, dans les buts de l'esprit scientifique. En effet, l'exigence de neutralité est contraire à la vie humaine ordinaire. C'est le sens de la critique de Husserl. Celui-ci montre que cette neutralité se caractérise par une extranéation. Il s'agit d'une attitude déshumanisante où l'humain se rend étranger à lui-même par dénégation de son humanité. Husserl (1976 : 382) écrit :

> Mais le fondement de l'impuissance d'une culture rationnelle ne se trouve pas dans l'essence du rationalisme même, il se trouve seulement dans son extranéation, dans le fait qu'il s'enrobe du cocon du « naturalisme » et de « l'objectivisme ».

Certains trouveront le propos abstrait. Je donnerai ici un exemple, celui de la discipline scientifique exposée par Russell. Ce dernier écrit :

> L'attitude caractérisant l'esprit scientifique implique de balayer tous les autres désirs hors des intérêts du désir de savoir. Elle implique la suppression des espoirs et des peurs, des amours et des haines, et de toute vie émotionnelle subjective jusqu'à ce que nous devenions soumis au fait pertinent, capable de les voir en toute franchise, sans préjugés, sans biais, sans aucun autre souhait que de le voir tel qu'il est, et sans croire aucunement que ce qu'il est doit être déterminé par quelques relations, positive ou négative, à ce que nous aimerions qu'il soit, ou à ce que nous pouvons aisément imaginer qu'il soit. (Russell, 2007 : 63)

Cette invitation à l'ascétisme suffit à montrer deux choses. La déshumanisation par extranéation exposée par Husserl est confirmée par les exigences de Russell. Ces exigences sont bien des intentions, voire un programme psychologique puisqu'il s'agit non pas d'une simple attitude, mais d'une discipline et qu'elle a bien un intérêt : « le désir de savoir ». Elle a aussi une intention puisqu'elle fait l'hypothèse d'un but atteignable, celui d'une relation très particulière qu'il qualifie de soumission au fait.

C. J'ai toujours constaté que les grands scientifiques avaient un projet, un désir, des convictions, au point de se battre dans des controverses. Formuler une hypothèse, c'est déjà préjuger que les choses ont un ordre et qu'il pourrait être celui-ci plutôt que celui-là. Et l'hypothèse fait toujours le choix très intentionnel de privilégier certains ordres à d'autres. Le savant ou la savante a donc déjà l'intention de faire science, soit de décrypter un ordre là où il n'y en a au fond peut-être aucun. Le fondateur de la cybernétique Wiener, à l'instar de Whitehead, montre que la science présuppose l'ordre sans jamais pouvoir le fonder, sauf à le construire par sa méthode et ses résultats dans une auto-réalisation :

> Si la foi manque en l'idée que la nature obéit à des lois, il ne peut y avoir de science. Nulle somme de démonstration ne prouvera jamais que la nature obéit à des lois [...] on ne peut établir par induction les lois d'induction en logique. (Wiener, 1962 : 244-5)

La science pose la conviction élémentaire d'un ordre de la nature à décrire, parfaire, restaurer ou construire. Voilà bien une première intention.

Le savant ou la savante a bien le projet de construire des vérités en vertu de quelques principes premiers, dont la cohérence ou la congruence. Et il ou elle sait bien là aussi que chacun de ces concepts est une construction de l'esprit. Il n'est pas donné par exemple que la congruence soit vraie. En effet, cette constance de la mesure est contraire à l'expérience des déformations de toutes sortes qui altèrent inexorablement l'étalon de mesure dans les faits physiques. De même, la congruence des figures géométriques suppose leur libre mobilité dans l'espace. Tout élève en mathématique se souvient que l'absence de déformation d'une figure lors de sa translation suppose la continuité des caractéristiques de l'espace dans lequel s'effectue cette mobilité. Cette constance-là nécessite un axiome, celui de l'unité de l'espace. Il est réputé homogène et continu, évitant des altérations qui seraient inévitables si cet espace s'avérait instable, courbe, discontinu ou inconstant par exemple. Or, la question devient encore plus aigüe lorsqu'il est question des objets abstraits que sont les nombres eux-mêmes. Pour celui qui fait des mathématiques, il n'existe plus le moindre référent physique. Le fait, c'est le symbole qui est sous les yeux, mais qui est une abstraction. La congruence est alors une simple hypothèse. Whitehead (2006 : 166) l'expose très simplement :

> C'est là un des faits les plus extraordinaires de l'expérience humaine que toute l'humanité sans aucune raison assignable puisse s'accorder à fixer son attention sur une seule et même relation de congruence dans le nombre indéfini des concurrentes indiscernables à cette distinction.

Pourquoi dire que le nombre est constant? C'est un acte de foi ou une pratique élémentaire résultant d'une convention commode. Cette pratique est une attitude intentionnelle parmi d'autres possibles. C'est un phénomène de reconnaissance continue assurée par une perception, qu'elle soit sensible ou abstraite. Et Whitehead évoque cette marque de l'esprit à l'œuvre dans l'acte de l'intelligence qui pose la congruence. Il écrit : « La congruence est un exemple particulier du fait fondamental de la recognition. Dans la perception, nous reconnaissons » (2006 : 167). Cette perception intellectuelle admet la congruence des objets que l'esprit imagine et construit. Mais il s'agit là d'une quasi métaphysique ou d'une quasi-cosmologie, voire d'une quasi-théologie puisque l'identité des choses est une position de l'esprit. Nous nous souvenons tous d'Héraclite enseignant l'opposé du flux des choses : « on ne se baigne jamais deux fois dans le mêmefleuve » (puisque le fleuve n'est jamais le même).

Le savant ou la savante fait donc un choix métaphysique par son adhésion au principe d'identité appliqué à ces symboles. Alors, comment valider le choix du savant ou de la savante contre les autres choix possibles ?

D. En fait, la démarche scientifique bute sur la question de sa validation. Elle doit s'assurer de sa démontrabilité interne, s'interdisant de fonder le principe d'identité par des spéculations en dehors de l'exercice mathématique. À ce sujet, quelques auteurs ou autrices dont Skirbekk (1999) ont apporté une contribution importante à la compréhension des limites du procédé de validation, soit la capacité de démontrer. Pour valider, il faut démontrer, prouver, échapper à la falsification ou à la réfutation. Mais quand il s'agit de mathématique, comment valider alors que la démarche consiste à poser des axiomes, c'est-à-dire reconnaître des évidences premières dénuées de démonstration? Le risque est de procéder par des régressions infinies et on ne saurait indéfiniment instruire des démonstrations là où il s'agit d'admettre qu'il en est ainsi à la façon d'un lieu commun ou d'une « évidence commode », selon le terme de Poincaré. Les scientifiques sont coutumiers de la méthode axiomatique qui pose arbitrairement quelques règles et principes pour en développer-décliner les inférences logiques successives. Skirbekk (1999 : 36) explique bien cette auto-validation :

> C'est ici que nous nous trouvons face au problème de la validation. […] Mais, en décrivant les agents et leurs actions, nous sommes confrontés nous-mêmes à ces problèmes, car nous revendiquons implicitement pour nous-mêmes le privilège d'une vision pertinente des choses et prétendons ainsi avoir atteint la position qui s'impose. Pour justifier cette prétention, nous sommes contraints de valider notre analyse des choses.

La mathématicienne ou le mathématicien sont inclus dans cette analyse. Skirbekk (*ibid.* : 103) continue en constatant qu'un principe ne se fonde pas par construction :

> Notre conception de la rationalité scientifique, bien trop restrictive, fait paraître impossible l'idée d'une justification rationnelle des normes fondamentales et on trouve en conséquence une pseudo-justification à ce que l'on perçoit alors comme une lutte entre des intérêts particuliers et des préférences particulières, tous également étrangers à la rationalité.

Il acte l'insuffisance d'une démonstration de la démarche de validation puisque celle-ci déborde nécessairement du langage vers des rapports à d'autres réalités et aux êtres avec lesquels valider. L'acte de reconnaissance tant étudié par Whitehead revient chez Skirbekk (1999 : 108) :

> La validité normative se trouve dans les normes procédurales elles-mêmes. Elles impliquent la reconnaissance réciproque des participants et l'universalisation comme critère normatif. […] Si nous devons discuter sérieusement et chercher ainsi vraiment une réponse valide, nous devons prendre au sérieux les arguments de tous nos opposants, réels et possibles.

La seule issue n'est pas l'autorité du savant ou de la savante, mais l'exhaustivité progressive par l'intégration des arguments. C'est ce que nous allons mettre en œuvre dans notre seconde partie en prenant les mathématiques aux mots du principe de répétition qui est un de ses lieux communs. Celui-ci mérite de prendre conscience de ses préjugés et de ses buts.

La clé de la répétition et le dévoilement de ses buts

Dans cette deuxième partie, voyons d'abord comment le principe de répétition a été posé puis contesté, faute de se prouver (**A**). Examinons ensuite comment les logiciennes et logiciens eux-mêmes ont acté cette défaite d'une science se fondant elle-même (**B**). Terminons enfin avec la critique épistémologique plus radicale d'un Feyerabend, lui qui a mis la posture scientifique en perspective d'autres façons de connaître (**C**).

A. Je voudrais rappeler que la science postule la répétition sans laquelle elle n'existe pas. Là encore, Whitehead est précieux, puisqu'il fait le lien entre la quête de l'ordre, la volonté de construire des répétitions et le fait qu'elle constitue la clé de la méthode scientifique :

> De tous côtés, nous rencontrons des phénomènes répétitifs. Sans les répétitions, le savoir serait impossible ; rien ne pourrait, en effet, être rapporté à notre expérience passée. En outre, sans une certaine régularité des phénomènes, toute mesure serait impossible. Dans notre expérience, la répétition est essentielle à la notion d'exactitude. (Whitehead, 1994 : 50)

Je souhaite aussi que nous ayons à l'esprit la loyauté présumée de l'esprit scientifique dont Popper (2007[1962] : 65) précise bien qu'il passe par la réversibilité des connaissances qui peuvent s'avérer ultérieurement, fausses, partielles, incomplètes, à circonscrire : « Le critère de la scientificité d'une théorie réside dans la possibilité de l'invalider, de la réfuter, ou encore de la tester. Ce qui vaut pour les théories a fortiori vaut également pour toute hypothèse de loi ». Or, si des contenus de savoir sont temporaires, qu'en est-il de l'invalidation de la méthode elle-même qui semble échapper à la question de sa critique, de sa limite, voire de sa réfutabilité? Déjà, dès 1910, l'immense logicien polonais Lukasiewicz (2000 : 184), étudiant la logique d'Aristote, écrit :

> Le principe de contradiction n'a pas de valeur, car, exigeant une preuve, il ne se laisse pas prouver matériellement. En contrepartie, il possède une valeur pratique et éthique considérable, dans la mesure où il constitue l'unique arme contre l'erreur et le mensonge.

J'invite le lecteur et la lectrice à lire ce livre précieux qui explique l'indémontrabilité et l'indécidabilité des principes de notre pensée : principe d'identité et de contradiction.

En conséquence, la répétition ne tient que par la volonté de lui accorder notre confiance pour construire un monde ordonné autour de nous. C'est ce point de bascule que souligne Husserl pour dire que c'est dans la vie elle-même que se trouve la fondation d'une démarche qui ne saurait d'ailleurs l'envahir, la contester ou se substituer à elle :

> C'est du reste une tâche d'une importance extrême pour l'entreprise qui consiste à ouvrir scientifiquement le monde de la vie, que de faire valoir le droit originel de ces évidences, j'entends leur plus haute dignité dans la fondation de la connaissance – plus haute que celle des évidences objectivo-logiques. […] Que la théorie objective se trouve fondée quant à la forme et au contenu, possède les sources cachées de son fondement dans l'opération ultime qui celle de la vie. » (Husserl, 1976 : 145)

B. Le débat sur la neutralité a quelque chose de désuet dès lors que l'on prend en considération l'échec du formalisme scientifique, ce que les spécialistes nomment la crise des fondements de l'arithmétique. Cet échec de l'entreprise des logicien-ne-s néo-positivistes de l'école de Francfort, dont tout particulièrement celui de Carnap dans *La construction logique du monde*,

est pourtant reconnu. Je procéderai ici par accumulation des positions sur plusieurs générations, montrant que les conclusions sont là. Andler (2007 : 4) a résumé récemment cette période en ces termes :

> Les efforts de Carnap se sont soldés par un échec, et si, ici encore, la portée de cet échec a depuis été revue à la baisse par certains philosophes, un consensus ne s'en est pas moins dégagé autour de l'idée que les fondements de la méthodologie scientifique (ainsi du reste que les bases naturelles des inductions spontanées) ne résident pas exclusivement dans un ensemble de règles universelles et éternelles.

Et il s'appuie sur quelques conclusions émises par les épistémologues, les mathématicien-ne-s et les logicien-ne-s. Quine (2011 : 64) écrit : « Qu'il ne puisse y avoir de systématisation déductive correcte et complète de la théorie élémentaire des nombres et encore moins des mathématiques pures en général est vrai ». Hintikka (2007 : 44) confirme :

> En effet, Tarski a prouvé qu'étant donné certaines suppositions, on ne peut fournir de définition de la vérité pour un langage que dans un métalangage plus puissant. C'est le célèbre résultat de l'impossibilité de Tarski. Il est étroitement lié aux résultats d'incomplétude de Gödel. Il a d'ailleurs été établi que Gödel est originellement parvenu à ses résultats d'incomplétude en découvrant l'indéfinissabilité de la vérité arithmétique dans un langage arithmétique du premier ordre.

Le philosophe Gadamer (1976 : 305) résume parfaitement la situation : « Une physique qui serait l'objet de son propre calcul, tout en restant l'acte même de calculer, resterait une contradiction dans les termes ». Et le mathématicien Patras (2001 : 9) de conclure de même :

> La pensée mathématique ne prétend plus à une universalité inconditionnelle, comme ce fut un moment le cas : l'idée d'une reconduction des sciences de la nature à des modèles exclusivement mathématiques selon les canons du réductionnisme classique est devenue intenable.

J'attire l'attention des lecteurs et lectrices sur le fait que c'est le projet galiléen d'un monde mathématisable qui s'effondre au 20e siècle, rien de moins. Et n'oublions pas l'analyse d'Arendt (1972 : 223) faisant une analyse fine du caractère totalitaire et vide de la contrainte logico-arithmétique :

> Cette contrainte intérieure est la tyrannie de la logique à laquelle rien ne résiste sinon la grande aptitude de l'homme à commencer quelque chose de nouveau. La tyrannie de la logique commence avec la soumission de l'esprit à la logique comme processus sans fin, sur lequel l'homme compte pour engendrer ses pensées [...] Les règles de l'évidence incontestable, le truisme que deux et deux font quatre, ne peuvent devenir fausses même dans l'état de désolation absolue. C'est la seule « vérité » à laquelle les êtres humains peuvent se raccrocher avec certitude, une fois qu'ils ont perdu la mutuelle garantie, le sens commun dont les hommes ont besoin pour éprouver, pour vivre et pour connaître leur chemin dans le monde commun. Mais, cette « vérité » est vide, ou plutôt elle n'est aucunement la vérité, car elle ne révèle rien. Définir comme certains logiciens modernes le font la cohérence comme vérité revient à nier l'existence de la vérité.

C. Paul Feyerabend est donc légitime à exercer une critique épistémologique radicale, quelque peu incomprise par ignorance de cette révolution épistémologique, de cette crise devrions-nous dire. La vérité scientifique est relative à nos choix en matière de méthode et de buts, à commencer par celui d'obtenir un résultat éprouvé en vertu du principe même du principe de répétition. Cette science de la répétition limite le monde à ce préjugé qu'il fonctionne ou se construit en vertu de ces seules répétitions. D'ailleurs, le mathématicien fondateur de la cybernétique conteste cette soumission au principe de répétition tel un abus. Wiener écrit : « L'organisme vivant, comme l'univers, sont des choses que jamais on ne verra deux fois identiques » (1962 : 59). Cette recherche de la répétition exprime un but, celui d'un monde construit ou représenté en vertu d'une volonté de domination. En effet, ce pouvoir de détermination résulte de la prévisibilité de ce qui se répète. En affirmant la vérité intrinsèque de la répétition, le savant et la savante sont derechef porteurs d'une vision théologico-politique insinuée dans sa méthode même. Le monde est fait d'événements qui se répètent. Feyerabend dévoile simplement que nos sociétés sont guidées par leurs lieux communs. Chaque démarche poursuit ses buts et il est impossible de juger de ces buts sans recourir à un jugement de valeur qui n'a plus rien de scientifique.

Ses buts sont des réalités sociales, politiques, voire spirituelles, qui incombent à des sociétés. Toutes ces possibilités ont leur logique propre, leurs perspectives. Feyerabend (1989 : 351) n'est pas ici relativiste, mais simplement respectueux de ces préférences humaines :

> Ce sont des opinions subjectives et non des orientations objectives; elles doivent être testées par d'autres sujets, et non par des critères "objectifs", et ne doivent obtenir de soutien politique qu'après examen par tous les gens concernés : c'est le consensus des destinataires et non mon raisonnement qui, finalement, emporte la décision.

Feyerabend (1989 : 18) critique violemment cette finalité du projet scientifique insistant sur la croyance en l'ordre des choses. Il écrit ceci dans l'introduction d'*Adieu la Raison* : « L'hypothèse qu'il existe des règles de connaissance et d'action universellement valides et contraignantes est un cas particulier d'une croyance dont l'influence s'étend ». Il met en perspective d'autres finalités qui se valent en ceci qu'elles manifestent des choix de société. C'est ce qui l'amène à dire que « l'idée d'une science qui fonctionne sur la base d'une argumentation logique rigoureuse n'est rien d'autre qu'un fantasme » (*ibid.* : 17). Il en tire un enseignement : « J'affirme qu'il n'existe aucune raison "objective" pour préférer la science et le rationalisme occidental à d'autres traditions » (*ibid.* : 338). Il en conclut à une sorte de prudence, d'ignorance même, liée aux limites de chacun et à la modestie de ne pas instruire autrui en ignorant qu'il sait quelque chose : « Il est temps de devenir modeste et d'approcher en ignorant désireux de s'instruire ceux qui sont censés bénéficier de nos idées » (*ibid.* : 25).

Les buts ou les finalités ont leur dignité propre et leur efficacité relative. Voici un dernier exemple pour conclure cette partie. Un pragmatique vise une utilité immédiate au risque de négliger les effets collatéraux ou les externalités négatives, comme disent les économistes. Le gain immédiat prouvé par l'obtention du résultat à court terme est en fait désiré et peut suffire à convaincre. Mais en appréciant des pertes ultérieures plus grandes, le choix initial s'en trouve contestable. C'est toute la thèse du principe de responsabilité intergénérationnel de Hans Jonas. C'est donc un choix stratégique ou tactique. Voilà bien pourquoi la compréhension des pratiques devient essentielle.

L'impossible neutralité et la pluralité praxéologique

Nous commencerons par reprendre quelques enseignements majeurs du père de la praxéologie, l'économiste Mises (2011) (**A**). Nous reviendrons sur l'une des conceptions de la pratique efficace grâce au logicien et praxéologue Kotarbinski (**B**). Puis nous terminerons cette partie en compagnie du praxéologue contemporain Skirbekk qui suggère de nouvelles manières de travailler ensemble (chercheurs et chercheuses, institutions et politiques) (**C**) dont il faut tirer quelques enseignements majeurs (**D**).

A. Lisons avec attention Mises (2011) dont l'œuvre monumentale *L'action humaine* donne à penser sur ces sujets. Dans son chapitre XXXIV intitulé « L'économie et les problèmes essentiels de l'existence dont la vie, les jugements de valeur et l'agir humain », il met en perspective les lois et les finalités, soulignant qu'elles sont lois pour ceux qui poursuivent les fins pour lesquelles ces lois sont des instruments. Et concernant la question des finalités, il admet qu'elles ne peuvent être jugées en raison. Elles sont, voilà tout. Il constate :

> Appliquer aux fins choisies le concept de rationnel et d'irrationnel n'a point de sens. Nous pouvons qualifier d'irrationnel le donné ultime, c'est-à-dire ces choses que notre réflexion ne peut ni analyser ni réduire à d'autres aspects du donné ultime. Dans ce cas, toute fin choisie par n'importe qui est irrationnelle. Il n'est ni plus ni moins rationnel de tendre à être riche comme Crésus, ou de tendre à la pauvreté comme un moine bouddhiste. (Mises, 2011 : 1026)

Mais il demeure un homme épris de rationalité. Il en conclut que l'étude de l'action ne peut inclure les finalités, ce qui revient à adopter la position instrumentale de la seule étude des faits :

> C'est vrai, la praxéologie et l'économie ne disent pas à un homme s'il doit conserver ou abandonner la vie. La vie elle-même et toutes les forces inconnues qui l'engendrent et l'alimentent comme une flamme, sont du donné ultime et, à ce titre, terre étrangère pour la science humaine. La matière que doit étudier seulement la praxéologie, c'est la manifestation essentielle de la vie proprement humaine, c'est-à-dire l'action. (*ibid.* : 1025)

B. Kotarbinski (2007) est l'auteur d'une œuvre majeure dont le titre suffit à comprendre la restriction qu'il s'impose : *Traité du travail efficace*. Il décrit les

objectifs de la praxéologie en ces termes : « Nous aborderons ici la technique du travail efficace, c'est-à-dire les indications et les avertissements nécessaires à l'optimisation de toute action ». Il précise que le but de la praxéologie est « de former un ensemble rationnellement ordonné d'indications générales valables dans tous les domaines et toutes les spécialisations du travail ». Il ajoute qu'« il importe surtout aux praxéologues de définir ce qui concerne nécessairement tout travail bien fait » (*ibid.* : 27). En accord avec Ludwig von Mises sur le fait qu'il ne peut juger de l'ultime, la praxéologie de Kotarbinski (2007) se limite donc à l'étude de l'efficacité des actions en perdant de vue leurs autres buts. Seule l'efficacité persiste. En cela, il réduit l'action humaine à une science du travail efficace, alors que tant d'actions visent autre chose qu'une efficacité au sens d'un travail produisant un effet attendu. Voilà de nouveau une manifestation de cette amputation qu'opère la démarche scientifique, comme je le présentais au début de mon exposé. Mais la différence est notable : Kotarbinski assume le choix.

C. Reprenons les travaux de Skirbekk. Il élargit le champ de l'examen praxéologique avec la modestie de se savoir partie prenante dans l'attitude même qui est la sienne :

> La praxéologie est une analyse conceptuelle et une discussion réflexive de la façon dont les activités humaines sont inextricablement mêlées avec leurs agent-e-s et avec les choses qui en sont l'objet dans notre monde quotidien. (Skirbekk, 1999 : 203)

Nous sommes toujours présents dans notre action. Skirbekk délimite ainsi la prétention à la démonstration en évoquant le champ de l'argumentation qui caractérise le discours praxéologique. L'étude des pratiques est elle-même une construction permanente. S'y jouent des accords, et le fait de cette recherche des accords atteste de la finitude de chacun des points de vue, la connaissance résultant alors d'une œuvre commune par une succession de reconnaissances :

> En argumentant, nous nous reconnaissons les uns les autres non seulement comme rationnels, mais aussi comme finis; c'est la raison pour laquelle nous pouvons tous apprendre de tous les autres, et par un effort commun améliorer mutuellement notre compréhension. (Skirbekk, 1999 : 136)

Enfin, il fait jouer au temps un rôle. En reprenant la sémantique d'Habermas, il la met en perspective d'une histoire de la validité, d'une mutation des vérités et des buts poursuivis dans les sociétés humaines :

> Il n'y a pas de moment précis où nous puissions vraiment savoir que dorénavant rien qui puisse modifier notre consensus ne pourra jamais arriver. Même si la situation idéale de parole était réalisée, et que nous le sachions, nous ne pourrions encore jamais savoir que nous avons atteint le consensus rationnel précis qui implique logiquement la validité. » (*ibid.* : 132)

D. Retenons là trois enseignements sur la pluralité des pratiques, notamment celle de l'activité de penser dont la connaissance est le produit :

1. La connaissance s'élabore par ceux et celles qui la bâtissent, l'une affectant l'autre et réciproquement, sans que la connaissance soit étrangère à ceux et celles qui ont accepté ensemble les lieux communs qui servent d'arrière-plan à une civilisation et ses façons de connaître.

2. La connaissance relève d'un processus qui compose les théories de la démonstration, de l'argumentation et de la réfutation dans les limites de chacune de ces démarches.

3. Ce processus révèle une édification commune où les vérités sont liées à des lieux communs qui les engendrent et les fondent.

Ces évidences commodes des conventions (selon Poincaré), cet arrière-plan (selon Searle) ou cet implicite des lieux communs (pour Goyet) sont indispensables à la pensée collective dans ces automatismes. Searle (1998 : 170) décrit l'arrière-plan en ces termes : « l'ensemble des capacités nonintentionnelles ou préintentionnelles qui permettent aux états intentionnels de fonctionner ». Tout à la fois structure causale, fond et prédisposition, l'arrière-plan conditionne le comportement social et induit des répétitions qui confinent à des automatismes cognitifs collectifs. Dans sa thèse consacrée au lieu commun, Goyet (1997 : 60) rappelle le double sens du lieu commun : « Le premier désigne un développement oratoire, le second les rubriques d'un fichier ». Il précise ensuite les trois acceptions du lieu commun comme développement oratoire : « La première est le fait de brasser des idées reçues, de la doxa. La deuxième est de parler en général. Enfin, cette généralisation se déploie longuement » .

Grize (1998 : 119) introduit quant à lui la notion de « préconstruits culturels » dans sa logique naturelle qui précède toute expression particulière :

> Je partirai donc d'un constat simple : chaque fois que quelqu'un prend la parole, il sait un certain nombre de choses. Les unes lui sont personnelles, elles sont liées à son vécu singulier. D'autres en revanche sont largement partagées, ce sont des connaissances communes à tout un groupe et chacun sait que les autres les possèdent (Dupuy : 1992). Dewey les caractérisait comme les conceptions et les croyances acceptées couramment sans discussion par un groupe donné ou par l'humanité en général (Dewey, 1993 : 123). Tout ceci conduit immanquablement à parler de représentations sociales, c'est-à-dire de « réalités mentales dont l'évidence nous est sensible quotidiennement » (Jodelet, 1989 : 31) et qui sont donc « partagées par tous les membres d'un groupe, de même qu'ils partagent une langue » (Moscovici, 1989 : 64).

Conclusion

L'enjeu décrit dans mon texte n'est rien d'autre que la sortie du régime de la seule théorie de la démonstration dont certains pensent encore qu'elle peut faire totalité et rendre raison du tout et de tout. Or, nous ne sommes plus dans l'ère du règne de l'univoque. Les intentions et les buts que nous pouvons poursuivre sont en débat avec des arguments, des réfutations et des choix. Tout cela témoigne d'une variété des modes de vie. La méthode scientifique est une de ces pratiques, mais son extension serait immanquablement totalitaire, comme l'explique Arendt (1972 : 219) : « La prétention de tout expliquer promet d'expliquer tous les événements historiques, promet l'explication totale du passé, la connaissance totale du présent et la prévision certaine de l'avenir ». Et elle poursuit en ciblant l'idéologisation de la science dans certains courants de pensée, dont le néo-positivisme ou le marxisme :

> La pensée idéologique ordonne les faits en une procédure absolument logique qui part d'une prémisse tenue pour axiome et en déduit tout le reste; autrement dit, elle procède avec une cohérence qui n'existe nulle part ailleurs dans le domaine de la réalité. (*ibid.* : 220)

En effet, toute pratique monopolistique a pour conséquence la monotonie, l'alignement et l'imitation où tous les membres entrent en concurrence du fait de leur semblable aspiration. La pluralité des finalités invite à méditer la variété des manières de connaître et d'agir, elle invite à les respecter et à les encourager dans les choix des personnes ou dans les destinées collectives. Toute convention qui viendrait s'imposer à tous est contraire aux respects des intentions. C'est là toute l'annonce de Feyerabend vers les chemins de la liberté.

L'expérience montre un champ des possibles dont chacune des voies a son économie propre et aucune ne peut se prévaloir d'une absolue supériorité. La raison pratique arbitre sans cesse entre des buts dont, par exemple, les biens communs, l'intérêt particulier, les croyances, la performance immédiate, etc. Et la recherche scientifique elle-même a fait le choix de la répétition et de la cohérence pour construire l'ordre, décidant de l'efficacité d'une règle dans un champ expérimental toujours délimité. L'impossible neutralité révèle la pluralité, soit le respect de poursuivre ses buts.

Références

Andler, Daniel. 2007. « De la philosophie des sciences à la philosophie de l'esprit ». Dans *La philosophie analytique dans tous ses états*. Sous la direction de Mélika Ouelbani, 59-87. Tunis : Université de Tunis. http://andler.dec.ens.fr/pdf/104.pdf

Arendt, Hannah. 1972. *Les origines du totalitarisme.* Paris : Éditions du Seuil.

Feyerabend, Paul. 1989. *Adieu la raison.* Paris : Éditions du Seuil.

Gadamer, Hans-Georg. 1976. *Vérité et Méthode.* Paris : Éditions du Seuil.

Goyet, Francis. 1997. « Aux origines du sens actuel de *lieu commun* ». *Cahiers de l'Association internationale des études françaises* 49 : 59-74.

Grize, Jean-Blaise. 1998. « Logique naturelle, activité de schématisation et concept de représentation ». *Cahiers de praxématique* 31 : 115-125.

Hintikka, Jaakko. 2007. *Les principes des mathématiques revisités.* Paris : Vrin.

Husserl, Edmond. 1976. *La crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*. Paris : Éditions Gallimard.

Kotarbinski, Tadeusz. 2007. *Traité du travail efficace*. Besançon : Presse universitaire de Franche-Comté.

Lukasiewicz, Jan. 2000. *Du principe de contradiction chez Aristote*. Paris : Édition L'éclat.

Mises, Ludwig von. 2011. *L'action humaine*. Paris : Institut Coppet.

Patras, Frédéric. 2001. *La pensée mathématique contemporaine*. Paris : PUF.

Popper, Karl. 2007[1962]. *Conjectures et réfutations*. Paris: Éditions Payot.

Quine, Willard Von. 2011. *Les voies du paradoxe*. Paris : Vrin.

Russell, Bertrand. 2007. *Mysticisme et logique*. Paris : Vrin.

Searle, John. 1998. *La construction de la réalité sociale*. Paris: Éditions Gallimard.

Skirbekk, Gunnar. 1999. *Une praxéologie de la modernité. Universalité et contextualité de la raison discursive*. Paris : Éditions L'Harmattan

Skirbekk, Gunnar. 2003. « *Le débat sur la modernité : la rationalité –universelle et plurielle ?*» *Noesis* 5.
https://journals.openedition.org/noesis/1490

Whitehead, Alfred North. 2007[1969]. *La fonction de la raison*. Traduit par Philippe Devaux. Paris : Éditions Payot.

Whitehead, Alfred North. 2006[1998]. *Le concept de nature*. Traduit par Jean Douchement. Paris : Vrin

Whitehead, Alfred North. 1994. *La science et le monde moderne*. Traduit par Paul Couturiau. Monaco : Éditions du Rocher.

Wiener, Norbert. 1962. *Cybernétique et sociétés, l'usage humain des êtres humains*. Traduit par Pierre-Yves Mistoulon. Paris : Union Générales d'Éditions.

Pour citer :

Pontoizeau, Pierre-Antoine. 2019. « De l'impossible neutralité axiologique à la pluralité des pratiques ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre*? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 3, pp. 39-54. Québec : Éditions science et bien commun.

4. Sur l'idéal de neutralité en recherche

Bachelard, Busino et Olivier de Sardan mis en dialogue

JULIA MOREL ET VALÉRIE PAQUET

Les définitions entourant les termes d'« objectivité », d'« exactitude », de « vérité » ou même de « véracité » sont souvent controversées notamment parce qu'ils sont employés de manière interchangeable. Ce fait dénote un manque de cohérence et de consensus au sein des différents domaines de recherche où les définitions données à chacun de ces termes sont variables. Le domaine qui nous intéresse ici est celui des sciences humaines et sociales (SHS), où nous œuvrons dans une posture critique. L'objet à l'étude des SHS est l'individu dans toute sa complexité, aussi bien en termes psychologiques, sociaux, économiques ou même identitaires. Il nous semble dès lors impossible d'être neutre dans ce domaine de recherche. Dans une perspective positiviste, nous définissons la neutralité comme une position qui se caractériserait par une mise en sourdine des connaissances et des préférences qui formatent l'esprit. Celle-ci permet d'arriver à une connaissance qui tend vers une certaine objectivité, entendue selon la définition du Larousse, comme la « qualité de ce qui est conforme à la réalité, d'un jugement qui décrit les faits avec exactitude ».

Notre principal objectif est de défendre l'idée que la neutralité est inatteignable dans le champ général et vaste des SHS. En mettant en dialogue les apports de trois auteurs soit Giovanni Busino, Jean-Pierre Olivier de Sardan et Gaston Bachelard, choisis pour leurs appartenances éclectiques à ce domaine et leur ancrage épistémologique important, nous visons à mieux cerner les incohérences et les « manques » observables au sein des recherches en SHS qui se revendiquent de la neutralité. Chez Olivier de Sardan, nous nous intéresserons à l'« herméneutique culturelle » tandis que chez Busino, nous irons chercher une fine analyse de la notion de « preuve ». Ces deux repères théoriques nous permettront d'apporter complémentarité et nuances au concept de « rupture épistémologique » présenté par Bachelard. Nous allons donc faire discuter, se répondre et s'accorder les écrits de ces trois auteurs dans le but de produire une argumentation en trois temps, ancrée dans une perspective constructiviste.

En tant qu'étudiantes à la maîtrise en communication, nous espérons parvenir à mieux comprendre dans quelle mesure le fait d'être conscientes du caractère inatteignable de la neutralité nous permet de nous aligner vers une authenticité et une transparence dans nos écrits aussi bien sur le plan personnel que scientifique.

Herméneutique et neutralité

L'herméneutique est reconnue comme étant un processus d'interprétation critique, une démarche visant à comprendre ce qu'est l'autre. Elle est le plus souvent employée lorsque l'on évoque l'interprétation des signes et des textes. Cette même interprétation évoque la présence de ce qui est autre, différent de soi-même et qui requiert une analyse. En effet, l'herméneutique, ou interprétation critique, est présente inconsciemment dans chaque situation de la vie humaine. L'individu cherche à comprendre l'environnement dans lequel il évolue au moyen de ce processus, influencé et construit par son propre cadre de référence. Ce cadre se construit au cours de la socialisation de l'individu et de son évolution au travers du temps et de l'espace. L'intérêt est d'interroger la proposition selon laquelle la neutralité est inatteignable puisqu'elle se construit à travers ce même cadre. Nous la mettrons ici en perspective en faisant référence à des contributions issues de trois domaines différents des sciences humaines et sociales, soit l'anthropologie (avec Olivier de Sardan), la sociologie (avec Busino) et la philosophie (avec Bachelard).

Issus du champ de l'anthropologie, les concepts d'« émique » et d'« étique »[1] viennent éclairer certaines dimensions de la démarche herméneutique. Si nous nous référons à l'usage populaire des termes, nous pouvons comprendre l'émique comme étant « synonyme de "point de vue de l'indigène", de "représentations populaires", de "signification culturelle locale" et, inversement, l'étique comme étant associé "au point de vue externe, à l'interprétation de l'anthropologue, au discours savant" » (Olivier de

1. Ces deux concepts sont issus de la linguistique anglophone et proviennent des termes *phonetic* et *phonemic* (Pike, cité dans Olivier de Sardan, 1998 : 151), qui désignent la distinction entre « le système des sons "physiques" (*phonetic*) et le "système des contrastes et différences sonores significatifs du point de vue du locuteur" (*phonemic*) ».

Sardan, 1998 : 157). En recherche anthropologique, l'émique concerne le fait de relater la réalité selon le point de vue du sujet observé alors que l'étique fait plus précisément référence à la dimension méthodologique requise pour identifier ces perspectives et représentations sociales. Autrement dit, l'émique est fondé sur le vécu et la subjectivité de l'individu à l'étude et l'étique fait référence aux méthodes d'analyse et de production de données. L'émique se situe dans les idées, les savoirs culturels spécifiques, le sens profond d'une discussion tandis que l'étique tient du quantifiable, de stratégies méthodologiques, de mesures scientifiques, de discussions où le sens est moins important que le fait même de converser (*ibid.* : 154).

Olivier de Sardan (1998) souligne que, bien que l'émique et l'étique aient été historiquement définies par opposition, ces deux approches sont sous-tendues par des objectifs similaires : l'obtention d'une neutralité et d'une légitimité scientifique. L'auteur semble effectivement considérer cette opposition entre émique et étique comme un faux débat. Autrement dit, cette dichotomie ne devrait pas avoir lieu, les deux termes se confondant l'un dans l'autre. En effet, l'étique, soit la méthodologie, peut se retrouver et s'expliquer à travers l'émique. C'est ainsi qu'Olivier de Sardan ne choisit de mobiliser que le concept d'émique, en y englobant les méthodologies de collecte de données ainsi que la réalité subjective appartenant au sujet étudié, elle-même interprétée par le chercheur ou la chercheuse. Cette simplification nous semble adéquate et intéressante en ce sens qu'elle permet une meilleure compréhension du terme émique.

À la suite de cette simplification typologique, il est temps de s'intéresser à un outil méthodologique de déduction, à savoir la preuve, qui exemplifie la théorie d'Olivier de Sardan. Giovanni Busino (2003), sociologue suisse, avance qu'une réflexion sur le concept même de la preuve dans les différents domaines des sciences humaines et sociales est nécessaire. En effet, il considère que la preuve n'est qu'une forme particulière d'argumentation qui sert à vérifier un fait spécifique plutôt qu'à faire apparaître la vérité. Les diverses disciplines[2] scientifiques, les différents courants de pensée ont chacun une rationalité propre permettant de créer à la fois leur représentation et interprétation de ce qu'est une preuve, celle-ci étant construite dans un but de vérification. Une récurrence sur la composition

2. Médecine, droit, préhistoire et archéologie, géographie et démographie, économie, sociologie et histoire.

de la preuve est toutefois observable à travers ces diverses conceptions. L'élaboration d'une preuve s'opérerait ainsi en deux étapes : dans un premier temps, l'observation de l'existence de quelque chose ou de l'absence d'une autre, dans un second temps, l'interprétation de ces faits en rapport à un référent culturel et social propre à l'individu. Ainsi, l'herméneutique suit l'humain jusque dans ses méthodologies de déduction et d'induction : les connaissances préalables, les expériences de vie ainsi que l'univers social et culturel engendrent le jugement dans tout rapport à l'altérité.

Dans l'herméneutique, le processus d'interprétation critique peut se produire à plusieurs niveaux. Si l'on revient aux concepts d'émique et d'étique par exemple, ces deux stratégies sont intimement liées à l'interprétation propre du chercheur ou de la chercheuse et à celle du sujet humain étudié. Les cadres de référence des deux personnes sont ainsi confrontés et viennent formater l'information donnée ou reçue lors de la recherche. Olivier de Sardan (1998 : 163) nous rappelle que « toute stratégie de recherche sur le terrain est à interprétation intégrée », et que, même au sein de la recherche scientifique, il est difficile de séparer le contenant du contenu. Ainsi, il y a présence d'une double herméneutique, c'est-à-dire d'une double interprétation critique du monde social. Dans un premier temps, l'herméneutique se produit lorsque le chercheur ou la chercheuse observe et interprète les comportements des sujets observés. Il ou elle cherche à rendre compte de certaines réalités, à produire du sens sur ce qu'il ou elle ne connaît pas à l'aide de ses référents culturels et sociaux propres. Ceci peut se caractériser comme étant une interprétation horizontale; le chercheur ou la chercheuse souhaite comprendre ce qu'elle ou il observe directement. Dans un second temps, une interprétation critique verticale se fait, où le chercheur ou la chercheuse va interpréter la pensée du sujet observé sur la base de la culture de ce dernier, mais sans pouvoir se détacher des référents de sa propre culture. Il se crée donc un rapport de force qui ne permet pas d'accéder à l'Autre de manière directe. En ce sens, la neutralité en recherche scientifique dans le domaine des sciences humaines et sociales, et plus spécifiquement en anthropologie et en sociologie, est impossible.

À ceci, Busino (2003) ajoute que la preuve, en plus de posséder sa propre rationalité, est aussi un processus apagogique, c'est-à-dire que le chercheur ou la chercheuse tente de prouver quelque chose par l'absence de son contraire. Cette démonstration par l'absurde n'est certes pas employée dans tous les domaines des SHS, mais tend à être généralement présente dans les

domaines de l'ethnographie et de l'histoire. Ceci renforce la compréhension de la preuve comme une capacité d'argumentation et de rhétorique puisque tout est dans la démonstration et non pas dans la véracité des faits, des arguments ou même de la preuve en elle-même. Ainsi, la neutralité ne peut pas exister puisque la preuve est construite socialement et que le chercheur ou la chercheuse bâtit la preuve à partir d'arguments et de faits qu'il ou elle choisit de légitimer plutôt que d'autres. L'impartialité et l'équité ne sont pas centrales lors du fondement du concept de la preuve, soulignant encore une fois que la neutralité est inatteignable. L'herméneutique, soit-elle simple ou double, ne permet pas d'atteindre une neutralité scientifique, et n'est par définition construite qu'à travers la subjectivité du ou de la scientifique.

Diversité et limites des inférences

L'herméneutique, qu'elle soit simple ou double, n'est pas le seul argument opposable à l'idéal de neutralité. En effet, au processus de réflexion critique des symboles et des signes, il faut ajouter l'importance jouée par l'inférence et la subjectivité. Ces deux termes sont bien souvent utilisés de manière interchangeable, alors qu'ils ne sont aucunement analogues. L'inférence est présente lorsqu'une chercheuse ou un chercheur tire une conclusion à partir de faits observables et d'une « rationalité ». Ici, il est important de conserver les guillemets autour de ce terme parce que la rationalité est construite à travers et par les interactions de l'individu avec son entourage et son environnement. De plus, la preuve et sa démonstration découlent, comme précédemment expliquées, d'une rationalité propre. Chaque discipline a tendance à avoir sa propre rationalité et ainsi sa propre interprétation quant à ce qui constitue une preuve ou non. Nous constatons ici un biais important relié à la notion d'empirisme idéologique proposée par Herbert Marcuse (1968 : 135) :

> À partir du moment où on a isolé un problème de son environnement, à partir du moment où les concepts universels qui s'opposent à la fonctionnalisation se sont perdus dans des références particulières, le cas devient un incident qu'on peut traiter.

Lorsque nous soustrayons une problématique de son historicité ou de son environnement global, nous annulons par le fait même toutes traces du

passé qui l'a construite. La preuve se légitime selon une certaine vision du monde. Busino (2003 : 41) ajoute que les jugements de valeur sont inévitables dans la recherche sociale et qu'il est essentiel d'en être conscients puisque l'impartialité et l'objectivité ne sont en aucun cas atteignables.

On peut établir plusieurs niveaux de subjectivité, présents dans tout processus interprétatif du seul fait qu'ils sont produits par l'humain. Olivier de Sardan les souligne avec sa dichotomie émique/étique. En effet, dans sa définition de ce que constitue l'émique, il démontre que ce terme peut renvoyer à quatre niveaux différents d'interprétation. Le premier est en rapport aux données « produites par les interactions entre le chercheur et les acteurs sociaux qu'il étudie » (Olivier de Sardan, 1998 : 158), soit un faible niveau d'interprétation. Le second niveau renvoie aux systèmes de références et de représentations des sujets observés, c'est-à-dire que la chercheuse ou le chercheur interprète les « concepts et conceptions autochtones, locaux, populaires » qui sont partagées par tous les sujets observés (*ibid.* : 158). Le troisième niveau est lié aux codes qui dictent les comportements et les cadres de références des sujets; l'auteur définit ceci comme une « grammaire culturelle » (*ibid.* : 158). Enfin, le quatrième niveau est relié au système cognitif des sujets observés, soit le mode de pensée. Ces quatre niveaux présentent tous des degrés d'interprétation, et donc de subjectivité et d'herméneutique, différents et « décroie[nt] en empiricité à mesure que croît la part d'interprétation » (*ibid.* : 158). C'est pourquoi Olivier de Sardan considère que seuls les deux premiers niveaux mentionnés se trouvent à former le « noyau dur » de l'émique. Ils permettent effectivement de ne pas aplanir la complexité, de conserver une compréhension plus ou moins biaisée des « représentation[s] partagée[s] » (*ibid.* : 158) des sujets observés. Il souligne que ces types de représentation sont les fondements de la compréhension de l'autre et qu'ils permettent d'appréhender la rencontre avec cet autre au mieux.

Dans le but de recentrer le débat sur l'interprétation et l'importance de l'inférence dans les recherches scientifiques dans le domaine des sciences humaines et sociales (SHS), réfléchissons à l'importance et à la portée des « preuves » dans ce champ. Busino se penche sur l'univers sémantique de la notion de preuve, expliquant que certains mot-clés associés à ce terme, tels que « probabilité » et « incertitude », appartiennent au champ lexical du doute. Ainsi, il suggère une remise en question des preuves dans les différents domaines des SHS plutôt qu'une acquisition de celles-ci sans questionnement.

Busino souligne par ailleurs que les preuves en SHS sont très différentes des preuves en sciences dites « dures ». Entre autres, les premières ne peuvent être « apodictiques » (Busino, 2003 : 17), c'est-à-dire qu'elles ne peuvent être à caractère universel. Busino ajoute qu'il est essentiel d'observer historiquement l'évolution du concept de la preuve afin d'en soulever les failles. Pour l'auteur, chaque domaine, chaque courant épistémologique au sein des SHS présente une rationalité particulière et un rapport potentiellement différent à la notion de preuve. Chaque domaine de recherche en SHS préconise en moyen singulier d'utiliser la preuve pour confirmer ses propres hypothèses, et les faits utilisés afin de créer cette légitimité sont construits sous l'angle d'approche de ce même domaine. Finalement, Busino suggère que les preuves sont façonnées par les chercheurs et chercheuses afin de permettre la création d'un savoir qui s'accorde avec les objectifs choisis. Ces preuves alors arrimées à des faits deviennent ainsi non discutables.

Enfin, une des dernières causes de l'inférence qui illustre l'expression d'une subjectivité est l'opinion et sa prépondérance dans le domaine de la recherche. Olivier de Sardan indique qu'elle est présente lors du jugement et de l'interprétation horizontale et verticale des actions et paroles des sujets observés, c'est-à-dire l'interprétation des chercheurs et chercheuses sur le mode de vie des sujets observés, se plaçant en position supérieure à eux et suggérant une dynamique de pouvoir créant un niveau d'interprétation supplémentaire.

Bachelard (1967[1934]), quant à lui, estime qu'il est nécessaire de suspendre l'opinion à tout prix, car elle « empoisonne » la réalité des chercheurs et chercheuses. Pour ce faire, il suggère de faire une « catharsis intellectuelle » au début de chaque nouveau travail de recherche entamé, soit un oubli volontaire de son savoir, afin d'éviter toute influence externe lors de la constitution de la recherche. Cependant s'imposent alors la difficulté et le caractère quasi impossible d'une telle démarche. En effet, ne serait-ce pas un mouvement de désintérêt que de tenter d'effacer de multiples sources de savoir? De plus, en partant du principe que l'individu est socialisé dès le début de son existence, jusqu'à quel point lui est-il possible de maîtriser le contenu et l'étendu de son savoir?

L'opinion est, selon Bachelard, un obstacle épistémologique dans le domaine de la recherche puisqu'elle formate l'esprit : « Quand il se présente à la culture scientifique, l'esprit n'est jamais jeune. Il est même très vieux,

car il a l'âge de ses préjugés » (Bachelard, 1967[1934] : 17). Cependant, nous sommes d'avis qu'il est nécessaire d'ajouter une nuance à ces écrits puisque les savoirs acquis à travers l'existence des chercheurs et chercheuses leur permettent d'avoir une vision différente de celle d'autrui et de nourrir une richesse de connaissances au sens plus large. Bachelard nous met en garde face à notre propension à vouloir confirmer et valider nos présuppositions et à faire en sorte que notre hypothèse devienne une vérité. À cet effet, la clé de transformation proposée par l'auteur concerne notre rapport au savoir; il invite à concevoir la démarche intellectuelle comme un processus permettant de savoir pour aussitôt vouloir remettre en question.

Posant un regard réflexif sur nos propres démarches de recherche en communication à la suite de cette lecture de Bachelard, il nous est apparu évident que nous partions toutes les deux avec un postulat de départ et que nous tentions, grâce à nos questions de recherche, à notre recension des écrits et à notre choix de cadre théorique, à vouloir confirmer notre hypothèse de départ. Ainsi, notre vision du monde tend à s'immiscer dans chaque étape de notre processus de recherche, que nous en soyons conscientes ou non.

La complexité de la connaissance

Après avoir soulevé l'importance de s'intéresser à l'herméneutique et de reconnaître la présence d'inférences dans nos recherches, il nous semble nécessaire de nous questionner sur la connaissance elle-même, à travers le regard de nos trois auteurs. D'abord, Bachelard (1967[1934] : 17) indique qu'il y a une différence à faire entre un esprit jeune et un esprit vieux et qu'il est très difficile au cours du temps de conserver un esprit jeune, c'est-à-dire un esprit « vierge » de toute connaissance, de toute préconstruction et surtout de toute préinterprétation. L'éducation, l'opinion et la société en elle-même tendraient à créer cet esprit « vieilli », « fermé ». Cependant, tout l'intérêt de conserver l'esprit vierge serait d'éviter la construction et la fortification de divers obstacles épistémologiques.

Nous étions jusqu'à présent en accord avec Bachelard concernant les notions d'obstacle épistémologique. Toutefois, nous nous opposons à l'auteur en ce qui concerne la possibilité d'accéder à la neutralité au travers une rupture épistémologique, par ce qu'il appelle une « catharsis intellectuelle »

(*ibid.* : 22), soit une démarche par laquelle on abandonnerait tout construit de connaissance. Nous comprenons celle-ci comme étant un effort conscient de la part des chercheurs et chercheuses pour faire *tabula rasa* de toutes connaissances intériorisées à partir de leurs expériences passées, avant le début de toute nouvelle recherche scientifique. Ainsi Bachelard souligne qu'il est possible de se détacher de toute connaissance et, par conséquent, de tout « modelage » d'une réalité, permettant aux chercheurs et chercheuses d'entamer leur travail de manière neutre. Il nous semble qu'un tel processus est irréalisable, car réformer son esprit et sa pensée critique nous semble impossible.

Bachelard (*ibid.* : 16) souligne que le « réel n'est jamais "ce qu'on pourrait croire", mais il est toujours ce qu'on aurait dû penser », critiquant alors l'« absolu » de la recherche empirique, façon de démontrer le vrai. L'acte même de connaître crée des causes d'inertie que Bachelard appelle des obstacles épistémologiques. Il ne faut jamais oublier le poids et l'importance de la question puisque l'obstacle épistémologique se crée lorsque la connaissance est non questionnée. Le philosophe (*ibid.* : 13) suggère qu'« une expérience scientifique est […] une expérience qui contredit l'expérience commune », c'est-à-dire que le savoir scientifique remet en question le savoir social, commun à tous. Ce dernier est dès lors envisagé comme étant de moindre importance, de moindre valeur. Le débat, qui a toujours cours au sein des sciences sociales, concernant la « scientificité » de celles-ci par rapport aux sciences dites « dures » n'est pas sans rapport avec la posture de Bachelard, qui continue de trouver résonance chez certaines personnes engagées en recherche encore aujourd'hui.

Pour Olivier de Sardan (1998), la validité empirique serait un idéal dans toute recherche en sciences sociales et permettrait de justifier la valeur des connaissances générées par cette recherche aux yeux de tous. Cependant, le concept de « validité » tel que pensé par Olivier de Sardan nous paraît limité, découlant de l'émique et de l'étique, qui sont comme nous l'avons souligné, des construits sociaux. Ainsi, ce qui est valide ne l'est que d'un point de vue situé, en phase avec les connaissances du moment, et ne dépend que de ce qu'autrui pense et préfère : est déterminé valide ce qui est socialement accepté comme étant connaissance. Le côté empirique se veut le plus proche de la science dite « dure » de manière à valider et assurer la pertinence de la recherche en science sociale et plus particulièrement dans le domaine de l'anthropologie. Busino (2003 : 13), quant à lui, explique qu'en tant que

chercheurs et chercheuses, « nous travaillons sur des modèles et des hypothèses, sur des “objets” que l’on croit être en dehors de nous et qui en fait ne sont que nos représentations » , mettant l’accent sur l’aspect construit de toute connaissance. L’individu, par ses interactions, a tendance à avoir une perception de la réalité qui est construite par sa socialisation. Nous sommes en accord avec cette position constructiviste qui souligne selon nous la valeur du caractère subjectif de la connaissance et permet de manière plus générale de rendre cette dernière plus accessible dans l’espace public.

Conclusion

En tant que jeunes chercheuses, nous considérons qu’il nous est essentiel de prendre connaissance des différentes limitations inhérentes à la recherche en sciences sociales. Les notions d’herméneutique, d’inférence et de construction de la connaissance sont centrales dans nos processus de recherche respectifs. Elles nous permettent de mieux comprendre comment la neutralité, en tant qu’idéal de la recherche scientifique, est conçue. Nous sommes d’avis que la neutralité absolue est hors d’atteinte autant pour les jeunes chercheurs et chercheuses que pour ceux et celles qui sont plus expérimentés, et ce en raison des différents arguments avancés dans cette contribution. La neutralité peut être caractérisée comme le fait de ne pas faire intervenir ses valeurs, intérêts et opinions dans un débat, un conflit, une étude, une observation, etc. Cet idéal est selon nous inatteignable puisque la culture et la socialisation de chaque individu imprègnent les différentes étapes de son activité scientifique, que ce soit par rapport au postulat de départ, à la méthodologie choisie ou même aux résultats tirés de l’analyse.

Être conscientes que la neutralité est inaccessible nous rend mieux outillées afin d’affronter les différentes étapes de notre processus de recherche. Le fait de savoir qu’il peut y avoir présence d’une subjectivité affirmée dans ce processus nous permet comme chercheuses d’avancer et d’atteindre des résultats qui nous semblent plus satisfaisants. L’importance étant d’être conscientes de cette subjectivité afin d’adopter une posture réflexive.

Les textes que nous avons analysés dans cet article partagent la prémisse qu’il existe une réalité extérieure et observable dont l’étude scientifique permet de produire de la connaissance. La philosophie postmoderne remet

en question cette prémisse puisqu'elle part du principe qu'il n'y a pas de réalité observable et que tout est socialement construit. Dans le paradigme postmoderne, les concepts analysés dans ce texte sont mis à distance critique. À partir de ce constat nous nous demandons ce qu'il nous reste comme chercheuses à créer comme connaissance, sinon de seulement donner un aperçu de notre propre vision de ce qu'est la réalité? Comment la recherche peut-elle, dans ces conditions, garder sa pertinence communicationnelle? Que signifient de tels questionnements d'un point de vue sociétal? Ces questions évoquent un vaste chantier qu'il est urgent d'investiguer.

Références

Bachelard, Gaston. 1967 [1934]. *La formation de l'esprit scientifique* (4e édition). Paris : Vrin.

Busino, Giovani. 2003. « La preuve dans les sciences sociales ». *Revue européenne des sciences sociales* XLI (128) : 11-61. https://journals.openedition.org/ress/377

Marcuse, Herbert. 1968. *L'homme unidimensionnel*. Paris : Minuit.

Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 1998. « Émique ». *L'Homme* 38 (147) : 151-166. https://www.persee.fr/doc/hom_0439-4216_1998_num_38_147_370510

Pike, Kenneth, 1967. *Language in Relation to a Unified Theory of Human Behavior* (2e édition). The Hague : Mouton.

Pour citer :

Morel, Julia et Valérie Paquet. 2019. « Sur l'idéal de neutralité en recherche. Bachelard, Busino et Olivier de Sardan mis en dialogue ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre*? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 4, pp. 55-66. Québec : Éditions science et bien commun.

5. Quand les résultats contredisent les hypothèses

La neutralité en question dans la production du savoir sur le cerveau

GIULIA ANICHINI

La question de la neutralité dans les sciences se pose différemment selon le point de vue et les échelles d'analyse. Les sciences étant à la fois des acteurs et des réceptacles des systèmes économiques, politiques et sociaux dans lesquels elles se déploient, la réflexion sur la neutralité peut toucher divers niveaux, chacun ayant des enjeux spécifiques. Nous pouvons penser à la posture du savant ou de la savante et à son engagement envers certaines idées et valeurs (Bourdieu, 2001), aux inégalités qui traversent le système de production et de circulation des connaissances scientifiques, aux relations entre pays dominants et « non hégémoniques » (Losego et Arvanitis, 2008) ainsi qu'à l'utilisation et à l'orientation des résultats scientifiques par le secteur privé et l'industrie (Lamy et Shinn, 2006; Sismondo, 2007). Depuis l'essor des approches critiques envers le système technicien et la rationalité scientifique, formulées à partir des années 1960, la science cesse d'être pensée comme un « savoir pour lui-même » (Salomon, 1970), comme une entité autonome capable de se donner ses propres objectifs. La sociologie des sciences a ensuite questionné la relation entre science et société, en proposant diverses manières d'expliquer leur articulation. En particulier, les programmes relativistes et l'étude des laboratoires ont permis de s'éloigner d'une conception internaliste de la science et d'élucider les raisons du succès d'un « fait », la formation du consensus autour de certains résultats et la « flexibilité interprétative » dont les connaissances peuvent faire l'objet (Collins, 2004).

En continuité avec une tradition sociologique tournée vers l'analyse des pratiques scientifiques, je propose de suivre les chercheurs et chercheuses dans leur travail, et en particulier de mettre en évidence les stratégies que ces personnes adoptent lorsqu'elles sont confrontées à des résultats « récalcitrants ». La neutralité de la science est interrogée au prisme d'un

ancrage du savoir dans une série d'enjeux dont les scientifiques sont inévitablement porteurs. Mon premier objectif est donc de rendre compte des contraintes qui orientent la gestion des anomalies dans la recherche et d'expliquer comment, au niveau épistémologique, les cadres de production du savoir sont en partie façonnés par des normes institutionnelles. Mon deuxième objectif est de discuter la neutralité du point de vue plus spécifique des technologies informatiques et de la science dirigée par les données. Selon les idéaux d'objectivité qui sont promus à l'ère du numérique, l'exploration automatique d'un grand nombre de données serait la garantie d'un savoir scientifique plus fiable et fournirait une représentation plus fidèle des phénomènes. Mon but sera de défier et de remettre en question la « neutralité théorique » de la science des données dans la recherche fondamentale. Pour ce faire, je vais m'appuyer sur une ethnographie de laboratoire réalisée dans le domaine des neurosciences cognitives en France, entre 2012 et 2015. Durant plus de trois ans, j'ai suivi les activités d'une équipe de recherche en neurosciences spécialisée dans une technique d'imagerie, soit l'imagerie par résonance magnétique (IRM). L'enquête a été répartie sur deux lieux : un centre d'imagerie consacré à la recherche et un laboratoire de neurosciences. Ce choix s'explique par la nécessité d'avoir un regard compréhensif sur le cycle de production des cartes du cerveau, de l'acquisition d'images à leur publication. En fait, si dans le centre d'imagerie j'avais accès aux toutes premières étapes de production des images IRM (conception du protocole, préparation des conditions expérimentales, passation des sujets dans la machine IRM), c'est surtout au sein du laboratoire que je pouvais observer les chercheurs et chercheuses traiter et interpréter leurs données. Les groupes de données « brutes » doivent être comparés au moyen d'analyses statistiques pour aboutir à une carte du cerveau dont le but est la localisation d'une activation cérébrale (il s'agit alors d'une carte fonctionnelle), ou des spécificités anatomiques (par exemple les fibres ou les sillons).

Je vais discuter les pratiques de traitement de données et la gestion d'anomalies à partir de deux cas : le traitement de données fonctionnelles issues d'une expérience d'IRM et l'utilisation d'images anatomiques du cerveau récupérées, cette fois, dans une base de données disponible en ligne. Dans les deux cas, on observe deux phénomènes corrélés : 1) les scientifiques peuvent faire varier les traitements ou la composition de groupes d'images dans le but de s'approcher le plus aux résultats escomptés; 2) pour les scientifiques, rendre manifeste un résultat non attendu n'est pas une opération simple, car cela est assimilé à un échec qui peut nuire à leur carrière, en particulier à

celle des plus jeunes. Pour ce qui concerne le premier point, l'observation de pratiques qui visent à explorer les résultats autrement – quand ils ne sont pas « satisfaisants » suite au travail avec les bases de données – amène au constat d'une orientation théorique des explorations automatiques et de l'articulation entre normes épistémiques hétérogènes. En ce qui concerne le deuxième point, on verra que si publier des résultats « négatifs » est un acte perçu comme potentiellement nuisible à la carrière scientifique, on peut choisir la prudence et opter pour des canaux de communication informels pour en rendre compte.

Bricolage dans le traitement et l'exploration de données IRM

Après avoir acquis les images lors d'une expérience de recherche, les ingénieur-e-s qui sont responsables du centre d'IRM vérifient les données pour qu'elles soient exploitables par l'équipe de recherche. Ils et elles procèdent au « contrôle qualité », c'est-à-dire à la correction des artefacts qui peuvent compromettre la fiabilité des images. Les artefacts en question agissent sur le signal qui est mesuré par la machine IRM et sont causés par exemple par des problèmes de détection du signal dans certaines zones de la tête du sujet. Après cette étape, les scientifiques récupèrent les données converties dans un format standard appelé NIFTI (*Neuroimaging Informatics Technology Initiative*).

Avant de réaliser des analyses statistiques au moyen desquelles on compare les activations des groupes étudiés, l'équipe de recherche doit prétraiter les données. Les prétraitements constituent un ensemble de procédures automatisées qui entraînent des transformations aux images pour réduire les variabilités spatiales et temporelles et permettre leur comparaison. Les principaux prétraitements sont : le *slice-timing*, qui supprime le décalage temporel entre les coupes, le *realignment*, qui corrige les mouvements de tête du sujet, le *unwarping*, qui vise à réduire l'hétérogénéité du champ magnétique, la *normalization*, qui permet de traiter la variabilité morphologique des cerveaux à l'aide d'un cerveau modèle (un *template*), et le *smoothing*, soit l'application d'un lissage gaussien visant à favoriser la visibilité de la corrélation entre *voxels* (pixels volumiques) attenants. L'équipe de recherche prétraite les données à l'aide d'un logiciel appelé SPM (*Statistical Parametric Mapping*), très largement utilisé dans le domaine de la neuro-imagerie. Elle peut laisser les paramètres « par défaut » (choisis par les

développeurs du logiciel) ou les changer à sa convenance. L'application des prétraitements est souvent considérée par les chercheurs et chercheuses comme une étape bien établie et non problématique. Pourtant, leurs pratiques de prétraitement sont très variables, car « chacun-e a sa recette de cuisine », c'est-à-dire que chacun-e intègre ou élimine certains traitements à sa guise. Cela est possible parce qu'il y a un flou qui se dessine autour de certains paramètres.

Concernant le *slice timing*, traitement qui entraîne la correction automatique du décalage temporel d'acquisition des coupes du cerveau, il n'y a pas de véritable consensus sur l'influence possible sur les données. Cela ressort clairement de cet échange où un des ingénieurs du centre IRM explique à un chercheur comment utiliser les prétraitements.

> **Chercheur** : Donc, je voulais te demander sur le *slice-timing*… parce qu'il y en a qui…
>
> **Ingénieur** : Oui, il y en a qui n'aiment pas…
>
> **C** : Est-ce que tu peux m'en dire plus?
>
> **I.** : Franchement je ne pourrais pas répondre à cette question. C'est des philosophies, des pratiques, le *slice-timing* est-ce que tu vois ce que ça fait? [Explication], Mais après, le *slice-timing* ça perturbe tes données […] donc c'est pas génial… non, mais effectivement, c'est très difficile d'évaluer de façon générale l'influence que tous ces processus peuvent avoir sur les données, mais aujourd'hui ma recette de cuisine c'est plutôt celle-là…
>
> **C.** : Ben, Fred ne le fait pas…
>
> **I.** : T'es sûre?
>
> **C.** : Oui, il m'a envoyé toutes ses *batchs*…

À partir de son explication, que je n'ai pas rapportée en entier, on comprend que l'ingénieur conseille finalement d'inclure le *slice-timing* dans sa « recette », mais l'incertitude qui entoure ce traitement et la constatation d'autres pratiques dans son entourage amèneront le chercheur à ne pas l'utiliser.

Pour ce qui concerne la *normalisation* des images, un neuro-imageur explique à son étudiant :

> Tu peux choisir de normaliser soit sur un *template* fonctionnel soit sur l'anatomie du sujet. Du point de vue théorique, c'est mieux de normaliser sur l'anatomie du sujet… Mais du point de vue empirique, moi, je trouve qu'on a toujours une meilleure normalisation quand on utilise un *template* fonctionnel standard.

Le choix du *template* repose ici sur la familiarité avec la technique, acquise au fur du temps par le chercheur. Pour expliquer le choix des prétraitements, il invoque parfois son expérience, d'autres fois, l'habitude, ou encore les consignes standards du manuel.

Un autre exemple concerne le *unwarping*, traitement qui corrige l'hétérogénéité du champ magnétique et qui peut provoquer une perte du signal et des distorsions spatiales dans l'image. En réunion, des scientifiques ont fait remarquer que, dans les images traitées sans *unwarping*, les activations étaient particulièrement « visibles » alors que celles traitées avec *unwarping* montraient une activation plus faible des zones attendues, mais aussi des activités dans des zones du cerveau non prédites par les hypothèses de départ.

Dans ce dernier exemple, on commence surtout à comprendre que le flou dans la composition du *batch* (la série prédéfinie de commandes) et l'opacité autour des transformations qui sont apportées aux images lors des traitements peuvent amener les chercheurs et chercheuses à modifier *ad hoc* les traitements en les adaptant à leur « lot » de données. Ils peuvent, par exemple, choisir tel ou tel autre prétraitement qui fait ressortir le mieux les activations prévues par les hypothèses. Pour comprendre comment ces personnes emploient les prétraitements, je vais évoquer ma première étude de cas.

Étude en IRM pour localiser les aires cérébrales impliquées dans une tâche conflictuelle

Un utilisateur du centre IRM rentre en possession de données qui ont été acquises par une doctorante quelques années auparavant, mais qui n'ont jamais fait l'objet d'une publication, car elles ne corroborent pas les hypothèses. Le nombre de publications des chercheurs et chercheuses est un

indicateur de l'activité du centre IRM et donc un atout pour celui-ci. Pour cette raison, un des ingénieurs propose d'exploiter ces anciennes données « même si elles ne sont pas belles… ».

Le chercheur qui récupère ce lot d'images essaie plusieurs paramètres et adopte ceux qui marchent le mieux pour ses données. Il écrit les différentes tentatives dans un document informel auquel j'ai pu avoir accès. Notamment, concernant la normalisation des images, il adopte plusieurs méthodes, car celle qu'il utilise d'habitude ne fonctionne pas. Il écrit :

> Alors que ce que je fais d'habitude fonctionne généralement assez bien, nous avons un problème avec cet ensemble de données, car la taille des images anatomiques chez certains sujets ne correspond pas complètement à la taille des images fonctionnelles.

Il essaie d'autres méthodes de normalisation et pour chaque opération, il écrit les pour et les contre. Le choix final se rabat sur la méthode qui s'adapte le mieux à ses images même si les cerveaux traités ainsi résultent légèrement rétrécis dans le lobe occipital postérieur. Il écrit :

> Je vais présenter ici les résultats réalisés avec l'approche de normalisation « segAnat », parce que la majeure partie de l'analyse correspond à ces données. Et entre la peste et le choléra…

Concernant les activations, la tâche cognitive de l'expérience cherchait à faire activer des zones du cerveau traitant les informations « visuelles » : la zone traitant le mouvement appelée V5 ou MT (*middle temporal*) située dans la partie dorsale du cortex, et une zone que les neuroscientifiques associent au traitement de la couleur nommée V4 et placée dans la partie ventrale. L'expérience prévoyait aussi une tâche préliminaire d'observation passive de *stimuli* très colorés et de *stimuli* en mouvement, dans le but de repérer les zones qui auraient dû être activées ensuite par la tâche expérimentale. Cette tâche « contrôle », appelée *localizer*, est rajoutée dans l'espoir que les zones « allumées » par le *localizer* soient les mêmes que celles impliquées dans la véritable tâche expérimentale. Mais les activations localisées par la tâche « contrôle » ne correspondent pas à celles activées dans le reste de l'expérience. Quand l'activation de V5 est attendue, on observe des zones plus antérieures, et pour V4, les activations sont faibles et placées antérieurement.

Les zones activées sont visualisées dans un espace antérieur à celui identifié par le *localizer* et ce dernier est donc problématique pour

circonscrire les régions d'intérêt. Afin de « sauver » l'expérience, le chercheur cherche à délimiter autrement les zones visibles dans les images, pour pouvoir avancer des hypothèses sur leur activation. Le chercheur essaie alors plusieurs méthodes pour définir les zones activées par l'expérience mais souvent, les méthodes qui ciblent les parties activées dans la voie ventrale ne permettent pas d'« inclure » celles de la voie dorsale. Encore une fois, il opère plusieurs tentatives. Il a par exemple tracé une sphère autour d'une région délimitée par des cordonnées anatomiques définies par la littérature, puis il a essayé de délimiter les zones en fonction des activations de la « manip » ou en fonction des activations du *localizer*. Mais aucune méthode ne lui permet d'inclure les données de l'expérience. À la fin, il renonce aux prédictions initiales en choisissant le test statistique le plus « restrictif ».

Je voudrais me concentrer ici sur la démarche du chercheur qui, face à un premier échec dans le prétraitement et ensuite dans la délimitation des activations de l'expérience, réitère les procédures automatisées en les faisant varier pour aboutir à des résultats qui correspondent aux prédictions. Même si, finalement, ces tentatives ne lui permettent pas de conserver les hypothèses, nous voyons que l'application de plusieurs méthodes aux mêmes données est une stratégie adoptée par le chercheur quand il fait face à des résultats « négatifs » et que ces derniers doivent être minimisés, voire évités. J'ai utilisé la notion de « bricolage » (Anichini, 2014) pour me référer à ces pratiques qui sont de plus en plus prégnantes dans le travail *in silico* (Gallezot, 2002) et dans les neurosciences en particulier, où les outils de traitement, de visualisation et de stockage des données se démultiplient. La possibilité du choix entre plusieurs « *pipelines* » de traitement d'images couplée à une maîtrise inégale des technologies informatiques expliquent en partie la variabilité des pratiques.

Katherine Button et ses collègues (2013) et John Ioannidis (2008) utilisent l'expression « vibration des effets » (*vibration of effects*) pour indiquer la pratique qui consiste à faire varier l'amplitude des effets en changeant les options statistiques. Les chercheurs et chercheuses peuvent par exemple modifier le modèle statistique qui définit les analyses, changer les variables ou agir sur le seuil statistique pour inclure ou exclure certains effets. Pour les deux auteurs, cette « flexibilité » stratégique est en partie la cause d'une crise due à l'impossibilité de reproduire les résultats.

Ma deuxième étude de cas fournira un autre exemple de bricolage de données et m'aidera à montrer les formes que celui-ci peut assumer, les conséquences qu'il entraîne ainsi que quelques raisons qui l'expliquent.

Étude des réseaux cérébraux chez des autistes et des sujets « sains »

Un des chercheurs que j'ai suivi lors de mon enquête s'intéresse à la morphométrie du cerveau de sujets autistes. Dans un projet qu'il réalise avec deux stagiaires, il compare des groupes d'images du cerveau de sujets « normaux » et autistes. Le but du chercheur est de fournir la preuve d'éventuelles différences anatomiques entre les deux groupes. Pour comparer les images, il utilise une méthode particulière permettant d'« extraire » des images les réseaux cérébraux qui sont ensuite confrontés entre eux au moyen d'analyses statistiques. Les données utilisées dans ce projet sont issues de la base de données ABIDE (*Autism Brain Imaging Data Exchange*) qui réunit un millier d'images du cerveau, dont la moitié de personnes autistes et l'autre moitié de sujets « sains ».

Les données de la base ne sont pas exploitables telles quelles; des traitements et des sélections sont nécessaires pour pouvoir les soumettre aux analyses du logiciel. Les images sont produites dans des établissements différents, ce qui explique leur forte hétérogénéité. Il faut alors d'abord effectuer des analyses statistiques pour évaluer leur comparabilité. Les images doivent également subir un traitement, la segmentation en régions cérébrales, pour que le logiciel puisse ensuite générer des réseaux.

Une fois ces étapes achevées, les scientifiques composent des groupes d'images pour les comparer. Mais un problème relatif à la classification proposée par la base de données complique la tâche. Dans la base de données, les images IRM sont associées à des informations sur le sujet qui renseignent sur son âge, son sexe et sur le type de diagnostic. Mais les scientifiques s'aperçoivent que les critères de classification ne sont pas toujours respectés. En particulier, les indications sur le diagnostic peuvent être absentes ou contradictoires. Par exemple, selon la légende utilisée dans la base de données, le chiffre 1 désigne les sujets autistes et le chiffre 0, les sujets « sains ». Dans la colonne réservée au diagnostic élaboré à partir du DSM (Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux), il y a des sujets qui ont été classifiés avec une note de 1 (autiste), mais aussi des sujets dont on

connaît l'autisme en dehors du DSM, qui reçoivent une note de 0 les faisant apparaître comme des sujets « sains ». L'hétérogénéité des informations oblige alors les chercheurs et les chercheuses à un travail d'interprétation, de tri, de vérification et d'assemblage des données « compatibles ».

Une des stagiaires regroupe les images selon deux interprétations du diagnostic : une « large », qui prend en compte les formes particulières du spectre autistique (le syndrome d'Asperger et les troubles envahissants du développement non spécifiques) ainsi que les cas où le DSM ne donnait pas de diagnostic, et une plus « restreinte » regroupant seulement les données avec diagnostic basé sur le DSM, donc avec une note de 1.

Outre le diagnostic, deux autres variables sont prises en compte dans la composition des groupes à comparer : l'âge et les établissements où les images ont été acquises. Normalement, la stagiaire doit réunir les images provenant des établissements compatibles selon les indications de sa collègue, mais elle n'en tient compte que partiellement à cause du risque d'une perte de puissance statistique :

> Si je prends que les centres qu'elle me dit de regrouper, que la tranche d'âge qui m'intéresse, que les garçons, que les droitiers et tous ceux dont le diagnostic est sûr, j'ai des groupes qui sont trop petits.

La stagiaire essaie donc de comparer plusieurs groupes en faisant varier les contraintes dont elle dispose (âges, établissements, diagnostic). Plus précisément, elle compare 12 groupes en faisant varier l'âge (de 7 à 15 ans, de 7 à 26 ans, jusqu'à 35 ans, de 8 à 18 ans, de 7 à 30 ans, entre 8 et 13 ans), le diagnostic (strictement autistes et autistes), et les centres (par exemple en les incluant tous, que trois centres, ou seulement ceux qui sont comparables selon l'évaluation de la stagiaire).

Les différentes comparaisons sont effectuées dans une logique exploratoire qui vise à trouver, entre les divers résultats produits, des différences morphologiques « significatives » défendues par les hypothèses de l'équipe de recherche. Plus précisément, les hypothèses préconisent une covariation de l'épaisseur corticale entre plusieurs régions du cortex, mais les diverses tentatives ne permettent pas de confirmer ces prédictions ni d'aboutir à des résultats interprétables, ce qui amène les chercheurs et chercheuses à remettre en cause la méthode.

Ce qui m'intéresse en premier lieu, c'est le processus de composition de divers groupes d'images dans le but de multiplier les possibilités d'obtenir, au moyen de plusieurs tentatives, les corrélations espérées. Cette démarche est perçue par les scientifiques eux-mêmes comme « hors-norme » car idéalement, après une première comparaison entre groupes d'images, « *s'il n'y a pas de résultats, il n'y a pas de résultats!* », me dit une des stagiaires. L'idéal d'une science « dirigée par les données » qui prône un vide théorique, se heurte ici à des pratiques d'exploration orientées par certains *a priori* qui aident les scientifiques à maîtriser l'incertitude liée au domaine de recherche et aux méthodes de traitement, et à répondre à des impératifs de productivité qui leur sont imposés. La mobilisation de la théorie dans la fouille des données démontre une rencontre entre normes épistémologiques différentes, qui sont souvent perçues comme étant en opposition. En fait le bricolage, qui implique une démarche exploratoire dans le traitement de données issues d'une expérience, mais aussi l'utilisation d'hypothèses dans la fouille automatique des bases de données, attestent de la coprésence de la méthode expérimentale et d'une approche empirique plutôt orientée par les données.

Garder secrets certains résultats

À l'issue des analyses effectuées sur les réseaux cérébraux, le responsable de l'étude et les deux stagiaires estiment que les diverses corrélations ne sont pas interprétables. Ils décident de tester la méthode, car ils commencent à douter de son fonctionnement. Tout d'abord, ils comparent des groupes d'images de sujets « sains » entre eux. Mais les analyses aboutissent aux mêmes différences issues de la comparaison entre images de sujets autistes et de sujets « normaux ». Dans un examen de la littérature scientifique employant cette même méthode de traitement d'images, les chercheurs et chercheuses repèrent aussi des résultats très variables et contradictoires, ce qui confirme leurs doutes quant au bon fonctionnement du logiciel.

Rendre publiques ces observations n'est pas chose aisée, car la remise en question de l'outil informatique est perçue comme une action dangereuse qui pourrait déclencher un conflit avec le laboratoire où le logiciel a été conçu. Vue la faible reconnaissance du statut du chercheur responsable de l'étude (il est post-doctorant), l'équipe de recherche dont il fait partie décide de ne pas prendre de « risques » et de renoncer à une critique frontale. Dans une réunion d'équipe, les chercheurs et chercheuses décident collectivement

de ne pas officialiser ces résultats, mais plutôt d'organiser une visite dans le laboratoire pour rendre compte du problème de manière informelle. Un autre facteur rentre en jeu dans la décision de ne pas publier les résultats : la responsable d'équipe estime que la découverte d'une défaillance technique n'a pas le même intérêt qu'une éventuelle découverte de différences significatives entre cerveaux « normaux » et cerveaux « pathologiques ». Cette dernière, plus spectaculaire, contribuerait davantage au rayonnement du laboratoire. La « désidérabilité » d'une découverte dépend en partie des retombées qu'elle laisse entrevoir en termes de prestige et de financements. Voici comment le chercheur responsable de la découverte justifie le choix de ne pas la rendre officielle :

> Démontrer qu'une méthode ne marche pas, c'est au moins aussi dur que démontrer qu'il y a une différence entre autistes et contrôles ou qu'on a des choses intéressantes à dire. Tu fais le choix, au lieu d'avancer dans la compréhension de la pathologie, tu fais le choix de démontrer un truc purement méthodologique…

Malgré le rôle central des technologies informatiques dans la mesure des organes biologiques, la critique des instruments, nécessaire à leur perfectionnement, semble être reléguée au deuxième plan par rapport à des découvertes confirmatoires, qui prouveraient par exemple la différence entre cerveaux de sujets « normaux » et d'autistes.

Le bricolage et le secret dans le laboratoire

Je vais avancer plusieurs raisons qui expliquent l'adoption du bricolage que je viens d'illustrer par mes études de cas. Le bricolage est d'abord une réponse à l'incertitude à laquelle le travail scientifique doit faire face, mais c'est aussi une manière de faire au mieux avec ce qu'on a à disposition. On peut évoquer la notion de faisabilité introduite par Karin Knorr-Cetina (1981) et reprise par Joan Fujimura (1987) pour décrire cet ajustement de la réalité expérimentale aux objectifs des scientifiques et aux contraintes circonstancielles. La méconnaissance des transformations que chaque traitement entraîne sur les données et le manque de consensus autour de certains paramètres sont deux des facteurs qui rendent compte de l'approche exploratoire adoptée par les chercheurs et chercheuses. La nature de la technique est aussi primordiale, la possibilité de réitérer différentes analyses

sur les mêmes données conduit les scientifiques à faire varier leur traitement. Le bricolage et le secret répondent à une autre contrainte : la pression de la publication. Dans le domaine de la neuro-imagerie, celle-ci contribue à la mise en circulation de résultats non significatifs, voire faussés (Ioannidis, 2005). Un de mes informateurs du centre IRM me dit :

> le problème plus typique de l'IRM, c'est que quand des personnes ont fait une manip qui a été mal ficelée et que les données n'ont pas grand-chose à l'intérieur, il faut quand même en faire quelque chose, il y a la pression de la publication, donc les gens publient des analyses qui sont soit erronées, soit avec une très faible valeur statistique ou soit complètement fausses.

Il y a, à plusieurs niveaux, une divergence entre les « idéaux » de production de connaissances véhiculée par une science qui se veut de plus en plus dirigée par les données (l'automatisation des traitements, le partage désintéressé, la transparence, la neutralité théorique) et les normes pratiques (de Herdt et Olivier de Sardan, 2015) qui sont adoptées dans les laboratoires.

Des pratiques « à la marge », comme le bricolage des données ou le secret autour des anomalies, témoignent de l'engagement du chercheur ou de la chercheuse dans la production de la connaissance, les scientifiques devant composer avec des contraintes économiques, techniques et sociales fortes.

Références

Anichini, Giulia. 2014. « Quand c'est la science qui bricole, c'est du sérieux ». Dans *Vivre le sable! Corps, matière et sociétés*. Sous la direction de Sébastien Boulay & Marie-Luce Gélard, 212-235. Paris : Maison des sciences de l'homme.

Bourdieu, Pierre. 2001. *Science de la science et réflexivité*. Paris : Éditions Raisons d'agir.

Button, Katherine S., John P. A. Ioannidis, Claire Mokrysz, Brian A. Nosek, Jonathan Flint, Emma S. J. Robinson et Marcus R. Munafò. 2013. « Power failure: why small sample size undermines the reliability of neuroscience ». *Nature Reviews Neuroscience* 14 : 365-376.

Collins, Harry. 2004. *Gravity's Shadow: the search for gravitational waves*. Chicago : University of Chicago Press.

Fujimura, Joan. 1987. « Constructing Doable Problems in Cancer Research: Articulating Alignment ». *Social Studies of Science* 17 : 257-293. https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/030631287017002003

Gallezot, Gabriel. 2002. « La recherche in silico ». Dans *Les chercheurs et la documentation numérique : nouveaux services et usages*, 229-253. Sous la direction de Ghislaine Chartron. Paris : Éditions du Cercle de la Librairie.

Herdt, Tom de et Jean-Pierre Olivier de Sardan, dir. 2015. *Real governance and practical norms in Sub-Saharan Africa. The game of the rules*. Cheltenham : Routledge.

Ioannidis, John P. A. 2008. « Why most discovered true associations are inflated ». *Epidemiology* 19 : 640-648. https://journals.lww.com/epidem/Fulltext/2008/09000/Why_Most_Discovered_True_Associations_Are_Inflated.2.aspx

Knorr-Cetina, Karin. 1981. « *The manufacture of knowledge : an essay on the constructivist and contextual nature of science* ». Oxford/New York : Pergamon Press.

Lamy, Erwan et Terry Shinn. 2006. « L'autonomie scientifique face à la mercantilisation ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 164 : 23-49. https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2006-4-page-23.htm

Losego, Philippe et Rigas Arvanitis. 2008. « La science dans les pays non hégémoniques ». *Revue d'anthropologie des connaissances* 2 (3) : 334-342. https://www.cairn.info/revue-anthropologie-des-connaissances-2008-3-page-334.htm

Salomon, Jean-Jacques. 1970. *Science et politique*. Paris : Éditions du Seuil.

Sismondo, Sergio. 2007. « Ghost Management: How Much of the Medical Literature Is Shaped Behind the Scenes by the Pharmaceutical Industry? ». *PLoS Med* 4 (9) : e286. https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.0040286

Pour citer :

Anichini, Giulia. 2019. « Quand les résultats contredisent les hypothèses. La neutralité en question dans la production du savoir sur le cerveau ». In *Et*

si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 5, pp. 67-80. Québec : Éditions science et bien commun.

6. Traductions coloniales et (post)coloniales à l'épreuve de la neutralité

MILOUDA MEDJAHED

> *La passion mise par les auteurs [et par extension celle des traducteurs et traductrices] arabes contemporains à rappeler à leur peuple les grandes pages de l'histoire arabe est une réponse aux mensonges de l'occupant.*
>
> Frantz Fanon (2002 [1991]: 203)

On n'a jamais fini de revisiter l'histoire d'une traduction, car en continuant de creuser dans le passé, on découvrira à chaque analyse de nouveaux éléments qui changeront par conséquent les angles d'interprétation et enrichiront l'histoire en général. L'étude d'une traduction est donc toujours subjective, car son histoire est traitée d'un point de vue qui reste propre à chaque historien ou historienne. Dans cette optique, l'étude des traductions réalisées dans un contexte colonial ou (post)colonial[1] offre une grille de lecture ou de relecture du passé, de l'histoire coloniale et (post)coloniale d'un peuple. Elle permet de repenser l'Histoire de la traduction à la lumière des traductions coloniales et (post)coloniales et d'analyser particulièrement les modifications qu'ont subies les deux cultures, source et cible, et leurs identités, dominante et dominée, à la suite du colonialisme. Elle met également en évidence la prise de position des traducteurs et des traductrices et les stratégies traductionnelles déployées à des fins idéologiques. De fait, le colonialisme, qui a intéressé tant d'intellectuel-le-s, particulièrement Edward Saïd (1994) et Albert Memmi (1957; 1968; 2004), a été suivi par le (post)colonialisme, un courant principalement développé dans les travaux de Frantz Fanon (1952; 1991). Toutefois, le concept de « (post)colonialisme » en tant que tel a vu le jour avec les écrits du sociologue et économiste marocain Mahdi Elmandjra (1990), et ce, à la suite de l'invasion des troupes américaines en Arabie Saoudite en septembre 1990. Pour lui, le (post)colonialisme est

1. La graphie de « (post)colonial » reflète ma prise de position et marque le rejet de l'idée d'une décolonisation achevée.

« le produit d'une fausse décolonisation dont les populations du Sud sont aujourd'hui pleinement conscientes, d'une part, et de la peur du Nord qui craint les transformations radicales qu'une telle prise de conscience ne manquera pas d'apporter, d'autre part. La peur de la « déstabilisation » explique le renforcement de l'alliance naturelle entre les faux décolonisé-e-s et les faux décolonisateurs et décolonisatrices, et justifie des actions « préventives » à visage découvert » (Elmanjra, *ibid.*). De nos jours, le (post)colonialisme fait référence à un courant de pensée qui s'oppose à toute forme d'hégémonie culturelle et à la propagation des valeurs occidentales, principalement eurocentristes et nord américano-centristes.

Ainsi, je parlerai dans le présent texte d'une perspective récente en traductologie qui analyse les rapports entre le texte original et sa traduction, tout en revisitant l'Histoire. Ce champ d'études offre une analyse critique qui va à l'encontre de l'impérialisme et des hégémonies conceptuelles coloniales, principalement européennes, et qui aborde la traduction comme « *the central act of European colonization and imperialism in America* » (« l'acte central de la colonisation européenne et de l'impérialisme en Amérique », Cheyfitz, 1991: 104), voire dans les pays du tiers-monde en général.

Qu'elles se prétendent neutres et désengagées ou subjectives et partiales, certaines réalisations – notamment les traductions françaises du *Livre des Exemples* d'Ibn Khaldoun (XIVe siècle) – seront revisitées à la lumière des travaux de recherches récents portant sur les traductions coloniales et (post)coloniales. Je présenterai ci-dessous une analyse critique du courant (post)colonial en traductologie, en le situant au regard des principaux courants du domaine, et ce, à partir des années 1990. Ensuite, dans une discussion sur les perspectives épistémologiques dans le champ de la traductologie, je tâcherai de montrer comment la subjectivité du traducteur ou de la traductrice, ses décisions et ses motivations sont reliées à tous les éléments contextuels mis en valeur par les théoriciens et théoriciennes. Paradoxalement, on découvrira que, dans un tel contexte, la traduction a souvent été manipulée pour servir tantôt un projet colonial, tantôt un projet de décolonisation.

La traduction au service du colonialisme, l'ère coloniale

Disons d'entrée de jeu que la neutralité ou l'intégrité des traductions a souvent été bafouée pour servir un projet colonial. En effet, le colonisateur peut user de la traduction vers sa propre langue, langue désormais dominante, pour détruire et mépriser les langues et les cultures autochtones. Cela dit, imposer la supériorité de la langue dominante va de pair avec le mépris de la langue dominée. Dans *The poetics of imperialism*: *Translation and colonization from the tempest to Tarzan*, Eric Cheyfitz (1991) critique l'inauthenticité des traductions dans le contexte de l'impérialisme culturel et politique. Il traite spécifiquement de l'hégémonie de la politique étrangère étatsunienne.

En effet, Cheyfitz (1991 : 155) analyse la poétique de l'impérialisme étatsunien et procède à la critique par la déconstruction de la politique matérialiste manifestée dans son discours colonialiste, qui considère les lieux comme propriété. L'auteur tisse des liens entre la politique coloniale (le projet colonial impérialiste) et la poétique, c'est-à-dire la métaphore, la traduction et l'éloquence, trois agents actifs dans le crime expansionniste en Amérique. Dans son étude, il tente entre autres de faire ressortir les idéologies racistes, élitistes et sexistes que sous-tend l'instrumentalisation de la traduction au service d'un projet purement colonial et impérialiste (*ibid.* : 115).

Cheyfitz appuie son analyse sur de nombreux exemples de stratégies de traductions violentes qui défigurent l'Autochtone en faveur de l'étranger européen et qui viennent légitimer l'usurpation et l'oppression coloniales. Je citerai, entre autres, l'exemple de la traduction systématique et déformante du mot « *carib* » (ou « *cariba* ») en espagnol par « *canibalis* » (et « *caniba* »). *Carib*, qui désigne en langues arawaks et caribes les populations amérindiennes originaires du nord du Venezuela ayant migré vers les îles des Caraïbes actuelles vers la fin du IXe siècle, a une connotation positive qui fait référence au courage et à la bravoure de ces peuples. Toutefois, la traduction espagnole possède une signification négative associée au cannibalisme, infléchissant par conséquent l'image de l'Autochtone, en suggérant qu'il mangeait de la chair humaine. Cette défiguration volontaire de la culture originale vise en fin de compte à miner la résistance pour faciliter la réalisation d'un projet purement colonial.

Dans *Siting translation : History, post-structuralism, and the colonial context*, Tejaswini Niranjana (1992) traite la traduction dans les contextes précolonial (avant la colonisation), colonial (pendant la colonisation),

(post)colonial (après la colonisation militaire), de même que *dé*colonial (la future décolonisation culturelle espérée) qu'elle associe aux deux siècles derniers. Elle analyse en particulier le cas de l'Inde britannique en faisant appel aux travaux de nombreux théoriciens (post)coloniaux tels que Gauri Viswanathan, Talal Asad, Homi Bhabha. Niranjana s'inspire notamment de la *Tâche du traducteur* de Walter Benjamin (2000 [1980]) pour exposer comment le choix de mots change d'un contexte à un autre. L'autrice explique également que les stratégies de traduction se déploient tant par les personnes colonisatrices que par celles revendiquant la décolonisation, pour atteindre leurs objectifs respectifs. Pour soutenir ses propos, Niranjana étudie certaines (re)traductions et leurs contextes. Elle révèle le caractère colonial de leurs projets, qui visent à envahir culturellement le lecteur ou la lectrice et à imposer une hégémonie coloniale, par un mode de traduction-adaptation. Les célèbres œuvres autochtones sont systématiquement traduites vers la langue du colonisateur britannique, qui les annexe à sa culture pour occuper l'Inde culturellement. La langue et la culture dominante deviennent donc une langue et une culture de prestige; les élites se les approprient au détriment de la langue maternelle et de la culture des Indiens. En outre, en faisant recours à la notion d'hégémonie, Niranjana montre comment la traduction peut être le lieu de la construction du discours hégémonique – et *a contrario*, un lieu de dénonciation de ce discours, et de construction d'une nouvelle historiographie.

La pratique de traduction devient dans certains cas un moyen de collecte d'informations portant sur un lieu et un peuple donné. Cela correspond au cas de la première traduction française du *Livre des Exemples* (*Kitâb al-'Ibar*) d'Ibn Khaldoun.[2] Il s'agit d'un traité historique et philosophique du XIVe siècle (1375-1378), d'envergure cyclopéenne. Sa traduction a été réalisée à Alger, entre 1840 et 1863, par le baron William Mac Guckin De Slane, élève de l'orientaliste célèbre Silvestre de Sacy. Elle avait comme but de renforcer la présence française en Méditerranée. Le fait que cette traduction ait été commandée par le gouvernement français de l'époque (Messaoudi, 2010 : 1) laisse à croire que l'État français y voyait un avantage. En effet, selon Yves Lacoste (1998: 9), l'œuvre khaldounienne détaille les plus précises défaillances des structures politiques et sociales maghrébines qui puissent exister au

2. Abou Zeid Abd er-Rahmân surnommé Ouéli de-Dîn Ibn Khaldoun est un diplomate et homme politique musulman né à Tunis le 27 mai 1332 et décédé au Caire le 17 mars 1406.

XIXe siècle. Cette œuvre comporte de très riches descriptions des us et coutumes, de la vie sociale, politique et économique des habitants de l'Afrique du Nord (Medjahed, 2016 : 4-19). Ainsi, l'analyse de cette traduction laisse à penser que De Slane, membre de l'armée française, catégorise les populations dont il est question dans l'œuvre khaldounienne et recueille ainsi des renseignements sur cette région de conflit (Lacoste, 1998). Peut-on y voir un prélude au recensement français dans les colonies?

Alain Messaoudi (2010 : 1) souligne également, parmi les facteurs renforçant le lien entre cette traduction et le projet colonial, l'importante somme allouée à De Slane[3] et l'ordre dans lequel ont été publiées les trois parties du *Livre des Exemples*, qui semble relever d'une question pratique. À vrai dire, l'État français a commandé en premier lieu l'édition et la traduction de l'*Histoire des Berbères* et de l'*Histoire des Arabes* (respectivement la deuxième et troisième partie du *Livre des Exemples*, parues en 1852) et seulement ensuite celle des *Prolégomènes* (la première partie du *Livre des Exemples*, parue en 1863). De ce fait, en admettant l'importance des parties historiques de l'*Histoire des Arabes* et de l'*Histoire des Berbères* pour le projet colonial, la réalisation de la traduction des *Prolégomènes*, qui ne contient que la partie théorique de l'œuvre, devient donc le prolongement involontaire du projet colonial[4].

Ainsi, le mouvement impérialiste de la France de cette période a joué un rôle fondamental dans la réalisation de cette traduction qui avait pour but d'appuyer ses visées d'expansion. En effet, l'œuvre d'Ibn Khaldoun étant très détaillée et profonde en analyse, elle fournit ainsi aux Occidentaux toutes les connaissances nécessaires afin de mieux comprendre les populations à conquérir. La traduction de cette œuvre par De Slane est clairement teintée par la culture coloniale.

3. Selon Messaoudi, il s'agit de l'équivalent de près de deux ans de salaire pour un professeur au Collège de France à l'époque de De Slane.
4. Voir la première traduction française intégrale du *Livre des exemples* réalisée par le baron de Slane entre 1852 et 1868, à savoir : *Histoire des Berbères et des dynasties musulmanes de l'Afrique septentrionale* (1852-1856) et *Les Prolégomènes* d'Ibn Khaldoun (1863-1868).

La traduction au service de la décolonisation, l'ère (post)coloniale

La traduction peut *ipso facto* être manipulée tant pour servir un projet colonial, qu'un projet de décolonisation d'un peuple. Entre autres, elle peut être utilisée par le colonisé comme moyen identitaire. Maria Tymoczko (1999), dans *Translation in a Postcolonial Context Early Irish – Literature in English Translation*, traite la traduction dans le contexte (post)colonial irlandais. Elle analyse en particulier la nature partielle (métonymique) et sélective de la traduction qui en fait un instrument politique et idéologique. De fait, les décisions du traducteur ou de la traductrice (à savoir quand traduire, que traduire, que censurer de la traduction, quelles normes traductives adopter, comment traduire des concepts culturels spécifiques, etc.) reflètent non seulement la culture source, mais également le contexte politique, social, culturel et idéologique de la culture cible (Tymoczko, 1999 : 293-294). Ainsi, les stratégies traductionnelles adoptées par le traducteur ou la traductrice ne sont pas innocentes, elles sont influencées par leurs engagements politiques et idéologiques. À vrai dire, à la suite de la période coloniale, les traducteurs et traductrices irlandais ont fait appel à la traduction de leur littérature ancienne dans le but de fonder leur propre identité nationale en ressuscitant leur héritage culturel. Pour traduire leur culture dans des visées (post)colonialistes, ils et elles ont adopté une stratégie de traduction partielle, afin de rendre seulement ce qui pouvait servir leur cause (Tymoczko, 1999 : 82). L'autocensure des passages humoristiques est, entre autres, très présente. En effet, les traducteurs et traductrices nationalistes irlandais sont lourdement intervenus dans le texte traduit. Ils se sont carrément permis de ne pas traduire des passages qui renforçaient les stéréotypes du colonisateur anglais (en particulier celui du comique irlandais), afin de rendre la fierté et l'estime de soi aux Irlandais et Irlandaises. Ces stratégies traductionnelles sont motivées par l'engagement politique des traducteurs et traductrices ainsi que par leurs positionnements relatifs à la colonisation et à la décolonisation.

Maria Tymoczko (2007) aborde les traductions, notamment culturelles, comme une forme de transculturation, de transmission, de transfert, mais aussi, de représentation culturelle de l'autre ou du soi. Ces représentations peuvent être manipulées pour maintenir ou abolir un pouvoir politique. C'est ainsi qu'elle accorde au traducteur ou à la traductrice « le pouvoir d'agir » (Gendron-Pontbriand, 2013), qu'il ou elle exerce par ses choix traductionnels subjectifs. L'activisme de cette personne, « médiatrice culturelle », permet de

présenter au lectorat cible une « fausse » culture source façonnée par ses mains et teintée par son engagement politique. Vu l'importance de ce rôle, Tymoczko responsabilise les traducteurs et les traductrices quant à leurs choix qui doivent être éthiques. Toutefois, ne faudrait-il pas définir ce qui est éthique et ce qui ne l'est pas? La définition de cette éthique ne serait-elle pas aussi subjective que l'acte de traduire, lui-même?

De plus, Diptiranjan Pattanaik (2000) dans *The Power of Translation : A Survey of Translation in Oriya* démontre par son étude comment la traduction dans un contexte (post)colonial peut être utilisée pour affirmer sa culture et imposer son identité. Elle avance l'exemple de la traduction vers la langue *oriya* (notamment les traductions de Prafulla Das), qui a permis l'élaboration de l'identité culturelle des Oriya (langue régionale) en Orissa. Par ailleurs, la traduction de l'Oriya vers l'anglais ne permet pas de réaliser ce but, si ce n'est que pour représenter la littérature Oriya à l'étranger. Ce dernier type de traduction démontre une hiérarchisation des langues et la perception de l'anglais, langue coloniale et prestigieuse en Inde actuelle, comme supérieure.

Toutefois, pour s'opposer à la supériorité de cet « anglais colonial » en Inde, Shanta Ramakrishna et Jawaharlal Nerhu (2000) encouragent à traduire dans un autre sens: traduire vers l'anglais. Elles analysent l'usage de ce qu'elles appellent la « contre-traduction » comme stratégie traductionnelle et « outil anti-hégémonique » en Inde. Ces « contre-traductions », qui tentent de résister à la culture impérialiste et de se distinguer de l'héritage colonial britannique, sont marquées du pouvoir que leur instille le traducteur ou la traductrice. Encore une fois, la traduction devient un moyen de lutte pour imposer un anglais tout particulier, un anglais indien.

La contre-traduction met la pratique de la traduction à l'épreuve de la neutralité, et ce pour servir un projet de résistance au pouvoir colonial, en créant un pouvoir autochtone opposé. Dans cette optique, la notion de « résistance responsable » développée par Gayatri Spivak (1988; 1999) – c'est-à-dire la résistance du subalterne qui prend la parole, qui a droit d'être entendu et qui mérite d'avoir une réponse – correspond au cas du romancier sud-africain John Maxwell Coetzee (1992), qui a traduit et préfacé *Landscape With Rowers*, une traduction d'un recueil de poésie néerlandaise qui rassemble les œuvres de célèbres auteurs (tels que Gerrit Achterberg, Hans Faverey et Rutger Kopland). Il s'agit d'une traduction qui se veut une réponse à la position que se donne « l'écriture blanche » en Afrique du Sud. Elle est réalisée par un romancier-traducteur qui a résisté vaillamment à la

barbarie de l'apartheid dans cette région. Cette traduction est teintée par l'engagement politique du traducteur, qui se manifeste dans ses stratégies traductionnelles de censures et d'adaptation (changement de valeurs), influencées à leur tour par ses inévitables « préjugés » sociaux (Coetzee dans Spivak, 1995 : xxix).

Perspectives épistémologiques en traductologie

Bref, entre traduction coloniale et (post)coloniale, la neutralité s'avère être le sacrifice requis; on ne peut être neutre. En effet, les rapports de forces qui ont existé durant la période coloniale entre le texte original et sa traduction reflètent un désir de positionner la culture européenne et nord-américaine comme supérieures à celles des pays colonisés. Une supériorité que le colonisateur a consciemment voulu imposer afin de servir ses projets coloniaux et de gommer l'identité autochtone. Aujourd'hui, la traduction interculturelle à partir et vers des langues marginalisées indique une prise de conscience de cette inégalité de pouvoirs entre les langues colonisées et colonisatrices. Cette prise de conscience marque également une démarche de relecture de l'Histoire de la traduction (post)coloniale à l'épreuve de la neutralité, voire une volonté de corriger les dérives historiques causées par les traductions à vocations coloniales. Ainsi fait, la pratique de la traduction ne se veut guère (et ne peut être) neutre, car elle est condition du contexte de sa réalisation.

Il est ici intéressant de noter que la plupart des œuvres (post)coloniales sont paradoxalement rédigées dans la langue du colonisateur pour résister, se démarquer ou carrément s'opposer à la langue et la culture du colonisateur. Certains traductologues ont vu nécessaire de ne pas traduire vers les langues dominantes, car cela perpétuerait la colonisation. Or, d'autres théoriciens (Bhabha, 1996; Simon, 1999) se positionnent pour une nouvelle politique traductive d'*in-betweenness*, où la traductrice et le traducteur sont perçus comme médiatrice et médiateur entre deux langues et deux cultures, entre le texte source et le texte cible. Lors de cette médiation se crée ce que Michaela Wolf (citée dans Tymoczko, 2000)[5] a pu nommer un « tiers-espace » (*third space*). Cette idée de l'entre-deux renvoie à la réalité (post)coloniale, dans

5. Il est à noter que Tymoczko est contre le fait de définir la traduction comme « *a space in between* » ou « tiers-espace ».

laquelle la culture « autochtone » et la culture coloniale sont si étroitement imbriquées et entrelacées qu'il en résulte une « tierce » culture marquée par l'hybridité et la tension non résolue. La pratique de la traduction devient ainsi un des lieux où se manifeste cette tension et où se construit cette culture hybride. Les cultures hybrides et hétérogènes qui caractérisent la période d'après la colonisation militaire constituent certainement une richesse culturelle. Toutefois, ce type d'identité longtemps prônée par les défenseurs de ce courant gomme progressivement, sans s'en rendre compte, la richesse de la diversité culturelle et ne cesse d'encourager la naissance d'une culture mondiale homogène.

Pour boucler la boucle, la perspective (post)coloniale propose l'ouverture ontologique de la discipline à des enjeux, des acteurs, actrices et des lieux marginaux, invisibles ou « subalternes ». Ainsi, elle va à l'encontre des biais élitistes et occidentalocentristes de la traductologie et propose une pluralité de visions traductologiques qui donnent la parole aux subalternes. Toutefois, je tiens à souligner que le fait de se positionner constamment du côté des colonisé-e-s accentue paradoxalement l'idée d'un-e colonisé-e dominé-e et incapable de prendre son sort en main, justifiant ainsi le colonialisme. En effet, le projet colonisateur est souvent légitimé en prétendant vouloir apporter « la » civilisation (au singulier) aux pays en état de « décadence », pour ainsi reprendre les termes coloniaux. Selon cette perspective, ces peuples seraient faibles et incapables de gérer leurs pays et de prendre des décisions indépendamment; ils auraient toujours besoin du soutien pour se mettre debout et pour s'opposer à l'oppression ou combattre la corruption de leurs dirigeants et dirigeantes. Je m'oppose à cette vision colonialiste abaissante. Je pense qu'il est impératif d'accorder la parole aux communautés colonisées et de leur laisser la chance de s'exprimer librement et de s'opposer proprement pour arracher leur liberté d'être, et ceci sans la participation occidentale car cela confirmerait une dépendance perpétuelle. Ainsi fait, on favorisera une culture parce qu'elle le mérite, par justesse et non pas par générosité, compassion,ou encore pour servir des programmes politiques – peu importe la noblesse et l'innocence de ces derniers.

Encore une fois, l'étude des traductions dans un tel contexte a démontré que cette activité est souvent teintée par des enjeux coloniaux ou (post)coloniaux, car la décision de traduire est aussi fonction des conditions

dans lesquelles le traducteur ou la traductrice se trouve. L'intégrité de cette pratique a souvent été sacrifiée pour servir l'intérêt du traducteur, de la traductrice ou du commanditaire.

Je constate également que les traductions ne peuvent être neutres et dissociées de leur contexte, car le traducteur ou la traductrice est un être sensible aux circonstances dans lesquelles il ou elle vit. Ses choix traductionnels sont donc reliés à tout un contexte qui influence constamment sa personnalité et sa perception du réel et de ce qui est vrai. Néanmoins, la pression et l'influence de son entourage ne doivent pas le ou la pousser à abuser de son pouvoir traductif pour nourrir des besoins idéologiques et personnels, et ainsi trahir son métier et la confiance de ses lecteurs et lectrices. Cela dit, s'il est naturel qu'une traduction soit par essence subjective et ne puisse être purement objective (voire neutre) – car elle s'inscrit dans un contexte particulier avec lequel elle interagit –, cette réalisation ne doit être falsifiée ou instrumentalisée pour servir une quelconque idéologie. Paradoxalement, étudier la neutralité d'une traduction est en soi porteur de jugement, car on n'est jamais neutre face à une traduction, pour ainsi reprendre l'expression de Berman (1995 : 16). Analyser la neutralité d'une traduction est un acte qui est loin d'être neutre en soi.

Conclusion

Pour conclure, « la » théorie (post)coloniale actuelle n'est pas l'unique et la meilleure théorie pour l'analyse des traductions (post)coloniales, car elle n'est pas équitable. Elle nous oblige à rester prisonniers, prisonnières de la culpabilisation, enfermées dans les dichotomies coupable/victime, dominé-e/dominant-e, oppresseur-e/opprimé-e. S'agit-il d'un conflit qui ne finit jamais et qui s'étend au champ de savoirs qu'est la traductologie? En bref, la traduction est encore une fois instrumentalisée et rien ne change! Pour mettre fin à tout ce débat stérile, il est nécessaire de regarder l'avenir, d'explorer nos maux et leurs remèdes, à partir de notre perspective de scientifiques et d'universitaires « désengagé-e-s » de toute idéologie politique. Notre engagement serait toutefois de servir une justice interculturelle qui accorde la voix à l'Autre, autrefois muré dans le mutisme le plus complet. La diversité des intervenants-e-s au colloque « Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre! », qui s'est tenu les 11 et

12 mai 2017 à l'Université McGill (Montréal), ne peut que témoigner de cette volonté partagée de construire un pont entre les deux pôles (Sud et Nord) où gîtent le bon sens et une seine et équitable communication interculturelle.

L'hétérogénéité des fonctions des traductions nous amène enfin à souligner que, d'une part, user de la traduction comme un moyen de colonisation perpétue l'oppression et l'inégalité sociale dans le monde. D'autre part, en utilisant la traduction comme outil de décolonisation, les théoriciens et théoriciennes (post)coloniaux idéologisent la pratique de la traduction et ne font ainsi que répondre œil pour œil aux praticiennes et praticiens coloniaux qui se sont servi de la traduction idéologisée et biaisée pour réaliser leur projet colonial. L'intégrité et la réputation de la pratique de traduction sont encore une fois bafouées pour répondre à un programme politique spécifique, que l'on soit pour ou contre. La pratique de la traduction doit être avant tout une pratique non pas neutre, mais plutôt désengagée de toute idéologie politique si on veut sauvegarder, corriger ou prolonger l'histoire des textes. Chaque histoire est une vérité qui est, admettons-le, relative au chercheur ou à la chercheuse, au traducteur ou à la traductrice, au lecteur ou à la lectrice, voire au contexte et au temps de son existence; décidément, « la » vérité ne peut être singulière, on parle plutôt des vérités historiques variables. Dans ce sens, traductrices et traducteurs peuvent s'engager à préserver des vérités (au pluriel) historiques au sein des textes qu'ils et elles traduisent, à assurer l'intégrité de ces derniers pour réécrire l'Histoire, l'Histoire de leur traduction.

Références

Benjamin, Walter. 2000 [1980]. « La tâche du traducteur ». Dans *Œuvres I*. Traduit par Maurice de Gandillac, Rainer Rochlitz et Pierre Rusch. Paris : Gallimard.

Berman, Antoine. 1995. *Pour une critique des traductions : John Donne*. Paris : Gallimard.

Bhabha, Homi. 1996. « Culture's In-Between. Questions of Cultural Identity ». Dans *Cultural Identity*. Sous la direction d'Edward Stuart Hall et Paul du Gay, p. 52-60. London: Thousand Oaks, Calif.: SAGE.

Cheyfitz, Eric. 1991. *The poetics of imperialism: translation and colonization from the tempest to Tarzan*. New York : Oxford University Press.

Coetzee, John Maxwell. 1992. *Doubling the Point: Essays and Interviews*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

Diptiranjan, Pattanaik. 2000. « The Power of Translation: A Survey of Translation in Orissa ». Dans *Changing the Terms.Translating in the Postcolonial Era*. Sous la direction de Simon, Sherry et Paul Saint-Pierre, p. 71-86. Ottawa : University of Ottawa Press.

Elmandjra, Mahdi. 1990. « La crise du Golfe, prélude à l'affrontement Nord-Sud. Les débuts du post-colonialisme ». *Revue Futuribles* (147). https://www.futuribles.com/fr/revue/147/la-crise-du-golfe-prelude-a-laffrontement-nord-sud/

Fanon, Frantz. 1952. *Peaux noires, Masques blancs*. Paris : Éditions du Seuil.

Fanon, Frantz. 2002 [1991]. *Les damnés de la terre*. Paris : La Découverte.

Gendron-Pontbriand, Ève-Marie. 2013. « Compte rendu du livre de Maria Tymoczko. 2007. *Enlarging translation, empowering translators* ». *Meta : journal des traducteurs* 58 (1) : 247-250. http://id.erudit.org/iderudit/1023819ar

Ibn Khaldûn. 1852-1856. *Histoire des Berbères et des dynasties musulmanes de l'Afrique septentrionale*. Traduit par William Mac Guckin de Slane. 4 volumes. Alger : Imprimerie du gouvernement.

Ibn Khaldûn. 1863-1868. *Les Prolégomènes d'Ibn Khaldoun*. Traduit par William Mac Guckin de Slane. 3 volumes. Paris : Imprimerie Impériale.

Lacoste, Yves. 1998. *Ibn Khaldoun : naissance de l'histoire, passé du Tiers-monde*. Paris : la Découverte.

Medjahed, Milouda. 2016. *Les retraductions françaises d'Al Moqqadima d'Ibn Khaldoun : étude paratextuelle des retraductions de Vincent-Mansour Monteil (1967) et d'Abdesselam Cheddadi (2002)*. Mémoire de M.A. (Université de Montréal). https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/16187

Memmi, Albert. 1957. *Portrait du colonisé* précédé de *Portrait du colonisateur*. Paris : Éditions Corréa.

Memmi, Albert. 1968. *L'homme dominé*. Paris : Gallimard.

Memmi, Albert. 2004. *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres*. Paris : Gallimard.

Messaoudi, Alain. 2010. « Entre érudition et colonisation, de Slane éditeur et traducteur d'Ibn Khaldoun (1840-1868) ». Dans *Figures d'Ibn Khaldûn : réception, appropriation et usages* : Actes du colloque international organisé à Alger les 17, 18 et 19 juin 2006. Alger : Éditions du CNRPAH.

Niranjana, Tejaswini. 1992. *Siting translation: History, post-structuralism, and the colonial context*. Berkeley : University of California Press.

Said, Edward. 1994. *Culture and Imperialism*. New York : Vintage Books.

Shanta, Ramakrishna et Jawaharlal Nehru. 2000. « Cultural Transmission Through Translation: An Indian Perspective ». Dans *Changing the Terms. Translating in the Postcolonial Era*. Sous la direction de Sherry Simon et Paul St-Pierre, p. 87-100. Ottawa : University of Ottawa Press.

Simon, Sherry. 1999. « Translating and interlingual creation in the contact zone : border writing in Quebec ». Dans *Post colonial translation*. Sous la direction de Susan Bassnett et Harish Trivedi. London & New York : Routledge.

Spivak, Gayatri. 1988. « Can the Subaltern Speak? ». Dans *Marxism and the Interpretation of Culture*. Sous la direction de Cary Nelson et Lawrence Grossberg. Urbana & Chicago : University of Illinois Press.

Spivak, Gayatri. 1995. *Imaginary Maps*. Traduit par Mahasweta Devi. London and New York: Routledge.

Spivak, Gayatri. 1999. A *Critique of Postcolonial Reason: Toward a History of the Vanishing Present*. Cambridge : Harvard University Press.

Tymoczko, Maria. 1999. *Translation in a Postcolonial Context.Early Irish Literature*. Manchester : St. Jerome Publishing.

Tymoczko, Maria. 2000. « Translation and political engagement: Activism, social change and the role of translation in geopolitical shifts ». *The Translator* 6(1) : 23-47.

Tymoczko, Maria. 2007. *Enlarging translation, empowering translators*. Manchester : St. Jerome Publishing.

Pour citer :

Medjahed, Milouda. 2019. « Traductions coloniales et (post)coloniales à l'épreuve de la neutralité ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait*

pas être neutre? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 6, pp. 81-93. Québec : Éditions science et bien commun.

7. Les pratiques d'évaluation par les pair-e-s : pas de neutralité

SAMIR HACHANI

L'évaluation ou le contrôle par les pair-e-s (*peer-reviewing*), étape indispensable dans le monde de la publication scientifique et technique, a engendré une multitude de critiques allant de la lenteur au conservatisme en passant par la cupidité et l'inaptitude à déceler les fraudes pour ne citer que les plus prépondérantes. Parmi celles-ci, les préjugés (positifs ou négatifs), qu'ils soient *ad hominem*, institutionnels, religieux ou alors nationaux, se sont taillé la part du lion dans un processus dominé par l'expertise en aveugle. Cette manière de faire a encouragé les experts et expertes (protégés par l'anonymat du processus) à se laisser aller à certaines pratiques d'élimination, d'ostracisme et de partialité. Un de ces préjugés a été abondamment documenté et discuté : soit celui qu'auraient les personnes expertes à l'encontre des femmes, que ce soit dans l'acceptation des soumissions ou dans leur présence sur les comités éditoriaux, deux phénomènes étroitement liés.

Pour contribuer à la compréhension de cette discrimination, j'analyse dans ce texte quelques références sur le sujet, ainsi que la composition des comités éditoriaux de quelques revues influentes, nommément : JAMA (*Journal of the American Medical Association*), NEJM (*New England Journal of Medicine*), PNAS (*Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*), PLOS ONE (*Public Library of Science*), *Science*, et *Nature*, ainsi que d'un éditeur de services pour les chercheurs et chercheuses dans les sciences de la vie, F1000. La question centrale de ce chapitre est de savoir si les femmes, en tant que scientifiques soumettant un texte à ces revues, ont les mêmes chances que leurs collègues masculins de faire publier leur texte et si cet éventuel déséquilibre se retrouve aussi dans la composition des comités éditoriaux.

J'ai réalisé une recherche analogue sur le thème de la présence des chercheurs et chercheuses des Suds dans les comités éditoriaux de ces revues, ainsi que sur les taux d'acceptation de leurs travaux. Le résultat fut le constat d'une nette corrélation entre ces deux variables : faiblesse de la présence dans les comités éditoriaux et taux d'acceptation des soumissions bien moindre des textes issus des pays des Suds. De plus, cette recherche

a mis en lumière une autre donnée : une inquiétante fuite des cerveaux de la part de ces mêmes scientifiques vers le Nord industrialisé, aggravant la situation largement documentée de fracture numérique déjà incapacitante (Hachani, 2016a; Hachani, 2016b).

La publication scientifique est-elle misogyne?

Un bon nombre de discriminations à l'œuvre lors de l'évaluation par les pair-e-s ont été abondamment documentées. Qu'elles soient personnelles, institutionnelles, esthétiques ou religieuses (Shatz, 2004), elles plombent tout le processus et en font un terrain de conflits et de luttes qui a, dans certains cas, débordé du cadre feutré de la science. Une de ces discriminations est celle qui concerne les femmes et l'influence de la variable « genre » sur les résultats de leur effort de recherche et de publication. De nombreuses et récurrentes dénonciations ont été faites par les femmes subissant ce préjugé et sont corroborées par des recherches documentant des cas de discrimination à leur encontre, en voici quelques-unes.

De la fin des années 90 à la fin des années 2010, le nombre de femmes publiant s'est accru de manière constante selon un rapport utilisant les résumés et la base de données de citations Scopus (Elsevier, 2017; voir aussi Bernstein, 2017). Malgré cet accroissement, les femmes publient moins que leurs collègues masculins et elles sont moins nombreuses que ceux-ci, soit de 38 à 49 % de la totalité des personnes chercheuses selon les pays (Elsevier, 2017). En outre, les chercheuses ont moins de chances de publier dans leur première année en tant que postdoc bien qu'elles aient investi le même nombre d'heures dans la recherche. Cela conduit à une autre donnée : le nombre et le taux de femmes dans les positions de professorat. Leur retard ne leur permet pas de postuler aux postes tant désirés : elles ne représentent que 29 à 36 % du corps professoral (Kuo, 2017).

Une discrimination plus subtile semble aussi à l'œuvre. Une étude a ainsi conclu que les membres du corps professoral jugent les candidats masculins comme plus compétents et plus aptes à l'embauche que les candidates féminines (Moss-Racussin et coll., 2012). Ils leur accordent de surcroit un salaire de débutant plus élevé et plus d'aide de type mentorat (Moss-Racussin et coll., 2012).

Selon l'étude d'Uhly, Visser et Zippel (2015), dans les couples où mari et femme sont universitaires, les maris profitent plus de la situation maritale que leur conjoint féminin. Par exemple, les femmes effectuent généralement moins de collaborations internationales. Cette étude allait même jusqu'à conclure que les arrangements entre conjoints impactaient plus la progression des femmes dans leur carrière que certaines barrières comme la présence des enfants.

Une autre étude concernant la présence des femmes aux postes de direction des universités du Royaume-Uni dans les spécialités science et technologie a conclu que leur faible représentation s'expliquait par la réalité institutionnelle – les arrangements de travail temporaire, les réseaux à prédominance masculine, l'intimidation et le harcèlement – et par des raisons individuelles telle que le manque de confiance en soi des femmes (Howe-Walsh et Turnbull, 2014).

Feldon et ses collègues (2017) soulèvent que bien que les sciences biologiques soient, aux États-Unis, parmi les spécialités les plus équitables en matière d'attribution de doctorats avec un taux de 52,5 % de femmes, il n'en demeure pas moins que leurs collègues masculins ont 15 % plus de chances d'être cités comme premier auteur dans les publications, et ce, même si les femmes consacrent plus de temps à leurs tâches.

Les femmes économistes travaillant dans les plus prestigieuses universités nord-américaines ont-elles moins confiance en elles que leurs homologues masculins? Il semblerait que oui : elles sont moins « extrêmes » dans leur degré d'acquiescement ou de rejet de réponses aux questions concernant l'économie et elles ont moins confiance en la justesse de leurs réponses (Sarsons et Xu, 2015).

Une autre étude de la même auteure conclut à une autre injustice dans l'avancement de carrière (Sarsons, 2015). En économie, la publication avec coauteurs nuit à l'obtention de la permanence pour les femmes, mais pas pour les hommes. Cela est particulièrement prononcé pour les femmes publiant avec un ou des hommes (plutôt qu'avec une ou des femmes).

Dans une étude portant sur la présence d'auteures et de femmes dans les comités éditoriaux de revues savantes espagnoles entre 1999 et 2008, les auteures ont conclu que les femmes étaient en nombre inférieur dans les fonctions d'auteures, d'éditrices et de membre de comités éditoriaux. Cette

disparité semble toutefois diminuer dans temps, les écarts rétrécissant particulièrement dans les fonctions d'auteures et à un degré moindre dans les comités éditoriaux (Mauleón et coll., 2013).

Lors du *Peer Review Congress*, la question du sexisme dans le contrôle par les pair-e-s a été posée en prenant l'exemple des revues en épidémiologie (Dickersin et coll., 1998). Dans quatre revues d'importance en épidémiologie[1], les femmes étaient surtout présentes comme auteures et réviseures (27 % et 28 %), très peu comme rédactrices (*editors*), soit seulement 13 %. De plus, une seule femme avait alors occupé le poste de direction de la rédaction contre six hommes. Les postes décisionnels apparaissent ainsi peu ouverts aux femmes.

Dans une étude ayant ciblé 16 revues biomédicales proéminentes d'Amérique du Nord et du Royaume-Uni (Jagshi et coll., 2008), les auteures ont conclu que les avancées des femmes dans ces revues étaient substantielles tant du point de vue de leur présence dans les comités éditoriaux que comme rédactrices en chef. Malgré ces progrès, la plupart des rédacteurs et rédactrices en chef des revues étudiées demeuraient des hommes et la représentation des femmes dans les comités éditoriaux de certaines publications, faible.

Pire encore, une expérimentation conduite par Handley et collaboratrices (2015) a trouvé que les hommes, particulièrement en sciences, apportaient moins de crédit que les femmes aux études montrant la discrimination que subissent ces dernières dans les STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), d'où le titre un peu provocateur de l'article (« Quality of evidence revealing subtle gender biases in science is in the eye of the beholder » – la valeur des preuves de la discrimination est dans l'œil de qui les lit).

Il est clair par ces recherches (et de nombreuses autres qu'il serait fastidieux d'exhaustivement citer) qu'il existe un préjugé anti-femmes dans les institutions scientifiques.

1. *American Journal of Epidemiology*, *Annals of Epidemiology*, *Epidemiology*, et *Journal of Clinical Epidemiology*.

L'évaluation par les pair-e-s est-elle aussi (sinon plus) misogyne?

Si la publication scientifique semble ne pas être objective en raison de la discrimination que les femmes subissent, il serait intéressant de voir si une révision par les pair-e-s discriminatoire en est la cause ou le résultat. En d'autres mots : est-ce que le faible taux de publication des femmes malgré les qualités intrinsèques de leur travail vient de leur faible présence dans le processus d'évaluation ou si leur faible présence dans ce processus résulte de ce plus faible taux de publications? Il est hasardeux de répondre d'une manière définitive et assertive à cette question, mais on pourrait émettre l'hypothèse suivante : l'ostracisme dont sont victimes les femmes dans leurs efforts de publication a conduit à ce qu'elles soient moins nombreuses dans les positions de décision, ce perpétue la discrimination à laquelle elles sont confrontées, notamment dans l'évaluation par les pair-e-s. Un cercle vicieux accentuant, en somme, la *fracture sexuelle* à leur détriment.

Cette hypothèse se trouve confrontée par les différentes études de cas et recherches entreprises sur le sujet. Dans une étude sur la composante des experts des 20 revues savantes publiées par l'American Geophysical Union entre 2012 et 2015, Lerback et Brooks (2017) sont arrivés à la conclusion que les femmes étaient moins demandées que les hommes en tant qu'expertes, aussi bien par les femmes que par les hommes (voir aussi Brookshire, 2017). Plus précisément, ils sont arrivés aux statistiques suivantes : les auteurs hommes ont suggéré des expertes dans seulement 15 % des cas, les *editors* l'ont fait à hauteur de 17 %. D'un autre côté, les auteures ont suggéré des expertes dans 21 % des cas et les *editors* femmes l'ont fait à hauteur de 22 %. En plus, les femmes refuseraient plus souvent d'évaluer un texte. Il en résulte que les femmes ne représentent que 20% des expertes alors qu'elles constituent 28 % des membres de l'American Geophysical Union, par exemple. Malgré cela, les textes des femmes étaient plus souvent acceptés. L'auteure fait l'hypothèse que c'est peut-être parce que celles-ci soumettent des manuscrits plus aboutis et à des revues plus adéquates (elles prendraient moins de risques, peut-être parce qu'habituées à la discrimination…).

Dans un éditorial au titre des plus explicites « *Nature's sexism* », la revue *Nature* reconnait ses errements quant à la composante de ses contributeurs et contributrices (Nature, 2012). Si 54 % des *editors* et *reporters* internationaux sont des femmes, il n'en demeure pas moins que les chiffres suivants traduisent une discrimination des plus criardes : des 5514 personnes

évaluatrices (*referees*) seules 14 % étaient des femmes, des 34 chercheurs objets d'un reportage seulement 18 % étaient des femmes et que 19 % des articles internationaux et commentaires incluaient au moins une auteure. *Nature* suggère que plusieurs facteurs sont en cause, mais insiste sur le côté inconscient des discriminations : les *editors* (la plupart du temps masculins) sollicitant peu leurs collègues féminins pour une contribution.

Une étude du journal *Functionnal Ecology* s'intéressa aux origines géographiques, au genre et aux années d'expérience des *editors* et personnes évaluatrices (Fox, Burns et Meyer, 2016). Parmi les résultats les plus intéressants, on peut citer : la majorité des *editors* masculins sélectionnaient un taux assez bas d'évaluatrices, contrairement aux *editors* féminins. Hommes et femmes favorisaient les experts et expertes géographiquement proches. Invitées à expertiser, les femmes le faisaient sans tenir compte du genre de l'*editor* alors que les hommes avaient tendance à moins répondre à la demande d'une femme. La proportion de femmes invitées à expertiser diminuait avec l'ancienneté des *editors* masculins, alors qu'elle augmentait avec celle des *editors* féminins. Les conclusions de cette étude ont fait ressortir que le genre des *editors*, leur âge et leur origine géographique influaient sur le choix des évaluateurs et évaluatrices.

Une autre recherche (Buckley et coll., 2014) concernant la sélection des évaluateurs et évaluatrices et le taux de publication va dans le même sens. Selon cette étude, le taux de publication au *New Zealand Journal of Ecology* n'était pas influencé par le genre du soumissionnaire ni par celui de *l'editor*. En revanche, les *editors* (surtout masculins) avaient plus tendance à choisir des évaluateurs masculins.

Un groupe de psychologues (Gunther, Scott et Von Stumm, 2017) a analysé la représentation et visibilité des femmes dans leur spécialité, soit l'étude des « différences individuelles ». Elles ont étudié les ratios homme-femme dans 157 articles publiés par une revue savante du domaine (*Personality and Individual Differences*), 30 chapitres d'un manuel (*Handbook of Individual Differences*) et 25 conférences (avec conférenciers ou conférencières d'honneur des sociétés savantes suivantes : *Behaviour Genetics Association*, *British Society for the Psychology of Individual Differences*, *European Association of Personality Psychology*, *International Society for Intelligence Research* et *International Society for the Study of Individual Differences*). Les résultats sont sans appel : les femmes publient à peu près autant que les hommes, mais sont pratiquement exclues de la rédaction des manuels et il

est très rare qu'elles soient conférencières invitées, les psychologues femmes sont donc très peu visibles. Les auteures de l'étude proposent diverses pistes de solution pour accroitre la présence et la visibilité des femmes dans les rôles prédominants : un quota de 25 % de femmes sur les comités de sélection scientifique, et la mise à disposition, lors des congrès, des ressources financières pour le soin des enfants ou encore des services de garde gratuits.

D'un autre côté, Helmer et collaborateurs (2017) ont constaté chez les hommes, mais aussi chez les femmes *editors* la tendance à chercher des personnes évaluatrices de même genre, la discrimination était cependant plus prononcée chez les hommes. Les auteurs expliquent cette situation non pas par un préjugé conscient, mais par des différences dans les réseaux des hommes et des femmes (avec surreprésentation de personnes du même genre) et par la supposée tendance humaine à nous associer à qui nous ressemble. Certaines femmes le font peut-être aussi consciemment pour contrer les discriminations qu'elles ont elles-mêmes subies (Ross, 2017).

Une autre forme de préjugé a été rendue visible quand deux chercheuses reçurent une expertise de la revue scientifique *PLOS ONE* qui leur demandait d'inclure un ou deux biologistes masculins afin d'éviter des « extrapolations qui s'éloigneraient un peu trop des évidences empiriques vers des *hypothèses idéologiquement biaisées* » (Cochran, 2015). Cette expertise suscita l'ire des chercheuses qui y virent une sorte de paternalisme de la part de cet indélicat expert. En effet, cette manière d'agir semble conditionner la scientificité de cette soumission à la présence d'un ou deux biologistes de sexe masculin afin d'éviter des « *hypothèses idéologiquement biaisées* ». Cette affaire anima la blogosphère pendant quelque temps et démontra un manque de tact et une manière d'agir des plus préjudiciables pour la science et son développement.

Dans une contribution concernant la manière dont les soumissions à quatre revues scientifiques en économie (*American Economic Review*, *Econometrica*, *Journal of Political Economy* et *Quaterly Journal of Economics*) sont expertisées, Hengel (2016) est arrivée aux conclusions suivantes : les résumés écrits par les femmes sont plus lisibles que ceux écrits par les hommes, l'écart de lisibilité entre les textes des femmes et ceux des hommes s'accroit au cours du processus de publication, et la capacité de bien écrire des femmes augmente avec le temps alors que celle des hommes stagne. L'auteure en conclut que les femmes sont, lors de l'expertise, soumises

à des critères plus stricts. Cette dernière affirmation est corroborée par le fait que les soumissions des femmes demandent six mois de plus que celles des hommes pour être acceptées.

À la lumière de ces études, il est clair qu'un préjugé contre les femmes existe et est à l'œuvre dans la révision par les pair-e-s. Bien que celui-ci ait tendance à s'estomper et à se réduire et que la condition des femmes se soit notablement améliorée dans les 50 à 60 dernières années, il n'en demeure pas moins présent et même prépondérant. La seule question qui s'impose et dont les différentes études essayent de démêler l'écheveau est à quel point et à quel degré ce préjugé est *encore* présent. Il est difficile de donner une réponse claire et définitive, mais il apparait que (faire) changer les vieilles habitudes est une mission des plus ardues à accomplir. D'un autre côté, le contrôle par les pair-e-s (et la publication scientifique en général) devient de plus en plus ouvert et transparent grâce à Internet. D'un processus fermé et secret propice à toutes les manipulations et à tous les écarts, il est devenu (dans certains cas assez pionniers il est vrai) ouvert et justifiable. Dans un monde où la moindre information est répercutée, analysée, décortiquée pratiquement en temps réel à l'autre bout du monde, il n'est plus question de permettre ces agissements des plus préjudiciables à la bonne marche de la science.

Afin de pousser plus loin la recherche sur la place actuellement accordée aux femmes dans les comités éditoriaux, j'examinerai maintenant la composition éditoriale de quelques titres proéminents qui rendent ces informations publiques, soit JAMA (*Journal of the American Medical Association*), NEJM (*New England Journal of Medicine*), PNAS (*Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*), *Science*, *Nature*, PLOS ONE (*Public Library of Science*) et l'éditeur de services F1000 (*Faculty of 1000*). Cette étape permettra de voir en quelle proportion les femmes sont présentes dans ces revues et chez cet éditeur de services et de répondre, ne serait que d'une manière indirecte, à la question qui sous-tend cette recherche.

JAMA *(Journal of the American Medical Association)*

Le *Journal of the American Medical Association* est l'une des plus prestigieuses revues en sciences médicales du monde. Fondée en 1883, c'est

la revue officielle de l'*American Medical Association*. Le site de la revue décrit les différents postes occupés, comme le montre cette liste correspondant au printemps 2017.

Editor in Chief : Howard Bauchner

Executive Editor : Phil B. Fontanarosa

Deputy Editors : Michael Berkwits, Robert M. Golub, Ronna Henry, Edward H. Livingston, Jody W. Zylke

Executive Managing Editor : Annette Flanagin

Managing Editor : Stacy L. Christiansen

Senior Editors : Philip Greenland, Demetrios N. Kyriacou, Mary McGrae McDermott

Associate Senior Editor : Roxanne K. Young

Associate Editors : Derek C. Angus, Ethan Basch, Charlene Breedlove, Anne Rentoumis Cappola, Thomas B. Cole, W. Gregory Feero, Donald C. Goff, Jill Jin, Karen E. Joynt, Preeti N. Malani, David H. Mark, George T. O'Connor, Eric D. Peterson, Richard Saitz, Jeffrey L. Saver, Deborah Schrag, Wolfgang C. Winkelmayer

Statistical Reviewers : Joseph S. Wislar, Naomi Vaisrub, Lars W. Andersen, Thomas D. Koepsell, Roger J. Lewis, Matthew L. Maciejewski, Christopher J. Paciorek, Michael J. Pencina, Denise M. Scholtens, Alan B. Zonderman

Former Editors : Nathan S. Davis (1883-1888), John B. Hamilton (1889, 1893-1898), John H. Hollister (1889-1891), James C. Culbertson (1891-1893), Truman W. Miller (1899), George H. Simmons (1899-1924), Morris Fishbein (1924-1949), Austin Smith (1949-1958), Johnson F. Hammond (1958-1959), John H. Talbott (1959-1969), Hugh H. Hussey (1970-1973), Robert H. Moser (1973-1975), William R. Barclay (1975-1982), George D. Lundberg (1982-1999), Catherine D. DeAngelis (2000-2011) Editor in Chief Emerita

Sources : sites http://jamanetwork.com/journals/jama/fullarticle/2612622 et http://jamanetwork.com/journals/jama/fullarticle/1667096, consultés le 25 mars 2017

Il apparait ainsi que les femmes sont assez bien représentées dans le *Journal of the American Medical Association*. Ainsi, parmi les postes les plus hauts dans la hiérarchie de la revue, il y a deux *deputy editors* sur cinq alors que l'*exectutive managing editor* et la *managing editor* sont de sexe féminin. Parmi les 17 *associate editors*, il y a 6 femmes et parmi les 10 *statistical reviewers*, seules 2 sont de sexe féminin. On remarquera cependant qu'une seule une femme[2] a pu se glisser dans le club très fermé des rédacteurs en chef – e*ditors in chief*, au nombre de 16 depuis 1883 et à l'inclusion de l'actuel *editor in chief*, aussi un homme.

PNAS *(Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America)*

Les *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* sont publiés toutes les semaines depuis 1915. Le site affiche les informations suivantes : le rédacteur en chef, les rédacteurs et rédactrices associés et les noms des chercheurs et chercheuses des 31 spécialités de la revue. On remarquera que le rédacteur en chef est de genre masculin alors que sur les 11 rédacteurs associés, seules 3 sont des femmes. Quant aux 31 spécialités, elles sont composées de 67 chercheurs et de 35 chercheuses. On remarquera que le comité de rédaction comprend 11 membres de genre féminin sur un total de 18. Il nous semble que les femmes sont relativement présentes dans les différents niveaux de la hiérarchie des PNAS, quoique peu aux niveaux les plus élevés.
(Sources : sites http://www.pnas.org/, http://www.pnas.org/site/misc/masthead.xhtml et http://www.pnas.org/site/misc/Staff_Directory.xhtml, consultés le 25 mars 2017).

2. À qui une mention de rédactrice en chef émérite a été attribuée.

Science

Science est un des plus prestigieux titres de la publication scientifique. Il a été fondé en 1880 aux États-Unis et se distingue, à l'instar de son rival *Nature*, par le fait qu'il ne soit pas spécialisé contrairement à l'immense majorité des grands titres. Au printemps 2017, la rédaction de *Science* se compose comme suit.

Managing Editor : John Travis

International Editor : Richard Stone

Deputy News Editors : Elizabeth Culotta, David Grimm, David Malakoff, Leslie Roberts

Deputy Editor, Emeritus : Barbara R. Jasny

Senior Editors : Caroline Ash, Gilbert J. Chin, Julia Fahrenkamp-Uppenbrink, Pamela J. Hines, Stella M. Hurtley, Paula A. Kiberstis, Marc S. Lavine, Ian S. Osborne, Beverly A. Purnell, L. Bryan Ray, H. Jesse Smith, Jelena Stajic, Peter Stern, Phillip D. Szuromi, Sacha Vignieri, Brad Wible, Laura M. Zahn

Associate Editors : Brent Grocholski, Priscilla Kelly, Keith T. Smith

Source : site http://www.sciencemag.org/about/team-members, consulté le 25 mars 2017

On remarquera que les femmes sont assez bien représentées dans la hiérarchie de la revue *Science*. Ainsi sur les 4 d*eputy news editor*, il existe une parité parfaite alors que la seule d*eputy editor*, *emeritus* est une femme. C'est dans les *senior editors* que les femmes sont les mieux loties à raison de 9 femmes sur un total de 17 personnes. Quant aux *associate editors*, s'y trouve une seule femme sur un total de 3 personnes.

Nature

Nature est aussi un titre prestigieux de la publication scientifique. Il a été fondé en 1869 au Royaume-Uni et est considéré comme le pendant européen de *Science*. Selon le site de la revue, il semblerait que les femmes occupent une proportion des plus respectables dans l'organigramme et la hiérarchie de ce prestigieux titre. Si le rédacteur en chef est un homme, les femmes dominent le reste des postes les plus importants de la revue. Par exemple, les postes de *Nature editorial director* et de *Chief Magazine Editor* sont tous deux occupés par des femmes. Quant aux deux spécialités dans lesquelles *Nature* publie (sciences biologiques et sciences physiques, chimiques et de la Terre), les femmes occupent en tant *qu'editors* la majorité des postes. Ainsi en sciences biologiques sur les 18 *editors*, 13 sont des femmes en plus de la responsable de section. Quant aux sciences physiques, chimiques et de la Terre sur les 11 *editors*, 7 sont des femmes. Ces statistiques donnent une idée de la place des femmes dans la revue *Nature*, où elles occupent les postes les plus importants et en des proportions des plus respectables.
(Source : site http://www.nature.com/nature/index.html, consulté le 25 mars 2017)

PLOS ONE

PLOS ONE est une revue scientifique, éditée quotidiennement par la Public Library Of Science et diffusée exclusivement en ligne. Elle couvre tous les domaines de la science sans distinction. Lancée fin 2006, *PLOS ONE* se propose de publier des articles scientifiques évalués par un comité de lecture. À cet effet, cette revue a 82 *editors* de section qui conseillent le comité éditorial sur des sujets bien précis – seulement 13 sont des femmes. Quant aux membres du comité éditorial et qui travaillent en étroite collaboration avec les 82 *editors* de section, ils sont au nombre de 76, s'y retrouvent seulement 19 femmes. Ce comité éditorial est secondé par des conseillers statistiques dont la tâche est d'analyser les données des manuscrits. Ils sont au nombre de 15 et seulement 3 sont des femmes. Contrairement à *Nature* où les chercheuses semblent occuper quantitativement et qualitativement une place de choix, la composition de *PLOS ONE* ne donne pas aux femmes une prépondérance des plus accrues.
(Source : site http://journals.plos.org/plosone/, consulté le 25 mars 2017)

Faculty of 1000 (F1000)

Faculty of 1000 est un site qui pratique le post contrôle par les pair-e-s, c'est-à-dire qu'y sont choisi des articles déjà publiés et expertisés afin d'être expertisés à nouveau. Pour ce faire, le site s'appuie sur un nombre d'experts et d'expertes repartis à travers le monde et dont la mission est de revoir les articles et de les mettre en avant. Il existe au sein de *F1000* un conseil consultatif international composé de sommités et qui désigne les doyens de facultés. À leur tour, ces doyens de facultés désignent les 789 chefs de section, les 3835 membres de facultés et les 3241 membres de facultés associés. On remarque que le conseil consultatif international est composé de 12 membres dont un seul est une femme. Quant aux 32 spécialistes en médecine, leurs membres sont au nombre de 89 dont seules 15 sont des femmes. En somme, les femmes ne sont pas particulièrement bien représentées dans la hiérarchie de *F1000*.
(Source : sites http://f1000.com/ et http://f1000.com/prime/thefaculty, consultés le 25 mars 2017)

Conclusion

Il serait tautologique de dire que le contrôle par les pair-e-s est un processus miné par les préjugés et la subjectivité. Comment ne le serait-il pas alors qu'il est fait par des êtres humains et qu'il conditionne l'accès à la publication scientifique considérée comme la porte d'entrée vers les avantages liés à cette activité? Les innombrables formes que prend cette opération ont été largement et abondamment documentées et analysées. Les protagonistes s'accordent sur le fait que le processus a besoin d'être profondément reformé.

Parmi les problèmes de l'évaluation par les pair-e-s, la discrimination envers les femmes a été le sujet de recherches et d'études nombreuses qui ont conclu à son existence, mais qui ont divergé quant à son étendue. En effet, si le préjugé contre les femmes existe bel et bien et a évolué historiquement, la nature du processus et la manière dont est mené le contrôle par les pair-e-s traditionnel n'a pas permis de l'étudier de façon très exhaustive. La cause principale et maintes fois décriée (pas seulement pour les préjugés contre les femmes) est le secret dont le processus est coutumier. À la lumière des nouvelles manières d'expertiser sur Internet (*Open Peer Review*), il sera possible de mieux cerner et cibler le problème.

Nonobstant ces changements permis par la transparence, l'ubiquité et la rapidité des réseaux, il n'en demeure pas moins qu'un corpus du sujet a pu déterminer que l'importance quantitative et qualitative des femmes en sciences (surtout dans certaines spécialités où elles représentent la majorité) est très peu reflétée dans le processus éditorial et dans les publications. À part quelques exceptions notables (comme le cas de *Nature*), elles sont absentes des hautes sphères des comités éditoriaux, sont plus sujettes à des critères astreignants quand elles soumettent, ne sont pas appelées à expertiser souvent, sont moins choisies lorsque le rédacteur en chef est un homme, sont pratiquement ostracisées dans les STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), etc. Ces obstacles sont aggravés par un monde misogyne (le fameux *good old boys network*), mais qui tend, il ne faut pas le nier, à se départir de cette fâcheuse tendance à marginaliser non sur la base du mérite intrinsèque, mais sur la base de critères exogènes. Le monde étant devenu un petit village, les débordements, iniquités, passe-droits et autres actions douteuses peuvent être dénoncés d'un bout à l'autre du monde en quelques instants. Faut-il le rappeler, dans un monde où le ratio hommes/femmes est pratiquement égal, il n'y a pas de raisons pour que la moitié de la population n'obtienne pas ses droits les plus élémentaires, droits consacrés par toutes les conventions et autres accords internationaux ayant fondé le monde moderne.

Ces deux petites recherches (celle-ci et Hachani, 2016a, 2016b) montrent que ce processus d'évaluation par les pair-e-s, censé être le garant de la qualité des articles publiés sans égard au genre ou à la nationalité, est au contraire influencé par les caractéristiques des personnes impliquées.

Références

Bernstein, Rachel. 2017. « More female researchers globally, but challenges remain. » *Science Careers*, 9 mars 2017. http://www.sciencemag.org/careers/2017/03/more-female-researchers-globally-challenges-remain

Brookshire, Bethany. 2017. « Analysis finds gender bias in peer-reviewer picks: Both men and women ask too few women to review scientific papers. » *Science news*, 3 février 2017. https://www.sciencenews.org/blog/scicurious/analysis-finds-gender-bias-peer-reviewer-picks

Buckley, Hannah L., Amber R. Sciligo, Karen L. Adair, Bradley S. Case et Joanne M. Monks. 2014. « Is there gender bias in reviewer selection and publication success rate in The New Zealand Journal of Ecology? » *New Zealand Journal of Ecology* 38(2) : 335-339.
http://newzealandecology.org/nzje/3136

Cochran, Angela. 2015. « Sexism in peer review. » *The Scholarly Kitchen*, 7 Mai 2015.
https://scholarlykitchen.sspnet.org/2015/05/07/sexism-in-peer-review/

Dickersin, Kay, Lisa Fredman, Katherine M. Flegal, Jane D. Scott et Barbara Crawley. 1998. « Is there a sex bias in choosing editors? Epidemiology journals as an example. » *Journal of the American Medical Association* 280(3) : 260-264.
http://jamanetwork.com/journals/jama/fullarticle/187760

Elsevier. 2017. *Gender in the Global Research Landscape*, 96 p.
https://www.elsevier.com/research-intelligence/resource-library/gender-report

Feldon, David F., James Peugh, Michelle A. Maher, Josipa Roksa et Colby Tofel-Grehl. 2017. « Time to credit gender inequities of first year PHD students in the biological sciences. » *CBE Life Sciences Education* 16(1) : ar4.
https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5332047/

Fox, Charles W., C. Sean Burns et Jennifer A. Meyer. 2016. « Editor and reviewer gender influence the peer review process but not peer review outcomes at an ecology journal. » *Functional Ecology* 30(1) : 140–153.
https://besjournals.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1365-2435.12529

Günther, Vanessa, Hannah Rachel Scott et Sophie Von Stumm. 2017. « It's time to change the face of psychology. » *The research whisperer*, 7 mars 2017.
https://theresearchwhisperer.wordpress.com/2017/03/07/the-face-of-psychology/

Hachani, Samir. 2016a. « La science est elle foncièrement occidentalocentriste? Quelques réflexions sur l'inclusion du savoir des Suds dans le corpus de la Science. », Communication présentée au 84e *Congrès de l'ACFAS* (*Association francophone pour le savoir*) : Université du Québec à Montréal, 2016.
https://www.scienceetbiencommun.org/?q=node/106

Hachani, Samir. 2016b. « La fracture numérique nuit-elle aux possibles effets positifs du libre accès en Afrique? Essai d'analyse et éléments de réponse. » Dans *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux, au service de la science ouverte* juste. Sous la direction de Florence Piron, Samuel Regulus et Marie Sophie Dibounje Madiba, 107-124. Québec : Éditions science et bien commun.

Handley, Ian M., Elizabeth R. Brown, Corinne A. Moss-Racusin et Jessi L. Smith. 2015. « Quality of evidence revealing subtle gender biases in science is in the eye of the beholder. » *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 112 (43) : 13201-13206.
http://www.pnas.org/content/112/43/13201.full.pdf

Helmer, Markus, Manuel Schottdorf, Andreas Neef et Demian Battaglia. 2017. « Gender bias in scholarly peer review ». *eLife* 6, e21718.
https://elifesciences.org/articles/21718

Hengel, Erin. 2016. « Publishing while female: gender differences in peer reviews crutiny. » 10 octobre.
http://www.erinhengel.com/research/publishing_female20161010.pdf

Howe-Walsh, Liza et Sarah Turnbull. 2014. « Barriers to women leaders in academia: tales from science and technology, *Studies in Higher Education* 41(3), p. 415-428.
https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/03075079.2014.929102

Jagshi, Reshma, Nancy J. Tarbell, Lori E. Henault, Yuchiao Chang et Elaine M. Hylek. 2008. « The representation of women on the editorial boards of major medical journals : a 35 years perspective. » *Archive of Internal Medecine* 168(5) : 544-548.
http://jamanetwork.com/journals/jamainternalmedicine/fullarticle/41403

Kuo, Maggie. 2017. « Women miss out on authorship opportunities early on. » *Science Careers*, 17 Fevrier 2017.
http://www.sciencemag.org/careers/2017/02/women-miss-out-authorship-opportunities-early

Lerback, Jory et Brooks, Hanson. 2017. « Journals invite too few women to referee. » *Nature* 541(7638): 455-457.
https://www.nature.com/news/journals-invite-too-few-women-to-referee-1.21337

Mauleón, Elba, Laura Hillán, Luz Moreno, Isabel Gómez et María Bordons. 2013. « Assessing gender balance among journal authors and editorial board members. » *Scientometrics* 95(1) : 87–114 https://link.springer.com/article/10.1007/s11192-012-0824-4

Moss – Racusin, Corinne A., John F. Dovidio,Victoria L. Brescoll, Mark J. Graham et Jo Handelsman. 2012. « Science faculty's subtle gender biases favor male students ». *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 109(41) : 16474–16479. https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3478626/

Nature. 2012. « Nature's sexism ». *Nature* 491(7425) : 495. http://www.nature.com/polopoly_fs/1.11850!/menu/main/topColumns/topLeftColumn/pdf/491495a.pdf

Ross, Erin. 2017. « Gender bias distorts peer review across fields : Editors are more likely to select reviewers of the same gender ». *Nature news*, 21 Mars 2017. http://www.nature.com/news/gender-bias-distorts-peer-review-across-fields-1.21685

Sarsons, Heather et Guo Xu. 2015. « Confidence men? Gender and confidence: evidence among top economists ». http://scholar.harvard.edu/files/sarsons/files/confidence_final.pdf

Sarsons, Heather. 2015. « Gender differences in recognition of group work. » http://scholar.harvard.edu/sarsons/publications/note-gender-differences-recognition-group-work

Shatz, David. 2004. *Peer review : an inquisitive inquiry*. Lanham : Rowman & Littlefield.

Uhly, K. M., L. M. Visser et K. S. Zippel. « Gendered patterns in international researche collaborations in academia ». *Studies in Higher Education* 42(4), p. 760-782.

Pour citer :

Hachani, Samir. 2019. « Les pratiques d'évaluation par les pair-e-s : pas de neutralité ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre*? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 7, pp. 95-111. Québec : Éditions science et bien commun.

8. Les faits, les sciences et leur communication

Dialogue sur la science du climat à l'ère de Trump

PASCAL LAPOINTE ET MÉLISSA LIEUTENANT-GOSSELIN

Ce chapitre propose un dialogue en trois temps, en trois textes. Tout d'abord, vous lirez le point de vue de Pascal Lapointe sur le travail de journaliste scientifique et ce qu'il nous apprend sur la communication des sciences en cette ère des *fake news* (*infox*), notamment dans le cas du climat. Viennent ensuite la réaction et les interrogations suscitées par ce texte chez Mélissa Lieutenant-Gosselin, doctorante en communication publique et codirectrice de cet ouvrage. Cette réaction et les questions sont celles d'une constructiviste convaincue qui voit dans les sciences des outils d'émancipation humaine et qui partage avec Pascal Lapointe la conviction du besoin d'une meilleure communication des sciences. Le dialogue se termine avec les réponses du premier auteur aux questions de la seconde.

Nous espérons que ce texte en trois temps permettra aux lecteurs et lectrices de réfléchir avec nous non seulement à la neutralité des sciences, à la réalité et aux faits, mais aussi aux manières de parler des sciences et de (se) les représenter.

La science du climat à l'heure de Trump selon un journaliste scientifique : Pascal Lapointe

Ces dernières années, les climatologues ont finalement pris conscience que de simplement « transmettre des connaissances » n'était pas la stratégie adéquate pour convaincre les climatosceptiques. Mais il leur a fallu du temps. Or, ils et elles auraient gagné beaucoup de temps en observant mieux comment fonctionnent les journalistes. Plus largement, sur le dossier des fausses nouvelles et de la désinformation, les chercheurs et les chercheuses en général, en sciences ou en sciences sociales, gagneraient beaucoup à profiter de l'expérience des journalistes et à dialoguer avec eux et elles pour

voir comment des ponts pourraient être construits. Parce que ce sont les journalistes qui ont été sur la ligne de front de la lutte contre les stratégies de désinformation depuis le dernier demi-siècle : des stratégies dont l'ampleur et l'impact ont été dangereusement sous-estimés par les observateurs et observatrices, y compris dans le milieu universitaire.

Dans ce texte, je vais vous parler depuis mon poste d'observation de journaliste scientifique. Soulignons d'abord deux choses qui caractérisent ce qu'on entend par « un point de vue de journaliste ».

Ce que ne sont pas les journalistes scientifiques

Les journalistes ne sont pas des communicateurs ou communicatrices. Cela signifie que même lorsqu'une personne porte le titre de « journaliste scientifique », elle n'est pas au service de la science, ou de la recherche, ou des universités, pas plus qu'au service des scientifiques qu'elle interviewe. Le communicateur ou la communicatrice (ou relationniste, ou agent-e d'information) qui travaille dans une université est à leur service. Il ou elle peut être là, par exemple, pour mettre en valeur une recherche si elle nécessite un gros travail de vulgarisation. Certes, un ou une journaliste scientifique pourrait aussi vulgariser une recherche, mais en ajoutant des bémols, des nuances, du contexte, un arrière-plan, ou en posant des questions avec lesquelles des relationnistes seraient moins à l'aise : des personnes dans des universités « concurrentes » travaillent-elles sur le même sujet, mais avec plus de moyens? Ces personnes sont-elles d'accord avec vos conclusions? Les pistes que ces autres chercheurs et chercheuses explorent éclairent-elles des lacunes dans votre démarche? Etc. Les journalistes scientifiques peuvent aussi décider de parler d'enjeux plus sombres, comme la rétractation d'articles, les courses au brevet ou la marchandisation de la recherche.

Les journalistes ne sont pas non plus des éducateurs ou éducatrices. Cela signifie que les journalistes ne sont pas des professeur-e-s. Ils et elles ne sont pas là pour transmettre leurs connaissances. Les journalistes interviewent des gens qui, eux, transmettent des connaissances. En science, ça peut vouloir dire que les journalistes interviewent des scientifiques qui font une recherche, des scientifiques qui apportent du contexte à une recherche – ce qui est généralement plus intéressant – ou

– ce qui est encore plus intéressant pour un large public –, des citoyens ou citoyennes, des activistes, des entrepreneurs ou entrepreneuses ou des fonctionnaires, qui gravitent autour d'enjeux scientifiques.

Ce que les journalistes peuvent enseigner aux scientifiques

Ces particularités des journalistes nous conduisent à quelque chose d'instructif qu'ils et elles peuvent enseigner aux scientifiques, en particulier grâce aux trois dernières décennies de luttes autour des changements climatiques. Imaginons en 1992, lors du premier Sommet de Rio sur le climat, un-e climatologue s'inquiétant de la direction que semblent prendre les « débats » avec les « sceptiques » du réchauffement climatique. Imaginons qu'il ou elle ait demandé conseil à un-e ami-e journaliste dans ces termes :

> Ces gens qui nient le réchauffement climatique, qu'on commence à appeler « climatosceptiques »… Quel genre de connaissances faudrait-il que les médias leur transmettent pour qu'ils comprennent qu'ils sont dans l'erreur?

Un-e journaliste lui aurait immédiatement répondu : non, ce n'est pas comme ça que fonctionnent les médias. En fait, pas seulement les médias. Ce n'est tout simplement pas comme ça que fonctionne la communication en général… dès qu'on sort de la salle de cours. Dans les théories de la communication, on parle d'auditoires captifs… et des autres. L'auditoire captif, c'est celui d'une salle de cours ou d'un congrès scientifique. L'auditoire « non captif », c'est tout le reste, c'est-à-dire la grande majorité des situations de communication dans la vie quotidienne, au travail, en famille, dans la rue ou dans les médias.

Je sais, c'est une distinction simpliste. Quiconque enseigne – et c'est mon cas – a eu droit à des étudiants et étudiantes qui étaient tout sauf captifs. Mais la distinction réside dans le fait que l'auditoire captif est obligé d'être là. Il se trouve à cet endroit particulier dans ce moment précis parce qu'il ou elle souhaite recevoir son diplôme, ou pour une formation dont il ou elle a besoin pour son travail… Alors que dans la grande majorité des situations de communication, le public n'est pas obligé d'être là. Il regarde une vidéo sur YouTube et peut l'arrêter à tout moment. Il écoute la radio ou la télé, il a toujours la capacité de changer de poste.

La conséquence est fondamentale à l'art de communiquer : si je me retrouve devant un de ces auditoires qui peut s'en aller à tout moment et que je commence en lui disant « je vais vous transmettre des connaissances », c'est la recette assurée pour en faire fuir une partie –qui est justement la partie que j'aimerais le plus rejoindre, parce que c'est la partie du public qui n'est pas déjà gagnée d'avance à mon propos.

C'est encore plus vrai si je m'apprête à heurter ses croyances. Si vous présumez que quelqu'un qui a choisi de croire à quelque chose va rester « captif » ou attentif tandis que vous tenez un propos qui contredit des croyances bien ancrées, c'est d'une grande naïveté. Nous tous, même quand nous nous en défendons, nous écoutons d'abord ce qui conforte nos croyances.

On appelle ça en psychologie le biais de confirmation. Je ne m'étendrai pas là-dessus, ce n'est pas le propos de ce texte, d'autant moins qu'il existe d'autres types de biais tout aussi intéressants à découvrir, que la psychologie explore depuis des décennies et qui prennent une importance nouvelle à l'heure des réflexions sur la propagation des fausses nouvelles.

Mais qu'il suffise de dire que les journalistes ont toujours su ça. Ils et elles ne l'ont pas formulé en ces termes théoriques, mais vous trouvez quantité de livres sur le journalisme écrits tout au long du 20e siècle qui font comprendre ceci aux étudiants et étudiantes en journalisme : il faut que vous développiez des trucs et astuces pour atteindre un auditoire qui n'est pas gagné d'avance à votre sujet.

Il se trouve que j'ai appris au fil du temps que pour les chercheurs et les chercheuses, c'est là que ça accroche. Qu'ils et elles proviennent des sciences ou des sciences sociales, il est extrêmement difficile de leur faire admettre cette réalité.

Le biais de confirmation, l'auditoire « non captif », les trucs et astuces pour atteindre un auditoire qui n'est pas gagné d'avance? Ce sont de gros obstacles, parce que rien de tout cela ne fait partie de la formation d'un chercheur ou d'une chercheuse.

Pour avoir donné des cours d'initiation à la vulgarisation destinés à de jeunes chercheurs et chercheuses, j'ai pu constater à quel point il est très difficile de leur faire admettre que vulgariser, ou communiquer pour le grand

public, ce n'est pas juste « raccourcir » et « enlever le jargon ». C'est beaucoup plus compliqué que ça, et tant qu'on ne l'a pas admis, on se cogne la tête sur les murs en essayant de communiquer.

J'ai même trouvé il y a quelques années une expression anglophone amusante pour traduire une certaine naïveté des chercheurs et chercheuses : le syndrome du déficit de connaissances. En référence au « déficit de connaissances », concept utilisé dans les sciences de la communication, « le syndrome du déficit de connaissances » est une étrange maladie qui ne frappe que les professeurs et professeures d'université et qui est caractérisée par cette tendance à vouloir croire que tous les problèmes se résument à un déficit de connaissances : « Si je leur explique correctement, ils vont comprendre ».

Le blocage des scientifiques : un vent de changement grâce aux climatosceptiques

La croyance en un déficit de connaissances imprègne la communauté scientifique, mais elle a commencé à entrer en contradiction avec les faits. Au cours des 10 à 15 dernières années, on a senti un début de changement grâce au « débat » sur les changements climatiques.

Avant les années 2000 – et même avant les années 2010 dans certains cas –, des tas de climatologues s'étaient cassés le nez sur le même obstacle. Ils et elles avaient lancé de très belles initiatives de vulgarisation en partant de la prémisse « si je leur transmets suffisamment d'informations factuelles, les climatosceptiques vont devoir admettre qu'ils ont tort ».

À un moment donné, il a fallu aux climatologues se rendre à l'évidence : le cerveau humain ne fonctionne pas ainsi. L'accumulation de faits sur le réchauffement climatique, l'accumulation d'excellentes ressources de vulgarisation, ne contribue en rien à faire changer des gens d'avis.

À cause du biais de confirmation. À cause de la façon dont fonctionne notre cerveau, qui fait de nous des animaux moins rationnels qu'on veut bien l'admettre. Et à cause de la façon dont se construit notre identité dans notre matière grise.

Notre identité politique, par exemple. Est-ce que je penche plus à gauche ou plus à droite sur l'échiquier politique? Dans le contexte propre aux États-

Unis, des sociologues ont pu quantifier à quel point, si on est à droite politiquement, on a beaucoup plus de chances d'être climatosceptique (Pew Research Center, 2008).

Et ça va encore plus loin : si vous êtes un Américain de droite et qu'en plus, vous avez une formation universitaire… vous augmentez vos chances d'être climatosceptique (Gauchat, 2012)! L'explication peut sembler déprimante : avec des études universitaires, vous avez davantage de matériel dans votre tête pour argumenter et pour vous bétonner dans votre position idéologique. Dans les mots du sociologue Gordon Gauchat, de l'Université de Caroline du Nord : « Ceci implique que des conservateurs scolarisés ou très informés auront des hyper-opinions sur la science, parce qu'ils ont une emprise plus sophistiquée sur le type de connaissance qui se conforme à leur position idéologique […] ».

Prenant donc conscience de ces phénomènes, depuis une dizaine d'années, des climatologues ont découvert ce que des journalistes auraient pu leur dire depuis le Sommet de Rio : vulgariser, ce n'est pas seulement « transférer des connaissances ». Ça nécessite :

- des techniques de communication différentes;
- un ajustement du discours en fonction du public-cible ;
- la recherche de points communs, plutôt qu'une attaque frontale contre « l'ignorance ».

Autrement dit, si on veut jeter des ponts vers d'autres groupes que le nôtre, on doit ajuster le discours, l'argumentaire et même le contenu. C'est la seule façon par laquelle on peut espérer trouver des points communs.

Dans le contexte des fausses nouvelles

L'apparition du concept « fausses nouvelles » dans le discours médiatique depuis l'automne dernier a été un rappel salutaire de cette réalité. Les gens qui « croient » à des fausses nouvelles ne sont ni ignorants ni stupides. Ils croient aux nouvelles qui correspondent à ce qu'ils veulent entendre.

Récemment, j'étais à un panel sur l'éducation aux médias organisé par ma collègue de l'Agence Science-Presse Josée Nadia Drouin et l'un des intervenants de ce panel a conclu en disant « merci, Donald Trump! ». Grâce à lui, on a eu droit à une prise de conscience collective – et accélérée – de

l'importance de mieux comprendre la façon dont se construit et se diffuse l'information tout autour de nous… et de la façon dont on pourrait combattre la désinformation.

Le *Détecteur de rumeurs*, la chronique de vérification des faits par l'Agence Science-Presse lancée en 2016, s'inscrit dans cette volonté d'éducation aux médias (Agence Science-Presse, 2016a). Pointer du doigt des rumeurs erronées, de fausses informations, des légendes urbaines, et expliquer pourquoi elles sont vraies ou fausses. Mais aussi, fournir aux lecteurs et lectrices des outils pour qu'ils apprennent par eux-mêmes à distinguer le vrai du faux.

En cela, le *Détecteur de rumeurs* s'inscrit aussi dans un mouvement journalistique international en plein essor depuis le début des années 2010 : de plus en plus de médias lancent une chronique vouée spécifiquement à la vérification des faits (*fact-checking*). La plupart visent les déclarations politiques, quelques-unes les rumeurs virales lancées par les réseaux sociaux. À l'Agence Science-Presse, nous ciblons les nouvelles à caractère scientifique.

Tout ce questionnement sur la traque du vrai et du faux n'est évidemment pas né avec Facebook et Twitter. Mais les réseaux sociaux, par leur omniprésence et la vitesse à laquelle ils se révèlent capables de diffuser de la désinformation, rendent encore plus urgent de s'ajuster – pour quiconque désire communiquer au-delà de son cercle d'amis ou de collègues.

En science, le phénomène des rumeurs virales sur les réseaux sociaux s'ajoute à une chaîne ininterrompue d'au moins 50 ans d'affrontements bien documentés avec des groupes très bien organisés dont certains ont créé de la propagande à saveur scientifique qui s'est avérée terriblement efficace. Notamment, l'industrie du tabac a longtemps fait croire qu'il subsistait un doute sur le lien entre tabac et cancer. Et l'industrie du pétrole a fait croire par lobbys interposés qu'il subsiste un doute sur l'impact des gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Il y a une filiation directe entre le succès à long terme de ces stratégies et cette conseillère du président Trump qui a lancé sans rire, cette année, l'expression « faits alternatifs ». Ou cette autre conseillère qui a pu avancer tout aussi sérieusement « il n'existe plus une telle chose qu'un fait ».

On peut choisir de rire des mots « faits alternatifs ». Les caricaturistes en ont fait leurs gorges chaudes. On peut choisir de se rassurer en se disant que ce n'est qu'un épiphénomène de l'ère Trump. Mais ce serait une grave erreur.

L'expression « faits alternatifs » est au contraire tout à fait représentative de l'univers de la communication dans lequel les journalistes scientifiques comme moi baignent depuis longtemps.

Je pense même que ça a empiré dans les 20 dernières années. J'ai personnellement abordé ce sujet à travers quelques textes d'opinion (notamment, Agence Science-Presse, 2016b, 2016c).

Le triomphe de l'opinion

Les journalistes scientifiques sont, par exemple, confrontés plus souvent qu'avant à des gens pour qui la science est un complot politique de la gauche. À des gens pour qui toute la science est une séquence d'opinions mises bout à bout. À des gens pour qui la science est « une religion ».

Si vous êtes créationniste, quelle meilleure défense que de dire que la science est une religion, puisque du coup, vous avez une justification pour réclamer non pas que soit aboli l'enseignement de l'évolution, mais qu'on enseigne plutôt les deux « opinions » sur un pied d'égalité.

La stratégie semble tordue, et pourtant, elle fonctionne. Comment voulez-vous expliquer à votre vis-à-vis que les faits alternatifs n'existent pas, si pour cette personne, il est d'ores et déjà acquis que tout est affaire d'opinion, tout se vaut, tout est pareil?

Plusieurs intervenants et intervenantes, par exemple dans des pages éditoriales du Wall Street Journal, dont l'influence a pesé d'un lourd poids dans la propagation des idées climatosceptiques des années 1990 à aujourd'hui, ont, au fil des décennies, appuyé leur argumentaire sur des courants d'idées qui sont familiers à certains secteurs des sciences sociales, comme le postmodernisme et le relativisme moral. À tort ou à raison, ces personnes ont déduit de ces concepts que des universitaires défendaient l'idée que tout le savoir humain, incluant le savoir scientifique, n'était rien de plus qu'une séquence d'opinions mises bout à bout… Conclusion : si la science n'est qu'une série d'opinions, pourquoi faudrait-il écouter uniquement « l'opinion des climatologues »?

Les climatosceptiques n'ont même pas besoin d'avoir lu les universitaires qui défendent le « postmodernisme ». Des stratèges de l'industrie du tabac les ont lus pour eux, ont trituré et récupéré ces arguments, et ont contribué à les

populariser : *la science est subjective, les scientifiques sont biaisés… Donc, nous, du tabac, tout ce qu'on vous demande, c'est d'examiner objectivement les deux côtés de la médaille. Peut-être que le tabac cause le cancer, peut-être pas.*

C'est l'argumentaire qui a été récupéré par les créationnistes. Et par les climatosceptiques.

Où les journalistes se situent-ils là-dedans? Eh bien, il faut se rappeler que puisque les journalistes ne sont pas là pour transmettre des connaissances mais pour rapporter les propos des autres – politicienn-e-s, artistes, sportifs et sportives – il existe une chose, dans leur ADN que ces stratèges ont su utiliser à leur avantage : l'obligation de présenter les deux points de vue d'un débat.

En journalisme politique, ça se défend. On fait parler le conservateur, on fait aussi parler son vis-à-vis libéral. Mais en science, il n'y a pas toujours deux points de vue de valeur égale. Les stratèges de l'industrie du tabac ont donc travaillé à faire oublier que la science fonctionnait différemment des sciences sociales. Une bonne partie de leurs efforts des dernières décennies ont consisté à gommer cette idée, à ramener « la science » à « une opinion parmi d'autres ».

Et ça a marché. Dans le dossier du tabac, il a fallu une trentaine d'années avant que les médias généralistes ne se rendent majoritairement compte de leur erreur.

Je dis « les médias généralistes » comme le *Wall Street Journal*, *Le Monde* ou *La Presse*. Ceux-ci recevaient des lettres d'opinion soi-disant spontanées de professeurs et professeures d'université ou de médecins disant, en gros, « il subsiste un doute sur le lien entre tabac et cancer », « la science est faite d'incertitudes »… Et dans le doute, les journaux accordaient un temps de parole égal aux deux « opinions ». En comparaison, les « médias spécialisés » comme *Québec Science* ou l'Agence Science-Presse ne sont jamais tombés dans ce piège. Mais leur influence était de loin moins importante que celle des grands médias.

À un moment donné, les journalistes scientifiques – qui ne sont jamais nombreux dans les médias généralistes, et qui sont même très souvent inexistants – ont fini par convaincre leurs rédacteurs en chef qu'ils se faisaient manipuler. Mais il a fallu attendre pour cela les années 1980.

Or, avec le climat, on est rendu là. On se retrouve depuis peu avec des médias qui ont clairement affiché qu'ils n'accorderaient plus un temps de

parole égal, ni même un temps de parole tout court, aux climatosceptiques (Tourangeau, 2015). *The Guardian* a carrément lancé une campagne de presse sur la lutte aux changements climatiques en 2015.

Est-ce qu'on sacrifie notre neutralité journalistique lorsqu'on prend cette décision? Est-ce qu'on est subjectif? Au sens strict du terme, oui.

Mais de la même façon qu'au sens strict du terme, il est « subjectif » de dire que l'évolution des espèces n'est plus, au 21e siècle, une simple opinion. De la même façon qu'il est « subjectif » de refuser de tendre un micro à ceux qui affirment que la Terre est plate (oui, des gens l'affirment encore).

Vous l'aurez donc compris, je considère que le débat objectivité-subjectivité a dépassé ce stade.

Choisir d'être subjectif face au climat ou au tabac, ça ne signifie pas qu'on accorde une confiance aveugle à la science. Ça ne doit pas être interprété comme une arrogance face à des opinions contraires aux nôtres. Ça veut simplement dire qu'il existe bel et bien une telle chose qu'un fait. « L'eau gèle à zéro degré », ce n'est pas une opinion. L'accumulation croissante des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, ce n'est pas une opinion. Le fait que nous partagions plus de 95 % de nos gènes avec les grands singes, ce n'est pas une opinion.

Et je pense que s'il y a des ponts à construire entre sciences sociales et sciences, s'il y a des points communs à partir desquels on peut envisager un dialogue, ils sont là. Identifier des secteurs du savoir, des concepts théoriques, des faits, sur lesquels tout le monde s'entend. Puis, amorcer un dialogue.

Il devrait par exemple être facile de commencer un inventaire des secteurs du savoir où il y a consensus : vous ne voulez pas croire au réchauffement climatique causé par l'humain, très bien; admettez-vous au moins que la Terre est en train de se réchauffer? Si oui, commençons par là : cela veut dire qu'il y a des données probantes qui font consensus. Lesquelles, et pourquoi? Parallèlement, peut-on s'entendre sur des raisons économiques d'investir davantage dans l'éolien et le solaire?

Imaginez. Aux États-Unis, il existe des défenseurs et défenseuses de l'environnement qui sont parvenus à trouver des terrains d'entente avec des climatosceptiques. Pour protéger une rivière, une forêt, une zone agricole… contre un projet de pipeline. Si ces personnes y sont parvenues, c'est sûrement possible ailleurs.

Il se trouve justement que ce qu'on découvre avec l'ampleur des « fausses nouvelles » et des « faits alternatifs » devrait être un signal d'alarme pour tout le monde, tous secteurs d'activités confondus. Un signal d'alarme selon lequel il existe une série de phénomènes dans l'évolution de l'écosystème de la communication qui nous sont passés sous le nez au cours des dernières décennies. Des phénomènes dont l'influence a été gravement sous-estimée dans les cercles journalistiques, ainsi que dans les cercles universitaires. Des phénomènes dont il va falloir tôt ou tard tenir compte, pour autant qu'on veuille communiquer au-delà des cercles d'amis ou de collègues.

Références

Agence Science-Presse. 2016a. « Une rubrique de vérification des faits : pourquoi? ». 2 mai 2016. http://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2016/05/02/rubrique-verification-faits-pourquoi

Agence Science-Presse. 2016b. « La guerre à la science : le temps de la contre-attaque ». 30 août 2016. http://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2016/08/30/guerre-science-temps-contre-attaque

Agence Science-Presse. 2016c. « Cigarettes, climat et Trump: petite histoire de la désinformation ». 8 décembre 2016. http://www.sciencepresse.qc.ca/blogue/plapointe/2016/12/08/cigarettes-climat-trump-petite-histoire-desinformation

Gauchat, Gordon. 2012. « Politicization of Science in the Public Sphere : A Study of Public Trust in the United States, 1974 to 2010 ». *American Sociological Review* 77(2) : 167–187 http://www.asanet.org/sites/default/files/savvy/images/journals/docs/pdf/asr/Apr12ASRFeature.pdf

Howard, Emma et Damian Carrington. 2015. « Everything you wanted to ask about The Guardian's climate change campaign ». *The Guardian*, 16 mars 2015. https://www.theguardian.com/environment/2015/mar/16/everything-you-wanted-to-ask-about-the-guardians-climate-change-campaign

Pew Research Center. 2008. « A Deeper Partisan Divide over Global Warming ». 8 mai 2008. http://www.people-press.org/2008/05/08/a-deeper-partisan-divide-over-global-warming/

Tourangeau, Pierre. 2015. « Pourquoi il faut fermer la porte aux climatosceptiques ». Radio-Canada, 19 octobre 2015. http://www.ombudsman.cbc.radio-canada.ca/fr/revision-des-plaintes/2015/pourquoi-il-faut-fermer-la-porte-aux-climatosceptiques-les-annees-lumiere/

Réaction et questions de Mélissa Lieutenant-Gosselin

Pour commencer, je dois dire que je ne partage pas certains de vos points de vue sur la science et les faits. Pour moi, il n'y a pas réellement de « faits » absolus au sens où vous semblez l'entendre. Vous dites par exemple :

> Ça veut simplement dire qu'il existe bel et bien une telle chose qu'un fait. « L'eau gèle à zéro degré », ce n'est pas une opinion. L'accumulation croissante des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, ce n'est pas une opinion. Le fait que nous partagions plus de 95 % de nos gènes avec les grands singes, ce n'est pas une opinion.

Bien que je ne qualifierais pas ces affirmations d'opinions, je ne suis pas à l'aise de les présenter comme des vérités absolues. Ces consensus sont bâtis sur des conventions, des outils de mesure, des concepts, tous construits et ancrés dans une histoire bien humaine. Prenons le plus simple et apparemment évident de vos exemples, « l'eau gèle à zéro degré ». D'abord, l'eau salée ne gèle pas à zéro degré, ni l'eau en fort mouvement (pensez aux rapides). En cherchant sur le web quelques secondes, je trouve par ailleurs ce texte dans *Le Monde* (2011) « Pourquoi l'eau ne gèle pas forcément à 0° C » reprenant une étude publiée dans *Nature* (Moore et Molinero, 2011) et des références à l'eau ultra pure qui montrent que les choses sont encore plus complexes.

En outre, il faut rappeler que si l'eau gèle (généralement) à 0° C c'est que l'échelle Celsius établit son « 0 » justement à la fusion/solidification de l'eau (Wikipédia, 2017). En bref, nous (humains) nous sommes entendus pour établir le 0 de l'échelle centigrade (l'ancêtre de l'échelle Celsius) au point

de congélation de l'eau, il est bien normal alors que l'eau gèle (dans les circonstances suffisamment similaires) à 0°C… Il m'apparait s'agir plus d'une convention que d'un fait. Le « fait » serait plutôt que dans des circonstances similaires, l'eau gèle à la même température.

Des faits à « la science »

Tout en tenant à apporter ce bémol, je dois dire que cette présentation des consensus largement acceptés comme des « faits » ne me choque pas tellement. C'est une approximation qui fonctionne généralement. Mon problème tient plutôt à l'élargissement de cette approximation à « la science » et à l'importance que vous accordez conséquemment à la différence entre « la science » et les sciences sociales. Vous dites ainsi que « Les stratèges de l'industrie du tabac ont donc travaillé à faire oublier que la science fonctionnait différemment des sciences sociales ».

Votre phrase donne l'impression que les sciences de la nature se résument à des consensus quasi absolus et incontestables du style « l'eau gèle à 0°C ». Pourtant, vous indiquez vous-même « [qu'il faut] identifier des secteurs du savoir, des concepts théoriques, des faits, sur lesquels tout le monde s'entend. Puis, amorcer un dialogue ». Ce qui laisse supposer qu'il y a des secteurs, concepts, faits qui ne font pas consensus dans la société, mais même en science.

Je suis certaine que vous savez, comme moi, que les consensus (pratiquement) absolus sont rares dans les domaines auxquels s'intéressent les chercheurs et chercheuses (dans la « science en train de se faire » comme le disait Latour, 1995), surtout lorsque l'on considère diverses disciplines.

Prenons l'exemple des OGM, que je connais un peu par intérêt personnel, mais aussi par ma formation de biologiste et d'écotoxicologue. Ces dernières années, les choses nous sont souvent présentées ainsi : les scientifiques s'entendent sur l'innocuité des OGM. Il s'agit à mon sens d'une sursimplification. Je crois que l'on fait référence à une acceptation relativement large de l'absence de preuves fortes d'effets néfastes sur la santé humaine. Tout d'abord, ne pas avoir trouvé de preuves solides d'effets néfastes, ce n'est pas la même chose que de démontrer l'innocuité. Surtout, c'est réduire la question du bienfondé des OGM aux seuls effets sur la santé; c'est oublier, notamment, les risques d'effets écologiques et évolutifs, les effets sur les économies et modes de vie.

Selon mon expérience, la plupart des écologistes et biologistes de l'évolution considèrent en fait l'usage d'OGM en milieu naturel comme risqué. Par exemple, les modifications apportées aux OGM peuvent se transmettre à des espèces sauvages, avec des conséquences bien difficiles à prévoir (Quist et Chapela, 2001; voir aussi Ryffel, 2014 pour plusieurs autres références et contre-références). Les OGM avec pesticides intégrés accélèrent le développement de la résistance (Tabashnik et Carrière, 2017; voir aussi Stauffer, s. d.), accroissant le problème qu'ils sont censés résoudre. L'emploi d'OGM est généralement lié à l'emploi de clones et à la monoculture réduisant la biodiversité alimentaire et, ainsi, les potentiels adaptatifs (bien utiles en période de changements climatiques).

Il me semble ainsi que bien des sujets auxquels s'attaquent les sciences de la nature (« la science ») sont au moins aussi complexes et non réductibles à des consensus largement partagés (des faits, des lois) que les sujets des sciences sociales. En fait, pour moi, l'écologie et l'évolution, par exemple, sont bien plus proches des sciences sociales que de la physique dans leur (in)capacité à tout réduire à des lois (relativement) simples[1]. Ceux et celles qui s'y risquent sont contraints de travailler dans des milieux artificiels qui permettent de contrôler et de limiter les variables en jeu. Or, leurs collègues qui travaillent en milieu naturel trouvent souvent ces études bien intéressantes, mais avec un gros bémol : est-ce vraiment ce qui se passe en nature quand plein d'autres éléments varient[2]?

Dans ce contexte, quelle communication scientifique?

Maintenant que vous comprenez mieux d'où je pars (pour le dire explicitement : je crois à l'existence de la réalité, mais pas à la possibilité de

1. Et n'oublions pas que même en physique, il y a des révolutions scientifiques…
2. Un exemple : les femmes (humaines) et les femelles épinoches à trois épines (petits poissons) qui semblent, en laboratoires, choisir leur partenaire selon leur niveau de distinction au complexe majeur d'histocompatibilité (CMH – important dans l'immunité) (article ayant, à ma connaissance, lancé le bal chez l'humain : Wedekind *et al.*, 1995). Hum… Dans la « vraie vie », les femmes ne font pas que sentir les hommes… Elles leur parlent et les regardent, notamment. Et les hommes se lavent, se parfument, etc. (ce qui n'était pas permis dans l'étude en question). Les femelles épinoches, quant à elles, se fient aussi sur la coloration et l'emplacement du nid (préparé par le mâle). Donc, si ces études sont très intéressantes, il est difficile de savoir ce qu'elles veulent dire « dans la vraie vie ». De nombreuses études ont été conduites depuis avec des résultats variés.

la traduire de manière unique et fidèle : notre perception de la réalité est toujours construite et partielle), je précise être très intéressée par votre texte. Je partage votre rejet de la communication scientifique comme une simple transmission de connaissances et j'aime votre idée de trouver des terrains d'entente et des accroches adaptés aux différents publics.

Aussi, j'aimerais profiter de vos lumières de journaliste scientifique, sans renier ma posture quant aux sciences et à la réalité. À cet effet, j'ai quelques questions pour vous :

1. D'un point de vue de la communication et de la persuasion, croyez-vous que les chercheurs et chercheuses doivent nécessairement présenter leurs recherches et, plus largement, les connaissances scientifiques comme des certitudes, des « faits absolus », pour ne pas nourrir le doute envers les sciences? Outre le problème de malhonnêteté intellectuelle que cela poserait pour les personnes qui, comme moi, n'y croient pas, ne risque-t-on pas d'engendrer un rejet encore plus grand puisque la plupart (toutes, à mon avis) des connaissances scientifiques ne peuvent passer un tel test (et c'est, je crois, ce qu'exploitent les marchands du doute, cigarettiers et autres propétrole)? Qu'en pensez-vous?
2. Peut-on envisager une autre avenue? Qui serait de maintenir notre intégrité en défendant les connaissances scientifiques (et nos résultats de recherche) comme plausibles, probables, voire largement acceptées. Les chercheurs et chercheuses deviendraient alors des experts comme les autres (mécaniciennes, infirmières, cuisiniers, etc.) détenant non pas la vérité, mais une opinion éclairée – je reprends ici votre terme. Qu'en pensez-vous?
3. Enfin, à l'Association science et bien commun, nous misons sur plus de transparence (libre accès aux publications et aux données, réflexivité et honnêteté professionnelle) et plus de participation du public en sciences (sciences collaboratives, recherche-action, *citizen science*, etc.) pour favoriser la communication et l'appropriation des sciences, de même que leur saine critique. Croyez-vous que ce puisse être une approche efficace pour aller chercher un plus large public? Sommes-nous trop naïfs et naïves?

Références

Bruno Latour. 1995[1987]. *La Science en action*, Paris : Gallimard.

Le Monde et l'Agence France Presse. 2011. « Pourquoi l'eau ne gèle pas forcément à 0°C », *Le Monde*, 24 novembre 2011. http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/11/24/pourquoi-l-eau-ne-gele-pas-forcement-a-0-c_1608334_3244.html

Moore, Emily B. et Valeria Molinero. 2011. « Structural transformation in supercooled water controls the crystallization rate of ice ». *Nature* 479 : 506-508.

Quist, David et Ignacio H. Chapela. 2001. « Transgenic DNA introgressed into traditional maize landraces in Oaxaca, Mexico ». *Nature* 414 : 541-543.

Ryffel, Gerhart U. 2014. « Transgene flow: Facts, speculations and possibles countermeasures ». *GM Crops Food* 5(4) : 249-258. https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5033179/

Stauffer, Caroline. s. d. « Farmers Say GMO Corn No Longer Resistant to Pests », *Scientific American*. https://www.scientificamerican.com/article/farmers-say-gmo-corn-no-longer-resistant-to-pests/

Tabashnik, Bruce E. et Yves Carrière. 2017. « Surge in insect resistance to transgenic crops and prospects for sustainability ». *Nature Biotechnology* 35(10) : 926-935. https://www.nature.com/articles/nbt.3974

Wedekind, Claus, Thomas Seebeck, Florence Bettens et Alexander J. Paepke. 1995. « MHC-dependent mate preferences in humans ». *Proceedings of the Royal Society of London: Series B* 260 : 245-249. http://www.drjoebio.com/uploads/1/8/1/3/1813500/mhc_mate_preference_smell_t_shirts.pdf

Wikipédia. 2017. « Degré centigrade ». Consulté le 25 septembre 2018. https://fr.wikipedia.org/wiki/Degr%C3%A9_centigrade

Réponses de Pascal Lapointe

Si on n'arrive pas à s'entendre sur le fait que le point de congélation de l'eau est un fait solide (l'eau de source, pas l'eau salée, on est d'accord), alors on est en plein au cœur du problème que je voulais souligner : c'est non seulement une façon de couper le dialogue avec les scientifiques, mais, pire, ça risque d'amplifier la désinformation et de nuire plutôt qu'aider à tous nos efforts, les vôtres et les nôtres, pour amener les citoyens et citoyennes à être plus critiques.

Je ne vous apprendrai rien si je vous dis que pour une grande partie du public, il y a une confusion entre le fait et l'opinion. « Si j'y crois, c'est que c'est vrai ». Confusion qui est entretenue à dessein par ceux et celles qui ont intérêt à l'entretenir, la caricature étant Trump et son réflexe de qualifier de « fausse nouvelle » tout texte qui émet une opinion qu'il n'aime pas.

Dans le domaine qui est le mien, cela se traduit par exemple par un grand nombre de lecteurs et lectrices de journaux qui ne font pas la distinction entre la chronique, qui est un texte d'opinion, et le reportage qui se base sur des faits. Dans un domaine qui est à la frontière entre le vôtre et le mien, cela se traduit par un grand nombre de lecteurs et lectrices qui croient qu'un chercheur ou ou qu'une chercheuse qui écrit dans la revue *Nature* ou dans *Le Devoir*, c'est la même chose : tous deux ont émis une opinion.

Oui, on part vraiment d'aussi loin que ça. En conséquence, lorsque vous me demandez si je crois que les scientifiques doivent présenter leurs recherches comme des « faits absolus » pour « ne pas nourrir le doute envers les sciences », je vous réponds que bien sûr que non, et que je n'ai même jamais, en 25 ans de journalisme, suggéré une pareille chose. Là n'est pas le problème que je pointe du doigt ici.

Ce problème, c'est que dans mon univers, je suis devant un public avec lequel je dois partir d'aussi loin que de rappeler qu'un fait, ça peut être vérifié alors qu'une opinion, ça ne peut pas l'être – mais les faits sur lesquels prétend s'appuyer l'opinion, eux, peuvent l'être.

Certes, dans votre perspective de réflexion universitaire, vous pouvez et vous devez aller plus en profondeur que ça. Il vous faut inventer un vocabulaire qui permette de tenir compte du fait que toute la science ne fonctionne pas de manière uniforme.

Mais avant que ce vocabulaire ne se soit répandu dans la population, il faudra peut-être quelques générations et en attendant, dans l'univers de la communication que j'occupe, seulement faire comprendre la différence entre un fait et une opinion constituerait déjà un gros progrès. Parce que dans cet univers, je suis confronté à des climatosceptiques, à des créationnistes et à des partisans de la Terre plate qui sont extrêmement heureux de profiter de la fenêtre que vous leur ouvrez toute grande : ce qu'ils et elles entendent, c'est que des universitaires accréditent leur idée voulant que la Terre ronde ne soit pas un « fait », donc « juste une opinion ». Une opinion qui devrait, en conséquence, être traitée dans les médias et dans les écoles sur un pied d'égalité avec « les autres opinions ».

Vous rappelez dans votre troisième question que votre intention est de faire davantage participer le public à la production et à l'appropriation du savoir : une ambition que j'ai toujours partagée, encouragée. Je ne vois pas en quoi c'est contradictoire avec le fait d'enseigner à ce même public qu'il existe une différence entre la biologiste en vous, dont les conclusions s'appuient sur des données probantes, et un créationniste qui possèderait aussi une formation en biologie.

Je rêve du jour, peut-être comme vous, où il y aura de nouveaux mots acceptés par l'Office québécois de la langue française, pour désigner différents degrés dans la solidité d'un fait. Mais en attendant, avec le vocabulaire limité dont nous disposons, c'est ajouter à la confusion si on laisse planer l'impression que le gel de l'eau à zéro degré n'est pas un fait, mais une construction sociale sous le prétexte que les Celsius sont une construction sociale. C'est détourner le sens de l'affirmation initiale, parce que vous savez vous aussi que même si on transpose la mesure des Celsius en Fahrenheit ou en Kelvin, le résultat final sera le même : l'eau gèlera au même seuil et s'évaporera au même seuil.

Tout comme la Terre ronde n'est pas une opinion d'égale valeur à la Terre plate. Tout comme l'évolution des espèces n'est pas une opinion d'égale valeur à la création biblique. Tout comme « l'opinion » des climatologues n'est pas d'égale valeur à celle des climatosceptiques. À l'intérieur des propos des deux camps s'insèrent évidemment des constructions sociales, mais ça n'affaiblit pas le fait que l'un des deux camps s'appuie d'abord sur des données probantes, et l'autre sur ses croyances.

Et j'ai beau parler tout au long de cette réponse de « mon univers » de journaliste, je pense que tout ceci vaut aussi pour votre univers de

chercheuse. Vous voulez jeter un pont entre sciences et sciences sociales et nous sommes à une époque où ces deux cultures ont désespérément besoin de tels ponts. Or, c'est perdu d'avance si vous donnez l'impression que vous n'auriez aucun problème devant les arguments d'un créationniste ou d'un partisan de la Terre plate. Vous arriverez à jeter de tels ponts – nous y arriverons – en proposant un vocabulaire qui accrédite le fait que tout n'est pas réductible à une construction sociale. Qu'il existe des bases solides qui font consensus et à partir desquelles on peut construire un dialogue.

Pour citer :

Lapointe, Pascal et Mélissa Lieutenant-Gosselin. 2019. « Les faits, les sciences et leur communication. Dialogue sur la science du climat à l'ère de Trump ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre?* Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 8, pp. 113-133. Québec : Éditions science et bien commun.

PARTIE II

L'INSOUTENABLE NEUTRALITÉ SCIENTIFIQUE

9. L'amoralité du positivisme institutionnel

L'épistémologie du lien comme résistance

FLORENCE PIRON

Pourquoi l'exigence de neutralité est-elle si puissante, même hégémonique, dans le régime mondialisé des sciences et des savoirs contemporains[1], alors que les preuves du caractère intéressé, situé et engagé du travail scientifique ne cessent de s'accumuler, que ce soit en sciences sociales ou en sciences du vivant et en technologie[2]? Pourquoi ce que j'interprète comme l'interdiction normative faite aux scientifiques d'évoquer, au cœur des savoirs qu'ils et elles produisent, leurs valeurs et donc leur subjectivité et leur ancrage dans un corps, une histoire et un contexte est-elle si nécessaire pour confirmer la scientificité ou le caractère savant/universitaire de leur travail? Que signifie l'obligation ressentie par ceux et celles qui aspirent au statut de « scientifique » de se débarrasser, dans leur travail de création de connaissances, de ce qui fait d'eux des êtres humains (leur humanité) afin de laisser toute la place à leur raison scientifique, présumée « froide », rationnelle et sans « biais » affectif ? Et surtout quel est l'effet de cette injonction sur la science, la pensée et le monde?

On peut aborder ce questionnement de manière épistémologique, socio-historique ou même politique. Dans ce texte écrit sur plus de deux ans[3], c'est surtout du point de vue éthique que je souhaite poser ces questions. L'éthique, dans mon vocabulaire de professeure d'éthique, est l'art réflexif,

1. Par « régime mondialisé », j'entends non seulement l'extension aux ex-territoires colonisés du régime scientifique d'origine européenne, mais aussi l'hégémonie actuelle de l'économie du savoir sur toute la planète, bien que moins affirmée dans les pays qui n'ont pas encore de politique scientifique bien financée, notamment en Haïti et en Afrique francophone subsaharienne.
2. Ne serait-ce que les liens entre les compagnies pharmaceutiques et la recherche biomédicale, entre les compagnies agroalimentaires et la recherche sur les OGM, entre la recherche statistique et la gestion publique, etc.
3. Ce texte est issu de trois conférences : une première rédigée pour un colloque de l'ACFAS en 2016 sur l'éthique et le débat public (https://www.acfas.ca), une seconde pour notre colloque à l'ACFAS 2017 sur la neutralité et la troisième pour les États généraux de l'enseignement supérieur à Montréal en mai 2018.

critique, relationnel, ancré et contextuel de l'interprétation des valeurs qui sous-tendent nos actions, individuelles et collectives, et nos institutions, et leur donnent un sens[4]. Depuis le début de mes études, je réalise ainsi que je suis profondément choquée par l'amoralité et l'effacement des valeurs que préconise le cadre normatif hégémonique positiviste, surtout en sciences sociales et humaines. Alors que les inégalités, en particulier entre les pays du Nord et ceux des Suds ou à l'intérieur de ces pays, ne cessent de croître et que, dans le monde occidental actuel, le souci d'autrui parait très déprécié par rapport au culte de la concurrence propre à la pensée néolibérale, je trouve cette amoralité insensée, quoique prévisible. Je voudrais, dans ce texte librement philosophique, faire comprendre aux lecteurs et lectrices ma position selon laquelle la grande séparation entre la pensée, l'éthique et la psyché (la subjectivité) qui caractérise le triomphe de la pensée scientifique moderne et qui perdure sous la forme de l'amoralité revendiquée par le positivisme institutionnel est une tragédie ou une catastrophe pour notre monde commun et son avenir.

Ce texte est une étape d'une réflexion sur le triangle savoir, pouvoir et éthique qui a débuté dès mes études parisiennes de philosophie et qui s'est nourri de multiples échanges que j'ai eus avec tant de personnes depuis près de 30 ans que je ne peux les nommer. Ces dernières années, mon travail de recherche-action dans plusieurs universités d'Afrique francophone subsaharienne et d'Haïti a permis d'y ajouter plus clairement la perspective de la justice cognitive (Piron *et al.*, 2016a) et de la décolonialité. Je veux remercier du fond du cœur les nombreux collègues de ces pays avec qui j'essaie de construire « une autre science possible » au sein du réseau SOHA (Science ouverte en Haïti et en Afrique; Piron *et al.*, 2016b).

Je souhaite préciser ici que, dans ma façon d'écrire, la distinction entre le Nord (ou l'Occident) et le(s) Sud(s) ne renvoie pas à un cadrage géographique ou culturel, mais évoque avant tout les séquelles encore brûlantes de la colonisation souvent très violente d'une partie du monde par une autre – séquelles qui perdurent dans le racisme, les inégalités économiques et sociales, les migrations forcées, les discours haineux et tant d'autres conflits

4. Ce n'est donc pas du tout la même chose que la déontologie qui vise l'obéissance des sujets à une série de prescriptions et de proscriptions normatives générales visant à produire des bons « comportements » et à limiter les inconduites par des menaces de sanction. De ce point de vue, la déontologie n'est pas une affaire d'éthique, mais de régulation des comportements.

du monde actuel. Dans mon vocabulaire, le Nord est le cœur européen/européo-descendant du projet colonial (et de la modernité qui s'est construite sur ce projet), alors que le Sud désigne les régions du monde, les peuples et les cultures qui ont subi ce projet colonial d'une manière ou d'une autre et qui peinent toujours à s'en remettre[5]. Autrement dit, le « Nord » n'a de sens que par rapport au « Sud » : ils sont définis ensemble par leur histoire commune et leur présent partagé qui est l'effet de ce qui les relie. Si j'utilise plus souvent le couple « Nord/Sud » en remplacement des duos discrédités « développé/sous-développé » (Escobar, 2000) ou « Occident/Orient » (Said, 1980) , c'est en fait le duo « (ex)colonisateur/(ex)colonisé » que j'ai à l'esprit. Mais ce dernier duo est très difficile à utiliser puisque, pour certains, la colonisation est officiellement terminée alors que pour d'autres, elle n'a jamais vraiment cessé (Escobar et Restrepo, 2009)… Si je laisse « le Nord » au singulier, tout comme « l'Occident », c'est que ce mot désigne pour moi le cœur du projet colonial. Il correspond aussi au « centre » du système-monde hégémonique né de la colonisation puis de la globalisation. En revanche, les différences entre les ex-colonies ou territoires qui ont été sous influence coloniale sont tellement flagrantes d'un continent à l'autre et même d'une région à l'autre à l'intérieur de ces pays que la mise au pluriel de « Sud » me semble inévitable. Pour désigner les groupes sociaux victimes de colonialisme ou d'oppression à l'intérieur des pays du Nord, notamment en Amérique du Nord, j'utilise l'expression anglicisée « Nord exclu » (Openjuru *et al.*, 2015).

En réponse à une remarque issue d'une évaluation de ce texte, j'ajoute que ma volonté de toujours nommer ou évoquer cette fracture Nord-Suds dans mon écriture a une finalité pédagogique et politique, celle de réveiller la conscience – parfois endormie au Nord – de ces séquelles très contemporaines d'une histoire que certains aimeraient reléguer très loin dans le passé ou dans l'espace. C'est pour moi une manière de refuser le déni des liens que la violence coloniale entretient avec les violences contemporaines et de rappeler que nous vivons toujours avec elle, surtout dans les pays des Suds et le Nord exclu.

5. Selon Levenson (2015), seuls cinq territoires devenus des pays n'ont jamais subi d'influence européenne, car même la Chine a connu une semi-colonisation par le biais des comptoirs et concessions installés sur son territoire ancestral.

La question éthique de notre époque : dans le monde néolibéral, préserver la conscience des réseaux d'interdépendance qui nous unissent

Le point de départ de mon argumentation est en fait le résultat d'une réflexion et d'un engagement nés il y a très longtemps (Piron, 1996, 2017b). C'est l'idée que le monde actuel, par-delà son infinie complexité et diversité, est fragilisé et menacé par une catastrophe ou une tragédie d'ordre éthique qui a d'innombrables retombées, y compris la catastrophe environnementale qui se profile pour tous, au Nord comme dans les Suds. Au cœur de cette tragédie éthique contemporaine de l'Occident se trouve selon moi la dévalorisation continuelle du souci d'autrui ou de la « responsabilité pour autrui[6] », de la sollicitude ou du *care*, en somme de cet élan de soi vers l'autre qui est pourtant le fondement de toute vie collective heureuse, épanouie et harmonieuse, dans un environnement hospitalier. Cette catastrophe éthique, si bien décrite par Bauman (1993, 2001), est moins visible et présente dans la conscience collective que la catastrophe écologique désormais bien médiatisée (Editorial Board, 2018). Mais j'en vois des traces continuellement dans l'actualité politique, économique et sociale, dans des témoignages, des récits, des romans, des films, même des blagues douces-amères, dans la « psycho-pop », sur Twitter, etc., bien que souvent en creux, à travers l'expression d'un manque, d'une nostalgie imprécise pour une forme perdue de rapports humains.

Il ne s'agit pas d'affirmer que le souci d'autrui a disparu, bien au contraire, ne serait-ce que parce que, partout dans le monde, des enfants continuent à naître et à grandir dans l'affection de leur famille qui est le creuset de l'apprentissage du souci d'autrui. Mais la culture hégémonique du monde occidental le dévalorise et en fait un détail charmant, « rafraichissant » ou naïf de la vie personnelle, plutôt féminin ou maternel, lié à la personnalité ou au caractère (la « gentillesse », la « bonté »), en somme au monde privé. Le désir de donner priorité au souci d'autrui dans les pratiques ou les décisions publiques est souvent considéré comme tout juste bon pour le monde vaporeux des contes de fées et des « bisounours »[7], et non comme un enjeu

6. Terme issu du vocabulaire proposé par Lévinas (1984).
7. Expérience vécue : un homme qui m'écoutait dire ce genre de propos m'a dit que ce n'était pas sérieux, que ce n'était que des histoires de « bisounours » (personnages de dessins animés pour bébés).

majeur du monde présent. Quelques récompenses honorent régulièrement des actes altruistes dits héroïques, mais cette valorisation est d'une infinie légèreté en comparaison de la survalorisation constante de l'individu, de ses intérêts et de ses droits, contre le « risque » ressenti de phagocytage par autrui et par ses demandes éventuelles, jugées potentiellement menaçantes, envahissantes, inutiles et entravantes. C'est ainsi que le souci pour autrui et pour son bien-être est présenté comme équivalent au risque de perte de liberté, d'emprise d'autrui sur la liberté de chacun. Les liens relient, mais attachent et étouffent aussi…

Cette survalorisation de l'individu – dans les médias, les systèmes éducatifs ou les programmes politiques, par exemple – se fait aux dépens de la conscience de l'interdépendance fondamentale et des liens qui nous unissent à autrui, qu'ils soient ou non gratifiants, sans lesquels chacun et chacune de nous ne pourrait pas vivre : qui a cultivé ce que je mange? Qui a fabriqué ce qui m'habille? Qui a construit le chemin où je vais? Qui a écrit les livres qui m'enseignent? Qui a imaginé la machine sur laquelle je travaille? Qui a protégé l'arbre qui m'ombrage? Des personnes inconnues, mais dont mon existence dépend à chaque seconde. Le souci d'autrui n'est donc pas seulement le souci du bien-être de mes proches, de ceux et celle que j'aime – ce qui en serait une interprétation égocentrée et donc individualiste –, ni même l'aide concrète apportée à des personnes en situation de vulnérabilité. C'est aussi un engagement à agir pour que chaque personne sur la planète puisse prendre soin de ses proches dans un monde de paix et de justice (sans guerre ni violence) et contribuer par son action (son travail) à nourrir les liens d'interdépendance qui la soutiennent et qui nous soutiennent tous. Une des évaluatrices de ce texte ajoute ceci : « Ces exemples me font penser à l'expression *ne tuma* en mooré (langue du Burkina Faso), qui signifie « bon travail », et que l'on dit quand on croise une personne qui travaille, justement parce que son travail participe au bien-être de la collectivité : souhaiter « bon travail », c'est reconnaître cette interdépendance ». C'est en ce sens que, pour moi, le souci d'autrui est un souci pour l'ensemble des humains et pour la nécessaire coopération qui rend le monde vivable pour tous et qui permet de préserver ensemble la planète où nous habitons et ses ressources.

Que serait le contraire du souci d'autrui? J'ai fini par penser que ce n'est pas tant la haine, par exemple celle qui se manifeste actuellement dans certains contextes contre les personnes migrantes et qui est somme toute plutôt rare même si elle est spectaculaire, que l'indifférence, c'est-à-dire la

capacité de ne pas être touché-e ou intéressé-e par ce qui se passe dans le monde ou même autour de nous, notamment par les manifestations de cette haine contre les migrants et les migrantes. Une telle attitude privilégie le monde privé – privé des autres! L'indifférence à autrui me semble donc désigner une forme d'anesthésie politique (Fassin, 2006) et d'aveuglement, plus ou moins conscient et volontaire, aux liens d'interdépendance qui nous relient les unes aux autres. Dans mon travail, j'ai essayé de montrer dans deux articles les conséquences, tragiques à mes yeux, de la banalisation de l'indifférence comme mode de rapport à autrui, notamment dans le management (Piron, 2003) et dans les services sociaux (Piron, 2019).

L'apogée de l'individualisme occidental[8] est bien sûr incarnée par le néolibéralisme dans lequel le monde occidental baigne depuis les années 1980 (Brown, 2004). Sur le plan éthique, je considère le néolibéralisme comme un système de valeurs qui promeut une manière de penser, d'agir et de faire des choix de vie dont le cœur (froid) est le culte de la compétition et de la concurrence entre individus déconnectés de leurs liens avec autrui (sauf de leur famille nucléaire en tant qu'unité de consommation principale). Dans cette vision du monde où la société n'existe pas (dixit Margaret Thatcher) ou alors ressemble à un (super)marché ravissant les consommateurs, les individus sont considérés et en viennent à se considérer comme des unités vivantes situées en dehors de tous rapports sociaux historiques, mues seulement par leur intérêt, en compétition les unes avec les autres pour obtenir ce qu'elles désirent et qui ne s'associent à autrui et ne collaborent que pour favoriser cet intérêt ou leur plaisir. Pensons à cette méfiance institutionnalisée dans les transports en commun qui nous amène à éviter de croiser le regard de nos voisins temporaires et à se méfier de ceux et celles qui nous sourient et nous parlent : « tu es qui, toi? Que me veux-tu? ». Pensons aussi à toutes ces personnes qui réclament moins d'État et moins d'impôt tout en se plaignant de la baisse de qualité des services publics…

Sous l'influence de cette idéologie, les actions généreuses et altruistes[9], les efforts de pensée et d'action collectives, notamment proposés par les

8. Plusieurs discussions que j'ai avec de jeunes Africains montrent bien qu'il existe d'autres variantes de l'individualisme…
9. Deux adjectifs qui ont hélas perdu beaucoup de sens dans notre monde, au point qu'une des évaluations de mon article les associe à des rapports « condescendants et hiérarchiques » et suggère de ne pas les utiliser… Je voudrais plutôt essayer de

partis politiques progressistes, et les communs qui se constituent un peu partout (Coriat, 2015; Bollier, 2014; Orsi, Rochfeld, et Cornu-Volatron, 2017) sont vite (dis)qualifiés d'idéalistes ou de fantaisistes, en tout cas de « pas sérieux, pas crédibles ». Un cynisme généralisé, devenu routinier et banal, accompagne la marée du néolibéralisme et contribue à sa perpétuation, car il éteint toute velléité de contester ou de vouloir transformer les choses : « c'est inutile et impossible », se disent les individus néolibéraux qui ne voient plus, ne pensent plus, ne comprennent plus le « collectif » et le pouvoir d'agir que donnent les liens avec les autres, le fait de se sentir comme élément d'un tout qui peut agir et transformer le monde parce qu'« ensemble »[10]. Certains ne ressentent ce collectif que lorsqu'ils se sentent menacés par un phénomène comme l'immigration, vue comme une source de concurrence. La pensée du collectif ou plutôt de l'interdépendance étant devenue hypotrophiée (sauf parmi quelques « naïfs » courageux, comme les militants et militantes des communs), elle ne peut donc pas, ne peut plus, être vue comme une option alternative au néolibéralisme.

Or cette non-conscience ou cette non-reconnaissance des multiples réseaux d'interdépendance qui nous relient les uns aux autres peut être fatale à notre monde si elle conduit à la destruction même de ces réseaux. N'est-ce pas le cœur du problème environnemental actuel? À force d'ignorer la dépendance de l'humanité envers la planète qui l'abrite, le lien a été brisé et la planète semble se mourir. Inversement, la conscience de l'interdépendance peut faire naître un désir de solidarité, de coopération et de commun qui tend à renforcer les réseaux et le vivre-ensemble.

Développer cette conscience chez mes étudiants et étudiantes est le cœur de mon enseignement en éthique de la communication. Ce dernier mise sur le développement de la réflexion éthique de chaque personne dans sa singularité, tout en la sensibilisant à la dimension collective de la vie dans la cité. Voici un témoignage qui rend bien compte de ce que j'essaie de transmettre dans ce cours :

redonner à ce vocabulaire désignant des qualités individuelles une dimension plus éthique et collective afin de pouvoir l'utiliser pour décrire de manière fine cet élan de soi vers autrui que je cherche à revaloriser.

10. Le mouvement des gilets jaunes de la fin 2018 en France est-il une redécouverte spontanée de ce pouvoir ?

> Ce cours m'a permis de me recentrer vers ce qui importe vraiment, notre vie au sein de la collectivité. J'ai compris que l'individualité doit impérativement être conjuguée avec la communauté sans quoi notre développement est impossible. Cette collectivité rime d'ailleurs avec une richesse inouïe que l'on doit embrasser chaque jour en s'ouvrant aux autres, en les écoutant, en les comprenant et en les aimant comme ils sont. Ce cours m'a appris à voir autrement en élargissant mes horizons et en me faisant voir à quel point chacun d'entre nous a la force et la capacité d'aider et aimer son prochain. Ce cours m'a redonné l'espoir d'un monde meilleur. D'un monde dans lequel il est possible de tendre la main et d'aider les autres à aspirer à mieux, au bien commun.

Cette conscience fondamentale des rapports à autrui ne tombe toutefois pas du ciel ou ne nait pas de quelques heures de cours. Elle vient de notre expérience, de notre ancrage dans un contexte et dans une histoire qui donne un sens à notre vie et qui n'est pas du tout incompatible avec l'aspiration individuelle à l'épanouissement et à l'émancipation.

C'est à force d'enseigner, de réfléchir et de vivre que je comprends de mieux en mieux que toute réflexion éthique est nourrie par la rencontre de l'âme (la conscience, les valeurs, ce qui compte pour la personne dans sa singularité la plus absolue) avec l'Autre, son « visage et sa demande de réponse », comme l'écrit Lévinas (1984). Nous sommes tous singuliers et le fruit des liens, proches ou lointains, qui nous unissent aux autres. Ces liens non seulement sont souvent invisibles, mais ils sont fragiles, comme en témoignent les guerres, expériences radicales et déshumanisantes de la rupture de ce lien fondamental d'interdépendance.

D'ailleurs, c'est d'une histoire de guerre que me vient probablement cette conscience aiguë de la condition humaine interdépendante, notamment de l'histoire de l'une de mes deux grands-mères juives parisiennes. Dès 1940, elle a fui en France libre avec ses enfants et ses parents. Ses six années de guerre ont été marquées par des dénonciations, mais aussi, comme elle me l'a raconté d'innombrables fois pendant mon enfance, par la générosité d'hommes et de femmes qui les ont cachés, hébergés, nourris, au risque de se faire dénoncer eux-mêmes. J'ai donc toujours su que mon existence a tenu à la capacité de certaines personnes, juives ou non, à faire passer avant la peur et l'égoïsme leur sens de l'autre, leur sens d'habiter dans un monde partagé dans lequel tout le monde sans exception était attaqué par la violence

de la guerre et de l'exclusion. Comment naître de cette histoire sans être amenée à se sentir totalement liée à autrui, protégée par d'innombrables réseaux d'interdépendance sans lesquels on n'est rien, mais aussi menacée par la destruction de ces liens, que ce soit par la pensée techniciste managériale ou par l'apologie de l'hyperindividualisme? Comment ne pas vouloir, toujours et sous n'importe quelle forme, prendre soin du lien à autrui dans la cité qu'on habite, se préoccuper de la justice de nos institutions, haïr la guerre, la violence, le rejet, le racisme et toutes les autres formes d'exclusion ou de discrimination?

J'ai écouté récemment un reportage sur Ben Ferencz, un procureur de Nüremberg et grand militant pour la paix, âgé de 97 ans[11]. Je retiens trois choses de ses propos. En décrivant une brève image issue de ce qu'il avait vu pendant son travail d'enquêteur sur les crimes de guerre en 1945, des larmes ont jailli de ses vieux yeux, comme s'il y était encore. Elles ont fait jaillir les miennes instantanément, sans grand discours ou images émouvantes, sa peine touchant la mienne. Ensuite, il a expliqué ce qu'il avait compris de mieux en mieux au fil de sa vie et de son engagement pacifiste : c'est la guerre et sa violence qui transforment une personne « normale », capable d'aimer son prochain, en un monstre tueur, dénué de toute moralité. Les tueurs avaient des visages vides à leur procès, raconte-t-il, ils étaient déshumanisés parce qu'ils ont été coupés par la guerre de cette partie humanisante de leur âme qui s'ouvre à l'autre. Je me suis mise à penser. La guerre est un état du monde où le sens moral est éteint, détruit. Pourquoi? Parce que, quels que soient les concepts ou les théories, le sens moral ne peut naître que d'une forme de rapport à autrui qui le respecte dans sa dignité, le considère comme une fin en soi, comme un *alter égo*, comme un autre soi-même. Le souci de soi, le souci de l'autre sont détruits par la guerre qui vise la destruction de l'autre. Finalement, Ben Ferencz a expliqué son infinie énergie pour combattre la guerre et la violence, notamment en contribuant à créer la Cour pénale internationale, par son sentiment profond d'avoir raison, de mener un juste combat. Il récuse complètement l'idée de la journaliste américaine qui l'interviewe et laisse entendre qu'en tant que pacifiste, il est naïf. Il répond qu'il est au contraire très réaliste car il sait ce que la guerre fait à l'humanité,

11. https://www.cbsnews.com/news/what-the-last-nuremberg-prosecutor-alive-wants-the-world-to-know/

il l'a vu de près. Sachant le prix que la déshumanisation guerrière fait payer aux humains, il ne peut rester les bras croisés dans le cynisme ou le découragement. Ça prend du courage pour ne pas se décourager, dit-il.

Dans ces quelques minutes captées au hasard de Facebook, ma réflexion sur ce qu'est la moralité, le risque de déshumanisation, le courage moral et l'impératif de l'engagement a été nourrie de manière remarquable à la fois par des larmes (de l'affect) et de la pensée. J'ai revu très clairement, une fois de plus, les risques que l'amoralité, c'est-à-dire la rupture déshumanisante du souci d'autrui sous la forme de l'indifférence, fait peser sur notre monde, que ce soit dans la violence physique de la guerre ou dans la violence morale du néolibéralisme. Tout type de rencontre avec autrui, même virtuelle, et la réflexion ainsi suscitée sont essentiels au maintien de notre propre « humanité », nourrie par notre capacité de résonance (Rosa, 2018) : la sensibilité à l'autre qui nourrit la sollicitude, l'empathie, l'amour, mais aussi le désir de justice.

La neutralité axiologique, un pilier du positivisme institutionnel

Entrons maintenant dans le monde de la recherche scientifique pour y suivre la trace de l'injonction de neutralité axiologique[12] et ses effets. Cette injonction est explicitement normative puisqu'elle indique ce qu'il est bien de faire, ce qui doit être fait. Dans mon interprétation, cette injonction impose aux scientifiques de taire et de cacher leurs valeurs et leurs positions personnelles et d'aborder leur travail professionnel (créer, publier et transmettre des connaissances scientifiques) de manière neutre, c'est-à-dire sans privilégier telle ou telle position, tel ou tel angle.

Plus précisément, l'injonction de neutralité axiologique demande aux scientifiques de distinguer deux dimensions dans leur activité cognitive (ou « esprit ») : la dimension « scientifique-rationnelle » et la dimension « subjective », singulière, personnelle. Elle leur demande ensuite de les séparer dans le processus dit de la « méthode scientifique » qui ne considère que la première dimension et demande aux chercheurs et chercheuses de

12. Ce concept bien connu en sciences sociales a été formulé par Max Weber, dans *Le savant et le politique*, mais est devenu ensuite une norme scientifique et c'est de cette dernière manière que je le considère ici.

contrôler, pour mieux les exclure de leur travail, quatre éléments de la seconde : les émotions et le corps qui les exprime, les intérêts personnels liés à la position sociale occupée, les expériences liées à l'identité et les engagements politiques ou sociaux. En effet, la présence incontrôlée d'au moins un de ces éléments dans le processus scientifique pourrait en compromettre la pureté et « biaiser », c'est-à-dire déformer, les résultats du travail scientifique en favorisant tels ou tels intérêts ou valeurs, en particulier dans les textes qui en rendront compte. Cette séparation et l'exclusion de la subjectivité sont vues comme la condition de l'accès possible de l'esprit humain à la vérité, c'est-à-dire à la coïncidence entre les mots de la science et les choses du réel. Elles sont donc désignées comme des conditions nécessaires de la scientificité des connaissances qui se revendiquent comme scientifiques, à la différence des autres.

Avant de faire la critique politique, épistémologique et éthique de cette injonction, je voudrais ici réfléchir sur ce qui en fait la force, au point qu'elle terrorise nombre de (jeunes) scientifiques, y compris en sciences sociales et humaines : ils et elles ont constamment peur d'être « biaisés » et de ne pas faire de la « bonne recherche », c'est-à-dire – du point de vue de ce cadre normatif – de la recherche objective et neutre (et qui pensent bien souvent que seules les données quantitatives constituent une barrière efficace à ces biais). Je me souviens en particulier de l'angoisse d'un jeune chercheur haïtien qui voulait travailler sur la maltraitance des enfants en Haïti et qui se demandait si son implication très active dans une association de lutte contre cette maltraitance le disqualifiait même de vouloir faire une thèse sur ce sujet.

La force symbolique de l'injonction de neutralité axiologique vient de ce qu'elle fait partie d'un cadre normatif plus large qui encadre le fonctionnement de presque toutes les institutions universitaires publiques contemporaines, au Nord et dans les Suds (pour des exceptions, voir Hall, Jackson et Tandon, 2016), mais aussi de l'école primaire et secondaire (sauf peut-être les écoles dites alternatives). Ce cadre normatif, que j'appelle « positiviste », est basé sur la séparation fondamentale et abyssale entre les « sachants » (les maîtres) et les autres, les premiers dominant symboliquement les seconds au nom de leur accès privilégié au savoir de type savant ou scientifique, dévalorisant en contrepartie tous les autres savoirs et toutes les autres épistémologies (manière de connaître et de créer des savoirs). Rappelons que le positivisme (tautologique) dont Herbert Spencer (Mercier, 1898) était le chantre consistait précisément à faire accepter que les savoirs qui en découlent de la méthode

scientifique soient supérieurs aux autres puisque celle-ci donnerait un accès privilégié à la vérité (unique). Le positivisme est une posture épistémologique qui affirme qu'il est possible aux chercheurs et chercheuses, grâce à la méthode scientifique et en particulier à l'injonction de neutralité axiologique, d'avoir un accès privilégié à la vérité à partir d'un point de vue qui, étant lui-même hors de tout point de vue, permettrait de décrire objectivement et fidèlement la réalité telle qu'elle est en elle-même ou de prédire ce qui arrivera dans telle ou telle situation, si possible dans un langage mathématique, en tout cas impersonnel et neutre.

En fait, l'histoire des sciences occidentales (Pestre, 2015) montre que ces « savants » chercheurs ont été et sont principalement masculins et euro-descendants et que leur travail était et est lié au développement du colonialisme et du capitalisme. Pour le positivisme cependant, cette inscription historique de la science a peu d'intérêt et surtout n'invalide pas les savoirs prédictifs et universellement abstraits qui ont été générés. Cette posture s'oppose classiquement au constructivisme selon lequel un tel point de vue hors de tout point de vue est impossible et l'accès au réel passe toujours par la médiation du langage, donc de la culture. Pour le constructivisme, le texte scientifique est toujours situé dans un contexte culturel, politique, financier ou provient d'un corps genré, ce qui marque son contenu : le savoir « construit » une interprétation du réel qui fait plus ou moins sens pour un public et ce qui compte est de rendre explicite ce point de vue.

La normativité positiviste est si profondément inscrite dans les institutions dans lesquelles nous, chercheuses et chercheurs du Nord et des Suds, travaillons et vivons, que notre choix entre deux options épistémologiques apparemment équivalentes (le positivisme et le constructivisme) est bien plutôt devenu une obligation, parfois déchirante, de trancher entre une « carrière scientifique » conforme aux normes dominantes ou un itinéraire intellectuel aux marges de ce système de valeurs. Autrement dit, la force normalisatrice de ce positivisme institutionnalisé est telle que s'en écarter est vu comme un geste au mieux très audacieux, au pire dangereux pour la carrière universitaire, comme en ont témoigné plusieurs participantes et participantes au colloque sur la neutralité à l'origine de ce livre. Cette contestation du positivisme a pourtant été mon choix délibéré depuis ma thèse sur « la responsabilité pour autrui et le refus de l'indifférence dans l'écriture scientifique » (Piron 1998). L'effet d'étonnement suscité chez nombre

de mes collègues par ma marginalité libre, heureuse et féconde, montre l'hégémonie de ce cadre normatif : c'est comme si, en étant fidèle à mes valeurs au cœur de mon travail intellectuel, je m'étais mise en danger… ce qui semble inconcevable, notamment à ceux et celles qui espèrent obtenir un poste régulier dans une université.

Ce cadre normatif au cœur des institutions universitaires du régime contemporain mondialisé des sciences et des savoirs (Pestre, 2013), je l'ai appelé « positivisme institutionnel ». Il se retrouve dans l'ensemble des dispositifs institutionnels qui orientent non seulement la réflexion épistémologique des chercheurs et chercheuses vers le « positivisme », mais dans les innombrables micro-pratiques de ce métier – des correcteurs automatiques de traitement de texte qui signalent le pluriel du mot « épistémologie » comme une faute, en français comme en anglais, aux formulaires de demande de subvention ou d'approbation éthique qui présupposent que tout projet de recherche a des « hypothèses » et des « variables » ou produit des « résultats ». Ceux ou celles qui veulent utiliser une approche basée sur la théorisation enracinée ou une méthode réflexive ne peuvent que se sentir « marginaux » ou « marginales ».

Dans ce cadre normatif institutionnel, l'injonction de neutralité axiologique a conduit à l'institutionnalisation de conventions positivistes d'écriture et de publication scientifiques qui prônent l'effacement dans le texte des émotions, des sentiments, des affects, en somme de tout ce qui évoque l'identité et l'ancrage social et politique de l'auteur ou de l'autrice et qui nuirait à la pureté de la démonstration ou de l'analyse des données. Cela se fait par des tactiques très précises : exclusion du « je », placement des remerciements et de la mention du financement en note de bas de page et non dans le texte (où ils pourraient être mieux discutés et débattus), invisibilisation des engagements de l'auteur ou de l'autrice – même si cet engagement est à l'origine de la recherche racontée, comme c'est souvent le cas, par exemple en sciences de l'environnement ou en biologie. Notons aussi que, surtout en sciences naturelles et en technologie, le style doit être tellement impersonnel qu'une machine pourrait l'avoir écrit. L'idéal du texte positiviste est un texte standardisé qui ne serait qu'une suite de données/data moissonnables par des robots, produite selon un protocole reproductible n'importe où, n'importe quand, par n'importe qui, complètement dépersonnalisé – ce qui a très peu de sens en sciences sociales et humaines. En somme, c'est utiliser un verbe à l'indicatif présent plutôt qu'au conditionnel pour présenter une théorie, c'est

effacer tout pronom personnel, toute mention de subjectivité pour faire croire qu'on est sorti des points de vue, c'est choisir des objets ou des concepts abstraits comme sujets de nos phrases comme s'ils pouvaient exister dans le langage sans l'auteur ou l'autrice. C'est utiliser le langage pour construire une autorité symbolique à dire le vrai en le déshumanisant volontairement.

Critiques épistémologique, politique et éthique de l'injonction de neutralité axiologique

Il y a plusieurs manières de critiquer l'injonction de neutralité épistémologique. Je vais en décrire deux qui me tiennent à cœur avant d'aborder la critique éthique.

Critique politique

La première critique est politique. Elle vise à montrer, en premier lieu, l'impossible neutralité des savoirs scientifiques en raison de leurs liens avec les pouvoirs politiques, militaires, économiques et coloniaux (Salomon, 2006) qui les ont rendus possibles, qui les ont financés, soutenus, diffusés et utilisés. Toute connaissance est constamment guidée par des intérêts : intérêts personnels des scientifiques, intérêts institutionnels de leurs organisations, intérêts industriels et politiques liés à la globalisation, etc. (Habermas, 1979). Toute connaissance étant au départ un projet inscrit dans un contexte social qui en assure le financement, les moyens ou la légitimité, il est impossible de procéder à une séparation radicale entre connaissance et intérêts. Les sciences du vivant sont commandées par des intérêts de connaissance technique, d'exploitation des ressources ou de contrôle, qu'il s'agisse de la lutte contre les changements climatiques ou de la recherche de vaccin – pour ou contre les pouvoirs en place, pour ou contre l'industrie, peu importe (Stengers, 2002). Elles se développent selon les lignes d'intérêts de ceux qui les financent ou les appuient, qui y trouvent leur compte. Les sciences sociales et humaines sont mues par le désir de contribuer à l'émancipation, affirme Habermas, mais aussi, paradoxalement, par celui d'aider le gouvernement à gérer le peuple transformé en « population »– à le construire selon ses catégories de gestion, comme l'a argumenté Foucault (1980). La sociologie des ignorances (Santos, 2016), en identifiant ce qui n'est pas étudié, ce qui n'est

pas connu, ce qui n'intéresse pas la science, montre à rebours que la science est orientée vers certains domaines plutôt que d'autres, donc suit des intérêts et des engagements plutôt que d'autres. De ce point de vue, travailler comme scientifique dans un projet industriel est aussi un engagement personnel pour un certain type de valeurs. La sociologie des ignorances met aussi en lumière dans la science sa formidable capacité d'exclusion des savoirs qui ne sont pas conformes à son modèle normatif, notamment les savoirs des subalternisés, des périphéries, de certaines femmes, des minorités (Fanon, Sartre, Cherki, et Harbi, 2010; Freire, 1982; Grosfoguel et Cohen, 2012; Lugones et Spelman, 1983; Piron *et al.*, 2016; Tremblay, 2017).

Je suis toujours étonnée par ce paradoxe : l'injonction normative d'être ou d'avoir l'air neutre ou désintéressé circule à l'intérieur d'institutions qui, elles-mêmes, sont complètement intéressées et non neutres, car situées historiquement et politiquement dans des enjeux bien précis. Cette injonction me semble donc être une dissonance cognitive. Elle l'est dans l'expérience de certains chercheurs et chercheuses, mais elle ne l'est pas dans le cadre normatif institutionnel de la science. Comment est-ce possible?

L'historien des sciences Jean-Jacques Salomon (2006) y voit le signe d'un aveuglement volontaire et confortable des scientifiques face aux conditions matérielles de leur travail. Constatant que « la grande majorité des scientifiques continuent d'invoquer l'idéologie de la neutralité et de la pureté de la recherche alors que la vision économique du monde et la pression du complexe militaro-industriel exercent un quasi-monopole sur l'orientation des recherches scientifiques et techniques » (p. 390), il constate aussi le déni systématique de ces liens par les scientifiques et leurs institutions : « Le refus de voir mises en jeu dans la pratique de la recherche des valeurs autres que celles de la poursuite du savoir ne renvoie pas seulement à l'idéologie, il correspond à une étape dans l'histoire de l'éducation et des formations professionnelles qui exclut de plus en plus tout lien entre l'activité scientifique et les préoccupations sociales » (p. 398). Salomon appelle les scientifiques à sortir de cette « communauté du déni », à « reconnaître et assumer le fait que la pratique de la recherche scientifique même fondamentale n'est pas une activité neutre dont les valeurs sont extérieures à celle de la cité » (p. 398). Le physicien Gérard Toulouse (2001) est encore plus tranchant sur l'hypocrisie de l'injonction de la neutralité en science et sa violence amorale :

> La doctrine de la neutralité morale de la science a eu pour la communauté scientifique cet avantage collatéral de la situer hors

> d'atteinte des critiques. La science étant déclarée pure et innocente par essence, tout le malheur éventuel vient des applications. Ainsi l'habitude sera prise de reporter la responsabilité des conséquences néfastes sur les autres (politiques, militaires, industriels, etc.). Ce faisant, la communauté scientifique cédait à la tentation corporative de tracer un cercle de parfaite impunité autour de soi. (p.1)

Autrement dit, ce que je considère comme étant la fiction de la possibilité de la neutralité individuelle vise à compenser le caractère intolérable de la reconnaissance de la participation à une institution dont on pourrait ne pas être fier… Pensons aux premiers ethnographes et à leurs liens avec l'administration coloniale africaine et à l'absence complète de cette mise en contexte dans leurs textes (Escobar et Restrepo, 2009). Pensons aussi à la colère du mathématicien Alexandre Grothendieck (2017) quand il a découvert que son institut de recherche était financé par le ministère de la Défense.

J'en retiens que l'injonction de neutralité produit de l'aveuglement, du déni, de la naïveté, ainsi qu'une grande inculture en matière de politique scientifique qui facilite la docilité et l'absence de critique face aux politiques scientifiques néolibérales et l'absence de participation ou d'intérêt de la majorité des scientifiques pour les débats publics sur la science ou sur la publication scientifique.

Critique épistémologique

La critique épistémologique porte plutôt sur l'objectif visé par l'injonction de neutralité épistémologique, à savoir l'atteinte de la vérité. Selon cette critique, puisque la science doit s'écrire (pour être publiée et diffusée), elle reste de l'ordre du langage et donc de la culture, et ce, même si elle utilise un langage très abstrait et neutralisé au maximum. De la même manière qu'une carte géographique représente toujours un territoire d'une façon partielle sans pouvoir le montrer tel qu'il est dans toutes ses dimensions, les vérités que la science propose sont des « représentations discursives » qui se construisent à partir de points de vue situés dans des contextes et des rapports sociaux précis et deviennent des « régimes de vérité » (Foucault, 1980). Ce ne sont pas les éléments d'une mystérieuse explication totale en attente d'être trouvée par des chercheuses et des chercheurs « purifiés », filtrés.

Cette argumentation, avec toutes sortes de nuances, a surtout été formulée dans les théories critiques, le constructivisme et les théories féministes et décoloniales (Escobar et Restrepo, 2009; Haraway, 1988). Selon ces approches minoritaires, l'injonction de neutralité ne comprend pas ou choisit d'ignorer que les créateurs et créatrices de savoir – de discours – restent toujours des acteurs et actrices sociaux situés dans un contexte qui influence leur manière de comprendre le réel et qu'il est impossible à un être humain « parlant », socialisant, socialisé, de se situer dans un point de vue sur le monde qui serait hors de tout point de vue, dans ce que certains appellent le point de vue omniscient de Dieu, de Sirius ou d'Archimède, même avec l'aide de la méthode scientifique. Derrière la description la plus banale, la moins engagée, la plus neutre, se construit une perspective sur la réalité qui est située, ancrée.

Du point de vue constructiviste, l'injonction de neutralité est un artifice de langage qui dresse les scientifiques à masquer le caractère situé, contextuel, de toute production de connaissance, notamment l'ancrage structurel de la pratique scientifique dans des rapports sociaux et des contextes politiques, en suivant des consignes langagières telles que l'usage obligatoire du « nous » ou de tournures passives pour éviter le « je » et les « biais » qui lui seraient associés. En fait, ce qui est un biais du point de vue positiviste est un point de vue pour la posture constructiviste critique. L'injonction de neutralité est ici hypocrite, parce qu'elle vise avant tout à réprimer l'expression de la voix singulière des scientifiques, pourtant située dans un pays, une classe sociale, un corps, une histoire personnelle et des intérêts, qu'un « je » genré exprimerait davantage.

Les études décoloniales ont bien montré que le « nous » scientifique apparemment universel parce que décontextualisé reflétait en fait le point de vue de la modernité européenne conquérante qui prétendait coïncider avec le devenir du monde et pour laquelle il ne devait pas et ne pouvait exister d'autres savoirs que celui de la science positiviste, donc de pluralité épistémologique, de pluralité des savoirs (Eze, 1997; Mignolo, 2013). Non seulement le système-monde issu de la colonisation, puis de la mondialisation se reproduit dans le système-monde de la science, avec son centre et sa périphérie (Keim, 2010), mais l'habitude de mépriser ce qui est local et contextualisé s'est bien installée dans la science modelée sur la physique théorique où les « lois » universelles et les théories générales, les grands et

moyens récits, ont longtemps été survalorisés par rapport aux « études de cas » localisées et aux « petits récits » – sauf s'il s'agit de rivaliser en matière de « connaissances de pointe ».

Critique éthique : lumière sur l'amoralité générée par l'injonction de neutralité axiologique, pilier du positivisme institutionnel

Au cœur de ma critique éthique de l'injonction de neutralité axiologique se trouve la rencontre entre deux idées importantes exprimées plus haut et qui pourraient ailleurs être considérées sans rapport : l'une dit que notre monde vit une tragédie éthique et l'autre que l'injonction de neutralité axiologique vise l'effacement de la subjectivité ancrée des chercheurs et chercheuses dans leur travail professionnel. Ce que la rencontre de ces deux idées fait apparaître, c'est ceci : alors que l'amoralité risque d'être mortelle pour notre monde et notre humanité, l'injonction de neutralité axiologique a pour effet de la justifier au nom du professionnalisme scientifique et même de la valoriser symboliquement en raison du prestige des figures scientifiques, au Nord comme dans les Suds.

En effet, si on y réfléchit, le sous-texte de cette injonction est que les émotions, les valeurs, les sentiments moraux, l'expérience et les engagements des personnes sont « mauvais » pour penser puisqu'ils peuvent détourner du chemin vers la vérité qui est la fin ultime. Le cadre normatif positiviste institutionnel, en utilisant l'injonction de neutralité axiologique pour écarter « l'âme » des chercheuses et chercheurs de leur création de savoir, en vient à dé-moraliser l'activité scientifique et, ce faisant, à faire la promotion de l'amoralité, c'est-à-dire de l'indifférence à autrui[13].

13. Et la déontologie scientifique, me direz-vous ? Comme toute déontologie, elle concerne en premier lieu l'obéissance des chercheurs et chercheuses à une série de prescriptions et de proscriptions visant à limiter les inconduites et les conflits d'intérêts, ce qui la rend utile. Certains l'appellent aussi « éthique », notamment en anglais, mais elle n'a pas la dimension critique, réflexive, relationnelle, ancrée et contextuelle que j'associe au concept d'éthique si bien que les enjeux sociaux et politiques du monde contemporain ne font pas partie de ses thèmes de travail. La déontologie scientifique est davantage centrée sur la régulation des individus et leur attitude ou comportement que sur le développement de leur capacité à réfléchir à leur ancrage et à leur rapport au monde. Certains efforts pour penser la responsabilité sociale de la recherche se rapprochent un peu plus de ce que je cherche à évoquer ici et que je développe de manière plus positive et concrète dans un autre texte en chantier.

Certes, l'injonction de neutralité est officiellement réservée à l'activité scientifique. Mais cette dernière, associée à l'élite, au progrès et au pouvoir occupe une place centrale dans l'imaginaire occidental et mondialisé. La figure culturelle du scientifique neutre et impartial, masculin et rassurant dans sa blouse blanche, calmement au-dessus de la mêlée (et de l'impureté) des opinions, émotions et positions, sur lequel on peut compter pour nous éclairer (ce qui a rendu possible la figure de l'expert) est en fait amorale et inhumaine – un Vulcain de la série *Star Trek*! Tout le monde sait bien que ce statut « surhumain » est une fiction –les scandales de l'histoire des sciences sont trop nombreux dans la conscience collective pour nous laisser l'oublier (Edwards et Roy, 2016). Il n'en reste pas moins que cette figure de notre imaginaire fait autorité et nous enseigne à nous méfier de tout ce qui nourrit la responsabilité pour autrui – sentiments, émotions, engagements, expérience – car ce serait impur et non contrôlé.

Il me semble que cette amoralité, forme de déshumanisation volontaire de la science qui est censée lui permettre de mieux asseoir son autorité symbolique, est aussi ce qui la rend indigeste et imbuvable pour le commun des (âmes) mortelles – d'où les difficultés à parler de science au grand public sans devoir ajouter des effets spéciaux, des histoires, de la narration, des héros, etc. en somme sans tenter de la réhumaniser.

C'est aussi cette amoralité imposée qui fait souffrir dans leur âme et dans leur chair de nombreux jeunes chercheurs et chercheuses venues dans le monde scientifique par engagement ou en raison de leurs valeurs, par exemple pour préserver la biodiversité ou lutter contre des maladies : elles et ils se retrouvent invités à faire comme si cet engagement n'existait pas ou à le rendre clandestin, au nom de l'avancement de leur carrière. Je connais plusieurs personnes, notamment des femmes confrontées à cette schizophrénie symbolique, qui finissent par avoir envie de quitter le monde scientifique, malgré les avantages matériels et symboliques reliés à la profession.

En tant que militante en faveur du libre accès aux publications scientifiques (Piron, 2017b), je me demande aussi si cette amoralité ne fait pas partie des raisons de la persistance du choix de nombreux scientifiques de publier dans des revues commerciales payantes : elle les rendrait aveugles ou insensibles à l'effet d'exclusion de ce choix sur des groupes de personnes qui n'ont pas les moyens financiers de les lire. Comment ce souci d'autrui

pourrait-il faire le poids face au prestige de l'industrie éditoriale au cœur du système-monde de la science, alors que les scientifiques sont formé-e-s à l'ignorer dans leur travail?

En somme, l'injonction de neutralité axiologique rend la science amorale puisqu'elle en exclut ou rend illégitime la présence dans ses textes et procédures de ce qui est au cœur de la réflexion éthique : la résonance, la sensibilité à l'autre et à notre monde partagé et bien sûr le souci des conséquences (qui n'est pas la même chose que le contrôle prédictif) (Piron 1996). Elle contribue à dévaloriser le souci d'autrui et l'expérience qui seraient un obstacle à la scientificité et à l'atteinte de la vérité, le seul but défini comme acceptable et légitime par le positivisme institutionnel.

Dans la partie qui suit, je voudrais expliquer pourquoi le souci d'autrui, l'expérience et la conscience des interdépendances me semblent au contraire pouvoir nourrir la réflexion scientifique et générer des savoirs pertinents pour notre monde tel que je l'ai décrit dans la première partie de ce texte. Il me semble en effet que la pensée la plus féconde et la plus créative est nourrie de réflexions morales, d'expériences, de sentiments et d'émotions et que couper la recherche scientifique de cette créativité est non seulement stupide, mais aussi dangereux, que ce soit pour le souci d'autrui en général, mais aussi pour la moralité particulière de certains chercheurs ou chercheuses obnubilées – en toute légitimité! – par la performance scientifique et éditoriale, au détriment de la responsabilité pour autrui.

Penser et créer des savoirs avec l'éthique

La pensée et le savoir : détour phénoménologique

Je propose de commencer cette exploration par une expérience phénoménologique racontée au « je », c'est-à-dire par la description d'un phénomène du point de vue de celui ou celle qui la vit : la pensée. Le « je » qui en est le sujet représente donc à la fois une abstraction (une synthèse de toutes les personnes) et moi, l'autrice de ce texte.

Je suis une herméneute, une interprète. Dans mon activité savante, mais aussi dans ma vie quotidienne d'être humain, j'interprète sans arrêt les paroles, les textes et les actions, les concepts et les idées, les sensations, les corps, les forces et les paysages qui peuplent et constituent le monde dans

lequel je vis. Utilisant ma capacité symbolique, j'associe un texte à un autre ou à une action, une phrase à une situation, une formule à un sentiment, une expression à une émotion, un concept à un phénomène, j'esquisse et je trace des liens de manière incessante, dans l'espoir de donner un sens à ce monde que j'habite. Au fil de la création de ces liens émerge, à l'intérieur du monde dans lequel j'ai été jetée à la naissance, un horizon de sens singulier qui devient le mien, qui me permet à la fois de donner un sens à ma vie, à mes rapports avec les autres et au monde dans lequel je vis et de le décrire dans des mots qui peuvent être à leur tour interprétés.

En effet, créer du sens se fait dans le langage, la forme symbolique par excellence. En particulier, cela se fait dans une langue que nous connaissons si bien que nous pouvons l'utiliser non seulement pour créer des liens subtils, féconds, remplis de nuances essentielles entre ce que nous observons, découvrons ou percevons, mais aussi pour bricoler des mots et des concepts qui permettent de donner du sens à de nouvelles expériences ou situations quand notre langue nous apparait insuffisante. Par exemple, récemment, j'ai spontanément écrit le mot « inconnaissance » pour qualifier les zones d'ignorance de personnes qui, pourtant, sont reconnues pour en savoir beaucoup sur un sujet. Ce mot me permettait de faire une nuance qui, dans ma réflexion d'alors, devenait suffisamment importante pour que je veuille la désigner d'un concept et non d'une longue phrase. J'imagine alors très bien la souffrance générée par les situations de diglossie, quand notre langue maternelle est dévalorisée par rapport à une autre que nous maîtrisons pourtant moins bien, mais que nous sommes ou que nous nous sentons obligés d'utiliser[14].

Un autre fondement de cette activité interprétative inhérente à notre condition humaine est qu'elle s'adresse toujours à un autre que moi. « Être, c'est être relié », comme le dit si bellement Sarr (2017 : 12). C'est cette altérité qui rend possible la réflexion (au sens de reflet, de retour) et la résonance de mes tentatives d'interprétation dans un univers de sens, dans une culture, jusqu'à ce qu'un sens apparaisse et que la pensée prenne forme. Autrement dit, la quête de sens est toujours menée avec autrui (une personne réelle, imaginaire ou le surmoi, « les gens », la culture) à qui je m'adresse et qui me répond, même si c'est dans un dialogue intérieur. L'activité créatrice de sens suppose toujours la présence d'un autrui qui en est le témoin ou le

14. C'est l'une des injustices cognitives repérées par l'enquête SOHA (Piron *et al.*, 2016).

destinataire et à qui je deviens ainsi reliée dans le fil même de cette activité. Elle mobilise donc la capacité de « reliance », définie par Bolle de Bal (2003, 2009) comme l'acte de relier et de se relier, ainsi que son résultat, l'ensemble des liens qui m'attachent à autrui et dont on ne sait plus comment ils sont apparus, ni à l'initiative de qui. Ces liens sont là et font que dès qu'il m'arrive ou que je pense quelque chose, cet événement ou cette pensée résonne chez ceux et celles à qui je suis liée, et réciproquement. C'est pourquoi le sens que je construis est indissociable de ma capacité de créer des liens signifiants entre « le monde » et moi – et nous. Sans cette activité reliante de création de sens, je ne pourrais pas vivre ou communiquer avec ceux et celles avec qui je partage ce monde et à qui je suis liée par l'affectif, l'engagement ou la vie quotidienne, le travail, les projets. Je ne pourrais pas non plus penser – un mot qui est pour moi synonyme d'interpréter et de donner un sens à ce qui n'en a pas. Je serais déshumanisée, réduite à une chose ballottante et sans ancrage, à la survie dans un monde insensé.

Penser, c'est faire des liens et s'en nourrir

Seuls, nous ne pouvons pas penser, nous ne pouvons qu'apprendre et répéter par cœur des savoirs déjà pensés. L'aspiration à la reliance signifiante qu'exprime le désir de penser est difficile et épuisante, car le monde est pluriel, complexe et offre une infinité de points de vue et d'angles, d'idées et de discours si bien que chaque lien que nous traçons entre des idées, des sentiments ou des mots nous ouvre sur la possibilité d'en tracer d'autres et nous amène à renoncer à certaines connexions. Mais c'est le terreau sur lequel se bâtit tout savoir que je définis comme un système stabilisé (d'une manière ou d'une autre) d'interprétation du monde, nourri d'éléments empiriques, de concepts, d'expériences et de liens, qui surgit immédiatement dans notre pensée, comme un réflexe, dès que nous sommes dans telle ou telle situation. Plutôt que d'opposer savoir et ignorance, je considère que nos savoirs sont plus ou moins bien équipés pour nous aider à faire sens de telle ou telle situation et qu'ils peuvent s'enrichir de nos échanges d'idées et de pensées avec autrui (personne, école, médias, etc.).

En somme, ma proposition s'inscrit dans la tradition qui propose une vision holistique et complexe du travail de la pensée et qui s'éloigne du

réductionnisme causal et du vocabulaire limité proposés dans certaines disciplines savantes. Cette tradition est très bien incarnée par Edgar Morin pour qui

> le « travailler à bien penser » relie, décloisonne les connaissances, [...] obéit à un principe qui enjoint à la fois de distinguer et de relier, [..] dépasse le réductionnisme et le holisme en liant parties et tout, reconnait les contextes et les complexes et permet donc d'inscrire l'action morale dans l'écologie de l'action, opère ses diagnostics en tenant compte du contexte et de la relation local-global, s'efforce de concevoir les solidarités entre les éléments d'un tout, et par l tend à susciter une conscience de solidarité. (Morin 2004 : 74)

Aspirant à une manière de connaître qui « ne désintègre pas le visage des êtres » (Morin 1977 : 387), je considère que « penser », c'est mettre sans cesse en mouvement, dans un langage, des liens entre des idées, des contextes et des savoirs, mais aussi des images, de l'affectif (des émotions, des sentiments, du ressenti), des engagements et des valeurs, afin de donner un sens au monde tout aussi mouvant dans lequel nous sommes situés. L'article ethnographique de Veena Das « *Voice as Birth of Culture* » (1995) illustre à merveille ce mouvement de la pensée qui, comme une danse, progresse de manière sinueuse et harmonieuse vers un savoir rempli de sens pour notre monde présent et pluriel.

Pourquoi inclure l'affect et l'éthique dans la pensée? D'une part, une recherche décisive en sciences cognitives (Damasio, 1995) a bien montré qu'une anomalie du fonctionnement cérébral empêchant une personne de mémoriser ses propres émotions et de les mettre en mots lui causait d'énormes difficultés à interpréter ses liens avec autrui et à penser : la mémoire, dont le fonctionnement normal mobilise un vaste répertoire d'émotions issues de nos expériences, est essentielle à la création de reliance et de sens. Par suite, l'absence de références à des émotions et des sentiments nuit au travail de la pensée ainsi privée d'un vaste répertoire de significations utilisables. D'autre part, d'autres recherches montrent que le travail cognitif de l'empathie est un des plus complexes : il exige d'imaginer le sens qu'une personne autre que nous pourrait donner au monde, donc de penser d'un autre point de vue que le sien. Cet exercice de pensée, essentiel à l'éthique, est aussi à la base des sciences sociales et humaines, même les plus positivistes en

apparence, qui cherchent à comprendre pourquoi tel groupe d'humain pense ou se comporte de telle ou telle manière, donc à faire varier un point de vue sur le réel.

Exclure de la fabrication des savoirs institutionnels la reliance et donc la pensée (telle que je l'ai définie) a pour effet direct de les appauvrir et de les rendre incapables de représenter – et *a fortiori* d'expliquer – la complexité mouvante du réel. C'est sur cette base qu'Edgar Morin (2004, 2014) et bien d'autres ont critiqué le positivisme institutionnel :

> Le « mal-penser » morcelle et cloisonne les connaissances, tend à ignorer les contextes, fait le black-out sur les complexités, […], privilégie le quantifiable et élimine ce que le calcul ignore (la vie, l'émotion, la passion, le malheur, le bonheur), […] élimine ce qui échappe à une rationalité close, rejette ambiguïtés et contradictions comme erreurs de pensée,[…], obéit au paradigme de simplification qui impose le principe de disjonction ou/et le principe de réduction pour connaître, et qui empêche de concevoir les liens d'une connaissance avec son contexte et avec l'ensemble dont elle fait partie, mutile la compréhension et handicape les diagnostics, exclut la compréhension humaine.
> La parcellarisation, la compartimentation, l'atomisation du savoir rendent incapable de concevoir un tout dont les éléments sont solidaires, et par là tendent à atrophier la connaissance des solidarités et la conscience de solidarité (Morin 2004, p. 72-73).

Sur un plan plus pragmatique, exclure *a priori* de la pensée en raison de leur nature non « scientifique » certaines expériences ou certains savoirs ou modes de connaître basés sur la reliance avant d'en avoir testé le pouvoir heuristique ou la pertinence, c'est prendre le risque de se priver de ressources cognitives qui pourraient se révéler très précieuses dans différents contextes. C'est le cas, par exemple, des savoirs paysans, ancrés, contextuels et liés à la vie quotidienne, souvent ignorés par les agronomes qui souhaitent augmenter la productivité agricole d'une région.

Épistémologie du lien

C'est sur cette base que je formule la proposition la plus radicale de l'épistémologie du lien que je défends (Piron, 2017a). Privilégiant la pensée

comme activité signifiante qui intègre l'expérience des rapports avec autrui, je rejette l'idéal positiviste de la vérité[15] qui me semble prendre la forme d'un modèle théorique général coïncidant avec la réalité telle qu'elle est en elle-même, hors de tout point de vue et de tout contexte. J'y oppose une conception de la vérité comme effort collectif pour stabiliser temporairement des interprétations de phénomènes qui donnent sens à l'expérience ou ouvrent sur de nouvelles formes de vie, individuelle, collective ou planétaire. Autrement dit, l'aspiration à la vérité n'a pas besoin de prétendre pouvoir expliquer le monde et prédire ce qui va toujours arriver. Elle peut plutôt chercher à construire des savoirs qui font sens dans des contextes locaux où ils peuvent aider les personnes qui y vivent à avancer, à créer, à penser, notamment dans les contextes subalternisés où sont vécues de grandes injustices cognitives.

Au lieu d'opposer la vérité à l'ignorance, j'oppose le sens à l'insensé. Et l'insensé, c'est pour moi, de mépriser les contextes d'où viennent les savoirs et les personnes qui les créent et c'est de séparer les êtres humains qui veulent créer des savoirs en deux groupes : d'un côté ceux et celles qui auraient accès à la raison universelle abstraite aspirant à la vérité qui ne s'exprimerait que sous condition de neutralité, et de l'autre, ceux et celles qui se laisseraient dominer par les « passions » humaines et qui ne produiraient que des opinions, des croyances erronées ou de la sorcellerie (argument entendu en Afrique). Je prétends au contraire que la raison et la passion nourrissent toutes les deux la pensée et la création de sens, surtout lorsqu'elles sont mises en dialogue dans la pensée, la réflexion, la reliance. Je cite encore Edgar Morin (2004 : 76) : « La pensée complexe nourrit d'elle-même l'éthique. En reliant les connaissances, elle oriente vers la reliance entre humains ».

Comme chercheuse en sciences sociales et être humain, je peux certes suspendre momentanément mes valeurs et mes savoirs pour m'efforcer de comprendre un point de vue autre que le mien et m'y ouvrir, suivant le travail cognitif de l'empathie. Mais cette objectivité momentanée est éphémère. Je

15. Cet idéal n'est pas du tout la même chose que l'exactitude, la véracité ou la rigueur, des dimensions de la pensée qui sont cruciales dans le journalisme, dans les soins, dans les transports, dans les pratiques agricoles et dans de multiples autres domaines de la vie. En revendiquer le monopole pour la science est complètement abusif.

ne peux pas effacer ma subjectivité de mon travail de création de savoirs puisqu'elle est partie prenante de cette création, elle en est le terreau. En fait, découvrir un autre point de vue enrichit ma subjectivité et ma pensée.

J'entends votre question : mais les opinions, les fausses croyances, la pensée magique, alors tout ça se vaut? La réponse à cette critique répétitive du relativisme fera l'objet d'un autre texte. Disons ici que je reconnais tout à fait l'existence d'une pensée bancale, trop courte, trop creuse, mal informée, chez beaucoup d'êtres humains, mais je prétends qu'elle est répandue dans toute l'humanité, y compris chez les scientifiques, notamment ceux et celles qui se coupent d'une grande partie de la réalité humaine pour prétendre mieux l'étudier, et que ce n'est pas en recevant des leçons froides et objectives de vérité que cette pensée évoluera. Par ailleurs, la pensée telle que je l'ai décrite est sans cesse en mouvement, interprétative, connectante, reliante, et n'a rien à voir avec les dogmes imposés par des gourous et répétés par cœur, ou avec des slogans et des idées toutes faites. En fait, les difficultés des penseuses et penseurs positivistes ou conventionnels à faire des nuances entre ce que sont une opinion, une idée, une réflexion, un raisonnement, une pensée, un sentiment, une valeur ou un engagement sont révélatrices de la faiblesse de leur compréhension de cette partie de la réalité.

Je propose ici un deuxième exemple tiré du journal de bord d'une des étudiantes de mon cours d'éthique dans lequel elle rend compte de sa pensée qui intègre le rapport aux autres :

> Ce cours m'a inspiré le bonheur et c'est ce dont j'ai envie. J'ai envie de moins prendre dramatiquement les choses, de me poser des questions sans être découragée par le manque de réponses et seulement faire en sorte d'être heureuse et rendre heureux les gens autour de moi. C'est certain que lorsque je rencontrerai une difficulté quelconque j'essayerai de mettre à profit ce que j'ai appris dans ce cours. En outre, c'est aussi certain que lorsque je vais entendre des choses autour de moi, je vais pousser plus loin la pensée et remettre en question ce qui est dit pour me faire une opinion plus soutenue et qui sera la mienne. En fait, je pourrais résumer ainsi ce que ce cours m'a apporté : un désir de liberté, d'être libre dans ma façon de penser, d'agir et d'être, mais toujours en respectant la liberté des autres. Ainsi, je terminerai sur la phrase qu'a dite Nelson Mandela et qui ne pourrait être plus cohérente

> avec ce que j'ai appris et retenu de ce cours : « Être libre, ce n'est pas seulement se débarrasser de ses chaines, c'est vivre d'une façon qui respecte et renforce la liberté des autres ».

Cette étudiante ne voit aucune incompatibilité entre la réflexion éthique, le souci d'autrui et le désir de « pousser plus loin la pensée ». Au contraire, elle a compris que nos rapports avec les autres nous aident à penser, à trouver du sens. De même, cet étudiant découvrant le pouvoir libérateur de la pensée :

> Le cours d'éthique a été une révélation. C'est la première fois que je prends du temps pour penser à moi. Si le cours consistait à forger son esprit éthique, il m'a plutôt permis de me connaître. J'ai pris connaissance de l'ensemble des dissonances cognitives qui m'habitaient inconsciemment et constaté à quel point il m'était plus facile de suivre la pensée populaire que d'agencer ma parole à mes actes. À force de penser peu, on devient l'ombre de soi-même. Inversement, l'obligation de penser a conditionné mon esprit à me questionner sur tout et c'est dans ces questionnements que j'ai eu la possibilité de me réapproprier ma vie. Il y a quelque chose de libérateur dans l'exercice de la pensée. En début d'année, nous avons appris que le bonheur résidait dans notre capacité à effectuer des choix. Je dois dire que je ne comprenais pas comment un choix, malgré son caractère déchirant, pouvait participer au bonheur personnel. L'ensemble de la session m'a prouvé qu'il n'y a rien de plus valorisant que de prendre une décision réfléchie. D'autant plus que chaque décision prise réduit chaque fois le poids qui pesait autrefois sur mes épaules.

Je pourrais ici donner de nombreux autres exemples, parmi lesquels celui de cet anthropologue qui s'est dépouillé sans regrets de l'injonction de neutralité axiologique quand il a rencontré la misère de ses « informateurs ». Je n'oublierai jamais non plus le regard plein d'espoir de cette jeune doctorante ivoirienne me demandant, à la suite de ma conférence sur la justice cognitive : « Alors il est permis que ma recherche vise à améliorer la vie de mon village? ». C'est comme si, en l'autorisant symboliquement par mes paroles à réintroduire de l'engagement, des valeurs et du souci d'autrui dans l'activité scientifique, je lui avais permis de vivre sa libération cognitive

de l'emprise du positivisme institutionnel et de redonner sens à sa vocation même de chercheuse. Le souvenir de cette rencontre et de centaines d'autres nourrit ma pensée et mon âme.

Conclusion

Dans cet essai, j'ai réfléchi aux effets sociaux et éthiques de l'injonction de neutralité axiologique qui se trouve au cœur du « positivisme institutionnel », nom que je donne au cadre normatif hégémonique du régime mondialisé des sciences et des savoirs dans le monde actuel. Que fait cette injonction? En définissant les sentiments moraux et l'âme comme nuisibles à l'activité de création de savoirs, en rendant les scientifiques incapables de comprendre que les sentiments, les valeurs et les engagements sont indispensables à une pensée authentiquement humaine, reliante et reliée à un monde commun, cette injonction fait le jeu de l'exclusion de ce type de pensée hors de l'activité scientifique qu'elle rend ainsi « normalement amorale ».

En raison de la place symbolique de la science et de l'expertise dans la culture et l'imaginaire collectif, cette amoralité normalisée contribue à normaliser l'indifférence à l'autre, au nom de la vérité ou de la performance, dans un monde où le souci d'autrui est déjà peu valorisé, si ce n'est ignoré et méprisé. Rejeter cette injonction fait donc partie intégrante de tout combat pour la justice cognitive et sociale, pour une science humanisante qui fasse sens dans notre monde et relie les idées et les êtres, au lieu de le rendre plus insensé, plus divisé.

Comme citoyenne-chercheuse en sciences sociales, je conteste et refuse fondamentalement d'obéir à l'amoralité – que je juge hypocrite – préconisée par l'institution symbolique à laquelle j'appartiens professionnellement. Cela ne veut pas dire que je laisse mes états d'âme envahir mon travail. Cela signifie que, dans mon travail et dans ma vie en général, je réfléchis sans cesse au sens créé par les liens entre idées, personnes et valeurs que je crée d'où je suis, à partir de qui je suis, de mes expériences et de mes savoirs. Sans ces liens, je ne pourrai ni me sentir « responsable » pour le monde dans lequel je vis avec autrui, ni créer de savoirs ayant un sens pour ceux et celles avec qui je partage ce monde. Or ce sont mes valeurs les plus fondamentales.

J'ai abandonné la fiction de la neutralité axiologique afin de réintroduire de la pensée, de l'éthique et de la quête de sens dans mon activité scientifique.

Depuis ma naissance intellectuelle, je tente la responsabilité pour autrui et le refus de l'indifférence dans l'écriture scientifique, sans être certaine de réussir. Ma critique de l'injonction de neutralité axiologique, d'emblée éthique et engagée, exprime le refus radical d'exclure la pensée de la science et l'éthique du savoir.

Sources qui ont nourri ce texte

17 ans dans le système scolaire français et 30 ans dans le système universitaire québécois.

Des centaines de conversations et de correspondances avec des chercheurs, des chercheuses, des doctorants, des doctorantes du Nord et des Suds.

Bal, Marcel Bolle de. 2003. « Reliance, déliance, liance : émergence de trois notions sociologiques ». *Sociétés* 80(2) : 99-131. https://doi.org/10.3917/soc.080.0099

Bal, Marcel Bolle de. 2009. « Éthique de reliance, éthique de la reliance : une vision duelle illustrée par Edgar Morin et Michel Maffesoli ». *Nouvelle revue de psychosociologie* 8 : 187-198. https://doi.org/10.3917/nrp.008.0187

Bauman, Zygmunt. 1993. *Postmodern Ethics*. Oxford, UK ; Cambridge, Mass : Wiley-Blackwell.

Bauman, Zygmunt. 2001. *Modernity and the Holocaust*. Ithaca, N.Y : Cornell University Press.

Bollier, David. 2014. *La renaissance des communs : Pour une société de coopération et de partage*. Paris : Éditions Charles Léopold Mayer.

Brown, Wendy. 2004. « Néo-libéralisme et fin de la démocratie ». *Vacarme*. http://www.vacarme.org/article1375.html

Coriat, Benjamin, dir. 2015. *Le retour des communs*. Paris : Les liens qui libèrent.

Damasio, Antonio. 1995. *L'erreur de Descartes. La raison des émotions* Paris : Éditions Odile Jacob.

Das, Veena. 1995. « Voice as birth of culture ». *Ethnos* 60(3-4) : 159-179. https://doi.org/10.1080/00141844.1995.9981516

Editorial Board. 2018. « Opinion | Wake Up, World Leaders. The Alarm Is Deafening ». *The New York Times*, 9 octobre 2018. https://www.nytimes.com/2018/10/09/opinion/climate-change-ipcc-report.html

Edwards, Marc et Siddharta Roy. 2016. « Academic Research in the 21st Century: Maintaining Scientific Integrity in a Climate of Perverse Incentives and Hypercompetition ». *Environmental Engineering Science* 34(1). https://doi.org/10.1089/ees.2016.0223

Escobar, Arturo. 2000. « Beyond the Search for a Paradigm? Post-Development and beyond ». *Development* 43(4) : 11-14. https://doi.org/10.1057/palgrave.development.1110188

Escobar, Arturo et Eduardo Restrepo. 2009. « Anthropologies hégémoniques et colonialité ». *Cahiers des Amériques latines* 62 : 83-95. https://doi.org/10.4000/cal.1550

Eze, Emmanuel Chukwudi. 1997. *Postcolonial African Philosophy: A Critical Reader*. Londres : Blackwell.

Fanon, Franz. 2010. *Les damnés de la terre*. Paris : La Découverte.

Fassin, Didier. 2006. « Avant-propos. Anesthésie politique et intérêt anthropologique ». Dans *Quand les corps se souviennent*. Sous la direction de Didier Fassin, 9-25. Paris : La Découverte.

Foucault, Michel. 1980. *Power-Knowledge: Selected Interviews & Other Writings*, 1972-1977. Traduit par Colin Gordon. New York : Pantheon Books.

Freire, Paulo. 1982. *Pédagogie des opprimés*. Paris : La Découverte.

Grosfoguel, Ramon et Jim Cohen. 2012. « Un dialogue décolonial sur les savoirs critiques entre Frantz Fanon et Boaventura de Sousa Santos ». *Mouvements* 72 : 42-53. https://doi.org/10.3917/mouv.072.0042

Grothendieck, Alexandre. 2017. « Allons-nous continuer la recherche scientifique? » *Écologie et politique* 52 : 159-169.

Habermas, Jürgen. 1979. *Connaissance et intérêt*. Traduit par Gérard Clémençon. Paris : Gallimard.

Hall, Budd, Edward Jackson, Rajesh Tandon, Jean-Marc Fontan et Nirmala Lall. 2016. *Knowledge, democracy and action: Community-university research partnerships in global perspectives*. Manchester : Manchester University Press.

Haraway, Donna. 1988. « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective ». *Feminist Studies* 14(3) : 575-599.
https://doi.org/10.2307/3178066

Keim, Wiebke. 2010. « Pour un modèle centre-périphérie dans les sciences sociales ». *Revue d'anthropologie des connaissances* 4(3) : 570-598.

Levenson, Claire. 2015. « Voici les cinq pays qui n'ont jamais été colonisés ou dominés par les puissances européennes ». *The Slate*, 28 février 2015.
http://www.slate.fr/story/98505/pays-non-colonises-puissances-europeennes

Lévinas, Emmanuel. 1984. *Éthique et infini*. Paris : Livre de poche.

Lugones, Maria et Elizabeth V.S Spelman. 1983. « Have we got a theory for you! Feminist theory, cultural imperialism and the demand for 'the woman's voice' ». Women's Studies International Forum 6(6) : 573-581.
https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/0277539583900195

Mercier, Désiré. 1898. « La Philosophie de Herbert Spencer ». *Revue Philosophique de Louvain* 5(17) : 5-29.
https://doi.org/10.3406/phlou.1898.1582

Mignolo, Walter. 2013. « Géopolitique de la sensibilité et du savoir. (Dé)colonialité, pensée frontalière et désobéissance épistémologique ». *Mouvements* 73 : 181-190.
https://doi.org/10.3917/mouv.073.0181

Morin, Edgar. 1977. *La méthode 1. La nature de la nature*. Paris : Éditions du Seuil.

Morin, Edgar. 2004. *La méthode 6. Éthique*. Paris : Points Seuil.

Morin, Edgar. 2014. « Complex Thinking for a Complex World – About Reductionism, Disjunction and Systemism ». *Systema: Connecting Matter, Life, Culture and Technology* 2(1) : 14-22.

Openjuru, George Ladaah, Namrata Jaitli, Rajesh Tandon et Budd Hall. 2015. « Despite Knowledge Democracy and Community-Based Participatory Action Research: Voices from the Global South and Excluded North Still Missing ». *Action Research* 13 (3) : 219-229. https://doi.org/10.1177/1476750315583316

Orsi, Fabienne, Judith Rochfeld et Marie Cornu-Volatron, dir. 2017. *Dictionnaire des biens communs*. Paris : Presses Universitaires de France.

Pestre, Dominique. 2013. *À contre-science: politiques et savoirs des sociétés contemporaines*. Paris : Le Seuil.

Pestre, Dominique, dir. 2015. *Histoire des sciences et des savoirs*. Paris : Le Seuil.

Piron, Florence. 1996. « Écriture et responsabilité. Trois figures de l'anthropologue ». *Anthropologie et Sociétés* 20(1) : 125-48. https://doi.org/10.7202/015398ar

Piron, Florence. 1998. Responsabilité pour autrui et refus de l'indifférence dans trois dialogues avec de jeunes Québécois et dans l'écriture scientifique : essai d'anthropologie de l'expérience éthique. Thèse de doctorat en anthropologie, Université Laval. https://corpus.ulaval.ca/jspui/handle/20.500.11794/28493

Piron, Florence. 2003. « La production politique de l'indifférence dans le Nouveau management public ». *Anthropologie et Sociétés* 27(3) : 47-71. https://doi.org/10.7202/007924ar

Piron, Florence. 2017a. « Méditation haïtienne : Répondre à la violence séparatrice de l'épistémologie positiviste par l'épistémologie du lien ». *Sociologie et sociétés* 49(1) : 33-60. https://doi.org/10.7202/1042805ar

Piron, Florence. 2017b. « Qui sait ? ». *La Vie des idées*, 19 septembre 2017. http://www.laviedesidees.fr/Qui-sait.html

Piron, Florence. 2019. « Pourquoi Tina? Vers une conception relationnelle de la responsabilité ». *Manuscrit*.

Piron, Florence, Thomas Hervé Mboa Nkoudou, Anderson Pierre, Marie Sophie Dibounje Madiba, Judicaël Alladatin, Hamissou Rhissa Achaffert, Assane Fall, Rency Inson Michel, Samir Hachani et Diéyi Diouf. 2016a. « Vers des universités africaines et haïtiennes au service du développement local durable : contribution de la science ouverte juste ». In *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du*

développement local durable (Dir. Piron, Régulus et Madiba). Québec : Éditions science et bien commun.
https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/justicecognitive1/chapter/vers-des-universites-africaines/

Piron, Florence, Thomas Mboa Nkoudou, Samuel Regulus, Sophie Dibounje Madiba, Djossè Tessy, Erijka Djadjo, Dieyi Diouf, Hamissou Rhissa Achaffert, Woodmark Pierre, Tongnoma Zongo, Jean-Baptiste Poyodi Batana, Kedma Joseph, Anderson Pierre, Ricarson Dorcé, Rency Inson Michel, Yves Yanic. Minla Etoua, Carlos Kudeabo, Rémy Nsengyumva, Assane Fall, Samuel Mbainarem, Judicaël Alladatin et Judite Blanc. 2016b. « Une autre science est possible. Récit d'une utopie concrète, le projet SOHA ». *Possibles*, 40(2) : 202-217.
http://redtac.org/possibles/2017/02/11/une-autre-science-est-possible-recit-dune-utopie-concrete-dans-la-francophonie-le-projet-soha/

Rosa, Hartmut. 2018. *Résonance*. Paris : La Découverte.

Said, Edward. W. 1980. *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident.* Paris : Le Seuil.

Salomon, Jean-Jacques. 2006. *Les Scientifiques : entre pouvoir et savoir*. Paris : Albin Michel.

Santos, Bonaventura de Sousa. 2016. *Épistémologies du Sud: Mouvements citoyens et polémique sur la science*. Paris : Desclée De Brouwer.

Sarr, Felwine. 2017. *Habiter le monde. Essai de politique relationnelle.* Montréal : Mémoire d'encrier.

Stahl, Lesley. 2017.« What the last Nuremberg prosecutor alive wants the world to know ». *CBS news*, 7 mai 2017.
https://www.cbsnews.com/news/what-the-last-nuremberg-prosecutor-alive-wants-the-world-to-know/

Stengers, Isabelle. 2002. *Sciences et pouvoirs. La démocratie face à la technoscience*. Paris : La Découverte.

Toulouse, Gérard. 2001. « Regards sur l'expérience passée: science moderne et responsabilités des savants ». Présenté au Colloque La fabrication de l'humain, Paris.
http://www.phys.ens.fr/~toulouse/responsabilites-savants.pdf

Tremblay, Guillaume. 2017. « L'expérience subalterne : conscience et violence épistémologique dans l'écriture de l'histoire ». *L'histoire engagée*, 10 *février*

2017.
https://histoireengagee.ca/lexperience-subalterne-conscience-et-violence-epistemologique-dans-lecriture-de-lhistoire/

Pour citer :

Piron, Florence. 2019. « L'amoralité du positivisme institutionnel. L'épistémologie du lien comme résistance ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre?* Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 9, pp. 135-168. Québec : Éditions science et bien commun.

10. Voyage vers l'insolence

Démasquer la neutralité scientifique dans la formation à la recherche

MARYVONNE CHARMILLOT ET RAQUEL FERNANDEZ-IGLESIAS

L'insolence prend la liberté de questionner là où les réponses s'imposent d'elles-mêmes
et où il n'est décidément pas question de les mettre en question.
(Michel Fabre, 2011 : 191)

Depuis des années, nous enseignons l'épistémologie et la méthodologie de la recherche en éducation-formation et nous accompagnons des étudiantes et des étudiants dans la réalisation de leur mémoire de master ou de leur thèse de doctorat. Cette expérience nous a amenées à un constat saisissant : ils et elles sont nombreuses à ne pas se sentir autorisées à intégrer leur rapport à l'objet de recherche dans leur travail. Lorsqu'ils et elles ne peuvent plus se détacher de leur expérience, ils et elles pensent ne jamais y arriver et se sentent paralysées au point d'envisager abandonner.

Quelles conceptions de l'activité scientifique empêchent les étudiantes et les étudiants de répondre aux questions qu'ils et elles se posent, questions très souvent pertinentes, originales, passionnantes et passionnées? À partir de ce qui a été exprimé lors de nos échanges, nous émettons l'hypothèse que leurs difficultés proviennent de l'injonction de « neutraliser leur expérience » dans leur activité de recherche. Cette injonction d'inspiration positiviste charrierait, selon leurs déclarations, d'autres prescriptions, telles que l'écriture scientifique neutre, l'originalité, une conception univoque de la « réalité » ou encore l'adoption de la logique de la preuve. Dans cette contribution, nous souhaitons poursuivre le dialogue entamé avec les apprenties chercheuses et apprentis-chercheurs[1] en leur apprenant à poser

1. Les lecteurs et lectrices ne tarderont pas à constater que les extraits mobilisés sont produits par des chercheuses. Ils et elles regretteront peut-être l'absence d'extraits constitutifs d'une pensée insolente élaborée par des chercheurs et se demanderont si cette absence relève d'un choix de notre part. Non, évidemment. Loin de considérer ce constat anodin, nous relevons à la fois sa complexité et la nécessité d'une

des actes « insolents » de recherche à visée compréhensive pour remettre en cause l'ordre scientifique établi. Notre ambition est de penser la formation à la recherche autrement, en invitant les apprenties-chercheuses et apprentis-chercheurs à initier un voyage vers l'insolence.

Engager l'expérience pour construire son objet de recherche : entre peur et désir

Nous sommes parties des travaux de mémoire réalisés par des étudiants et des étudiantes qui se sont autorisées à utiliser leur expérience dans la construction de leur recherche. Dans les extraits retenus, ils et elles font part de leurs questions, de leurs doutes et de leurs révélations. La subjectivité explicite et assumée au sein du texte scientifique et la sensibilité à autrui dans la perspective de la citoyenneté collective et du bien commun sont rarement des axes de formation à la recherche. La notion de « responsabilité pour autrui » (Piron, 2000) n'est pas thématisée dans les manuels de recherche en sciences sociales. Ceux et celles qui se questionnent sur l'engagement de leur expérience dans la construction de leur recherche craignent souvent que leur travail ne soit pas reconnu par la communauté scientifique, que leur démarche ne soit pas autorisée.

Le concept d'autorisation, que nous associons à la peur et au désir de penser (Charmillot, 2013), renvoie à deux interrogations : a) Qu'est-ce qui forge notre désir de penser à travers la production de nos textes scientifiques; d'où vient le souhait de développer des connaissances nourries par les valeurs qui nous animent? b) Qu'est-ce qui empêche de penser, qu'est-ce qui rend « impuissant à résister à de vastes systèmes économiques et politiques », qu'est-ce qui fait que « nous nous trouvons pris dans un monde réifié qui homogénéise toute expérience vécue » (Burawoy, 2003, cité par Schurmans, 2008a : 90)?

Dans les exemples ci-après, on voit que ces deux interrogations sont indissociables. La peur de penser est conjointe au désir de penser et il est difficile de déterminer ce qui est premier. Au cours des échanges, les

problématisation qui ne peut trouver sa place dans une note de bas de page. Nous poursuivrons donc la réflexion ici entamée par une problématisation de la pensée insolente sous une perspective de genre.

étudiantes et les étudiants ont associé désir de pensée et choix d'entrer à l'université (« j'imaginais qu'à l'université, tout pouvait être discuté, qu'on s'exercerait à être critique »). Ce désir déçu se transforme en peur de penser (« j'ai vite réalisé qu'il fallait être dans la norme, qu'on ne pouvait pas penser à côté »).

Premier exemple

Inscrite dans la filière Master AISE (Analyse et intervention dans les systèmes éducatifs), l'étudiante Nicole Irène Peccoud[2] se propose d'explorer dans son mémoire la notion d'accueil dans le champ du travail social. Pour soutenir son questionnement initial sur sa posture de chercheuse (comment accueillir les propos des acteurs et actrices côtoyées tout au long de la recherche), nous lui avons suggéré un texte de Florence Piron. Ce texte renforcera son souhait d'élaborer une science « relationnelle » et « sensible », comme le montre la lettre qu'elle nous a écrite à propos de la production et de l'analyse de données.

> Chère Madame, tout d'abord merci pour ce matin, cela m'a véritablement redonné une énergie réflexive. J'ai par ailleurs dévoré l'article de Florence Piron « Responsabilité pour autrui et savoir scientifique ». Celui-ci m'a vraiment bouleversée, c'est comme s'il mettait des mots sur des éléments en questionnement que j'ai sans pouvoir me les formuler. J'avais pourtant une forme de certitude, à savoir que la recherche scientifique ne peut s'abstraire d'une dimension sensible, située et profondément fragile, car sinon elle ne s'apparente qu'à des chablons qu'on nous donne en pâture comme preuve d'une vérité technique immobile. Je m'étais dit que la poésie était un moyen supplémentaire de rendre compte d'une certaine réalité, car elle permet une mise en mots du réel tout en conservant une part d'insondable. Les mots de Florence Piron me confortent dans cette perspective, mais ils font bien plus en fait, ils engagent aussi, de la même manière qu'elle parle d'une responsabilité du chercheur pour autrui, une responsabilité de celui qui la lit. Il ne me paraît en effet plus possible après ces lignes de ne pas tenir compte de

2. Cet exemple est publié avec l'accord de l'autrice.

la dimension relationnelle d'une recherche en sciences sociales. Je tenterai ainsi de laisser transparaître dans ma modeste recherche, une posture assumée d'une approche sensible, émotionnellement impliquée et aussi analysée, qu'il me paraît indispensable de défendre.

Durant la rédaction de mes travaux de ce dernier semestre, j'ai découvert un poète dont j'ai retiré un extrait très parlant pour moi qui augurait une sorte de contrepoids aux contreforts des evidence based devant lesquels je me suis sentie un peu découragée, leurs murs semblaient si hermétiques. Il s'agit de Roger Munier dans son ouvrage Le *su et l'insu* : « L'indifférence des choses n'est peut-être que la face tournée vers nous d'une tendresse qui ne peut nous atteindre ». Je prends donc le parti de me laisser émouvoir, c'est, il me semble aussi, une certaine responsabilité envers autrui.

Deuxième exemple

Le mémoire de master en éducation spéciale de Nila Baratali (2016) porte sur la compréhension de l'expérience d'étudiantes et d'étudiants vivant avec une maladie chronique et engagés dans un cursus de formation supérieure (université et hautes écoles). Elle se demande si la communauté scientifique la laissera « penser » son expérience et réaliser une « vraie » recherche, rigoureuse et sans « biais ». Dans le premier chapitre de son mémoire qui débute par une section intitulée « À la recherche d'une place », Nila Baratali écrit :

> Dans ce travail de mémoire, j'aborde une réalité qu'un grand nombre de personnes sont amenées à vivre : la/les maladie(s) chronique(s). Mes interrogations sur ce sujet ont débuté il y a maintenant onze ans, lorsque ma première maladie chronique a été décelée. Les interrogations ne sont pas venues, comme on pourrait le croire, suite aux bouleversements et à la tristesse provoqués par la maladie. Mes premières incompréhensions n'étaient pas de savoir ce que la maladie impliquait en elle-même ou de comprendre pourquoi celle-ci était survenue. Mes incompréhensions venaient de la place que j'avais l'impression d'avoir perdue lorsque je me rendais à l'école, du silence qui entourait le thème de la maladie et de l'inconfort créé lorsque ce thème était mentionné par d'autres personnes que les médecins. Aujourd'hui encore, décalage et malaise se font ressentir au moment

où je discute ce thème. Contrairement à mes attentes, les sept années au sein de l'Université n'ont pas contribué à faciliter le dialogue. J'avais imaginé qu'il me serait plus aisé d'en parler ainsi que de vivre ma situation de malade dans la mesure où je serais entourée d'adultes capables de s'intéresser et de s'interroger sur des thèmes qui parfois « dérangent ». Cependant, une fois sur place, j'ai eu comme l'impression qu'il serait « déplacé » d'aborder cette part de ma vie, comme si elle ne devait simplement pas être mentionnée. Je remarquais pourtant que mes interrogations s'intensifiaient et se complexifiaient à mesure que je développais mes capacités d'observation et d'analyse.

J'ai [ainsi] cherché, à travers mon cursus au sein du master « éducation spéciale », à comprendre quelle était ma place. Le domaine thématique « inclusion-exclusion » a été le plus marquant de mon parcours. Apprendre sur les dynamiques identitaires ou les phénomènes sociaux propres aux populations marginalisées me permettait de comprendre des phénomènes auxquels je n'avais pas l'impression d'être étrangère. C'est de là que m'est venue l'idée d'investiguer sur cette problématique si rarement évoquée tout au long de mon parcours académique. […]

Ce travail de mémoire exprime ma quête, tout au long de ces 11 dernières années, concernant ma place en tant que malade chronique, jeune adulte et étudiante. […]

L'idée d'aborder ces interrogations de manière académique ne m'avait jamais traversé l'esprit au cours de ma formation, et ce pour deux raisons. Tout d'abord parce que je ne voulais pas mélanger cette dimension privée (l'expérience de mes maladies) à ma vie estudiantine. Il me semblait impossible de réussir à réaliser un travail doté d'une rigueur scientifique dans ces conditions. En effet, j'étais convaincue, à tort, que pour effectuer une « vraie » recherche, il était nécessaire de minimiser les biais du chercheur et que de ce fait, il fallait choisir un objet de recherche le plus détaché de son vécu. […]

Aborder cette problématique telle que je m'apprête à le faire implique de prendre en considération plusieurs perspectives, celle de l'apprentie-chercheuse et celle de l'« étudiante malade ». Cette double casquette n'est pas facile à porter lors d'une recherche d'une telle ampleur. D'une part, la recherche prend du temps et cela signifie que

> ces questionnements sur la maladie me suivront d'une manière intense durant plus d'un an. Cela implique aussi de devoir gérer les échos que la recherche peut avoir sur moi en tant que personne malade, qu'il s'agisse de témoignages ou d'articles scientifiques. Pourtant, bien que je puisse rencontrer des difficultés lors de cette démarche, la double casquette peut s'avérer enrichissante pour une réflexion à la fois scientifique et humaine. (Baratali, 2016 : 6, 11 et 12)

Ces deux exemples le mettent en évidence : la peur de penser est liée à la réception par la communauté scientifique de l'engagement de l'expérience dans le travail de recherche. Les chercheuses et chercheurs ne sont pas les seuls concernés, les personnes invitées à participer à la recherche et plus globalement le monde social le sont aussi. Engager l'expérience dans l'activité scientifique a des conséquences éthiques.

L'injonction à la neutralité : implications éthiques

L'exigence de neutralité scientifique obéit à la signification pré-kantienne de l'objectivité (Bihr, 2008). Cette acception nie l'implication des chercheurs et chercheuses dans la construction de leurs objets scientifiques, et ce, quel que soit le paradigme dans lequel ils et elles s'inscrivent. Alain Bihr (2008) écrit à ce propos :

> Exiger du savant [...] qu'il se place face à la réalité sociale sans *a priori* d'aucune sorte, qu'il se contente de la recevoir telle qu'elle se présente à lui pour la décrire et l'analyser, ne relève pas moins d'un parti pris (épistémologique, idéologique et en définitive sociopolitique) que la démarche qui s'autorise, inversement, à adopter une position face à la réalité sociale observée. (*ibid.* : 37)

Adhérer au principe de neutralité scientifique implique de dépolitiser les savoirs produits dans les travaux de recherche, de déresponsabiliser et désengager les chercheuses et chercheurs quant aux savoirs qu'ils et elles produisent et aux effets de ces savoirs sur autrui et sur la configuration du monde partagé.

Dépolitisation des savoirs

La neutralité se caractérise selon Léo Coutellec (2015) par « l'absence d'implications des valeurs dans les résultats d'une science impartiale » (*ibid.* : 38). Avec l'autonomie et l'impartialité, elle fait partie de la conception classique des sciences (Coutellec, 2015), et prend la forme d'une injonction. Avec l'obligation implicite de neutralité, la rhétorique positiviste induit un modèle de science qui dépolitise le savoir. Pour Geoffroy de Lagasnerie (2017), cette dépolitisation conduit à aborder les problèmes « comme si les règles de la production des savoirs et de la théorie étaient des entités données, qui s'imposaient à moi et que mon geste de soumission à celles-ci ne relevait pas d'une réflexion politique » (*ibid.* : 16).

La science veut se démarquer de la politique par son refus de prendre en compte les valeurs, les biais des procédures ou la subjectivité. Ces aspects sont abordés sous un angle méthodologique ou épistémologique « dans les formes et les formats habituels » (de Lagasnerie, 2017 : 10). Avec ces formes et formats, ce sont les dimensions sociales, politiques et économiques du problème qui sont évacuées. Cette injonction à la neutralité peut être contournée si nous acceptons de penser la science au pluriel; si nous admettons que le travail scientifique est « l'objet de choix, de critères, d'intentions, de valeurs qui dépendent d'un contexte; ce contexte n'est pas seulement le contexte social et culturel, mais aussi le contexte scientifique lui-même avec ses contraintes et ses dynamiques » (Coutellec, 2015 : 33). Au lieu de réduire l'articulation du savoir au politique à une question méthodologique ou épistémologique et, par ce fait, la rendre « inoffensive », comme le fait le cadre positiviste, nous assumons le potentiel déstabilisateur du questionnement éthico-pratique qu'elle permet d'ouvrir (de Lagasnerie, 2017), en abordant nos thématiques à partir de notre rapport au monde et de notre situation dans celui-ci.

Déresponsabilisation

Florence Piron (1996) envisage le rapport que les chercheuses et chercheurs entretiennent avec leurs objets de recherche en termes de responsabilité. Elle écrit : « [l]es chercheurs sont des citoyens. Et parce qu'ils sont des citoyens, qu'ils partagent une cité avec leurs concitoyens, ils ont une responsabilité politique pour autrui, pourrait-on dire » (Piron, 2005 :

16). Contester la neutralité des pratiques scientifiques dans le cadre de la formation à la recherche permet d'aborder l'engagement des chercheuses et chercheurs comme une forme de responsabilité dans la production de connaissances. De Lagasnerie (2017) insiste sur le fait que, bien qu'il n'y ait pas « de responsabilité envers ce qui arrive dans le monde » (*ibid.* : 12), la responsabilité intervient « sitôt que l'on écrit, sitôt que l'on prend la décision de publier, de chercher, de créer […] » (*ibid.* : 12). En effet, les actes de l'activité scientifique impliquent « d'avoir décidé », à un moment précis et de manière plus ou moins consciente, de produire des idées, de participer à la production et à la circulation des savoirs et par là « de contribuer à façonner le cours du monde » (*ibid.* : 12). À partir du moment où « nous avons choisi de nous engager » (*ibid.* : 12), nous ne pouvons plus ignorer « la dimension politique » (*ibid.* : 12) de notre activité, dimension qui doit être posée « *ex ante* et non *ex post* » (de Lagasnerie, 2017 : 15). Ainsi, précise de Lagasnerie, de l'exigence de produire des connaissances émancipatrices découlent les conceptions « de la vie d'auteur », de la théorie et de la pratique. Comment aborder cette dimension dans le cadre de la formation à la recherche?

La neutralité scientifique demande de séparer le savoir de l'agir. Elle entrave toute forme de questionnement d'ordre psychologique et politique. Dans sa dimension psychologique, cette séparation est une sorte de « dessaisissement » (Horkeimer, cité par de Lagasnerie, 2017), pour éviter les « contradictions » au sein de la position des chercheuses et chercheurs. Dans sa dimension politique, la pensée ne peut pas être indépendante ou isolée du combat auquel elle participe : « [p]arce que nous vivons dans un monde injuste, critiquable, il n'y a pas de neutralité » (de Lagasnerie, 2017 : 18). La construction de connaissances émancipatrices comporte donc une dimension politique et elle implique une marge d'incertitude.

Comme le souligne de Lagasnerie (2017), que l'on soit auteur-e ou lecteur-trice, réfléchir à la manière dont l'activité intellectuelle s'articule au monde est une action « dérangeante ». Cela nous confronte à la signification et à la valeur de l'activité scientifique. Dans le cadre de la formation à la recherche, il convient d'apprendre à se poser des questions « dérangeantes » (de Lasgasnerie, 2017), des questions qui contribuent à démasquer le postulat de neutralité et à investir la dimension éthique et politique de toute activité scientifique. Ces questions sont formulées par Theodor W. Adorno et Max Horkheimer (cités par de Lagasnerie, 2017), comme suit :

> Comment devons-nous faire pour ne pas participer de la fausseté du monde? Comment ne pas collaborer à l'injustice? [...] à quoi sert la recherche? Ou, mieux : quelle recherche sert et quelle recherche est inutile? Quelle recherche est oppositionnelle et quelle recherche est complice du système voire collabore avec lui? (*ibid.* : 20)

Quel type de chercheur ou chercheuse voulons-nous devenir? La figure du chercheur ou de la chercheuse « solidaire[3] » permet de réaliser un travail éthique sur soi-même et de ce fait, de se construire comme l'auteur-e de ses propres actes. C'est en ces termes que Piron (1996), en référence à Michel Foucault (1984), précise : « prendre acte de l'existence des effets de l'action équivaut [...] à concevoir l'acteur avant tout comme celui qui partage le monde avec d'autres personnes » (*ibid.* : 140).

Désengagement

Les chercheuses et chercheurs qui, en adhérant au postulat de neutralité, ne se posent pas ces questions alors même qu'ils et elles disent vouloir contribuer à combattre les inégalités, renoncent « à la possibilité de vivre une vie éthique » (Lagasnerie, 2017 : 18-19). En référence à Horkheimer et Adorno, de Lagasnerie (2017) estime en effet que dans l'éthique du désengagement, dans la recherche d'une neutralité scientifique [...], dans l'adhésion à l'idée de science coupée de la politique, [il y a] quelque chose de non-éthique, qui est une non-éthique de la collaboration : dans une société déterminablement fausse qui va à l'encontre des intérêts de ses membres, toute connaissance qui se soumet aux règles figées de la science de cette société participe à sa fausseté (*ibid.* : 19-20).

Ces chercheuses et chercheurs produisent des connaissances à travers leurs travaux, mais, en raison de l'adoption de démarches fonctionnelles, complices des systèmes de pouvoir en vigueur, ils et elles « laisseront intacts les systèmes déjà constitués » (de Lagasnerie, 2017 : 45). À partir du moment où nous faisons le choix d'écrire sur le monde et que notre production « ne vient pas contrarier sa reproduction, cela participe, *de fait*, de sa perpétuation,

3. En référence à Michel Foucault (1984), Florence Piron (1996) identifie trois figures du chercheur en fonction du rapport à la responsabilité : la figure du chercheur classique, la figure du chercheur coupable et la figure du chercheur solidaire.

que nous le voulions ou non, que nous le reconnaissions ou non, que nous le déniions ou non » (de Lagasnerie, 2017 : 36-37). À ce moment-là, pour de Lagasnerie (2017), nous vivons notre vie d'auteur-e d'une manière non éthique.

Il n'y a donc pas d'un côté des chercheuses et chercheurs engagés et de l'autre des chercheuses et chercheurs désengagés. Pourtant, les chercheuses et chercheurs conscients de leur participation au façonnement du monde social et politique sont qualifiés (ou se qualifient eux et elles-mêmes) de chercheurs et chercheuses « engagées » et doivent expliquer ou justifier leur engagement. Le « désengagement » devient dès lors la référence allant de soi et ne demande aucune explication (de Lagasnerie, 2017). Comme le résume très bien l'auteur,

> [l]a catégorie d'engagement ou d'intellectuel engagé instaure une perception au sein de laquelle l'intervention se définit par rapport à la neutralité, posée comme l'attitude première et évidente. Mais puisqu'écrire, c'est s'engager, alors, en fait, c'est l'engagement qui constitue le geste premier et inaugural, le point de référence. Et c'est par rapport à lui que se définit l'aspiration à la neutralité. Au système neutralité/engagement, il faut donc substituer le système engagement/désengagement, voire authenticité/dénégation. Autrement dit, ce ne sont pas les auteurs engagés qu'il faut qualifier comme tels, mais plutôt les désengagés (en précisant néanmoins que cette catégorie renvoie à une attitude fictive et mystificatrice). Il faut concevoir la (fausse) neutralité comme un engagement contre l'engagement, comme une dénégation de la situation d'engagement. (*ibid.* : 26)

Quels types d'actes de recherche sont-ils susceptibles d'aider les apprenties-chercheuses et apprentis-chercheurs à contourner cette fausse neutralité?

Des actes insolents contre les injonctions à la neutralité

Exercer une activité de recherche, à quelque niveau que ce soit, suppose, comme on l'a vu, de « contribuer à façonner le cours du monde » (de Lagasnerie, 2017 : 12). Dans l'épistémologie compréhensive dont nous nous

réclamons[4], nous proposons d'exprimer cette contribution avec les mots de Walter Hesbeen (1997) : « prendre soin dans le monde ». Dans cette perspective, nous avons revisité nos parcours de chercheuses. En écho aux questions de Nicole Irène Peccoud et de Nila Baratali, nous avons extrait de nos travaux des actes de recherche « insolents » (Fabre, 2011) susceptibles d'autoriser les apprenties-chercheuses et apprentis-chercheurs à être insolents à leur tour, autrement dit à questionner et à contrer l'injonction à la neutralité de l'idéal positiviste. Les travaux de recherche de deux anciennes collègues qui ont partagé plusieurs années durant nos doutes, nos aspirations et nos espérances scientifiques – Caroline Dayer et Héloïse Rougemont (2014) – nous ont également offert quelques actes.

Nous présentons ci-après cinq actes d'insolence qui répondent à cinq injonctions.

Injonction à la neutralisation de l'expérience

L'injonction à la neutralisation de l'expérience conduit les chercheuses et chercheurs à adopter un rapport d'extériorité à leurs objets de recherche. Notre posture de recherche repose en revanche sur le partage du monde social dans lequel les objets de recherche et les chercheuses et chercheurs sont insérées. Nous construisons ainsi nos objets « de l'intérieur » de ce monde social partagé (Schurmans, 2008a). Les démarches investies ont des retombées sur nous, sur autrui ainsi que sur le monde partagé avec autrui, et ce, indépendamment des objets étudiés ou des techniques méthodologiques utilisées (Schurmans, 2008b). L'acte d'insolence proposé pour contrer l'injonction à la neutralisation consiste à mobiliser la dimension réflexive de l'expérience et son mouvement d'« aller-retour » (Larrosa, 2006). L'« aller », c'est sa propre expérience construite comme problème de recherche à travers l'expérience d'autrui. Cela suppose de sortir de soi-même. Le « retour », c'est lorsque la construction de sens produite par la recherche affecte l'auteur ou l'autrice et transforme son identité.

4. Pour la distinction des paradigmes de recherche, nous nous référons à la distinction de Jean-Michel Berthelot (2001) entre raison expérimentale et raison interprétative. La raison expérimentale désigne les démarches de recherche explicative, causale, objectiviste. La raison interprétative désigne les démarches de recherche compréhensive, interprétative, constructiviste, herméneutique.

Acte d'insolence n° 1 : problématiser (à partir de) son expérience

Ce premier acte d'insolence est extrait du mémoire de master en sciences de l'éducation de Raquel Fernandez-Iglesias (2016) qui porte sur la construction identitaire des personnes en situation d'acculturation. Raquel Fernandez-Iglesias s'intéresse aux trajectoires d'autres personnes migrantes pour comprendre sa propre expérience et le mal-être identitaire qu'elle éprouve. Elle construit sa problématique en s'inspirant des travaux universitaires réalisés dans le cadre de ses études, et au rythme de ses rencontres[5] avec des auteurs et des autrices traitant cette thématique. Ce cheminement l'a amenée à initier ce qu'elle nomme un « voyage intérieur » qu'elle décrit ainsi :

> Mon intérêt pour la thématique de l'expérience migratoire s'est construit et a progressivement pris forme depuis le jour de mon arrivée à Genève. Telle une vague qui ne trouve jamais le repos, prise au piège, j'éprouve quelquefois un sentiment d'inexistence au sein de ce pays qui m'a accueillie, sentiment que je prends soin d'ignorer, de cacher derrière une illusion qui me fait croire que je continue d'être là-bas, que rien n'a changé. […]
>
> Ce travail reflète alors, quelque part, mon évolution identitaire construite au long de ces 12 ans passés entre ces différents entre, résultat de mon expérience de migrante. « Avoir de l'expérience, écrit Mills 1993[1959], veut dire, entre autres choses, que votre passé influence votre présent et l'atteint, et qu'il définit votre capacité pour des expériences futures » (*ibid.* : 207). Cette évolution identitaire aboutit aujourd'hui à un sentiment d'appartenir aux deux sociétés de manière certes asymétrique, mais pas pour autant hiérarchique. Elle commence avec l'affirmation d'une « identité négative » (Erikson, s. d., cité par Mucchielli, 2003 : 93) : « Je ne suis pas d'ici[6] », et finit par une envie, un soulagement, le fait de pouvoir dire « je suis » et arrêter de me justifier constamment. Mon questionnement, qui s'est développé au fur et à mesure que j'avançais dans mon cursus universitaire, me rend attentive aux étiquettes de « première génération » et à celle de

5. Ces rencontres sont aussi bien réelles, comme celle avec l'écrivain grec Vassilis Alexakis venu à Genève pour la présentation de l'un de ses livres, que symboliques, autrement dit médiatisées par la lecture des textes des auteurs et des autrices.
6. Titre du premier travail biographique (2002-2003).

« secondos » (Bolzman, Fibbi et Vial, 2003), car je prends conscience que ni l'une ni l'autre ne me correspondent, ce qui dans le fond, ne me laisse pas indifférente. […]

Épouse d'un « secondo » et mère de deux enfants, les débats sur la signification et les préjugés véhiculés par ces étiquettes font partie de mon quotidien et alimentent la réflexion lors des discussions avec mes beaux-parents, par exemple, ou des amis aux origines diverses. Reprenons l'exemple de mes enfants : faut-il les étiqueter de « terceros » par rapport à leur père, secondos par rapport à moi, sont-ils des secondos-terceros ou des terceros-secondos ou… Jusqu'à quand porteront-ils des étiquettes qui ne font que mettre l'accent sur le côté étranger, donc pas d'ici de leurs ancêtres? […] En effet, même si les travaux et les recherches en matière de migration et bilinguisme sont très nombreux, la définition première des migrants demeure celle de personnes n'ayant rien à offrir à la communauté d'accueil si ce n'est leur travail. C'est d'ailleurs « le travail qui fait naître l'immigré, qui le fait être » (Sayad, 1997 : 61).

Mais que se passe-t-il quand on n'est pas un migrant économique? […] La légitimité d'une « bilatéralité de références » (Bolzman, Fibbi et Vial, 2003) des secondos semble bizarre et suspecte lorsqu'il s'agit des migrants, qui le plus souvent « manifestent […] une identité ancrée en région d'origine » (Lüdi, 1995 : 215).

Il est devenu « normal » qu'un migrant se sente, au bout de quelques années passées en pays d'accueil, étranger partout; que le fait d'avoir deux pays soit pareil que n'en avoir aucun ou encore que l'apprentissage de la nouvelle langue (d'accueil) tue la langue maternelle (Kristof, 2004). Mais pourquoi parler de « double absence » (Sayad, 1999) et non pas de double présence, pourquoi envisager toujours l'adoption d'une langue nouvelle, d'un pays nouveau comme celui qui remplacerait la langue maternelle, le pays d'origine? Pourquoi ce vocabulaire en termes de perte et non pas de gain? Pourquoi la société nous pousse-t-elle à choisir entre les deux, entre l'origine et l'accueil? Est-ce qu'on se sent obligé de choisir? Qui nous donne le droit de ne plus le faire? Et lorsqu'on le fait, qu'est-ce que cela entraîne? Où est notre chez-nous?

De telles questions ne m'avaient jamais traversé l'esprit pendant les huit premières années passées ici, malgré un mal-être évident.

> [...] Ainsi, lors de repas familiaux avec mes beaux-parents (primo-arrivants), j'étais bouleversée de les entendre dire avec beaucoup de tristesse, le regard pointé vers le lointain et souvent les yeux pleins de larmes des phrases telles qu'« avec le temps on devient étranger partout », ou que « tu n'existes plus pour ceux qui sont restés là-bas », ta vraie famille étant celle composée du conjoint et des enfants. Ces commentaires me terrifiaient, je ne les comprenais pas vraiment et surtout je ne voulais pas les partager. Allait-il m'arriver la même chose? Était-ce seulement une question de temps? Les mots de Julia Kristeva (1988 : 9) me donnaient de l'espoir, « l'étranger commence lorsque surgit la conscience de ma différence et s'achève lorsque nous nous reconnaissons tous étrangers, rebelles aux liens et aux communautés ».
>
> Les raisons qui m'ont poussée à faire ce travail reflètent d'une part la contribution de l'expérience migratoire à ma réflexion personnelle et d'autre part elles justifient les prises de décisions quant au but de la recherche, c'est-à-dire, ce que je voulais comprendre et transformer en problème, puisqu'« on ne peut pas bien énoncer un problème sans savoir pour qui il en est un » (Mills, 1993[1959] : 93; Fernandez-Iglesias, 2007 : 17-19).

Injonction à adopter le langage scientifique neutre

La terminologie qui se réfère à l'activité scientifique est un héritage épistémologique de l'histoire des sciences, et cette histoire est positiviste. Les termes de terrain, de récolte de données marquent la distance et la neutralité qui caractérisent la place des chercheuses et chercheurs. Celui d'objet de recherche sépare l'objet du sujet et réifie l'extériorité des chercheuses et chercheurs[7]. Les termes liés à l'activité scientifique fondent la mise à distance et l'extériorité du modèle dominant. Ils ne sont pas remis en cause. Tout se passe comme si le langage scientifique était transparent (Charmillot, Cifali et Dayer, 2006).

7. En conséquence de ce constat, nous employons, dans la suite de notre texte, le terme « problème » ou l'expression « problème investigué ».

> [L]'écriture idéale de la science serait-elle celle qui, « transparente », se met au service des résultats? On ne lui demanderait rien d'autre que de transmettre ce qui est déjà construit? [...] Le texte en sciences humaines n'est-il qu'un verbiage faisant illusion, favorisant l'obscur pour faire croire qu'il y a de la profondeur? (*ibid.* : 170)

Nulle carrière académique ne se déploie sans publications. L'écriture est donc au centre du métier de chercheur ou chercheuse et de ce fait, elle peut être au service de l'élaboration d'une pensée conformiste (neutre) ou, au contraire, oppositionnelle[8]. Pour contrer l'injonction à adopter la terminologie positiviste « faussement neutre », vide de sens, car vidée de notre rapport au monde, nous proposons d'habiller quelques expressions des nouvelles significations issues de nos réflexions sur l'écriture de la science.

Acte d'insolence n° 2 : prendre position, habiter les mots

L'acte de prendre position est tiré de la thèse de doctorat de Maryvonne Charmillot (2002). La recherche se déroule en Afrique de l'Ouest, au Burkina Faso, dans la ville de Ouahigouya. Elle examine la mise à l'épreuve du lien social face à l'épidémie du sida, en tenant compte des transformations économiques, démographiques et sociales en cours. Loin de lire la situation dans la seule perspective alarmiste de déstructuration des liens familiaux et sociaux, l'autrice met en évidence, au niveau individuel et collectif, les innovations, créations, adaptations développées face aux conséquences de la maladie. Pour atténuer son malaise et donner du sens aux doutes quant au bien-fondé de sa démarche, elle entretient une correspondance avec sa directrice de thèse, Marie-Noëlle Schurmans. Au moment de la rédaction de sa thèse, elle décide de problématiser ses doutes en développant un chapitre sur la place des chercheuses et chercheurs face à la maladie[9]. Elle y intègre des extraits de correspondance qui manifestent son refus de rester « faussement neutre ».

8. À propos de l'écriture, nous exprimons notre profonde reconnaissance à Marie-José Portmann qui a relu notre texte et l'a rendu beaucoup plus sobre. « Oser se faire comprendre au-delà du cercle des initiés, a-t-elle suggéré, c'est peut-être aussi une forme d'insolence ». Quel cadeau précieux qu'un tel retour.
9. Ce chapitre a été transformé en article : Charmillot, M. 2002. Intervention face à la maladie : la place du chercheur. *Sociedade e Estado*, 17 (2) : 520-527.

> Je suis chaque jour confrontée à mon statut de chercheur que je ne gère pas (si) facilement. Face à toutes les choses à faire ici, à tous les problèmes de base qui se posent pour tellement d'habitants, face aux malades couchés dans des cours démunies, j'ai de la peine à donner à ma démarche un sens qui soit intégré au contexte. Je me dis : mais tu fais quoi, là, avec ton magnéto de poche et ton micro? Je ressens cela aussi parce que les membres de l'association par l'intermédiaire desquels je réaliserai une partie de mon enquête sont pris dans le quotidien et le stress des dizaines d'activités que gère en parallèle l'association. Il n'y a donc jamais de temps pour discuter, échanger, pour faire se rencontrer nos questionnements respectifs. Aucun élément d'une recherche-action ou de quelque chose comme « recherche et intervention » (correspondance du 5 mai 2000).
>
> Les perspectives d'une thèse « conventionnelle » s'estompent. D'une part parce que si je ne parviens pas à accumuler d'autres données, ce que j'ai accumulé jusqu'à présent n'est pas suffisant. Et d'autre part, parce que je ne sais pas sous quelle forme les restituer. […] Je ne me sens pas à l'aise, pour le faire, avec le langage scientifique. Parce que je ne voudrais pas me voiler la face, c'est-à-dire, en quelque sorte, utiliser le langage savant et rester faussement neutre, ne pas prendre position contre un système qui semble trouver ce continent plus encombrant qu'autre chose. L'accès quasi impossible aux médicaments donne à réfléchir à un vieux qui me disait que le sida était une maladie des Blancs pour tuer les Africains. Ce que je dis manque probablement de nuances, mais il me semble qu'il y a là des éléments essentiels à travailler en tant que chercheur (correspondance du 21 juin 2000). (Charmillot, 2002 : 110)

Habiter les mots est un acte d'insolence, vis-à-vis de l'héritage épistémologique positiviste. Cela entraîne un possible dépassement des apories de l'usage des notions de « récolte de données » et de « cadre théorique ».

Le premier exemple est tiré de la thèse de Maryvonne Charmillot.

La « récolte » ou le « recueil » des données

J'ai parlé, jusqu'à présent, pour donner à voir le travail empirique, de « recueil » des données. Ce terme est probablement le plus courant. Dans le même ordre d'idée, on parle également de collecte ou de récolte. Ces termes sont-ils appropriés à tout type de données? Quelle est la nature des données en sciences sociales/humaines?

Ces questions sont apparues à la lecture des entretiens, alors que je cherchais à comprendre pourquoi une part de mes attentes initiales n'avait pas été satisfaite à l'issue de l'enquête[10] [...]. Ces réflexions, favorisées par le refus de l'apriorisme, refus caractéristique de la compréhension, de même que par les textes de Taylor, Laplantine et Geertz, m'ont amenée à reconsidérer la manière dont le chercheur en sciences sociales/humaines constitue ses corpus. Autrement dit, questionner les présupposés qui sont au fondement des méthodes employées. Parler de recueil ou de collecte s'apparente à la manière de faire du géologue ou du botaniste lorsqu'ils prélèvent, le premier un échantillon de terre ou de roche, le second des végétaux. L'objet ne se modifie ni en cours de prélèvement ni à l'issue de son analyse. Il n'en va pas de même en sciences humaines/sociales où les objets sociaux (objets de recherche) sont des significations. En d'autres termes, si l'objet du géologue ou du botaniste peut-être collecté et considéré, de ce fait, comme une donnée brute, les faits sociaux, en tant que significations produites par des individus et parce qu'ils sont « récoltés » par le moyen de significations (le langage), ne peuvent être considérés comme tels. Autrement dit, parler indifféremment de recueil, de récolte ou de collecte revient à croire que l'utilisation des méthodes couramment utilisées en sciences sociales/humaines basées sur le langage permet de travailler sur du matériel brut. « Tout se passe un peu comme pour un simple prélèvement biologique ou géologique », écrit Blanchet (1987), « où seule compte l'analyse en aval des composantes internes, sachant que l'acte de prélèvement lui-

10. Voir à ce propos l'article rédigé avec Laurence Seferdjeli (Charmillot et Seferdjeli, 2002).

même effectué avec précaution ne saurait en changer la structure » (*ibid.* : 88). Tout se passe comme si le langage n'était qu'une « réplique du monde à l'échelle des mots » (Borzeix et Fraenkel, 2001 : 59).

(…)

Pour conclure provisoirement ce détour à propos de la nature des données (…), on peut, dans un premier temps, opter pour une terminologie moins passive que celle de « recueil » ou de « collecte » des données. Parler en termes de production, comme le fait un certain nombre de chercheurs, est nettement plus satisfaisant puisque ce mode engage le chercheur : produire, c'est « être à la source de » (Petit Robert). Geertz (1998) quant à lui parle en termes de « construction ». Selon le commentaire de Descombes (1998), la langue anglaise est particulièrement appropriée pour l'utilisation de ce terme, car l'accent est porté non seulement sur la syntaxe, mais également sur le sens : « En anglais, on emploie la notion de construction grammaticale plus libéralement qu'en français : on ne parle pas seulement de construire la phrase selon tel ordre de mots (pour faire le mot à mot), mais aussi de construire un mot selon une certaine syntaxe, et surtout de construire le sens de la phrase, ce qui équivaut à lui donner telle ou telle interprétation » (*ibid.* : 44).

Le second exemple de cet acte d'insolence est tiré de la thèse de Raquel Fernandez-Iglesias.

Dés-encadre théorique

L'autrice découvre dans sa réflexion que l'expression cadre théorique fait référence à l'immuabilité des pratiques scientifiques menées depuis le cadre du formalisme (Clandinin et Connelly, 2000, cités par Contreras Domingo et Pérez de Lara Ferré, 2010). Ce « cadre » (*framework*) théorique sert à l'interprétation de toutes les réalités. José Contreras Domingo et Nuria Pérez de Lara Ferré (2010) soutiennent que la vision formaliste entrave l'émergence de nouveaux faits. En soumettant les données à un cadre théorique préconstruit, les chercheuses et chercheurs ne peuvent « découvrir autre chose que ce qui a été anticipé ou prévu par le cadre » (*ibid.* : 16). Ce faisant, le formalisme ignore la manière dont les individus vivent les relations sociales et

ce que ces relations génèrent. Parler de « cadre théorique » est inadéquat et Raquel Fernandez-Iglesias amorce une réflexion qui la conduit à lui préférer « désencadre théorique ». Voici l'extrait de la thèse relatif à la déconstruction-reconstruction de cette expression :

> Au sein de l'expression cadre théorique, le terme « cadre » peut ainsi être lu comme faisant partie d'une écriture scientifique propre à la raison expérimentale, qui se veut, dans ce sens, « naturelle, transparente, objective » (Charmillot, 2013 : 156). Il peut être porteur de l'héritage épistémologique d'ancrage positiviste contesté par le paradigme de la raison interprétative dans lequel je me positionne. Au sein de ce dernier, l'écriture scientifique participe non seulement à la validation et à la transmission des connaissances, mais aussi à leur production (Charmillot, 2013). Pour cette raison, je propose de nommer ce chapitre « désencadre théorique ».
>
> Eu égard à ma posture compréhensive et aux caractéristiques de ma démarche, je propose de désencadrer les concepts théoriques mobilisés. Selon la définition donnée à ce terme par le dictionnaire Larousse, il s'agit donc de se séparer (préfixe « dés- ») de ce qui est à l'intérieur (préfixe « en ») de cadres théoriques préétablis. Désencadrer une chose, lui enlever son cadre, permet de la libérer. Libérer le théorique de son cadre permet l'ouverture interprétative de celui-ci, permettant l'émergence des significations en devenir. En considérant, comme Larrosa (2003) que « les concepts déterminent le réel » (*ibid.* : 5), désencadrer les concepts c'est les ouvrir aux conditions de possibilité qu'ils contiennent.
>
> Désencadrer les concepts est possible dès lors qu'on les considère comme des « notions rebelles ». Du latin *rebellis*, je qualifie donc mes notions de « rebelles » en ce que, contrairement aux concepts, elles se « prête[nt] difficilement à l'action à laquelle on le[s] soumet ». Par soumission, je considère toute « action de mettre ou fait de se mettre sous le pouvoir d'une autorité contre laquelle on a lutté; privation d'indépendance qui en résulte » (Larousse en ligne). C'est ainsi que les notions envisagées se sont présentées à moi, « rebelles », car productrices de sens inattendus. (Fernandez-Iglesias, 2016 : 74-75)

Le mémoire de master de Caroline Dayer offre un troisième exemple de cet acte insolent.

Désapprentissage

Caroline Dayer évoque la socialisation tacite à l'écriture de recherche en termes de désapprentissage, dans le journal de bord de la recherche menée dans le cadre de son mémoire de master portant sur l'injure[11]. Dans un article aux écritures plurielles, elle écrit :

> Déshabiller les mots de leur essence, de leur portée; rhétorique lourde et désincarnée, ton monotone, rythme uniforme. Assimiler qu'il n'est de scientifique que du formaté et de l'alambiqué. Sacrifier l'imaginaire, regagner le terre-à-terre, oublier la ponctuation comme réelle expression. Les poings se serrent, amers. Contraintes de fond et de forme, de caractère, de vocabulaire discipliné et disciplinaire. Passage du « je » au « nous », dressage par implicites et négations, injonction muette de crever les métaphores. S'effacer, se cacher, se fondre, se conformer et ne plus reconnaître ce sens abîmé, effrité, ne pas se reconnaître dans ces coquilles vides. Dissonance de la pensée et de l'écriture. S'aliéner. Se révolter. Refus de se plier, résistance épistémologique. L'écriture se fait plurielle, écartelée, lorsque sa singularité n'est pas de mise, lorsque le souci de crédibilité rend une plume schizophrène. (Charmillot, Cifali et Dayer, 2006 : 173)

La thèse de Maryvonne Charmillot offre un quatrième et dernier exemple.

Laboratoire

L'acte d'habiter les mots concerne tous les registres sémantiques. En travaillant sur le sida, Maryvonne Charmillot rencontre le terme « laboratoire » pour caractériser le sida, et elle en conteste l'usage :

11. Dayer, Caroline (2005). De l'injure à la *gay pride* : construction sociale de la connaissance et processus identitaire. *Cahier des sciences de l'éducation*. Genève : Université de Genève.

> Le sida est défini par certains en termes de « laboratoire » : « Maladie métaphore devenue phénomène mondial, le sida a créé, comme plusieurs l'ont dit, une situation quasi expérimentale, un laboratoire dans lequel non seulement de nouvelles substances pharmacologiques sont testées et les processus de constructions de la connaissance scientifique interrogés, mais dans lequel sont également mises à l'épreuve des pratiques sociales, éthiques, politiques, économiques et juridiques » (Bibeau et Murbach, 1991 : 7). [...] Si cette image est adaptée pour parler du développement des produits pharmaceutiques, elle me semble particulièrement inappropriée en ce qui concerne la construction des connaissances dans le champ social, en ce qu'elle associe l'attitude du chercheur à l'expérimentateur testant ses sujets. Face à la maladie, de surcroît lorsqu'elle est incurable, et aux conséquences qu'on lui connaît, l'image a quelque chose de cynique. Elle semble évacuer les questions, pourtant incontournables, relatives à la place du chercheur et à la problématique de l'intervention. (Charmillot, 2002b : 28)

Injonction à adopter une logique de la preuve

Le paradigme positiviste fait obéir l'activité scientifique à une logique de la preuve (Olivier de Sardan, 2008), causale, déterministe (Schurmans, 2006).

> L'importance des procédures, des règles, de l'impératif de l'utile, du quantifiable, de l'empirisme et de la raison instrumentale structurent profondément la production de la pensée légitime. C'est un savoir puissant et un savoir du pouvoir qui s'exercent contre les autres, les non conformistes, les déviants et les « pauvres », c'est-à-dire les non institutionnalisés ou précairement institutionnalisés. Qu'ils se plient à cette norme ou qu'on les détruise! [...] Quels sont les critères d'évaluation, sinon les critères positivistes établis? (Spurk, 2006 : 129)

Cette logique se caractérise par une organisation linéaire des étapes de la recherche garante de l'objectivité scientifique. Les hypothèses, hypothético-déductives, sont construites en amont et le terrain sert uniquement à les valider.

Acte d'insolence n° 3 : (ré)orienter son travail vers une logique de la découverte

Le troisième acte d'insolence est issu de la thèse de doctorat de Raquel Fernandez-Iglesias (2016). Cette thèse porte sur la construction de sens d'enseignantes et enseignants genevois concernés par l'expérience de l'intégration. Alors que son projet initial reposait sur une logique de la preuve, l'acte d'insolence posé par Raquel Fernandez-Iglesias réoriente son travail de recherche vers la logique de la découverte. Elle décrit ce renversement épistémologique dans le prologue de sa thèse, dans une partie intitulée « [m]alaise personnel et enjeu collectif », en référence à Howard Becker (2013).

> Une fois le canevas validé par l'instance *ad hoc*, l'élaboration du guide d'entretien me donnant l'accès au terrain me permet d'identifier une tension entre mon souhait compréhensif et le dispositif théorique imaginé. Le modèle envisagé, en amont du terrain, me contraint à formuler des questions précises permettant de valider mes présupposés théoriques et laissant peu de place aux personnes interviewées[12] pour s'exprimer, ce qui est l'inverse de ce qui est annoncé dans la partie méthodologique. Il ne s'agit pas tant de proposer une interprétation plausible, mais davantage une explication causale des difficultés rencontrées par les enseignant-e-s. Par ailleurs, ce modèle construit en amont du terrain est incohérent par rapport à la démarche inspirée de la *Grounded Theory* que je dis vouloir adopter.
>
> Dans ce sens, les questions sont orientées vers l'identification des difficultés posées par l'intégration (postulat théorique) et, comme je le précise dans le texte, des « catégories et des caractéristiques utilisées par les enseignants pour se référer à leurs élèves pour dégager la construction de ces figures » (*ibid.* : 7). La forme de la grille d'entretien est plus proche de celle d'un questionnaire ou d'un entretien directif que de celle d'un entretien semi-directif, pourtant annoncé dans la méthodologie du canevas. Plutôt que m'intéresser au sens que les interviewé-e-s confèrent à l'intégration scolaire dans le cadre de leurs

12. Les termes intervieweur-e/interviewé-e font référence à un échange verbal dirigé de manière plus directe que l'entretien narratif, raison pour laquelle ils sont remplacés par chercheur-chercheuse/personne (ou enseignant-e) interviewé-e.

> pratiques, j'ai l'impression de chercher à valider, chez les enseignantes et les enseignants, le sens construit en tant que chercheuse à travers le cadre théorique mobilisé.
>
> [...]
>
> Pour penser cette forme d'autocontrainte, je mobilise le texte écrit par Charmillot et Dayer (2007) à propos de la construction d'une posture de recherche dans le cadre d'une démarche compréhensive. Les liens d'interdépendance établis par les chercheuses entre les 4 pôles d'une recherche me permettent de penser le canevas et plus concrètement la tension ressentie entre le souhait compréhensif que j'annonce dans la méthodologie et le dispositif théorique construit. La lecture de ce texte me permet d'identifier une tension épistémologique entre les pôles théorique et technique du fait qu'ils relèvent respectivement, du paradigme de la raison expérimentale et de celui de la raison interprétative. Alors que le premier ne permet pas de prendre compte de cette tension, celle-ci peut être pensée au sein du paradigme interprétatif. Cette tension est pensée dans un premier temps en termes d'implications des deux paradigmes dans la manière d'aborder les objets de recherche et plus concrètement, dans le type de rapport que les chercheurs et chercheuses établissent avec ces derniers. Dans un deuxième temps, la tension me permettra de penser le rapport entre les deux paradigmes.

Caroline Dayer (2010a) nous offre dans sa thèse d'autres exemples d'actes de (ré)orientation vers la logique de la découverte. Elle prend pour objet la façon dont des chercheurs et des chercheuses élaborent leur posture épistémologique et méthodologique, ainsi que les tensions qui traversent leurs activités scientifiques. Elle analyse la manière dont ces personnes appréhendent les dichotomies, comment elles créent des espaces d'expression et d'invention ainsi que les processus identitaires et formatifs en jeu. Les lectrices et lecteurs découvrent ainsi des chercheurs et des chercheuses insolentes qui, en sciences sociales tout autant qu'en sciences de la nature, se sont un jour autorisées à transformer leur posture de recherche et qui ont pris leurs distances face à la pensée scientifique dominante.

> Je savais très bien ce que les profs attendaient de moi, mais j'ai appris à chercher par moi-même. Je me suis dit : « Est-ce que je suis d'accord avec ce qu'on m'impose ou pas? Qu'est-ce que je crois vraiment? » Ça

> m'a vraiment poussée à trouver une autre façon de faire et à changer de paradigme. C'était vraiment une transformation identitaire très forte, j'ai dû faire beaucoup de travail sur moi pour y croire vraiment (Dora[13], 38 ans). (Dayer, 2010b : 10)

En leur donnant la parole, Caroline Dayer s'autorise elle aussi l'insolence :

> À la lumière du savoir produit sur le *coming out* – envisagé sous l'angle d'une critique de la pensée dichotomique et du processus de dépassement des dualismes – je me penche, dans cette thèse, sur le champ épistémologique, en ce que celui-ci véhicule de façon exemplaire des systèmes d'opposition que l'univers de la recherche met en discussion. Ce champ est envisagé au sens large. Je prends en effet en compte le rapport à la connaissance, et les dualismes tels que sciences naturelles/sciences sociohumaines, expliquer/comprendre, quantitatif/qualitatif, savoirs quotidiens/savoirs savants, écriture scientifique/écriture littéraire, etc. L'histoire des sciences, jalonnée par les tensions entre pensées dominante et divergente, est également interrogée ainsi que les pratiques du monde académique. Liées à une logique classificatoire similaire, les principales dimensions conceptuelles issues de la problématique du *coming out* sont donc reprises pour aborder l'examen des aspects identitaires, relationnels, et d'orientation de l'action, relatifs à la construction et à la transformation d'une posture de recherche. Ces aspects sont au service de l'examen du travail critique des chercheurs et chercheuses sur les oppositions catégorielles, et des processus de transformation du regard de la personne, sur la science, sur elle-même et sur ses relations à autrui. (Dayer, 2009 : 43)

Injonction à l'originalité

La thèse de doctorat en sciences sociales est régie par les exigences transversales que sont l'originalité et l'avancement des connaissances. Le document *Recommandations en vue de la rédaction des projets de thèse en psychologie* à l'Université de Genève commence ainsi : « [u]n projet de thèse

13. Prénom fictif.

vise à permettre aux membres du Collège des docteurs de la section de se faire une idée de l'intérêt et de l'originalité du sujet de thèse, ainsi que de la capacité du candidat à mener à bien l'étude de son projet »[14]. Des définitions semblables se retrouvent dans d'autres universités, comme à Lausanne, où le règlement de la faculté des sciences sociales et politiques précise : « [l]a thèse est un travail personnel, approfondi, original et cohérent » (Directive du décanat, 2012) [15].

Acte d'insolence n° 4 : briser le tabou de l'originalité

L'acte d'insolence n° 4 a été posé Raquel Fernandez-Iglesias dans son intervention lors d'une journée doctorale en sciences de l'éducation en été 2017 à l'Université de Genève. Le thème de la journée était « Originalité du travail de thèse : contraintes ou libertés? ». L'autrice a saisi les trois questions qui lui ont été adressées en tant qu'intervenante de la table ronde comme une invitation à questionner le terme « originalité ».

Première question

Quelle définition conceptuelle ou théorique donnez-vous à l'originalité d'une thèse?

> La définition de l'originalité d'une thèse va dépendre de la signification que l'on donne, premièrement à la « thèse » et, deuxièmement au terme « originalité ». Si par « thèse » on comprend l'élaboration d'un manuscrit, à travers ses différentes étapes, l'originalité va intervenir ponctuellement à l'une des étapes qui composent cet écrit. Sa définition renvoie à la signification la plus immédiate de son champ sémantique, à savoir, son caractère « nouveau ». Une thèse originale va être une thèse qui formule une question de recherche nouvelle ou posée auparavant (…), qui associe/articule des éléments théoriques,

14. Document disponible dans https://plone.unige.ch/doctorat_psychologie_sociale/documents-administratifs/recommandations-en-vue-de-la-redaction-des-projets-de-theses
15. Document disponible dans https://www.unil.ch/files/live/sites/ssp/files/shared/reglements/directives/4_6_These_de_doctorat_incluant_publications_V2.pdf

dans l'expression de rapports inexprimés jusque-là, dans la manière de structurer la thèse, dans l'agencement nouveau des références théoriques souvent associées, dans les outils techniques mobilisés, etc. Le champ sémantique de l'originalité nous offre une première signification, celle de la nouveauté, mais, comme le dit , « chercher l'originalité dans la nouveauté est une preuve d'absence d'originalité » (Citations-françaises, 2015).

La « thèse » est certes un objet, mais elle est aussi le résultat d'un processus de création de la pensée scientifique des chercheuses et chercheurs. La signification de l'originalité va renvoyer ici à la singularité de cette expérience, à sa spécificité, à l'authenticité (vs à la copie, au plagiat, droits d'auteurs, protection de la propriété intellectuelle…). […] Mais la singularité peut également référer à l'empreinte de la personnalité de l'auteur, à sa marque personnelle, et là, émergent les contraintes à l'intérieur desquelles la pensée scientifique se développe. Comment élaborer une thèse originale dans le cadre des contraintes scientifiques qui sont celles de l'exigence d'objectivité et de neutralité? Comment laisser son empreinte personnelle en respectant les règles qui encadrent la production d'un travail scientifique? Ces questions m'invitent à sortir des sentiers battus et à continuer à interroger le champ sémantique de l'originalité.

Certaines sources situent l'origine du mot « originalité » dans les mouvements intellectuels du romantisme. Une des idées les plus novatrices du romantisme repose sur la figure du génie, animé non pas par la raison, mais par sa liberté intérieure qui le pousse à « briser le carcan des codes et des conventions, puisant au contraire dans la subjectivité et prêtant l'oreille à l'inspiration divine, à l'intuition, aux passions ». […]

Le recours au contexte d'émergence du mot me permet d'habiter l'« originalité » des significations telles que : audace, rareté, fantaisie ou encore, questionnement compris comme une forme de non-conformisme. Une première réponse à la question de comment définir l'originalité d'une thèse sur le plan conceptuel pourrait être la suivante : une thèse originale est celle dont le questionnement ne porte pas uniquement sur l'objet dont elle traite, mais aussi les conditions de production dans lesquelles elle se déploie, ce qui revient

> à questionner les cadres de la pensée scientifique, les catégories qui la définissent, la responsabilité assumée (ou pas) des chercheuses et chercheurs, etc.

En écho à cette proposition de définition, voici ce qui figure dans le travail de recherche de Maryvonne Charmillot (2002b) :

> Deux moments furent particulièrement critiques dans l'élaboration de ma thèse : lorsque, pendant l'enquête, je ne parvenais plus à donner du sens à mon statut de chercheur; lorsque, de retour du « terrain », je fus confrontée à des questionnements forts sur le traitement des données par catégorisation. Cette phase de déconstruction des procédés « classiques » de recherche n'a cependant pas été sans issue. Elle a produit une autre façon d'envisager la construction des connaissances, dans laquelle les réflexions épistémologiques deviennent, au fur et à mesure du travail d'écriture, constitutives de la recherche elle-même. Cette thèse témoigne de ce processus. Le lecteur trouvera donc dans le développement de cette étude autant d'aspects relatifs à l'objet de recherche lui-même, le lien social, qu'à la construction des objets sociaux en général dans le champ des sciences sociales. (Charmillot, 2002 : 5)

Deuxième question

La deuxième question met l'accent sur la construction de l'originalité selon un axe précis : méthodologique, épistémologique, thématique, etc.

> En partant du postulat qu'une thèse originale est celle qui questionne également les conditions de sa production, son originalité n'intervient pas à une seule étape de la recherche (construction de l'objet, à la définition de la problématique, aux choix ou à la combinaison des méthodes), mais s'exprime en termes de positionnement. […]
>
> Dès que l'on questionne les conditions de production, l'originalité s'insère, d'une manière plus globale, dans la construction d'une posture de recherche. Loin de la logique explicative, l'originalité va renvoyer à la manière d'aborder la compréhension d'un problème donné, d'une situation… à la façon dont ce problème est transformé, réinterprété, déplacé. Elle relève de l'audace du renversement de la

production de l'objet scientifique (la méthode de la théorie enracinée originale à ses débuts, car renverse la manière de construire l'objet de la recherche, va contribuer aussi à la formulation des questions de recherche); elle se montre critique et anti-conformiste vis-à-vis de ce modèle dominant et de la dérive de configurer une pensée unique, en se montrant comme LE seul modèle garant de la production de scientificité; elle est courageuse parce qu'elle tient tête aux tenants de ces discours; elle est responsable parce que soucieuse des conséquences de ses actes; elle est engagée parce que co-construite et partagée collectivement dans le cadre des interactions plurielles; elle est émancipatoire, car elle permet aux chercheuses et chercheurs de penser les tensions et les dilemmes, mis au cœur de cette journée, plutôt que les réduire à des biais à éliminer et ce faisant, à s'en défaire d'une partie des déterminismes.

Dans ce contexte, la construction de cette originalité repose davantage sur une logique passionnelle, de suspension de l'action pour pouvoir la penser, qu'actionnelle. En effet, du côté de l'action, elle s'exprime dans une multiplicité de petits actes, des choix effectués au sein des 4 pôles qui caractérisent, d'après Charmillot et Dayer (2007) l'architecture d'une recherche : théorique, épistémologique, morphologique et technique. Je terminerai ma réponse à cette deuxième question en citant quelques exemples d'actes effectués : insertion dans la structure de la thèse d'une brève analyse du canevas de thèse à la lumière des paradigmes identifiés en sciences sociales m'amenant à une réorientation des savoirs; écriture en « je » et adoption du langage épicène; questionnement des catégories utilisées : « cadre théorique » et proposition d'un autre terme portant les traces de ce questionnement : « désencadre théorique »; analyse des logiciels d'analyse qualitative à la lumière de la production du sens recherchée au sein de ma posture; signification donnée au concept d'expérience (construction de sens), dépassant sa réduction habituelle (dimension active ou passive); prudence quant aux discours « à la mode » dans le choix du titre de la thèse : renoncement au terme « inclusion » au profit de celui d'intégration; sollicitation des apports de la philosophie pour fournir une interprétation de l'expérience des enseignant-e-s.

Troisième question

Comment l'originalité est-elle définie une fois la thèse soutenue?

> Mon expérience m'amène à penser l'originalité de ma thèse en tant qu'ouverture, en tant que possibilité de penser les cadres de l'activité scientifique et les prises de position qui en découlent en référence au modèle dominant en sciences sociales. […] Parce que « l'émancipation est contagieuse : qui s'émancipe veut émanciper » (Fabre, 2015 : 13), si j'ai fait preuve d'insolence, c'est que j'ai été autorisée, à travers l'accompagnement de ma directrice de thèse, Maryvonne Charmillot, à devenir majeure au sens de Kant, c'est-à-dire, à penser par moi-même.
>
> Ainsi, pour moi, une thèse originale est une thèse qui retrace l'histoire de sa construction. Une histoire racontée en différents chapitres illustrant le cheminement menant à de multiples découvertes, mais aussi à ses impasses, à ses doutes en tant que chercheur ou chercheuse, aux difficultés rencontrées…
>
> Une thèse originale est une thèse qui questionne les catégories scientifiques (neutralité, objectivité) pour y adhérer, s'en distancier ou les problématiser… bref, une thèse qui raconte la construction de sens effectué par les chercheurs ou chercheuses dans des cadres d'interaction pluriels et, ce faisant, rend visible le cheminement intellectuel des chercheuses et des chercheurs. Cette visibilité peut contribuer à la déconstruction de la naturalité et de l'évidence qui caractérisent la manière dont elles nous sont présentées et contribuer ainsi à l'émergence d'autres critères de scientificité.

Injonction à étudier « la réalité »

Cette injonction renvoie aux débats autour de l'objectivité au cœur du développement des sciences humaines. Il y aurait LA réalité, comme il y a LA science.

Acte d'insolence n° 5 : construire la réalité par intersubjectivité

Pour introduire ce cinquième acte, nous avons choisi d'évoquer le « cinéma du lien » créé par Hubert Sauper[16], à travers quelques extraits d'un entretien relatif à son documentaire *Le cauchemar de Darwin*. Le réalisateur explicite sa manière de travailler, les objectifs qui l'animent dans l'élaboration de ses films et la finalité qui oriente son engagement : « faire réfléchir » à ce qui relie les 7 milliards d'êtres humains de la planète. L'entretien s'intitule *Montrer sans rien dire. Petite rencontre avec Hubert Sauper*[17]. Sauper explique que la réalité mise en scène dans ses documentaires est inséparable de sa réalité à lui :

> [L]e film parle de la réalité qu'on voit comme auteur de film, et ça parle aussi d'une réalité qu'on a soi-même. Une partie de cette réalité c'est que ça représente à chaque fois une grande tranche de vie, un an, deux ans, trois ans, *Le cauchemar de Darwin*, ça a pris quatre ans de ma vie, donc 10 %, j'ai presque 40 ans [...]. [Le film] parle de la globalisation, des pilotes ex-soviétiques en Afrique, ça parle d'une espèce de poissons, et aussi ça parle de ma vie, comment je vois cette réalité. [...] Ce que j'essaie de faire avec ce type de film, c'est ne pas expliquer que l'Afrique meurt, qu'il y a des prostituées, qu'il y a le sida, qu'il y a la famine. On le sait très bien tout ça. Mais entre savoir, c'est-à-dire lire une statistique 30 millions de morts du sida, et voir un seul homme ou une seule femme mourir du sida, c'est une énorme différence, et cette différence est essentielle. C'est la différence entre savoir et comprendre.

Sauper parle de la réalité invisible, celle qu'on ne voit pas au premier regard, l'« autre réalité » comme dirait Serge Latouche (1998), l'envers de la réalité officielle. Il raconte :

> [O]n parle des armes, mais pourquoi on ne voit pas les armes dans les avions? On ne voit pas les armes parce que je ne voulais pas les montrer, ce serait trop facile. Je me suis dit c'est beaucoup plus intéressant de voir le visage du monsieur qui dit moi je transporte des

16. C'est le réalisateur Jean Rouch qui attribue ce qualificatif à l'œuvre d'Hubert Sauper à l'occasion de la sortie du documentaire *Le cauchemar de Darwin*.
17. Complément au DVD Le cauchemar de Darwin, mk2 éditions, 2005.

> kalachnikovs. Si on veut voir des armes, on peut allumer CNN [...] et c'est pas à moi de faire la démonstration de preuve comme quoi il y a une guerre au Congo [...].
>
> Le privilège de mon métier, c'est de pouvoir partager. J'ai été en Tanzanie et je te montre ce que j'ai vu. Et du coup tu fais partie de cette réalité et je sais que je ne suis pas du tout seul, parce que je sais qu'on partage. La guerre du Congo, c'est pas mon problème, c'est notre problème, [...] et le partage, c'est la plus belle chose au monde. [...].

Deux exemples traduisent l'insolence de ce cinquième acte. Le premier est issu de la recherche de Maryvonne Charmillot (2002b) relative au lien social face au sida. L'autrice questionne la notion de contexte, classiquement restitué sous forme d'un descriptif factuel du lieu de l'enquête (données sociodémographiques, environnementales, économiques, politiques), et la plupart du temps détaché du travail interprétatif relatif au matériel empirique. Le contexte est aussi parfois restitué sous forme d'enquêtes par questionnaire axées sur l'analyse des dynamiques « objectives externes »[18] : les indicateurs privilégiés pour décrire le milieu sont d'ordre monétaire (revenus des ménages), relatifs à la couverture des besoins essentiels (approvisionnement en eau, nombre de repas par jour, etc.), à l'accès aux services. L'analyse des dynamiques « relatives internes » liées au vécu des acteurs sociaux et des actrices sociales est totalement absente de ces enquêtes. Maryvonne Charmillot écrit :

> Si les données issues de ce type d'enquêtes ne sont pas inutiles, elles demeurent néanmoins, comme le suggère Latouche, insuffisantes, d'autant plus, me semble-t-il, dans le cadre d'une démarche compréhensive dont l'intérêt est de découvrir de l'intérieur le monde auquel on s'intéresse. Je me suis ainsi souvent demandé, sur place, comment je pourrais transmettre aux lecteurs de la recherche ce que mon regard croisait quotidiennement lorsque je traversais la ville, l'ambiance et l'atmosphère qui se dégageaient du lieu. Il me semblait qu'il y avait là des éléments nécessaires à la compréhension de la recherche. J'écris dans mon journal de terrain le 2 mai :

18. Les notions de dynamiques « objectives externes » et « relatives internes » sont issues des travaux critiques de Serge Latouche (1998) à propos du concept de pauvreté.

> « Quand je traverse la ville à mobylette et que je pense à la rédaction de ma thèse, j'imagine un chapitre comprenant un texte assez libre sur Ouahigouya. À quoi ressemble cette ville? Qu'est-ce que je vois, qu'est-ce que je ressens quand je la traverse, quand je m'arrête au bord de la route pour acheter des bananes ou de l'essence? Quelques pages décrivant l'endroit, significatives pour qui ne connaît pas la région. Car s'il faut baigner dans le contexte pour pouvoir produire des données, quels éléments de ce contexte le lecteur doit-il avoir entre les mains pour saisir au mieux la restitution de ces mêmes données? Connaître le nombre de médecins par habitant, le seuil de pauvreté, les tendances religieuses est-il suffisant? Sinon, par quoi compléter? » (*ibid.* : 53).
>
> Réfléchissant toujours à la question lors du travail de restitution des données, j'ai choisi d'apporter comme complément aux données « classiques » trois petits textes rédigés à ma demande par des personnes de mon entourage à Ouahigouya. Cette demande était ainsi formulée : comment décririez-vous la ville de Ouahigouya et ses habitants à qui ne la connaît pas? Que diriez-vous de l'ambiance et de l'atmosphère qui se dégagent de la ville? Les trois personnes sollicitées ayant répondu favorablement à ma demande, je désire intégrer leurs textes. Le lecteur jugera lui-même de la pertinence ou non de cette démarche, sachant qu'il ne s'agit pas de produire une description objective ou exhaustive du lieu de l'enquête, mais plutôt d'essayer de le faire vivre. (Charmillot, 2002b : 91-92)

Le deuxième exemple est offert par Héloïse Rougemont (2014) qui, dans sa thèse de doctorat en anthropologie sociale et culturelle, se libère de l'injonction à étudier « la réalité ». Elle s'est s'attachée à mettre en lien le vécu des événements, leur transmission et les représentations construites autour de la notion de destin commun en Kanaky-Nouvelle Calédonie. L'autrice analyse les relations qu'elle tisse avec les personnes interviewées et les relations que les personnes interviewées tissent entre elles. Elle porte une telle attention à l'intersubjectivité qu'elle transgresse les règles concernant l'anonymat et la confidentialité. Dans une section intitulée (Non) – Anonymat, elle écrit :

> Dans un premier temps, j'ai tenté de convaincre les personnes interviewées du bien-fondé de l'anonymat dans les recherches en

> sciences sociales. Malgré tout, en début d'entretien, il est arrivé dans 11 cas sur 26 que la personne interviewée refuse explicitement l'anonymat, pour diverses raisons : la personne est dans une démarche testamentaire; le fait de se cacher derrière un pseudonyme est interprété comme une façon de ne pas assumer ses actes, ses propos ou d'être « faux »; le nom de la personne la situe dans un réseau social et familial qui dit quelque chose de l'endroit où elle parle. Parallèlement, ayant remis des transcriptions anonymisées de leur entretien à mes premiers interviewés et ayant reçu des critiques vives de leur part, à propos de ce qu'ils considéraient comme une imposition, j'ai été amenée à réviser ce procédé. […] j'ai levé l'anonymat des personnes qui en avaient mentionné le souhait pour elles-mêmes tout en assurant celui des tiers qu'elles mentionnaient. Par ailleurs, la grande majorité des pseudonymes ont été choisis par les personnes interviewées. (Rougemont, 2014 : 469)

Penser la formation à la recherche autrement

Les actes d'insolence proposés montrent que les situations de la vie quotidienne constituent le cadre de référence des situations d'enquête. Les chercheuses et chercheurs engagent leur subjectivité dans la problématisation (à partir) de leur expérience pour comprendre le problème qu'ils et elles ont choisi d'étudier. Comme l'explicite Daniel Cefaï (2003), comprendre exige un engagement émotionnel qui

> requiert, plus largement, d'être à même de saisir le sens de séries d'actions, de juger des visées stratégiques qui les portent, de les inscrire dans des rapports d'intérêt et de pouvoir, de découvrir les logiques de rationalité et de légitimité qu'elles actualisent. (Céfaï, 2003 : 536-537)

Ces actes d'insolence ne participent donc pas d'un travail d'introspection, au sens psychologique du terme[19]. Leur ancrage conceptuel et expérientiel repose sur cinq prémisses théoriques et épistémologiques.

19. Pour en savoir plus sur l'introspection comme méthode scientifique, voir l'article de Janette Friedrich, (2008).

Lutter contre la stagnation de la pensée

D'abord, est-ce que l'activité de recherche envisagée est susceptible de lutter contre la stagnation de la pensée, selon l'expression qu'utilise Alain Caillé? Dans sa *Critique de la raison utilitaire* (1995), il écrit :

> [D]epuis qu'il y a des hommes et que certains pensent, il n'est pas sûr que nous nous en portions mieux ni que nous ayons appris des choses décisives sur ce que nous sommes ou sur ce que nous devrions être. (*ibid.* : 124)

L'auteur constate une « stagnation de la pensée » dans son bilan du MAUSS[20]. L'humanité aurait une moins grande propension à s'interroger sur elle-même. Le nombre d'universitaires ou de chercheuses et chercheurs a été multiplié par cent au cours des dernières décennies dans les sciences sociales, mais les connaissances, voire même simplement des questions (Caillé, 1989), n'ont pas crû en proportion. Comme si la pensée moderne, en produisant de nouvelles connaissances, devenait plus ignorante à certains égards. Pour Alain Caillé, il est urgent de mettre fin à cette autoreproduction infinie et de remettre de la pensée là où elle semble avoir disparu, en particulier dans les textes des chercheuses et chercheurs. Mettre en question l'impératif de neutralité issu de l'idéal positiviste au moyen de nos actes insolents produit à nos yeux de la pensée.

(S')Autoriser à penser

La problématisation de l'émancipation construite par Michel Fabre (2015) offre le cadre d'une autre formation à la recherche. S'émanciper signifie à ses yeux « devenir majeur, c'est-à-dire oser penser par soi-même, oser se prendre en charge » (Fabre, 2011 : 182). Chez Emmanuel Kant (2006, cité par Fabre, 2015), la majorité fait référence à une certaine autonomie intellectuelle, au fait de « penser par soi-même » (*ibid.* : 12). À l'inverse, la minorité se définit par la déresponsabilisation; « Être mineur, c'est s'en remettre aux solutions que

20. Mouvement anti-utilitariste des sciences sociales, http://www.revuedumauss.com

les autres ont trouvées, c'est renoncer à se prendre en charge, c'est-à-dire à se coltiner ses problèmes » (*ibid.* : 12). S'émanciper consiste donc, selon Kant (2006, cité par Fabre, 2015), à « sortir de sa minorité » (*ibid.* : 15).

Comme le rappellent les deux sens du terme éducation, « la sollicitude pédagogique véritable consisterait, à la fois, à prendre soin de l'éduqué et à le pousser dehors » (*ibid.* : 13). Partant du vocabulaire de la problématisation, les formateurs et les formatrices (responsables des projets de recherche) devraient « savoir comment aider l'élève à problématiser, à s'emparer des problèmes qui le concernent et concernent la communauté, sans problématiser à sa place » (*ibid.* : 14). Le ou la tuteur ou la tutrice qui adhère à la neutralité scientifique infantilise son ou sa « tutoré-e » en insistant sur les « périls » de la « liberté ». Qualifier par exemple sa recherche de non scientifique revient à le ou la persuader qu'il ou elle ne peut pas penser par lui ou elle-même. Convaincu-e de cela, le ou la tutorée a peur de la liberté et « trouve mieux son compte à ce qu'on le prenne en charge » (Fabre, 2011 : 182). Cette forme de « servitude volontaire » (*ibid.* : 13) n'est pas l'œuvre du dominant (tuteur ou tutrice) ni du dominé (tutoré-e). Elle naît de la perversité du premier et de la lâcheté du second. Ainsi selon Fabre (2015), l'« émancipation exige bien de rompre le cercle infernal de la tutelle, celui de la perversité et de la lâcheté » (*ibid.* : 13).

En évoquant une « rhétorique noire qui vise le maintien du tutoré dans sa minorité » (Fabre, 2011 : 181), le philosophe fait émerger,

> la question de la possibilité d'une rhétorique blanche qui puisse interpeller le tuteur sur le fondement de son autorité (éthos), sur les arguments qui sous-tendent les solutions qu'il propose (son logos) et combatte les passions tristes que son discours suscite (son pathos). (*ibid.* : 181)

On saisit ici le lien entre la rhétorique noire et le positivisme, et l'expression, dans les extraits de recherche mobilisés, d'une rhétorique blanche, oppositionnelle et impliquée. Une rhétorique expérientielle et insolente. À l'instar de Fabre, nous nous demandons : « la formation à l'esprit critique n'appelle-t-elle pas une pédagogie de l'insolence? » (*ibid.* : 12). Les jeunes chercheuses et chercheurs sont rarement autorisées à construire leur propre pensée. Pourtant, lorsque cette porte leur est ouverte, lorsque les formateurs et formatrices à la recherche manifestent une « bienveillance

épistémique » (Gégout, 2016), les réflexions foisonnent. Denses, novatrices, décapantes. La métaphore du voyage que Fabre (2011) emprunte à François de Singly (2009) exprime ce cheminement.

> [O]n peut penser l'éducation comme un voyage, et dans la continuité des romans de formations, distinguer le voyage organisé du voyage découverte (de Singly, 2009). Le voyage organisé est de transmission et s'effectue selon un chemin tracé d'avance. Il est jalonné d'ordres et d'interdits. Le voyage-découverte obéit à l'impératif catégorique de devenir soi-même et de trouver sa propre route. Suivant cette perspective, le rôle éducatif se définit désormais en termes d'accompagnement, avec toutes les ambigüités de la notion (Paul, 2004 : 63).

Questionner l'ordre établi

Pour contester la neutralité scientifique, nous mobilisons la notion d'« insolence » empruntée par Fabre à Michel Meyer (1995, cité par Fabre, 2011). Loin d'une insulte, l'ins olence renvoie au « langage de l'initié qui conteste les autorités de l'intérieur » (*ibid.* : 192), qui les « mine ». L'insolence, poursuit-il, « prend la liberté de questionner là où les réponses s'imposent d'elles-mêmes et où il n'est décidément pas question de les mettre en question » (*ibid.* : 191). L'insolence crée des problèmes « là où l'autorité prétend qu'il n'y en a pas » (*ibid.* : 194); « l'insolent s'autorise à demander quel est le problème qui fonde les solutions qu'on lui propose » (*ibid.* : 194).

À l'instar de tout acte éducatif, la formation à la recherche poursuit un objectif d'émancipation. Chez Kant, l'émancipation vise une double finalité éducative et politique (Fabre, 2015) et renvoie au fait d'oser penser. Cette idée sera reprise chez des penseurs qui lui succéderont, tels que Gilles Deleuze et John Dewey. Kant estime que « la véritable liberté politique […] ne consiste pas à résoudre les problèmes posés par d'autres, mais bien à se rendre maîtres de la construction des problèmes eux-mêmes » (2006, cité par Fabre, 2015 : 11). En nous inspirant de Fabre, nous considérons que la formation à la recherche ne peut être pensée hors de la société dans laquelle elle est ancrée et qu'elle contribue à façonner. Fabre (2015), en référence à Meyer (1995), qualifie d'« insolence » la liberté d'initiative et d'expression des citoyens et des citoyennes. En rappelant que les termes « insolence » et « solere » ont la

même racine signifiant « avoir l'habitude » (*ibid.* : 11), et en la détachant de toute signification proche de l'impolitesse ou de l'injure, l'« insolence » peut être définie comme « le questionnement intempestif qui conteste l'autorité des habitudes et les habitudes d'autorité » (*ibid.* : 11-12).

L'insolence a sa propre rhétorique, une rhétorique blanche (dysfonctionnelle-oppositionnelle) qui n'hésite pas à contester le discours technocrate et néolibéral (éthos), à ouvrir les problèmes en se demandant si le problème exposé en est un, s'il s'agit d'un faux problème ou s'il n'est pas le bon. Le chercheur insolent ou la chercheuse insolente se méfie de ce qui est présenté comme la seule solution possible; il ou elle fait preuve de courage pour affronter l'« heuristique de la peur » (*ibid.* : 12) à partir d'une rhétorique de l'autorisation (pathos).

L'émancipation comprise comme la tentative de devenir le maître des problèmes peut être définie à travers la figure de la majorité (Kant) et de l'insolence (Meyer, 1195, cité par Fabre, 2015). Elle comporte trois axes : politique, éthique (courage d'affronter les problèmes) et intellectuel (capacité à problématiser, à questionner). Dans ce sens, il convient de s'émanciper de l'injonction à la neutralité qui, comme évoqué plus haut, dépolitise les savoirs et ne permet pas de mener une vie d'auteur ou d'autrice éthique.

Penser/panser le lien social

À partir du concept « d'éthique du souci des conséquences » forgé par Florence Piron (1996), l'épistémologie compréhensive se demande « quelle forme d'humanité, quel modèle des rapports avec autrui et quelle représentation du lien social nos textes, dotés du pouvoir "scientifique" de véridiction, proposent aux lecteurs, implicitement ou non? » (*ibid.* : 141). Cette question politique nécessite un traitement épistémologique qui consiste à lutter contre le « néolibéralisme scientifique » (Piron, 2017), autrement dit, à s'engager contre la « science dominante à prétention mondiale » (Piron *et al.*, 2016). Le lien social et le rapport à autrui fondent ainsi la posture de recherche proposée dans nos actes. Ils renvoient à la question de l'expérience réciproque : qui est l'autre, comment l'accepter, comment le recevoir? Comment lui donner la parole et non la lui prendre? Comment ne pas lui assigner une identité préconstruite par nos catégories, nos concepts, nos grilles d'entretien? Comment lui offrir l'espace et le temps de sa propre narration identitaire? Cette posture renvoie à la lutte contre l'« anesthésie

politique » (Fassin, 2006), qui fait renoncer à comprendre l'autre parce qu'il est trop différent (la rhétorique de la différence culturelle, celle de l'éloignement géographique ou de l'éloignement des valeurs). Didier Fassin (2006) nous invite à construire de l'intelligibilité à partir de notre « commune humanité », à partir d'une « communauté des destins et d'une réciprocité des regards » (*ibid.* : 12). Renversant la formule de Paul Ricœur, il invite à « considérer l'autre comme un soi-même » (*ibid.* : 14). Dans cette perspective, penser/panser le lien social (en « prendre soin ») rend nécessaire l'analyse des conditions sociohistoriques dans lesquelles sont ancrées nos problématiques de recherche, et cette analyse passe par la reconnaissance de notre engagement dans le monde.

« Assumer l'incertain et développer le bien commun »

Prendre en compte les dimensions politiques et éthiques est possible si nous adoptons une pédagogie compréhensive qui oriente la formation à la recherche « vers une réflexion critique » (Chello, 2013 : 94). La formation remplira ainsi sa fonction émancipatoire.

Dans son article « Assumer l'incertain et développer le bien commun », Fabrizio Chello (2013), met en évidence la difficulté de travailler « à la fois la stabilisation du sens et des grammaires de l'action (conformation) et leur renouvellement sans fin (transformation) » (*ibid.* : 88) et comment la pédagogie occidentale y a fait face, au cours de son histoire. La première orientation, la conformation, consiste à réduire l'incertain par la « production de pratiques normalisatrices ». Dans cette perspective,

> l'objectif de l'intervention éducative est la conformation du sujet au modèle de développement scientifiquement dominant. Ainsi, la construction d'un modèle stable de socialité qui réprime potentiellement la coopération conflictuelle est à la base de la production et de la gestion du bien commun. » (*ibid.* : 88)

À l'opposé de cette orientation normalisatrice,

> le tournant postmoderniste constructiviste et interprétatif considère l'incertain comme la caractéristique de la réalité, qui peut être approchée, accostée, ressentie et découverte par un langage qui abandonne la démarche rationnelle. […]. [Cette vision] aboutit à la

> construction d'un savoir qui interprète le mouvement du devenir en tant que cas singulier, temporalité vivante, action en train de se faire. (Chello, 2013 : 88)

Chello propose de dépasser conjointement l'opposition pédagogique conformation-transformation et l'opposition épistémologique explication-compréhension. À partir du paradigme de la transaction sociale, il construit la figure du « chercheur transactionnel » qui soutient les personnes dans leur production de sens, de manière à « déboucher sur une posture existentielle responsable : une posture ouverte à l'écoute d'autrui et donc réactive à cette écoute » (*ibid.* : 93).

Dans la formation à la recherche en actes proposée, les implications méthodologiques de cette quatrième prémisse s'expriment ainsi :

> D'un point de vue pédagogique, ce travail oblige l'interviewé à négocier avec lui-même sa propre histoire, par la médiation du chercheur. L'interviewé doit retourner sur son passé, rouvrir les produits transactionnels élaborés de façon implicite et latente, faire sortir l'effervescence qui les caractérise encore aujourd'hui et refaire le chemin argumentatif d'attribution de sens. Cette fois, ce cheminement s'engage de façon explicite, consciente et réflexive, à cause de l'obligation de la transaction avec autrui. Le chercheur lui-même doit faire le même travail, en tant qu'acteur social qui entre en transaction explicite avec l'interviewé. (Chello, 2013 : 93)

Penser par soi-même

Nous avons cherché à déconstruire quelques-unes des injonctions de l'idéal positiviste en proposant des actes de recherche insolents. Ces actes définissent les contours d'une posture de recherche compréhensive, soucieuse de sa « fécondité », autrement dit de sa « capacité de créer de nouvelles questions » (Coutellec, 2015 : 12). Cette posture porte l'ambition de l'« épistémologie du lien » proposée par Piron (2017) à savoir :

> Une manière de connaître et de créer des savoirs sociologiques qui ferait l'économie de l'injonction de séparation et d'indifférence, du privilège épistémologique et de l'effacement de l'auteur ou de l'autrice; une épistémologie qui valoriserait, au sein du texte scientifique, la

> présence explicite et assumée de la subjectivité des auteurs et autrices, de liens multiformes, d'une sensibilité à autrui et en particulier d'une conscience de l'injustice cognitive. (*ibid.* : 22[21])

Les questionnements des deux étudiantes relayés au début de notre article font écho de manière remarquable à cette épistémologie. Nila Baratali (2016) cherche et assume sa place en tant que personne malade chronique et apprentie chercheuse et parle d'honnêteté scientifique (« ce choix de parler de soi est le plus honnête d'un point de vue scientifique », *ibid.* : 12). Nicole Irène Peccoud revendique l'expression de sa sensibilité comme forme de responsabilité vis-à-vis d'autrui.

Les actes de recherche proposés pour démasquer la neutralité scientifique révèlent eux aussi leur part relationnelle et montrent le caractère normatif de la neutralité. Ce syntagme est un paradoxe qui dit la dimension expérientielle et existentielle de l'activité scientifique et la dimension politique de la connaissance. Les actes et les prémisses développés nous ont aidées à déterminer notre objectif : déstandardiser la recherche pour créer de la pensée. Nous pesons nos mots. Les apprenties-chercheuses et apprentis-chercheurs sont socialisés en premier lieu au modèle objectiviste et pourraient ne même pas avoir l'occasion, durant leur parcours, d'avoir accès à des enseignements divergeant de cette perspective. D'autres découvriront qu'une autre manière de faire de la science est possible[22] trop tardivement pour pouvoir opérer une conversion épistémologique. Les défis de la formation à la recherche sont donc de taille. Nous nous engageons à les relever avec à nos côtés les étudiantes et étudiantes et les apprenties-chercheuses et apprentis-chercheurs, les collaboratrices et collaborateurs qui souhaitent questionner les systèmes de pouvoir pour contribuer à l'élaboration de connaissances scientifiques émancipatrices. Nous invitons chacun et chacune à s'autoriser un voyage vers l'insolence.

21. Ce numéro de page renvoie à la version de l'article en accès libre sur l'archive ouverte de l'Université Laval (https://corpus.ulaval.ca/jspui/bitstream/20.500.11794/16322/1/Florence%20Piron%20Sociologie%20et%20socie%CC%81te%CC%81s.pdf)
22. Voir par exemple l'intitulé du 79e colloque de l'ACFAS (2011), intitulé « Une autre science est possible : science collaborative, science ouverte, science engagée, contre la marchandisation du savoir » (sous la direction de Mélanie Lieutenant-Gosselin et Florence Piron; URL : http://www.scienceetbiencommun.org/?q=node/55).

Poursuivre la réflexion

Cette invitation conclut le texte que nous avons soumis à l'évaluation ouverte proposée par les coordonnatrices du livre, Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron. Ce processus, novateur dans l'univers des publications scientifiques, se caractérise ainsi :

> [L]e but de la démarche d'évaluation que nous vous proposons n'est pas de recommander ou non la publication du texte, puisque ce texte sera, sauf problème majeur, publié, de concert avec un résumé de chaque évaluation et l'éventuelle réponse de l'auteur ou l'autrice. En effet, les responsables du livre où le texte sera publié ont déjà approuvé le principe de publication du texte, mais souhaitent le soumettre à un regard externe pour recueillir des suggestions constructives supplémentaires. Un problème majeur peut être un constat de fraude, de malhonnêteté intellectuelle ou de désir de tromper.
>
> Le but de l'évaluation est d'aider les personnes responsables du texte à améliorer leurs arguments, leurs références et leurs interprétations, ainsi que de fournir au public un éclairage sur les enjeux soulevés par l'article : autres interprétations possibles, références supplémentaires, etc. Une attitude constructive est indispensable. En cas de recommandations divergentes, les responsables du livre trancheront.

Nous nous sommes longuement interrogées sur la meilleure manière d'intégrer les résultats de cette évaluation ouverte. Nous avons identifié dans les critiques et les suggestions une « pensée par objet ». Or cette logique de pensée ne peut être intégrée à la « pensée oppositionnelle » (de Lagasnerie, 2017) constituée des actes insolents proposés depuis notre posture de recherche compréhensive. L'incompatibilité des deux logiques apparaît si on va au bout de nos intentions : inviter les apprenties-chercheuses et apprentis-chercheurs, ainsi que toute personne qui plongera dans notre texte, à penser par soi-même. Pour problématiser cette idée, nous répondons à l'évaluation ouverte en développant un nouveau couple injonction-insolence, qui commence cette fois-ci par l'acte.

Acte d'insolence nº 6 : s'autoriser une pensée oppositionnelle

Cet acte prend sa source dans le retour de Nicole Irène Peccoud sur notre texte, avant les évaluations formelles. Son commentaire nous a mises en garde contre les effets pervers d'une justification à outrance : derrière notre positionnement, aussi insolent fut-il, se cachait peut-être un besoin de légitimation scientifique auquel nous participions à notre insu. Afin de mieux comprendre ce besoin de justification, nous transformons en acte d'insolence sa réflexion[23] :

> J'ai redécouvert une signification de l'insolence qui m'a tout d'abord interpellée, je l'attribuais davantage à un registre de l'impolitesse dont vous explicitez la distanciation. Elle est donc ici une « contestation des autorités » technocrates et un possible courage à « affronter l'heuristique de la peur ».
>
> Pour ma part, je me demande toujours de quelle manière contester ces évidences, partagée entre une posture plus activement contestataire, mais qui d'une certaine manière puisqu'elle se « positionne contre » cette évidence, la légitime quelque part aussi. Ou alors dans une approche qui s'affilie davantage à une « puissance de la douceur » (Dufourmantelle[24]) qui, par sa position fermement et délicatement ancrée vers une acceptation de « l'incertain » participe au combat, mais dans une perspective qui se nourrit davantage du « rayonnement » susceptible de s'y créer. Pour autant, je reste toujours perplexe, surtout lorsqu'il s'agit comme ici de l'écriture du chercheur, qui est tenu il me semble de justifier une approche différente de celle légitimée (majoritairement) dans le circuit académique, au risque sinon de ne pas pouvoir être reconnu par lui.
>
> En ce qui concerne la notion d'émancipation, je me suis souvent questionnée quant aux sujets qu'elle mentionne. Qui doit s'émanciper de quoi? Et il m'est apparu une sorte de retournement de perspectives. Si c'est aux « acteurs faibles » qu'on fait communément allusion, l'émancipation des acteurs « forts », chercheurs, médecins, personnes au pouvoir, etc. est quant à elle peu abordée. Une remise en question trop insistante des évidences dont vous exposez les risques les

23. Publiée avec l'accord de l'autrice.
24. Dufourmantelle, Anne (2013). *La puissance de la douceur*. Paris : Payot.

> mettrait probablement dans une position moins privilégiée, ce que beaucoup ne sont pas prêt à concéder. Ceux que l'on dit précaires, fous, en difficulté, vulnérables sont peut-être au final les plus émancipés quant à cette emprise technocratique.
>
> Par rapport à la rationalisation, je me rappelle que l'intellectualisation est définie (par Ana Freud, je crois) aussi comme un mécanisme de défense qui tendrait à contrôler certaines pulsions. Si ainsi, l'intellectualisme rationnel, qui croit se défendre prétentieusement du marasme des pulsions, des affects, du subjectif, s'affirme comme une norme en science, on peut se demander premièrement, de quelle manière intervient le retour du refoulé (dans une certaine violence faite aux données peut-être?), mais aussi alors, quelle profondeur, quelle humanité permet-elle d'atteindre.

Les mots de Nicole Irène Peccoud invitent à la réflexion : est-il possible de répondre aux suggestions des évaluateurs évaluatrices et d'adopter leur langage sans contribuer à produire la pensée par objet au cœur de notre critique? N'est-ce pas alors précisément notre questionnement qui, in fine, risque d'être invalidé par l'adoption d'un langage vide de sens au sein de notre positionnement? Quelles sont les limites de la justification? Quelle est sa finalité? À qui profite-t-elle et qui dessert-elle?

Cette exigence de justification et la recherche de légitimation peuvent être reliées au fait qu'une posture minoritaire, telle que la nôtre, se construit et se définit en miroir de celle dont elle cherche à se distancer ou à se différencier. Justifier signifie dans ce sens « [a]ppuyer la réalité, l'exactitude de quelque chose par des preuves[25] [...] ». Nous soutenons que pour s'émanciper des épistémologies dominantes, il convient de rompre avec cette logique justificatrice adoptée au nom même d'une légitimité univoque.

Mais l'élaboration de nouvelles significations ne va pas de soi. Le questionnement des cadres scientifiques et leur adéquation aux problématiques sociales n'est pas un exercice habituel au sein de la communauté scientifique. C'est bien en cela que notre pensée est oppositionnelle et nos actes de recherche insolents : ils questionnent l'ordre des choses en matière d'activité scientifique. Nous voulons montrer aux

25. http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/justifier/45251 consulté le 26 février 2018.

apprenties-chercheuses et apprentis-chercheurs d'autres façons de faire de la recherche et les inviter à élaborer leurs propres significations. Notre objectif n'est pas de concevoir un langage fermé et de contraindre à son usage pour justifier notre positionnement. La science impliquée dans le réel – telle que celle que nous nous efforçons de produire –, l'est de manière « immanente, elle ne se justifie pas » (Coutellec, 2015 : 56-57). Dans cette perspective, nous remplaçons la logique justificatrice au sens de la preuve par une logique justificatrice selon laquelle justifier signifie « [r]endre possible un sentiment, une action ». Dans notre démarche, cette logique crée de nouvelles significations.

En suivant Fabre, nous constatons que la logique justificatrice au sens de la preuve participe à notre maintien sous tutelle par le recours à la rhétorique noire de la légitimité scientifique. Rompre avec cette logique, c'est s'en libérer pour penser par soi-même et continuer à fabriquer une rhétorique blanche émancipatoire qui permette d'enlever les masques de la neutralité.

Injonction à penser « par objet »

Pour terminer notre texte, il nous reste à expliciter la « pensée par objet ». Le lecteur ou la lectrice se rappelle peut-être de l'extrait du texte de de Lagasnerie (2017) selon lequel, puisque l'écriture est engagement, c'est l'engagement qui est premier et donc c'est le non-engagement des chercheuses et chercheurs (l'adhésion à l'injonction de neutralité) qui devrait être explicité. Par analogie avec cette idée, nous avançons que si l'on exige de justifier toute pensée qui se distancerait ou contesterait la pensée par objet c'est que l'on considère qu'une pensée par objet et son langage sont premiers et scientifiquement légitimes, parce qu'inscrits dans l'épistémologie positiviste dominante.

Statut des « données[26] » de recherche, « longueur trop importante des exemples cités en extraits », « exhaustivité », « réductionnisme » d'une

26. Les significations conférées à ce terme s'inscrivent également dans la grammaire positiviste et mériteraient une attention particulière que nous ne pouvons pas développer ici. Nous renvoyons les personnes intéressées aux réflexions proposées à ce sujet par Sylvie Fayet (2013) et Noëmie Rosemberg (2015). À l'instar de cette dernière, et dans le cadre des politiques de libre accès, nous pensons qu'il faut élargir la définition des « données » défendue par l'Organisation de Coopération et de

réflexion élaborée à partir de l'expérience des acteurs sociaux et des actrices sociales; « insuffisance » de l'expérience en matière d'élaboration de « conclusions », difficultés à élaborer des « conclusions » et des « généralisations » : les évaluations reçues s'inscrivent dans la logique de la pensée par objet et sont épistémologiquement incompatibles avec notre démarche. Selon de Lagasnerie (2017), ce type de pensée pousse à justifier toute action ou terme utilisé

> qui interroge les cadres sédimentés de l'expérience et les systèmes qui le produisent – en sorte que cette pratique se condamne à se situer à l'intérieur de la totalité explicative dans laquelle l'objet partiel de connaissance s'insère. Elle fera fonctionner les catégories inhérentes à son déploiement au lieu de les déconstruire. (de Lagasnerie, 2017 : 86)

Autrement dit, les personnes qui défendent ce type de pensée ne sont pas en mesure de considérer comme scientifiques et légitimes nos actes d'insolence. Parlant le langage de la neutralité, ils et elles exigent la justification de tout nouveau questionnement, car :

> [L]a pensée par objet ne peut ni répondre ni même poser de telles questions. Elle est aveugle à ces questionnements. Elle décide de ne pas les voir et de ne pas les prendre en compte. […] La pensée par objet ne peut donc ni problématiser ni interroger les bases sur lesquelles repose la scène observée. […] En un sens, tout se passe comme si entreprendre un travail par objet revenait à accepter de s'inscrire dans un espace prédéterminé et ne pas se donner les moyens de mener une investigation sur ce sol, c'est-à-dire de bousculer la construction idéologique et politique de la réalité. (de Lagasnerie, 2017 : 87-88)

Le voyage que nous proposons vers une pensée oppositionnelle au moyen d'actes de recherche insolents nous inscrit dans une pensée par système pour

> reconstituer les domaines d'expérience qui nous échappent et, à partir de là, accéder à une connaissance des logiques qui se déploient à notre insu, circonscrire autrement les domaines du savoir et reconstruire le réel au-delà de sa forme apparente (*ibid.* : 90).

Développement économiques (OCDE) pour qu'elle puisse englober les réflexions ou résultats publiés servant à alimenter le travail de problématisation des chercheuses et chercheurs.

De Lagasnerie invite à poser le problème en inversant le questionnement : « Que ne peut-on pas déconstruire lorsque l'on pense par objet? Quels types d'interrogations sont *exclus* par les démarches de cette nature? » (*ibid.* : 86). Quels pans de la réalité les cadres théoriques occultent-ils? Quels champs de connaissance sont-ils fermés à l'exploration de la science à cause d'une vision restrictive du questionnement scientifique?

Telles sont les questions dérangeantes que les chercheuses et chercheurs insolents s'autorisent à poser.

Références

La liste des références comprend les références citées dans les extraits constitutifs des Actes d'insolence.

Baratali, Nila. 2016. « Se former en situation de maladie chronique ». Mémoire de master en sciences de l'éducation, Université de Genève. https://archive-ouverte.unige.ch/unige:88184

Becker, Howard Saul. 2013. « Écrire une thèse, enjeu collectif et malaise personnel ». Dans *Devenir chercheur. Écrire une thèse en sciences sociales*. Sous la direction de Moritz Hunsmann et Sébastien Kapp, 9-16. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

Berthelot, Jean-Michel. 2001. *Épistémologie des sciences sociales*. Paris : PUF.

Bibeau, Gilles et Ruth Murbach. 1991. « Déconstruire l'univers du sida ». *Anthropologie et sociétés* 15 (2-3) : 5-11.

Bihr, Alain. 2008. « Éléments pour une épistémologie de la critique sociale ». Dans *Connaissance et émancipation. Dualismes, tensions, politique*. Sous la direction de Maryvonne Charmillot, Caroline Dayer et Marie-Noëlle Schurmans, p. 37-50. Paris : L'Harmattan.

Blanchet, Alain. 1987. « Interviewer ». Dans *Les techniques d'enquêtes en sciences sociales*. Sous la direction d'Alain Blanchet, Rodolphe Ghiglione, Jean Massonnat et Alain Trognon, p. 81-126. Paris : Dunod.

Bolzman, Claudio, Rosita Fibbi, et Marie Vial. 2003. *Secondas – Secondos. Processus d'intégration des jeunes adultes issus de la migration espagnole et italienne en Suisse*. Zürich : Seismo.

Borzeix, Annie et Béatrice Fraenkel, coord. 2001. *Langage et travail : Communication, cognition, action.* Paris : CNRS.

Caillé, Alain. 1995. *Qu'est-ce que l'utilitarisme? Une énigme dans l'histoire des idées*. Paris : La Découverte.

Caillé, Alain. 1989. *Critique de la raison utilitaire : manifeste du* MAUSS. Paris : La Découverte.

Céfaï, Daniel. 2003. *L'enquête de terrain.* Paris : La découverte.

Charmillot, Maryvonne. 2013. « Penser l'écriture de la science ». Dans *Devenir chercheur : écrire une thèse en sciences sociales.* Sous la direction de Moritz Hunzmann et Sébastien Kapp, 155-169. Paris : EHESS.

Charmillot, Maryvonne et Caroline Dayer. 2007. Démarche compréhensive et méthodes qualitatives : clarifications épistémologiques. *Recherches qualitatives* 3 : 126-139.

Charmillot, Maryvonne, Mireille Cifali et Caroline Dayer. 2006. « L'écriture de la recherche mise en questions ». Dans *Recherche-Intervention-Formation-Travail.* Sous la direction de Christian Bota, Mireille Cifali et Marc Durand, 169-190. Genève : Université de Genève.

Charmillot, Maryvonne et Laurence Seferdjeli. 2002. « Démarches compréhensives : la place du terrain dans la construction de l'objet ». Dans *Expliquer et comprendre en sciences de l'éducation.* Sous la direction de Madelon Saada–Robert et Francia Leutenegger, 187-203. Raisons éducatives, Bruxelles : De Boeck.

Charmillot, Maryvonne. 2002. « Intervention face à la maladie : la place du chercheur ». *Sociedade e Estado* 17 (2) : 520-527

Charmillot, Maryvonne. 2002. *Socialisation et lien social en contexte africain : une étude de cas autour du sida dans une ville de Ouahigouya (Burkina Faso).* Thèse de doctorat en Sciences de l'éducation , Université de Genève. http://www.unige.ch/cyberdocuments/theses2002/CharmillotM/these.html

Chello, Fabrizio. 2013. « Assumer l'incertain et développer le bien commun. La transaction sociale comme paradigme de la pédagogie ». *Pensée plurielle* 2 (33-34) : 85-95.

Citations françaises. 2015. *Jacques de Bourbon-Busset.* https://www.citations-francaises.fr

Contreras Domingo, José et Nuria Pérez de Lara Ferré. 2010. « Introducción ». Dans *Investigar la experienciaeducativa.* Sous la direction de José Contreras Domingo et Nuria Pérez de Lara Ferré, 15-19. Madrid : Morata.

Coutellec, Léo. 2015. *La science au pluriel. Essai d'épistémologie pour des sciences impliquées*. Paris : Quae.

Dayer, Caroline. 2010a. *Construction et transformation d'une posture de recherche. Examen critique de la pensée classificatoire*. Saarbrücken : Éditions universitaires européennes.

Dayer, Caroline. 2010b. « Expériences d'entre-deux et de passage : du blocage de l'action à *l'innovation.* Dilemmes dans le monde scientifique ». *Pensée plurielle* 2 (24) : 31-43.

Dayer, Caroline. 2009. *Examen de la pensée classificatoire dans le champ épistémologique : construction et transformation d'une posture de recherche.* Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université de Genève. https://www.unige.ch/fapse/rift/files/3314/1571/8117/Dayer_Construction_transformation.pdf

Dayer, Caroline. 2005. *De l'injure à la gay pride : construction sociale de la connaissance et processus identitaire*. Genève : Université de Genève

De Lagasnerie, Geoffroy. 2017. *Penser dans un monde mauvais*. Paris : PUF.

Descombes, Vincent. 1998. « La confusion des langues ». *Enquête* 6 : 35-56.

Dufourmantelle, Anne. 2013. *La puissance de la douceur*. Paris : Payot.

Fabre, Michel. 2015. « La liberté de questionner. Émancipation et problématisation ». *Penser l'éducation* 36 : 9-25.

Fabre, Michel. 2011. *Éduquer pour un monde problématique. La carte et la boussole*. Paris : PUF.

Fassin, Didier. 2006. *Quand les corps se souviennent. Expériences et politiques du sida en Afrique du Sud.* Paris : La Découverte.

Fayet, Sylvie. 2013. « *Données* de la recherche, les mal-nommées ». *Urfistinfo* (blogue), 15 novembre 2013. https://urfistinfo.hypotheses.org/2581

Fernandez-Iglesias, Raquel. 2007. « Les couleurs de la perte. La construction identitaire des migrant-e-s en situation d'acculturation ». *Cahier de la Section des sciences de l'éducation de l'Université de Genève* 112.

Fernandez-Iglesias, Raquel. 2016. *Penser l'intégration scolaire à partir de l'expérience des enseignant-e-s : la construction de sens comme cheminement transactionnel*. Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université de Genève.
https://archive-ouverte.unige.ch/unige:81982

Friedrich, Janette. 2008. « La psychologie de la pensée de l'école de Würzburg. Analyse d'un cas de marginalisation ». *L'Homme et la société* 1 (167-168-169) : 251-278.

Geertz, Clifford. 1998. « La description dense : vers une théorie interprétative de la culture ». Traduit par André Mary. *Enquête* 6 : 73-109.

Gégout, Pierre. 2016. « La bienveillance comme valeur pratique pour enseigner ». Dans *L'idée de valeur en éducation. Sens, usages, pertinence*. Sous la direction de Michel Fabre, Brigitte Frelat-Kahn et André Pachod, p. 267-283. Paris : Hermann.

Hesbeen, Walter. 1997. *Prendre soin à l'hôpital : inscrire le soin infirmier dans une perspective soignante*. Paris : Masson.

Kristeva, Julia. 1988. *Étrangers à nous-mêmes*. Paris : Fayard.

Kristof, Agota. 2004. *L'analphabète : récit autobiographique*. Carouge-Genève : Zoé.

Larousse. 2018. s.v. « Justifier ». Consulté le 26 février 2018.
https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/justifier/45251

Larrosa, Jorge. 2006. Sobre la experiencia. *Aloma* (19) : 87-112.

Larrosa, Jorge. 2003. *La experiencia y sus lenguajes*. Buenos Aires : Ministerio de Educación.
http://www.bnm.me.gov.ar/catalogo/Record/000199634

Latouche, Serge. 1998. *L'autre Afrique : entre don et marché*. Paris : Albin Michel.

Lieutenant-Gosselin, Mélissa et Florence Piron. 2011. « Colloque Une autre science est possible : science collaborative, science ouverte, science engagée, contre la marchandisation du savoir ».
http://www.scienceetbiencommun.org/?q=node/55

Lüdi, Georges. 1995. « L'identité linguistique des migrants en question : perdre, maintenir, changer ». Dans *Changement de langage et langage du*

changement : aspects linguistiques de la migration interne en Suisse. Sous la direction de Georges Lüdi et Bernard Py, 203-292. Lausanne : L'âge d'Homme.

Mills, Charles Wright. 1993[1959]. *La imaginación sociológica.* Traduit par Florentino M. Torner. La Havane : Instituto del libro.

Montrer sans rien dire. Petite rencontre avec Hubert Sauper. 2005. Dans *Le cauchemar de Darwin.* 2004. Hubert Sauper. Paris : MK2 éditions, DVD.

Munier, Roger. 2005. *Le su et l'insu*. Paris : Gallimard.

Mucchielli, Alex. 2003[1988]. *L'identité*. Paris : Presses universitaires de France (PUF).

Olivier De Sardan, Jean-Pierre. 2008. *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-La-Neuve : Academia-Bruylant.

Peccoud, Nicole Irène. 2019. *Accueillir en institutions bas seuil. Une hospitalité nomade*. Mémoire de maîtrise AISE. Université de Genève, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation.

Piron, Florence. 2017. « Méditation haïtienne. Répondre à la violence séparatrice de l'épistémologie positiviste par l'épistémologie du lien ». *Sociologie et sociétés*. 49 (1) : 33-60.
https://id.erudit.org/iderudit/1042805ar

Piron, Florence. 2005. « Savoir, pouvoir et éthique de la recherche ». Dans *Michel Foucault et le contrôle social.* Sous la direction d'Alain Beaulieu, 130-150. Mercure du Nord : Presses de l'Université de Laval.

Piron, Florence. 2000. « Responsabilité pour autrui et savoir scientifique ». *Éthique publique* 2 (2) : 115-156.

Piron, Florence. 1996. « Écriture et responsabilité . Trois figures de l'anthropologue ». *Anthropologie et Sociétés* 20 (1) : 125-148.

Piron, Florence, Thomas Mboa Nkoudou, Pierre Andersen, Marie Sophie Dibounje Madiba, Judicaël Alladatin, Hamissou Rhissa Achaffert, Assane Fall, Rency Inson Michel, Samir Hachani et Diéyi Diouf. 2016. « Vers des universités africaines et haïtiennes au service du développement local durable : contribution de la science ouverte juste ». Dans *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable.* Sous la direction de Florence Piron, Samuel

Regulus et Marie Sophie Dibounje Madiba, 3-27. Québec : Éditions science et bien commun.
https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/justicecognitive1/chapter/vers-des-universites-africaines/

Rosemberg, Noëmie. « De la définition des données de la recherche ». *En quête des données. Itinéraire d'une bibliothécaire dans le monde des données de la recherche* (blogue), 30 septembre 2015.
https://donneesshs.hypotheses.org/39

Rougemont, Héloïse. 2014. *Le ciment de mes ancêtres. Construction sociale et transmission informelle d'un conflit. Événements et destin commun en Kanaky–Nouvelle-Calédonie*. Thèse de doctorat. (Université de Genève).
https://archive-ouverte.unige.ch/unige:40870

Sayad, Abdelmalek. 1999. *La double absence*. Paris : Seuil.

Sayad, Abdelmalek. 1997[1991]. *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*. Bruxelles : De Boeck.

Schurmans, Marie-Noëlle. 2008a. « Respect et émancipation. À propos de la construction d'une démarche de recherche ». Dans *Connaissance et émancipation. Dualismes, tensions, politique.* Sous la direction de Maryvonne Charmillot, Caroline Dayer et Marie-Noëlle Schurmans, 81-98. Paris : L'Harmattan.

Schurmans, Marie-Noëlle. 2008b. « L'approche compréhensive et qualitative dans la recherche en formation ». *Éducation permanente* 177 : 91-103.
https://archive-ouverte.unige.ch/unige:37460

Schurmans, Marie-Noëlle. 2006. Comprendre la construction de la connaissance. Dans *L'interprétation sociologique. Les auteurs, les théories, les débats.* Sous la direction de Francis Farrugia, 85-95. Paris : L'Harmattan.

Spurk, Jan. 2006. La peur de penser et la marchandisation du désir de penser. Dans *Désir de penser – peur de penser.* Sous la direction de Eugène Enriquez, Claudine Haroche et Jan Spurk, 109-133. Lyon : Paragon.

Pour citer :

Charmillot, Maryvonne et Raquel Fernandez-Iglesias. 2019. « Voyage vers l'insolence. Démasquer la neutralité scientifique dans la formation à la

recherche ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre*? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 10, pp. 169-220. Québec : Éditions science et bien commun.

11. La neutralité en sciences de l'environnement

Réflexions autour de la Marche internationale pour la science

LAURENCE BRIÈRE

La question de la neutralité en sciences de l'environnement revêt un intérêt particulier; sciences biophysiques et sciences humaines s'y côtoient et s'y croisent, révélant des divergences épistémologiques marquées. En ce champ de recherches, les trois grands paradigmes occidentaux que sont le positivisme, le relativisme et le réalisme critique se rencontrent et se confrontent, donnant lieu à d'exigeants arrimages interdisciplinaires. Une quatrième voie, celle des épistémologies décoloniales, rayonne de plus en plus dans le domaine, portant les voix critiques des pays des 3 A : Afrique, Asie et Amérique latino-afro-autochtone.

La question épistémologique en sciences de l'environnement m'apparait cruciale pour un ensemble de raisons d'ordre ontologique, axiologique et éthique, qui seront traitées au fil de ce chapitre. Le thème apparait toutefois très peu exploré dans les publications scientifiques associées au champ des sciences de l'environnement[1]. Aussi, la récente Marche internationale pour la science, organisée dans le cadre du Jour de la Terre (22 avril 2017), a selon moi montré la nécessité d'ouvrir un espace de discussion épistémologique entre acteurs et actrices du champ des sciences de l'environnement. Ce texte se veut donc une invitation en ce sens.

La réflexion théorique ici proposée s'appuie sur un corpus de textes choisis, explorés à la lumière d'un parcours d'étudiante, d'enseignante et de

1. À titre d'exemple, une recherche effectuée dans la base de données GreenFile, qualifiée d'« incontournable » en matière d'environnement par ma bibliothèque universitaire, a donné de très maigres résultats. Avec le seul critère de retrouver le terme *epistemology* dans le champ *author-supplied keywords* des articles répertoriés (années de publication : 1998-2018), ce sont seulement 60 articles qui ont été identifiés par le moteur de recherche. La même stratégie de recherche déployée ensuite avec l'expression *research ethics* puis *research methodology* n'a permis de retracer que 11 et 10 articles, respectivement.

chercheuse en sciences de l'environnement, spécialisée dans les domaines de la santé communautaire et de l'éducation relative à l'environnement. Une immersion prolongée au sein d'un projet de recherche-formation-intervention en contexte de coopération internationale[2], un engagement actif à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM, des activités d'enseignement au Certificat en coopération internationale de l'Université de Montréal tout comme la participation à la féconde dynamique d'échanges créée autour du colloque « Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre ? », ont beaucoup contribué à nourrir les perspectives qui seront partagées dans ce texte. J'y proposerai avant tout une déconstruction discursive des axiomes et des choix sémantiques vertébrant les sciences de l'environnement. Cette analyse vise à alimenter la vaste « enquête réflexive » (au sens de John Dewey) m'apparaissant essentielle à mener au sein de ce champ de recherches. Il y a effectivement lieu de nous questionner sur les fondements implicites et explicites de nos projets scientifiques et sur les conséquences de telles prémisses axiologiques. L'ampleur des crises socio-écologiques actuelles – dont le dérèglement climatique et l'extinction massive des espèces – est effectivement de nature à nous interpeler, dans tout notre être, vers cette importante réflexion.

Les représentations de l'environnement aux sources de la construction de savoirs

Faire de la recherche requiert de travailler avec un ensemble de théories et de concepts inhérents à un champ de savoirs. Cela implique également de mobiliser un lot de représentations sociales plus ou moins conscientes, concernant autant son sujet de recherche que notre rôle en tant que chercheur ou chercheuse. M'en tenant, pour illustration, qu'à l'objet global du champ des sciences de l'environnement; quelles représentations de l'environnement s'en dégagent principalement? L'expression même de « sciences de l'environnement » renvoie à des enjeux qui nous seraient extérieurs. L'article Wikipédia intitulé « *Environmental science* »[3] a d'ailleurs

2. Il s'agit du projet Ecominga Amazónica – Écodéveloppement et santé environnementale en Bolivie (2007-2014), ayant lié l'UQAM à trois universités de l'Amazonie bolivienne, grâce à une subvention de l'ACDI.
3. Article consulté le 8 août 2017 à https://en.wikipedia.org/wiki/Environmental_science

comme images d'accueil trois photos de la Terre vue de l'espace. Dans cette représentation de l'environnement comme globe, devenue très prégnante depuis les années 80 (Feltz, 2014 : 31) on est observateur plutôt qu'intégré à la dynamique (Ingold, 2000 : chap. 12). On étudie ainsi l'environnement en tant que « biosphère à préserver », « problème à résoudre », « ressource à gérer », ou encore « système à comprendre » (Sauvé et Garnier, 1999 : 71). On traite le plus souvent de « questions environnementales », ce qui n'a pas la même signification que de traiter de « questions socio-écologiques ». La seconde expression souligne effectivement le rapport étroit liant société et environnement; elle sous-entend les questions culturelles, économiques, politiques et autres au cœur, sinon à la racine des enjeux à l'étude.

Appliquée au champ des sciences de l'environnement, l'idée de neutralité sous-tend la possibilité d'une déconnexion d'avec l'environnement, devenu objet de recherche. Cette idée apparait non seulement problématique d'un point de vue écologique – nous sommes bien intrinsèquement liés à cette matrice de vie –, elle l'est aussi d'un point de vue ontologique, car c'est seulement dans le contexte socioculturel occidental, à partir de la Modernité, que ce détachement a pu faire sens. Pourtant, dans une stricte logique positiviste, on se retrouverait *de facto* impliqué – et donc non-neutre – puisqu'il n'y a pas possibilité de se soustraire à sa relation vitale à l'environnement. Or une certaine contorsion conceptuelle historique s'est opérée, bien avant la constitution du champ des sciences de l'environnement, permettant de légitimer aux yeux de plusieurs ce raisonnement : l'invention du concept de nature. Ce concept, développé dans la période des Lumières et se trouvant à la base du cartésianisme, sépare l'humain du reste du vivant et de l'inorganique.

D'un côté les êtres humains, de l'autre la nature, l'environnement. Nous serions les seuls êtres vivants dotés d'une intentionnalité, d'une conscience, d'une réflexivité. À partir de cette cosmovision s'est instaurée une légitimation de l'instrumentalisation de ce qui nous entoure, mais aussi un devoir de veille sur cette nature (particulièrement orienté vers le bien des générations humaines futures). Cette perspective dualiste sert bien le critère de neutralité à la base du positivisme. Or, l'idée de nature ne trouve d'équivalent dans aucune culture non-occidentale; il n'a de sens que dans l'ontologie naturaliste (Descola, 2005 : chap. 8), c'est-à-dire dans la cosmovision occidentale. Il s'agit donc d'une lecture à relativiser, d'autant plus en cette ère de globalisation.

Le grand projet scientifique moderne, fondé notamment sur les principes de l'observation neutre des phénomènes et de l'universalité des connaissances, a sans aucun doute permis le développement de connaissances essentielles en biologie, en géologie, en psychologie sociale et dans plusieurs autres sciences de l'environnement. Or, ce développement de savoirs s'est surtout déployé dans une perspective de contrôle, de maîtrise de la nature (Descola, 1999; Ingold, 2000 : chap. 12; Feltz, 2014 : chap. 4), dans l'idée d'un environnement voué à la réponse à nos besoins. Le positivisme a nourri l'idée que nous pouvons vivre au-dessus des «lois de la nature » (*live beyond nature*) et que les conséquences négatives découlant de l'application de cette approche – sols stériles, acidification des océans, changements climatiques, etc. – peuvent être corrigées en poussant plus loin cette même approche de la connaissance (Bryant, 2011 : 22-23; Turpin, 2012 : 170). Ainsi, les sciences de l'environnement ont paradoxalement soutenu l'exploitation de l'environnement, en contribuant à en cerner les limites plus ou moins raisonnables selon les points de vue, puis en soutenant pouvoir repousser ces mêmes limites par le biais d'innovations technologiques.

L'approche des biens et services écosystémiques, mondialisée avec l'Évaluation des services écosystémiques pour le Millénaire (ONU, 2001-2005, 1 350 scientifiques impliquées) est une récente illustration de cette tendance lourde. L'approche vise à défendre la préservation de la biodiversité en rendant compte, dans une perspective économique, des rapports entre biodiversité et bien-être humain. Cette forme de valorisation, strictement anthropocentrée d'une part, basée sur une inquiétante financiarisation de l'environnement d'autre part, est loin d'être neutre sur les plans ontologique, éthique et politique. En voulant englober dans un « savant » calcul monétaire tous les types de relations entre l'humain et son milieu de vie – incluant jusqu'à la beauté d'un paysage et le rapport spirituel à celui-ci – on soutient des valeurs bien capitalistes, on cautionne les fondements du modèle politico-économique hégémonique. Or pour bon nombre d'analystes, dont je suis, ces fondements sont justement aux origines de la crise socio-écologique actuelle.

Le cas de la Marche pour la science

L'idée d'organiser une Marche pour la science[4] dans le cadre du Jour de la Terre a été lancée sur les médias sociaux la veille de la Marche des femmes. L'évènement féministe a rassemblé des centaines de milliers de personnes à Washington le 20 janvier 2017, jour de l'entrée en fonction du président Donald Trump, critiqué pour ses commentaires et positions sexistes. À l'origine de la *March for Science*, le fait que le nouveau président refuse de reconnaitre le consensus scientifique sur la question des changements climatiques et menace d'abroger, voire d'abolir, un ensemble de politiques publiques, d'institutions et d'accords internationaux en matière d'environnement. Le décret anti-immigration de la nouvelle administration républicaine a aussi mobilisé des chercheurs et chercheuses désapprouvant cette mesure discriminante et s'inquiétant des conséquences d'un tel décret sur les collaborations internationales en sciences. Enfin, et pour faire bref, plusieurs ont craint la montée de ce qui est maintenant convenu d'appeler la « post-vérité », phénomène sociopolitique auquel l'équipe du *Make America Great Again* a été particulièrement associée. Ce courant défie certains porteurs de privilèges (liés en particulier aux mondes des médias, du politique et de la science), les accusant de manipuler les faits pour servir leurs intérêts. Au regard de ce contexte, le président de l'*American Association for the Advancement of Science* – qui publie notamment la revue *Science* – explique son soutien à la Marche pour la science :

> Nous avons compris très vite qu'il s'agissait d'une occasion unique d'expliquer pourquoi nous avons, au sens large, besoin de la science. […] En quelques jours, cette marche est devenue LE sujet de conversation dans les laboratoires, les universités et les centres de recherche, et des groupes du monde entier se sont joints à la conversation. (Rush Holt, cité dans Musacchio, 2017)

La mobilisation a rapidement essaimé dans plusieurs villes américaines et dans plusieurs pays. Selon les responsables de l'organisation[5], un million

4. Ou Marche pour les sciences, selon l'organisation mobilisée; notons la différence sémantique. J'emploierai à la suite l'expression « Marche pour la science » puisqu'elle a été de loin la plus employée dans les communications entourant l'évènement.
5. Statistiques présentées dans le site international de l'initiative : www.marchforscience.com/satellite-marches/

de personnes ont participé à l'une ou l'autre des 610 marches qui se sont ainsi tenues dans 38 pays le 22 avril 2017. Plusieurs scientifiques ont affirmé « descendre dans la rue » pour une première fois à cette occasion (Lauer, 2017).

Certain-e-s scientifiques se sont sans surprise positionnées contre cette Marche, pour différentes raisons. Parmi eux, le géologue Robert Young, qui publia une lettre ouverte dans le *New York Times*, dont voici un extrait :

> Essayer de recréer la Marche des femmes, un évènement éminemment politique, ne fera que renforcer le discours des conservateurs sceptiques, à savoir que les scientifiques forment un groupe d'intérêt et qu'ils politisent ainsi leurs données, leurs recherches et leurs résultats en fonction de leurs propres visées. […] Plutôt que de marcher à Washington et dans les autres villes du pays, je propose à mes collègues scientifiques d'approcher des groupes citoyens locaux, d'entrer dans les églises et les écoles, de fréquenter les foires populaires et, en privé, de rencontrer des élus. Prenez contact avec cette partie de l'Amérique qui ne connaît aucun scientifique. Mettez un visage sur le débat. Aidez les gens à comprendre ce que nous faisons et comment nous le faisons. Donnez-leur votre courriel ou, encore mieux, votre numéro de téléphone. (Young, 31 janvier 2017, traduction libre)

La critique du chercheur ne concerne donc pas l'engagement politique des scientifiques mobilisés dans la Marche pour la science, comme on pourrait s'y attendre, mais plutôt la forme de cet engagement. Sa crainte de voir l'évènement prendre une teneur corporatiste s'est en partie révélée dans les semaines qui suivirent la parution de la lettre. À mon avis, cela est moins dû à la stratégie politique comme telle – une marche rassemblant des scientifiques – qu'au manque de distance critique noté dans le discours. En effet, les zones d'ombre de la recherche scientifique n'y sont pas évoquées, hormis sur le site de la Marche australienne, où l'on reconnait « le rôle qu'ont eu certains projets scientifiques dans le désengagement (*disenfranchise*) de groupes minoritaires » (trad. libre), référant aux Premières Nations, à défaut de parler plus clairement des différentes formes d'oppression qu'ont subi ces dernières. Dans l'ensemble, on présente un portrait idéalisé de la recherche, ce qui peut contribuer à nourrir cette méfiance diffuse envers la communauté scientifique qui se serait installée dans une certaine partie de la population

américaine et ailleurs dans le monde, comme le laissent entendre les appels à l'action des scientifiques ayant pris part à la Marche au Canada, en Inde et au Brésil, entre autres. Par ailleurs, la demande de fonds publics pour la recherche (maintien ou augmentation) est une constante du discours des différentes marches organisées, et cela peut contribuer à renforcer l'idée d'un évènement défendant les intérêts carriéristes de ses protagonistes.

Le discours de la Marche

Vidéos publiés sur les médias sociaux, lettres ouvertes, communiqués de presse, sites Internet et pages Facebook des différents chapitres nationaux, interviews dans les médias; les efforts de diffusion de l'évènement et de ses messages ont été nombreux. J'ai basé mon analyse exploratoire du discours de la Marche de la science sur le contenu – anglophone, francophone, hispanophone ou lusophone – présenté dans les sites Internet et les groupes Facebook officiels de 9 des 38 chapitres nationaux de la Marche : Australie, Brésil, Canada, Chili, Costa Rica, États-Unis, France, Inde et Ouganda. Ces neuf pôles, situés sur cinq continents, offraient une documentation substantielle (alors que plusieurs autres ne présentaient que peu d'information). J'ai également inclus d'autres contenus web et articles de presse[6], jusqu'à saturation des données. Avec du temps et des moyens plus importants, il serait certes intéressant de colliger toute la documentation disponible sur ces marches pour en faire une analyse statistique des tendances et des occurrences.

Ainsi, j'ai d'abord noté, dans le discours entourant l'évènement, la primauté de la perspective positiviste. Les slogans et idées-clés défendus sont en effet vertébrés par les prémisses de ce courant épistémologique dominant. Il est question d'un universalisme conférant « force » et « grandeur » à la science. On affirme que la science est « basée sur les faits », qu'elle « sert tout le monde », vise le « bien commun » et « profite à toute l'humanité ». On reprend cette maxime de Louis Pasteur : « la science n'a pas de patrie ». On célèbre l'« esprit des Lumières », en l'opposant à un obscurantisme de la post-vérité. On réitère ainsi les valeurs de « progrès », de « neutralité »

6. Articles parus dans : Le Monde, Québec Science, Le Journal du CNRS, Semanario Universidad (Costa Rica), les sites Internet de l'Université de Montréal, de l'Université de Lyon 1, du Jour de la Terre (francophonie) et des Maisons pour la science (France).

et d'« émancipation » portées par la science moderne. Dans cette partie du discours, *la* science est idéologie. Elle est quasi personnifiée, telle quelle serait dotée d'une agentivité protectrice et bienveillante. C'est à tout le moins une conception triomphaliste de la science (Feltz, 2014 : 98) qui ressort de ces affirmations.

Il se dégage donc de ce premier ensemble d'affirmations la vision d'**une** science sans faille. Pourtant, sous l'égide du progrès scientifique, nombre de chercheurs ont participé (consciemment ou non) à l'entreprise de domination du monde : instauration d'un rapport foncièrement instrumental au non-humain, écrasement des peuples autochtones et, plus récemment, renforcement exacerbé des inégalités sociales mondiales. Les sciences ont bien sûr largement contribué au bien-être humain, tel que nous l'envisageons aujourd'hui et elles sont indispensables à notre connaissance du monde, laquelle informe nos réflexions ontologiques, téléologiques, éthiques et politiques. Dans le même temps, la recherche scientifique a aussi participé à l'instauration de visions et de formes d'exploitation loin d'être étrangères à la crise socio-écologique actuelle. Ces aspects moins glorieux de l'histoire des sciences auraient mérité d'être reconnus. Cela aurait pu insuffler davantage de sincérité et d'humilité à la démarche internationale de légitimation que représente la Marche pour la science. Un portrait plus nuancé aurait aussi pu constituer une base de redéfinition collective – au sein du mouvement et au-delà, soit dans la sphère publique – du rôle social des sciences.

Le discours de la Marche reprend bien les idéaux positivistes, or il est aussi caractérisé par des valeurs qui ne sont pas spécifiques à ce paradigme, voire qui le défient en partie ou du moins, le poussent à se transformer. Cet aspect rafraîchissant d'une mobilisation globalement conformiste me donne l'espoir qu'une transition épistémologique est possible. Ainsi, la page américaine officielle de l'évènement énonce comme premier but l'« humanisation de la science » (*humanize science*) : « la science est avant tout un processus humain […] la recherche scientifique n'est pas une démarche abstraite advenant indépendamment de la culture et de la communauté » (trad. libre). Dans la même veine, et en phase avec les plaidoyers et initiatives de démocratisation des sciences observés depuis les années 90, la Marche porte une invitation aux démarches de science « participatives », « partenariales », citoyennes. On veut « écouter » et « servir » les communautés, renforcer les liens avec ces dernières, « descendre de la tour d'ivoire ». Les scientifiques mobilisés appellent aussi à une éducation

scientifique critique et élargie, de même qu'à une accessibilité accrue aux productions scientifiques (par la vulgarisation, la vaste diffusion, la publication ouverte, etc.).

La Marche est ensuite caractérisée par un appel à célébrer les opinions et perspectives de toutes origines au sein de la communauté scientifique, et ce dans l'optique de diversifier les questions posées et les groupes sociaux bénéficiant de ces projets de recherche. À titre d'exemple, l'Association canadienne des neurosciences (2017) écrit :

> Nous sommes de toutes les races [sic], de toutes les religions, de tous les genres, de toutes les orientations sexuelles, de tous les horizons socioéconomiques, de toutes les opinions politiques et de toutes les nationalités. La diversité est notre plus grande force : une diversité d'opinions, de perspectives et d'idées est essentielle à l'entreprise scientifique.

Il y a donc un certain paradoxe dans le discours global; on s'accroche d'une part aux valeurs de neutralité de la science et d'universalité de ses résultats tout en soutenant, d'autre part, que la diversité culturelle, religieuse, de genre et d'orientation sexuelle parmi les chercheuses et chercheurs est un facteur clé d'une production scientifique socialement pertinente. Le plaidoyer a-t-il été le fruit de compromis? Est-il le produit d'une réflexion inachevée entre scientifiques mobilisées? Quoi qu'il en soit, la cohérence de cette posture épistémologique hybride reste à justifier, car en l'état, elle porte à penser qu'il y aurait besoin de diversité pour cerner les objets de recherche et poser les hypothèses, mais que dans le déroulement du processus et dans l'analyse des résultats, on procèderait tous de la même manière, sans égard à nos identités, visions du monde et influences culturelles et sociales. Les valeurs phares de la science moderne sont tenaces chez les scientifiques mobilisés au sein de la Marche, quoique certaines limites de ces valeurs y soient implicitement identifiées. La Marche internationale pour la science donne-t-elle lieu à un premier pas – certes timide, mais néanmoins à grande échelle – vers un tournant épistémologique?

La science et la politique du climat

La Marche pour la science soulève une question de fond divisant autant les chercheuses et chercheurs qui ont marché que la communauté

scientifique en général, à savoir celle des liens qu'il conviendrait ou non de tisser entre vie citoyenne et vie académique. À titre d'exemples contrastés, on a comme slogan « *¡La ciencia es política!* » sur la page officielle de la Marche du Chili, alors qu'aux États-Unis, un biochimiste actif dans la Marche défend la position inverse : « Je ne suis pas très à l'aise avec le fait de mélanger la science avec la politique, mais la situation a été politisée à notre insu et nous devons absolument faire quelque chose » (Rob Maxson, cité dans Lauer, 2017).

Vu l'ampleur de la mobilisation, la Marche pour la science constitue une brèche importante dans ce que Mark Brown (2015) nomme le « modèle linéaire » entre science et politique. Selon cette convention sociale héritée de la science moderne, les scientifiques seraient responsables d'établir les faits, de fournir des connaissances, que les élu-e-s devraient ensuite prendre en considération au moment d'élaborer les politiques publiques. Daniel Sarewitz (2012) illustre bien comment le « plan d'action » de la communauté internationale sur la question climatique suit la logique de ce modèle linéaire. Ainsi, le premier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a entraîné la mise sur pied de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et les deux piliers du « plan » ont dès lors été les suivants : pour le GIEC, il s'agit de suivre et de prévoir l'évolution du climat alors que pour la CCNUCC, il a été question d'identifier des mécanismes globaux d'action justifiés par les connaissances développées au GIEC.

Dans ce modèle linéaire, le scientifique reste à l'écart de l'arène politique ou, s'il y intervient, le fait en tant que vulgarisateur d'un phénomène écologique ou social d'intérêt pour les sujets politiques. Cette conception linéaire sous-entend donc que le fait d'être mieux informé-e des développements de la science suffit à appuyer des politiques publiques qui en tiennent compte. Et dans le cas des changements climatiques, on remarque exactement la prédominance de cette conception. Sur cette question, on a énormément misé sur l'alphabétisation scientifique à l'échelle internationale depuis vingt-cinq ans sans que cela n'apporte les transformations sociales ni les politiques attendues (Meira Cartea et González Gaudiano, 2016). Comme le fait justement remarquer Mark Brown (2015 : 193), les gens opposés aux programmes politiques nationaux et internationaux visant à contrer les changements climatiques reconnaissent donc implicitement la puissance de cette vision linéaire, profondément ancrée dans la société occidentale : « s'ils ne le faisaient pas, ils n'auraient nul besoin de défier les sciences du climat ».

En ramenant constamment à l'explication scientifique des phénomènes climatiques pour justifier des changements de politiques, on alimente la ferveur climatosceptique, tout en contribuant à éluder les dimensions normatives et politiques du problème. La Marche pour la science apparait donc comme une conséquence d'un important nœud sociopolitique plutôt que comme une stratégie efficace de sortie de crise. D'ailleurs, elle n'a pas empêché le président américain de retirer les États-Unis de l'Accord de Paris, quelques semaines seulement après la mobilisation.

Sur la question climatique, avons-nous vraiment besoin de plus de résultats scientifiques ou avons-nous plutôt besoin de passer efficacement à l'action? Au lieu de s'en tenir à un plaidoyer pour la science, les scientifiques auraient pu profiter du Jour de la Terre pour souligner les limites de la bourse du carbone et de l'approche des services écosystémiques, éléments-clés de l'agenda international en matière d'environnement, pourtant loin de nous mener vers une réduction significative de la hausse des températures et de la perte de biodiversité tant ces approches confortent le système économique néolibéral en place. Dans la foulée, les scientifiques auraient pu mettre en exergue d'autres formes d'action prometteuses. Ils auraient alors contribué à briser le modèle linéaire science-politique, problématique en contexte de controverses sociales, plutôt qu'à le renforcer.

La question de l'être-au-monde dans les questions « environnementales »

L'affiche de la première édition du Jour de la Terre, en 1970, titrait : « Nous avons rencontré l'ennemi, et c'est nous. » (*We have met the enemy and he is us.*). On peut se demander si, près de 50 ans plus tard, cette idée est toujours aussi prégnante. Pour Erik Swyngedouw (cité dans Brown, 2015 : 189), et sur la question des changements climatiques du moins, l'adversaire contemporain hantant l'imaginaire collectif serait plutôt le dioxyde de carbone. Cela serait dû, selon l'auteur, à l'intensité de l'effort globalisé d'alphabétisation scientifique en matière de climatologie : comprendre le cycle du carbone, le rôle des courants marins dans la thermorégulation, les notions de base de la physique de l'atmosphère, etc. En outre, je remarque que les solutions préconisées dans le discours dominant donne de la substance à cette idée :

bourse du carbone, voiture électrique, utopies de séquestration du carbone par des solutions technologiques encore à découvrir, plantation d'arbres au Jour de la Terre, etc.

Dans la même veine, Daniel Sarewitz (2012 : 191) tente de cerner ce qu'évoque la question des changements climatiques pour un citoyen américain libéral. Ce serait ainsi « un environnement planétaire fragile, protégé par un système de gouvernance mondial, des technologies à haute efficacité énergétique, des entreprises socialement responsables et un système économique mondial équitable ». Dans cette vision, la personne semble tout aussi dépossédée de la situation que lorsque le problème est représenté comme étant une trop grande concentration de CO_2. Dans les deux cas, l'humain apparait en retrait de la situation.

Pour Pablo Meira et Edgar Gonzalez-Gaudiano (2016), arriver à des programmes et politiques publiques qui soient efficaces dans la lutte aux changements climatiques implique une transformation profonde de notre « cosmos socioculturel ». Plusieurs de nos façons de connaître, d'examiner et d'habiter le monde, en tant qu'Occidentaux, sont problématiques et les crises écologiques et humanitaires actuelles en sont des symptômes forts. Avec Enrique Leff (2004 : 10), la crise environnementale contemporaine est donc une « crise des formes de compréhension du monde ». Si depuis une cinquantaine d'années, les sciences de l'environnement ont permis de développer d'importants éléments de description, d'explication et de solutions aux problèmes socio-écologiques, il semble que globalement, ces apports n'arrivent pas à avoir l'influence nécessaire pour faire basculer les systèmes socio-politico-économique en cause. Et si cela était en partie dû aux processus de segmentation, de désengagement, de désincarnation (Bryant, 2011 : 23; Ingold, 2000 : chap. 1) auxquels on acquiesce en faisant de la recherche depuis une posture positiviste?

Pour produire le type de connaissances le plus valorisé, on apprend ainsi à se couper de son ressenti, de son intuition, de ses émotions, pour plus de rationalité. Ensuite, on se positionne en surplomb de l'environnement que l'on étudie, pour en développer une connaissance « objective ». Enfin, on reste « en haut de la mêlée » de la cité (*polis*), pour plus de neutralité. Arrive-t-on vraiment à opérer ces distanciations? J'en doute sincèrement et nombre

d'auteurs et autrices[7] ont expliqué, depuis diverses perspectives, pourquoi chacune de ses trois coupures est pratiquement impossible et rarement souhaitable. Les différents systèmes de connaissance du monde développés hors de l'Occident rejettent également cette approche du détachement, de la coupure, privilégiant plutôt la reliance – en son for intérieur, à la communauté, au non-humain – dans la construction de savoirs, comme l'ont décrit les chercheuses et chercheurs de la « nouvelle anthropologie » (entre autres Descola, 2005; Ingold, 2000; Descola et Ingold, 2014; Kohn, 2017).

Dans cet esprit, Tim Ingold (2000 : 17-18) nous invite à réhabiliter l'intuition et le ressenti à l'analyse des réalités socio-écologiques : « les mécanismes neurologiques à la base de notre appréhension du monde font partie de ce même monde […] il serait plus approprié d'envisager l'esprit (*mind*) se prolongeant dans l'environnement, à travers les sens » (trad. libre). Tim Ingold (*ibid.*) et Eduardo Kohn (2017 : 25-26) font ainsi tous deux référence à une analogie de Gregory Bateson (1977) où l'auteur illustre la difficulté de marquer où s'arrête le soi pensant et où commence l'altérité sondée dans le cas d'une personne aveugle appréhendant l'environnement à l'aide d'une canne. Ainsi, on peut envisager les sens, les philosophies, les approches scientifiques, etc. comme tout autant de types de canne. Et chacun de ces « instruments », indépendamment ou de manière combinée, nous donne accès à des approximations de ce qui nous entoure, approximations où nous sommes inévitablement engagées en tant que personnes interprétant les réalités approchées au moyen des cannes utilisées.

J'identifie donc le besoin d'insérer la question de l'être-au-monde au cœur des sciences de l'environnement. Pouvons-nous faire vivre, au sein de notre communauté de recherche, une « écologie de l'esprit » (Bateson, 1977) où reconnaitre la personne dans son intégralité à l'intérieur du processus de construction de savoirs et où considérer également l'apport de son « inscription écologique et sociologique » dans la démarche (Pineau et Galvani, 2017 : 30)? Aborder ouvertement cette question dans nos échanges et dans le contexte de nos recherches m'apparait fécond à divers égards. La

7. Sur les interrelations intrinsèques entre les dimensions affective, cognitive, conative et intuitive de la personne, voir notamment Tim Ingold (2000), Jonathan Haidt (2012), Knud Illeris (2004), Jean-Marie Barbier et coll. (2013). Sur l'influence de notre lien à l'environnement dans notre appréhension du monde, voir entre autres Tom Berryman (2003), David Greenwood (2013), Gaston Pineau (1992). Enfin, sur les liens inévitables entre science et politique, se référer par exemple à Dominique Pestre (2010), Michel Foucault (1975), Jean-Jacques Salomon (2006).

réflexion est susceptible de nourrir le sens de notre démarche et de nous amener à une pratique de recherche plus engagée, plus liée aux dimensions écologique, territoriale, communautaire et politique de nos existences. Nous sommes essentiellement des êtres de relations et tout, dans les dynamiques écosystémiques et écosociales que nous étudions et auxquelles nous prenons part, est interrelation.

Pour une écologisation des savoirs

Faire face à la complexité qui caractérise les problématiques socio-écologiques, telle celle des changements climatiques, nécessite de développer une pensée complexe, au-delà d'un agencement interdisciplinaire ou même transdisciplinaire. Il importe d'inclure et de questionner nos propres rapports à l'environnement dans l'exercice et de solliciter d'autres perspectives sur cette relation vitale. En effet, les problématiques socio-écologiques se déploient au confluent de plusieurs mondes. Un de ces mondes, l'Occident, a plus que tous les autres concouru à la crise environnementale contemporaine. Opter pour prodiguer davantage d'une médecine qui a grandement participé au « mal de Terre » (Reeves, 2003) serait un non-sens; la science triomphante ne peut être la solution à la crise. Je suis donc mal à l'aise avec le fait qu'on ait marché pour **la** Science au dernier Jour de la Terre.

En 1974, le philosophe André Gorz publiait un manifeste intitulé *Leur écologie et la nôtre*, faisant référence à une fracture déjà bien marquée entre les manières dont les groupes écologistes et les dirigeants politiques conceptualisaient les enjeux environnementaux. Cette même année, alors qu'au Symposium PNUE/CNUCED[8] de Cocoyoc (Mexique) on avait fait consensus autour de l'idée de promouvoir un écodéveloppement – qui reconnaît le sous-développement comme produit du développement et appuie plutôt des solutions endogènes, contextualisées, au sein d'écorégions, en phase avec les cultures et les savoirs locaux (Sachs, 1980) – le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, avait prestement fait savoir que son gouvernement n'acceptait pas les conclusions du Symposium et que le

8. Le Symposium était organisé conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Commission des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED).

référentiel devait changer. C'est alors à partir de ce moment que le terme de développement durable a été privilégié, pour devenir, quelques années plus tard, le paradigme de référence au sein des instances internationales.

Face à une science neutre et universelle proclamée à la Marche pour la science, face à un paradigme de développement durable promu tout autant en solution universelle, les peuples des Suds et les Premières Nations des Nords pourraient aujourd'hui lancer, à l'image d'A. Gorz, un manifeste solidaire titré *Leur écologie et les nôtres*. La science positiviste, le développement durable et ses corollaires, tels que l'approche des biens et services écosystémiques et les bourses du carbone, proposent une « modernité uniforme » (Parizeau, 2014) faisant fi de la diversité des ontologies, des éthiques et des pratiques. Cette « écologie par le haut » (Felli, 2008) est celle d'un environnement globalisé, anonyme, d'une perspective surplombante et d'un être-au-monde éludé. À cette approche dominante, il convient de répondre par des écologies situées, vécues, et diversifiées. Le champ de l'écologie politique offre cet espace de réflexion « par le bas », radical donc, vers d'autres possibles. Ce champ, ouvert et nourri en Occident – avec les contributions initiales d'auteurs tels André Gorz, Ivan Illich et Bernard Charbonneau, dans les années 70 –, se déploie de manière renouvelée depuis quelques années, intégrant dorénavant dans ses dialogues des perspectives écopolitiques autochtones et des Suds, comme l'*Ubuntu* du sud de l'Afrique, le *Buen vivir* des Andes et le *Swaraj* indien.

Comme sciences et politique sont implicitement inséparables d'une part, et qu'il puisse être fécond de les combiner explicitement de manière sensible, ouverte et authentique d'autre part, je nous invite, chercheuses et chercheurs en sciences de l'environnement, à être attentifs et attentives aux productions issues du champ de l'écologie politique. La décroissance, le *buen vivir*, l'écologie sociale, l'écoféminisme, l'écodéveloppement, la transition écologique – et l'on pourrait en nommer plusieurs autres – sont autant de courants de l'écologie politique susceptibles de nous inspirer.

Les chercheuses et chercheurs en sciences de l'environnement étudient les réalités socio-écologiques à diverses échelles géographiques et spatio-temporelles, cette pluralité focale étant essentielle. Lorsque nous étudions des phénomènes biosphériques ou encore des phénomènes régionaux observés dans d'autres régions du globe, pourrions-nous parallèlement nous pencher sur la manière dont ce que nous explorons résonne dans notre propre environnement? Cela impliquerait non seulement de lier la construction de savoirs à notre propre expérience, mais aussi de contribuer

à lier les réalités socio-écologiques d'ici et d'ailleurs entre elles. À cet effet, nous pourrions privilégier les concepts de « territoire » et de « milieu de vie », somme toute peu utilisés en sciences de l'environnement. Ces référentiels présentent l'intérêt d'engager le sujet en tant qu'être ancré, relié à la matrice de vie. Ils envisagent la personne comme étant actrice, citoyenne et habitante de son milieu. Ils sous-tendent les dimensions expérientielle, affective, communautaire et politique du rapport à l'environnement. Les notions de territoire et de milieu de vie trouvent aussi davantage échos et correspondances dans les cosmovisions non-occidentales, ouvrant la possibilité d'une traduction interculturelle plus fertile. Elles sont en outre porteuses d'histoires, alors que le terme d'environnement, tel que nous l'entendons aujourd'hui, n'a été introduit que dans les années 70. Il est depuis devenu le mot associé de plus près à la crise socio-écologique contemporaine. Puisque les mots forment notre manière de penser, choisir d'intégrer, dans nos communications, ceux qui nous semblent les plus signifiants et évocateurs des transformations écosociales auxquelles nous aspirons peut contribuer à revitaliser et à renforcer nos messages, rejoignant nos interlocuteurs dans d'autres dimensions de leur être-au-monde.

Plusieurs participant-e-s à la Marche pour la science ont relayé la nécessité de travailler plus près des citoyens et citoyennes, voire de concert avec ces dernier-e-s. Cela survient alors que la société civile, ici comme à l'étranger, est de plus en plus active au sein des instances démocratiques, ouvrant également nombre d'espaces non formels de délibération autour de controverses socio-écologiques. Les citoyens et citoyennes démontrent en ces lieux une maîtrise indéniable des enjeux concernant leur milieu de vie, contribuent de manière essentielle à la mise en lumières des différentes dimensions des controverses et s'engagent de manière remarquable dans l'élaboration de solutions aux problèmes soulevés (Brière, 2016; Sauvé et Batellier, 2011). Dans le même temps – et en phase avec le modèle de « gouvernance » néolibéral promu mondialement depuis *Our global neighborhood* (*Commission on Global Governance*, 1995) –, les gouvernements sollicitent de plus en plus la participation citoyenne. Cet impératif participatif se manifeste dans ce cadre de « gouvernance » où l'État est devenu un acteur parmi d'autres plutôt qu'orchestrateur veillant, selon les fondements de la démocratie représentative, à l'intérêt général et au bien commun (Denault, 2013). Dans cette dynamique, les groupes citoyens et écologistes sont de plus en plus perçus comme des lobbyistes, au même titre que les industries et les entreprises transnationales, qui jouissent d'un pouvoir sans commune

mesure avec celui des associations citoyennes. Les enjeux de justice sociale et environnementale sont donc colossaux. Dans ce contexte, il m'apparait que les scientifiques ne peuvent plus se limiter à communiquer les résultats de leurs recherches dans l'espace public. L'engagement à titre conjoint de citoyen-ne *et* de chercheur ou chercheuse m'apparait essentiel à l'exercice d'une responsabilité écopolitique (Brière, 2014) appartenant à tous les citoyens et citoyennes. Au Québec, le Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste représente une initiative inspirante en matière de contribution au débat public sur les projets d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures sur le territoire de la province. Les apports de ce regroupement interdisciplinaire de 170 chercheuses et chercheurs, situés sur le plan des valeurs, combinés à une forte mobilisation citoyenne, ont sans doute été déterminants dans l'obtention d'un moratoire sur l'exploration du gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent en 2013 et d'un arrêt de toute exploration pétrolière sur l'île d'Anticosti en 2017. Un tel type d'engagement politique de chercheuses et chercheurs peut assurément contribuer au développement d'une « intelligence commune du territoire » (Partoune, 2012) et à l'élaboration – depuis cette mobilisation collective des savoirs – de projets territoriaux à vocation écosociale, au-delà de la résistance à des projets de développement inappropriés au milieu de vie et à la santé environnementale biosphérique. Les méthodologies de recherche pouvant appuyer ce type d'expérience se développent et se déploient de plus en plus[9].

La Marche pour la science appelait aussi à une éducation scientifique élargie et critique. Cela donne l'espoir d'une vision plus humble de la science. Par la prise de conscience et la reconnaissance des limites des sciences, nous développons plus aisément une attitude d'ouverture face aux autres modes de connaissance, incluant ceux vécus dans d'autres cultures (Feltz, 2014 : 55). À l'inverse, l'approche d'une science universelle triomphante, particulièrement prégnante dans le discours de la Marche pour la science, discrédite ces épistémologies « alter-natives » (Thésée et Carr, 2008).

9. À titre d'exemples, voir les récits d'expérience et propositions méthodologiques apportés dans Brown et Strega (2015); Fontan, Longtin et René (2013); Robottom et Sauvé (2003).

Conclusion

Au regard des questions socio-écologiques vives, l'approche épistémologique que je préconise est donc celle d'un dialogue des savoirs. Pour traiter de ces problématiques complexes, nous avons besoin de mettre en relation nos savoirs de divers types, de les écologiser (Leff, 2010) de les hybrider (Callon, Lascoumes et Barthe, 2001). À l'échelle des territoires, il s'agit de croiser – dans une perspective critique et décoloniale – les savoirs locaux, les savoirs construits dans diverses disciplines scientifiques, les savoirs traditionnels, les savoirs mûris dans différentes pratiques de vie, les savoirs expérientiels issus d'un rapport étroit au territoire et à sa communauté. Au niveau biosphérique, sur des enjeux tels que les changements climatiques et le déclin abrupt de biodiversité, l'hybridation de ces savoirs demeure essentielle. Dans le contexte historique d'une colonisation puis d'une mondialisation privilégiant la « monoculture de la connaissance » (de Sousa Santos, 2011) en phase avec un programme politico-économique monocentrique, le grand défi de la réflexion « mondialoguante » (Pineau et Galvani, 2017) proposée, présent à l'échelle territoriale par ailleurs, est celui de la traduction interculturelle; construire un dialogue ouvert, respectueux de l'altérité, sur les manières dont résonnent les questions en débat dans les différents mondes concernés.

Une telle approche de l'écologie, plurale et critique, s'expérimente concrètement ici et ailleurs. Les mouvements écocitoyens autochtones, occidentaux et de solidarité – qui œuvrent entre autres en résistance à l'extractivisme, en lutte aux changements climatiques et en faveur de plus de justice environnementale et sociale – la pensent, la vivent et la nourrissent. Cette perspective dialogique, qui prend dans la foulée beaucoup d'ampleur au sein du champ de l'écologie politique, est propice au développement de ce qu'Enrique Leff (2004; 2010) nomme l'« épistémologie environnementale », soit une approche de la construction de savoirs mobilisant la diversité culturelle, la multiplicité des rationalités, l'« ontologie de la différence » et l'« éthique de l'altérité ». Il y est aussi question de se situer en rupture d'avec une science objectivant le non-humain, pour plutôt porter le projet d'écologiser les sciences.

Dans cet idéal épistémologique, les personnes impliquées rendent visibles les « absences », soit les espaces de réflexion rendus sciemment inexistants par l'action combinée de divers pouvoirs au fil des périodes historiques tout comme dans l'actualité (de Sousa Santos, 2011). Ces objecteurs de conscience

contribuent à ouvrir les œillères conceptuelles et culturelles de la connaissance dominante (Thésée et Carr, 2008; Crowley, 2011), révélant une « enculturation d'empiètement [qui] offre le confort de l'homogénéité d'un savoir sur "La Réalité" en réduisant les objections qui ont des racines culturelles et historiques différentes » (Roelens, 1991 : 220). Soutenant le pluralisme épistémologique, ces personnes abordent aussi l'écologie de manière située, clarifiant et exposant leurs valeurs, leurs « imaginaires sociaux » et leurs identités, introduisant « les conditions de la subjectivité et de l'être » dans leurs apports aux savoirs (Leff 2004, 246). La rationalité moderne y est appréhendée et engagée de manière critique, à l'aune d'autres cadres de pensée et de diverses matrices perceptuelles. On l'aura compris, cette proposition – actualisée dans des visions et des pratiques à la fois uniques et analogues à ce qui vient d'être exposé – constitue dans le même temps un paradigme épistémologique et une philosophie politique (Leff, 2010).

Pour les scientifiques, se rapprocher des citoyens et citoyennes – tel que visé avec la Marche pour la science – et contribuer, à la hauteur où l'exige la crise actuelle, aux transformations sociales nécessaires implique inévitablement de trouver des points de contact solides avec cette mouvance écocitoyenne et altermondialiste. Cela est à envisager dans les territoires comme entre ceux-ci, afin de créer des alliances et de dégager des compréhensions sensibles des enjeux concernant autant les Suds que les Nords. De ce côté aussi le train est en marche. Souhaitons qu'il prenne de la vitesse. De telles collaborations s'organiseront nécessairement en géométries variables, en cohérence avec les valeurs, les « convictions critiques » (Feltz, 2014 : 243) et les perspectives de changement portées par ces personnes soucieuses de construire des savoirs écologisés, reliés à des projets d'action émancipateurs.

Références

Association canadienne des neurosciences. 2017. « Marche pour la science – 22 avril 2017 ». http://can-acn.org/fr/marche-pour-la-science-22-avril-2017

Barbier, Jean-Marie, Bourgeois, Étienne et Durand, Marc. 2013. *Expérience, activité, apprentissage. Formation et pratiques professionnelles*. Paris : PUF.

Bateson, Gregory. 1977. *Vers une écologie de l'esprit*. Paris : Seuil.

Berryman, Tom. 2003. « L'éco-ontogenèse : les relations à l'environnement dans le développement humain. D'autres rapports au monde pour d'autres développements. » *Éducation relative à l'environnement : Regards – recherches – réflexions* 4 : 207-228. http://www.revue-ere.uqam.ca/categories/PDF/Volume4/12_Berryman_T.pdf

Brière, Laurence. 2014. « De la responsabilité de la "gouvernance" à la responsabilité écopolitique ». *Éthique publique* 16 (1), 159-177. https://ethiquepublique.revues.org/1384

Brière, Laurence. 2016. *Les dynamiques d'apprentissage collectif dans les débats publics sur des enjeux socio-écologiques : le cas de la reconstruction de l'échangeur Turcot à Montréal*. Thèse de doctorat en sciences de l'environnement (Université du Québec à Montréal). http://www.archipel.uqam.ca/8817/

Brown, Leslie et Strega, Susan (dir.). 2015. *Research as resistance. Revisiting critical, indigenous, and anti-oppressive approaches.* Toronto : Canadian Scholars' Press.

Brown, Mark. 2015. « Les controverses autour du climat : quelles leçons pour la démocratie? » Dans *Au cœur des controverses : des sciences à l'action.* Sous la direction de Yannick Barthe et coll., 173-196. Arles : Actes Sud/IHEST.

Bryant, Bunyan. 2011. *Environmental crisis or crisis of epistemology? Working for sustainable knowledge and environmental justice*. Garden City : Morgan James Publishing.

Callon, Michel, Lascoumes, Pierre et Barthe, Yannick. 2001. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil.

Citton, Yves et Walentowitz, Saskia. 2012. « Pour une écologie des lignes et des tissages ». *Revue des Livres* n° 4, mars 2012, 28-39.

Commission on Global Governance. 1995. *Our global neighborhood, the report of the Commission on Global Governance* (ONU). Oxford : Oxford University Press.

Crowley, Ethel. 2011. « Le savoir, enjeu d'une lutte de pouvoir entre l'agriculteur et le scientifique ». *Ethnologie française* 41 (2) : 279-287.

Deneault, Alain. 2013. « *Gouvernance* ». *Le management totalitaire*. Montréal : Lux.

Descola, Philippe. 1999. « Diversité biologique et diversité culturelle ». *Aménagement et nature* 135 : 25-27. http://documents.irevues.inist.fr/handle/2042/49113

Descola, Philippe. 2005. *Par-delà nature et culture*. Paris : Gallimard.

Descola, Philippe. 2014. *La composition des mondes*. Paris : Flammarion.

Descola, Philippe et Ingold, Tim. 2014. *Être au monde : quelle expérience commune*? Débat présenté par Michel Lussault. Lyon : Presses universitaires de Lyon.

Felli, Romain. 2008. *Les deux âmes de l'écologie. Une critique du développement durable*. Paris : L'Harmattan.

Feltz, Bernard. 2014. *La science et le vivant. Philosophie des sciences et modernité critique*. Bruxelles : de Boeck.

Fontan, Jean-Marc, Longtin, David et René, Jean-François. 2013. « La recherche participative à l'aune de la mobilisation citoyenne : une innovation sociale de rupture ou de continuité? » *Nouvelles pratiques sociales* 25 (2) : 125-140. https://www.erudit.org/fr/revues/nps/2013-v25-n2-nps01030/

Foucault, Michel, 1975. *Surveiller et punir*. Paris : Gallimard.

Gobeil, Mathieu. 2015. « Comment le Jour de la Terre a vu le jour… il y a 45 ans ». http://beta.radio-canada.ca/nouvelle/716506/jour-terre-histoire-evenement

Gorz, André. 1974. « Leur écologie et la nôtre ». *Le sauvage*, n° 9, janvier 1974.

Greenwood, David. 2013. « A critical theory of place-conscious education ». Dans *International Handbook of Research on Environmental Education*. Sous la direction de Stevenson, R.B., Brody, M, Dillon, J. et Wals, A.J., 93-100. New York : Routledge.

Illeris, Knud. 2004. *The three dimensions of learning*. Malabar : Krieger.

Haidt, Jonathan. 2012. *The righteous mind. Why good people are divided by politics and religion*. New York : Pantheon Books.

Ingold, Tim. 2000. *The perception of the environment : essays on livelihood, dwelling and skill. Angleterre* : Routledge.

Kohn, Eduardo. 2017. *Comment pensent les forêts. Vers une anthropologie au-delà de l'humain*. Belgique : Zones sensibles.

Lauer, Stéphane. 2017. « Marche pour la science à Washington : "Ce qui est en train de se passer est grave" », *Le Monde*, 23 avril 2017. http://www.lemonde.fr/sciences/article/2017/04/23/marche-pour-la-science-a-washington-ce-qui-est-en-train-de-se-passer-est-grave_5115731_1650684.html

Leff, Enrique. 2004. *Racionalidad ambiental. La reapropiación social de la naturaleza*. Mexico : Siglo XXI.

Leff, Enrique. 2010. « Imaginarios sociales y sustentabilidad ». *Cultura y representaciones sociales* 5(9), 42-121. http://www.revistas.unam.mx/index.php/crs/article/view/19202

Meira Carta, Pablo Ángel et González Gaudiano, Édgar. 2016. « Les défis éducatifs du changement climatique : la pertinence de la dimension sociale ». *Éducation relative à l'environnement : Regards – Recherches – Réflexions* 13 (2). http://www.revue-ere.uqam.ca/categories/PDF/13-1_2.pdf

Musacchio, Saman. 2017. « Pourquoi les scientifiques appellent les citoyens à marcher pour la science ». CNRS *Le Journal*, 10 avril 2017. https://lejournal.cnrs.fr/articles/pourquoi-les-scientifiques-appellent-les-citoyens-a-marcher-pour-la-science

Parizeau, Marie-Hélène. 2014. « Le développement durable et l'homo economicus : de l'occultation du concept de diversité culturelle ». *Éthique publique* 16 (1) : 39-59. https://ethiquepublique.revues.org/1360

Partoune, Christine. 2012. Développer une intelligence commune du territoire. *Éducation relative à l'environnement : regards – recherches – réflexions* 10 : 103-121. http://www.revue-ere.uqam.ca/categories/PDF/volume10/06-v10-Partoune_C.pdf

Pestre, Dominique. 2010. « Dix thèses sur les sciences, la recherche scientifique et le monde social, 1945-2010 ». *Le mouvement social* 233 : 13-29.

Pineau, Gaston. 1992. « De l'air pour la formation et l'écologie ». Dans *De l'air : essai sur l'écoformation.* Sous la direction de Pineau, G., 17-29. Paris : Païdeia.

Pineau, Gaston et Galvani, Pascal. 2017. « Exploration de l'écoformation humaine avec les quatre éléments ». Dans *Éducation/environnement/écocitoyenneté : repères contemporains*. Sous la direction de Sauvé, L. et coll., 29-46. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Reeves, Hubert. 2003. *Mal de Terre*. Paris : Seuil.

Robottom, Ian et Sauvé, Lucie. 2003. « Reflecting on participatory research in environmental education : some issues for methodology. » *Canadian Journal of Environmental Education* 8 (1) : 111-128. https://cjee.lakeheadu.ca/article/view/241/101

Roelens, Nicole. 1991. « Le métabolisme de l'expérience en réalité et en identité ». Dans *La formation expérientielle des adulte*s. Sous la direction de Courtois, B. et Pineau, G., 219-241. Paris : La Documentation française.

Sachs, Ignacy. 1980. *Stratégies de l'écodéveloppement*. Paris : Les Éditions Ouvrières.

Salomon, Jean-Jacques. 2006. *Les scientifiques entre pouvoir et savoir*. Paris : Albin Michel.

Sarewitz, Daniel. 2012. « La futilité des connaissances climatologiques ». Dans *La science et le débat public*. Sous la direction de Alberganti, M. et coll., 181-205. Arles : Actes Sud/IHEST.

Sauvé, Lucie et Batellier, Pierre. 2011. « La mobilisation citoyenne sur la question du gaz de schiste au Québec : une exigence de démocratie ». *Nouveaux cahiers du socialisme* 6 : 224-236.

Sauvé, Lucie et Garnier, Catherine. 1999. « Une phénoménographie de l'environnement. Réflexions théoriques et méthodologiques sur l'analyse des représentations sociales ». Dans *Représentations sociales et éducation.* Sous la direction de Rouquette, M. et Garnier, C., 207-227). Montréal : Éditions Nouvelles.

de Sousa Santos, Boaventura. 2011. « Épistémologies du Sud ». *Études rurales* 187 : 21-50. https://etudesrurales.revues.org/9351

Thésée, Gina et Carr, Paul. 2008. « L'interculturel et l'environnement : rencontre de la justice sociale et de la justice environnementale. » *Éducation canadienne et internationale* 37 (1), 45-70.

Turpin, Laurent. 2012. « Changement climatique : de la légitimité à la responsabilité ». Dans *La science et le débat public*. Sous la direction de Alberganti, M. et coll., 169-180. Arles : Actes Sud/IHEST.

Umaña, Paula et Blanco, Patricia. 2017. « La ciencia es necesaria para las decisiones políticas. » *Semanario Universidad*, 22 avril 2017. https://semanariouniversidad.com/universitarias/la-ciencia-necesaria-las-decisiones-politicas/

Pour citer :

Brière, Laurence. 2019. « La neutralité en sciences de l'environnement. Réflexions autour de la Marche internationale pour la science ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre?* Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 11, pp. 221-244. Québec : Éditions science et bien commun.

12. Neutralité, donc silence?

La science politique française à l'épreuve de la non-violence

CÉCILE DUBERNET

Ce texte aborde l'injonction de neutralité faite aux universitaires à partir de l'exposition puis de l'exploration d'un paradoxe méconnu en science politique française. Alors que la France possède une ancienne et vivace tradition de contestation non-violente, il lui manque un débat universitaire sur le concept de non-violence. En science politique, rares sont les scientifiques qui ont exploré le sujet au-delà de quelques références historiques ou renvoyant à des textes anglophones. Les travaux sont éparpillés, souvent produits en marge de l'université. Les raisons et les conséquences d'un tel silence ne font l'objet d'aucun débat puisque le concept lui-même reste marginal, quasiment hors du champ d'études du politique, peu décrypté, peu discuté ou enseigné.

Après avoir brièvement exposé le paradoxe, ce texte en explore les causes potentielles, puis en illustre quelques conséquences. La conclusion souligne ce que nous apprend l'étude d'une zone d'ombre d'un champ universitaire.

Le cœur de l'argument tient en quelques phrases : le paradoxe se comprend si l'on considère, d'une part, l'histoire et l'héritage positivistes de la science politique hexagonale et, d'autre part, l'origine du concept. Ce dernier, forgé par des auteurs-acteurs tels que Gandhi, Matin Luther King, le Dalaï-Lama, semble flou et manque de cette distance entre analyse et militance si nécessaire à l'universitaire. De plus, ses fondateurs étant religieusement inspirés, le mot reste connoté de spiritualité, champ abordé avec grande caution dans le monde académique français. Mais surtout, le concept gêne, car il questionne l'axiome clé d'une science politique hexagonale encore jeune : l'efficacité de la violence. Ce terme dérangeant est donc souvent ignoré au profit d'autres registres considérés comme plus acceptables tels que « luttes sociales », « contestations » ou « résistances ». Découlant en grande partie de l'injonction de neutralité, cette absence a cependant un coût. Les universitaires français peinent à penser scientifiquement tant les questions

de défense que celles de révolutions populaires. De fait, neutralité et silence couvrent certains prismes et tabous; l'étude d'une discipline par un de ses déserts aide à mettre en lumière les axiomes et paradigmes qui la constituent.

Silence sur la non-violence : cerner et décrire le paradoxe

La France est riche d'une histoire de contestations, plus souvent non-violentes que violentes, et qui vont bien au-delà des phénomènes reconnus que sont la grève et le boycottage (Tilly, 1986; Alpaugh, 2015). Ces cinquante dernières années, les exemples sont nombreux : la révolte des objecteurs de conscience contre leur enrôlement pour la guerre d'Algérie, la créativité de la résistance des paysans et paysannes du Larzac, la reprise du site prévu pour un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes, la marche pour l'égalité et contre le racisme dans les années 1980, l'opposition à la loi Debré sur les personnes migrantes dans les années 1990, les réseaux de faucheurs de maïs transgénique, de chaises bancaires, de barbouilleurs de pub ou d'opposants au nucléaire. Plus récemment encore, on peut mentionner le mouvement français Nuit debout de 2016 et le mouvement social guyanais ayant bloqué le site de lancement de satellites de Kourou en 2017. Par ailleurs, deux jours avant l'élection présidentielle française de 2017, des activistes de Greenpeace ont escaladé la tour Eiffel pour y déployer une immense banderole contre l'extrême droite, et ce, au mépris des mesures de sécurité renforcées de Vigipirate. Les transgressions et mobilisations créatives visant à provoquer le débat politique, à faire évoluer la loi, sont donc nombreuses et sont ancrées non seulement dans une forte tradition de mobilisation de rue, mais aussi dans des travaux théoriques. On se réfère souvent au texte « De la servitude volontaire » d'Étienne de la Boétie (2006[1576]) qui soulignait qu'aucun pouvoir tyrannique ne pouvait tenir sans le consentement des dominés, texte si subversif que Montaigne, ami du jeune homme, refusa initialement de le faire publier par crainte de troubles à l'ordre public. Au XXe siècle, la réflexion sur la non-violence en France a été portée par plusieurs intellectuels tels Simone Weil et Éric Weil (Adler, 2008; Hassner, 1958). On y rattache les philosophes français Paul Ricœur et Emmanuel Levinas, mais aussi des auteurs et autrices germanophones ou anglophones comme Hannah Arendt et John Rawls, qui sont très étudiés en France (Tozzi, 2016). La réflexion est également passée

par l'implantation, sur l'hexagone, de penseurs étrangers fondateurs de communautés spirituelles tels le philosophe italien Lanza del Vasto ou le moine bouddhiste vietnamien, Thich Nhât Hanh.

Ces événements et réflexions restent cependant marginaux, presque exotiques et n'influent guère les écrits en science politique. Le coup d'éclat de Greenpeace à la tour Eiffel, comme bien des précédents, est déjà oublié. Un voyage dans les archives récentes de la vie universitaire française illustre le peu d'intérêt que le concept de non-violence suscite. Au printemps 2017, dans la section « Science politique » du moteur de recherche CAIRN, on trouvait plus de 8 700 références au terme « révolution », et 12 à « révolution non-violente », plus de 11 700 au mot « lutte », plus de 700 pour « luttes sociales », mais seulement 20 pour « luttes non violentes ». Les termes « résistances » et « contestations » attiraient respectivement 9 000 et 5 000 entrées, mais le terme « non-violence », moins de 400. Enfin, une recherche ciblée sur les auteurs et autrices, par exemple « non-violence et Sharp » n'a produit qu'une douzaine de retours (principalement des références en notes). Le décalage est plus important encore sur l'outil de recherche « Revues.org ». Toujours au printemps 2017, son calendrier événementiel « Calenda » recensait 36 événements comportant le mot-clé «non-violence» sur plus de 34 000, dont aucun en titre. Quant au site de l'Association française de science politique, qui se veut le « portail de la science politique française », il ne contient aucune référence au terme. Même si l'action non-violente n'est qu'une façon de protester parmi d'autres, il est clair que le mot non-violence résonne peu. En France, ce sont les vocables de « résistance », de « contestation » et de « lutte » que l'on mobilise pour décrire cette réalité sociale qu'est l'opposition politique forte.

Si l'on se penche sur les auteurs, hommes et femmes, qui traitent de la non-violence, on en trouve en sociologie, en philosophie et dans le monde de l'éducation. Beaucoup plus rares sont ceux qui traitent le sujet en science politique. Une exception notable est Jacques Semelin, professeur à Sciences Po Paris, qui a travaillé sur les révolutions à l'est de l'Europe. L'auteur a traduit et développé le concept de « résistance civile », travail pour lequel il a reçu le prix James Lawson, récompense américaine (Mellon et Semelin, 1994; Semelin, 2011). Semelin remarquait déjà en 1998 que la science politique française souffrait d'un « déficit de réflexion dans ce domaine » (Semelin, 1998 : 773). Mais lui-même s'est ensuite orienté principalement vers l'étude des massacres et génocides. Outre Semelin, on trouve également d'excellents travaux en

sociologie politique. Manuel Cervera-Marzal (2013), Johanna Siméant (2009), Sylvie Ollitraut et Greame Hayes (2013) analysent l'émergence de ces modes d'action que sont la grève de la faim ou la désobéissance civile, pour la plupart associés au registre de la non-violence. Néanmoins, ces travaux sont centrés sur l'analyse de répertoires d'actions politiques et non sur la non-violence qui, elle, reste renvoyée à la triade David Thoreau, Gandhi, Matin Luther King. Manuel Cervera-Marzal touche cependant à la philosophie politique en abordant la question de la révolution non-violente dans un article édité en Belgique (Cervera-Marzal, 2011). Enfin, on peut mentionner la publication récente d'un court essai intitulé « Plaidoyer pour la non-violence » du chercheur Pascal Tozzi (2016), remarquable effort de synthèse pédagogique qui non seulement présente le concept en termes clairs, mais surtout le relie à ses racines philosophiques, puisant à Paul Ricœur, Hannah Arendt, Simone et Éric Weil. Ce livre semble toutefois produit en marge de ses travaux de recherche (Tozzi est spécialisé sur les questions urbaines et environnementales) et reste bien posé comme un plaidoyer, une prise de parole plus personnelle que scientifique. De plus, s'il décrit, dans cet ouvrage, la non-violence comme « une éthique individuelle à dimension collective » l'auteur se concentre sur la dimension personnelle du concept, le rapport de l'individu au monde et aux conflits. En cela il rejoint d'autres travaux ancrés plutôt dans les domaines des sciences de l'éducation.

Pour lire et creuser le rapport entre non-violence et politique en France, il faut se tourner vers un écrivain prolifique, Jean-Marie Muller, auteur de nombreux ouvrages et articles qui explorent les dimensions politiques, théoriques et philosophiques du terme (Muller, 1976, 1981, 1995, 2005). Il lui revient d'avoir conceptualisé le terme et ses enjeux stratégiques en français dès les années 1970, et, entre autres, d'avoir abordé la violence comme le dérèglement du conflit. Néanmoins, militant de la première heure, Muller a écrit toute sa vie en marge de l'université et même en butte avec elle, accusant les universitaires de n'y rien comprendre et restant lui-même perçu comme un idéologue, non comme un scientifique. La revue spécialisée Alternatives non violente, qui sert de réceptacle et de caisse de résonance aux écrits engagés sur le sujet, se publie en marge de l'université. Il n'y a pas en France de centre de recherche universitaire dédié à l'étude de la non-violence et du politique. De petits centres de recherche indépendants tels l'Institut de résolution non-violente des conflits (IRNC), L'école de la paix ou le Centre des ressources sur la non-violence (CRNV) existent. Ils sont pluridisciplinaires, issus de mondes militants et non adossés à des structures universitaires. Des

événements aussi importants que les révolutions de couleur ou une rupture majeure comme le printemps arabe n'ont pas produit de projets de recherche liés à l'étude du concept de non-violence (généalogie du concept , impacts, limites et effets pervers). Par conséquent, les travaux universitaires qui traitent de non-violence ou d'une de ses dimensions restent éparpillés sur plusieurs champs disciplinaires (histoire, sociologie, philosophie, science politique, communication). Peu d'étudiants français en science politique aujourd'hui savent que la révolution iranienne de 1979 était non-violente et que les Iraniens, pour protester contre la dictature du Shah se réunissaient la nuit sur les toits et criaient « *Allah Akbar* ». Faut-il relier ce manque de culture au fait que des ouvrages théoriques clés tels que ceux de Gene Sharp n'ont pas été traduits et édités en France et que les francophones se les procurent via des éditeurs canadiens, belges ou suisses? Faut-il aussi le relier au fait que le concept ne semble quasiment pas enseigné à l'université? Faut-il enfin questionner la structure et l'histoire de la science politique en France?

Aux racines du silence : injonction de neutralité et quête de crédibilité

La non-violence n'intéresse donc que peu les politistes français. Quand on en cherche les raisons, deux pistes argumentaires se dessinent. En premier lieu, c'est le concept qui est hors-jeu : la non-violence est ignorée, car floue (notamment dans sa distinction de la violence), idéologique (une incantation d'activiste), et qu'elle puise ses sources dans des pratiques personnelles souvent spirituelles, donc hors du champ d'analyse politique. La deuxième piste, sans pour autant nier les arguments liés au concept, retourne le regard et suggère que le concept est aussi ignoré parce qu'inaudible. En effet, il dérange l'héritage largement positiviste de la science politique hexagonale et notamment l'injonction de neutralité faite aux chercheurs et chercheuses, injonction d'autant plus forte que la discipline est relativement jeune, toujours en quête d'assise scientifique, de reconnaissance, de financements. Les paragraphes ci-dessous examinent ces pistes explicatives potentielles dans une dynamique qui déplace le regard du concept fautif à la discipline sur la défensive.

Des faiblesses du concept

On doit la formulation moderne du concept politique de non-violence à Gandhi qui souhaitait s'éloigner de l'idée de « résistance passive » pour mieux mobiliser les masses populaires sud-africaines, puis indiennes en vue d'un combat politique. La non-violence, traduction du sanskrit « *ahimsa* » littéralement « absence ou refus du désir de nuire » est un ensemble de principes philosophiques et de principes d'action qui permettent de s'engager dans un conflit tout en reconnaissant, en maîtrisant et en transformant la violence intérieure comme la violence ambiante (Muller, 2005 : 239). Initialement personnel, ce travail est la base d'un positionnement collectif politique, fort de combat et de prises de risques. Le succès de certaines opérations gandhiennes telles la Marche du sel, sa créativité, son usage avisé des médias ont inspiré de nombreux activistes tout au long du XXe siècle, dont Martin Luther King, le Dalaï-Lama, Vaclav Havel et Aung San Suu Kii. Ces activistes, parmi les plus connus, ont repris des outils gandhiens, les développant et les adaptant à leur contexte.

Ces auteurs-acteurs, hommes et femmes, ont donc écrit, expliqué, reformulé la non-violence dans des efforts pédagogiques, donnant ainsi leurs lettres de noblesse politiques à la non-coopération, la désobéissance civile, la compassion, la dérision, etc. Mais la prolifération d'écrits et la multiplication des mouvements se réclamant plus ou moins du terme lui portent préjudice. En particulier, ses limites – surtout celles qui ont trait au passage à la violence – restent floues. Alors que ces auteurs-acteurs se sont efforcés de repenser les notions de force, de contrainte, de stratégie, d'agressivité, ou encore de provocation, certaines pratiques politiques se révèlent ambiguës. Comme le soulignent Graeme Hayes et Sylvie Ollitrault (1996 : 141-168), dans des épisodes de fauchage de maïs transgénique, de destruction d'appareils militaires, de certaines marches protestataires, seule une fine ligne, parfois bien rhétorique, sépare la violence de la non-violence. Le contrôle du langage reste un élément clé dans la bataille pour la légitimité politique. De plus, il est facile de rappeler les incohérences politiques, voire personnelles, des icônes de la non-violence. Gandhi avait appelé à soutenir l'effort de guerre britannique pendant la Première Guerre mondiale. Pendant ses années de prison, Nelson Mandela n'a jamais renoncé à la lutte armée. Aung San Suu Kyi a fondé la ligue nationale pour la démocratie en Birmanie. Elle est néanmoins une personne autoritaire et, maintenant en poste, elle semble peu encline à soutenir les minorités terrorisées par l'armée birmane. Quant au Dalaï-

Lama, il a été accusé d'une grande hypocrisie dans ses liens avec les États-Unis (Losurdo, 2014). Les icônes tombent, le concept qui leur est lié semble alors trop malléable, trop politique et rhétorique pour être digne d'attention. Finalement, le silence universitaire serait une position de sagesse scientifique. Certes, mais dans ce cas, comment expliquer l'enjouement des analystes politiques pour des notions tout aussi mal définies et tout aussi instrumentalisées que sont, entre autres, la sécurité humaine, le terrorisme ou la violence?

Il faut reconnaître que le concept de terrorisme, bien qu'il soit ambigu, désigne au moins un phénomène concret. Pour la non-violence, ce n'est pas seulement la limite qui pose problème, mais le cœur puisque le terme désigne non un fait, mais son absence. Sa faiblesse est donc intrinsèque, ontologique. Tout au plus pourrait-on aborder la non-violence comme adjectif, qualifiant la nature d'un substantif plus solide comme le font de nombreux auteurs : lutte non violente (Sharp, 2015), communication non-violente (Rosemberg, 1999), action non-violente (Mellon et Semelin, 1994), révolution non-violente (Cerbera-Marzal, 2011). L'adjectif est donc reconnu comme plus riche, plus pertinent que le nom (Mellon et Semelin, 1994).

Il est important de noter que cette aporie ontologique relève en partie d'un problème de traduction. Un autre terme utilisé par Gandhi en conjonction avec *ahimsa*, le terme *satyagraha*, n'est pas passé à la postérité, du moins en France. Il signifie « se saisir de la vérité de l'âme », est souvent traduit par « force de la vérité » et désignait initialement les méthodes utilisées par les mouvements sociaux en Afrique du Sud. Mais, d'après Mellon et Semelin (1994 : 11), ce serait une erreur de réduire ce terme à des techniques d'action. Pour Gandhi, il s'agissait plutôt de compléter la dimension intérieure de l'*ahimsa* par un principe actif de projection dans la sphère du réel, dans l'espace public et politique. Néanmoins, le terme n'a traversé ni le siècle ni les mers jusqu'en France contemporaine. Par conséquent, l'idée exprimée par «non-violence» reste amputée de sa nature positive, active. Comme l'a finement souligné Michael Nagler (2013), il reste amputé de la puissance qui vient du contrôle de la colère : parler de non-violence, c'est encore dire « non-obscurité » pour signifier « lumière ».

Dans d'autres langues, des traductions plus expressives de la non-violence ont été essayées; en espagnol, le terme *firmenza permanente* combine force et durée, alors qu'en allemand, l'adjectif *gewaltfrei*, signifie littéralement « libre de violence » . Ce n'est pas le cas en français

où le terme non-violence reste intrinsèquement négatif. Mais l'absence de traduction du terme *satyagraha* en français s'entend aussi, car des termes comme « vérité » ou « âme » sont notoirement complexes à appréhender en science politique. « Âme » en particulier n'entre guère dans la sémantique de la discipline. De fait, ce qu'*ahimsa* et *satyagraha* expriment ensemble est un travail intérieur-extérieur, de l'esprit et du corps, un travail personnel de conscientisation, de maîtrise de la peur et de contrôle de soi; un travail difficile à analyser et qu'il est tentant de déclarer pré-politique, surtout s'il est effectué dans un cadre spirituel. Or la plupart des personnes fondatrices de mouvements non-violents sont profondément religieuses et puisent à l'intérieur la force et l'authenticité de leurs convictions ainsi que la résilience de leur engagement, de leur travail social et politique. Par conséquent, on renvoie facilement Gandhi à sa posture ascétique, on interprète Martin Luther King par ses sermons, et le Dalaï-Lama par ses gestes de bénédiction. On relie Tolstoï, les mouvements *People Power* aux Philippines ou *Solidanosc* en Pologne au catholisme, Simone Weil au mysticisme catholique, Aung San Suu Kii à la méditation, etc.

Les questions de foi et du rapport à l'engagement politique ont été abordées dans le cadre de biographies (par exemple Gandhi par Jacques Attali (2007), Simone Weil par Laure Adler (2008) ou Jean-Marie Muller (1976), c'est-à-dire de travaux sur la personne. Dans ce contexte néanmoins, la foi devient facilement la variable de tout ce qui ne semble pas explicable par l'anthropologie dominante : par exemple le rapport au temps des non-violents (un temps long, générationnel qui déborde les échéances électorales et parfois même les cycles de vie), leur travail sur la volonté, sur la transformation intérieure radicale de la personne (qui va au-delà des règles du retour sur investissement et de la notion d'intérêt bien compris), l'engagement total et le don de soi (perçu comme sacrificiel). Ces attitudes, tout comme les risques que les leaders non-violents prennent et font prendre, sont souvent renvoyés à cette « variable spirituelle » qui devient vite « variable de l'irrationnel » sans creuser plus avant.

Au-delà des leaders, il serait pourtant possible d'étudier la non-violence comme une idéologie au même titre que le marxisme, le catholicisme, le libéralisme. Les tenants de la théorie critique ont développé des approches, des outils pour analyser ces phénomènes invisibles de conscientisation, de légitimation, d'hégémonie, de domination, etc. Pourtant, alors que les études sur d'autres idéologies abondent dans la littérature scientifique française,

l'idéologie de la non-violence est encore largement ignorée. Ceci devient étonnant car, d'une part, des praticiens tels Saul Alinsky (1971) ou Gène Sharp (1973) se sont affranchis de l'ancrage spirituel depuis les années 1970 et, d'autre part, un nombre croissant de mouvements sociaux et politiques se réclament de leur approche dite stratégique. La non-violence du début du XXIe siècle, depuis le travail du mouvement *Otpor* en Serbie, ne relève donc plus de cet invisible et mystérieux travail intérieur, mais se réclame clairement du pragmatisme politique d'un Gène Sharp. En somme, il devient de moins en moins crédible de défendre l'idée qu'on ignore la non-violence parce que c'est un concept mineur et intérieur. Cette impasse devient lourde.

Des injonctions en science politique française

Il est donc temps de tourner notre regard vers l'observateur, vers la chercheuse et leur discipline. Il est temps de remarquer que la science politique est construite sur un paradigme puissant de la prééminence et de l'efficacité de la violence et que, par ailleurs, cette science s'impose bien lentement en France comme science crédible. Par conséquent les injonctions faites aux universitaires restent extrêmement fortes.

Toute science a son objet. La science politique est centrée sur l'analyse du pouvoir et de son exercice, principalement par l'État. Si les auteurs américains, dans la lignée de Robert Dahl, mettent l'accent sur l'analyse du pouvoir sous toutes ses formes, les Français tendent à placer les institutions et particulièrement l'État au centre de leur enquête. Or l'État est construit sur un grand mythe fondateur : le mythe du contrat social et ses corollaires, le monopole de la violence légitime et la souveraineté. En soubassement de cette construction intellectuelle se trouvent quelques axiomes fondateurs de la science politique française dont l'importance de la violence, sa permanence, son utilité, son efficacité. C'est la violence humaine et la peur qu'elle engendre qui conduisent au contrat social tel que dessiné par Hobbes ou Rousseau. C'est la violence politique nécessaire que légitime Machiavel ou sur laquelle légifèrent les théoriciens de la « guerre juste » depuis Saint Augustin et Thomas d'Aquin. C'est la violence de l'aliénation que dénonce Marx et c'est Alain qui voit la société comme fille de la peur plutôt que de la faim. Quand il n'y a pas d'État, nous évoquons l'« État de nature », ou « guerre de tous contre tous », qu'on appelle aujourd'hui « État failli ». Comme il n'y a pas de

souverain à l'international, les États sont condamnés à vivre à « l'ombre de la guerre » pour reprendre la célèbre expression de Raymond Aron, figure incontournable de la science politique française.

Violence et politique sont donc vues comme intrinsèquement liées dans une relation paradoxale merveilleusement capturée par Jean-Marie Donegani et Marc Sahnoun (2003) :

> la violence est d'abord l'excès et l'illégitimité de l'emploi de la force, donc l'envers du politique tel que construit depuis Aristote. Néanmoins, elle reste la marque et la condition de l'interaction humaine. Pour ces auteurs, la violence reste donc l'horizon social inéluctable, souvent répliqué, parfois amplifié, dans des régimes politiques dont la finalité reste pourtant d'évacuer, de contrôler cette violence humaine. La science politique reste donc ancrée sur l'analyse de cette tension : la violence, sa maîtrise, sa réplication à travers les différents modes d'exercice du pouvoir par l'État.

Ici surgit donc un obstacle majeur à l'inclusion de notre concept en science politique. En plus de ses fragilités ontologiques, il semble remettre en cause le paradigmatique (au sens kuhnien du terme) de la prééminence de la violence au cœur de la science politique. En ce sens, il semble en nier la pierre de touche et, par conséquent, reste inaudible.

Mais il convient de préciser que le concept ne questionne et ne déplace le paradigmatique qu'en certains points. Par exemple, la science politique est construite sur une anthropologie dominante qui pose l'individu comme un être auto-centré, facilement apeuré et rationnel, car défendant ses intérêts, individuels et collectifs. Dans ce schéma, la survie est essentielle et cristallise les efforts des personnes comme des nations. La prise de risque est mesurée à l'aune d'un retour sur investissement pour soi-même ou ses très proches. Le temps de l'engagement politique est donc court. Comme mentionné précédemment, l'altruisme ou la prise de risque important ne peuvent s'expliquer que par l'emprise idéologique.

Si les spécialistes de la non-violence ne questionnent guère l'existence historique de la violence humaine, leur approche est d'essence libérale. L'accent est mis sur l'individu, la rationalité et le choix ainsi que, pour ses courants fondateurs, sur la possibilité de maîtriser la peur à partir d'un travail intérieur. En ce sens, les tenants de la non-violence rejoignent certains courants libéraux qui soulignent le processus de civilisation par lequel la

violence personnelle a été progressivement délégitimée au cours des siècles derniers, conduisant à une baisse signifiante des faits de violence dans le monde (Elias, 1994[1975]; Elias, 1994[1973]; Pinker, 2011). Parfois, l'approche va au-delà de l'accent mis sur les changements sociaux et institutionnels en intégrant les démarches personnelles, y compris spirituelles, comme facteur de changement. Ce faisant néanmoins, la proposition élargit les marges du champ d'étude politique et le dilue vers d'autres disciplines (théologie, sciences de l'éducation, philosophie). Aborder la non-violence exige une démarche pluridisciplinaire difficile à engager quand spécialisation et singularisation restent les clés de la crédibilité disciplinaire.

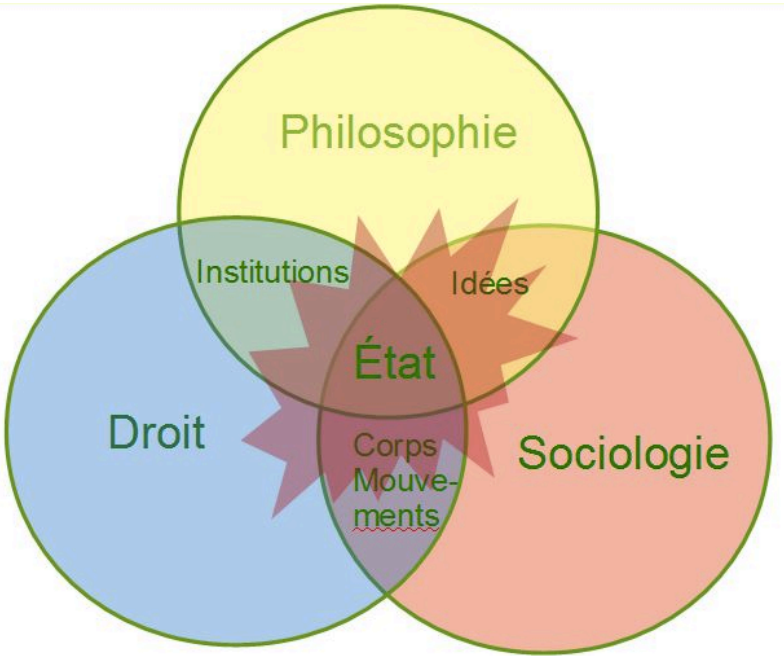
Le concept questionne également la séparation des espaces personnels et politiques. La *res publica*, la chose publique, devient intime par la prise de risque intense, corporelle. La distinction entre espaces public (politique, rue, débat) et privé (famille, maison, corps) s'efface. Dans une grève de la faim comme celle des prisonniers palestiniens pour de meilleures conditions de détention au printemps 2017, le corps est le lieu de la bataille. Les grévistes posent au gouvernement israélien le dilemme éthique de la nutrition forcée; la campagne virale de soutien aux grévistes consiste à se filmer buvant un verre d'eau salée et à appeler d'autres à le faire. Ce geste rappelle, comme l'a toujours souligné James Lawson, que l'action non-violente déplace le terrain d'engagement et fait émerger de nouveaux acteurs et actrices : des jeunes, des vieux, des invisibles, des étrangers, donc bien souvent des non-citoyens. C'est d'ailleurs un mode de mobilisation et d'action privilégié par les sans-voix. Ce champ d'études est prisé par les sociologues politiques même si les mots pour le dire incluent peu celui de non-violence.

Un autre défi, plus pertinent encore, nous amène à quitter la question des limites de la discipline pour aller vers le cœur de son axiome central, soit l'efficacité de la violence : une proposition phare de l'approche non-violente, dite pragmatique, suppose qu'une étude fine de son contexte, de ses logiques, de ses sources permet de contrer efficacement la violence sans usage de contre-violence, dans un geste de *ju-jitsu* politique (Sharp, 1973). Or une telle proposition est antinomique avec la conception dominante pyramidale des outils de gestion de conflits. S'il est accepté que l'usage de la violence crée des problèmes, son efficacité à court et à moyen termes reste le cœur de la science politique. Sur cette idée reposent non seulement le contrat social, mais aussi, entre autres, la notion de dissuasion militaire ou d'intervention humanitaire. L'idée qu'il y aurait des moyens plus efficaces à court terme de

contrer un adversaire violent et déterminé n'est pas seulement considérée comme risible, elle est régulièrement dénoncée comme dangereusement naïve.

Prééminence de la violence : un postulat disciplinant?

La prééminence et l'efficacité de la violence restent un ensemble axiologique, par essence discutable. Mais ce qui nous intéresse ici n'est tant d'en débattre que d'examiner le potentiel disciplinant de l'axiome sur la communauté de recherche, soit sa capacité à renvoyer hors des marges l'étude de propositions conceptuelles qui ne se conforment pas au paradigme de la prééminence de la violence et de son efficacité. Pour évaluer un tel risque, il faut nous tourner vers la discipline, la généalogie et la maturité de ses axiomes.



La science politique en France. Au croisement de trois disciplines, une représentation simplifiée. Source : Cécile Dubernet (2018)

Comme les théories, les disciplines ont une histoire. En France la science politique est historiquement inféodée à la philosophie, à la sociologie et au droit, dont elle est restée longtemps une discipline d'appoint. Son agrégation ne date que de 1971 et son premier concours, de 1973. La maîtrise en science politique a été crée en 1977 et la licence, en 1997 (Sawicki, 2017). Cette jeune discipline dispute encore au droit l'étude des institutions, à la sociologie, l'étude des corps intermédiaires et des mouvements politiques et à la philosophie, celle des idées. Actuellement, d'après le site de l'Association française de science politique, seulement une quinzaine d'universités françaises offrent des licences de science politique, dont plusieurs sont des licences bi-disciplinaires couplant la science politique au droit, à l'histoire, à la sociologie, aux langues, etc. La discipline est considérée aujourd'hui encore comme une discipline « minoritaire », car la Commission nationale universitaire (CNU) compte moins de 400 enseignants-chercheurs, hommes et femmes (Muzenhardt et Roussel, 2014). Ses grandes figures (on compte entre 120 et 130 professeurs depuis les années 1990) demandent des réformes sur les modes de recrutement et les progressions de carrière en arguant du fait que c'est une discipline rare, mais émergente, qui s'autonomise, se renforce (Sawicki, 2017). Les financements suivent difficilement et une enquête récente a montré que les jeunes titulaires de doctorats français en science politique croient peu à la valeur de leur diplôme (Buton, Lebaron et Mariot, 2017). La discipline reste sous tension et doit se prouver.

Historiquement, l'émancipation de la discipline s'est enclenchée après la Seconde Guerre mondiale via la création de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) et des instituts d'études politiques (notamment de Sciences Po) dont la fonction première était de former des analystes et des fonctionnaires d'État et dont l'enseignement reste caractérisé par la pluralité disciplinaire. Dans l'université, l'émancipation vis-à-vis des trois disciplines majeures s'est cristallisée autour de la création de l'agrégation de Sciences politiques, au moment même où les premiers travaux de conceptualisation de la non-violence apparaissaient aux États-Unis. Au début des années 1980, Pierre Favre note d'ailleurs le décalage entre un éclectisme des enseignements de sociologie politique et l'emprise conservatrice des universités de droit (Favre, 1983). Aujourd'hui encore, à Sciences Po comme à l'université, les cours de droit constitutionnel introduisent les cours sur les institutions politiques et précèdent l'étude des régimes politiques. De même, du côté des idées, les auteurs clés dont les textes sont transmis en priorité aux étudiants et étudiantes restent héritées des disciplines mères : Aristote, Thomas d'Aquin,

Machiavel, Hobbes, Locke, Rousseau, Montesquieu, Weber. Le contrat social, l'État, sa violence dite légitime restent les dimensions clés du sujet. Quel chercheur, quelle chercheuse n'a pas commencé ses études en France par l'ouvrage remarquable de Jean-Jacques Chevallier, « Les grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours », publié pour la première fois… en 1949? À la fin des années 1980, ce livre restait encore une référence : au moins 30 ans de domination qui fait place belle non seulement à Machiavel, mais aux ouvrages de Sorel, ou encore de Lénine ou d'Hitler au nom de leur importance historique. L'État, sa violence inévitable et nécessaire restent le cœur d'une discipline qui évolue lentement.

La science politique française est donc particulièrement inféodée à l'État : d'une part elle a émergé du droit, elle-même une discipline dont la légitimité historique provient de sa proximité à l'État (Villegas, 2009), d'autre part elle fut initialement une science créée par l'État français, par ordonnance, et même une « discipline sans savants » (Gaïti et Scot, 2017). Se pose d'ailleurs rapidement la question de la crédibilité scientifique et donc de la méthode : dans les années 1950 et 1960, sous l'impulsion de la FNSP, du CNRS et de Science Po, la discipline a d'abord cherché une crédibilité en empruntant, à la science politique américaine, ses méthodes quantitatives (Gaïti et Scot, 2017). Mais les débats ont fait rage et aucune méthode unifiée ne domine aujourd'hui. La FNSP insiste d'ailleurs sur la possibilité d'aborder le fait politique, la vie dans la cité sous toutes ses formes, sans prérequis axiologique, sans exigence méthodologique particulière. En pratique, les politistes continuent de puiser leur matière première sur les terres des historiens, parfois dans l'urgence chez des journalistes. Ils et elles puisent leurs données chiffrées des institutions elles-mêmes ou de leurs collègues économistes ou sociologues. Les matériaux sont traités à partir d'inductions et de comparaisons historiques, d'enquêtes quantitatives, d'études statistiques, d'argumentations philosophiques, de descriptions formelles juridiques, etc. Cet éclectisme méthodologique se compense par la présence encore forte de la tradition positiviste juridique française, très compatible avec le quantitativisme américain, tradition par laquelle on entend décrire le droit, les institutions, les faits comme ils sont plutôt que comme ils devraient être, sans jugement de valeur. Comme au temps de Weber (1959[1919]), la spécialisation et la distinction entre faits et valeurs restent des conditions *sine qua non* de crédibilité scientifique. De fait, ne pouvant se distinguer sur la méthode, la science politique s'est accrochée à un objet unifié, indiscutable, consensuel : l'État, État que l'on prétend décrire de façon distanciée, objective, neutre.

Ce bref rappel de l'histoire de la discipline met en évidence deux points importants : elle n'a pu émerger que grâce à une intervention de l'État français bousculant les autres disciplines universitaires et définissant l'objet de toutes les attentions : l'État de Max Weber (1959[1919]) et sa violence nécessaire, légitime, problématique. Ils sont donc appréhendés comme faits historiques évidents dont la prééminence ne peut être questionnée. Bien peu de personnes osent souligner l'existence de traditions politiques non-violentes et, encore moins, questionner l'axiome central de l'efficacité de la violence, notamment étatique. Peut-on pour autant parler d'un effet disciplinaire? Peut-on parler d'un ralliement autour du paradigme de la violence nécessaire et légitime? Comment évaluer l'impact de cette injonction de crédibilité? Ceci est difficile et nécessiterait une enquête approfondie auprès du corps professoral lui-même, enquête qui n'est pas encore réalisée. Quelques pistes de réflexion peuvent néanmoins être enclenchées autour des mots et des argumentaires par lesquels les scientifiques se veulent neutres.

Scientifiques et neutralité : choisir ses termes et ses débats

Les causes potentielles de la négligence du terme non-violence sont donc plurielles. Les arguments courants pour la justifier reposent sur des traits inhérents au concept : son inconsistance ontologique, son ancrage spirituel et sa nature politique. C'est donc au nom d'une science rigoureuse et neutre que l'impasse peut-être faite : rigoureuse en ce qu'elle aborde en priorité des concepts positifs à effets concrets visibles ; neutre en ce que les chercheurs et chercheuses gardent une saine distance aux thèmes qui pourraient engendrer des « querelles de Forum » (Aron, 1959 : 12). Cependant, à y regarder de plus près, ces arguments sont fragiles : d'autres concepts fort populaires en science politique sont tout aussi confus ontologiquement, que l'on pense par exemple aux concepts de terrorisme, de sécurité humaine ou de résilience. Le terme non-violence a été mal traduit certes, mais pourquoi les universitaires français n'ont-ils pas réagi comme dans d'autres débats en développant des traductions alternatives, ou en gardant le terme original? Par exemple, les notions de *care* ou de *soft power* ont été adoptées et popularisées sans traduction. Une explication centrée uniquement sur les limites du concept ne suffit pas. D'autres paramètres entrent peut-être en jeu. Or la science politique française, de par son origine, est orientée vers l'étude de l'État et présuppose donc l'utilité de la violence. Par ailleurs, c'est une discipline jeune

peinant à exister hors de ses disciplines mères. Pour se faire science, elle s'est construit une légitimité en passant par un vif débat sur la méthode, sans pour autant rejeter l'héritage positiviste juridique français. Derrière l'éclectisme méthodologique, l'injonction de neutralité reste très forte. Elle influence le choix des termes, l'absence de débat et l'émergence d'angles morts.

Des mots et de leur imaginaire

Le paradigme dominant et le besoin de crédibilité affectent-ils le travail universitaire sur violence et non-violence? Comment les universitaires français entendent-ils et traduisent-ils le bruit du monde? Prenons le temps d'examiner l'usage de quelques termes et les argumentaires qui les sous-tendent.

« Résistance », « lutte » et « contestation » sont des termes qui dominent pour exprimer une opposition forte et collective à un pouvoir en place violant des droits, des valeurs ou la dignité humaine. Pour Semelin (2011 : 13), le terme « résistance civile », par lequel il entend la résistance du quotidien et des anonymes, s'est imposé lorsqu'il a relié les différents cas d'études de résistance à des régimes autoritaires, d'occupation, voire totalitaires, au XXe siècle. Son travail d'historien a donc élargi notre compréhension du répertoire d'actions et a inclus dans le terme « résistance » des réactions, des gestes, bien moins spectaculaires que de faire sauter des trains nazis. Ces travaux essentiels donnent une légitimité et une visibilité à l'action non-violente.

Pour autant, ces termes sont tout sauf neutres axiologiquement. Ils portent en eux un imaginaire précis et partagent une connotation positive très forte. Pour commencer, comme souligné ci-dessus, on parle d'action. Par contraste, le terme non-violence est souvent confondu avec pacifisme, mot dont la consonance même rappelle passivité. Et alors que dans le monde anglo-saxon le terme *pacifism* peut avoir une signification relativement musclé, en France, celui de «pacifisme» reste fortement associé aux accords scélérats de Munich (Mellon et Semelin, 1994 : 23). Deuxièmement « lutte » et « résistance » sont attachées à des contextes historiques forts. Le terme « lutte » relève clairement du registre sémantique marxiste (lutte des classes, luttes sociales, etc.) et s'emploie facilement dans des travaux en sociologie politique. C'est aussi le terme de référence lorsqu'est traduite en français l'expression *non-violent struggle* (Sharp, 2015). Cette idée ne plaît pas toujours

aux marxistes, pour qui une révolution non-violence est un oxymore (Cervera-Marzal, 2011), une illusion bourgeoise pour éviter tout changement. Quant au terme «résistance », il est, en France, immédiatement associé à cette période de Seconde Guerre mondiale et à cette minorité de Français et Françaises qui se sont activement opposés au Nazisme et au régime de Vichy. Le terme reste une référence non seulement pour les historiens (dont Semelin), mais aussi pour l'ensemble de la société comme le montre le « *#resist* » affiché sur la banderole de Greenpeace accrochée à la tour Eiffel deux jours avant le vote final pour l'élection présidentielle de 2017. Le mot « résistance » est éminemment positif, valorisant, et porte en lui des valeurs de courage, de don de soi, de prise de risque, d'héroïsme. Les appels à résister se font contre une agression au nom de valeurs. Il s'agit de se défendre contre un corps extérieur, une oppression, une occupation, un adversaire formidable de type Léviathan. Il s'agit aussi de porter haut des valeurs, des idées, des croyances, une dignité, etc. Les autorités et les intellectuels palestiniens, hommes et femmes, parlent de la résistance de leur peuple alors le gouvernement israélien parle de terrorisme. De même, Semelin et Mellon (1994 : 44) omettent le terme « résistance » lorsqu'ils soulignent que certains « moyens » non-violents ont été employés au service de groupes ou de politiques violentes. Par contraste, Charles Tilly parle de la « résistance » des instances étatiques face aux révoltes bourguignonnes du XVIe siècle. Le choix des étiquettes est donc un enjeu pour les universitaires comme pour les politiques.

Troisièmement, le terme « résistance » a bénéficié, à partir des années 1990, de l'adjonction de l'adjectif « civile ». C'est un écho de l'accent très positif mis sur les nouveaux rôles de la société civile depuis cette période. Dans ce terme de « résistance civile », Semelin (1994) en France, Chenoweth et Stephan aux États-Unis (2008, 2011) et Roberts et Garton Ash (2009) au Royaume uni, capturent et reflètent très justement les valeurs de leur temps. À ce titre, il faut remarquer que le terme « résistance civile » est un néologisme, comme non-violence. Certains les trouveraient inadaptés pour décrire des contestations passées au motif que les personnes engagées elles-mêmes ne les utilisaient pas. Mais n'est-ce pas le travail des scientifiques que de générer des concepts qui capturent des phénomènes épars et les rassemblent pour en faire sens? C'est ce qu'à fait Charles Tilly (1986 : 14-15) lorsqu'il a offert la notion « d'action collective », choisi le mot de « contestation » et proposé d'en étudier les registres de mobilisation à travers l'histoire. Les chroniques de révoltes françaises du XVIIe siècle qu'il a

explorées ne parlent pas d'action collective, mais plutôt de « sédition », d'« émotion », de « mutinerie » d'« agitation », d'« émeute » et de « désordre ». Les scientifiques doivent non seulement choisir leurs mots, mais aussi les assumer, en prenant compte des imaginaires associés à ces mots. C'est plus précisément lorsque les mots se veulent neutres – bien qu'ils ne le soient pas -, lorsqu'ils se posent comme évidence indiscutable, qu'ils révèlent l'injonction de neutralité faite aux chercheurs et chercheuses.

De l'absence de dialogue

Au-delà du choix des mots, la structure du débat entre personnes militantes et universitaires est intéressante. Les arguments mobilisés pour expliquer la disqualification du terme se présentent comme des digues de défense. La première opposition rencontrée par le ou la militante repose souvent sur une confusion entre non-violence et pacifisme, passivité, voire naïveté. Prise comme un positionnement de négation de la violence inhérente à l'humain et au groupe, la proposition de non-violence est immédiatement rejetée comme axiome non valide, car contredite par l'expérience. Cependant, une définition précise, moderne, gandhienne ne permet pas de dépasser le scepticisme initial, car la non-violence devient alors horizon de réforme personnelle relevant du spirituel, qui est apolitique par nature. Autre justification défensive avancée à ce stade : la dimension culturelle du phénomène, qualifié notamment de pré-moderne et d'asiatique. Le ou la militante argumente alors à l'aide d'exemples tirés du monde entier et de différentes périodes historiques, et surtout à l'aide des raisonnements pragmatiques et désenchantés de Gene Sharp. L'universitaire reconnaît alors que ces pratiques (dès lors acceptées comme idéologiques) peuvent avoir des conséquences en matière d'action politique et admet la pertinence de l'étude de cas d'actions non-violente, comme le font historiens, historiennes et sociologues politiques. Mais la non-violence en tant qu'outil de réflexion sur le politique reste perçue comme incongrue, inadéquate car « idéologique » ou « naïve ». La discussion retourne alors à la case départ, laissant universitaires comme militants prisonniers de leurs sphères langagières respectives. Que défendent ces grandes digues sur lesquelles s'échoue parfois la tentative même de débat? Ces tranchées ne protègent-elles pas le cœur même de la science politique française, c'est-à-dire l'axiome d'efficacité de la violence? On se le demande d'autant plus que les évidences

d'impacts du phénomène non-violent (pas nécessairement positifs) s'accumulent dans le monde et tardent à être pris en compte. Plus précisément, comme le montrent quelques exemples ci-dessous, les événements ne sont pas connectés.

Dans le champ de l'angle mort

Début 2008, lors des émeutes qui ont suivi la réélection contestée de Mwai Kibacki au Kenya, une plateforme permettant à la population de créer une cartographie en direct des dangers a été créée et expérimentée avec succès. Nommée *Ushahidi*, « témoignage » en Swahili, cet outil n'a intéressé personne en France. Pourtant, cette application numérique est devenue un référent clé du *crowd sourcing*. Elle a été utilisée non seulement par plusieurs mouvements sociaux, mais aussi en Haïti suite au tremblement de terre de 2010. L'application est enfin devenue un des moteurs de la mobilisation du Printemps arabe (lui-même une complète surprise tant pour nos universitaires que nos diplomates). Aujourd'hui encore, la portée politique de cette innovation n'est quasiment pas discutée en France, si ce n'est dans quelques articles isolés dans des revues spécialisées en cartographie humanitaire. De même, l'impact du mouvement étudiant serbe *Otpor*, des formations sur la non-violence et de la diffusion de matériel sur les révolutions de couleur est très mal compris. La contagion dans les révoltes populaires du printemps arabe, la question de la défiance de la jeunesse mondiale vis-à-vis des institutions politiques traditionnelles sont peu conceptualisées. En 2012, alors que les révolutions arabes étaient encore perçues comme un étonnant succès, la Revue française de science politique a publié un numéro spécial sur le Printemps arabe. L'article « Lire à propos du printemps arabe », qui fait un retour sur les écrits scientifiques produits pour comprendre l'événement, ne contient ni le mot non-violence, ni aucune référence à l'auteur Gene Sharp. Cet auteur d'ailleurs n'est mentionné qu'une seule fois dans le numéro spécial, comme piste à explorer (Benami-Chraïbi et Fillieule, 2012). Vus de la France, ces changements ne sont pas reliés aux mouvements transnationaux qui sont pourtant actifs et s'en réclament. La contribution potentielle de ces approches aux révolutions est passée sous silence.

Autre angle mort : des expériences remarquables visant à contrer la violence urbaine ont été effectuées aux États-Unis depuis une quinzaine

d'années. Elles ont été mises en place par des ONG et des services publics sur des principes non-violents assez contre-intuitifs (mobilisation de petits criminels comme médiateurs, mobilisations de la société civile, formation à la communication non-violente, etc.). Alors que la France souffre de fortes violences urbaines, on ne trouve que peu de références à ce travail. Plus largement, dans le domaine de la justice, on trouve relativement peu d'intérêt pour le concept de justice restaurative, approche qui vise à faire cheminer autant le criminel que la victime.

Pour finir, il faut souligner le silence universitaire quasi absolu sur la publication et l'ouvrage d'Erica Chenoweth et Maria Stephan (2011) : *Why Civil Resistance Works*. Ce livre, qui montre que les luttes non-violentes ont été plus efficaces au cours du XXe siècle que les luttes violentes, a reçu le prix Woodrow Wilson de l'*American Political Science Association* (APSA). Plus important encore, ce livre fait suite à un article du même titre publié en 2008 dans *International Security* (Chenoweth et Stephan, 2008), la revue américaine réaliste par excellente, celle qui se targue de voir « ce qui est » et non « ce qui devrait être ». Presque dix ans sans aucune réaction française à une étude qui défie le postulat de base de la science politique hexagonale.

Sur cette question de l'impact comparé, la dissonance cognitive est donc particulièrement forte et témoigne d'une résistance du paradigme. On dit parfois des scientifiques qui parlent de non-violence en science politique qu'ils sont de doux rêveurs. Ils seraient même de dangereux rêveurs, car ils prendraient leurs rêves pour des réalités. Ainsi, ils seraient dangereux non seulement par leurs prescriptions « irréalistes », mais aussi, parce qu'ils trahiraient la sacro-sainte neutralité axiologique qui exige de décrire le monde tel qu'il est (violent) à l'aide de termes dénués de valeur. Les quelques exemples ci-dessus renversent pourtant les perspectives sur le doux rêveur. Des travaux et événements importants restent soit ignorés, soit disqualifiés comme exotiques, culturels, et marginaux. Marginal le travail d'une Leymah Gbowee? Exotique celui de Vandana Shiva? Inconnus la plateforme Ushahidi, le mouvement Otpor et l'organisation Canvas? Drôle la banderole de Greenpeace, alors qu'elle questionne non seulement les électeurs, mais aussi les politiques de sécurité Vigipirate? La colère des services de police (qui ont arrêté les activistes) a d'ailleurs vite pointé sous l'ironie et l'inquiétude de la préfecture. Si Vigipirate est contourné par des clowns, alors le roi est nu. Lorsque la dissonance cognitive devient trop grande, lorsque les contre-évidences s'accumulent, que des travaux scientifiques dispersés se multiplient

pour enregistrer, questionner ces réalités émergentes, la question du doux rêveur se repose différemment et il faut revenir sur les angles morts et prismes de la discipline.

Penser dans le prisme, jusqu'à quand?

Pénalisés par leur regard centré sur l'État et sa violence nécessaire, les universitaires français peinent à voir, à interpréter et plus encore à anticiper des évolutions actuelles majeures en matière de défense, de paix et de révoltes populaires. Par exemple, alors que les menaces les plus importantes pour la sécurité des citoyens identifiées contre la France sont les attaques terroristes, les attaques cybernétiques, les catastrophes environnementales, notre conception de la défense n'évolue guère. En particulier, l'identification de ces nouvelles menaces n'a entraîné aucune remise en cause d'un des piliers de la politique de défense française : la dissuasion nucléaire. Cette dernière, dont l'efficacité face à des attaques cybernétiques ou à des attentats perpétrés par des Français radicalisés sur le sol français est douteuse, n'est pourtant pas discutée. Son efficacité comme son efficience sont postulées et les alternatives, regardées de haut. En 2017, la France a fait partie de cette vingtaine de pays qui s'est opposée à l'initiative prise au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies par une centaine d'États et plusieurs centaines d'ONG en faveur de la négociation d'un traité d'interdictions des armes nucléaires jugé « irréaliste ». Cette initiative avait pourtant obtenu le prix Nobel de la Paix 2017.

L'impact du prisme étatique se perçoit également sur la culture universitaire. La France, par exemple, est héritière de traditions reconnues en géopolitique et en études de guerre, portées en partie par les militaires eux-mêmes à travers des instituts comme l'École de guerre ou l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Inversement, alors que l'on compte plusieurs centaines de centres de recherche sur la paix dans le monde, il n'y en a aucun en France. La paix reste d'ailleurs conceptualisée comme « l'absence de guerre », donc définie négativement. C'est un vide ontologique qui partage une communauté de destin avec la non-violence : vide de substance, la paix reste un instrument rhétorique qu'il est, finalement, peu sérieux pour des universitaires d'étudier en soi.

La paix comme « envers de la guerre », l'euphémisme de la force pour dire violence (« les forces armées », « utiliser la force »), le sens de bien des

mots, continuent de poser problème. Le terme « conflit » par exemple n'est pas clairement distingué de celui de violence. Le conflit reste par essence négatif. De ce terme sur-employé, on a dérivé la notion de « résolution de conflits », qui fait référence à un ensemble de concepts et de pratiques par lesquelles on entend résoudre ou dissoudre un conflit. Le débat sur les dimensions positives de la confrontation, sur les risques des conflits latents et sur la « transformation des conflits » (Lederach, 2005[2004]; Ramsbotham, Woodhouse et Mial, 2011[1999]; Rosenberg, 1999) n'a pas eu lieu en France. La notion de « pratique de paix » est inexistante. Celle de sécurité humaine, si elle est bien recentrée sur l'individu, est vue en tant qu'objet de sécurité, en aucun cas sujet actif. En France, la sécurité reste affaire d'État, État régalien, État-providence. Point. Si les dimensions économiques, sociales et environnementales de la sécurité sont brièvement abordées, l'idée que la sécurité pourrait se construire dans une interaction d'actions individuelles et institutionnelles dérange. Élargir le concept de sécurité en repensant et en travaillant le lien horizontal entre les personnes passe mal, car la sécurité est conçue de façon étroite et hiérarchique.

Fondamentalement, seuls l'État et ses institutions sont perçus comme capables de changer les choses. Contrairement aux mouvements citoyens, les institutions sont vues comme durables et donc capables de s'imposer par l'influence, la négociation, l'intervention, la guerre. La science politique française, qui est pourtant animée de grands débats réflexifs sur la méthode, semble quelque peu bornée sur ses mots, sur ses objets, et myope envers les facteurs de changement non-institutionnels.

Outre la façon dont certains faits, arguments, travaux sur la non-violence sont disqualifiés pour « manque de sérieux », ce qui est remarquable, depuis trente ans, c'est le peu de dialogue et d'échange. L'échec des militants et militantes, tient d'avoir opposé des propositions formulées de façon parfois péremptoire, parfois juste, parfois plus discutable à des chercheurs et chercheuses en pleine quête de reconnaissance, de crédibilité et donc peu à même de prendre le risque de l'écoute, voire du ridicule. Les militants n'étant eux-mêmes pas toujours dans le dialogue, les nombreux livres et arguments produits se sont échoués sur les lignes de défense d'une discipline encore trop peu assurée pour être réflexive et accepter de se laisser bousculer. Cette impasse rappelle la remarque de Max Planck sur les scientifiques eux-mêmes. La science, disait-il, ne change pas *via* le dialogue et le débat, mais parce que les chercheurs meurent et qu'une nouvelle génération surgit, qui a grandi

avec d'autres préceptes. Où se trouve cette génération? En France, interdite d'université, l'idée de non-violence se déploie dans la rue, sur Facebook, sur Ted.com. Que l'université ait perdu le monopole du contrôle du savoir n'est pas très grave en soi. Ce qui est grave, c'est qu'il n'y ait pas d'espace de recherche et de débat contradictoire sur un sujet sensible. Après tout, c'est la fonction première d'une université et ni la rue, ni Facebook, ni Ted ne sont actuellement en mesure de l'offrir.

Conclusion : un silence révélateur

Cette étude d'une absence et de sa pérennité éclaire la discipline. L'entrée par une zone de silence est doublement révélatrice. La quasi-invisibilité du terme non-violence permet d'en explorer les limites, mais aussi d'exposer celle de la science politique. On peut ainsi aborder avec un regard neuf les concepts phares qui la constituent (État, pouvoir, révolution, intervention, résistance, etc.), envisager les ancrages axiologiques auxquelles ces termes sont attachés (la nécessaire violence, la non-imposition des valeurs) et les imaginaires que cette architecture épistémologique déploie. Ce texte suggère aussi que l'histoire de la discipline aide à comprendre cette orientation : son émancipation tardive et difficile, la nécessité d'entrer en discipline qui incombe à chaque chercheur, homme comme femme, la difficulté à être critique d'autant que les financements universitaires manquent ce qui encourage le mandarinat.

Tout ceci n'est pas terreau fertile pour des approches innovantes. Dominante, l'injonction de neutralité induit le jeune scientifique à rester dans la sécurité du paradigme de la permanente et nécessaire violence. La politique est donc perçue comme fondamentalement tragique au sens grec et nécessairement amorale au sens de Machiavel. Il n'y a pas de construction intellectuelle alternative crédible.

En certains points, cette première étude se fait d'ailleurs écho de la sociologie des absences et des émergences développée par Boaventura de Sousa Santos, ainsi que de sa réflexion sur l'avenir de l'université (2001; 2016), des pistes à explorer pour affiner son cadrage théorique. En attendant, en science comme en vie politique françaises, les propositions sur la non-violence sont souvent ignorées, parfois confrontées à de l'ironie, de la dérision, de la condescendance. Dans d'autres pays, ces écrits, lorsqu'ils sont

pris au sérieux, sont parfois violemment critiqués, notamment par des penseurs d'obédience marxiste ou nationaliste. Cette situation engage à prendre du recul, et un peu de distance. Peut-être d'ailleurs que les spécialistes des révolutions scientifiques que sont Max Planck et Thomas Kuhn, souriraient de la pertinence de cette fine remarque de Gandhi : « D'abord ils vous ignorent, ensuite ils vous raillent, après ils vous combattent, enfin… ».

Références

Adler, Laure. 2008. *Simone Weil l'insoumise.* Paris : Actes Sud.

Alinsky, Saul. 1971. *Rules for Radicals.* New York : Ramdom House.

Alpaugh, Micah. 2015. *Nonviolence and the French Revolution.* Cambridge : Cambridge University Press.

Attali, Jacques. 2007. *Gandhi ou l'éveil des humiliés.* Paris : Fayard.

Benami-Chraïbi, Mounia et Olivier Fillieule. 2012. « Pour une sociologie des situations révolutionnaires ». *Revue française de science politique* 62 (5) : 767-796.
https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2012-5-page-767.htm

Buton, François, Frédéric Lebaron et François Mario. 2017. « Les docteurs en science politique croient-ils en leur titre? Une cartographie dynamique de l'espace des docteurs dans les années 2000 ». *Revue française de science politique* 67 (1) : 145-160.
https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2017-1-page-145.htm

Cervera-Marzal, Manuel. 2011. « Vers une théorie de la révolution non-violente ». *Dissensus – Revue de philosophie politique de l'ULG (Université de Liège)* 4 : 164-184

Cervera-Marzal, Manuel. 2013. *Désobéir en démocratie. La pensée désobéissante de Thoreau à Martin Luther King.* Paris : Aux forges de Vulcain.

Chenoweth, Erica et Maria J. Stephan. 2011. *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict.* New York : Columbia University Press.

Chenoweth, Erica et Maria J. Stephan. 2008. « Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict ». *International Security* 33 (1) : 7-44.

Donegani, Jean-Marie et Marc Sadoun. 2003. « Ce que le politique dit de la violence ». *Raisons politiques* 9 : 3-18.

Elias, Norbert. 1994[1973]. *La civilisation des mœurs.* Traduit par Pierre Kamnitzer. Paris : Calmann-Lévy.

Elias, Norbert. 1994[1975]. *La dynamique de l'Occident.* Traduit par Pierre Kamnitzer. Paris : Callman-Lévy.

Favre, Pierre. 1983. « La connaissance politique comme savoir légitime et comme savoir éclaté. Les enseignements à objet politique dans les facultés françaises à la fin des années 1970 ». *Revue française de sociologie* 24 (3) : 467-503.

Gaïti, Brigitte et Marie Scot. 2017. « Une science sans savants? Les paradoxes de l'émergence de la science politique en France entre 1945 et 1968 ». *Revue française de science politique* 67 (1) : 13-42. https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2017-1-page-13.htm

Garton Ash, Timothy et Adam Roberts. 2009. *Civil Resistance and Power Politics.* Oxford : Oxford University Press.

Hassner, Pierre. 1958. « La philosophie politique de M. Éric Weil ». *Revue française de science politique* 2 : 423-431. doi : 10.3406/rfsp.1958.392470

Hayes, Graeme et Ollitrault Sylvie. 2013. *La désobéissance civile.* Paris : Presses de Sciences Po.

La Boétie (de), Étienne. 2016[1576]. *Discours de la servitude volontaire.* Sous la direction Simone Goyard-Fabre et Raphaël Ehrsam. Paris : Flammarion.

Losurdo, Domenico. 2014. *La non-violence, une histoire démystifiée.* Paris : Delga.

Mellon, Christian et Jacques Semelin. 1994. *La non-violence.* Paris : Presses universitaires de France.

Muller, Jean-Marie. 1976. *Le défi de la non-violence.* Paris : Le Cerf.

Muller, Jean-Marie. 1981. *Stratégie de l'action non-violente.* Paris : Éditions du Seuil.

Muller, Jean-Marie. 1995. *Simone Weil, l'exigence de la non-violence*. Paris : Desclée de Brouwer.

Muller, Jean-Marie. 1995. *Le principe de non-violence*. Paris : Desclée de Brouwer.

Muller, Jean Marie. 2005. *Dictionnaire de la Non-Violence*. Gordes : Éditions du Relié.

Mutzenhardt, Pierre, Fabienne Blaise et Gilles Roussel. 2014. *Disciplines rares. Rapport au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche*. Paris : Conférence des présidents d'Université.

Nagler, Michael. 2013. « Nonviolence : Understanding the Basics », Metta Center for Nonviolence.
https://www.youtube.com/watch?v=PBDeesTDEKk

Pinker, Steven. 2011. *The Better Angel Part of our Nature*. New York : Viking Books.

Ramsbotham, Oliver, Tom Woodhouse et Hugh Miall. 2011[1999]. *Contemporary Conflict Resolution: The Prevention, Management and Transformation of Deadly Conflicts*. Cambridge : Polity Press.

Rosenberg, Marshall. 1999. *Nonviolent Communication: A Language of Compassion*. Del Mar, CA: Puddledancer Press.

Santos, Boaventura de Sousa. 2001. « Nuestra America: Reinventing a Subaltern paradigm of Recognition and Redistribution ». *Theory, Culture and Society* 18 (2-3) : 185-217.

Santos, Boaventura de Sousa. 2016. « The University at a Crossroads ». Dans *Decolonizing the Western University*. Sous la direction de Ramon Grosfoguel, Roberto Hernàndez, Ernesto Rosen Velàsquez. London : Lexington Books.

Sawicki, Frédéric. 2017. *Pour une réforme des modalités d'accès au corps des professeurs en science politique. Rapport auprès du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche*. Paris : Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Semelin, Jacques. 1998. « De la *Force des Faibles* : analyse des travaux sur la résistance civile et l'action non-violence ». *Revue française de science politique* 48 (6) : 773-782.

Semelin, Jacques. 2011. « *Face au totalitarisme, la résistance civile* ». Bruxelles : André Versaille éditeur.

Siméant, Johanna. 2009. *La grève de la faim.* Paris : Presse de Sciences Po.

Sharp, Gene. 1973. *The Politics of Nonviolent Action.* Vol. 1, 2 and 3. Boston MA : Porter Sargent.

Sharp, Gene. 2005[1973]. *La lutte non–violente.* Traduit par Bernard Lazarevitch. Québec : Ecosociété

Tilly, Charles. 1986. *La France conteste de 1600 à nos jours.* Paris : Fayard.

Tozzi, Pascal. 2016. *Plaidoyer pour la non-violence.* Paris : Éditions le Pommier.

Villegas, Mauricio Garcia. 2009. « Champ Juridique et sciences sociales en France et aux États-Unis ». *L'Année sociologique* 59 (1) : 29-62.

Weber, Max. 1959[1919]. *Le savant et le politique.* Paris : Plon.

Pour citer :

Dubernet, Cécile. 2019. « Neutralité, donc silence? La science politique française à l'épreuve de la non-violence ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre?* Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 12, pp. 245-271. Québec : Éditions science et bien commun.

Neutralité, donc silence? de Cécile Dubernet est sous une licence License Creative Commons Attribution - Partage dans les mêmes conditions 4.0 International, sauf indication contraire.

PARTIE III

AU-DELÀ DE LA NEUTRALITÉ

13. Les sciences impliquées

Entre objectivité épistémique et impartialité engagée

DONATO BERGANDI

Partout des appels formels invoquant la démocratie sont lancés : la démocratie comme première condition requise pour une gouvernance politique respectueuse des intérêts des citoyens et des équilibres de l'environnement. En même temps, une multitude d'indices convergents configurent une gestion de la *res publica* par une caste oligarchique politico-économique dont la propension à gérer les ressources environnementales se caractérise par l'absence de prise en compte du bien commun sur la base d'intérêts particuliers sans tenir compte des équilibres biosphériques (Bergandi, 2014 : 63-81). Quel est le rôle des sciences et des scientifiques dans un tel contexte? Ou plus précisément, quel est le rôle des sciences et des scientifiques dans des questions à l'interface entre science et société, générant des controverses socio-scientifiques? Jusqu'à quel point les sciences peuvent-elles encore effectivement incarner l'idéal de la neutralité axiologique, durablement implanté par le positivisme à partir du XIXe siècle à la fois dans l'éthique scientifique et dans l'inconscient des scientifiques, telle une constante, apparemment inéliminable, de la science? Est-il possible de trouver un juste équilibre (épistémique et éthique) entre objectivité scientifique d'un côté, engagement moral et politique de l'autre? L'idée de « sciences impliquées » est-elle une forme de pensée oxymorique cachant un non-sens épistémologique? Ou bien, exprime-t-elle un besoin, une nécessité à la fois épistémique, éthique et politique qui nous permettrait de mieux cerner les innombrables et complexes enchevêtrements entre les sciences contemporaines et la société?[1]

Au premier abord, on peut discerner au moins deux contextes dans lesquels l'occurrence du syntagme « sciences impliquées » est utilisée de manière cohérente et appropriée : le projet « progressiste » positiviste d'une part, le cas du développement d'un certain nombre de disciplines

1. Voir à ce propos le numéro 51 de la revue *Écologie & politique* (2015) dédié aux sciences impliquées.

contemporaines telles que la biologie moléculaire, le génie génétique, la biologie de synthèse, l'écologie, l'ingénierie écologique, les sciences du climat et leurs enjeux multiples d'autre part. En ce qui concerne ce dernier contexte, une définition minimaliste des sciences impliquées peut être la suivante : ce sont des sciences dont les objets de recherche sont liés à des controverses socio-scientifiques et dont les thématiques abordées ne sont pas exclusivement scientifiques, mais également économiques, politiques, éthiques et plus largement socioculturelles. Ces controverses ne peuvent donc pas être solutionnées en se limitant à l'expérience scientifique ou aux « faits ».

Dans le positionnement de la question, une précision ultérieure est bien nécessaire. Avec l'« implication » des sciences, on se réfère à ce complexe « jeu de langage » (*sensu*; Wittgenstein, 1998 : 7, 11 12, 23), à ce jeu socio-scientifique qui entremêle les dimensions épistémique et sociétale[2]. Les scientifiques qui participent à l'élargissement et à l'approfondissement du champ épistémique des sciences impliquées assument de manière consciente, ou inconsciente, une posture (déontologique) qui va bien au-delà de la simple implication. Si la science est impliquée, le scientifique est inévitablement engagé, « embarqué » dans une vision du monde donnée (Sartre, 1948 : 84), dans un scénario co-construit par la communauté scientifique et le reste de la société civile. Et le ou la scientifique qui a comme horizon normatif celui de l'objectivité scientifique choisira de jouer son rôle, consciemment ou inconsciemment, selon différentes modalités d'« engagement » : un engagement visant la neutralité (présumée), la partialité ou l'impartialité.

Afin de comprendre dans quels termes s'explicite l'espace épistémologique et éthico-politique des différentes formes de sciences impliquées, l'analyse du sous-bassement éthique des sciences contemporaines est une obligation inéluctable. Cette analyse ne peut faire l'impasse sur l'examen de certaines caractéristiques du positivisme et du néopositivisme qui fondent l'esprit scientifique contemporain et du rôle qu'ils ont joué dans la structuration de la déontologie scientifique actuelle.

2. Les dimensions épistémique et sociétale des sciences impliquées sont l'expression de ce jeu spécifique à la fois scientifique et sociale, d'un espace hybride d'où émergent des questions et des activités à la fois pratiques et spéculatives, affectives et intellectuelles. Questions et activités ayant de manière « constitutive » une portée éthique et politique.

En effet, c'est à partir du XIXe siècle, avec l'émergence de la philosophie scientifique positiviste, puis avec son assimilation par les différentes communautés scientifiques, que, d'une certaine façon, les sciences modernes ont « toujours » été des sciences impliquées : le projet progressiste positiviste faisait d'elles l'expression maximale de la rationalité humaine, capable de générer des découvertes représentantes les seules et uniques vérités. Par rapport aux tentatives primitives et grossières de comprendre le monde, propres aux conceptions religieuses et métaphysiques, les sciences se devaient d'étudier les processus matériels, avec pour finalité d'expliquer les causes et identifier les lois naturelles à partir des « faits ». L'idéal positiviste était caractérisé par la foi dans les sciences et dans leurs méthodes. Il véhiculait un optimisme technique et scientifique fondé sur la croyance du « progrès » des sciences qui auraient engendré une transformation radicale de la civilisation humaine grâce, entre autres, à l'utilisation systématique des découvertes scientifiques par l'industrie (Geymonat, 1971 : 427-455).

Le but méthodologique du positivisme était de réaliser « la coordination des faits observés », autrement dit, de « lier les faits » *via* la création de théories. Ces théories permettaient de combiner des observations isolées de manière à en tirer des lois (Comte, 1830 : 7; Comte, 1868 : 92-93). Dans sa généalogie des différentes phases de développement épistémologique, Auguste Comte (1798-1857) identifiait dans l'utilisation de la « méthode positive » l'étape définitive du déploiement de l'intelligence et de la rationalité humaines. Cette méthode était considérée comme essentiellement identique pour l'ensemble des sciences, même si elle était déclinée d'une manière spécifique par chacune d'elles. L'étude positive de la nature (et de la société), fondée sur l'observation, l'expérience, la comparaison et la classification représentait la « base rationnelle de l'action de l'Humanité sur le monde extérieur »[3] (Comte, 1868 : 62). Cette base, qui posait l'exigence de l'objectivité et de la vérification expérimentale, était le préalable nécessaire à l'émergence de la figure des savants qui ne montraient désormais plus d'intérêt pour les questions métaphysiques insolubles (Comte, 1868 : 15-16).

3. Karl Pearson (1857-1936) dans son *The Grammar of Science* (Pearson, 1900 : 508) considérait que le rejet de la métaphysique était le mérite principal de la philosophie positive de Comte, bien plus de l'idée que l'expérience était à la base de tout type de connaissance. Idée qui avait déjà été soutenue avec succès par Francis Bacon (1561-1626)

Cette orientation épistémologique trouva sa filiation dans le mouvement néopositiviste qui développa une critique sévère des contenus de la métaphysique et de l'éthique[4] sous l'impulsion des analyses rigoureuses sur les limites du langage effectuées par Ludwig Wittgenstein (1889-1951). D'après lui, la seule pensée véritable s'exprimait dans une « proposition pourvue de sens » (Wittgenstein, 2001 : 4), le sens des propositions résultant de la concordance (ou non-concordance) avec des états de choses (les entités, les événements et les processus du monde phénoménal) (Wittgenstein, 2001 : 4.2). En syntonie avec Wittgenstein, le Cercle de Vienne considérait comme dénuée de sens toute proposition (philosophique) qui ne pouvait se prévaloir de référents phénoménologiques. Spécifier le sens d'une proposition équivalait à en exposer les règles (méthodologiques) pour lesquelles l'énoncé pouvait se concrétiser dans des usages spécifiques ou être vérifié (« le sens d'un énoncé est la méthode de sa vérification »; Schlick, 1936 : 339-369, 341). Cette perspective considérait également que l'éthique, étant par essence prescriptive, n'exprimait pas non plus quelque chose de sensé. En effet, elle faisait référence, comme la métaphysique, à une sphère transcendante située au-delà des possibilités d'appréhension des sciences empiriques.

La fondation épistémologique de cette conception des sciences perdure de nos jours avec un impact variable selon la discipline scientifique de référence. Il s'agit de l'idée d'objectivité scientifique entendue comme le critère de démarcation entre une connaissance qui donne une représentation fidèle des phénomènes observés (une connaissance non compromise par l'impact illusoire de fictions mentales subjectives) et une connaissance qui attribue à ces phénomènes des qualités ou propriétés qui sont, en réalité, une construction du sujet connaissant.

Par ailleurs, la phase actuelle de développement des sciences est en train de nous présenter un scénario épistémologique où la sempiternelle confrontation entre les interprétations internalistes et externalistes de la science est en train d'être résolue, au moins de manière provisoire, en faveur de l'option interprétative externaliste. D'après cette dernière, il n'est pas

4. En suivant les traces du *Tractatus logico-philosophicus* de Ludwig Wittgenstein, un cercle de philosophes et de scientifiques (entre autres, Moritz Schlick [1882-1936], Otto Neurath [1882-1945], Rudolf Carnap [1897-1970], Friedrich Waismann [1896-1959], Herbert Feigl [1902-1988]), s'était proposé de bâtir, sur la base des observations scientifiques, une science unitaire fondée sur la réduction des théories scientifiques aux vérités de la logique et des mathématiques, et de réaliser une critique radicale des faux-problèmes transcendantaux de la métaphysique.

possible de justifier de manière exhaustive le développement scientifique à partir des seuls facteurs internes aux sciences. La dimension sociétale intervient, de manière directe ou indirecte, non seulement dans la mise en place des applications de la connaissance acquise – cela irait de soi tantôt du point de vue externaliste que du point de vue internaliste –, mais également dans l'identification et la structuration même du problème scientifique.

Mon analyse part du présupposé qu'en général, dans l'ensemble des domaines scientifiques et, plus particulièrement, dans des domaines qui génèrent des controverses socio-scientifiques (ou questions scientifiques socialement vives), la dimension des valeurs éthiques (extra-scientifiques) participe au choix même de l'objet de recherche ainsi qu'à l'orientation des développements de la recherche. Les valeurs internes aux sciences ou normes épistémiques (recherche de la vérité scientifique, de la causalité des phénomènes naturels ou sociaux, de la simplicité, de la parcimonie, de la légitimité ou de la plausibilité) trouvent leur origine à l'intérieur de l'univers de discours et de pratiques scientifiques et « orientent » la démarche scientifique. Outre ces valeurs, il existe des valeurs non nécessairement épistémiques résultant d'une sorte de réverbération éthique du système des valeurs de la société sur la science. Ces valeurs extra-scientifiques participent elles aussi à guider les différentes phases de la recherche scientifique, parfois de manière subliminale, parfois de manière consciente.

Avant d'illustrer la posture de l'« impartialité engagée », une des postures déontologiques possibles dans le cadre des sciences impliquées, il est nécessaire d'introduire les contributions majeures de Max Weber (1864-1920) et Thomas Nagel relatives aux modalités d'acquisition de l'objectivité dans la démarche scientifique. Pour Weber, « la science sans présuppositions »[5] (Weber, 1963 : 76-77, 82), en tant que recherche et connaissance des rapports objectifs des objets étudiés (Weber, 1963 : 91-92), mène à la prévision des événements, contribue à une œuvre de clarté (Weber, 1963 : 90) et engendre un processus de « désenchantement du monde » (Weber, 1963 : 70, 96). Dans la démarche scientifique, comme dans un amphithéâtre devant des étudiants et étudiantes, le scientifique se doit de ne pas faire intervenir ses propres jugements de valeur, car cela empêcherait une « compréhension intégrale des

5. Il s'agit de présuppositions métaphysiques ou éthiques qui peuvent « brouiller » la recherche scientifique, car Weber souligne clairement que la démarche scientifique présuppose au moins la valeur de la connaissance scientifique, une valeur en soi qu'il n'est pas possible de démontrer scientifiquement.

faits » (Weber, 1963 : 82). Le principe de « neutralité axiologique » soutenu par Weber doit être interprété comme une mise au point vigoureuse de l'hétérogénéité et de la différence essentielle existante entre deux sphères : celle des propositions factuelles, proprement scientifiques, et celle des jugements de valeur. Il s'agit d'un appel à l'intégrité morale et intellectuelle du scientifique qui ne devrait pas confondre ou mélanger ces deux sphères de sens et de procédures[6] (Weber, 1992 : 368-369; Elliott, 1973 : 39-65).

La neutralité axiologique de Weber se pose comme un principe dont il faut tenir compte afin de démarquer le domaine de la science du domaine de l'opinion[7] (Weber, 1995 : 1). Toutefois, ce principe résulte d'une idéalisation scientifique, en ce sens qu'il présuppose qu'entre le monde des « faits » (scientifiques) et le monde des « valeurs » (éthiques, politiques) subsiste une cloison étanche, impénétrable au point de créer une véritable dichotomie entre ces deux réalités de manière absolue. Selon une perspective constructiviste, qui s'accorde mieux à la réalité des sciences telles qu'elles se concrétisent, il est plus avisé de considérer qu'entre ces deux domaines il existe une interconnexion, un enchevêtrement fondamental qui s'accroît de manière exponentielle lorsque les questions scientifiques en jeu se situent à l'interface des domaines scientifique et sociopolitique. Plus la frontière de contact et d'échanges entre ces domaines est vaste, plus s'accroît la présence et l'influence des valeurs (éthiques, politiques, économiques) dans la détermination et l'étude de l'objet de recherche.

Thomas Nagel, de son côté, considère que la recherche de l'objectivité n'est rien d'autre qu'une méthode qui nous permet de nous rapprocher de la vérité (Nagel, 1993 : 8, 223) et qu'une conception du monde est d'autant plus objective lorsqu'elle est l'expression du détachement des contingences

6. En effet, Weber, par exemple dans le cadre de l'enseignement, tout en soutenant l'élimination de toute évaluation pratique à cause des relations asymétriques (pouvoir, connaissance) subsistant entre le professeur et les étudiants, n'exclut pas la possibilité que des évaluations éthiques ou politiques puissent être exprimées « à la seule et unique condition » que l'auditoire ait pleine conscience « de ce qui dans son exposé résulte d'un raisonnement purement logique ou d'une constatation purement empirique des faits et de ce qui relève d'une évaluation pratique »
7. Il est nécessaire de rappeler que la perspective interprétative des sciences sociales de Weber était fondamentalement antipositiviste et subjectiviste. Toutefois, en ayant comme but la fondation méthodologique de sciences sociales, en ce qui concerne spécifiquement son principe de neutralité axiologique, Weber se situe dans un courant de pensée, riche et varié, qui a contribué à bâtir la démarcation entre les propositions descriptives de la science et les propositions normatives de l'éthique : démarcation proposée d'abord par David Hume (1711-1776), puis soutenue et développée par les positivistes et les néopositivistes.

individuelles, culturelles ou, tout simplement, les contingences qui caractérisent notre espèce (ibid. : 9-12, 223-224). Autrement dit, une conception de la réalité sera véritablement objective d'autant plus qu'elle envisagera le monde de manière le plus possible « impersonnelle » (*ibid.* : 168). Tout en reconnaissant qu'une connaissance objective du monde ne peut être que compréhension partielle, incomplète (*ibid.* : 34, 130, 153-155), jamais définitive (*ibid.* : 95) et incapable de contenir, de saisir les esprits qui l'ont engendrée (*ibid.* : 155), la recherche d'une connaissance objective résulte d'un mouvement vers plus d'objectivité, d'un processus de « distanciation » de nous-mêmes, d'un détachement de notre point de vue, selon les mots de Nagel : « nous devons sortir de nous-mêmes et, de l'intérieur du monde, nous devons l'envisager de nulle part » (*ibid.* : 82).

À ce propos, la conscience épistémologique des limites rencontrées par nos tentatives de parvenir à l'objectivité a été très bien exprimée par Bertrand Russell (1872-1970) :

> Sans doute, les êtres humains ne peuvent complètement transcender la nature humaine : quelque chose de subjectif, ne serait-ce que l'intérêt qui détermine la direction de notre attention, doit demeurer en toutes nos pensées. Mais la philosophie scientifique est plus proche de l'objectivité que toute autre recherche humaine, et ainsi nous met en rapport avec le monde extérieur de la façon la plus étroite, constante et intime qui puisse être. (Russell, 2007 [1917] : 54)

La recherche de l'objectivité proposée par Nagel nous pousse à transcender notre place dans le monde afin de construire une conception objective de la réalité. Mais cette recherche de l'objectivité se révèle être plutôt une aspiration, un idéal à atteindre, qui peut nous servir comme guide, tout en sachant, en même temps, qu'une conception pleinement objective et absolue du réel ne sera jamais atteinte. Cette recherche s'exprimera au mieux comme une approximation à l'objectivité que l'humanité, dans le cadre d'une compréhension scientifique du monde, ne terminera jamais de compléter (Bergandi, 2013).

Objectivité, impartialité et engagement

Les sciences impliquées génèrent souvent des questions scientifiques socialement vives, que les scientifiques abordent de différentes manières, avec différentes attitudes. Ils et elles peuvent adopter – vis-à-vis de la *res scientifica* et dans leur relation avec les profanes, dans un contexte d'expertise ou de médiation scientifiques – des postures déontologiques variées. Les scientifiques choisiront, de manière consciente ou inconsciente, parmi des postures telles que la neutralité exclusive, la partialité exclusive, l'impartialité neutre ou l'impartialité engagée[8] (Kelly, 1986; Weber, 1917; The Humanities Project, 1970; Elliott, 1973; Hess, 2009). D'abord, il faut considérer que l'arrière-plan épistémologique de ces catégories est constitué par la confrontation entre deux types d'idéaux scientifiques : l'idéal empiriste-positiviste (y compris les développements néopositivistes) et l'idéal constructiviste. Pour le premier, i) il existe une dichotomie claire et définitive entre faits et valeurs; ii) les « faits » résultent de l'observation. Pour le second, iii) les faits et les valeurs sont inséparables; iv) les « faits » sont une construction « sociale »[9].

Les postures en question, présentées dans le Tableau 1, s'articulent en fonction de deux plans :

1. un plan ontologique (relation faits-valeurs);

2. un plan axiologique (présence ou absence de jugements de valeur):
   i) dans le cadre du traitement de l'objet de recherche (dimension méthodologique);
   ii) dans la communication de l'expertise ou de la médiation culturelle (dimension pédagogique).

8. Ces catégories ont émergé dans un espace hybride synthétisant, entre autres, des études des sciences sociales, de pédagogie, d'histoire et de philosophie des sciences. Dans le contexte de cet article, ces catégories seront plus particulièrement développées en prenant en compte l'attitude du scientifique vis-à-vis de son objet de recherche et du public profane dans des contextes d'expertise ou médiation culturelle.
9. Au sens que, les théories scientifiques expliquant les faits se réfèrent à des entités existantes, mais leur « mise en ordre » découle d'une construction sociale résultante de l'interdépendance constitutive existante entre la communauté scientifique et le reste de la société civile.

Tableau 1. Quatre postures déontologiques en science

Neutralité exclusive	**Partialité exclusive**
1. faits et valeurs sont exclusifs les uns des autres; 2. le ou la scientifique ne se laisse pas infléchir par leurs jugements de valeur[10] : i) dans le traitement de son objet de recherche ou question controversée; ii) il ou elle n'exprime pas son opinion dans des contextes d'expertise ou de divulgation scientifiques.	1. reconnaissance formelle de la dichotomie faits/valeurs; 2. le ou la scientifique se fait orienter par leurs jugements de valeurs : i) il y a sélection orientée des éléments factuels, théoriques et axiologiques; ii) il ou elle exprime ses préférences (scientifiques, morales), dans des contextes d'expertise ou de divulgation scientifiques, en essayant de les présenter comme des « vérités scientifiques ».
Impartialité neutre	**Impartialité engagée**
1. le ou la scientifique considère que la dichotomie « faits/valeurs » est dénuée de sens; 2. il ou elle est lucide face à son engagement (scientifique, moral, politique); i) il ou elle essaie de ne pas se faire guider par ses préférences (scientifiques, morales, politiques) dans l'analyse du contenu scientifique de la controverse; ii) il ou elle n'exprime pas publiquement ses jugements de valeur sur la controverse, car ils pourraient orienter l'opinion dans le cadre de l'expertise ou de la médiation culturelle.	1. la ou la scientifique considère que la dichotomie « faits/valeurs » n'est pas fondée; 2. le ou la scientifique est lucide face à son engagement (scientifique, moral, politique); i) il ou elle essaie de ne pas se faire guider par ses préférences (scientifiques, morales, politiques) dans l'analyse du contenu scientifique de la controverse; ii) il ou elle exprime publiquement son opinion (jugement de valeur) dans un cadre d'expertise ou en participant au débat public.

La rationalité scientifique actuelle, réaliste et objectiviste, considère que la réalité externe au sujet connaissant peut être connue grâce à nos théories scientifiques qui nous permettent de connaître la structure profonde du monde phénoménal. Un des aspects fondateurs de cette rationalité est l'idée que les « faits sont observés » tandis que les « valeurs sont choisies ». La première partie de cette proposition concernant l'observationalité des faits est clairement, et de manière emblématique, exprimée dans le *Manifeste du Cercle de Vienne* :

10. Prima facie, les scientifiques ne se font pas orienter par ces jugements de valeur ou bien ils ou elles croient « sincèrement » de ne pas se faire orienter par leurs jugements de valeur.

> Nous avons caractérisé la conception scientifique du monde par deux déterminations. Premièrement, elle est empiriste et positiviste. *Seule existe la connaissance venue de l'expérience, qui repose sur ce qui est immédiatement donné*. De cette façon, se trouve tracée la frontière qui délimite le contenu de toute science légitime. Deuxièmement, la conception scientifique du monde se caractérise par l'application d'une certaine méthode, à savoir celle de l'analyse logique[11]. (Hahn, 1985 [1929] : 108-129, 118)

Cependant, l'idée que les faits puissent être observés en tant qu'expérience immédiatement donnée est hautement discutable. Les « faits » ne se présentent pas à nous dans leur entièreté phénoménologique, dépouillés de tout ornement interprétatif. Les faits « ne nous parlent pas » par l'intermédiaire de l'observation et de l'expérience. À ce propos John Dewey (1859-1952) rappelle, de manière éclairante, que ce qui est « donné » dans le cours de l'enquête scientifique, à strictement parler, est la situation problématique dans son ensemble et dans toute sa complexité. Ce qui est traditionnellement considéré comme « donné » résulte en réalité d'un processus de sélection : « Au sens strict, il est *pris* plutôt que donné. » (italique dans l'original) (Dewey, 1993 [1938] : 192). Dewey nous signifie ainsi que les données en elles-mêmes ne sont pas autosuffisantes, autonomes ou complètes (Dewey, 1993 [1938] : 192). Nous pouvons donc dire qu'elles résultent et dépendent d'un acte interprétatif du chercheur qui les « extrait » du contexte de l'enquête en fonction de ses objectifs épistémiques. Il s'agit ici d'un écueil méthodologique majeur. Si dès l'origine de l'acte d'« observation » scientifique, les faits et l'interprétation, ou plus précisément, les faits et les valeurs (scientifiques et extra-scientifiques) véhiculées par l'interprétation, sont mélangés, de ce fait, c'est la dichotomie stricte entre faits et valeurs qui vole en éclat, dichotomie qui, de nos jours, n'est plus considérée comme auto-évidente (Putnam, 2004).

Tout cela n'implique pas qu'une connaissance objective soit impossible. Mais si les faits sont, dès l'origine, « imprégnés de valeurs » (scientifiques et extra-scientifiques), la tâche est bien plus compliquée et ardue que ce que la perspective empirico-positiviste laissait entendre. Le chercheur ou la chercheuse véhicule dans l'analyse de l'objet de recherche des valeurs

11. L'italique a été ajouté par l'auteur.

qui « orientent » la démarche scientifique (recherche de la causalité, de la simplicité, etc.), et jusqu'ici la présence de valeurs ne suscite pas l'émotion ou la révolte des adeptes de l'orthodoxie épistémologique. La faille de cette vision méthodologique apparaît clairement lorsqu'on constate que les valeurs extra-scientifiques participent à l'identification, la sélection ou l'extraction des « faits » dans le cadre d'une situation complexe. Si l'on accepte que dès l'origine les faits soient imprégnés de valeurs, il s'en suit que le chercheur ou la chercheuse ne sera jamais objectif, à strictement parler, mais il est possible d'envisager qu'au cours du temps la connaissance produite par une communauté scientifique donnée puisse s'approcher de l'objectivité de manière asymptotique : elle s'en approchera sans jamais la rejoindre d'une manière complète et définitive, quelque soit le moment du développement de la discipline scientifique (Bergandi, 2013 : 137-154).

Dans un tel contexte, la posture de l'impartialité engagée représente une garantie d'intégrité déontologique, car son présupposé de base est la conscience de l'irréalité de la dichotomie faits/valeurs. Si une telle conscience est accompagnée par la perception lucide des différentes formes d'engagement possibles (éthique, politique), on évite le danger majeur pour l'obtention d'une connaissance objective : faire passer des opinions partiales et partisanes pour des connaissances objectives. Le ou la scientifique qui adopte une telle posture essaiera de ne pas se faire guider par ses préférences et préjudices dans la sélection des données théoriques et factuelles, en particulier vis-à-vis des théories et des données situées aux antipodes de sa propre vision du monde. L'impartialité engagée, à la recherche d'un équilibre dynamique entre objectivité et engagement, présuppose de la part du scientifique une attitude impartiale, ataraxique, impassible vis-à-vis des valeurs à l'opposé des choix moraux ou politiques qu'il a choisis. Dans le cadre des controverses socio-scientifiques, une telle posture est surement une tâche ardue à accomplir, mais, dans la mise en œuvre de la recherche scientifique, si elle est consciemment poursuivie, elle est très vraisemblablement la posture la moins exposée au risque de se faire emporter par des aprioris éthiques ou politiques.

Des sciences impliquées : le génie génétique, la biologie de synthèse et l'ingénierie écologique

Dans le contexte des controverses socio-scientifiques, ou questions scientifiques socialement vives, certains domaines de recherche jouent et joueront un rôle de plus en plus important dans la génération de controverses, notamment ceux de la biologie de synthèse, de l'ingénierie écologique et du génie génétique – avec la question des organismes génétiquement modifiés (OGM). Ces domaines peuvent être définis de différentes façons selon des perspectives épistémologiques et déontologiques tout à fait diverses et parfois antinomiques.

Les OGM sont caractérisés par la modification stable d'une partie de leur matériel génétique à la suite de l'insertion de l'ADN d'autres organismes. Ils sont présentés comme une avancée technologique majeure dans les domaines thérapeutique, agroalimentaire, de la santé environnementale… La biologie de synthèse est un nouveau champ de la recherche des biotechnologies qui, par l'ingénierie de composantes biologiques – créées *de novo* ou déjà existantes –, construit des systèmes biologiques artificiels qui reproduisent certaines fonctions des systèmes naturels ou qui sont dotés de fonctions inexistantes dans la nature. Selon une définition minimaliste possible de l'ingénierie écologique, cette dernière manipule les différentes composantes environnementales afin de soutenir les équilibres et la régénération des systèmes écologiques dans une perspective de bien-être des populations humaines.

Ces trois domaines de recherche génèrent, de manière constitutive, des controverses socio-scientifiques et la confrontation de thèses scientifiques sous-jacentes se développe généralement selon deux pôles d'agrégation scientifico-politique antagonistes. Chacun de ces deux pôles est constitué par un noyau de professionnels, constitué par les scientifiques qui examinent un objet générant controverse et par une ceinture protectrice politico-médiatique qui soutient les thèses et les résultats de recherche de ce noyau. Les scientifiques peuvent adhérer, participer ou non aux activités du support politico-médiatique destiné à la communication des résultats scientifiques vers la société civile et les décideurs politiques[12].

12. Dans le contexte de la viabilité ou non des techniques et objectifs du génie génétique, parmi les protagonistes de cette confrontation à la fois scientifique et politico-

Pour les partisans et partisanes de ces nouvelles technologies (biologiques et environnementales), celles-ci représentent une avancée majeure pour le progrès scientifique. Ces personnes soutiennent que les OGM peuvent contribuer à soigner des maladies les plus diverses, à lutter contre des carences alimentaires, à diminuer l'usage de pesticides et herbicides, à produire des aliments « améliorés » pour la santé, à combattre la faim dans le monde… (Michaud *et al.*, 2005; European Commission, 2010; Huang *et al.*, 2002 : 678-684.). Ils et elles avancent que les nouvelles connaissances relatives aux OGM dans les domaines thérapeutique et alimentaire tendent à prouver l'absence de risque, ou l'existence de risques négligeables – pour la santé humaine et les équilibres des systèmes écologiques (Michaud *et al.*, 2005; Timms-Wilson, Lilley et Bailey, 1999; GM Science Review Panel, 2003; EFSA, 2004 : 1-18).

La biologie de synthèse, tout en trouvant ses fondements dans les techniques du génie génétique, a comme but la création de systèmes biologiques bien plus complexes. Elle synthétise des éléments de base de l'ADN, des génomes complets, des cellules ou, plus spécifiquement, crée des systèmes moléculaires artificiels capables d'accomplir des fonctions biologiques (European commission, 2006). Ses applications sont présentées comme un outil permettant d'affiner nos connaissances du vivant et un progrès technologique majeur dans les domaines de l'environnement, de la santé, de la science des matériaux et de l'agroalimentaire.

L'ingénierie écologique est valorisée pour ses potentialités d'intégration des dimensions à la fois écologiques et sociétales. Pour les adeptes de cette révolution technologique, l'objectif formellement poursuivi est celui de la prise en compte mutuelle des équilibres environnementaux et du bien-être des sociétés à travers la mise en place de technologies capables de restaurer, construire ou reconstruire des systèmes écologiques, ou des socio-

économique il y a naturellement les « Big 6 » sociétés leader dans les biotechnologies (BASF, Bayer, Dow Chemical Company, Pioneer Hi-Bred International [DuPont], Monsanto et Syngenta), leurs scientifiques et les scientifiques de la recherche publique qui peuvent être soutenus financièrement, aussi, par des fonds privés et peuvent soutenir des thèses et des résultats pro ou anti OGM. Autour de ce noyau producteur des connaissances biotechnologiques, la ceinture protectrice politico-médiatique est constituée par des organisations qui véhiculent l'information et font pression sur la société civile et les décisionnaires politiques (par exemple, des organisations pro OGM comme Biology Fortified Inc., AgBioWorld Foundation et EuropaBio et des organisations qui mettent en avant les risques potentiels, et avérés, des OGM comme Environmental Working Group, Friends of the Earth et Greenpeace).

écosystèmes, permettant l'intégration harmonieuse, et non perturbatrice des capacités régénératives des écosystèmes, des populations humaines (Mitsch dans Schulze, 1996 : 111-128).

Pour les adeptes d'un progrès scientifique qui trouve dans le « principe de précaution » la norme déontologique fondant toute recherche scientifique, ces technologies nouvelles impliquent des risques qui ne sont pas suffisamment connus et une marge d'incertitude telle qu'il n'est pas possible de les définir comme sûres dans l'état actuel des connaissances. Ces personnes font valoir que l'introduction de ces technologies dans les écosystèmes comporte des risques potentiels majeurs, qui ne peuvent pas être calculés avec exactitude, ainsi que des risques avérés pour la santé humaine et la conservation de la biodiversité au niveau planétaire. Dans cette perspective, toute introduction dans l'environnement d'OGM, de composantes ou de systèmes complexes synthétisés, ou bien toute expérience d'ingénierie écologique comportant la possibilité d'altération des équilibres populationnels, écosystémiques ou biosphériques, doivent être rigoureusement évaluées en tenant compte la santé des populations, les équilibres environnementaux et les droits de savoir et de choisir des populations qui auront à faire face aux effets indésirables potentiels de ces technologies (Ho *et al.*, 2003; FOE, CTA et ETC Group, 2012; Blandin dans Rey, Gosselin et Doré, 2014 : 29-42; Blouin dans Rey *et al.*, 2014 : 15-28).

La confrontation entre les thèses de ces deux pôles d'agrégation scientifico-politique suit des trajectoires comportementales bien définies. Invariablement, ceux qui soutiennent la viabilité des nouvelles technologies s'arrogent le droit de représenter la scientificité, tout court, tandis que ceux qui les opposent sont amalgamés avec ceux qui soutiennent des thèses non scientifiques ou avec des opposants du progrès scientifique sur la base d'un engagement, politique partisan, émotionnel et irrationnel[13] (Foucart, 2013; Venter, 2014). D'autre part, les personnes s'opposant aux effets possibles de

13. Précurseur prototypique de cette orientation politico-scientifique est l'Appel d'Heidelberg qui a été professé dans le cadre du Sommet de Rio en 1992 par des scientifiques qui s'opposaient à l'ampleur grandissante qui étaient en train de prendre les politiques de préservation des ressources naturelles et aux retombées qui aurait pu avoir « l'approche de précaution » prônée par la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. La plupart des scientifiques ayant signé cet appel se sont fait berner par la machine de propagande des multinationales de l'amiante et du tabac. Plus récemment, on peut trouver un positionnement politique similaire chez J.C. Venter avec sa dénonciation des critiques des biotechnologies qui sont assimilées à de prises de position irrationnelles.

ces technologies reprochent la non-impartialité, le manque de rigueur sinon la volonté de tromper, de mystifier des études conduites par les scientifiques directement, ou indirectement, subventionnés par les multinationales de l'agroalimentaire. D'autre part, ces opposants et opposantes sont critiques des études conduites par des scientifiques n'étant pas au service d'intérêts spécifiques, mais supportant une idéologie scientiste et prométhéenne ayant une foi aveugle dans la toute-puissance des sciences accompagnée par une sous-évaluation désinvolte des risques potentiels des nouvelles biotechnologies et de l'ingénierie écologique.

Pour les scientifiques, les historiens, historiennes et philosophes des sciences qui cherchent à garder leur intégrité morale et leur autonomie de jugement, se situer dans cet univers complexe de théories et de résultats contrastés et formes d'engagements diverses, n'est pas une tâche aisée[14]. Dans le cadre des controverses socio-scientifiques traitant des sujets où la science, l'éthique et la politique sont mêlées au plus haut point, la posture déontologique de l'impartialité engagée, ne négligeant pas les formes diverses d'engagement personnel (morale, politique), est très vraisemblablement la voie la plus prometteuse. Cette posture, explicitant les soubassements éthico-politiques intrinsèques à la recherche, donne, paradoxalement, les garanties les plus solides permettant de parvenir à une connaissance stabilisée et objective. Les controverses socio-scientifiques, sans la reconnaissance préalable de la non-validité de la dichotomie faits/valeurs, de l'inévitable existence des différentes formes d'engagement, conscientes ou inconscientes, et de la nécessité, donc, de la poursuite d'une posture d'impartialité engagée (véritable *via media*, ou si on veut, *minus malum* épistémologique et déontologique), risquent de se réduire à une confrontation politico-idéologique.

Si l'on ne reconnaît pas distinctement les spécificités épistémologiques et déontologiques propres aux sciences impliquées et aux questions qui sont objet de controverses socio-scientifiques, la partialité se substitue à l'impartialité et l'appel à l'objectivité se réduit à une *invocatio sanctorum*, à un vœu pieux. Les adversaires épistémiques auront recours à une utilisation instrumentale des données scientifiques, à la propagande et à d'autres

14. Voir à ce propos la proposition du renouvellement nécessaire de l'épistémologie et de l'idée traditionnelle des relations entre la science, les techniques, la politique et l'éthique, de Coutellec (2013).

« trucs » psychologiques ou rhétoriques (Feyerabend, 1979), ou ils créeront de véritables impostures scientifiques, attitudes comportementales n'ayant plus grand-chose à partager avec la recherche de l'objectivité et de la connaissance objective.

Références

Bergandi, Donato. 2014. « Environnement, éthique et politique : les limites d'une démocratie inaboutie et leurs conséquences néfastes sur la protection de la nature ». *Éthique publique* 16 (1) : 63-81.

Bergandi, Donato. 2013. « L'impartialité engagée : objectivité scientifique et engagement moral ». Dans *Les scientifiques doivent-ils être responsables? Fondements, enjeux et évolution normative.* Sous la direction de Christian Byk. Bordeaux : Les Études Hospitalières.

Blandin, Patrick. 2014. « Est-il juste de manipuler la nature? ». Dans *Ingénierie écologique : Action par et/ou le vivant?*, 29-42. Sous la direction d'Antoine Doré, Frédéric Gosselin et Freddy Rey. Versailles : Quae.

Blouin, Manuel. « Définir l'ingénierie écologique : quels enjeux? ». Dans Ingénierie *écologique : Action par et/ou le vivant?*, 15-28. Sous la direction d'Antoine Doré, Frédéric Gosselin et Freddy Rey. Versailles : Quae.

Carnap, Rudolph, Hahn Hans et Otto Neurath. 1985 [1929]. « La conception scientifique du monde : le Cercle de Vienne ». Dans *Manifeste du Cercle de Vienne et autres écrits*, 108-129. Sous la direction d'Antonia Soulez. Paris : PUF.

Comte, Auguste. 1868. « Principes de philosophie positive ». Paris : Baillière et Fils.

Comte, Auguste. 1830. « Avertissements ». Dans *Cours de philosophie* positive, Tome 1. Paris : Bachelier.

Coutellec, Léo. 2013. *De la démocratie dans les sciences. Épistémologie, éthique et pluralisme*. Paris : Éditions Matériologiques.

Dewey, John. 1993 [1938]. *Logique. La théorie de l'enquête.* Paris : PUF.

Elliott, John. 1973. « Neutrality, Rationality and the Role of the Teacher », *Journal of Philosophy of Education* 7 (1) : 39-65.

European Union. 2010. A *decade of EU-funded GMO research* (2001 – 2010). Luxembourg : Publications Office of the European Union.

European Commission. 2006. *Synbiology : An analysis of Synthetic Biology Research in Europe and North America.* Sous la direction de Christian Krassnig. Brussels : European Commission.

European Food Safety Authority (EFSA). 2004. « Opinion of the Scientific Panel on Genetically Modified Organisms on the use of antibiotic resistance genes as marker genes in genetically modified plants ». *The EFSA Journal* 48 : 1-18.

Feyerabend, Paul. 1979. *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance.* Traduit par Baudouin Jurdant et Agnès Schlumberger. Paris : Éditions du Seuil.

FOE (Friends of the earth), CTA (International Center for Technology Assessment) and ETC Group. 2012. *The Principles for the Oversight of Synthetic Biology.* Montréal : ETC Group.

Foucart, Stéphane. 2013. *La Fabrique du mensonge. Comment les industriels manipulent la science et nous mettent en danger*. Paris : Denoël.

Geymonat, Ludovico. 1971. « Il sorgere del positivismo in Francia : Auguste Comte ». Dans in *Storia del pensiero filosofico e scientifico*. Sous la direction de Ludovico Geymonat, Tome 4, 427-455. Milan : Garzanti.

GM Science Review Panel. 2003. *First Report : An Open Review of the Science Relevant to GM Crops and Food Based on Interests and Concerns of the Public.* Londres : GM Science Review Panel.

Hess, Diana. 2009. « Controversy in the classroom: The democratic power of discussion ». Londres : Routledge.

Huang, Jikun, Carl Pray et Scott Rozelle 2002. « Enhancing the crops to feed the poor », *Nature* 418 (6898) : 678-684.

Independant Science Panel. 2003. *The Case For a GM-Free Sustainable World.* Sous la direction de Ho Mae-Wan et Lim Li Ching. London : Institute of Science in Society & Third World Network.

Kelly, Thomas E. 1986. « Discussing Controversial Issues : Four Perspectives on the Teacher's Role ». *Theory and Research in Social Education* 14 (2) : 113-138.

Michaud, Dominique et collaborateurs. 2005. *Impact environnemental des cultures transgéniques cultivées au Québec*. Québec : Université Laval.

Mitsch, William J. 1996. « Ecological Engineering: A New Paradigm for Engineers and Ecologists », Dans *Engineering Within Ecological Constraints*, 111-128. Sous la direction de Paul Christian Schulze. Washington, D.C. : National Academy Press.

Nagel, Thomas. 1993. *Le point de vue de nulle part*. Traduit par Sonia Kronlund. Édition de l'Éclat, Paris.

Pearson, Karl. 1900. *The grammar of science* (deuxième édition). London : Adam and Charles Black.

Putnam, Hilary. 2004 [2002] . *Fait/Valeur : la fin d'un dogme et autres essais*. Traduit par Marjorie Caveribère et Jean-Pierre Cometti. Paris : Éditions de l'Éclat.

Russell, Bertrand. 2007 [1917]. « Présentation et notes ». Dans *Mysticisme et logique*. Traduit de l'anglais par Denis Vernant, 54. Paris : Vrin.

Sartre, Jean-Paul. 1948. *Qu'est-ce que la littérature?* Paris : Gallimard.

Schlick, Moritz. 1936. « Meaning and verification ». *The Philosophical Review* 45 (4) 1936 : 339-369.

Schools Council of Great Britain and Nuffield Foundation. 1970. *The Humanities Project : an Introduction*. London : Heinemann.

Timms-Wilson Tracey M., Andrew K. Lilley et Mark J. Bailey. 1999. A *Review of Gene Transfer from Genetically Modified Micro-organisms*. Report to UK Health and Safety Executive.

Venter, John Craig. 2014. *Le vivant sur mesure : de la double hélice à l'aube de la vie numérique*, Paris : Jean-Claude Lattès.

Weber, Max. 1995[1956]. *Économie et société*. Tome 1. Paris : Librairie Plon.

Weber, Max. 1992[1917]. « Essai sur le sens de la "neutralité axiologique dans les sciences sociologiques et économiques ». Dans *Essais sur la théorie de la science*, 368,369. Paris : Presses Pocket, Paris.

Weber, Max. 1963[1919]. *Le savant et le politique*. Paris : Union générale d'éditions.

Wittgenstein, Ludwig. 1998[1961]. « Investigations philosophiques ». Dans *Tractatus logico-philosophicus suivi de Investigations philosophiques*. Paris : Gallimard.

Wittgenstein, Ludwig. 2001. *Tractatus logico-philosophicus*. Traduit par Gilles Gaston Granger. Paris : Gallimard.

Pour citer :

Bergandi, Donato. 2019. « Les sciences impliquées. Entre objectivité épistémique et impartialité engagée ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre*? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 13, pp. 275-294. Québec : Éditions science et bien commun.

14. Neutralisation et engagement dans des controverses publiques

Approche comparative d'expertises scientifiques

ROBIN BIRGÉ ET GRÉGOIRE MOLINATTI

Note

Malgré les consignes du comité éditorial, nous n'avons pas adopté l'écriture épicène. Nous pensons pourtant partager une entente commune concernant le constat d'une société hétéropatriarcale, dont la visibilité dominante est attribuée au genre, ou plutôt au sexe, masculin. Nous n'avons malheureusement pas trouvé une nouvelle écriture qui nous convient et nous ne sommes pas convaincus par l'écriture qui viserait à rendre visibles équitablement les hommes et les femmes, car notre aspiration consiste à l'indifférenciation du genre dans un texte. Par « le chercheur », nous entendons la fonction de chercheur, et non un individu de sexe masculin. La forme neutre nous semble appauvrir la langue (remplacer « le chercheur » par « les chercheurs » ne signifie pas tout à fait la même généralité et ces nuances nous paraissent importantes à garder pour ne pas simplifier la langue), tandis que l'utilisation du doublet (« le chercheur et la chercheuse ») nous rappelle à chaque usage l'existence de genres/sexes différents alors que nous souhaitons l'indifférenciation.

Nous proposons dans ce chapitre une réflexion sur l'heuristique ouverte par le dépassement du modèle de neutralité des sciences en société. Trois enquêtes d'anthropologie de la connaissance dans un contexte français nous permettent d'interroger la responsabilité sociale de chercheurs en situation

de controverse qui se sont engagés dans la construction collective d'une expertise publicisée. Nous commençons par préciser nos partis pris épistémologiques. Nous proposons ensuite de mettre en perspective trois exemples récents d'expertises scientifiques collectives : la première concerne l'écotoxicologie d'organismes génétiquement modifiés agroalimentaires et se revendique comme neutre. La seconde, relative à l'exploration/exploitation par hydrofracturation des gaz de schistes, propose une forme de dépassement de la neutralité par un processus de neutralisation. Enfin la dernière, qui s'inscrit dans le cadre de la réforme du droit de la famille en France est revendiquée comme une expertise dite engagée.

L'affirmation d'une science ancrée dans un monde qu'elle participe à construire

Dans ce chapitre, nous assumons le parti pris épistémologique selon lequel la neutralité en sciences n'est pas tenable, dans le sens où même si nous pouvons voir une cohérence dans un modèle objectiviste de la science, il ne nous est pas enviable si nous défendons une discussion publique sans arguments d'autorité. Le dictionnaire du Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL) indique comme définition de la neutralité le « caractère, attitude d'une personne, d'une organisation, qui s'abstient de prendre parti dans un débat, une discussion, un conflit opposant des personnes, des thèses ou des positions divergentes » (CNRTL, 2017a). La neutralité en recherche est étroitement intriquée à la notion d'objectivité, entendue tantôt dans sa dimension ontologique, quand le monde extérieur, celui des « faits », est en dehors du sujet qui l'étudie; tantôt dans sa dimension épistémique, à savoir qu'une méthodologie scientifique permet de rendre ce réel accessible par la mise à distance, en dehors de soi, afin de l'étudier. L'objectivité du monde, ou son objectivation, permettrait au chercheur de ne juger qu'à l'aune de critères dits strictement « cognitifs ». Or, nous abordons nos travaux de recherche avec le postulat que cette neutralité du jugement, qui écarterait les valeurs dites « morales », est illusoire. Nous entendons ainsi qu'une recherche est finalisée, selon les intérêts singuliers des chercheurs. En un certain sens, toute recherche est construite, car elle élabore des connaissances selon un point de vue situé. Les défenseurs de la neutralité axiologique font la chasse aux biais cognitifs qui déformeraient l'objet de recherche; mais nous défendons que le biais forme l'objet, d'après sa définition

« point de vue sous lequel une chose se présente » (CNRTL, 2017b). Ce relativisme postule une chose : qu'il n'y a pas de monde tout fait, qu'il n'existe aucune vérité essentielle, universelle, extérieure au langage et aux croyances. La conséquence de l'absence de fondements absolus induit la difficulté de hiérarchiser les connaissances, sauf en fonction de nos besoins et de nos préférences. L'inverse du relativisme est bien l'absolutisme, la recherche de vérité absolue, universelle et fondée objectivement. Nous reprenons ainsi à notre compte un postulat pragmatiste qui considère qu'il n'y a pas de différence de « nature » ou fondamentale entre les discussions portant sur les faits et les discussions portant sur les valeurs. Ce sont bien les discussions argumentées sur les faits comme sur les valeurs qui fondent le débat public.

Dans nos sociétés contemporaines, les relations entre savoirs scientifiques et pouvoirs économiques et politiques sont marquées, depuis les années 1970-80, par des transformations majeures. Dominique Pestre (2003) caractérise ce régime de sciences en sociétés par les nouvelles pratiques de sciences qui, sur le modèle des bio-techno-nano-sciences, engagent les universités dans des logiques essentiellement marchandes en phase avec le nouvel ordre économique libéral. Les savoirs sont produits dans des logiques de court terme.

Ils sont aussi produits au sein de sociétés où s'affirme une omniprésence du risque. Dans une « société du risque » (Beck, 2001), la production et la distribution des risques (incertains, globaux et cumulatifs), hérités de la modernité, occupent une place centrale. En effet, nos sociétés en forte croissance font face à un développement technologique porteur de risques nucléaires, biotechnologiques, de dégradation de l'environnement, etc. La science étant à l'origine de ces maux, il ne peut plus s'agir de gérer un monde extérieur menaçant et incertain, déléguant cette mission à une élite savante, les « experts », supposément les seuls capables d'évaluer et de gérer ces risques; ce qui revient à reconnaître une « dissolution du monopole social de la science sur la vérité » (Beck, 2001: 366).

Face d'une part à la demande massive de sécurité et d'autre part à la crainte de perte de légitimité des États et des institutions, l'appel à l'expertise reste très important, autant que la contestation de celle-ci; ce mouvement paradoxal est en quelque sorte un fil conducteur des études de sciences qui travaillent à comprendre les liens entre recherche scientifique et décision politique.

En Occident, l'émergence d'une méfiance généralisée envers les sciences date des années 1960-70. Cette méfiance est impulsée d'une part par le mouvement critique de la raison instrumentale formulée par l'École de Francfort, mais également par le mouvement (d'auto)critique des sciences et de contestation des choix, des pratiques scientifiques et du progrès technique (Quet, 2009). Le mouvement critique des sciences s'accompagne d'une critique de l'expertise en tant qu'instrumentalisation politique du discours scientifique par le pouvoir : les experts faisant partie intégrante des pouvoirs en place, on dénonce une forme d'autoritarisme de l'expertise, voire de confiscation du pouvoir.

Le contexte global de l'expertise en démocratie étant posé, il s'agit désormais d'aborder un paradoxe ancien, mais qui demeure pertinent à travailler dans le contexte renouvelé des controverses socioscientifiques publiques. La position épistémique dominante au sein de la communauté scientifique peut être qualifiée de *réaliste*, à savoir qu'il existe en soi un monde extérieur à la pensée, qu'une connaissance objective et neutre de ce monde est possible, ce qui permettrait un progrès social. Par ailleurs, les exigences de la démocratie, comme organisation de gouvernance en vue de construire un monde commun par l'accord du peuple, présupposent que chaque voix individuelle, chaque point de vue singulier est à considérer selon une éthique égalitaire. C'est ainsi que le statut de l'expert scientifique en démocratie est paradoxal. En effet, si nous définissons l'expert dans un sens strict, comme un scientifique qui doit répondre à une question définie par le politique pour laquelle, en contexte de controverse, les données scientifiques accessibles ne permettent pas de conclure, alors il lui faut proposer une réponse à la question qui lui est posée. C'est ainsi qu'il est choisi sur la base de sa présupposée compétence, car on présuppose qu'il a un accès privilégié au réel. Ce choix suggère que la parole de l'expert est plus intéressante, plus pertinente qu'une parole non experte, ce qui va à l'encontre du postulat démocratique.

Face à la critique de l'expertise, il y a généralement deux craintes, deux spectres (dans le sens « d'apparition effrayante ») de réponses envisageables. D'un côté le renforcement de la légitimité traditionnelle de l'expertise est sous-tendu par une épistémologie réaliste, et donc la peur de la confiscation du pouvoir qui en découle (par exemple, le fait de privilégier l'avis d'un spécialiste plutôt que celui d'un non-spécialiste). De l'autre côté altérer les frontières entre science et non-science, relativiser le pouvoir de la « grande

science » pourrait conduire à une forme de nihilisme, à savoir la perte de la hiérarchie des valeurs (notamment de la distinction entre connaissance et croyance) et la perte de la potentialité de fonder une connaissance pertinente nécessaire à une transformation sociale du monde (par exemple, une société « ultralibérale » où tous les avis seraient équivalents, où chaque communauté de pensée vivrait selon ses propres règles, les unes à côté des autres).

Mais comment les scientifiques en situation d'expertise autour de controverses publiques envisagent-ils ces paradoxes? Dans quelle mesure proposent-ils un dépassement du statut paradoxal de l'expert en démocratie? Pour préciser ce que nous pensons du rapport qu'entretiennent les chercheurs à l'expertise, leurs manières d'appréhender leur responsabilité sociale, nous nous appuyons sur trois enquêtes d'anthropologie de la connaissance. Plus précisément, nous empruntons notre approche à l'anthropologie de la communication, qui articule des objets hétérogènes tels que des discours médiatiques de chercheurs ou à leurs propos, des discours issus d'entretiens que nous avons menés, des pratiques de communication, et des discours circulants dans des sphères supposément cloisonnées (« scientifiques », « médiatiques », « sociales »). Il s'agit dans les trois cas de sujets d'expertise vivement controversés dans l'espace social en France. Ces expertises sont collectives, c'est-à-dire construites à plusieurs chercheurs, rendues publiques (ce que nous appelons « publicisation »), et leur communication a été prise en charge directement par les chercheurs ou par leurs institutions. À chaque fois, les chercheurs se positionnent, dans leur mode de fonctionnement, sur la neutralité, soit en l'acceptant comme telle sans réellement la réinterroger, soit en se « débarrassant » en quelque sorte de la « neutralité axiologique » du chercheur individuel. Dans ce dernier cas, nous verrons que deux options différentes permettent aux chercheurs de dépasser l'horizon inatteignable, ou plutôt non-enviable, bien que souvent prôné, de la neutralité.

Avant de proposer une compréhension des postures d'expertise, nous pensons nécessaire, en cohérence avec les partis pris épistémologiques exposés ci-dessus, d'expliciter nos positions relatives aux controverses envisagées.

Déclarations d'intérêts

Notre intérêt n'est pas, en premier lieu, d'être partie prenante dans les controverses étudiées. Cela dit, notre positionnement est un « biais » tel que nous l'avons défini, c'est-à-dire dans notre façon de construire notre objet de recherche et non pas dans l'accès fantasmé à des faits bruts d'observation. Les deux auteurs sont contre la légalisation des organismes transgéniques à des finalités directes ou indirectes d'alimentation, mais également opposés à l'exploitation des gaz de schiste. Mais nous considérons surtout que la focalisation sur ces techniques et leurs risques environnementaux et sanitaires permet l'illusion de pouvoir faire l'économie d'une discussion politique sur des questions vis-à-vis desquelles nous nous exprimons pour des réductions globales des consommations, un développement de techniques agroécologiques et des énergies renouvelables. Nous sommes par ailleurs tous les deux favorables à la légalisation de la procréation médicalement assistée pour tous. Le premier auteur est favorable à la gestation pour autrui (sa position ayant changé avec l'enquête) alors que le second y est plutôt opposé, du fait des risques d'instrumentalisation/marchandisation du corps qui peuvent se poser. Mais ne nous méprenons pas sur les accords ou désaccords « de surface ». Une position technique, voir technicienne (pour ou contre quelque chose), ne suffit pas selon nous à « faire société », et c'est en cela que nous nous entendons : sur l'intérêt d'un débat public argumenté orienté sur le sens à donner aux choix. L'intérêt porté sur la discussion « dit » peut-être plus sur notre « biais » que notre position réciproque sur les objets de la controverse. Les déclarations d'intérêts ne prenant en compte que des liens financiers ne nous semblent pas forcément apporter quelque chose à la compréhension de notre propos, telle que nous aurions pu le formuler trop simplement ainsi : « Nous déclarons n'avoir reçu aucun financement privé pour mener à bien nos recherches. Au moment de l'enquête, l'un des directeurs de thèse[1] de l'un de nous est partie prenante de l'expertise collective étudiée concernant l'exploration/exploitation des gaz de schiste. »

1. Cette enquête fait partie de la thèse de l'un des auteurs, Robin Birgé, soutenue en janvier 2018, dont le travail consiste à travailler ce paradoxe de l'expertise en démocratie (« la tragédie de l'expert »), en prenant ses distances avec une « anthropologie de la connaissance » transformée en « sociologie dramaturgique ».

Une expertise neutre… dans la tradition du Grand Partage

« Oui, les OGM sont des poisons! », titre là une de l'hebdomadaire généraliste du *Nouvel Observateur* du 20 septembre 2012 (Malaurie, 2012). Grosses lettres capitales noires bordées de blanc, sur fond d'un gros plan d'épis de maïs jaune, introduit par une phrase qui précise le sujet, en lettres capitales blanches sur bandeau rouge : « les révélations d'une étude de scientifiques français ». On apprend dans cet article de presse que la revue américaine de renommée internationale *Food and Chemical Toxicology* a publié, la veille, une étude coordonnée par le professeur Séralini. Le laboratoire qui a mené l'étude est une institution singulière, dans le sens où elle est fondée en 1999 par un politique écologiste, Corinne Lepage, le médiatique et écologiste pharmacien Jean-Marie Pelt, ainsi que le biologiste moléculaire Gilles-Éric Séralini. L'écotoxicologie est la discipline qui allie écologie scientifique et toxicologie, notamment par l'étude des effets d'agents polluants sur les écosystèmes. Il s'agit ici de mettre en doute l'innocuité de la consommation d'un maïs transgénique produit par la firme Monsanto, interdit à la culture en Europe, mais importé comme nourriture notamment pour le bétail. L'étude se base sur un protocole mené sur 200 rats, dont une partie ont ingéré pendant deux ans des croquettes à base de semences dudit maïs, traités ou non avec du Roundup, ou alimentés avec de l'eau contenant de faibles doses de cet herbicide produit également par Monsanto. Au bout d'un an d'expérimentation, les résultats concluent à l'apparition significativement plus importante de pathologies et de tumeurs chez les rats nourris avec maïs transgénique comparés à des rats témoins.

Le dossier du *Nouvel Observateur*, notamment à l'aide de l'évocation de l'imaginaire du scientifique incarné sur des photos de chercheurs en blouses blanches et de rats avec des tumeurs, a été produit dans le cadre d'un embargo médiatique, à notre connaissance sans précédent, réservé à quelques journalistes seulement. Deux éléments de communication sont d'ailleurs concomitants à cette médiatisation de l'étude scientifique. Lepage (2012) publie un livre deux jours après la publication de Séralini, intitulé *La vérité sur les OGM, c'est notre affaire*, qui s'appuie sur ladite étude pour faire pression sur les politiques afin de demander des études de longue durée sur les organismes génétiquement modifiés. Mais ce n'est pas tout, puisque Séralini (2012) lui-même publie un livre le 26 septembre intitulé *Tous Cobayes!*, associé à un documentaire du même nom réalisé par Jean-Paul Jaud (2012) sorti la

même semaine, et relatant l'histoire de l'expérimentation. Dans les pages du même magazine, on apprend également un paradoxe assumé par les auteurs de l'étude. Le but politique de cette étude est de pousser les politiques à financer des études à long terme d'écotoxicologie en changeant les normes européennes de contrôle d'autorisation de mise sur le marché. Séralini critique notamment les études à court terme, de surcroît quand elles sont sujettes à des conflits d'intérêts, à savoir quand elles sont menées ou financées par des groupes de l'industrie agroalimentaire ayant des intérêts économiques à l'autorisation de mise sur le marché des produits transgéniques.

Les auteurs de l'étude se sont donc tournés vers un acteur un peu inattendu : la grande distribution. Selon Séralini, suite aux scandales sanitaires des années 1990 comme la vache folle, les mesures gouvernementales rendant responsables de la qualité des produits les distributeurs autant que les producteurs, ont poussé la grande distribution à se pencher sur la sécurité sanitaire de leurs produits, dont Gérard Mulliez, le fondateur d'un des plus gros distributeurs au monde, Auchan. D'où le financement à hauteur de plus de trois millions d'euros, et dans le secret, de l'étude de Séralini via le Comité de Recherche et d'Information Indépendantes sur le Génie gÉNétique (CRIIGEN) par plusieurs acteurs de la grande distribution, via l'association CERES et la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (et dans une moindre mesure des fonds publics). Si Séralini se défend de tout conflit d'intérêts, à l'instar de ceux qu'il dénonce dans l'industrie agroalimentaire, pour la raison que c'est le CRIIGEN qui a reçu l'argent, une interface autonome qui a pu rendre possible cette étude, il s'avère que l'argent reste celui de la grande distribution. La rhétorique de Séralini insistera par la suite sur le besoin de financement massif d'études écotoxicologiques à long terme, instrumentalisant ainsi son étude scientifique pour une visée politique. On apprend également sur le site de *L'Obs* (Cousseau, 2012) que la (ultra) médiatisation de l'étude, orchestrée par Séralini lui-même, est « aussi une obligation demandée par les financeurs de l'étude ».

Dans la foulée de la médiatisation de la publication scientifique, la controverse est réactivée de manière explosive dans l'espace public. De nombreux chercheurs font rapidement part de leur expertise dans les médias, adoptant une temporalité argumentative médiatique sans commune mesure avec la temporalité des études scientifiques (Piron et Varin, 2014). Il s'agit pour eux de se positionner dans la presse généraliste sur des arguments

scientifiques, sur la médiatisation de l'étude, ou encore sur d'éventuels conflits d'intérêts en jeu. Concernant le débat scientifique, les critiques principales portent sur la faiblesse statistique de l'échantillon, la pertinence du choix de la souche de rats, le manque de données sur certains points, la longueur de l'étude, l'échantillonnage trop petit. Mais comme l'argumentent Piron et Varin (2014), c'est certainement la pratique anormale d'un jeu se positionnant sur plusieurs champs, médiatico-politique et scientifique, perturbant ainsi le « cadre normatif dominant », qui serait à l'origine de la virulence de la controverse. Et en effet, Séralini et son équipe ont bien publié dans une revue à comité de relecture, et ainsi acquis un gain de scientificité correspondant au cadre normatif de la science, mais ils ont également orchestré leur stratégie de communication dans la sphère sociale extrascientifique à visée explicitement politique[2], court-circuitant le temps de la relecture et des réponses au sein de la communauté scientifique, brouillant ainsi les frontières sciences-sociétés et jouant de ce Grand Partage sans pour autant remettre en cause le postulat de neutralité.

Dans ce contexte, les ministres de la Santé, de l'Environnement et de l'Agriculture saisissent l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation et du Haut Conseil aux Biotechnologies (HCB), pour une expertise de la publication. Les deux expertises concluent à un manque de scientificité de la publication et au rejet de ses conclusions. La mission du HCB (s.d.a) est d'« éclairer de manière indépendante le gouvernement sur toutes questions intéressant les OGM ou toute autre biotechnologie ». Cet éclairage s'opère par le biais de deux structures : le comité scientifique, qui « évalue les risques des biotechnologies pour l'environnement et la santé publique » (HCB, s.d.b), et le comité économique, éthique et social qui « se prononce sur les aspects économiques, sociaux et éthiques des biotechnologies et de leurs applications ». Ce partage en deux domaines de compétence traduit en soit une épistémologie du Grand Partage avec d'un côté l'éthique et de l'autre l'expertise scientifique. La signification que nous accordons à cette organisation correspond à une volonté de « protéger », de « sanctuariser » l'expertise scientifique dans sa « tour de neutralité ».

2. Nous n'entendons pas ici qu'une visée scientifique n'est pas politique, mais que les stratégies de communications mises en œuvre sont au service d'une efficacité politique

Parmi les expertises collectives spontanées, nous nous sommes intéressés à celle publiée par six académies scientifiques. Le texte discrédite la publication de Séralini, et disqualifie sa communication publique :

> deux responsabilités apparaissent clairement. D'une part celle de la revue qui, nous l'avons dit, n'aurait jamais dû accepter cet article, ce qui est grave, car l'expertise de l'article par les revues tient lieu d'évaluation initiale par les pairs. La seconde responsabilité est celle de G. E. Séralini d'avoir orchestré à l'avance une surmédiatisation à partir de résultats contestables n'apportant aucun commencement de preuve.

Le communiqué se poursuit ainsi par des recommandations, des « premières leçons » à tirer pour une éthique de l'encadrement institutionnel de la communication de résultats scientifiques. La neutralité comme norme de bonne conduite scientifique est prônée, mais également incarnée dans la forme du communiqué, dans ce choix de ne pas signer nommément. Les académies des sciences donnent à voir non seulement une volonté d'absence de jugement moral sur les objets normaux des sciences expérimentales (ici, l'écotoxicologie d'un maïs transgénique), mais aussi que cette amoralité s'applique également au sujet de la production de normes éthiques sur la circulation des discours du savoir produit (cette amoralité est relayée par certains sous la dénomination « jugements cognitifs »). Cette expertise communique ainsi un savoir unique, totalement désincarné de tout sujet, tout en bénéficiant de l'aura qu'apporte la construction collective et l'institution à laquelle elle appartient, les Académies. La légitimité du rapport communiqué semble maximale, d'autant plus que le processus de construction, le nom des auteurs et leur accès semblent verrouillés. Nous retenons de cette enquête avant tout la difficulté de rencontrer des membres des Académies. De nombreuses prises de contact sont restées sans suite, d'autres refusèrent des entretiens, certains acceptèrent, mais sans possibilité d'enregistrement, tandis que d'autres se sont rétractés, car le sujet était trop « brûlant ». Cette déresponsabilisation des auteurs, prise dans une idéologie de Grand Partage, nous semble cohérente mais autoritaire dans l'édiction de règles universelles, non pas au nom des rédacteurs de l'expertise, ni même au nom des institutions, mais au nom de « La Science ». Dans la mesure où les conditions de production du discours ne sont pas discutables, il nous semble que la portée pour le débat social est faible. Notons que cette expertise a donné lieu à une pétition signée par 140 scientifiques en forme de réponse à l'académie

des sciences. Les signataires y critiquent le processus de communication de l'expertise des académies qui parlent au nom d'une communauté sans pour autant en avoir la légitimité représentative. Les méthodes sont critiquées, mais ce qui semble commun à la majorité des protagonistes – dont ces signataires, les académiciens de l'expertise, les membres du HCB impliqués dans l'expertise et Séralini lui-même – réside dans l'affirmation d'une science neutre et indépendante.

L'invocation explicite ou implicite de la neutralité, convoquée à tour de rôle par les acteurs de la controverse, porte en elle l'autorité critiquée par les études de sciences dites constructivistes, et place le débat (ou la lutte) sur le terrain de la légitimité : qui est le plus neutre de tous? Nous ne rentrerons pas dans les détails, mais toute la controverse va porter sur cette querelle de légitimité. Les institutions n'auront de cesse de délégitimer l'étude de Séralini, notamment par son caractère « engagé ». L'article sera même retiré en novembre 2013 en prétextant non pas fraude ou erreur, mais que les données de l'étude ne permettaient pas de conclure, pour finalement être publié à nouveau dans le journal *Environmental Sciences Europe* (Séralini *et al.*, 2014). Plus généralement, les efforts de Séralini et des cosignataires de son étude vont avoir une portée politique certaine puisque des fonds publics seront débloqués pour des recherches écotoxicologiques à long terme.

La neutralisation collective des points de vue individuels

La seconde enquête concerne la controverse née de l'octroi de permis d'exploration/exploitation des gaz de schistes par hydrofracturation dans le sud de la France. Courant 2010, une opposition sociale explosive s'est exprimée, de nombreux collectifs s'étant alors constitués de manière à faire entendre leur opposition à une technique jugée polluante pour l'environnement. Dans ce cadre, des membres de deux laboratoires de géosciences du sud de la France s'autosaisissent pour faire valoir leur expertise dans l'espace public (Molinatti et Simmoneau, 2015). Initialement, ce sont les chercheurs favorables à cette exploitation, la plupart spécialistes de la géologie des réserves d'hydrocarbures, dont certains même ont des projets de recherche avec des entreprises d'exploitation des ressources, qui ont décidé de communiquer publiquement leur expertise face à ce qu'ils considèrent être une opposition publique irrationnelle. La motivation de ces chercheurs à communiquer leur expertise relève de ce qui a pu être qualifié par ailleurs

de *deficit model* (Irwin et Wynne, 1996), au sens où la contestation publique est mise sur le compte d'un déficit de connaissances des citoyens critiques quant aux risques réels d'une innovation technoscientifique. Cependant, des chercheurs plus sensibles aux risques environnementaux décident ensuite de rentrer dans le processus d'expertise communiquée publiquement : conscients, pour certains d'entre eux, au niveau individuel, de potentiels conflits d'intérêt et du mirage de neutralité dans l'expertise d'une controverse environnementale. Ce faisant, les chercheurs ont collectivement procédé à l'effacement des points de vue individuels. Pour autant, ils n'ont ni discuté collectivement de leur parti pris méthodologiques ni d'ailleurs publicisé ce choix. Nous qualifions ces choix individuels de *neutralisation*. Finalement, aucun acteur de ce terrain n'est neutre, chaque acteur possède un point de vue, un biais, et ce sont ces avis divergents qu'ils vont collectivement neutraliser. Dès lors, il s'agit moins de confronter que de contre-balancer les avis des uns et des autres. Neutraliser, c'est bien selon le CNRTL (2017c) tenir quelque chose « en dehors d'un conflit », « s'empêcher réciproquement d'agir ». Les chercheurs se sont donc mis en conflit en interne, pendant la construction de leur expertise collective, afin d'effacer ce conflit dans l'expertise rendue et dans sa communication publique. Ces points de vue divergents, ces « biais », sont au minimum les suivants : les biais liés à la spécialisation du chercheur, à son domaine de recherche (ainsi certains chercheurs avancent que faire le choix de travailler sur le risque environnemental constitue déjà une forme d'engagement politique); les points de vue sur la controverse (et on retrouve au niveau individuel la posture du désengagement réaliste, jusqu'à la figure du militant qui s'assume comme tel); et finalement les biais liés aux potentiels conflits d'intérêts sous-jacents au sein du laboratoire.

Le principe collectif de neutralisation, sa méthode et son éthique ne sont par ailleurs pas explicités dans la communication publique. En effet, les divergences sont évacuées du principal support de communication issu de discussions collectives qui, dans son esthétique, c'est-à-dire le rapport du fond et de la forme, donne à voir une posture de neutralité à l'image de son titre : *« Gaz de schiste » : les questions qui se posent. Contribution au débat sur l'exploration pétrolière dans le sud de la France*. Il s'agit de véhiculer un imaginaire scientifique : donner des informations, certifiées selon des normes scientifiques, validées par les pairs, avec, dans les communications, des supports et des temps de paroles équilibrés (sur les contextes économiques/

ressources/risques; géologie/technique/risques). Pour autant, tel qu'ils l'expriment en entretiens, certains chercheurs sont tout à fait conscients de la non-neutralité de leur participation au processus d'expertise.

Des porte-paroles sont désignés pour porter le rapport d'expertise. Le porte-parole est à entendre dans le sens représentation/représentativité (la représentation symbolique d'une parole dans une autre/et la représentativité au sens statistique, voire de la délégation politique), concepts qui, par les chaînes de traduction qu'ils supposent d'un acteur à l'autre, véhiculent déjà en eux leur limite ou leur critique, à savoir la trahison : « traduire, c'est trahir »! Interrogé à ce sujet, l'un des porte-paroles fait part de son malaise : il a peur de trahir la pensée de ses collègues, notamment en ce qui concerne les discours sur les risques. Plus généralement, les experts sont en grande majorité déçus de la construction finale, l'expertise se voulant collectivement « sans point de vue », la neutralisation fait qu'aucun expert ne se retrouve vraiment dans l'expertise finale.

Pour conclure quant aux apports de cette enquête vis-à-vis de la problématique des paradoxes vécus de l'expertise, nous pensons qu'en l'absence de points de vue explicitement présentés comme tels, l'instrumentalisation par le pouvoir politique de l'expertise est potentiellement maximale. Nous pensons également que l'heuristique ouverte par le processus de neutralisation pour le débat public est faible, pour deux raisons. Premièrement, la légitimation de l'expertise par le collectif (ce qui est issu d'une confrontation commune fait toujours plus « scientifique ») se dissout dans la neutralisation en effaçant les points de vue singuliers. Deuxièmement, nous pensons qu'une controverse socioscientifique est par définition un débat mélangeant des points de vue singuliers autour d'une question, et l'absence de réflexivité communiquée et partagée publiquement ne permet pas l'enrichissement d'une « discussion », dans la mesure où la discussion publique a besoin de confronter des discours situés, tant individuellement que collectivement. En revanche, pour les chercheurs eux-mêmes cette expérience d'expertise collective constitue à l'évidence un espace de réflexivité important quant au paradoxe de leur statut.

L'heuristique de l'engagement

La troisième enquête concerne une proposition de réforme du droit de la famille en 2013. En France, les débats précédant l'adoption du « mariage pour tous » – la loi qui a permis l'ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe – ont donné lieu à de vives contestations sociales. Dans un premier temps, le président français François Hollande ainsi que son gouvernement avaient pour objectif d'étendre notamment la procréation médicalement assistée aux couples de lesbiennes. Pour ce faire, la ministre de la Famille commandite un rapport d'expertise à un sociologue de la famille. La particularité du positionnement épistémique de ce sociologue, de renommé scientifique, médiatique et politique, réside dans la défense d'une « expertise engagée ». Selon lui, un spécialiste est mandaté à la fois pour proposer une analyse scientifique, établir un diagnostic et s'engager sur des propositions pour l'action. Il est donc question « d'argumenter clairement une option possible parmi d'autres. C'est pourquoi ce modèle suppose la pluralité des expertises » (Théry, 2005). Cette définition de l'expertise engagée implique un statut particulier pour l'expert : il n'est pas neutre, mais il n'existe pas non plus de point de vue unique, vrai, car il s'agit d'un point de vue particulier, d'une option argumentée parmi d'autres. Le propos de l'expert n'est pas à entendre comme une directive, mais comme un conseil produit avec une lecture du monde particulière, un horizon politique. Dans le cas de l'expertise sur la loi famille, l'horizon politique est, par exemple, la défense de l'ouverture de la procréation médicalement assistée aux couples de lesbiennes.

Le premier niveau d'engagement de cette expertise se situe au niveau de la composition d'un groupe d'experts que le sociologue président du groupe met en place. C'est lui seul qui définit les personnes compétentes pour répondre à une question donnée. Il va, entre autres, sélectionner une vingtaine d'experts en fonction de leur légitimité scientifique et de leurs opinions politiques (les représentations des chercheurs sont diversifiées, mais ils partagent un socle de valeurs communes).

Le deuxième niveau d'engagement se situe au niveau de la communication publique du rapport d'expertise. Cette publicisation va être utilisée à des fins d'efficacité politique. En effet, durant le processus d'expertise, devant la pression sociale hostile au mariage pour tous et à la loi famille, le politique change d'avis et d'intentions, et déprogramme des priorités politiques l'ouverture de la procréation médicalement assistée pour les couples du

même sexe. Le gouvernement recule, mais le processus d'expertise ayant été lancé, le ministère de la Famille souhaite que cette expertise ne soit plus rendue publique. La situation ressemble alors à une négociation entre deux parties, avec d'un côté le gouvernement qui, par peur d'être décrédibilisé, conçoit le rapport d'expertise comme une directive, et ne souhaite plus que le rapport qui prône l'ouverture de la procréation médicalement assistée soit rendu public; de l'autre côté, le président du groupe d'expertise, qui souhaite une évolution de la loi et veut donc que le rapport soit rendu public pour ne pas perdre la face dans les négociations avec le gouvernement. La stratégie mise en place est celle du secret, à savoir préserver le contenu du rapport de toute fuite dans la presse, car toute fuite signifierait l'arrêt des négociations avec le gouvernement, qui le prendrait comme une trahison (une sortie publique du rapport sans son autorisation). N'ayant aucune confiance en la possibilité que le rapport ne fuite pas au sein d'un groupe de vingt chercheurs, le président centralise tous les éléments produits par l'expertise, toute la connaissance produite collectivement en petits groupes, sans faire part de la totalité à l'ensemble de ses collègues. On est alors dans une situation où les membres d'un collectif d'experts construisent une connaissance, apportent leur contribution sur un document auquel ils n'ont pas accès dans son intégralité.

Finalement, le président du groupe d'expertise arrive à ses fins : il optimise sa situation dans un rapport de force, dans un bras de fer avec le gouvernement, et décide de publier le rapport et d'en faire sa promotion. Ainsi, la centralisation de la communication permet une maximisation de la légitimité de l'expertise dans un but d'efficacité de l'action, dans une optique d'action pratique – dans ce cas, le changement de la loi. Mais le corollaire de la maximisation de la légitimité est une dose d'autoritarisme vis-à-vis du collectif (un autoritarisme à relativiser, car la responsabilité du rapport et de son contenu est avant tout endossé par le président et son rapporteur).

Ainsi, l'expertise s'est affranchie d'une instrumentalisation politique et, en assumant un point de vue engagé et argumenté, contribue selon nous à enrichir le débat public, au sens où cette expertise, parce qu'elle explicite les valeurs et les faits qu'elle mobilise, voire les relations entre constructions de savoirs et revendication d'opinions, ouvre l'espace de la discussion publique.

Perspectives

Dans le cas d'une expertise collective, ce sont les tensions entre les individus au sein du collectif qui peuvent, par le processus même d'exposition publique, ébranler la légitimité de l'expertise. Et c'est bien l'intérêt d'enquêter sur des expertises collectives que de donner à voir des processus de légitimation de l'expertise.

Lors d'expertises institutionnelles, comme c'est le cas de l'Académie des sciences américaine par exemple, laquelle verrouille entièrement la communication (Hilgartner, 2009), ou encore du Haut Conseil des Biotechnologies ou des Académies des sciences, la neutralité et la légitimité de la construction collective sont préservées par une publicisation sans divergences (même si la neutralité effective et les processus d'expertises sont sources de controverses publiques). Dans le cas de l'expertise par les Académies, la logique est poussée jusqu'à son paroxysme. En ne nommant pas les signataires de l'expertise collective, leur propos concernent en partie la défense de la neutralité, les rédacteurs de l'avis l'esthétisent de manière cohérente dans leur publicisation en effaçant les sujets, livrant – montrant – une réflexion objective sans biais. Pour reprendre les termes de Bruno Latour, ce n'est même plus l'institution qui parle de la nature (ou, dans notre cas, d'épistémologie), mais c'est la nature qui parle d'elle-même, et cette autorité communicationnelle permet sans aucun doute une action politique efficace.

D'un autre côté, le processus de neutralisation des points de vue, visant à faire disparaître les points de désaccord, nivelle le propos; on enlève les aspérités, on égalise par effacement des désaccords. Pour autant, nous pensons que cette posture d'expertise érode l'heuristique d'enrichissement du débat public, et que les tensions internes ébranlent la légitimité de l'expertise une fois communiquée.

Nous argumentons dans le dernier cas d'étude comment les contraintes d'efficacité pragmatique (l'horizon prescriptif du changement de la loi) amènent un groupe d'experts à centraliser la publicisation. Nous ne cachons pas la sympathie que nous avons pour une recherche engagée. Mais notre enquête nous invite à poser la question suivante : l'expertise collective engagée n'est-elle pas vouée à ce que la responsabilité de l'expertise et de sa communication soit endossée par un petit nombre de personnes ? Il semble en effet probable, ou du moins pertinent, de postuler que la dispersion de la publicisation fragiliserait la légitimité de l'expertise, montrant en effet une

pluralité de points de vue sur une expertise sensée être unique. Notre posture constructiviste, brièvement exposée en introduction, nous amène à penser que la construction collective de connaissances rendues publiques, ici une expertise, ne doit pas cacher cette idée que l'interprétation de la connaissance diffère d'un individu-chercheur à l'autre. C'est aussi ce à quoi renvoient les interrogations de certains porte-paroles des expertises collectives. Loin d'abandonner une visée critique de l'autoritarisme de l'expertise scientifique, nous soutenons une perspective constructiviste revendiquée qui postule l'indissociabilité de la fin et des moyens, afin que l'horizon politique de la recherche scientifique réside avant tout dans la stimulation du débat public.

Par conséquent, nous pensons que, par souci de cohérence, abandonner la neutralité et la neutralisation devrait peut-être amener à abandonner l'optique d'efficacité politique, et faire le choix d'assumer que le savoir est bien construit collectivement dans la discussion, mais qu'il s'incarne en même temps dans une multitude de cosmologies de chercheurs-individus communiquant de manière singulière l'expertise collective.

Références

Académies des Sciences. 2012. « Avis des Académies nationales d'Agriculture, de Médecine, de Pharmacie, de Sciences, des Technologies, et Vétérinaire sur la publication récente de G.E. Séralini et al. sur la toxicité d'un OGM ». http://www.academie-sciences.fr/pdf/rapport/avis1012.pdf.

Beck, Ulrich. 2001. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Aubier.

Birgé Robin. 2018. *La tragédie de l'expert. Ou "Langagement en science-friction" comme réponse à la déconstruction de l'autoritarisme et du relativisme de l'expertise scientifique par la sociologie dramaturgique*. Thèse de doctorat, Université de Montpellier.

CNRTL (Centre national de recherche textuelle et linguistique). 2017a. s.v. « Neutralité ». http://www.cnrtl.fr/lexicographie/neutralit%C3%A9.

CNRTL. 2017b. s.v. « Biais ». http://www.cnrtl.fr/definition/biais.

CNRTL. 2017c. s.v. « Neutraliser ». http://www.cnrtl.fr/lexicographie/neutraliser.

Cousseau, Cédric. 2012. « OGM : deux ans de secret pour réussir l'étude ». *Le Nouvel Observateur*, 21 septembre 2012. https://www.nouvelobs.com/sante/ogm-le-scandale/20120921.OBS3199/ogm-deux-ans-de-secret-pour-reussir-l-etude.html

Haut conseil des biotechnologies (HCB). s.d.a. « Missions ». http://www.hautconseildesbiotechnologies.fr/fr/article/missions

Haut conseil des biotechnologies (HBC). s.d.b. « Actions européennes et internationales ». http://www.hautconseildesbiotechnologies.fr/fr/article/actions-europeennes-internationales

Hilgartner, Stephen. 2009. *Science on stage : expert advice as public drama*. Stanford : Stanford University Press.

Irwin Alan et Brian Wynne. 1996. *Misunderstanding science? The public reconstruction of science and technology*. Cambridge : Cambridge University Press.

Lepage, Corinne. 2012. *La vérité sur les OGM, c'est notre affaire*. Paris : Charles Léopold Meyer.

Malaurie, Guillaume. « Oui, les OGM sont des poisons! ». *Le Nouvel Observateur*, 20 septembre 2012. https://www.nouvelobs.com/sante/ogm-le-scandale/20120918.OBS2686/exclusif-oui-les-ogm-sont-des-poisons.html

Molinatti, Grégoire et Lionel Simonneau. 2015. « A Socioenvironmental Shale Gas Controversy: Scientists' Public Communications, Social Responsibility and Collective versus Individual Positions ». *Science Communication* 37 (2) : 190-216.

Pestre, Dominique. 2003. *Science, argent et politique. Un essai d'interprétation*. Paris : Quæ.

Piron, Florence et Thibaut Varin. 2014. « L'affaire Séralini et la confiance dans l'ordre normatif dominant de la science». *Implications philosophiques*. http://www.implications-philosophiques.org/actualite/une/laffaire-seralini-12/

Quet, Mathieu. 2009. *Politiques du Savoir : Une approche communicationnelle des rapports entre sciences, technologies et participation en France* (1968-1983). Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, EHESS.

Séralini, Gilles-Éric, Emilie Clair, Robin Mesnage, Steeve Gress, Nicolas Defarge, Manuela Malatesta, Didier Hennequin et Joël Spiroux de Vendômois. 2014.« Republished study: long-term toxicity of a Roundup herbicide and a Roundup-tolerant genetically modified maize ». *Environmental Sciences Europe* 26 : 14

Séralini, Gilles-Éric. 2012. *Tous cobayes!: OGM, pesticides, produits chimiques*. Paris : Flammarion.

Théry, Irène. 2005. « Expertises de service, de consensus, d'engagement : essai de typologie de la mission d'expertise en sciences sociales ». *Droit et société* 60 (2) : 311-327.
https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe1-2005-2-page-311.htm

Tous cobayes! 2012. Réalisé par Jean-Paul Jaud. France : Productions J+B Séquences, DVD.

Pour citer :

Birgé, Robin et Grégoire Molinatti. 2019. « Neutralisation et engagement dans des controverses publiques. Approche comparative d'expertises scientifiques ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre*? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 14, pp. 295-314. Québec : Éditions science et bien commun.

15. Non-neutralité sans relativisme?

Le rôle de la rationalité évaluative

MATHIEU GUILLERMIN

Dans ce chapitre, je vais explorer la question des liens entre rationalité ou objectivité scientifique et neutralité, à partir des travaux philosophiques de Hilary Putnam. L'association entre objectivité et neutralité est quasiment automatique. Pour être objective, une démarche scientifique se doit d'être indépendante de toute valeur « contextuelle » (sociale, morale ou éthique), de tout engagement normatif ou de tout biais subjectif individuel (Reiss et Sprenger, 2017). La conception reçue de la science – « la conception objectiviste de la science » (Baghramian, 2014) – intègre une telle approche de l'objectivité comme neutralité. Ce modèle dominant de la science reprend la « conception reçue de la structure des théories scientifiques » (Suppe, 2000). Le vocabulaire théorique que les constructions scientifiques abritent est défini à partir du vocabulaire observationnel au moyen de règles de correspondance. On retrouve ainsi la dichotomie analytique – synthétique chère aux positivistes ou empiristes logiques, selon laquelle les théories scientifiques doivent être construites exclusivement à partir d'énoncés analytiques, démontrables par un raisonnement *a priori*, et d'énoncés synthétiques, vérifiables *a posteriori* sur la base d'observations empiriques. D'après la conception reçue de la science, la méthode scientifique ne mobilise donc que les composantes épistémologiquement privilégiées que sont les faits observables validant des énoncés synthétiques, et la logique ou les mathématiques fournissant des énoncés analytiques. À partir du test expérimental des énoncés observationnels que l'on en déduit (logiquement ou mathématiquement), une théorie scientifique peut être réfutée, confirmée ou corroborée. Ainsi, la méthode scientifique est considérée comme neutre et objective puisque s'appuyant exclusivement sur l'observation empirique et les outils de la logique. Bien que les processus conduisant aux découvertes scientifiques puissent dépendre de spécificités contextuelles (valeurs sociales, morales ou éthiques, biais subjectifs), la justification des connaissances produites est quant à elle neutre, ne reposant que sur la logique et les données empiriques (distinction radicale entre le contexte de découverte et le contexte de justification; Ladyman, 2002 : 74-77).

Cette conception reçue de la science est pourtant loin de faire l'unanimité. Parmi ses critiques, on compte notamment les membres du courant post-positiviste en philosophie des sciences dont Kuhn est l'un des plus célèbres des représentantes et représentants (Kuhn, 1996). On peut aussi citer Feyerabend ou Hanson, Polanyi et Toulmin (Feyerabend, 1993; Sankey et Hoyningen-Huene, 2001). À partir d'une étude historique de l'évolution des sciences, Kuhn introduit les notions de paradigme, d'incommensurabilité et de révolution scientifique qui remettent radicalement en question la compréhension de l'objectivité ou de la rationalité scientifique comme neutralité. Pour Kuhn, les disciplines scientifiques qui sont parvenues à maturité mobilisent de manière irréductible des paradigmes (abritant différentes visions du monde, différents systèmes de catégories ainsi que différentes pratiques instrumentales et méthodologiques) qui sont susceptibles d'évoluer au gré des contingences contextuelles, en particulier historiques. Ces paradigmes sont à la base des processus d'élaboration et de justification des théories scientifiques. À l'occasion des épisodes de révolution scientifique – tels que, par exemple, le remplacement de la théorie phlogistique par la chimie de Lavoisier – un basculement s'opère, non seulement entre théories scientifiques successives, mais plus largement entre paradigmes (Kuhn, 1996 : 42, 97-98 et 148). Lorsque des scientifiques s'appuient sur des paradigmes divergents, des phénomènes d'incommensurabilité émergent (Oberheim et Hoyningen-Huene, 2013). Ces scientifiques ne sont plus en situation de trancher de manière neutre et consensuelle entre les théories en compétition (science extraordinaire). C'est seulement en phase de science normale, c'est-à-dire sur la base d'un paradigme partagé, que l'adoption et la justification des théories peuvent se faire de manière non équivoque. Pour autant, la neutralité de la conception reçue n'est pas restaurée puisque les paradigmes eux-mêmes peuvent changer d'un contexte à un autre.

Les thèses de Kuhn sont souvent considérées comme problématiques car menaçant l'objectivité ou la rationalité scientifique et pouvant conduire au relativisme. Cette lecture des idées de Kuhn est renforcée par l'émergence, à leur suite, de courants controversés – tels que le programme fort en sociologie de la connaissance scientifique, le constructivisme social ou le post-modernisme – qui s'approprient les notions de paradigme et d'incommensurabilité (Baghramian, 2014). La reconnaissance du rôle, au sein des processus de justification des théories, de *valeurs* épistémiques telles que la simplicité ou le pouvoir explicatif est un des points qui conduisent

Kuhn dans ces territoires délicats (Kuhn, 1996 : 176-187; 1977 : 320-339; 1990). Il convient de signaler que l'implication de ce type de valeurs dites épistémiques ou cognitives est communément considérée comme n'ayant que des conséquences bénignes, contrairement aux valeurs contextuelles ou non cognitives (valeurs morales, personnelles, sociales, politiques ou culturelles) dont l'influence est considérablement plus problématique (Reiss et Sprenger, 2017 : section 3.1). Pourtant, Kuhn ne se limite pas à pointer le rôle des valeurs épistémiques, il montre aussi que les valeurs que l'on privilégie et la manière dont on les interprète peuvent varier d'un contexte à un autre et peuvent rentrer en conflit. En outre, Kuhn remet aussi en question la neutralité des faits expérimentaux en pointant l'impact des révolutions scientifiques sur les expériences perceptives et sur la manière dont on les décrit. C'est la fameuse thèse du changement de monde (Kuhn, 1996 : chapitre 10).

Avec la critique de la neutralité de la méthode scientifique, une question particulièrement intéressante fait surface, celle de la possibilité de reconnaitre une certaine dose de non-neutralité sans saper la rationalité scientifique et sans basculer dans une forme de relativisme. C'est précisément cette question que je vais explorer ici, à partir des travaux philosophiques de Putnam. Dans la section suivante, je m'appuierai sur ses réflexions afin de poser un diagnostic à propos de la non-neutralité et à propos des éléments qui la rendent potentiellement problématique. Ensuite, je mobiliserai les thèses pragmatistes de Putnam concernant la rationalité (scientifique, mais aussi évaluative) pour montrer qu'il est possible de combiner reconnaissance de la non-neutralité et objectivité de la démarche scientifique. Ceci m'amènera à proposer une approche spécifique de l'objectivité ou de la rationalité des investigations scientifiques.

Non-neutralité de la rationalité scientifique avec Putnam

Le travail philosophique d'Hilary Putnam est extrêmement ample et couvre de nombreux sujets allant de la philosophie des mathématiques et de la logique à la philosophie morale ou l'éthique. Ces contributions les plus célèbres portent sur la théorie de la référence et la question du réalisme (Putnam, 1996[1975]; 1981). L'exploration que mène Putnam de la question de la neutralité de la rationalité (scientifique) est initialement étroitement liée à ces réflexions sur le réalisme. Elle contribue même au basculement qu'il opère entre réalisme métaphysique et réalisme interne (de coloration kantienne).

Bien que ce basculement soit largement amendé par la suite (avec la période du réalisme du sens commun; Putnam, 1999), Putnam maintient et approfondit ses analyses à propos de la neutralité de la science (Putnam, 2002a; 2004).

En résonance avec les thèses de Kuhn, les réflexions de Putnam mettent aussi en évidence l'indispensabilité des spécificités et valeurs contextuelles au sein de la rationalité scientifique (y compris, et même surtout, au niveau de la justification et de l'acceptation des théories). En effet, Putnam soutient que la conception reçue de la méthode scientifique, impartialement basée seulement sur les faits empiriques et les mathématiques ou la logique, n'est pas suffisante pour comprendre la manière dont les théories scientifiques sont adoptées et justifiées (Putnam, 1981 : en particulier chapitres 6, 8 et 9). L'idée que les faits empiriques et la logique ou les mathématiques sont suffisants pour justifier l'adoption des théories ne résiste pas à l'analyse du phénomène de sous-détermination empirique des théories scientifiques (Stanford, 2013). En effet, pour toute théorie empiriquement adéquate, il est toujours possible de bâtir une théorie empiriquement équivalente en se basant sur des options ontologiques ou sur des schémas causaux différents. De nombreuses théories totalement exotiques pourraient (devraient) alors être admises ou considérées comme autant valables que d'autres. Bien entendu, nous considérons qu'il n'est pas rationnel d'admettre toutes ces théories. Mais cela ne peut être défendu sur la seule base des faits empiriques et de la logique ou des mathématiques. La méthode scientifique elle-même mobilise des éléments irréductibles aux seuls faits observables et à la logique ou aux mathématiques (Putnam, 1982 : 11). Comme Kuhn, Putnam indique que des valeurs ou principes épistémiques (par exemple la simplicité, la cohérence interne ou la consistance externe) sont épistémologiquement indispensables (Putnam, 1981 : 195; 1982 : 6-7). Mais il pousse la réflexion plus loin. L'analyse que Putnam propose des conséquences de cette irréductibilité des valeurs et principes épistémiques est particulièrement pertinente pour notre réflexion sur la neutralité de la science.

Pour Putnam, l'indispensabilité des valeurs et principes épistémiques signifie que la méthode scientifique intègre une composante évaluative impossible à éliminer. Premièrement, les valeurs épistémiques que nous déployons sont contingentes. Elles pourraient être différentes. Nous privilégions des théories simples et cohérentes, mais nous pourrions aussi préférer des propositions basées sur un argument d'autorité ou des conclusions qui sont agréables à la raison. Si nous suivons les premiers

critères plutôt que les seconds, c'est que nous avons posé un *choix*, c'est que nous avons jugé que les premiers étaient plus souhaitables que les seconds pour guider nos investigations scientifiques (Putnam, 1981 : chapitre 6; 1982; 2002a : 32-33). Deuxièmement, même en l'absence d'alternative ou de conflit entre principes épistémiques, cette composante évaluative demeure. Comme le montre Putnam, un principe épistémique est déjà en lui-même porteur d'une charge évaluative, car il est censé guider une action (Putnam, 1981 : 210; 1982 : 7). En effet, des termes comme « simple » ou « logiquement cohérent » ne décrivent pas de manière neutre une caractéristique possédée ou non par une théorie. Ils incluent aussi l'idée qu'une théorie *doit* être simple et logiquement cohérente pour être rationnellement acceptable (il est bon, ou désirable, de suivre de tels principes épistémiques). Putnam considère que « simple » ou « cohérent » sont des termes « épais », comme le sont « cruel », « inconsidéré » ou « courageux » (Putnam, 1981 : 138; 1990 : 166; 2002a : 26 et 35-36). Ces termes intègrent une composante évaluative irréductible, qui ne peut être désenchevêtrée du contenu descriptif. Cela s'applique même au contenu de la conception reçue : prétendre que l'investigation scientifique *doit* se faire à partir des seuls faits empiriques et de la logique ou des mathématiques revient à émettre un jugement évaluatif affirmant qu'il est souhaitable de suivre les principes d'adéquation empirique et de cohérence logique. Ce jugement vient implicitement avec la méthode scientifique et est indispensable. En somme, les valeurs ou principes épistémiques sont admis en réponse à des jugements évaluatifs reflétant notre foi en leur légitimité.

L'irréductibilité de cette composante évaluative se révèle aussi dans d'autres compartiments de la méthode scientifique. En particulier, les faits empiriques auxquels sont confrontées les théories scientifiques ne constituent pas un sol aussi neutre qu'il pourrait sembler au premier abord. En préliminaire, on peut noter que les faits empiriques accessibles peuvent varier d'un contexte à un autre. Ainsi, les faits accessibles pour guider une enquête sur telle ou telle maladie ne sont pas les mêmes avant et après l'invention du microscope. En outre, les faits expérimentaux sont de moins en moins des données perceptives directes. Ils résultent de plus en plus souvent de dispositifs et procédures élaborés comportant leurs propres contingences. Que l'on songe par exemple aux expériences de physique subatomique mobilisant des accélérateurs à particules. Néanmoins, nous pouvons avec Putnam insister sur un aspect plus radical de la non-neutralité des faits empiriques. En effet, Putnam approfondit la thèse du changement de monde ou « *world-change thesis* » de Kuhn, qui inclut l'idée d'une dépendance des

faits empiriques à l'égard des ressources conceptuelles disponibles (Kuhn, 1996 : chapitre 10). D'après Putnam, notre accès aux faits empiriques ne se fait pas au moyen d'une perception brute. Au contraire, les théories scientifiques sont confrontées à des rapports d'observation établis par « aperception ». La confrontation empirique des théories scientifiques ne peut donc se passer de schèmes conceptuels (Putnam, 2012[2011]a : 84-90; 2013b, 353-354). Et les schèmes conceptuels dont dispose un investigateur pour apercevoir et formuler les faits empiriques peuvent varier d'un contexte à un autre. Par exemple, la personne pour qui l'étoile du matin et l'étoile du soir sont deux astres différents ne disposera pas des mêmes faits empiriques que les scientifiques qui reconnaissent dans ces deux objets la même planète Vénus. Il est intéressant de noter que cette thèse de la dépendance des faits empiriques aux schèmes conceptuels mobilisés pour les apercevoir et les décrire ne vient pas nécessairement avec celle de la dépendance des entités du réel à ces mêmes schèmes conceptuels. Dans la période du réalisme interne, Putnam défend une position d'inspiration kantienne qui inclut une telle influence conceptuelle sur le monde et les objets qu'il contient (Putnam, 1981). Avec le basculement vers le réalisme du sens commun, Putnam rejette cette influence et reconnait l'existence d'une réalité indépendante. Néanmoins, l'accès perceptif à cette réalité indépendante demeure, quant à lui, irrémédiablement conceptualisé (Putnam, 1999). Cette dernière remarque n'enlève toutefois rien au point central discuté ici. La thèse de la dépendance des faits empiriques aux schèmes conceptuels implique en effet que les faits empiriques ne sont pas neutres. Leur saisie (ou leur formulation) s'appuie nécessairement sur des schèmes conceptuels qui sont contingents et dont on peut légitimement réclamer une évaluation de la validité.

À partir des constats évoqués dans les deux paragraphes précédents, Putnam rejette la conception du processus d'admission des théories scientifiques comme le déploiement mécanique et neutre d'un algorithme ou d'un ensemble de règles. Pour lui, l'admission rationnelle d'une théorie scientifique doit au contraire se comprendre comme un jugement évaluant le caractère raisonnable de cette théorie en tant qu'elle possède telle ou telle valeur épistémique ou qu'elle satisfait à tel ou tel principe méthodologique (Putnam, 2002a : 31-33; 2004 : 67-70). De manière très globale, Putnam affirme ainsi que l'ensemble de notre quête rationnelle de connaissance est « guidée par notre idée du bien » ou « notre idée de l'épanouissement humain » (Putnam, 1981 : chapitres 6 et 9; 1982). On ne peut pas comprendre le fonctionnement de la première sans ultimement (au moins en arrière-plan)

faire appel aux secondes : nous considérons qu'il est *bon* d'accepter une théorie présentant telle ou telle caractéristique. Comme le dit Putnam, cette quête est « une activité humaine intentionnelle, qui, comme toute activité qui s'élève au-dessus de l'habitude et de la simple soumission à nos inclinaisons et nos obsessions, est guidée par notre idée du bien » (Putnam, 1981 : 137). De cette idée dérive l'autorité que nous conférons aux jugements par lesquels nous acceptons les théories scientifiques, et aux principes et valeurs épistémiques qui les sous-tendent. En cela, Putnam prend la suite des pragmatistes classiques, tels que Peirce, James, Dewey et Mead, et affirme que valeurs et normativité « sont essentielles à la pratique de la science elle-même » et « infusent l'ensemble de l'expérience » (Putnam, 2002a : 30).

Le diagnostic que permet de faire Putnam constitue donc une opposition de principe, de portée très générale, à l'idéal de neutralité de la science par rapport aux valeurs (« *value-free ideal* »; Reiss et Sprenger, 2017 : section 3.1). On ne peut comprendre le fonctionnement de la science si l'on exclut l'idée de bien. Pour autant, Putnam ne défend pas une influence directe des valeurs contextuelles sur nos choix épistémiques. Il nous indique plutôt que la science n'est pas neutre, car ses processus intègrent de manière irréductible de nombreuses prises de décision qui demandent à être évaluées (choix en termes de valeurs ou de principes épistémiques, définition des designs expérimentaux, adoption de cadres conceptuels spécifiques pour apercevoir et formuler les faits empiriques…). Putnam s'oppose donc à la manière dont l'objectivité est comprise au sein de la conception reçue de la science. Mais alors, si l'on veut désamorcer les menaces du relativisme ou de l'irrationalisme à propos de la science, on se doit de proposer une conception alternative de l'objectivité scientifique. Pour ce faire, il est utile de passer par une étape intermédiaire. Il nous faut en effet comprendre pourquoi la reconnaissance de l'irréductibilité d'une dimension évaluative au sein de nos procédures rationnelles tend à conduire au relativisme ou à l'irrationalisme. Dans cette perspective, Putnam permet d'explorer une piste particulièrement intéressante.

En effet, je viens de montrer que, avec Putnam, l'admission d'une théorie peut se comprendre comme un jugement qui s'appuie sur de nombreuses évaluations à propos de différents engagements normatifs. Ainsi, la question du relativisme ou de l'irrationalisme à propos de la science ne se pose que dans la mesure où l'on met en question la possibilité de la rationalité ou de l'objectivité des évaluations. Le diagnostic que j'ai posé avec Putnam à propos

de la non-neutralité de la méthode scientifique ne devient problématique que si on rejette la possibilité d'une rationalité évaluative. Sur cette question de la possibilité d'une rationalité évaluative, les contributions de Putnam sont cruciales. Putnam pointe en effet, l'influence de la dichotomie faits/valeurs, une hypothèse très répandue qui prend son origine au sein des travaux du philosophe empiriste David Hume. Selon cette dichotomie, une distinction radicale doit être posée entre les faits – le domaine de ce qui est – et tout ce qui n'est pas de l'ordre des faits – notamment le royaume du devoir être et des valeurs. D'après Putnam, la dichotomie faits/valeurs tire une grande partie de sa crédibilité de l'idée communément admise selon laquelle nos organes sensoriels permettent la détection des faits, mais non des valeurs (Putnam, 2002a : 102). Ainsi, les faits se voient conférer un avantage épistémique considérable par rapport aux valeurs : les faits peuvent parfois être attestés empiriquement. Cette vertu épistémique est déniée aux valeurs. Au moins certains faits (les faits observables) peuvent être objectivement étudiés et représentés à partir de ce qui est accessible empiriquement, à travers les organes sensoriels (en cela réside le cœur de l'empirisme). Cette possibilité d'étude rationnelle et objective est déniée aux valeurs et aux questions évaluatives, c'est-à-dire aux interrogations portant sur le devoir être. Dans sa version la plus radicale, cette conclusion rejoint une forme de vérificationnisme stipulant que, puisqu'ils ne peuvent être connectés à des conséquences factuelles observables, les énoncés évaluatifs sont non cognitifs, incapable de vérité ou de fausseté (Laudan, 1996 : 14).

Il est intéressant de remarquer que la conception reçue de la méthode scientifique prend ses racines dans la dichotomie faits/valeurs et la logique empiriste qui la sous-tend (Putnam, 2002b : 19, en particulier note 17). L'établissement objectif et rationnel des faits observables à partir de nos organes sensoriels est prolongé par les mathématiques et la logique afin de bâtir des représentations objectives des faits non observables. On voit donc tout le rôle que joue la dichotomie faits/valeurs dans la conception reçue de la méthode scientifique, en conférant un statut épistémique spécifique aux faits observables. De plus, en stipulant que les valeurs échappent à toute possibilité d'observation, la dichotomie implique très clairement que la méthode scientifique (selon la conception reçue) ne peut s'appliquer aux évaluations et à la discussion des questions évaluatives. Ainsi, la dichotomie faits/valeurs conduit, a minima, à penser que l'étude des questions évaluatives ne peut être pourvue que d'une rationalité amoindrie par rapport à celle guidant l'étude des faits. Elle conduit à admettre que l'on ne peut atteindre l'objectivité à propos

des questions de devoir être. En l'état, l'obstacle généré par la dichotomie faits/valeurs n'est pas réellement problématique (il reste encore possible d'imaginer la possibilité de l'étude rationnelle des valeurs et des fins en coexistence avec la méthode scientifique se concentrant sur les faits). Néanmoins, en vertu du privilège épistémique qu'elle confère aux faits, la dichotomie faits/valeurs suggère fortement l'idée selon laquelle la méthode scientifique, telle que présentée dans la conception reçue, épuise toute forme de rationalité digne de ce nom. Avec ce pas supplémentaire, la méthode scientifique considérée comme neutre devient aussi le canon universel de la rationalité. Il devient alors impossible de penser une authentique rationalité évaluative. Dichotomie faits/valeurs et universalisation de la méthode scientifique conduisent à ce que Putnam nomme la « conception instrumentaliste de la rationalité » qui stipule que seuls l'étude des faits, et l'établissement conséquent de moyens en vue d'atteindre des fins particulières, peuvent être rationnels. La discussion sur les fins, ou sur ce qui doit être, échappe quant à elle à tout processus rationnel (Putnam, 1981 : 173, 181-182).

En somme, pour fournir une alternative à la conception de l'objectivité comme neutralité qu'intègre la conception reçue de la méthode scientifique, il semble nécessaire de dépasser la dichotomie faits/valeurs et la conception réductrice de la rationalité qu'elle encourage.

Critique de la dichotomie faits/valeurs et rationalité évaluative

Un des aspects les plus fascinants de la période du réalisme interne de Putnam est la critique de la dichotomie faits/valeurs (et de la conception réductrice de la rationalité qui lui est associée), qu'il commence alors à proposer (Putnam, 1981) et qu'il continuera à développer par la suite (Putnam, 2002a). Deux éléments particulièrement marquants de cette critique peuvent être rappelés ici. Tout d'abord, Putnam nous indique, à travers sa discussion des termes « épais » comme « brave », « simple », « cohérent » ou « inconsidéré », qu'une dichotomie radicale entre faits et valeurs est illusoire. De tels termes réfèrent à des faits qui peuvent être décrits. Par exemple, sera dit brave une personne ayant risqué sa vie pour en secourir une autre. Mais Putnam montre que la signification de ces termes ne peut pas être épuisée par cette composante uniquement factuelle. Cette dernière est intimement enchevêtrée avec une composante évaluative – il est bon ou souhaitable d'être

brave – qui n'est ni « détachable » ni réductible à des faits (Putnam, 2002a : 34-38 et 61-62; 2004 : 74; 2012[2011]b : 292-298). À moins d'être prêt à dénier toute rationalité ou objectivité à des affirmations contenant de tels termes épais (à moins, dans une version plus radicale, d'être prêt à soutenir qu'un énoncé contenant ce type de termes ne peut pas être vrai ou faux), il faut admettre que ces concepts « épais » constituent des contre-exemples à la dichotomie faits/valeurs. Avec ce raisonnement, Putnam fournit donc une première raison pour mettre en doute cette dichotomie.

Deuxièmement, Putnam utilise les conséquences de la dichotomie faits/valeurs sur la rationalité scientifique pour remettre en question la légitimité de cette dichotomie (Putnam, 1981 : 105-113). Si, à partir de la dichotomie faits/valeurs, on dénie toute rationalité ou objectivité à l'étude des questions évaluatives (ou, de manière encore plus radicale, si on considère que les énoncés évaluatifs sont non-cognitifs), alors l'investigation scientifique elle-même, en tant qu'elle mobilise une composante évaluative irréductible, perd toute prétention à la rationalité et à l'objectivité. En effet, nous avons vu que l'admission de théories scientifiques passe par de nombreuses évaluations. Si ces dernières ne sont pas capables de vérité ou de fausseté, ou même seulement s'il est impossible de poursuivre rationnellement et objectivement l'investigation de ces questions, l'adoption de théories scientifiques ne peut plus être un processus rationnel et objectif. En outre, si la méthode scientifique de la conception reçue est érigée en canon épuisant toute forme de rationalité, nous sommes conduits à l'affirmation autocontradictoire que ce canon de rationalité est lui-même irrationnel. Bien entendu, Putnam n'utilise pas ce type de réflexions pour défendre un relativisme plus ou moins généralisé stipulant que l'établissement des faits et les investigations scientifiques ne peuvent être rationnels. Au contraire, il soutient que cette analyse des conséquences de la dichotomie faits/valeurs vis-à-vis de la méthode scientifique constitue un argument transcendantal à l'encontre de cette dichotomie et de la réduction de la rationalité qu'elle suggère. Dans le même mouvement, cette analyse est aussi un argument transcendantal en faveur de la possibilité de rationalité et d'objectivité au sein des investigations évaluatives. La possibilité d'une rationalité évaluative est conçue par Putnam comme une condition de possibilité de l'investigation scientifique à propos des faits. La nécessité de préserver la rationalité de l'investigation scientifique impose donc de rejeter la dichotomie faits/valeurs et de proposer une conception plus large de la rationalité.

Ainsi, plutôt que de partir du principe qu'évaluation et rationalité ou objectivité sont incompatibles, pour ensuite discuter de la rationalité et de l'objectivité de la méthode scientifique sous l'angle de la neutralité par rapport aux évaluations, Putnam renverse le questionnement. Si les notions de rationalité et d'objectivité doivent avoir un sens, alors elles s'appliquent très certainement à la méthode scientifique. La méthode scientifique fait partie des meilleures instances d'objectivité et de rationalité dont nous disposons, là n'est pas l'enjeu. Si ce point n'est plus en débat, alors la possibilité d'une rationalité évaluative ne l'est plus non plus. Le véritable enjeu est donc non pas d'établir cette possibilité, mais bien plutôt de décrire la forme que peut prendre une investigation rationnelle évaluative. Avec Putnam nous pouvons élucider les contours d'une approche plus large de la rationalité, qui ne se restreint pas aux questions descriptives ou factuelles, mais qui fait aussi une place aux thématiques évaluatives. Cette approche, d'inspiration pragmatiste, s'appuie sur une prescription très générale : l'étude de la rationalité et des enquêtes rationnelles doit se faire à partir des pratiques d'investigations existantes. De façon générale, on qualifiera d'enquête ou d'investigation rationnelle les processus cherchant à établir, avec rationalité ou objectivité, des énoncés ou des discours *vrais*. Mais dans l'approche de Putnam, l'idée qu'aussi bien la vérité que la rationalité (c'est-à-dire la manière dont la vérité peut être poursuivie rationnellement et objectivement) puissent (ou même doivent) n'avoir qu'un unique visage est radicalement rejetée (Putnam, 1994[1987]; 2002b; 2004). Au contraire, l'aspect de la vérité et la manière dont elle doit être poursuivie ne peuvent être élucidés que de l'intérieur des diverses pratiques d'enquêtes situées dans leur contexte propre. On voit donc déjà que ce type d'approche d'inspiration pragmatiste ouvre la possibilité de reconnaitre et de valoriser les spécificités des enquêtes évaluatives (par exemple à propos de questions morales ou éthiques, mais aussi concernant les évaluations mobilisées dans les processus d'adoption de théories scientifiques), sans tenter de les réduire à celles des investigations factuelles ou descriptives.

Ces grandes lignes directrices étant posées, il est possible de plonger dans une exposition plus détaillée. Tout d'abord, Putnam ne nie pas que certaines grandes caractéristiques puissent être largement généralisées à de nombreux types d'enquêtes rationnelles. En premier lieu, bien que le visage de la vérité puisse varier en fonction de la situation, certains traits demeurent largement transcontextuels. Pour Putnam, quels que soient le contexte et le type d'investigation qui s'y déroule, la vérité doit toujours être conçue

comme non épistémique : elle ne se réduit pas aux, et n'est pas définie par, les méthodes ou procédures nous guidant dans l'élaboration et l'admission rationnelles des énoncés ou théories (Künne, 2002 : 155-157; Putnam, 2012[2011]a : 77; 2013a : 221). Cela signifie notamment que certains énoncés peuvent être vrais sans pour autant être inclus dans les discours que nous acceptons rationnellement, notamment en suivant les principes et valeurs épistémiques que nous jugeons souhaitables. En dernière analyse, la vérité conçue comme non épistémique s'avère intimement associée à un des principes centraux du pragmatisme : le faillibilisme (Putnam, 1981 : 55; 2008b : 387; Bernstein, 2005 : 251). Selon le faillibilisme, même nos meilleures théories ou conclusions rationnelles (même nos théories ou conclusions idéalisées) peuvent être erronées. La vérité ne peut jamais être identifiée et réduite aux résultats de nos jugements d'acceptation rationnelle de théories.

En marge de ce caractère non épistémique général, le visage de la vérité peut néanmoins changer en fonction du type d'enquête. Cette variabilité permet de sécuriser une marge de manœuvre salutaire pour penser la possibilité de la vérité dans les domaines évaluatifs. En particulier, Putnam nous enjoint à prendre nos distances avec la tendance très répandue consistant à systématiquement penser la vérité comme correspondance. Cela revient, pour lui, à une généralisation illégitime du visage que la vérité prend dans les enquêtes descriptives (Putnam, 2008a : 108-109; 2008b : 381). En particulier, Putnam considère que cette tendance conduit à concevoir la vérité des jugements évaluatifs au moyen d'une inflation ontologique inadmissible – en supposant, par exemple, l'existence d'une « forme du bien » ou d'entités supranaturelles associées aux valeurs et constituant les réalisateurs de vérité des affirmations évaluatives. Cela étant dit, Putnam s'oppose tout aussi radicalement aux approches relativistes qui ramènent la vérité des jugements évaluatifs à de simples critères effectivement admis dans des contextes précis. Il rejette aussi toute conception déflationniste réduisant la vérité des jugements évaluatifs à celle d'énoncés descriptifs ou factuels, portant par exemple sur la maximisation de l'utilité (Putnam, 2004 : 15-32). Il est intéressant de noter que Putnam ne propose pas de conception pleinement élucidée de la vérité évaluative. Peut-être sommes-nous encore trop prisonniers de notre tendance à généraliser les formes de l'enquête descriptive à toute investigation. Ce que Putnam énonce clairement, c'est que ce visage de la vérité évaluative ne peut être découvert qu'en se plongeant dans les pratiques et spécificités des enquêtes évaluatives (des enquêtes éthiques par exemple, ou, dans notre cas, des enquêtes visant à établir la

légitimité des engagements normatifs émaillant les différentes formes d'investigations scientifiques). Une base de départ intéressante pourrait être de tenter de comprendre ce que peut signifier la vérité d'énoncés qui nous semblent indubitables comme « le meurtre est mauvais » ou comme « il est préférable de suivre les principes épistémiques d'économie conceptuelle et de cohérence interne plutôt que de s'appuyer sur des arguments d'autorité ».

Comme dans le cas de la vérité, Putnam considère que les visages que prennent l'objectivité et la rationalité (autrement dit, les formes que prennent les processus visant à poursuivre la vérité avec objectivité et rationalité) sont nécessairement fonction des types d'investigation. Dans tous les cas, les investigateurs ou les investigatrices devront porter un jugement (évaluatif) sur les énoncés, discours ou théories qu'ils ou elles ont élaborés pour déterminer si ces productions sont acceptables rationnellement ou objectivement. Mais les éléments qui vont guider un tel jugement peuvent varier. Ce que veut dire être objectif ou rationnel doit donc être élucidé au cas par cas, en fonction des pratiques d'investigations déployées au sein de contextes particuliers (Putnam, 1994 : 172; 2012[2010]). Ainsi, l'enquête évaluative n'a pas à être *a priori* exclue du domaine de la rationalité et de l'objectivité. En particulier, elle n'a pas nécessairement besoin de se couler dans le moule des investigations portant sur les faits (tel que forgé au sein de la conception reçue). Pour Putnam, rien n'empêche les investigations évaluatives (notamment éthiques ou morales) d'être pleinement rationnelles ou objectives (Putnam, 2002a : 33; 2012[2004] : 112).

En premier lieu, Putnam nous indique qu'une investigation peut déjà mériter le qualificatif de rationnelle si elle est guidée par de grands principes indiquant comment nous devons penser et raisonner (Putnam 2004 : partie 2, lecture 1; 2008b). Putnam mentionne par exemple l'absence de manipulation ou de tromperie, ou encore le principe de « transcendance réflective » stipulant qu'il est bon de ne pas systématiquement prendre pour argent comptant les croyances et institutions en vigueur dans un contexte donné. Il met aussi en avant les apports du pragmatiste américain Dewey, et de sa conception de la raison pratique basée sur les notions de faillibilisme et de démocratie. Il mentionne aussi les principes épistémiques synthétisés dans l'éthique de la discussion de Habermas qui mettent en lumière l'importance du consensus et de la majorité. En recherchant honnêtement l'adhésion du plus grand nombre et en demeurant ouvert à la critique et à la possibilité de l'erreur, la vérité sera poursuivie plus efficacement. En outre, il n'est pas

interdit d'envisager une confrontation de nos affirmations ou théories évaluatives avec des données issues de l'observation. La dichotomie faits/valeurs étant abandonnée, il est possible de s'émanciper de la loi de Hume qui stipule qu'aucune porosité n'est possible entre les questions de fait et celles de valeur (Putnam, 2002a : 14-15). Plus rien n'empêche d'imaginer qu'une affirmation évaluative puisse être associée à des énoncés portant sur des faits (des faits potentiellement chargés de valeurs, et donc décrits par des concepts « épais »), et qu'elle puisse donc être testée empiriquement. On pourrait par exemple imaginer une théorie évaluative éthique ou morale faisant des prédictions testables empiriquement, pourquoi pas à propos d'indicateurs tels que le bonheur intérieur brut, le niveau d'éducation d'une société ou la proportion de ses membres pratiquant une activité culturelle. Dans le cas de l'évaluation d'un processus d'adoption de théorie scientifique, on pourrait prendre la capacité à résoudre des problèmes techniques ou à développer de nouvelles technologies comme un indicateur de la qualité du processus d'investigation (c'est déjà ce que l'on fait de manière implicite et informelle en valorisant la science en vertu des progrès technologiques qu'elle a permis).

En résumé, et bien que beaucoup reste à élucider et à construire, les brèches ouvertes par Putnam avec sa critique de la dichotomie faits/valeurs et son approche concomitante de la rationalité ou de l'acceptabilité rationnelle, laissent entrevoir une approche globale de l'enquête rationnelle qui, à travers ses inspirations pragmatistes, permet de faire droit à la possibilité de l'évaluation rationnelle. Comme je le développe dans la section suivante, cette légitimation de l'évaluation rationnelle autorise l'élaboration d'une conception de la rationalité ou de l'objectivité qui prend ces distances avec la notion de neutralité.

Objectivité et rationalité sans neutralité ni relativisme

Comme je viens de le montrer en m'appuyant sur l'approche d'inspiration pragmatiste de Putnam, non seulement les investigations scientifiques, mais aussi les réflexions sur des questions évaluatives peuvent constituer d'authentiques enquêtes rationnelles. Bien qu'ayant chacune leurs spécificités propres, elles reposent sur un même processus d'admission des énoncés, discours ou théories : les enquêtrices et les enquêteurs jugent les résultats rationnellement acceptables en fonction, par exemple, de la satisfaction de certains principes épistémiques (simplicité, cohérence, logique…) ou de la

confirmation par les données de l'observation. Dans cette approche, l'objectivité ne peut plus être identifiée à la neutralité. Les éléments qui guident les jugements d'admission des théories (aussi bien au niveau des principes guides, que pour l'aperception des faits empiriques et la formulation des rapports d'observation) sont contingents (ils peuvent varier d'un contexte à un autre). Des décisions ou des engagements normatifs de la part des enquêtrices et des enquêteurs sont donc indispensables (bien que certains éléments puissent aussi être admis de manière implicite). Pourtant, la reconnaissance de cet état de choses n'équivaut pas à une capitulation face au relativisme ou à l'irrationalisme (en particulier à propos de la science).

Étant donné que les questions évaluatives peuvent faire l'objet d'une enquête rationnelle, une voie alternative s'ouvre entre une vaine poursuite de l'objectivité comme neutralité et une telle capitulation. Les enquêteurs et les enquêtrices peuvent rationnellement évaluer leurs engagements normatifs à propos des éléments contingents qui les guident dans l'élaboration et l'admission de leurs discours ou théories, afin de progresser en objectivité et en rationalité. Ainsi, objectivité ou rationalité sont à gagner de haute lutte, au moyen d'une investigation rationnelle réflexive des chercheuses et des chercheurs portant sur la qualité et la légitimité de leurs propres pratiques de recherche. En effet, seul ce type de retour réflexif des communautés d'enquêtes sur leurs propres pratiques d'investigation permet d'identifier et de décrire les engagements normatifs ou les éléments implicites sur lesquels ces enquêtes s'appuient (principes épistémiques, schèmes conceptuels pour l'aperception et la formulation des données empiriques…). Le processus réflexif se poursuit par une évaluation rationnelle des processus déployés et des bases faillibles dans lesquels ils s'enracinent. Lorsque des failles sont identifiées, le processus réflexif peut se faire transformatif pour mettre en place de nouveaux processus ou de nouveaux points d'ancrage (qui resteront néanmoins toujours faillibles). Cette proposition de concevoir l'objectivité ou la rationalité comme une caractéristique à forger au moyen d'enquêtes évaluatives entre partiellement en résonnance avec d'autres approches qui remettent en cause le rôle de la notion de neutralité (Reiss et Sprenger, 2017 : sections 2.4 et 3.4). C'est par exemple le cas de celle de Helen Longino qui défend l'idée que l'objectivité est « interactive » et émerge de la compétition entre points de vue divergents. Dans le même ordre d'idée, Feyerabend défend un « pluralisme épistémique » à travers lequel la science pourrait regagner son objectivité en faisant droit à la diversité des valeurs et des traditions motivant nos investigations. De mon point de vue, ces principes d'objectivité interactive

ou de pluralisme épistémique ne doivent pas être érigés au rang de canons absolus tentant de fournir une définition exhaustive de l'objectivité ou de la rationalité. Néanmoins, ils peuvent avoir toute leur place en tant que guides des questionnements rationnels évaluatifs visant à accroitre l'objectivité et la rationalité des investigations (notamment) scientifiques. Ils rejoignent en cela d'autres principes guides que nous propose Putnam, tels que la transcendance réflexive, l'ouverture à la critique, le consensus démocratique ou le faillibilisme (Putnam, 2002a : 32-33; 2004 : 67-71, 92-93 et 107-108).

En résumé, c'est bien à condition de faire droit à la possibilité de l'enquête rationnelle évaluative que l'on peut penser l'objectivité et la rationalité de nos investigations (scientifiques). La rationalité et l'objectivité découlent donc, non pas d'un enracinement dans une base neutre qui se révèle illusoire, mais bien plutôt de la capacité réflexive à critiquer et à améliorer les éléments contingents mobilisés. Irrationalité et manque d'objectivité viennent donc, non pas de l'absence d'une telle base neutre, mais plutôt d'un refus éventuel d'entrer dans cette démarche réflexive critique et transformatrice. Le lecteur ou la lectrice qui nous aura suivis jusqu'à ce résultat pourrait néanmoins objecter : votre approche semble circulaire! Vous mettez la rationalité (évaluative) à la base de votre conception de la rationalité ou de l'objectivité. Mais l'enquête rationnelle évaluative semble supposer, comme toute autre enquête rationnelle, l'admission de certains principes guides, de certains schèmes conceptuels, etc. Ces éléments sont eux-mêmes contingents d'après votre propre analyse. Ils doivent eux-mêmes être rationnellement évalués si l'on veut garantir la rationalité ou l'objectivité de l'enquête évaluative. Ne sommes-nous donc pas, en dernière analyse, pris dans une sorte de régression à l'infini, dont on ne pourrait sortir qu'en s'appuyant sur certaines bases de départ dont on devra bien confesser l'irrationalité ou la subjectivité? N'arrivons-nous pas, en suivant votre démarche, à un choix forcé entre régression à l'infini et relativisme ou irrationalisme?

Pour comprendre comment on peut échapper à un tel cercle vicieux, il faut revenir au faillibilisme, un point central de l'approche pragmatiste que je construis avec Putnam. D'après le faillibilisme, une distance doit être admise entre la notion de vérité et celle de procédure guidant les jugements d'acceptation rationnelle d'énoncés, de discours ou de théories (pour préserver le caractère non épistémique de la vérité). Cela veut aussi dire qu'aucune procédure d'évaluation rationnelle ne peut garantir la certitude absolue. Toute procédure d'évaluation rationnelle peut échouer et conduire

à l'admission d'énoncés erronés. Ainsi, la compréhension pragmatiste de la rationalité ou de l'objectivité s'accompagne d'un net rejet de tout fondationalisme à propos de la connaissance. Selon le fondationalisme, la connaissance n'inclut que des affirmations indubitables (non révisables) ou bien des affirmations déduites de tels énoncés non révisables (Psillos, 2007 : 95-96). D'après Putnam, au cours de nos enquêtes rationnelles, « nous ne partons pas de, ni ne cherchons, une fondation; nous partons d'où nous sommes. Nous ne pouvons que partir d'où nous sommes; tout autre récit est un conte de fées philosophique » (Putnam, 2013c : 253). En distanciant la notion de connaissance de celle de certitude, le pragmatisme de Putnam rejoint le post-positivisme de Kuhn, pour qui « la démarche scientifique ne dispose d'aucun autre point d'appui archimédien que celui historiquement situé et déjà en place » (Kuhn, 2000 : 95).

Cet anti-fondationalisme est un premier élément pour sortir du cercle vicieux. Lorsque Putnam nie qu'une fondation absolue puisse être trouvée à une démarche d'investigation rationnelle, le déplacement qu'il propose est profond. Avec cette critique du fondationalisme, Putnam n'abdique pas en faveur d'une vision d'une connaissance dont la validité échappe continuellement au cours d'une régression à l'infini visant à prouver les bases de départs d'un raisonnement, puis à prouver les bases de départs sur lesquelles ces preuves s'appuient, etc. En effet, ce que Putnam rejette, ce n'est pas l'idée que la justification explicite et formelle des connaissances admises s'arrête à un certain point. Ce qu'il rejette, c'est l'idée que ce point puisse être une fondation absolue, composée d'énoncés indubitables et non révisables. Putnam oppose ainsi au fondationalisme cherchant la certitude absolue la notion de « reconnaissance » (ou encore « *acknowledgement* »; Putnam, 2012[2006]). Pour lui, la connaissance s'enracine dans la reconnaissance. Certains faits empiriques (ainsi que les schèmes conceptuels nécessaires à leur aperception et à leur formulation) et certains principes épistémiques guidant les processus d'une enquête donnée peuvent avoir été établis formellement (à travers une investigation rationnelle évaluative explicite et dédiée). Néanmoins, tous n'ont pas besoin de l'être. Certains faits (par exemple le fait qu'un clavier se trouve juste devant moi à l'instant où je tape ces mots) et certains principes méthodologiques (comme celui stipulant que, toutes choses étant égales par ailleurs, une théorie adéquate empiriquement est plus rationnelle qu'une inadéquate) peuvent être simplement *reconnus* comme vrais ou valides. De même, reconnaitre la supériorité de principes ou valeurs épistémiques – tels que ceux de

cohérence, d'adéquation empirique ou de simplicité – par rapport à la « méthode d'autorité et à la méthode de ce qui est agréable à la raison » ne réclame pas de preuve rationnelle formellement explicitée (Putnam, 2002a : 32). De façon générale, l'indispensabilité de telles bases seulement reconnues reflète l'idée que la rationalité ne peut pas être intégralement épuisée par un ensemble de règles ou de recettes que l'on pourrait suivre mécaniquement (Putnam, 1981 : chapitres 5 et 8). La rationalité échappe irrémédiablement, dans une sorte de mise en abîme informelle.

Ce dernier point mérite quelques explications. En particulier, s'appuyer sur des reconnaissances informelles ne constitue pas un retour au fondationalisme. Les reconnaissances sur lesquelles s'appuient les enquêteurs et enquêtrices sont elles-mêmes faillibles. Elles peuvent (doivent) être critiquées et corrigées si besoin. Mais le faillibilisme pragmatiste de Putnam ne revient pas à un scepticisme généralisé (voir par exemple Putnam, 2012[2005]; 2012[2006]; 2012[1998]). D'après Putnam, les arguments du scepticisme ne conduisent finalement « qu'à » l'anti-fondationalisme, c'est-à-dire qu'à la conclusion que la certitude (déductive) est par principe impossible à atteindre. Ainsi, Putnam indique qu'il faut être prêt à douter de tout (faillibilisme), mais que cet impératif ne revient pas à la prescription d'un doute effectif systématique. Le doute effectif ne doit pas se nourrir de la simple possibilité logique de l'erreur ou de la fausseté. Encore une fois, reconnaitre cette possibilité ne revient « qu'à » rejeter le fondationalisme. Au contraire, le doute effectif doit être motivé par certaines raisons, par exemple par l'émergence de problèmes ou d'anomalies. Lorsque de telles raisons pour douter émergent, les éléments auparavant reconnus peuvent alors être critiqués et (si besoin) transformés, notamment à travers une enquête rationnelle évaluative visant à établir leur légitimité. Ainsi, pour être rationnelle, une enquête ne doit pas nécessairement s'appuyer exclusivement sur des éléments eux-mêmes issus d'investigations rationnelles antérieures. Il est parfaitement légitime de commencer une enquête à partir des éléments dont on dispose dans un contexte particulier, éléments qui peuvent être admis comme des reconnaissances (car il n'y a initialement pas de raisons de douter de leur légitimité). Cela ne la rend pas irrationnelle. On échappe donc au choix forcé entre relativisme et régression à l'infini.

En outre, ces conclusions indiquent que la rationalité et l'objectivité d'un processus d'élaboration de connaissance ne découlent pas de l'application mécanique d'une recette miracle et universelle. Au contraire, rationalité et

objectivité sont à construire progressivement au prix de nombreux efforts (évaluatifs) et de diverses remises en question. Dans cette perspective, Putnam défend l'idée que, au fil de l'histoire, des étapes cruciales sont parfois franchies lorsque nous découvrons de nouveaux principes transformant et améliorant nos façons de raisonner (il parle d'« *enlightenments* »; Putnam, 2004 : partie 2, lecture 1; 2008b). Certains de ces principes sont très généraux. C'est le cas par exemple de la transcendance réflexive dont nous avons déjà parlé. L'éthique de la discussion de Habermas ou le consensus démocratique et le faillibilisme de Dewey rentrent aussi dans cette catégorie. De manière plus spécifique, la transition des éthiques centrées sur le mérite vers des approches intégrant tous les êtres humains peut aussi compter comme un *enlightenment* dans le domaine moral, une avancée reflétée notamment dans l'impératif catégorique kantien (Putnam 2004 : 25). Le franchissement de ce type d'étapes tient une place cruciale dans la conception putnamienne de la rationalité. Les *enlightenments* participent d'une progression générale en direction de l'épanouissement humain, épanouissement qui passe notamment par une quête cognitive pour l'amélioration constante de nos outils rationnels. Dans cette perspective, l'indispensabilité des composantes évaluatives au sein des investigations scientifiques visant l'établissement des faits est une grande opportunité, plutôt qu'un défaut. Pour Putnam, cet enchevêtrement entre évaluations et descriptions permet de penser la possibilité d'un cercle vertueux se déployant au fil de l'histoire. À partir d'un contexte évaluatif donné, nous sommes susceptibles d'améliorer nos représentations des faits ou de la réalité. Mais une meilleure représentation du réel devient alors elle-même un contexte descriptif sur la base duquel nos évaluations peuvent progresser. Évaluations et descriptions sont donc entremêlées au sein de notre quête plus générale de l'épanouissement humain (Putnam, 1981 : en particulier chapitres 6 et 9) et leur enchevêtrement constitue un moteur pour faire progresser notre rationalité et notre objectivité.

Conclusion

En somme, la discussion que j'ai proposée ci-dessus à partir des travaux philosophiques de Putnam fait émerger plusieurs points importants concernant la thématique de la neutralité de la science. En premier lieu, cette discussion indique que toute investigation (notamment) scientifique s'appuie, de manière irréductible, sur des éléments contingents, qui peuvent être admis

implicitement ou bien refléter des engagements normatifs explicites de la part des enquêteurs ou des enquêtrices. Ces éléments sont notamment indispensables pour guider les jugements conduisant à l'acceptation des énoncés, discours ou théories élaborés au cours des investigations. En conséquence, et c'est le second point important, l'objectivité ou la rationalité d'une investigation (scientifique) ne peuvent être pensées sous l'angle de la neutralité. Dans l'approche ici proposée, une enquête est rationnelle ou objective, non pas en tant qu'elle est neutre, mais bien plutôt en vertu de la capacité des chercheurs et chercheuses impliquées à critiquer de manière réflexive et rationnelle, à évaluer, et si nécessaire à transformer, les éléments contingents servant de base à l'enquête qu'ils ou elles conduisent. Le troisième élément à retenir est que ce recours à une rationalité évaluative pour garantir la rationalité ou l'objectivité des investigations ne conduit ni à une régression à l'infini, ni au relativisme. En effet, le cadre pragmatiste de Putnam met en avant l'enracinement de la connaissance dans la reconnaissance. Il est tout à fait rationnel de s'appuyer sur des bases dont on ne démontre pas formellement la légitimité (au moyen d'une enquête dédiée) tant que nous ne sommes pas confrontés à un doute effectif généré par des problèmes précis ou des anomalies. Pour Putnam, la rationalité ou l'objectivité ne peuvent être réduites à un ensemble de règles que l'on pourrait appliquer mécaniquement. Une démarche rationnelle s'enracine nécessairement dans une base admise de manière informelle. L'enjeu de la rationalité et de l'objectivité se trouve bien plutôt dans la capacité à mettre en doute et à réévaluer cette base lorsqu'un doute motivé émerge. Il sera donc de la responsabilité des enquêteurs et des enquêtrices d'améliorer ce socle au fil du temps et des obstacles qui se présenteront.

Lectures suggérées

Putnam, Hilary. 1981. *Reason, truth and history*. Cambridge : Cambridge University Press.

Putnam, Hilary. 1999. *The threefold cord: mind, body, and world*. New York : Colombia University Press.

Putnam, Hilary. 2002a. *The collapse of the fact/value dichotomy: and other essays*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

Price, Huw. 2003. « Truth as Convenient Friction ». *The Journal of Philosophy* 100 (4) : 167-190.

Références

Baghramian, Maria. 2014. « Relativism about Science ». Dans *The Routledge Companion to Philosophy of Science*. Sous la direction de Stathis Psillos et Martin Curd, 268-279. Londres : Routledge.

Bernstein, Richard J. 2005. « The Pragmatic Turn: The Entanglement of Fact and Value. » Dans *Hilary Putnam*. Sous la direction de Yemima Ben-Menahem, 251-265. Cambridge : Cambridge University Press.

Feyerabend, Paul Karl. 1993[1975]. *Against Method*. London : Verso.

Kuhn, Thomas Samuel. 2000[1991]. « The Road Since Structure ». Dans *The Road Since Structure*. Sous la direction de James Connant et John Haugeland, 95-104. Chicago : University of Chicago Press.

Kuhn, Thomas Samuel. 1996[1962]. *The Structure of Scientific Revolutions*. Chicago : University of Chicago Press.

Kuhn, Thomas Samuel. 1990. « The Road since Structure ». *Proceedings of the Biennial Meeting of the Philosophy of Science Association* 3-13. doi:10.2307/193054

Kuhn, Thomas Samuel. 1977. *The Essential Tension*. Chicago : University of Chicago Press.

Künne, Wolfgang. 2002. « From alethic anti-realism to alethic realism ». Dans *Hilary Putnam : Pragmatism and realism*. Sous la direction de James Conant et Urszula M. Zeglen, 144-165. Londres : Routledge.

Ladyman, James. 2002. *Understanding philosophy of science*. Londres : Routledge.

Laudan, Larry. 1996. *Beyond Positivism and Relativism: Theory, Method, and Evidence*. New York : Westview Press.

Oberheim, Eric et Paul Hoyningen-Huene. 2013. « The Incommensurability of Scientific Theories ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*. Sous la direction de Edward N. Zalta. Stanford : Standford University.

Psillos, Stathis. 2007. « *Philosophy of Science* A–Z ». Edinburgh : Edinburgh University Press.

Putnam, Hilary. 2013a. « Comments on Russell Goodman's « Some Sources of Putnam's Pluralism ». » Dans *Reading Putnam*. Sous la direction de Maria Baghramian, 219-224. Londres : Routledge.

Putnam, Hilary. 2013b. « Comments on Travis and McDowell ». Dans *Reading Putnam*. Sous la direction de Maria Baghramian, 347-358. Londres : Routledge.

Putnam, Ruth Anna. 2013c. « Hilary Putnam's Moral Philosophy ». Dans *Reading Putnam*. Sous la direction de Maria Baghramian, 240-256. Londres : Routledge.

Putnam, Hilary. 2012[2011]a. « Corresponding with Reality ». Dans *Philosophy in an Age of Science : Physics, Mathematics, and Skepticism*. Sous la direction de Mario De Caro et David Macarthur, 72-90. Cambridge : Harvard University Press.

Putnam, Hilary. 2012[2011]b. « The Fact/Value Dichotomy and Its Critics ». Dans *Philosophy in an Age of Science : Physics, Mathematics, and Skepticism*, édité par Mario De Caro et David Macarthur, 283-298. Cambridge : Harvard University Press.

Putnam, Hilary. 2012[2010]. « Science and Philosophy ». Dans *Philosophy in an Age of Science : Physics, Mathematics, and Skepticism*. Sous la direction de Mario De Caro et David Macarthur, 39-50. Cambridge : Harvard University Press.

Putnam, Hilary. 2012[2006]. « Philosophy as the Education of Grownups : Stanley Cavell and Skepticism ». Dans *Philosophy in an Age of Science : Physics, Mathematics, and Skepticism*. Sous la direction de Mario De Caro et David Macarthur, 552-564. Cambridge : Harvard University Press.

Putnam, Hilary. 2012[2005]. « The Depths and Shallows of Experience ». Dans *Philosophy in an Age of Science : Physics, Mathematics, and Skepticism*. Sous la direction de Mario De Caro et David Macarthur, 567-583. Cambridge : Harvard University Press.

Putnam, Hilary. 2012[2004]. « The Content and Appeal of "Naturalism" ». Dans *Philosophy in an Age of Science : Physics, Mathematics, and Skepticism*. Sous la direction de Mario De Caro et David Macarthur, 109-125. Cambridge : Harvard University Press.

Putnam, Hilary. 2012[1998]. « Skepticism and Occasion-Sensitive Semantics » Dans *Philosophy in an Age of Science: Physics, Mathematics, and Skepticism.* Sous la direction de Mario De Caro et David Macarthur, 514-534. Cambridge : Harvard University Press.

Putnam, Hilary. 2008a. « 12 Philosophers: And Their Influence on Me ». *Proceedings and Addresses of the American Philosophical Association* 82 (2) : 101-115.
doi:10.2307/27654056

Putnam, Hilary. 2008b. « Capabilities and Two Ethical Theories ». *Journal of Human Development* 9 (3) : 377-388.
doi:10.1080/14649880802236581

Putnam, Hilary. 2004. *Ethics without ontology*. Cambridge : Harvard University Press.

Putnam, Hilary. 2002a. *The collapse of the fact/value dichotomy: and other essays*. Cambridge : Harvard University Press.

Putnam, Hilary. 2002b. « Pragmatism and Nonscientific Knowledge ». Dans *Hilary Putnam : Pragmatism and Realism.* Sous la direction de James Conant et Ursula M. Zeglen, 14-24. Londres : Routledge.

Putnam, Hilary. 1999. *The threefold cord: mind, body, and world.* New York : Colombia University Press.

Putnam, Hilary. 1996[1975]. « The Meaning of « Meaning ». » Dans *The Twin Earth Chronicles: Twenty Years of Reflection on Hilary Putnam's : « The Meaning of 'Meaning »* . Sous la direction d'Andrew Pessin et Sanford Goldberg, 3-52. Armonk : M.E. Sharpe.

Putnam, Hilary. 1994[1987]. « The Diversity of the Sciences ». Dans *Words and Life*. Sous la direction de James Conant, 463-480. Cambridge : Harvard University Press.

Putnam, Hilary. 1994. « Pragmatism and Moral Objectivity. » Dans *Words and Life*. Sous la direction de James Conant, 151-181. Harvard University Press.

Putnam, Hilary. 1990. « Objectivity and the Science/Ethics Distinction ». Dans *Realism with a Human Face*. Sous la direction de James Conant, 163-178. Cambridge : Harvard University Press.

Putnam, Hilary. 1982. « Beyond the Fact-Value Dichotomy ». *Crítica: Revista Hispanoamericana de Filosofía* 14 (41) : 3-12. doi: 10.2307/40104278

Putnam, Hilary. 1981. *Reason, truth and history*. Cambridge : Cambridge University Press.

Putnam, Ruth Anna. 2013. « Hilary Putnam's Moral Philosophy ». Dans *Reading Putnam*. Sous la direction de Maria Baghramian, 240-256. Londres : Routledge.

Reiss, Julian et Jan Sprenger. 2017. « Scientific Objectivity ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*. Sous la direction de Edward N. Zalta. Stanford : Standford University.

Sankey, Howard et Paul Hoyningen-Huene. 2001. « Introduction ». Dans *Incommensurability and Related Matters*. Sous la direction de Paul Hoyningen-Huene et Howard Sankey, vii-xxxiv. Dordrecht : Kluwer Academic Publishers.

Sober, Elliot. 2014. « Empiricism ». Dans *The Routledge Companion to Philosophy of Science*. Sous la direction de Stathis Psillos et Martin Curd, 160-169. Londres : Routledge.

Stanford, Kyle. 2013. « Underdetermination of Scientific Theory ». Dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*. Sous la direction de Edward N. Zalta. Stanford : Stanford University.

Suppe, Frederick. 2000. « Understanding Scientific Theories: An Assessment of Developments, 1969-1998 ». *Philosophy of Science* 67 (3) : S102-S115. doi:10.1086/392812.

Pour citer :

Guillermin, Mathieu. 2019. « Non-neutralité sans relativisme? Le rôle de la rationalité évaluative ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre*? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 15, pp. 315-338. Québec : Éditions science et bien commun.

16. Comprendre et étudier le monde social

De la réflexivité à l'engagement

SKLAERENN LE GALLO

Cette réflexion épistémologique et théorique porte sur la question de l'engagement en recherche lorsqu'est traité un sujet de société – dans notre cas, l'extrême-droite en France – qui ne laisse personne indifférent. Mener une démarche scientifique de critique sociale (Bourdieu et Boltanski, 1976) nécessite de s'immerger dans « des univers de croyances auxquels [on] n'adhère pas » nécessairement (Cefaï et Amiraux, 2002) pour les comprendre, les expliquer et les interpréter, c'est-à-dire produire un discours critique dans l'espace public. L'existence de ce paradoxe entre la volonté des chercheuses et chercheurs de participer à leur sujet d'étude tout en gardant une certaine distance face à celui-ci (*ibid.*) peut les mener à produire une justification de leur positionnement, de leur démarche de recherche, de leur objet d'étude. Légitimer sa démarche vise à la faire accepter au public, à la rendre légitime, et doit permettre aux chercheuses et chercheurs de s'interroger sur leur réflexivité. En effet, la chercheuse, le chercheur est « quelqu'un qui va sur le terrain de la politique mais sans abandonner ses exigences et ses compétences de chercheur » (Bourdieu, 2000 : 206), « c'est [donc] avec et contre soi qu'il faut se battre pour produire du savoir » (Céfaï et Amiraux, 2002). Cette pensée sur la production de savoirs savants vise à s'insérer dans le projet de renouvellement des représentations sociales, dans l'idée bourdieusienne selon laquelle « ce que le monde social a fait, le monde social peut, armé de ce savoir, le défaire » (Bourdieu, 2015[1993] : 1454).

En effet, l'activité de recherche, malgré son apparence ordinaire se distingue des échanges quotidiens de par ses fins, à savoir, la production de connaissances. Il n'en reste pas moins que cette pratique de construction de savoirs est basée sur des relations sociales – avec le terrain, avec les personnes passées en entrevue, avec les discours, etc. – et que ces interactions, culturellement élaborées et partagées (Le Marec et Faury, 2011 : 1), peuvent inférer sur les résultats obtenus (Bourdieu, 2015[1993] : 1391).

L'objectif de la présente réflexion part alors du constat suivant : « l'échange social est interaction entre sujets, médiatisés par du symbolique. […] À une problématique de codage-décodage et de suppression des distorsions et des bruits, il faut substituer une interrogation sur les mécanismes de la « compréhension » dans le milieu de l'intersubjectivité linguistique » (Quéré, 1982 : 29). La perspective critique qui m'anime me pousse à interroger cette notion de compréhension, à travers le processus de réflexivité auquel doivent se soumettre les chercheuses et chercheurs. Plus encore, il m'apparait que cet enjeu doit être situé dans le monde social. Je crois qu'il est de la responsabilité des chercheurs et chercheuses de mettre en exergue les affrontements, les conflits symboliques qui opèrent dans le processus de construction d'une réalité partagée. Il y a selon moi nécessité d'une recherche, d'une intellectualité engagée.

Afin d'investiguer ce point central qu'est l'engagement, la présente réflexion ira comme suit. Dans un premier temps, sera abordée la question de la réflexivité conçue ici comme une exigence communicationnelle – et plus généralement, comme une exigence au sein des sciences humaines et sociales (SHS). Un retour sera ensuite fait sur les notions d'intellectuel[1] collectif proposée par Bourdieu et d'intellectuel spécifique proposée par Foucault afin de soutenir cet idéal d'un savoir engagé vers une meilleure compréhension du monde social, vers une conflictualité politique nécessaire et toujours entretenue.

La réflexivité comme exigence communicationnelle

La remise en cause d'une notion telle que celle de « neutralité axiologique » est bien souvent présente (Lelubre, 2013 : 15) et la critique de l'objectivation du social par les paradigmes empiristes, positivistes occupe une place importante dans le domaine des SHS. Une telle critique est notamment menée par Louis Quéré dans *Des miroirs équivoques* (1982). Pour l'auteur, dans le cadre de paradigmes positivistes, le monde social est réduit à un « système

1. Intellectuel n'est pas féminisé lorsque mobilisé conjointement avec « collectif » dans le cas de Bourdieu ou de « spécifique » pour Foucault afin de conserver la terminologie originelle des auteurs. Je choisis ici de m'insérer dans une approche de généalogie foucaldienne, notamment en ce qui a trait à la notion d'actualité développée par l'autre. À ce propos, on peut voir Revel (2002).

opératoire » au sein duquel toutes les actions humaines sont supposées être effectuées selon la même logique, peu importe le domaine d'action. En ce sens, ce processus d'objectivation tient à dissoudre la réflexivité au sein de l'activité sociale ou de recherche, créant de ce fait une vision totalisante de la réalité sociale (*ibid.* : 27). La limite d'un tel point de vue positiviste se retrouve dans la complexité des rapports sociaux qui, loin d'être une simple suite d'opérations, s'inscrit davantage comme un processus complexe entre « discontinuité et continuité, fusion de l'identité et de la différence, indistinction du sujet et de l'objet, reproduction réciproque de la partie et du tout. » (*ibid.* : 28).

Une telle entreprise objectivante se rapportant aux différents paradigmes positivistes (empirisme ou objectivisme par exemple) tend ainsi à masquer la multiplicité des rapports sociaux, mais également la complexité du symbolique au sein de nos sociétés modernes. Cette question du symbolique au sein de l'activité communicationnelle est présentée par Quéré sous l'angle du recours à un « tiers-symbolisant », nécessaire aux interactions sociales à titre d'extérieur constitutif (*ibid.* : 32-33). Cette « neutralité » avancée par Quéré ne doit cependant pas être comprise comme quelque chose d'inné, de déjà donné, mais bien comme un construit, comme le fruit d'un travail collectif, comme une production instituante (*ibid.*). Si le modèle de validité de la communication retenu par Quéré est celui de l'agir communicationnel habermassien, celui-ci m'apparaît critiquable, notamment à travers le caractère formel et procédural de la rationalité communicationnelle (Taylor, 1991) – l'atteinte d'une compréhension mutuelle et rationnelle étant basé chez Habermas sur une vision formelle de l'éthique de la rationalité (*ibid.* : 30-31) – et à travers l'exclusion d'un cadre théorique du pouvoir au sein duquel opère une forme de domination entre les individus au quotidien (Robichaud, 2016 : 123). Un des éléments mis de l'avant par Quéré et qui retient mon attention est toutefois celui de la nécessité de prendre en compte l'historicité sociale de l'acte de communication, « son insertion historico-culturelle, mais aussi le fait que le rapport social se fait histoire, se finalise lui-même, formule une visée de transformation appliquée à soi-même en relation avec un mode d'appréhension du passé et de l'avenir » (Quéré, 1982 : 33). Partir d'une historicisation de la communication en considérant la centralité de la compréhension historico-culturelle, des contextes d'action, de la pluralité des sujets permet ainsi de dépasser la limite d'abstraction, d'idéalisation du social opéré au sein des paradigmes positivistes. Une telle entreprise permettrait

ainsi de lier pratique communicationnelle à engagement politique (*ibid.*) – ou dans le cas de Quéré, de proposer une interprétation de la théorie de l'espace public.

Pour revenir sur la problématique qui découle de cette remise en question de l'objectivation du social opérée par les paradigmes positivistes, il convient de préciser ce qui est entendu par la mobilisation du terme réflexivité. Il apparaît tout d'abord central, en reprenant Quéré, de mettre de l'avant le fait que la réflexivité de la communication s'inscrit dans le caractère réflexif du langage ordinaire, au sens où son intégration d'une dimension non-verbale lui permet de disposer d'une faculté d'auto-interprétation (*ibid.* : 188). Plus encore, et à un niveau peut-être davantage « personnel », il serait préjudiciable d'oublier le fait que les scientifiques ont un lien fort avec le contexte social. En effet, si d'un côté on étudie ce contexte d'un œil « scientifique », de l'autre, l'activité intellectuelle s'insère pleinement dans ce même contexte social, qui va venir – que l'on en soit conscient ou non – influencer le regard, la perception des situations et donc la connaissance qui sera construire. Reconnaître, comprendre et observer cette interdépendance entre les chercheuses, les chercheurs et leur objet d'étude, leur contexte social, est primordial afin d'éviter de retomber dans les travers de la logique positiviste dénoncée plus tôt. Effectivement, c'est « ce rapport primordial d'appartenance du sujet à l'objet qu'occulte une démarche procédant d'après le concept d'objectivité emprunté aux sciences de la nature » (*ibid.* : 186). Mais cet « impératif » de réflexivité permet également de sortir de l'idée quasi-utopique d'une recherche distanciée de soi et d'agir, de penser en faisant totale abstraction de sa subjectivité, de ses affects. Et bien qu'il arrive que cette posture soit adoptée *a posteriori*, une fois l'enquête effectuée, lorsqu'il est venu temps d'analyser et d'interpréter les données recueillies, il reste que cette question amène bien souvent, comme dit plus tôt, à se battre « avec et contre soi […] pour produire du savoir » (Cefaï et Amiraux, 2002).

J'ai jusqu'ici abordé brièvement les points de remise en question de l'objectivation du social opérée par les paradigmes positivistes ainsi que de la nécessité certaine de faire preuve de réflexivité afin d'éviter un certain nombre d'écueils épistémologiques. L'idée de Céfaï et Amiraux concernant l'existence d'un combat interne, intime, lié à l'investissement intellectuel me permet d'élargir cette réflexion à la problématique du conflit social. En effet, d'une part, comme dit plus tôt, le monde social est traversé en tout temps d'un certain nombre de conflits, de divisions, de prises de position antagonistes.

D'autre part, les sociologues – et je souhaite élargir ceci au cadre général des sciences humaines et sociales – ont comme mission « de donner à la société une plus grande conscience d'elle-même » (Durkheim dans Paugam, 2008 : 149). Dès lors, il semble important de se pencher sur l'engagement social et politique en recherche. À l'instar de Quéré qui considère que la solution pour combattre la rationalisation technique du monde social est de retourner à une réflexion politique en communication en intégrant une dimension de critique de l'idéologique et d'étude du pouvoir et de ses mécanismes (*op. cit.* : 180), il est nécessaire de penser conjointement recherche et engagement, de voir dans l'inscription du cheminement intellectuel dans les mouvements sociaux, une possibilité de renouveau, de revitalisation du politique et de la politique.

Recherche et société : Bourdieu et l'intellectuel collectif

Ce fil conducteur qu'est la réflexivité dans le processus de recherche se retrouve également dans la réflexion de Pierre Bourdieu sur l'engagement des scientifiques en sciences humaines et sociales. Effectivement, celui-ci reconnaît l'existence de distorsions, que les chercheuses et chercheurs doivent identifier et maîtriser pour mener à bien leur recherche (Bourdieu, 2015[1993] : 1391). L'idée qui se retrouve dans la défense de la réflexivité dans l'œuvre de Bourdieu m'apparaît fondamentale au regard de deux points centraux. D'abord, dans la continuité des idées présentées en amont, par la remise en cause des paradigmes positivistes et de leur croyance en une innocence et une pureté épistémologique qui tend à éclipser la nécessité pour les chercheuses, les chercheurs de réfléchir à l'historicité de leurs pratiques, aux acquis de leur discipline alors qu'une telle auto-investigation leur permettrait de tenter de maîtriser leur influence personnelle et professionnelle sur leur enquête (*ibid.* : 1392). La réflexivité chez Bourdieu est ainsi conçue comme un réflexe, comme une méthode « fondée sur un « métier », un « œil » sociologique, [qui] permet de percevoir et de contrôler sur-le-champ, dans la conduite même de l'entretien, les effets de la structure sociale dans laquelle il s'accomplit » (*ibid.* : 1391).

Cette idée d'effets de structure sociale m'amène à considérer le second point qui m'apparaît primordial dans la réflexion bourdieusienne, à savoir les rapports de pouvoir, de domination et de violence symbolique s'exerçant au sein du monde social. Car si la volonté de réflexivité associée à l'activité intellectuelle tend à exclure toute intention d'avoir une influence sur les

réponses obtenues lors de la recherche, ce rapport de force, de violence symbolique est inhérent aux relations d'enquête, et plus généralement, aux relations sociales. En effet, l'œuvre de Bourdieu est traversée d'une réflexion sur la question du pouvoir et de la violence symbolique, qui s'expriment notamment à travers le langage, au sens où « toute interaction linguistique, aussi personnelle et insignifiante qu'elle puisse paraître, porte-t-elle les traces de la structure sociale qu'elle exprime et qu'elle contribue à reproduire. » (Thompson, 2001 : 9). La structure sociale serait ainsi constituée d'un ensemble de rapports de pouvoir, de domination, notamment discursifs – mais pas que – et dont la force symbolique repose sur le semblant d'unanimité, d'unicité caractérisant le discours dominant (Bourdieu, 1998 : 7-8).

Ces idées de réflexivité et de rapports de pouvoir inhérents à la vie en société sont ici brièvement présentées de façon séparée. Cependant, et afin de mieux saisir l'enjeu de l'engagement personnel du scientifique dans la vision bourdieusienne, il est nécessaire de souligner que, au sein de la pensée de l'auteur, elles peuvent-être lues conjointement. Un concept central, celui de l'habitus, permet de souligner cette idée.

> L'habitus est le produit du travail d'inculcation et d'appropriation nécessaire pour que ces produits de l'histoire collective que sont les structures objectives (e.g. de la langue, de l'économie, etc.) parviennent à se reproduire, sous la forme de dispositions durables, dans tous les organismes (que l'on peut, si l'on veut, appeler individus) durablement soumis aux mêmes conditionnements, donc placés dans les mêmes conditions matérielles. (Bourdieu, 2015[1972]: 282)

En d'autres termes, il s'agit de la capacité infinie, socialement et historiquement située et limitée de constituer un ensemble de pensées, de pratiques, de perceptions (Bourdieu, 1980 : 88-92). Ces habitus sont souvent rattachés à une appartenance de classe – on pourra alors parler d'habitus de classe lorsque les habitus individuels sont suffisamment homogènes, bien que ceux-ci ne soient pas réductibles. La seconde notion centrale à la pensée bourdieusienne est celle de champ. Plus spécifiquement, on peut dire que l'habitus étant un ensemble de dispositions, de savoirs, de pratiques, il vient déterminer la manière dont l'individu va investir un champ particulier (Mounier, 2001 : 56). La notion de champ renvoie alors à l'activité des acteurs sociaux et tend à se constituer dès lors que « les individus entrent en concurrence les uns avec les autres pour acquérir une position dominante

dans le champ » (*ibid.*). Il est ainsi question d'un certain nombre d'intérêts communs pour lesquels les différents acteurs sont prêts à rentrer en concurrence dans une lutte pour la domination symbolique du champ. Cette lutte pour la domination s'insère dans une logique d'accumulation d'un capital qu'il soit social, économique, politique ou encore scientifique. Cette notion de capital va permettre aux individus, d'une part, d'exercer un certain pouvoir sur la constitution du champ et, d'autre part, de « réutiliser » ce capital au sein d'un autre champ, le convertissant dès lors en une autre forme de capital (Bourdieu, 1976 : 91). Un capital économique pourra ainsi, par exemple, être mobilisé comme capital politique au sein du champ politique ou comme capital scientifique au sein du champ intellectuel.

La nécessité de faire un retour aux grands concepts bourdieusiens permet d'éclairer la situation d'une part de ce que Bourdieu appelle le « champ scientifique », lieu de lutte pour l'accumulation du capital scientifique, lutte au sein de laquelle les différents acteurs vont tenter d'imposer leur autorité et leurs productions scientifiques dans un objectif de domination légitime du champ (*ibid.* : 91). D'autre part, et surtout, il permet de se pencher sur l'idée d'intellectuel collectif mise de l'avant par le sociologue. La mise en place de cette notion est influencée par deux choses. D'abord, face à la menace que le marketing incarne dans le milieu de l'édition lorsqu'il manipule les frontières du champ littéraire, repoussant alors les scientifiques et les artistes hors du débat public au profit de technocrates (Mounier, *op. cit.* : 222), ce qui vient mettre en danger l'autonomie du champ intellectuel. Ensuite, et à cause de cette technicisation du champ littéraire, les acteurs de ce champ particulier sont peu à peu exclus du débat politique, alors que leur place y est essentielle. Bourdieu vient ainsi proposer « une réponse organisée et collective, à la constitution d'une internationale des intellectuels […] à même d'imposer ses propres valeurs, c'est-à-dire celles de la raison, à l'intérieur du débat public. » (*ibid.*). Cette idée d'intellectuel collectif, présenté comme défenseur de la raison, intervenant dans le débat public grâce à l'institution d'une stratégie collective, vise à donner les moyens au monde intellectuel de lutter au sein du champ politique. Le monde politique, pour Bourdieu, s'est effectivement fermé sur lui-même, devenant le terrain de jeu d'une classe politique qui ne s'intéresse plus ni à comprendre le peuple, ni à exprimer les revendications des électeurs, les privant dès lors de la nécessaire représentation promue au sein du système démocratique (Bourdieu, 2015[1993] : 1449).

L'engagement spécifique duquel Bourdieu souhaite faire preuve en est donc un politique, mais plus particulièrement, il en est un de « réappropriation » du champ intellectuel, celui-ci étant menacé, notamment par l'influence du champ médiatique. Effectivement, Bourdieu lit dans la quasi-omniprésence des journalistes sur la scène publique une menace du politique. Pour lui, les « futurs dirigeants se désignent dans les débats de télévision ou les conclaves d'appareil » (*ibid.*), les journalistes sont soumis au jeu d'influence politique et économique inhérent au champ médiatique, et se retrouvent alors dans une situation d'urgence n'encourageant ni la réflexion, ni la nuance. Dès lors, un effet pernicieux opère au sein du champ intellectuel et du monde politique en se basant sur un contrôle de la circulation des discours et une autoreproduction de ces élites politiques (*ibid.*) permise notamment par l'intervention d'un discours journalistique perçu comme « quintessence de la doxa » (Fabiani, 2016 : 231). L'opinion de Bourdieu vis-à-vis du discours journalistique est tranchée en ce sens qu'il considère les acteurs du monde médiatique comme des « techniciens-de-l'opinion-qui-se-croient-savants » (Bourdieu, *op. cit.* : 1453). Alors, le monde intellectuel se retrouve dans un jeu auquel il ne devrait pas jouer, face à des pratiques qu'il ne devrait pas mettre en place pour faire entendre sa voix. D'un côté certains ne s'expriment pas et de l'autre, il y a celles et ceux qui prennent la parole de façon démesurée, sur un ensemble de sujets aussi divers que variés « mais pour dire des choses que l'on ne veut pas entendre, et dans leur langage, que l'on n'entend pas » (*ibid.* :1450). Le projet bourdieusien en est ainsi un de « réveil » de l'intellectualité, à un réinvestissement du politique par ces actrices et acteurs du champ scientifique, et ce dans un but d'action politique (*ibid.* : 1454).

L'intérêt central de penser le champ scientifique avec Bourdieu est, à nos yeux, celui de la mise en avant des relations de pouvoir qui tendent à se dessiner au sein du monde social, laissant ainsi observer la difficulté d'inscription des scientifiques au sein du monde social, du fait notamment des rapports économiques engendrés par le néolibéralisme dont le sociologue se fait le critique, entre autres dans *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale* (1998). Cette inscription au sein de la pensée des champs et de l'habitus offre ainsi un moyen de creuser davantage la question de la réflexivité, celle-ci étant ainsi constituée comme un élément de l'habitus scientifique, ou intellectuel, répondant dès lors d'un certain nombre d'enjeux liés au pouvoir et à une certaine violence symbolique. Cependant, cet engagement bourdieusien se traduisant à travers la mise sur

pieds du concept d'intellectuel collectif tend à être critiqué, certains reprochant au sociologue de perdre la rigueur qu'il avait mis tant d'efforts à défendre dans le passage de son travail sociologique à son engagement politique (Fabiani, *op. cit.*), tandis que d'autres relèvent dans ce soudain intérêt politique assumé une stratégie naïve et paradoxale, qui se construira à partir de 1991 derrière la « forteresse Bourdieu » (Mounier, *op. cit.* : 223).

Vers une posture d'intellectuel spécifique

Les parties précédentes de cette réflexion m'ont permis d'arrimer pratique sociale et politique dans l'activité de recherche et la « scientificité » permise par la pratique d'une réflexivité de l'acteur, de l'actrice prenant acte de sa posture dans le champ social, en opposition à l'objectivation superficielle du social envisagé par les paradigmes positivistes. Il reste que la proposition d'intellectuel collectif formulé par Bourdieu a un certain nombre de limites abordées brièvement plus haut. Par ailleurs, en 1995, dans le cadre des grandes grèves de la fonction publique visant à contester la loi Jupé, Bourdieu a pris position dans la lutte. Son intervention, orientée de façon pro-républicaine et prenant la défense de l'État-Providence français a été interprétée par Jean-Louis Fabiani (2016) comme la redite d'un projet déjà mis de l'avant dans *Les Héritiers* et *La Reproduction*. Le point soulevé ici, et qui peut se lire comme une limite de la mise en pratique de cet idéal-type d'intellectuel collectif, vise à souligner le fait que Bourdieu, malgré sa volonté d'engagement, s'adressait en 1995 « exclusivement au peuple de la fonction publique, le seul d'ailleurs à s'être mobilisé au cours de ce vaste mouvement social » (*ibid.* : 218). Malgré le caractère assez peu révolutionnaire de l'appel de Bourdieu en 1995, sa défense de l'État redistributeur semble s'insérer de façon logique dans la critique qu'il fait de la montée de la « menace » néolibérale. À ce propos, dans le deuxième tome de *Contre-feux* (2001), Bourdieu réitère son désir de constitution d'un intellectuel collectif, dont l'autonomie serait la « condition nécessaire de la perpétuation des dispositions critiques des producteurs culturels et de leur intérêt à l'universel » (Lebaron et Mauger : 1999). Pour ce faire, Bourdieu lance l'appel du rassemblement des intellectuel spécifiques au sens foucaldien du terme. Il importe dès lors de s'intéresser à cette figure de l'intellectuel spécifique pensée par Michel Foucault, notamment dans son rejet de la philosophie humaniste française incarnée, au lendemain des évènements de Mai 68, par Jean-Paul Sartre.

La posture qui m'intéresse ici est celle de l'intellectuel spécifique formulée par Foucault. Il faut ici souligner que, avant même d'avoir mis des mots précis sur cette idée, Foucault (1994a : 516) dessinait déjà les contours d'une telle conception de la figure intellectuelle à travers sa critique véhémente de l'humaniste, de celui qui « feint de résoudre des problèmes qu'il ne peut pas se poser ». Lesdits problèmes que les humanistes cherchaient à résoudre n'étaient alors pour Foucault qu'un ensemble d'abstractions, de fictions, dont les solutions proposées ne pouvaient dès lors n'être que des illusions (Godin, 2014 : 171). À travers cette remise en question du mouvement philosophique, Foucault appelle à exiger une articulation entre les actions politiques des scientifiques et leur réflexion théorique rigoureuse. En d'autres termes, Foucault demande que les chercheuses et les chercheurs s'engagent dans leur propre champ de compétence (*ibid.* : 172) plutôt que prétendre à représenter l'universel. La posture de l'intellectuel spécifique qui commence à se dessiner dans les écrits foucaldiens s'oppose alors à la tradition de l'intellectuel « de gauche » qui, jusque-là, a été en mesure de prendre la parole tout en étant reconnu comme légitime de le faire en tant que « maître de vérité et de justice. On l'écoutait, ou il prétendait se faire écouter comme représentant de l'universel. Être intellectuel, c'était être un peu la conscience de tous » (Foucault, 1994b : 22). Le risque d'un tel projet apparaît dans l'éventuelle dissolution du caractère politique des scientifiques lorsqu'au lieu d'investir leur domaine de compétence et d'en définir les enjeux, ils et elles s'engagent au sein de lutte dont ils ne maîtrisent ni les tenants, ni les aboutissants (Dartigues, 2014). La proposition que porte Foucault, en opposition à l'image de l'intellectuel universel, s'incarne dans la figure de l'intellectuel spécifique, se basant ainsi sur une certaine rupture qu'il explique comme suit :

> [i]l y a bien des années maintenant qu'on ne demande plus à l'intellectuel de jouer ce rôle. Un nouveau mode de « liaison entre la théorie et la pratique » s'est établi. Les intellectuels ont pris l'habitude de travailler non pas dans l'« universel », l'« exemplaire », le « juste-et-le-vrai pour tous », mais dans des secteurs déterminés, en des points précis où les situaient soit leurs conditions professionnelles de travail, soit leurs conditions de vie (le logement, l'hôpital, l'asile, le laboratoire, l'université, les rapports familiaux ou sexuels). Ils y ont gagné à coup sûr une conscience beaucoup plus concrète et immédiate des luttes. (Foucault, cité dans Dartigues, 2014)

C'est cette idée d'une intellectualité « située », presque locale qui apparaît fondamentale dans la pensée foucaldienne notamment dans notre réflexion présente d'arrimage de la réflexivité et de l'engagement dans l'activité intellectuelle. Ici, la réflexivité se retrouve dans l'observation qu'une chercheuse, qu'un chercheur fait de son appartenance au monde social, de sa pratique, mais plus uniquement du point de vue de son affect ou de la possible violence symbolique qu'elle ou il exercerait sur la personne interrogée ou sur le milieu dans lequel l'enquête a lieu. Elle se retrouve plutôt dans la compréhension et la connaissance de la part de cet intellectuel spécifique de ce que l'on pourrait nommer son « lieu d'expertise », lieu à partir duquel peut prendre racine son engagement. En effet, Foucault fait de l'intellectuel spécifique un acteur, une actrice de la lutte, au sens où l'on s'engage dans un combat visant non plus à éclairer la « masse » mais davantage à lutter aux côtés des personnes concernées, en leur apportant son soutien pour inverser les rapports de pouvoir (Foucault, 1994c). À ce sujet, Foucault use du verbe « se fondre » pour soutenir sa posture « d'allié » dans la lutte. Il avance effectivement l'idée selon laquelle, dans le cas des luttes contre l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie, c'est le prolétariat qui mène sa propre lutte. En ce sens, il en définit les cibles, choisit les moyens d'action, les tactiques employées, les outils pour combattre. Dès lors, l'intellectuel spécifique ne peut que **s'allier** au prolétariat, se fondre dans sa lutte sans en récupérer les lauriers et la gloire (*ibid.*). Il faut donc s'allier et non pas s'approprier une lutte, un enjeu de lutte qui n'est pas le nôtre.

Au-delà du caractère local que revêt la lutte que mène l'intellectuel spécifique, il serait erroné de réduire celle-ci à une micro-action, à une lutte ponctuelle et non généralisable. Effectivement, la réflexion que mène Foucault sur la posture de l'intellectuel spécifique est fortement liée à son investigation de la vérité, et plus particulièrement, des régimes de vérité. Cette vérité se situe au croisement du savoir et du pouvoir – et n'est donc pas exempte de jeu de pouvoir en son sein –, car cette vérité est produite par plusieurs contraintes, qui vont influencer sa construction mais également son contenu. En ce sens, la « vérité » est propre à un contexte spécifique; chaque société aura son propre régime de vérité, sa façon de faire sens du social et de venir considérer certains discours comme vrais (Foucault, 1994b). Dès lors, ce que Foucault (*ibid.*) nomme « l'économie politique de la vérité » est constitué de cinq formes :

> la «vérité» est centrée sur la forme du discours scientifique et sur les institutions qui le produisent ; elle est soumise à une constante incitation économique et politique (besoin de vérité tant pour la production économique que pour le pouvoir politique) ; elle est l'objet, sous des formes diverses, d'une immense diffusion et consommation (elle circule dans des appareils d'éducation ou d'information dont l'étendue est relativement large dans le corps social, malgré certaines limitations strictes) ; elle est produite et transmise sous le contrôle non pas exclusif mais dominant de quelques grands appareils politiques ou économiques (Université, armée, écriture, médias) ; enfin, elle est l'enjeu de tout un débat politique et de tout un affrontement social (luttes «idéologiques»).

Et c'est ainsi à partir de la position de chercheuse, de chercheur au sein de la société, au sein du régime de vérité institué que sa prise de position locale peut revêtir un caractère global. En combattant à une échelle locale, on lutte également à un niveau plus général contre ce régime de vérité. Les scientifiques s'engagent dans le combat autour de la vérité, en ce sens qu'elles et ils luttent pour faire bouger les frontières de ce qui est considéré de façon hégémonique comme étant vrai, et par la bande, inclure dans cette vérité tout un ensemble de discours considérés jusqu'ici comme impropres (*ibid.*).

Conclusion

Ma présente réflexion visait à interroger les liens qui peuvent être faits, d'un point de vue critique, épistémologique et théorique entre la nécessité de réflexivité au sein de nos recherches et ce que je considère comme notre devoir d'engagement dans les luttes et mouvements sociaux. À partir des écrits de Louis Quéré, on peut envisager la rupture qu'une perspective critique, constructiviste permettait vis-à-vis d'une approche positiviste. En effet, en rejetant l'objectivation et la rationalisation abusive du monde social, il apparaît que la réflexion intellectuelle ne puisse plus nier toute influence que jouent les récits biographiques, les affects, aux différents niveaux de nos cheminements intellectuels – de la cueillette à l'interprétation des données en passant par l'ancrage théorique et l'analyse de ce qui est recueilli. Cette idée de réflexivité a été poussée plus loin à travers l'apport que Bourdieu a fait à la sociologie, et par l'extension faite ici au domaine des sciences

humaines et sociales. À travers les notions de champ et d'habitus, centrales à la pensée bourdieusienne, on observe l'existence de rapports de domination, de pouvoir et des violences symboliques qui, en plus d'influer sur le monde social, tendent à orienter les pratiques de recherche. L'articulation du projet d'intellectuel collectif proposé par Bourdieu se fonde notamment sur son inquiétude face à l'omniprésence des médias dont les analyses, sous l'impératif d'urgence dicté par le modèle économique néolibéral de la société, tendent à manquer de rigueur, de profondeur, et à organiser le monde politique. Bourdieu lance ainsi un appel à la mobilisation du monde intellectuel, visant à un rassemblement derrière la figure de l'intellectuel collectif dont l'objectif est celui de la critique sociale et de la dénonciation des rapports de pouvoir qui ont cours au sein de la société. Ce rassemblement souhaité par Bourdieu serait celui d'un ensemble d'intellectuel-le-s spécifiques qui, une fois réunis, pourraient incarner cet idéal d'intellectuel collectif. La notion d'intellectuel spécifique reprise à Foucault est celle de chercheuse, de chercheur qui a délaissé une posture universalisante et totalisante au profit d'une lutte davantage locale, reposant sur une certaine connaissance, un certain vécu d'une situation spécifique. Un tel positionnement permettrait ainsi de porter la voix, mais aussi de questionner le pouvoir, de questionner et de lutter contre les régimes de vérités imposés, afin de jouer le rôle politique qui nous semble inhérent au positionnement intellectuel, et ce notamment pour venir provoquer des doutes, des questionnements, visant à rendre impossible, pour les décideurs politiques la formulation d'une seule et même voie de résolution de conflit, venant empêcher au personnel administratif de déclarer, dans quelque situation « [v]oilà ce qu'il faut faire » (Foucault, cité dans Dartigues 2014).

Au long de notre réflexion, une notion dans le discours foucaldien a particulièrement retenu notre attention. Il s'agit de cette idée de posture d'allié des luttes. Foucault écrit ainsi :

> si c'est contre le pouvoir qu'on lutte, alors tous ceux sur qui s'exerce le pouvoir comme abus, tous ceux qui le reconnaissent comme intolérable peuvent engager la lutte là où ils se trouvent et à partir de leur activité (ou passivité) propre. En engageant cette lutte qui est la leur, dont ils connaissent parfaitement la cible et dont ils peuvent déterminer la méthode, ils entrent dans le processus révolutionnaire.

> Comme **alliés** [l'autrice souligne] bien sûr du prolétariat, puisque, si le pouvoir s'exerce comme il s'exerce, c'est bien pour maintenir l'exploitation capitaliste. (Foucault, 1994c)

Cette nuance quant à la notion d'allié est importante à souligner, du fait de la forte propension – notamment dans les luttes féministes, antiracistes, post-coloniales – de membres du monde militant ou intellectuel à s'approprier l'enjeu de luttes liés à une domination, à une discrimination qu'ils ne subissent pas directement. Il est important de préciser cependant que, si ce point me semblait central au moment de la rédaction de ma communication dans le cadre de ce colloque, ma réflexion a depuis évoluée, notamment grâce à la critique émise par Gayatri Chakravorti Spivak dans son texte « *Can subalterns speak ?* » (1988). Elle critique dans cette réflexion le point de vue européanocentré de Deleuze – et par extension de Foucault – et met de l'avant la violence épistémique sous-jacente à la constitution d'un Autre, non occidental, dont les désirs, la conception du pouvoir et la possibilité d'y résister sont inconnus, et ainsi d'une certaine façon, fantasmés par les auteurs (*ibid.*).

Références

Bourdieu, Pierre. 1976. « Le champ scientifique ». *Actes de la recherche en sciences sociales.* 2 (2): 88-104. https://doi.org/10.3406/arss.1976.3454

Bourdieu, Pierre. 1980. *Le sens pratique*. Paris: Les Éditions de Minuit.

Bourdieu, Pierre. 1998. *Contre-feux: propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*. Raisons d'agir. Paris : Editions Liber.

Bourdieu, Pierre. 2000. « A scholarship with committment, Pour un savoir engagé ». Dans Wittgenstein, Ludwig, et Jacques Vialle. 2000. *Qu'est-ce que croire*? : 205-211. Marseille: Agone Éditeur.

Bourdieu, Pierre. 2001. *Contre-feux 2*. Paris: Raisons d'agir éditions.

Bourdieu, Pierre. 2015[1993]. *La misère du monde*. Essais. Paris: Points.

Bourdieu, Pierre. 2015[1972]. *Esquisse d'une théorie de la pratique: précédé de Trois études d'ethnologie kabyle*. Paris: Éditions Points.

Bourdieu, Pierre, et Luc Boltanski. 1976. « La production de l'idéologie dominante ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 2 (2): 3-73. https://doi.org/10.3406/arss.1976.3443

Cefaï, Daniel, et Valérie Amiraux. 2002. « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales. Partie 1 ». *Cultures & Conflits*, no 47 (septembre). https://doi.org/10.4000/conflits.829

Dartigues, Laurent. 2014. « Une généalogie de l'intellectuel spécifique ». *Astérion. Philosophie, histoire des idées, pensée politique* 12 (juin). https://doi.org/10.4000/asterion.2560

Fabiani, Jean-Louis. 2016. *Pierre Bourdieu: un structuralisme héroïque*. Collection « La couleur des idées ». Paris: Éditions du Seuil.

Foucault, Michel. (1994a). « Entretien avec Madeleine Chapsal ». *Dits et écrits I*. Paris : Gallimard.

Foucault, Michel. (1994b). « La fonction politique de l'intellectuel- n.184 ». *Dits et écrits III*. Paris : Gallimard.

Foucault, Michel. (1994c). «Les intellectuels et le pouvoir : entretien de Michel Foucault avec avec Gilles Deleuze; 4 mars 1972 ». *Dits et écrits II*. Paris : Gallimard.

Godin, Louis-Daniel. 2014. « Michel Foucault et la figure de l'intellectuel spécifique ». *Figura* 35: 169-188.

Le Marec, Joëlle, et Mélodie Faury. 2011. « Communication et réflexivité dans l'enquête par des chercheurs sur des chercheurs ». *Actes du colloque international « Réflexivité en contexte de diversité : un carrefour »*. https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00671219

Lebaron, Frédéric, et Gérard Mauger. 1999. « Raisons d'agir: un intellectuel collectif autonome ». *Journal des anthropologues. Association française des anthropologues* 77-78 (juin): 295-301.

Lelubre, Marjorie. 2013. « La posture du chercheur, un engagement individuel et sociétal ». *Recherches qualitatives*, Hors-Série 14: 15-28.

Mounier, Pierre. 2001. *Pierre Bourdieu, une introduction*. Série « Une introduction » 231. Paris: Pocket/La Découverte.

Paugam, Serge. 2008. *La pratique de la sociologie*. Paris: Presses universitaires de France.

Quéré, Louis. 1982. *Des miroirs équivoques: aux origines de la communication moderne*. Babel. Paris: Aubier Montaigne.

Revel, Judith. 2002. *Le vocabulaire de Foucault*. Paris: Ellipses.

Robichaud, Arianne. 2016. *Jürgen Habermas et la théorie de l'agir communicationnel: la question de l'éducation*. Montréal : Université de Montréal.
https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/13511

Spivak, Gayatri C. 1988. « Can the Subaltern Speak? » Dans *Marxism and the Interpretation of Culture*, 271-313. Basingstoke: Macmillan Education.

Taylor, Charles. 1991. « Language and Society ». Dans Honneth, Axel et Hans Joas. 1991. *Communicative Action: Essays on Jürgen Habermas's The Theory of Communicative Action*. Cambridge, Mass.: MIT Press.

Thompson, John B. 2001. « Préface ». Dans Bourdieu, Pierre. 2001. *Langage et pouvoir symbolique*. Points. Essais 461. Paris: Fayard.

Pour citer :

Le Gallo, Sklaerenn. 2019. « Comprendre et étudier le monde social. De la réflexivité à l'engagement ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre?* Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 16, pp. 339-354. Québec : Éditions science et bien commun.

17. Langagement

Déconstruction de la neutralité scientifique mise en scène par la sociologie dramaturgique

SARAH CALBA ET ROBIN BIRGÉ

Prologue

« Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre! » (Association francophone pour le savoir, 2017). Voilà bien une formulation intéressante… Entre questionnement suggestif et exclamation passionnée, cette phrase – intitulant le colloque ayant motivé la rédaction de cet article – semble déjà nous dire le doute de ses autrices[1] quant au caractère neutre des scientifiques

1. Précisons qu'ici, l'emploi du genre féminin nous a été suggéré par l'une de nos évaluatrices, justifiant cela par le fait que les trois personnes en question sont des femmes. Convaincus que cette féminisation leur aurait plu, nous avons accepté cette suggestion. Cependant, nous nous interrogeons : est-ce parce que ce sont des individus de sexe féminin (c'est ainsi que nous comprenons la justification « ce sont des femmes ») ou est-ce parce qu'elles sont de genre féminin (auquel cas, cela mériterait d'être davantage discuté…)? Par ailleurs, les Éditions science et bien commun préconisent une écriture dite épicène, « c'est-à-dire une écriture qui rend visibles hommes et femmes également » (d'après le guide de rédaction qu'elles nous ont fait parvenir). Cela engage la mise en place de « stratégies » visant à mettre en avant plus que de coutume les femmes, ou plutôt le genre féminin. Les auteurs du guide nous incitent ainsi à employer des « formulations neutres » (en remplaçant par exemple « les chercheurs » par « les universitaires », ou encore « l'Homme » par « l'humain »), à « doubler » les désignations ou les articles (par exemple, « les chercheurs et les chercheuses ») et éventuellement – lorsqu'il faut être plus concis – à utiliser des formes tronquées (telles que « les expert-e-s »). Dans ce texte, nous déclarons accorder une attention très particulière au langage et aux formulations, allant même jusqu'à dire que c'est ainsi que prend forme notre engagement. Ainsi, toutes les petites modifications proposées – jugées sans conséquence par les « épicéniens », sauf pour la lutte féministe – transforment totalement (d'après nous) le propos. Ainsi, parler des « humains » plutôt que des « hommes » engage des interprétations bien différentes (le premier étant selon nous bien moins anthropocentré : on parle des humains comme d'une espèce vivante parmi d'autres) et ces différences sont ici jugées comme excessivement importantes. Nous avons donc privilégié les formulations les plus justes vis-à-vis de ce que nous argumentons et non les plus neutres vis-à-vis du genre. Par ailleurs, nous ne sommes pas convaincus par le projet épicénique. Nous pensons que la distinction genrée (que nous aimerions différencier de la distinction sexuée : un individu de sexe féminin peut être masculine sur bien des aspects) peut être intéressante à exploiter sur le plan symbolique. De même qu'un humain peut être distingué d'un homme, un esthéticien peut être distingué d'une esthéticienne (non selon le sexe de la personne, mais selon ses intentions par exemple). Ainsi, nous

et de leurs productions. L'on dit de quelqu'un qu'il est neutre (du latin *neuter* « aucun des deux ») lorsqu'il s'abstient ou refuse de prendre position dans un débat, dans un conflit opposant plusieurs personnes, plusieurs thèses, plusieurs partis. Parmi d'autres définitions proposées par notre dictionnaire[2], une raison à ce non-positionnement est avancée, en particulier dans le cas des institutions (école, enseignement, État) : il s'agit de ne pas porter de jugement par esprit de tolérance, autrement dit de ne favoriser aucune croyance pour permettre le pluralisme d'expressions et d'actions. Notons que, dans un sens plus figuré, l'adjectif désigne ce qui est fade, sans attrait, ce qui manque d'éclat, de relief et plus loin encore – et pour toutes ces raisons sans doute – ce qui passe inaperçu.

« Ce colloque propose de poser à nouveau la question de la neutralité en science [...] : est-elle possible? souhaitable? indispensable? est-ce un leurre? une fiction? un artifice? » En nous appuyant sur d'autres travaux touchant cette épineuse question de la neutralité en science, nous souhaitons proposer une réponse à chacune de ces interrogations avec la volonté d'argumenter en faveur du parti pris – autrement dit en donnant à comprendre l'intérêt et l'intelligence d'une prise de position déclarée comme telle – davantage qu'avec celle de démontrer l'impossibilité d'une recherche neutre. Cette façon de faire nous semble à la fois plus cohérente avec notre épistémologie constructiviste[3] – qui sera exposée tout au long du texte – et peut-être aussi plus inhabituelle au regard de l'ensemble des travaux critiques produits depuis plusieurs décennies maintenant sous la dénomination études de science. Contrairement à certains détracteurs de la neutralité, nous ne voudrions pas annihiler une tentative intellectuelle (aussi étrange soit elle) sous prétexte

préférerions qualifier notre écriture d'épiscénique au sens où elle met manifestement « sur scène » les mots, en jouant de leur étymologie, de leurs définitions actuelles et de leur symbolique, et ce de manière idéologiquement orientée. Puisque cela est le sujet même de notre texte, nous laissons maintenant place à l'argumentation de notre *langagement*.

2. Les définitions proposées ici comme dans le reste du texte sont issues du portail lexical du *Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales* (CNRTL, 2018), du dictionnaire *Le Nouveau Petit Robert* et de l'outil participatif nommé *Wiktionnaire* (s.d.). Les étymologies proviennent quant à elles du *Dictionnaire historique de la langue française* (Rey, 1992).
3. Nous voudrions être prudents quant à l'usage de ce terme dans la mesure où il regroupe des postures épistémologiques parfois très différentes (ce dont on peut se convaincre en lisant l'article de Cyril Lemieux (2012) « Peut-on ne pas être constructiviste? »). Nous vous conseillons donc de ne pas interpréter ce qualificatif trop rapidement, mais d'essayer de le comprendre au fur et à mesure qu'il s'expose dans cet article.

qu'elle serait nécessairement ou réellement impossible, tel un impératif logique ou naturel. Ainsi, nous répondrons par l'affirmative à la première des questions posées : l'on peut déclarer vouloir être neutre et travailler à neutraliser son travail, mais cela n'est pas sans conséquences… À force de ne pas se positionner, de ne pas vouloir donner à comprendre ses choix, par exemple ses choix de définitions singulières, on risque d'être mal interprété et de dériver de la neutralisation à l'annulation et à la nullité (souvenez-vous que ce qui est neutre, c'est aussi ce qui passe inaperçu).

Si notre réflexion porte bien sur la recherche scientifique dans son ensemble, nous illustrerons notre propos à partir de travaux concernant la sociologie. Il semble que la question de la neutralité y soit particulièrement débattue, d'autant plus que celle-ci est souvent considérée comme un problème inhérent aux sciences sociales, à l'image du « dilemme » formulé par Nobert Elias dans son livre *Engagement et distanciation* (Elias, 1993[1983]) :

> Dans ces deux domaines [les sciences de la nature et les sciences sociales], le travail scientifique a le même but; extrait de sa carapace philosophique, il consiste à découvrir comment et pourquoi des phénomènes observés se rattachent les uns aux autres. Mais, à la différence des sciences de la nature qui cherchent à éclairer les phénomènes précédant l'apparition de l'homme, les sciences sociales s'occupent des relations entre les hommes. Sur ce plan de la recherche, les hommes se rencontrent eux-mêmes aussi bien que les uns les autres; les « objets » sont en même temps des « sujets ». […] Et plus grandes sont les charges et les tensions auxquelles eux-mêmes ou leurs groupes sont exposés, plus il leur est difficile, étant immédiatement concernés, de se détacher de leur rôle, démarche qui est à la base de tout effort scientifique. Voici donc le problème auquel sont confrontés tous ceux qui étudient un aspect ou un autre des groupes humains : comment séparer, en évitant équivoque et contradiction, les deux fonctions, celle de participant et celle de chercheur? (Elias, 1993[1983]: 23-24, 29)

Elias nous livre ici une définition de la science (en distinguant deux objets d'investigation : le monde naturel et le monde social) et un principe méthodologique : le détachement, c'est-à-dire la nécessité de ne pas prendre part aux choses que l'on étudie et qui, pourtant, nous concernent. Nous pensons que le point de vue d'Elias, très brièvement synthétisé ici, est

majoritaire au sein de la recherche scientifique actuelle. Bien sûr, celui-ci s'exprime sous des formes différentes et nous tâcherons d'en exposer certaines afin de mieux donner à comprendre aux lecteurs ce qui nous permet ici de les regrouper. Pour caractériser la posture épistémologique de ce groupe majoritaire, nous utiliserons un terme si couramment employé qu'il en devient presque incontournable pour qui voudrait entamer un cheminement réflexif au sujet de la science – cela n'aura d'ailleurs pas échappé aux organisatrices de notre colloque qui déclarent dans leur appel à contribution : « Dans le régime contemporain de production des savoirs, le modèle dominant de la science la présente comme l'étude objective de la réalité. »

Le terme objectif désigne ce qui existe en soi, indépendamment du sujet pensant; dit autrement, il fait référence à la réalité extérieure indépendante des consciences. En parlant d'une personne ou d'une production (un exposé, un article, un ouvrage), l'adjectif qualifie celui qui manifeste un souci d'exactitude, faisant pour cela abstraction de toutes préférences, idées ou sentiments personnels. De la même façon, l'objectivité désigne le caractère de ce qui existe en soi ou le fait d'être dépourvu de partialité. Elle est la qualité de ce qui donne une représentation fidèle de la chose observée. À lire ces définitions, l'on comprend aisément que la science – définie comme la découverte du comment et du pourquoi des phénomènes observables, dont certains précèdent l'existence humaine – veuille prétendre à l'objectivité. Les sociologues qui partagent, selon nous, ce point de vue épistémique, soit celui regardant et produisant des représentations du monde à travers leur objectif (cet ingénieux dispositif leur permettant de ne pas figurer sur les images qu'ils produisent), seront les pratiquants d'une sociologie que nous nommerons photographique.

En prenant nos distances avec ce type de croyance et de pratique scientifique, nous nous rapprocherons ensuite du point de vue de la sociologie dite pragmatique. Ce courant se caractérise notamment par une critique du pouvoir de révélation des sociologies aux prétentions objectives jugées trop autoritaires, par l'affirmation que les acteurs étudiés peuvent être tout à la fois intéressés[4] et intéressants (de par leurs compétences rationnelles et critiques) et par le fait d'assumer la dimension performative de leur travail. Les sociologues pragmatistes semblent envisager différemment la question de la neutralité, notamment parce qu'ils se sont eux-mêmes inspirés de travaux

4. Du latin *interesse* « être parmi », « être présent » et non en retrait.

remettant en cause l'omniscience des scientifiques concevant leur travail comme une découverte du réel ou un dévoilement de la réalité, à l'instar de la sociologie critique de Pierre Bourdieu. Dans un article intitulé « Sociologie pragmatique : mode d'emploi » visant à définir en dix points le style pragmatique en sociologie, Yannick Barthe et collègues (2013 : 200) affirment que « c'est en partant précisément des limites et des impasses de la sociologie dite critique que les sociologues pragmatistes se proposent d'expérimenter un nouveau type d'engagement critique en sociologie ». L'on comprend les réticences de ces sociologues lorsque Bourdieu déclare, dans *Science de la science et réflexivité* :

> Comme il [le sociologue] doit se garder d'oublier aussi que si, comme n'importe quel autre savant, il s'efforce de contribuer à la construction du point de vue sans point de vue de la science, il est, en tant qu'agent social, pris dans l'objet qu'il prend pour objet et qu'à ce titre, il a un point de vue qui ne coïncide ni avec celui des autres ni avec le point de vue en survol et en surplomb de spectateur quasi divin qu'il peut atteindre s'il accomplit les exigences du champ. Il sait par conséquent que la particularité des sciences sociales lui impose de travailler […] à construire une vérité scientifique capable d'intégrer la vision de l'observateur et la vérité de la vision pratique de l'agent comme point de vue qui s'ignore comme tel et s'éprouve dans l'illusion de l'absolu. (Bourdieu, 2001 : 222)

Il semble que pour Bourdieu – d'une façon d'ailleurs assez similaire à Elias – le fait d'être pris dans le social, d'y participer, autrement dit d'y être acteur (ou « agent » selon les choix linguistiques de Bourdieu) pose problème : il y a une contradiction entre le point de vue sans point de vue du scientifique et le point de vue dans l'ignorance et l'illusion du participant. C'est avec la volonté de considérer – et donc de représenter dans leur travail – les acteurs étudiés comme des individus tout aussi capables de critique et de réflexivité pour construire le monde social que les sociologues pragmatistes refusent cette contradiction, au point d'en prendre le contre-pied. Ainsi vont-ils s'attacher dans leurs enquêtes à « prendre au sérieux » les justifications et les critiques émises par les acteurs, à « suivre les acteurs jusqu'au bout », et en particulier au moment où ils s'autorisent, eux, à produire des jugements de valeur et à hiérarchiser les conduites. Cela les conduit à adopter des méthodes – qu'ils nomment principe de symétrie ou neutralité axiologique – destinés à « rendre justice à la réflexivité des acteurs » (Barthe *et al.*, 2013 : 187). Dans un article

intitulé « Pour une neutralité engagée », la sociologue Nathalie Heinich (2002 : 126), se réclamant elle aussi d'une approche pragmatique, affirme : « Une autre conception du travail sociologique apparaît aujourd'hui possible : […] celle qui consiste à s'engager par la neutralité, à produire de l'action – et pas seulement du savoir – par la mise en évidence des cohérences, des logiques, des liens qui, au-delà des oppositions, rendent possible sinon un accord, du moins un dialogue et, peut-être, l'invention de compromis acceptables. » C'est donc en donnant à voir et à comprendre la pluralité des points de vue engagés et les dispositifs à travers lesquels ceux-ci sont exprimés que les sociologues pragmatistes entendent agir sur le monde social. C'est également ainsi que les auteurs du mode d'emploi de la sociologie pragmatique affirment leur engagement : « [c'est] en acte, à travers sa façon même de mener l'enquête sociologique (suivi des acteurs, principe de symétrie, etc.) que le sociologue pragmatique démontre une préférence pour la relance de la critique et pour la remise des certitudes à l'épreuve de leur vérification collective » (Barthe *et al.*, 2013 : 200). Si nous partageons sans doute le projet scientifique des auteurs visant la construction collective par la remise en jeu critique des habitudes qui nous apparaissent les plus problématiques, notre façon d'agir par la recherche est cependant tout à fait différente.

Nous essayerons dans ce texte – pour répondre au problème de la neutralité scientifique et déconstruire certaines de ses solutions habituelles – de défendre un troisième type de sociologie qui, à distance des preuves et des épreuves des sociologies photographique et pragmatique, affirme l'intérêt du point de vue artificiellement mis en scène, de la construction fictionnelle, de la manipulation intentionnelle, de l'interprétation singulière et de l'exposition magistrale. Pour toutes ces raisons et d'autres encore qui vous seront exposées dans ce texte, nous avons choisi de nommer ce style de recherche : la sociologie dramaturgique. Après avoir défini l'objectivité et l'engagement – deux postures habituelles face au problème de la neutralité – nous prendrons parti en faveur de la distanciation caractérisée non par un éloignement, mais par un déplacement, un changement de perspective, autrement dit une rupture avec les façons dont nous appréhendons habituellement certains objets.

Acte 1, scène 1 : Et la lumière fut!

En juin 2015, à l'occasion du 6e congrès organisé par l'Association française de sociologie, le professeur Yves Gingras, titulaire de la chaire de recherche du Canada en histoire et sociologie des sciences, tentait d'après le titre de sa conférence plénière de définir la nature et la pertinence de la sociologie. S'il ne traite pas directement de la question de la neutralité, son exposé nous a paru intéressant à plusieurs endroits, tant dans sa présentation des vrais problèmes que rencontre selon lui la sociologie actuelle que dans ses analyses comparées avec les sciences physiques (qu'il inclut dans l'ensemble des sciences dites « de la nature ») que dans ses choix stylistiques, linguistiques et dans ses positionnements épistémologiques. L'ensemble forme une certaine image de la science que nous croyons largement partagée et pratiquée, une image normale de la science normale – en quelque sorte un cliché. Voilà qui devrait nous permettre de bien introduire notre présentation de la sociologie photographique!

Commençons par rappeler que le terme photographie signifie littéralement « écriture de la lumière ». L'on dit de cette technique que ce n'est pas l'action de la main qui forme l'image, mais celle de la lumière – et ce, bien sûr, grâce à des dispositifs optiques et des réactions chimiques maîtrisées. Au-delà du phénomène visiblement bien connu de notre ancien physicien[5], la lumière est souvent employée – dans un sens figuré qui nous intéresse davantage ici – comme le symbole de la raison, de l'explication, de la connaissance, et même, d'une façon presque mystique, de la vérité. La lumière naturelle forme des images claires, nettes et précises, des images qui se lisent sans difficulté et qui ne font aucun doute quant à leur interprétation. C'est sans doute ce genre de représentations que veut produire Yves Gingras puisque, dans son exposé, il ne cesse d'utiliser des tournures relatives à la réduction par la lumière (telle que la clarification ou l'éclaircissement) pour conseiller le public de sociologues auquel il s'adresse. Porter un regard éclairant sur tous les recoins de la vie sociale et améliorer la clarté sémantique en s'en tenant à des définitions minimales de catégories fondamentales afin d'éviter les faux débats qui encombrent les sciences sociales : voilà comment

5. Puisque que c'est ainsi (et presque systématiquement) que l'on présente Yves Gingras : sur le site internet de son université, sur sa page Wikipédia, en quatrième de couverture de ses livres ou encore à l'occasion du congrès de l'AFS.

nous pourrions synthétiser le lumineux programme de Yves Gingras. Mais à force de vouloir produire des images claires, Yves Gingras en est venu à fonder son discours sur des évidences…

L'évidence (du latin *evidentia* « qui se voit de loin ») désigne effectivement ce qui apparaît clairement, mais aussi ce qui s'impose immédiatement à l'esprit comme une vérité ou une réalité sans qu'il soit besoin d'en faire la démonstration, et plus loin encore ce qui est incontestable. Dans son exposé, Yves Gingras nous enjoint plusieurs fois à nous rendre à l'évidence, à considérer ce qui va de soi et que, par conséquent, nous n'avons plus besoin d'interroger ou de reformuler. L'évidence est par exemple invoquée à propos des types de rationalités distinguant et justifiant l'existence des disciplines scientifiques normales et la façon dont elles se partagent l'étude du monde. Ainsi, après avoir défini la science comme le fait de « rendre raison des phénomènes en invoquant des causes naturelles au sens large », il ajoute que : « il va de soi que la façon de rendre raison varie selon les phénomènes étudiés; la physique n'est pas la psychologie, qui n'est pas la biologie, qui n'est pas la sociologie. » L'évidence vient aussi supporter les interprétations de Yves Gingras concernant la « manie » qui touche d'après lui de nombreux sociologues actuels consistant à vouloir renommer et innover constamment : « la première [cause], évidente, relève de la compétition pour accroître sa visibilité sur le marché académique »; et plus loin : « il est évident que les critères imposés [par les organismes subventionnaires] génèrent des pseudo-innovations ». Enfin – et c'est sans doute l'utilisation de l'évidence la plus remarquable – Yves Gingras entame la conclusion de son exposé en répondant ainsi à la question thématique du congrès : « En conclusion, la sociologie est-elle une discipline contre-nature? Évidemment oui. » Formulé comme ça, on aurait presque envie de dire que si c'était évident, ce n'était pas la peine de poser la question. Et c'est probablement ce qu'a dû penser Yves Gingras, passant dès lors à côté des différents sens que peut revêtir cette question, puisqu'il aura décidé de ne l'aborder que très rapidement, en fin de conférence, et de déclarer à d'autres moments la banalité de ce genre de faux problèmes épistémologiques. Comme il nous le rappelle en parlant de l'évidente distinction qui existe d'après lui entre les fins et les moyens, les évidences « sont des choses élémentaires, qui vont de soi et que, paradoxalement, on oublie ». Effectivement, à force de les avoir sous les yeux, à force de les utiliser de la même manière, pris dans des façons de faire et de penser habituelles, on a tendance à oublier que les évidences sont construites – et qu'elles peuvent, par la même occasion, être remises en question pour

être transformées. Yves Gingras utilise les évidences comme des clichés lui évitant d'avoir à démontrer la justesse de ses déclarations. Ce sont pour lui des aboutissements et non des points de départ pour de nouvelles recherches.

Ainsi, nous ne partageons pas la définition de la science[6] esquissée par Yves Gingras. Alors qu'il souhaite chercher des causes naturelles aux phénomènes observables, nous voulons rechercher – le « re » implique qu'il faut chercher plusieurs fois, « chercher de nouveau » pour peut-être voir différemment – à comprendre les manières de faire et de penser habituelles (ce que l'on fait ou ce que l'on dit sans y réfléchir) pour pouvoir les critiquer et potentiellement les transformer. Nous ne partageons pas non plus la méthode qu'il propose, fondée sur une accumulation d'observations empiriques et une épuration théorique qui, de clarifications conceptuelles en éclaircissements sémantiques, réduit considérablement le discours scientifique. « Une théorie bien formée en sciences sociales ou en science n'est pas un dictionnaire de cent mots nouveaux, mais un ensemble limité et bien défini de concepts (quatre ou cinq en général, quand on observe les théories actuelles) liés entre eux et permettant d'en déduire des prévisions, des explications, le tout encastré dans la logique et le langage naturel. » Il lui semble évident que la sociologie est une discipline contre-nature au sens où elle prend pour objet d'étude l'humain, « le seul être contre-nature qui est le produit de la nature et qui a construit un discours réflexif [sur le monde] », mais il ne voit pas de contradiction au fait de qualifier son langage de naturel. Quoi de plus naturel que de ne pas faire attention aux mots et aux expressions que l'on utilise? Voilà certainement le signe d'un profond désaccord entre lui et nous : notre langage n'est *pas* naturel puisqu'il est le produit de notre recherche. Mais sur ce point, Yves Gingras ne semble pas vraiment d'accord avec lui-même puisque, quelques secondes plus tard, il déclare : « en somme, une théorie est davantage un simple langage descriptif universel qui ne fait que dire en jargon savant ce que l'on disait autrement avant ». Dès lors, on ne sait plus si le langage scientifique doit être naturel ou jargonnant, usuel ou savant, mais on est sûr qu'il nous sert à dire tout simplement ce que l'on savait déjà.

6. Notons au passage que Yves Gingras propose une définition de la science datant – selon sa propre estimation – du 17e siècle. Alors qu'en introduction de sa conférence, il se moque des sociologues et autres savants s'improvisant philosophes, ressassant sans cesse l'histoire de Thomas Kuhn au sujet des révolutions scientifiques en toute méconnaissance des travaux plus actuels en épistémologie, on pourrait lui reprocher d'utiliser une définition quelque peu dépassée, notamment par toute l'épistémologie du 20e siècle.

Contrairement à Yves Gingras, nous étudions, nous choisissons et nous façonnons les mots avec beaucoup de soin afin de nous exprimer de manière cohérente, en adéquation avec notre vision du monde, et ce justement parce que nous pensons que les mots et les discours construisent le monde. Nous défendrons ici l'idée que la compréhension ne passe pas par des clarifications, des réductions ou des simplifications, mais au contraire par de la densité sémantique, par des enrichissements stylistiques, par la multiplication des détails et des mises en lien devant tisser les motifs d'une pensée qui se donnerait alors à voir comme complexe et cohérente. C'est parce que nous sommes convaincus que la forme est signifiante, autrement dit que la forme fait indissociablement partie de la pensée exprimée, et que nous voudrions croire à la complexité de chaque pensée – qui plus est lorsqu'elle prétend faire science – que nous affirmons ici l'importance du travail que représente la rédaction ou la lecture d'un texte. Car si une lecture ne vous pose aucune difficulté, si le propos vous paraît immédiatement compréhensible, c'est peut-être que vous y avez rencontré beaucoup trop d'évidences et que ce que vous avez lu, vous le saviez déjà.

Acte 1, scène 2 : Cliché sur les maux du « je » et la manie des jeux de mots

Le langage constitue d'après nous le principal matériau de la construction scientifique : c'est par lui que nous nous posons des questions, que nous définissons des objets, que nous les mettons en relation et que nous formulons des réponses afin de produire des connaissances qui s'expriment, elles aussi, avec des mots. Le langage est donc à la fois un moyen et une fin de la recherche scientifique. Ainsi, nous travaillons sans cesse à redéfinir et à renommer les choses afin de les donner à comprendre un peu différemment, et par là de proposer quelque chose de nouveau. Par exemple, nous essayons dans cet article de définir trois types de sociologies qui correspondent à trois façons de considérer son objet d'étude et donc de répondre au problème de la neutralité. Parce que deux d'entre elles n'existaient pas déjà en tant que telles en dehors de notre article – la sociologie photographique et la sociologie dramaturgique – nous leur avons donné un nom. Ces noms, nous les avons choisis pour les caractériser au mieux et rendre ainsi notre typologie intelligible. Nous abordons ici le problème majeur que Yves Gingras a identifié au sein des sciences sociales et qui constitue le véritable sujet de sa

conférence : la « manie de sous-estimer la cumulativité en renommant les choses et en disant *je*, *je*, *je*, *je* ». Voilà bien une fantaisie qui nous concerne directement. Si les raisons invoquées par Yves Gingras pour expliquer cette tendance au nominalisme narcissique sont dignes des meilleurs clichés en matière d'économie et de psychologie humaines, nous y répondrons en proposant une interprétation différente – et sûrement plus compréhensive – de ces choix stylistiques.

Pour Yves Gingras, le fait d'innover, c'est-à-dire d'introduire du neuf dans quelque chose de déjà bien établi, ne semble motivé par rien d'autre qu'un besoin de reconnaissance dans un monde très normalement régi par des principes concurrentiels. C'est « l'occasion de sortir de la foule anonyme des chercheurs en annonçant une autre révolution scientifique ou méthodologique ». La métaphore économique filée tout au long de l'exposé vient soutenir son explication : « cette inflation de "nouveaux" autoproclamés », cette « mise en marché de nouveaux mots présentés comme des concepts originaux », « cette course à l'innovation lexicale [...] relève de la compétition pour accroître sa visibilité sur le marché académique », elle « provient des organismes subventionnaires qui orientent la recherche par des critères qu'ils imposent ». Voilà le monde normal de la science que vient conforter la description de Yves Gingras. Cette description est d'ailleurs assez proche de celle proposée par Pierre Bourdieu à travers sa conceptualisation du champ scientifique comme un champ de forces physiquement structuré et un champ de luttes pour conserver ou transformer ce champ de forces, notamment du fait de son champ lexical très économiquement marqué :

> La force attachée à un agent dépend de ses différents atouts, facteurs différentiels de succès qui peuvent lui assurer un avantage dans la concurrence, c'est-à-dire, plus précisément, du volume et de la structure du capital de différentes espèces qu'il possède. Le capital scientifique est une espèce particulière de capital symbolique, capital fondé sur la connaissance et la reconnaissance. Pouvoir qui fonctionne comme une forme de crédit. (Bourdieu, 2001 : 70)

À décrire le monde comme une course, une lutte ou un grand jeu de Monopoly, on le fait exister comme tel, mais à présenter ses descriptions comme neutres et objectives (au sens de non positionnées), on fait essence de cette existence et l'on risque alors de fermer la possibilité d'autres existences construites par d'autres points de vue singuliers.

Ainsi, nous ne partageons pas le point de vue de Yves Gingras qui considère que deux théories différemment formulées peuvent être équivalentes. Lorsqu'il affirme qu'il est « possible de montrer, par une analyse de la structure conceptuelle d'une théorie, qu'elle est en fait, par-delà son vocabulaire, équivalente à une autre dans son objet, dans sa référence, car l'idée que deux théories portant sur le même objet analysé sous les mêmes rapports soient incompatibles et contradictoires semble difficile à admettre sur le plan logique », il fait de la science et de ses théories des choses extérieures au langage. Dès lors, la logique dont il parle n'est pas celle relative à l'élaboration d'une pensée rationnelle puisque celle-ci est fondamentalement discursive. En effet, qui pense sans mots? Qui peut exprimer un raisonnement sans passer par un langage? Cette logique devant nécessairement accorder nos théories par-delà leur expression singulière, ne peut être que celle – unique et universelle – des causes et des conséquences naturelles; une logique qui définit les règles du réel indépendamment des significations, des réalisations et des décisions humaines. Cette position épistémique, qui implique pour la science un projet de découverte du réel conçu comme unique puisque indépendant des perspectives humaines, nous le nommons *réelisme*, littéralement, « la croyance au réel ».

Il s'agit là encore d'un mot nouveau, un mot que nous avons choisi d'inventer pour qualifier ce point de vue particulier (mais que nous croyons largement partagé, notamment par notre conférencier) à propos de la connaissance du monde et ne pas le confondre avec une dénomination plus habituelle – donc plus facilement interprétable comme quelque chose de déjà connu et ne nécessitant pas d'effort de compréhension – à savoir, le réalisme (littéralement, « la croyance dans la réalité »). Ce que nous appelons ici réel ne doit pas être confondu avec la réalité. Quand Yves Gingras (qui aurait certainement détesté la phrase précédente) croit bon d'affirmer que « ce n'est pas parce que l'on change de nom que l'on dit nécessairement des choses différentes », nous préférons déclarer que les actuelles et potentielles distinctions que nous offre le langage sont le meilleur moyen dont nous disposons pour décrire – et ainsi rendre – notre monde complexe. Cela n'a rien d'une nécessité, c'est un choix : un choix de style de recherche. Ainsi, la principale différence que nous faisons entre le réel et la réalité, c'est que le premier est inaltérable car indépendant de l'homme alors que la seconde est transformable car définitivement humaine. Cette différence n'est pas évidente, mais essayons ici de la rendre intelligible. Contrairement à ce que pourrait penser Yves Gingras, nous ne faisons pas « table rase du passé

pour montrer qu'on est innovant » puisque nous formons nos définitions à partir de dictionnaires (donc grâce à l'histoire et aux usages établis de ces mots) et en nous appuyant sur notre expérience, c'est-à-dire nos observations empiriques et interprétations **critiques** des façons de faire et de penser habituelles. Et nous réalisons autant de distinctions que nécessaire pour exprimer notre pensée le plus exactement possible – et non pour nous distinguer au sens (péjoratif) où le suggère Yves Gingras.

Voilà qui nous amène à l'autre facette du problème soulevé par Yves Gingras : la mise en avant du « *je* créateur » dans les travaux de recherche. Il déclare : « le profane observant les sociologues constate qu'ils semblent trouver très important de faire débuter beaucoup de leurs phrases par *ce que j'appelle* X, Y *ou* Z ». Si Yves Gingras était plus attentif au style[7] – c'est-à-dire au travail visant l'adéquation du fond et de la forme, autrement dit la mise en relation de ce qui est dit avec la manière de le dire – peut-être comprendrait-il que la formulation *ce que j'appelle* ou encore *ce que nous appelons* (si, comme dans ce texte, les auteurs sont au moins deux) peut donner à comprendre que la définition proposée est contextuelle, donc discutable. Alors que de nombreux scientifiques – et en particulier des spécialistes d'épistémologie – s'accordent à dire que la science se caractérise par le caractère réfutable de ses propositions, autrement dit par le fait que de nouvelles expériences peuvent toujours les remettre en question et que c'est ainsi que la vérité se construit, pourquoi les donner à voir comme figées? Ainsi, plutôt que d'y voir la manifestation d'un désir auto-promotionnel, nous comprenons les définitions singulières et affirmées comme telles comme la volonté d'ouvrir le dialogue, de rendre possible la critique et le travail de redéfinition. Il nous semble moins autoritaire de dire *il nous semble* ou *ce que nous appelons* plutôt que d'exprimer un fait à l'aide de tournures impersonnelles. Il est intéressant de rappeler ici l'étymologie du mot fait, formé à partir du terme latin *factum* désignant « une action humaine » et notamment une « action

7. Peut-être ne porterait-il pas un tee-shirt où il est inscrit « *legendary* » alors même qu'il critique l'immodestie de certains chercheurs... Affirmer quelque chose, dans un texte aux ambitions scientifiques, à partir de la description d'un habit, voilà qui pourrait sembler normalement bien peu intelligent. Évidemment, cela est irrecevable, c'en est même inintéressant tant il est admis que, des goûts et des couleurs, on ne discute pas, et que, de surcroît, l'on ne peut retenir comme contre-argument les choix formels d'un interlocuteur; c'est le fond qui compte après tout. Justement, c'est bien ce qu'il s'agit de déconstruire dans ce texte à l'instar de ce qui a été fait par l'un de nos complices dans son travail de thèse intitulé *Feux d'artifices de bons sentiments* (Crocitti, 2016), à savoir exposer l'indissociabilité fond-forme et la définition du goût comme valeur morale idéologiquement construite et transformable.

remarquable »; l'expression *être le fait de quelqu'un* signifiait « (constituer) sa manière d'agir ». Pourquoi vouloir dissimuler que les faits sont faits, fabriqués, entretenus, produits et reproduits par des personnes? Pourquoi se faire croire qu'ils existent en dehors de nous et que nous n'en sommes pas responsables? Si ce n'est pour ne plus faire l'effort d'en faire la démonstration, une nouvelle démonstration alors que peut-être certains les mettent en doute – de façon pertinente ou non… ce dont il faudra aussi discuter.

La nouveauté n'est pas gage de qualité, mais l'habitude ou la routine non plus. L'un comme l'autre sont issus des travaux qui les précédent. Contrairement à Yves Gingras, nous ne voudrions pas voir cela comme une accumulation, mais comme une construction, et même un ensemble de constructions puisque toutes n'ont pas le même projet, ni la même forme. Dans notre argumentation visant à comprendre les faits scientifiques comme des constructions humaines, nous pourrions citer les travaux de Bruno Latour. Et comment ne pas se servir de cette pièce maîtresse de l'échiquier épistémologique vis-à-vis de laquelle tout le monde se positionne (y compris Yves Gingras dans sa conférence qui critique explicitement la théorie de l'acteur-réseau de Latour)? Nous pourrions notamment citer sa fameuse enquête sur *La vie de laboratoire* sous-titrée *La production des faits scientifiques* ou, plus récemment, son enquête sur la croyance intitulée *Sur le culte moderne des dieux faitiches* dans lesquelles il décrit fabuleusement le travail de la science normale – qu'il qualifie, lui, de science moderne. Il écrit ainsi :

> « Les faits sont faits », nous le savons depuis Bachelard, mais la pensée critique nous avait dressés à voir dans cette étymologie ambiguë le fétichisme de l'objet. Alors que nous les fabriquons dans nos laboratoires, avec nos collègues, nos instruments et nos mains, les faits deviendraient, par un effet magique de renversement, ce que personne jamais n'a fabriqué, ce qui résiste à toutes variations des opinions politiques, à toutes les tourmentes de la passion, ce qui tient lorsque l'on tape violemment du poing sur la table en s'écriant : « Les faits têtus sont là! » Après le travail de construction, prétendent les antifétichistes, les faits « prendraient leur autonomie ». (Latour, 2009 : 46)

Notre épistémologie n'est pas sans lien avec celle de Bruno Latour et d'autres qui, avant ou après lui, ont contribué à nous faire voir la science

comme un laborieux travail de construction et non comme une pure révélation du monde. Notre définition des faits scientifiques n'est cependant pas équivalente à celle de Bruno Latour – bien que l'objet et la perspective d'étude soient les mêmes – notamment parce que nous ne partageons pas sa critique de la critique, ni certaines de ses formulations. Ainsi, comme nous amateur de mots, Latour déclare :

> Le mot « fait » semble renvoyer à la réalité extérieure, le mot « fétiche » aux folles croyances du sujet. Tous les deux dissimulent, dans la profondeur de leur racine latine, le travail intense de construction qui permet la vérité des faits comme celle des esprits. C'est cette vérité qu'il nous faut dégager, sans croire ni aux élucubrations d'un sujet psychologique saturé de rêveries ni à l'existence extérieure d'objets froids et anhistorique qui tomberaient dans les laboratoires comme du ciel. […] En joignant les deux sources étymologiques, nous appellerons *faitiche* la robuste certitude qui permet à la pratique de passer à l'action sans jamais croire à la différence entre construction et recueillement, immanence et transcendance. (Latour, 2009 : 53)

S'il nous fallait nous réapproprier le joli mot de *faitiche* inventé par Latour, ce serait pour insister sur le fait (le nôtre bien sûr) que la connaissance est à la fois une croyance et un artifice, autrement dit qu'une connaissance est une construction intellectuelle convaincante. Nous serions d'accords avec Bruno Latour pour rapprocher les termes *construire* et *recueillir*, puisque l'étymologie de ce dernier – formé à partir du latin *recolligere* signifiant « rassembler, réunir » – est directement liée à celle de notre mot fétiche : l'intelligence – dérivé du verbe *intelligere* signifiant « choisir entre (par l'esprit) », lui-même formé de *inter* « entre » et *legere* « cueillir ». L'intelligence est donc une histoire de choix, de sélection. Ainsi, si nous apprécions beaucoup des formulations de Bruno Latour, nous ne sélectionnerons pas, par exemple, celle visant à réunir immanence et transcendance. La transcendance est souvent utilisée pour caractériser ce qui se situe au-delà d'un domaine pris comme référence, et en particulier de ce qui se situe au-delà du perceptible et de l'intelligible, donc de l'homme. Dans la mesure où ce terme nous est utile pour qualifier une position que nous aimerions par ailleurs disqualifier parce qu'elle fait exister quelque part des choses qui nous dépassent, nous ne partagerons pas la tentative irénique de Bruno Latour. Nous ne partageons pas non plus les principes de symétrie et d'agnosticisme caractérisant

l'anthropologie de Bruno Latour, qu'il déclare au tout début de son livre : « Comment parler symétriquement de nous comme des autres sans croire ni à la raison ni à la croyance, tout en respectant à la fois les fétiches et les faits? Je veux m'y essayer, peut-être maladroitement, en proposant de définir l'agnosticisme comme la manière la plus radicale et surtout la plus respectueuse de ne plus croire à la notion de croyance. » (Latour, 2009 : 19) Les choix distinguant notre pensée de celle de Bruno Latour ne sont pas subjectifs (quand bien même ils le seraient, ce n'est pas sur cet aspect sans doute trop intime que nous voudrions insister), mais singuliers. Parce que nous portons une attention particulière à la formulation, c'est-à-dire à ce que l'on énonce sous une forme particulière, nous pouvons voir dans chaque recherche et dans chaque production scientifique un travail différent des autres, donc un travail singulier[8]. Ce terme nous plaît d'autant plus qu'il qualifie également ce « qui, parce qu'il sort de la norme, étonne, surprend et parfois dérange ». Dès lors, comment ne pas affirmer la singularité de notre travail, alors que nous définissons justement la science comme une activité collective visant à critiquer les façons de faire et de penser habituelles en vue de produire de nouvelles connaissances?

Parce que chaque recherche est pour nous singulière et que cela implique des formulations, des références et des reformulations qui dépendent des choix de l'auteur, nous comprenons tout à fait que Yves Gingras n'ait pas fait référence au travail d'autres sociologues des sciences dans sa conférence. Pourtant – nous l'avions déjà remarqué dans sa façon de décrire le monde scientifique – les analyses de Yves Gingras sont incroyablement similaires à celles amorçant le livre de Pierre Bourdieu intitulé *Science de la science et réflexivité* – ouvrage synthèse de la dernière année de cours qu'il donna au collège de France et qu'il publia en 2001. On y lit la même critique des sociologues et autres savants qui s'essayent à l'épistémologie en maniant maladroitement des discours inadéquats ou dépassés, la même volonté de débusquer les « faux-problèmes » qu'il juge fondamentalement sociaux et non épistémologiques, la même distinction entre empirie et théorie (cette

8. Nous aimerions citer ici la remarque d'Isabelle Stengers (1995) dans son livre L'invention des sciences modernes : « Les sciences donnent souvent l'impression d'une entreprise "anhistorique". Si Beethoven était mort au berceau, ses symphonies n'auraient pas vu le jour. En revanche, si Newton était mort à 15 ans, un autre, à sa place... [...] je crois pouvoir affirmer que si Carnot était mort au berceau, la thermodynamique ne serait pas ce qu'elle est. » (Stengers, 1995 : 49)

dernière étant inadéquatement survalorisée d'après eux) et surtout, la même suspicion quant à la nouveauté. Il déclare ainsi, après avoir évoqué la nouvelle sociologie des sciences :

> Il faudrait réfléchir sur un tel usage de l'opposition vieux/neuf qui est sans doute un des obstacles au progrès de la science, notamment sociale : la sociologie souffre beaucoup du fait que la recherche de la distinction à tout prix, qui a cours en certains états du champ littéraire, encourage à forcer artificiellement les différences et empêche ou retarde l'accumulation initiale dans un paradigme commun – on repart toujours de zéro – et l'institution de modèles forts et stables. (Bourdieu, 2001 : 23)

Il est peu probable que Yves Gingras n'ait pas eu connaissance de cet ouvrage – le dernier et principal ouvrage de sociologie des sciences écrit par Pierre Bourdieu – alors qu'il y est cité[9] et que dans sa conférence, il mobilise à plusieurs reprises le concept de champ scientifique. Considérons qu'il n'a pas jugé bon de s'en servir pour appuyer son propos plutôt que de considérer – comme il le déclare malheureusement à propos de ceux qui « sans jamais faire référence au concept original, qui est le même déguisé sous un nouvel habillage », le reprennent – qu'il s'agit là d'un manque « d'honnêteté intellectuelle »[10].

Ainsi, ce que Yves Gingras considère être une manie, à savoir la volonté de renommer, de reformuler les choses, nous le voyons comme une manipulation habile pour décrire (et ainsi faire exister) ces choses un peu différemment. Rappelons-nous que la photographie permet selon certains de produire des représentations fidèles grâce à l'action de la lumière et non celle de la main. C'est donc à leur volonté de ne pas considérer les faits comme des objets

9. On lit ainsi dans le chapitre intitulé « *L'état de la discussion* : Une autre caractéristique de cette région bâtarde où tous les sociologues sont philosophes et tous les philosophes sociologues, où se côtoient et se confondent les philosophes (français) qui s'occupent des sciences sociales et les adeptes indéterminés des nouvelles sciences, *cultural studies* ou *minority studies*, qui puisent à tort et à travers dans la philosophie (française) et les sciences sociales, c'est aussi un très faible degré d'exigence en matière de rigueur argumentative (je pense aux polémiques autour de Bloor telles que les décrit Gingras (2000) et en particulier au recours systématique à des stratégies déloyales de "désinformation" ou de diffamation [...] ou le fait de changer de position selon le contexte, l'interlocuteur ou la situation) » (Bourdieu, 2001 : 22)
10. Nous citons ici l'expression (toute faite) employée par Yves Gingras, sans apprécier sa formulation qui, selon nous, laisse trop facilement entendre que l'honnêteté pourrait ne pas être intellectuelle

façonnés et manipulables, mais comme l'expression simple, claire, nette de causes naturelles que l'on reconnaît les pratiquants de la sociologie photographique. C'est ainsi qu'ils peuvent déclarer, à l'instar de Yves Gingras : « les sociologues pourraient développer un meilleur réflexe de résistance, en allant voir derrière les mots, analyser le travail réel [de ceux qui voudraient "faire croire à leurs innovations radicales"]. » À propos de notre travail, disons-le tout de suite : derrière les mots, vous ne trouverez rien… tout est dans le texte!

Acte 1, scène 3 : Mise en boîte d'une sociologie conservatrice

Yves Gingras propose donc aux sociologues de faire de la résistance, de s'opposer aux nouvelles formulations avancées par leurs collaborateurs, et pire encore, d'en faire un réflexe, autrement dit un acte involontaire, une réaction provoquée par une sorte de conditionnement… donnant à leur appareil photographique des allures de boîte de conserve. Pour justifier son propos, il décide de prendre les sciences physiques pour modèle – faisant de leur fonctionnement quelque chose d'exemplaire, une référence à imiter, tout en dénigrant l'idéal que celles-ci constituent pour certains (« cette comparaison me paraît éclairante car, c'est bien connu, la physique est considérée comme le surmoi de la plupart des disciplines – qu'on pense aux économistes »). Il décrit à plusieurs reprises le bon sens caractérisant les physiciens : « En physique, conceptualiser la supraconductivité se fait sur les bases des théories existantes et non en les remplaçant au nom de quelconques impératifs d'innovation. »; « Depuis [la nouvelle nomenclature chimique de Lavoisier et de ses collaborateurs datant de la fin du 18e siècle], les chimistes s'entendent pour ne pas réformer leur dictionnaire chaque dix ans. »; « Encore une fois, il ne viendrait à l'idée d'aucun physicien de renommer l'équation de Schrödinger ou l'effet photoélectrique pour donner l'impression de réinventer la physique ou de ne devoir rien à personne. » Pour Yves Gingras, la science est une accumulation de faits qui, une fois mis en forme, ne méritent pas qu'on s'y intéresse à nouveau. Peut-être que si les physiciens choisissaient de nommer autrement leurs inventions, ils nous donneraient moins l'impression

de croire que la science est l'affaire de quelques génies[11] qui ne s'embarrassent pas de réflexions stylistiques. Cette conception – à nos yeux normale car majoritaire – du travail scientifique, on la retrouve par exemple dans le manuel *How to write and publish a scientific paper*, présenté comme « un guide essentiel dans le monde compétitif [de la science] d'aujourd'hui » (Day et Gastel, 2012). On y lit que :

> Les mots doivent être aussi clairs, simples, et bien ordonnés que possible. Dans l'écriture scientifique, il n'y a pas de place pour l'ornementation. Les embellissements littéraires fleuris – les métaphores, les comparaisons, les expressions idiomatiques – sont sources de confusion et devraient rarement être utilisés dans la rédaction d'articles de recherche[12]. (Day et Gastel, 2012 : 4)

Autrement dit, la science est une affaire sérieuse qui n'a pas de temps à perdre avec ces histoires de jeux de mots et de formulations sophistiquées. Mais vous l'aurez compris, nous ne partageons pas le même point de vue quant au choix des mots.

Nous avons vu que l'objectivité était notamment la qualité de ce qui donne une représentation fidèle de la chose observée. L'objectivité scientifique, c'est le fameux « point de vue hors de tout point de vue » qui permet de décrire le réel tel qu'il est, universellement, naturellement, sans biais ni artefacts, c'est-à-dire en s'efforçant d'effacer les traces de l'intelligente manipulation humaine. Les pratiquants de la sociologie photographique sont des révélateurs du réel. Ils réalisent des tirages positifs, voire *positivistes* pour reprendre le qualificatif employé par les autrices de l'appel à contributions critiques au sujet de la neutralité dont notre article se veut être l'une des réponses : « Dans le régime contemporain de production des savoirs, le modèle dominant (positiviste réaliste) de la science la présente comme l'étude objective de la réalité. Selon ce modèle, l'utilisation de la méthode scientifique garantit que ni les personnes ni les contextes n'influencent les résultats, ce

11. Alors que nous voudrions donner à voir les connaissances scientifiques comme des constructions collectives, c'est pourquoi il ne nous viendrait pas à l'esprit de nommer une théorie ou un objet du nom de son inventeur.
12. La traduction étant sans doute maladroite, nous préférons retranscrire ici la citation originale : « *The words of the signal should be as clear, simple, and well ordered as possible. In scientific writing, there is little need for ornamentation. Flowery literary embellishments – metaphors, similes, idiomatic expressions – are very likey to cause confusion and should seldom be used in research papers.* »

qui rend ces derniers généralisables et universels. » Ce terme – hérité de la philosophie d'Auguste Comte (d'ailleurs souvent présenté comme le fondateur de la sociologie française) – est en effet souvent utilisé pour désigner une certaine conception de la science qui, de façon autoritaire et un peu trop sûre d'elle-même – tel un lucide (du latin *lucidus* « clair, lumineux » et au figuré « évident ») convaincu par l'évidente clarté de ses raisonnements –, exclut certaines pratiques manquant à ses yeux de rigueur logique ou empirique. On pourrait ici citer l'usage qu'en fait Isabelle Stengers dans *L'invention des sciences modernes* :

> Ma « définition » du positivisme[13] recouvre donc des pensées non seulement hétérogènes, mais explicitement opposées quant à leurs objectifs. [Après avoir évoqué la philosophie du Cercle de Vienne et celle de Gaston Bachelard comme deux exemples de positivisme, elle poursuit.] Le point commun qu'explicite ma définition – la disqualification de ce qui n'est pas reconnu comme scientifique – a pour intérêt de mettre en lumière non la vérité des auteurs, mais les ressources stratégiques qu'ils offrent à ceux pour qui le titre de science est en jeu. De ce point de vue, la « rupture », qu'elle soit de l'ordre de la purification ou de la mutation, crée une asymétrie radicale qui ôte à ce contre quoi « la science » s'est constituée toute possibilité d'en contester la légitimité ou la pertinence. (Stengers, 1995 : 35)

Cette définition est intéressante car elle met en valeur le pouvoir conservateur que peut conférer un critère de démarcation (entre science et non-science) telle que l'objectivité, impliquant pour ses participants une neutralité stricte et délégitimant par principe tous les discours critiques – car positionnés ou idéologiques – y compris ceux s'adressant à la science. L'idéologie, littéralement « la science des idées », alors qu'elle pourrait être comprise comme une construction intellectuelle, comme le discours total et cohérent que l'on porte sur le monde et qui donne sens à nos actions, est souvent employée par les objecteurs du travail conscient pour dénigrer les discours biaisés, déformés par le point de vue de celui l'ayant formulé. L'idéologie de la science objective, c'est de déclarer ne pas en avoir.

13. Notons ici que le choix de la formule nous donne déjà à comprendre certains points d'accord avec Isabelle Stengers.

L'objectivité n'est pourtant pas un point de vue sans point de vue, mais un point de vue si partagé que l'on en oublierait ses choix de positionnement. Le chercheur qui, derrière son objectif, capture des images du réel, n'est pas moins responsable du cadrage, de la composition, du développement et des éventuelles retouches qu'il réalisera pour parfaire son cliché. Encore une fois, pour qui est attentif au style, toute représentation particulière est singulière, même celles de ceux travaillant à la dé-singularisation croyant ainsi toucher, du bout des doigts, l'universalité. L'objectivité, c'est la constitution et la consolidation par utilisation habituelle de normes, autrement dit de façons de faire et de penser majoritairement partagées. Vouloir être objectif, c'est donc choisir de travailler normalement, en utilisant le langage adapté, les mesures conformes, les méthodes classiques, les protocoles standardisés, les dispositifs connus et reconnus qui facilitent la lecture de ceux les connaissant déjà. Or, nous vous l'avons déjà dit, alors même que notre travail est normal à pleins d'endroits, ce que nous voulons affirmer – et toute la différence se joue ici, dans la déclaration d'intentions – c'est la critique des façons de faire et de penser habituelles qui, à un certain moment, nous semblent problématiques, pour des raisons non scientifiques, mais politiques, au sens (très large) où elles concernent les rapports entre les individus formant une société. Ainsi, si nous devions choisir une norme pour la recherche scientifique, ce serait l'incessante remise en question des normes de notre société, autrement dit la volonté d'inquiéter le confort de nos habitudes. Pour ceux qui veulent produire des représentations fidèles du réel – et donc reproduire le monde tel qu'il est déjà – nos représentations seront sans doute jugées hérétiques (du latin *haeresis* « doctrine, système, opinion » emprunté au grec *hairesis* « choix » qui désigne également, en grec tardif, une « école philosophique »), un terme que nous pourrions nous réapproprier puisqu'il désigne notamment l'expression d'une opinion contraire aux idées reçues, la manifestation de ce qui heurte la tradition ou défie le bon sens.

L'habitude que nous voudrions par exemple transformer à travers cet article, c'est le rapport que la science normale entretient avec le langage. Nous pensons que les scientifiques, alors même qu'ils travaillent à complexifier leur compréhension du monde par de nouvelles recherches, ne devraient pas déclarer la clarté, la simplicité ou la concision – pour ne pas dire l'essentialité – de leurs discours. Encore une fois, à force de vouloir décrire le monde simplement, on finit par faire exister un monde simple. Et à force de ne pas prêter attention aux formulations, on finit par construire un discours incohérent. Pour éviter de ne faire référence qu'aux énoncés de Yves Gingras

– ce qui pourrait donner l'impression d'un acharnement alors que cela ne doit surtout pas être le cas – et essayer de vous convaincre que ces problèmes touchent plus largement le monde scientifique, nous illustrerons notre propos avec la première intervention du public ayant suivi la conférence en question. À la fin de l'exposé donc, après des applaudissements, un mot rapide du modérateur et un très léger flottement bien compréhensible – le temps pour le public de se préparer à entrer en scène – le sociologue Daniel Bertaux prend la parole. Après s'être présenté comme « l'un des fondateurs de l'Association de Sociologie Française; et un ami du Québec », il se lance : « je suis aussi de formation scientifique au départ et c'est pour ça que j'ai beaucoup apprécié votre *speech*; la plupart des gens ici sont de formation sociologique, quelques fois philosophique, et assez peu de formation scientifique et c'est important je crois qu'on ait ce *mix.* » Comment un directeur de recherche émérite du Centre National de la Recherche Scientifique peut-il déclarer une chose pareille? Depuis quand la sociologie n'est plus une science ? Sans doute qu'il ne le pense pas vraiment et qu'il s'agit là d'une approximation malheureuse. Peut-être voulait-il dire de formation scientifique en sciences dites naturelles ou expérimentales… Quand bien même, les mots nous sembleraient toujours mal choisis. Pourquoi continuer à parler de sciences naturelles si ce n'est pour faire exister l'idée d'une nature indépendante de ce que l'homme peut bien en penser? Pourquoi continuer à parler de sciences expérimentales alors que toute pratique scientifique se fonde sur l'expérience? Pourquoi continuer à parler de sciences formelles puisque toutes se réalisent sous la forme de théories? Comment les sciences pourraient-elles ne pas être humaines? À ceux qui continuent de justifier ces catégories, à ceux qui les critiquent, mais qui les utilisent malgré tout, par habitude, et à ceux que la question n'intéressent tout simplement pas, nous voudrions faire remarquer que leur usage engage une conception particulière de la science, à savoir une épistémologie réeliste, une méthodologie objective impliquant la plus stricte neutralité et conséquemment une idéologie que nous jugeons conservatrice. Cette conception particulière n'en reste pas moins partagée. Ainsi, lorsque Daniel Bertaux termine son intervention en déclarant : « je n'ai pas vraiment de questions [rires dans la salle] », puis « je voulais simplement vous dire que les applaudissements que j'ai entendus – moi j'ai fait tous les congrès de l'AFS bien entendu – étaient plus forts, plus vigoureux, plus longs que ce que je n'ai jamais entendu », un tonnerre

d'applaudissements vient alors appuyer sa déclaration, comme pour féliciter le conférencier. Notons qu'aucune des questions suivantes ne viendra contredire les propos de ce dernier.

Le public de sociologues a donc apparemment apprécié le discours de Yves Gingras, y compris sa citation du moraliste conservateur Jean de La Bruyère : « Tout est dit et l'on vient trop tard, depuis plus de sept mille ans qu'il y a des hommes et qui pensent. », qu'il complète d'un « ajoutons de nos jours, qu'en plus, il y a des femmes ». Malgré cette petite retouche personnelle qui semble davantage contredire que confirmer la citation[14], on doit vous avouer qu'on a bien du mal à comprendre Yves Gingras. Pourquoi déclarer une telle chose, si peu enthousiasmante, à savoir l'inertie voire l'immuabilité de la pensée, dans une conférence qui nous parle de recherche scientifique, donc de construction intellectuelle? Comme à propos des évidences, on aurait envie de demander à Yves Gingras : à quoi bon? À quoi bon travailler si ce n'est que pour dire ce que l'on disait déjà il y a 7000 ans – surtout lorsque, comme lui, on est peu regardant sur les reformulations? Dans le contexte de sa conférence critiquant la nouveauté et la singularité, nous interprétons cette citation comme l'affirmation que l'on ne peut pas transformer intellectuellement le monde, on ne peut pas le voir autrement, on ne peut qu'essayer de le voir tel qu'il est réellement, universellement, atemporellement.

Il est difficile d'affirmer que Pierre Bourdieu ne voulait pas changer le monde social. Son militantisme, son constructivisme et son goût pour la critique – à tel point qu'il choisira de nommer ainsi sa pratique sociologique – doivent nous dire que les discours intellectuels et scientifiques avaient, d'après lui, le pouvoir de changer les choses. Malgré cela, en regardant la manière dont il formule ses critiques et son épistémologie, nous le considérerons ici comme un photographe conservateur. Sa sociologie est photographique parce qu'il affirme le pouvoir révélateur de sa discipline qui « port[e] sur le monde social un regard ironique, qui dévoile, qui démasque,

14. En effet, il est fort probable que les hommes (entendus ici au sens le plus large, donc incluant les femmes) pensent depuis plus de 7000 ans. Justement : à force de penser, ils en sont venus à reconsidérer certaines de leurs croyances, notamment celles visant à établir des hiérarchies intellectuelles en fonction du sexe (ou d'autres considérations physiques d'ailleurs). Sans doute que ce travail est encore à poursuivre (en démontre par exemple la volonté des éditions Sciences et bien commun pour transformer notre langage). Mais pour cela, il faut affirmer que l'on peut transformer nos manières de penser et de dire le monde, et que c'est ainsi que le monde se transforme.

qui met au jour le caché » (Bourdieu, 2001 : 16). Dans l'introduction de l'ouvrage *Épistémologie de la sociologie* qu'ils ont dirigé, Bruno Frère et Marc Jacquemain (2008) écrivent :

> Le but de la sociologie critique de Bourdieu est de rendre à l'agent (terme préféré à celui d'acteur) la conscience claire et la connaissance parfaite de ce qui sous-tend l'ordre social. Et ce, afin que ses actions ne le conduisent plus à ratifier ou à reproduire inconsciemment celui-ci. C'est la raison pour laquelle on la qualifie de critique. L'*illusio* est « l'adhésion immédiate à la nécessité du monde », à l'ordre établi, que l'on accepte tel qu'il est en omettant tout ce qu'il a de critiquable. (Frère et Jacquemain, 2008 : 17)

Comme si le sociologue critique, avec la lucidité qui le caractérise, avait en charge de révéler les illusions auxquels les individus sont soumis. Pierre Bourdieu est conservateur, non au sens où il voudrait maintenir les structures et les dispositions qu'il s'efforce de révéler, bien au contraire, mais parce que selon ses descriptions (qu'il choisit de présenter comme objectives et non idéologiques), le monde social ne semble pas pouvoir être autre chose qu'un vaste champ de luttes où se déploient, inexorablement, des relations de pouvoir et de domination. Pierre Bourdieu voudrait modifier ces relations, mais pas les penser autrement. Il voudrait que les dominés ne le soient plus, tout en justifiant qu'ils le soient et sans leur laisser la possibilité d'exister autrement. Dans la conclusion du livre *Changer de société, refaire de la sociologie*, très critique de la sociologie critique, Bruno Latour (2006) écrit :

> Il me semble que les tenants du progrès ne devraient pas s'enfermer dans la théorie sociale la moins apte à accommoder leurs divers projets d'émancipation. […] Répéter que derrière les différents enjeux se cache la présence indiscutable du même système, du même empire, de la même totalité m'a toujours semblé un cas extrême de masochisme, une façon perverse de s'assurer une défaite certaine tout en savourant le sentiment doux-amer d'une supériorité politiquement correcte. (Latour, 2006 : 364)

Lucide, Pierre Bourdieu déclare à propos du monde scientifique et des descriptions que d'autres en font :

> L'idée de champ porte du même coup à mettre en question la vision irénique du monde scientifique, celle d'un monde d'échanges

> généreux dans lequel tous les chercheurs collaborent à une même fin. Cette vision idéaliste qui décrit la pratique comme le produit de la soumission volontaire à une norme idéale est contredite par les faits : ce que l'on observe, ce sont des luttes, parfois féroces, et des compétitions à l'intérieur de structures de domination. (Bourdieu, 2001 : 92)

Il utilise ici les faits (ses observations) comme des preuves et dénigre les descriptions idéalisées produites par d'autres… qui ne sont pourtant pas moins faites. Pourtant, c'est une définition constructiviste de l'objectivité qu'il propose dans son livre réflexif :

> L'objectivité est un produit social du champ qui dépend des présupposés acceptés dans ce champ, notamment en ce qui concerne la manière légitime de régler les conflits. […] La connaissance scientifique est ce qui a survécu aux objections et qui peut résister aux objections à venir. L'opinion validée est celle qui est reconnue, au moins négativement, parce qu'elle ne suscite plus d'objections pertinentes ou qu'il n'y a pas de meilleure explication. […] Le fait est conquis, construit, constaté dans et par la communication dialectique entre les sujets, c'est-à-dire à travers le processus de vérification, de production collective de la vérité, dans et par la négociation, la transaction et aussi l'homologation, ratification par consensus exprimé. […] La définition de l'objectivité qui en résulte ne repose plus sur l'opération d'un individu isolé qui se met à l'écoute de la nature, mais elle fait intervenir « l'idée d'identité pour une classe d'observateurs et de communicabilité dans une communauté intersubjective ». (Bourdieu, 2001 : 141-146)

Mais cette définition se conclut ainsi :

> Si la vérité se présente comme transcendante par rapport aux consciences qui l'appréhendent et l'acceptent comme telle, par rapport aux sujets historiques qui la connaissent et la reconnaissent, c'est parce qu'elle est le produit d'une validation collective accomplie dans les conditions tout à fait singulières qui caractérisent le champ scientifique, c'est-à-dire dans et par la coopération conflictuelle, mais réglée que la concurrence y impose, et qui est capable d'imposer le

> dépassement des intérêts antagonistes et, le cas échéant, l'effacement de toutes les marques liées aux conditions particulières de son émergence. (Bourdieu, 2001 : 165)

Bourdieu décrit encore et toujours le travail scientifique en des termes économiques que nous ne pouvons que critiquer tant cette science, dans sa pratique normale comme dans le cliché qu'on en fait, tend à naturaliser les phénomènes qu'elle étudie[15]. Parce que Pierre Bourdieu utilise ce langage sans précaution, c'est-à-dire sans affirmer qu'il ne s'agit que d'une métaphore, d'une analogie ou d'un rapprochement factice, cet effet naturalisant vient flouter sa définition constructiviste. De plus, Pierre Bourdieu ne laisse jamais entendre qu'il faudrait changer l'apparence transcendantale, autrement dit l'universalité de la vérité scientifique. Bien au contraire puisque son livre se conclut ainsi :

> La vérité, c'est la relativité généralisée des points de vue, mis à part celui qui les constitue comme tels en constituant l'espace des points de vue. On ne peut pas ne pas penser à une métaphore que j'ai déjà évoquée : empruntée à Leibniz, elle consiste à tenir Dieu pour le « géométral de toutes les perspectives » le lieu où s'intègrent et se réconcilient tous les points de vue partiels, le point de vue absolu depuis lequel le monde se donne en spectacle, un spectacle unifié et unitaire, la vue sans point de vue, *view from nowhere* et *from everywhere* d'un Dieu sans lieu, qui est à la fois partout et nulle part. [Et il affirme quelques lignes plus loin que le sociologue] comme n'importe quel autre savant, s'efforce de contribuer à la construction du point de vue sans point de vue qu'est le point de vue de la science. (Bourdieu, 2001 : 222)

Pierre Bourdieu semble vouloir continuer à faire exister « cette fiction collective collectivement entretenue » (Bourdieu, 2001 : 153) qui rend les faits

15. On pourrait évoquer la proximité (historique et idéologique) entre l'économie dite orthodoxe et l'évolutionnisme pour qui les règles du jeu de luttes concurrentielles font du hasard (celle d'une main invisible ou de mutations génétiques) et des stratégies adaptatives les plus grands moteurs.

scientifiques, aux yeux de tous (et surtout de ceux ne participant pas à leur construction), indiscutables[16], et qui donne à voir le monde réel que la science aurait pour objectif de découvrir immuable, in-transformable.

Acte 2, scène 1 : Les mobiles de l'enquête pragmatique

À distance de cet objectif photographique, les sociologues pragmatistes revendiquent une autre approche, et en particulier un autre rapport aux objets qu'ils étudient. Rappelons que, d'après les pragmatistes ayant rédigé leur mode d'emploi, « c'est en partant précisément des limites et des impasses de la sociologie dite critique que les sociologues pragmatistes se proposent d'expérimenter un nouveau type d'engagement critique en sociologie » (Barthe *et al.*, 2013 : 200). Alors que la sociologie critique de Pierre Bourdieu présente les agents qu'elle étudie comme pris dans des luttes et des relations de pouvoir qui, d'une certaine façon, les dépassent et auxquelles il semble difficile d'échapper, les sociologues pragmatistes veulent considérer leurs acteurs autrement. La différence se joue déjà dans leur choix de dénomination. Quand le terme d'agent désigne ce qui agit – à noter qu'il ne s'agit pas nécessairement d'une personne; on parle ainsi d'agent chimique, biologique ou pathogène – et plus particulièrement celui qui, dans un domaine limité, exerce une fonction définie par une autorité ou une institution (l'agent de police ou l'agent secret par exemple), le terme d'acteur désigne celui qui interprète un personnage ou encore celui qui prend une part active dans une affaire. L'agent nous place dans un monde déjà bien ordonné – et où, potentiellement, les personnes sont confondues avec des choses – alors que l'acteur semble nous dire l'importance du rôle qu'il va jouer : cette différence est fondamentale. Ainsi, le pragmatiste qui s'emploie à comprendre le monde social

> ne se donne pas pour objectif de dévoiler des intérêts particuliers qui seraient travestis par les arguments les plus généraux. [Il] ne s'assigne

16. Une légitimité (pour ne pas dire un autoritarisme) que Pierre Bourdieu affirme, par exemple lorsqu'il déclare : « Les sciences sociales, et tout particulièrement la sociologie, ont peine à imposer cette ambition du monopole, qui pourtant est inscrite dans le fait que "la vérité est une", parce qu'au nom, entre autres choses, d'une contamination de l'ordre scientifique par des principes de l'ordre politique et de la démocratie, on voudrait que la vérité soit "plurielle" […]. » (Bourdieu, 2001: 145)

> pas pour tâche de traquer, derrière les affirmations universalistes, altruistes ou désintéressées de certains acteurs, l'existence de leurs intérêts cachés ou de leurs calculs plus ou moins inconscients. […] Les intérêts n'y sont pas envisagés comme un facteur explicatif de l'action ou du discours, mais comme un produit de ceux-ci. (*ibid.* : 184)

Puisque les acteurs sont les plus au fait de ce qu'ils sont et des intérêts qui les font agir, il faudra pour les sociologues pragmatistes commencer par écouter ce qu'ils disent et regarder ce qu'ils font, sans préjugés, sans *a priori*.

Prendre au sérieux les acteurs, voilà sans doute le principal mobile de l'enquête pragmatique. Alors que d'autres pratiques sociologiques prétendaient révéler les structures de l'ordre social et les positions prises par ses concurrents, « la prise au sérieux des justifications et des critiques mène, en sociologie pragmatique, à devoir enquêter sur des pratiques et, plus exactement encore, à devoir reconstituer les logiques contradictoires de la pratique qui sont source de l'activité critique des acteurs » (Barthe *et al.*, 2013 : 186). Selon une autre des formules récurrentes de la sociologie pragmatique, il faut « suivre les acteurs ». Le mobile pragmatique engage donc de « suivre au plus près » (*ibid.* : 192), de « suivre les acteurs jusqu'au bout » (*ibid.* : 198) afin de « montrer […] le travail de la critique tel qu'il est toujours déjà à l'œuvre chez les acteurs, en en décrivant les opérations et en le "comprenant" au sens sociologique du terme (c'est-à-dire en ne le critiquant pas immédiatement comme défectueux, mal fondé, illusoire, etc.). C'est là une façon pour le sociologue de critiquer la prétention injustifiée des sociologues (plus généralement des intellectuels) à s'imaginer posséder le monopole de la critique légitime sur le monde social » (*ibid.* : 202). Les pragmatistes veulent, toujours selon leurs mots, « rendre justice à la réflexivité des acteurs » (*ibid.* : 187), en les décrivant, dans leurs études, comme capables de se représenter et de juger leur monde, et responsables de ce qu'ils font et disent en situation.

Cette prise en considération particulière des acteurs semble motivée par deux raisons qui sont formulées ainsi par Luc Boltanski (2009 : 79) dans son ouvrage *De la critique : précis de sociologie de l'émancipation* : « À trop mettre l'accent sur le caractère implacable de la domination, sur la prééminence en toutes circonstances, y compris dans les moindres situations d'interactions, des relations verticales sur les relations horizontales, les théories surplombantes sont non seulement décourageantes sur le plan de l'action politique, mais aussi insatisfaisantes sous le rapport de la description

sociologique. » C'est à la fois par volonté politique ou idéologique et par rigueur scientifique[17] que les acteurs sont sérieusement suivis. Si nous partageons la première des raisons, à savoir l'enthousiasmante perspective consistant à décrire (et donc faire exister) un monde complexe composé d'êtres intelligents et singuliers – des autres – avec lesquels il est possible de discuter, de se mettre d'accord et donc de construire, nous ne partageons certainement pas la seconde. Bien sûr, nous allons vous expliquer cela, mais faisons d'abord un petit détour par le nom que ces sociologues se sont choisi.

Les sociologues pragmatistes seraient-ils pragmatiques? Formé sur le latin *pragmaticus* « relatif aux affaires politiques », lui-même emprunté au grec *pragmatikos* « qui concerne l'action, les affaires », l'adjectif pragmatique pourrait nous convaincre dans la mesure où il semble annoncer un intérêt pour la politique, pour les choses qui se passent dans la cité. En politique justement, on qualifie de pragmatiques les individus qui sont plus soucieux de l'action et de la réussite de l'action que de considérations théoriques ou idéologiques. Un choix pragmatique est une décision adaptée à l'action, qui s'impose immédiatement, qui s'avère plus pratique à mettre en œuvre. Le pragmatique est efficace parce qu'il ne réfléchit pas, parce qu'il fait avec ce qu'il sait déjà. Pourquoi, dès lors, avoir choisi de qualifier ainsi sa pratique scientifique? Apparemment pas pour l'usage commun qu'on en fait, mais plutôt en référence à la philosophie américaine elle-même appelée pragmatiste. Le pragmatisme est ainsi défini comme la doctrine qui prend pour critère de vérité d'une idée ou d'une théorie sa possibilité d'action sur le réel. Par extension, il désigne le comportement, l'attitude intellectuelle ou politique, ou encore l'étude qui privilégie l'observation des faits par rapport à la théorie. Voilà qui doit nous donner un peu mieux à comprendre l'épistémologie des sociologues s'affirmant pragmatistes. Notre intérêt pour le style et les formules nous poussent à essayer de nous interroger sur ce choix d'appellation, un choix d'autant plus important qu'il s'agit là de leur façon de se nommer, de se représenter, donc de donner à comprendre ce qu'ils sont

17. Dans le mode d'emploi qui nous intéresse, les sociologues pragmatiques déclarent : « ce que reproche en premier lieu la sociologie pragmatique à la sociologie dite critique, n'est pas tant sa radicalité politique que son manque de radicalité sociologique » (Barthe *et al.*, 2013 : 200). Ainsi, bien qu'ils utilisent le terme radicalité et non celui de rigueur, ils semblent partager cette manière d'assigner deux buts distincts (l'un politique, l'autre scientifique) à leur travail.

ou ce qu'ils font. Il est intéressant de remarquer que les auteurs du mode d'emploi (une expression signifiant déjà l'intérêt pratique, voire administratif de la chose) sont très pragmatiques à ce sujet. Ils écrivent ainsi :

> Il reviendra aux historiens de la discipline de déterminer comment cette appellation a émergé, qui s'en est réclamé, comment elle en est venue à désigner un courant d'approches hétérogènes, mais néanmoins reliés par un air de famille, que seul un regard rétrospectif permet, mais parfois avec peine d'unifier. [...] L'intention de ce texte n'est donc aucunement de gloser autour de l'usage du terme, ni de jeter une exclusive sur ce nom, mais de dessiner les contours d'une pratique de la sociologie que l'on appellera indifféremment « sociologie pragmatique » ou « sociologie des épreuves ». (Barthe *et al.*, 2013 : 176)

Les sociologues travaillant ici à définir le style pragmatique ont donc décidé d'employer le nom qui existe déjà pour la simple raison qu'il était déjà là; c'est plus pratique. Ils n'ont pas de temps à perdre à gloser, ergoter, chicaner, pinailler ou discutailler, ils veulent agir, mais apparemment pas avec des mots. À bien y regarder, le pragmatisme leur va bien, voilà pourquoi nous les nommerons aussi ainsi dans le cadre de notre typologie des sociologies.

Intéressons-nous maintenant au second nom choisi et à la notion d'épreuve. Dans le livre *Épistémologie de la sociologie*, et plus particulièrement dans un chapitre portant sur la sociologie de la critique, Frédéric Claisse et Marc Jacquemain (2008 : 136) affirment que « c'est autour de la notion d'épreuve que cette sociologie[18] déploie ses plus belles promesses de renouvellement de la discipline – c'est là qu'elle engage réellement sa posture épistémologique et donne la mesure de ses ambitions générales. » Dans un article de Cyril Lemieux (par ailleurs, l'un des auteurs du mode d'emploi) au sujet du constructivisme, on peut lire que « le degré supplémentaire de réflexivité qu'introduit la sociologie pragmatique par rapport aux versions antérieures du constructivisme, tient à l'importance qu'elle accorde à la notion d'*épreuve* » (Lemieux, 2012 : 174). L'épreuve semble être une caractéristique particulière et même fondamentale de la sociologie pragmatique, et l'on

18. La sociologie de la critique bien sûr, mais également de ses successeurs que les auteurs identifient à plusieurs reprises (notamment aux pages 139 et 141) comme étant la sociologie pragmatique.

comprend dès lors qu'elle figure dans son autre nom. Comme nous allons le voir, la notion d'épreuve est ce qui permet aux pragmatistes de se sortir du relativisme, c'est-à-dire de l'idée selon laquelle les connaissances sont relatives à des contextes et à des personnes, ce qui conduit bien souvent les chercheurs relativistes à démontrer l'absolue potentialité des constructions possibles sans déclarer vouloir en choisir une… Les pragmatistes affirment ainsi :

> Le second frein au relativisme est plus étroitement lié à la notion d'épreuve telle qu'elle a été travaillée par l'anthropologie des sciences et des techniques. Il consiste dans le fait de considérer que le monde offre aux humains des résistances et des démenties pratiques aux définitions qu'ils peuvent se donner de la réalité. […] De ce point de vue, toutes les définitions de la réalité ne se valent pas – une inégale valeur qui, cependant, ne doit pas être réifiée, ou préjugée *a priori*, par le chercheur, mais au contraire comprise comme le résultat d'épreuves, restant donc, à ce titre vulnérable à une nouvelle remise à l'épreuve. Pour le dire autrement, il est des réalités qui se révèlent plus « réelles » que d'autres au sens où elles résistent mieux aux épreuves de tous ordres auxquelles on les soumet. (Barthe *et al.*, 2013 : 199)

Mais quelles sont ces ordres qui permettent d'éprouver nos définitions et de hiérarchiser convenablement nos croyances? Les deux (seuls) exemples choisis par les pragmatistes pour répondre à cette question sont signifiants : il s'agit d'une part des expériences de stérilisation réalisées par Pasteur et d'autre part de l'évidente (pour ne pas dire l'éblouissante) conclusion de la controverse galiléenne. On apprend ainsi que, d'une part « Pasteur franchit avec succès des épreuves – par exemple lorsque les stérilisations auxquelles il procède se révèlent efficaces », et que d'autre part « le dispositif de preuves des géocentristes ne pouvait pas résister (de fait et non de droit) aux épreuves de la réalité » (Barthe *et al.*, 2013 : 199). Mais que veut dire ce « de fait et non de droit »? Les faits ne sont-ils pas des croyances à qui nous avons donné le droit de se présenter comme tels? Associée à cette expression, la conclusion héliocentrique semble inévitable… Il n'est pourtant pas difficile d'imaginer un monde géocentrique où les habitants auraient préféré se débarrasser de « leur dispositif de preuves défectueux » plutôt que de leur croyance par ailleurs valable. Les pragmatistes voulant démontrer la non-équivalence des définitions du monde ont ici choisi des illustrations et des formulations

privilégiant l'idée d'une confrontation au réel (ce mot est d'ailleurs distingué de celui de réalité et il a une connotation tout à fait positive) plutôt que la confrontation à d'autres représentations[19].

C'est peut-être encore Cyril Lemieux qui formule le mieux ce que constitue une épreuve et l'épistémologie que cette notion engage. Il écrit ainsi à propos de la théorie de Durkheim qu'il aura précédemment citée :

> cette théorie pointe aussi vers les notions d'expérience et de contrôle par l'expérience, c'est-à-dire vers l'idée que la matérialité du monde a le pouvoir de troubler notre sens de la réalité et de nous faire douter. Ainsi des représentations collectives qui seraient trop peu adéquates à ce que Durkheim appelle la "nature des choses" courraient-elles le risque d'être régulièrement invalidées par l'expérience et de poser des problèmes pratiques persistants. (Lemieux, 2012 : 178)

Il existe donc bien quelque chose « que Durkheim appelle "la nature des choses" », une expression que, par ailleurs, Cyril Lemieux reprend sans la critiquer[20] – bien que son constructivisme le pousse à la placer entre guillemets. Il la confirme même lorsque, prenant l'exemple de la maladie (à force, on en viendrait presque à se demander si les épreuves n'auraient pas toujours un aspect physico-chimico-biologique), il déclare :

> En faisant fond sur la notion d'épreuve et en convergeant, par conséquent, vers l'idée durkheimienne d'un contrôle par l'expérience,

19. Cette idée d'une confrontation au réel (ou plutôt à des entités dites « physico-naturelles ») se retrouve également exposée dans cette présentation de la sociologie de la traduction (sur laquelle nous reviendrons plus tard) : « Puisque le social ne suffit pas à "faire tenir" et à stabiliser les montages qui sortent des laboratoires, la solution passe par une prise en compte des objets dans la description. Si les objets, les actants "non humains", c'est-à-dire également les entités physico-naturelles soumises à des épreuves dans l'enceinte du laboratoire, "comptent" dans l'interaction, c'est qu'ils sont dotés d'une capacité "actancielle" spécifique que les relativistes ont commis l'erreur de nier : ils ont le pouvoir de s'associer à d'autres entités, opposent leur force propre, résistent ou se soumettent aux épreuves, débordent sans cesse les tentatives de parler en leur nom, en somme : n'arrêtent pas de dépasser ceux qui les "construisent". Sans les objets, le social n'aurait littéralement aucune gravité et l'entreprise scientifique elle-même serait dépourvue de sens. » (Claisse et Jacquemain, 2008 : 146)
20. Notamment dans la conclusion de son article : « Cette thèse affirme en effet que le monde naturel n'est pas moins que le monde social l'objet d'un travail de catégorisation dont l'origine se trouve entièrement dans l'organisation sociale des pratiques – et aucunement dans la "nature des choses" elles-mêmes. Pour autant le travail de catégorisation dont il s'agit, n'est pas totalement indépendant de la confirmation ou du démenti que lui apporte régulièrement l'expérience des individus placés au contact de "la nature des choses". » (Lemieux, 2012 : 186)

> la perspective ouverte par la sociologie pragmatique conduit à envisager les choses quelque peu différemment. Pour commencer, elle incite à admettre que la maladie, et plus généralement les transformations du corps, constituent un point d'extériorité au social. Certes, cette extériorité est saisie par les humains à travers un discours et des représentations, mais elle constitue bel et bien, néanmoins, une extériorité vis-à-vis d'eux, irréductible au discours et aux représentations qu'ils en donnent. (Lemieux, 2012 : 180)

Nous voilà à nouveau confrontés à l'expression[21] réaliste argumentant l'idée qu'il devrait exister quelque part (ou plutôt un peu partout) quelque chose d'extérieur aux humains, c'est-à-dire quelque chose d'autre que des représentations. Nous avons toujours autant de mal à nous représenter cela, et ce toujours pour la raison – idéologique – que ce point de vue, en faisant exister quelque chose qui nous dépasse, réduit notre capacité à construire le monde et notre responsabilité dans cette construction.

Après cette petite péripétie, cet éprouvant détour par ces choix pragmatiques de dénomination, nous voici donc revenus à l'affirmation de notre désaccord quant à la radicalité sociologique exposée par les pragmatistes voulant prendre au sérieux et suivre les acteurs. Mais quelle est cette radicalité sociologique? Quelle est cette pratique qui va jusqu'au bout des principes de la discipline sociologique? Alors que le champ lexical de la sociologie critique – que nous avons rangée dans celle que nous avons nommée photographique – était saturé de termes relatifs aux relations de pouvoir, à la domination, aux luttes compétitives et aux intérêts dissimulés ou inconscients, celui du mode d'emploi de la sociologie pragmatique pourrait être certifié conforme avec son nom tant il insiste sur l'observation, la description, l'analyse, l'enquête, ainsi que sur l'action et les situations pratiques. On pourrait ainsi extraire quelques morceaux du mode d'emploi à titre d'illustration[22] :

21. Nous utilisons souvent le terme expression (du latin *expressio* « action de faire sortir en pressant ») parce qu'il donne bien à comprendre le fait qu'une fois formulée et exposée à d'autres, une idée ou une représentation n'appartient plus seulement à celui qui l'aura exprimée, mais aussi à tous ceux qui l'auront rencontrée et qui auront choisi (ou non) de se l'approprier pour se faire une représentation de cette représentation. Cette extériorisation du sujet – nécessaire pour la confrontation, l'altération, la transformation – n'engage cependant pas une extériorité à l'ensemble des sujets, autrement dit à l'homme.
22. Les expressions illustratives ont été volontairement mises en italique.

> la sociologie pragmatique s'attache à *saisir les phénomènes dans leur observabilité concrète* [...]; l'enjeu est donc *d'observer au plus près* comment les individus produisent collectivement leurs intérêts [...]; en invitant à *une analyse systématique* des fondements pratiques [...]; le sociologue pragmatiste *s'attachera à examiner comment* les auteurs s'y emploient [...]; ces raisons sont *rendues descriptibles dans les cours d'actions* et possèdent à ce titre *une forme de matérialité et d'observabilité* [...]; pour être *correctement décrites*, les asymétries ne doivent pas être préjugées [...]; ces épreuves constituent sans nul doute la première chose que le chercheur, en la matière, doit se donner pour tâche *de décrire et d'analyser* [...]; la sociologie pragmatique *exige un niveau de description des situations suffisamment fin et précis* [...]; elle est *à la recherche d'un niveau de descriptions* de ces phénomènes dans lequel ils puissent être *vus et analysés* en tant qu'*accomplissements pratiques* (Barthe *et al.*, 2013 : 180-195).

Ces fragments de texte ne permettent certes pas de comprendre leur pratique, mais ils nous renseignent sur leur style, leur manière de faire et en particulier – puisqu'ils produisent des discours – leur manière de dire. Et justement, pour eux, « la notion de style importe » (*ibid.* : 177), mais cette déclaration est immédiatement suivie d'une précision qui nous sera bien utile : « Il est inutile de préciser qu'elle renvoie ici à un style d'enquête, de raisonnement et de restitution – autrement dit à un style de pratique. » Nous entendons ici qu'il s'agit d'une manière de mener sa recherche (ou son enquête), donc d'une conception du style qui se rapprocherait davantage de la méthode que de l'esthétique, c'est-à-dire du travail visant à mettre en relation le fond et la forme. Les pragmatismes veulent considérer les discours comme des actions puisque, sur ce point, ils affirment : « l'objet est de considérer que ce qu'ils [les acteurs] disent doit faire pleinement partie de la description de ce qu'ils font – leurs pratiques discursives étant dotées d'une forme d'efficacité » (*ibid.* : 187) – mais ils les considèrent apparemment davantage pour ce que ces discours font « dans le fond » que pour ce qu'ils donnent à voir et à comprendre formellement, selon une pratique des plus normales et inintelligentes visant à dissocier le fond de la forme, à désintégrer la synthèse que constitue une formulation.

Le pragmatisme de ces sociologues les conduit donc à employer des termes laissant entendre que leur pratique est fondée sur des descriptions

et des analyses plus radicales d'un point de vue sociologique parce que plus proches de ce qu'il se passe vraiment, dans le concret, dans le réel du social et non dans les représentations qu'on s'en fait, des enquêtes plus radicales d'un point de vue scientifique parce que plus exhaustives, parce que moins partielles et donc moins partiales. On peut ainsi lire, dans un chapitre du livre *Épistémologie de la sociologie* consacré au principe de symétrie (nous y reviendrons dans la scène suivante), que la sociologie de la traduction[23] : « donnerait de l'activité scientifique un "compte rendu plus réaliste", selon une formule récurrente sous la plume de ses promoteurs » (Claisse et Balancier, 2008 : 146); une prétention au réalisme qui, disons-le, est partagée par tous ceux qui veulent dire quelque chose du monde. Souvenons-nous de Pierre Bourdieu (2001 : 91) déclarant : « cette vision idéaliste [...] est contredite par les faits : ce que l'on observe » – et là, comme souvent chez Bourdieu, ce sont des luttes de pouvoir que l'on observe. Mais comment penser autrement? Comment s'imaginer qu'un scientifique n'ait pas la volonté de dire quelque chose de réaliste et même de plus réaliste, de plus proche de ce qu'il regarde et interprète du monde, autrement dit de ce dont il fait l'expérience?

En revanche, donner à voir que ce qui fait le réalisme d'une étude scientifique, ce qui fait qu'elle est plus valable ou même juste différente des autres argumentations, celles des acteurs par exemple, c'est son exhaustivité[24] ou encore son impartialité (en prenant le parti d'un principe de symétrie) ou sa neutralité (en s'engageant en faveur de la neutralité axiologique), revient à confirmer le réelisme scientifique. Nous pensons que des études sont scientifiques d'abord parce qu'elles s'affirment comme telles (pour faire science, il faut vouloir faire science et tout le monde n'en a pas la prétention), ensuite parce qu'elles y travaillent : elles sont le résultat du laborieux travail consistant à construire et formuler ses points de vue et à les soumettre à

23. En introduction du mode d'emploi de la sociologie pragmatique, les auteurs indiquent les deux approches qui forment, pour reprendre leur expression, l'armature de leur texte. Il s'agit de la sociologie des régimes d'action impulsée par Luc Boltanski et Laurent Thévenot et de l'anthropologie des sciences et des techniques développée par Michel Callon et Bruno Latour qui aura donné naissance à la sociologie de la traduction mentionnée ici.
24. Avec encore cette façon de concevoir le point de vue scientifique qui, parce qu'il est un peu plus loin, englobe les autres points de vue : « le sociologue ne se situe pas tout à fait sur le plan où les acteurs eux-mêmes tendent spontanément à s'expliquer leurs agissements mutuels et à les juger. Il procède, par rapport à eux, à un effort réflexif supplémentaire, non seulement parce qu'il cherche, à leur différence le plus souvent, à saisir l'ensemble des points de vue engagés dans la lutte (de surcroît en les traitant de manière symétrique) » (Barthe et al., 2013 : 187).

la critique collective en vue de produire de nouvelles connaissances, ce qui implique de trouver des lieux et des moments (le laboratoire, le colloque ou encore – comme ici – la revue) pour le faire, et tout le monde ne participe pas à cela. Voilà ce qui fait la particularité du travail scientifique : la volonté de faire science et le fait de s'y employer.

Alors que nous voyons, dans l'esthétique pragmatique et dans la notion d'épreuve, une certaine forme de réelisme, nous voudrions rappeler que les sociologues pragmatistes sont loin de le revendiquer. Au contraire, ils se déclarent plus volontiers constructivistes ainsi que nous l'indique le titre de l'article de Cyril Lemieux « Peut-on ne pas être constructiviste? ». Dans cet article, il pose justement le problème de la « déréalisation » qu'il voit à l'œuvre chez certains constructivistes. Il le formule ainsi :

> Il peut être tentant pour lui [le sociologue constructiviste] d'imaginer, ou de laisser croire, non seulement que l'avènement de nouvelles catégories est une condition nécessaire et suffisante pour qu'ait lieu une construction différente de la réalité, mais encore qu'un tel avènement est toujours à la portée des acteurs, pour peu qu'ils le veulent ou le décident. […] Lorsqu'un tel spontanéisme et un tel volontarisme viennent colorer la posture constructiviste, celle-ci ne peut qu'échouer à rendre compte de ce qui, dans le processus de construction d'une réalité nouvelle, dépasse la volonté et la conscience individuelles des acteurs. (Lemieux, 2012 : 181)

La réponse qu'il nous propose ensuite consiste « à se doter des outils méthodologiques et conceptuels qui lui permettent d'appréhender la réalité non comme une idéologie ou une croyance partagée, mais comme un processus pratique en cours, auquel les individus participent par leurs actions » (Lemieux, 2012 : 182). Au su de cette définition, Cyril Lemieux nous reprocherait sans doute la déréalisation qu'engage notre constructivisme. Dans cette discussion imaginaire, nous lui répondrions qu'en déclarant de telles choses, il contribue d'une part à déréaliser notre point de vue – qui ne considère la réalité que comme une histoire de représentations (ou de croyances partagées) sans contradiction avec l'idée qu'il s'agit d'« un processus pratique en cours » ou (selon une expression moins procédurale qui serait plus à notre goût) comme quelque chose qui prend forme et évolue, autrement dit qui se transforme (c'est une histoire) – c'est-à-dire à déréaliser notre expérience singulière du monde, et d'autre part à confirmer l'idée selon

laquelle on peut disqualifier un point de vue simplement pour son manque de réalisme – une accusation difficilement soutenable pour un constructiviste lorsqu'elle est avancée avant la discussion scientifique visant justement à définir collectivement cette réalité.

Mais quels sont « les outils méthodologiques et conceptuels qui lui permettent d'appréhender la réalité […] comme un processus pratique en cours, auquel les individus participent par leurs actions » (*ibid.* : 182)?

Acte 2, scène 2 : Notre monstrueux point de vue sur le principe de symétrie

Les sociologues pragmatistes veulent faire participer les acteurs, non au travail scientifique que constitue l'enquête et sa publication, mais à la critique constructive du monde. Ils veulent montrer que le travail de la critique est toujours déjà à l'œuvre chez les acteurs. Nous comprenons cette intention comme la volonté de responsabiliser les acteurs, au sens littéral de ceux qui réalisent l'action – y compris dans les situations qui leur sont défavorables – afin de rendre possible (ou plus possible encore) un changement de l'ordre établi. On peut ainsi lire dans le mode d'emploi : « considérant que les situations où s'exerce une domination ne sont, le plus souvent, pas totalement fermées, cette sociologie met un accent particulier sur ce que chacun des deux pôles de la relation joue, dans l'évolution du rapport qui les lie, une part active »; « aucun pouvoir ne peut s'exercer unilatéralement, puisque son exercice implique nécessairement l'action en retour de celui qui obéit ou, le cas échéant, résiste ». (Barthe *et al.*, 2013 : 194). Si tel n'était pas le cas, ceux qu'il faudrait appeler les dominés, spectateurs passifs de leur condition sociale, seraient condamnés à attendre un changement, produit du hasard ou du bon vouloir des dominants. Sur ce point, nous sommes d'accords : voir les autres comme responsables, c'est certes exiger d'eux d'avoir à donner les raisons motivant leurs décisions, mais c'est surtout leur permettre une très grande liberté.

Les acteurs sont responsables de la construction sociale, voilà pourquoi il faut les suivre au plus près. Ce sont eux qui, au fil des situations, par leurs actions et les raisons qu'ils leurs donnent, permettent aux pragmatistes (ceux qui sont, rappelons-le, davantage attachés à l'observation des faits qu'à la théorie) de réaliser leurs enquêtes visant à définir le monde social. Et

puisque le social est à définir par l'enquête, le pragmatiste n'a pas à préjuger de l'organisation de celui-ci. On peut alors lire dans le mode d'emploi pragmatique que « dans ce travail d'enquête, il importe de suivre l'ensemble des "camps" ou, du moins, de ne pas prêter à l'un, *a priori*, des compétences que l'autre n'aurait pas (principe de symétrie) » (Barthe *et al.*, 2013 : 201); que « l'approche pragmatique suppose que le sociologue, pour étudier un conflit ou une controverse, suspende les connaissances dont il dispose concernant la répartition initiale des rôles » (*ibid.* : 193) ou encore que « les *asymétries* du monde social se rendent d'autant mieux descriptibles lorsqu'elles sont observées depuis une épistémologie de la symétrie. Cela ne signifie pas que les sociologues des épreuves s'imaginent que le monde social est, par défaut, symétrique, mais simplement qu'ils considèrent que pour être correctement décrites, les asymétries ne doivent pas être préjugées, de même que la possibilité de leur réversibilité, même dans les cas où celle-ci apparaît le moins probable, ne doit pas être écartée *a priori* » (*ibid.* : 194). Les pragmatistes veulent décrire les phénomènes sociaux sans *a priori*, sans préjugés, en utilisant pour tous la même mesure, d'où le qualificatif choisi pour ce principe méthodologique : la symétrie. Depuis sa formulation par David Bloor dans les années 70, le principe de symétrie a connu de nombreuses réappropriations et même une généralisation dans le cadre de la sociologie de la traduction. Dans tous les cas, il s'agit de considérer de façon équivalente des choses qui sont habituellement considérées de façon différente. On apprend ainsi dans le chapitre du livre *Épistémologie de la sociologie* dédié au principe en question que : « De mécanisme causal, le principe de symétrie devient en effet chez Callon et Latour un simple principe narratif : là où Bloor enjoignait d'expliquer des phénomènes "par la même série de causes", ils recommandent d'en "rendre compte dans les mêmes termes", ce qui ne revient pas du tout au même. » (Claisse et Balancier, 2008 : 146-147)

Effectivement, la formulation est importante, les deux propositions ne sont donc pas équivalentes. Prenant pour objet la recherche scientifique, David Bloor veut étudier les causes, et plus particulièrement (n'oublions pas qu'il est sociologue) les causes sociales qui pourraient expliquer la construction des connaissances, et ce avec la prétention – que nous savons maintenant être une habitude scientifique – d'être plus proche de ce qui se fait réellement, plus empirique ainsi que nous l'indique le nom qu'il aura choisi pour sa pratique : le « programme empirique du relativisme ». En voulant démontrer la construction sociale des connaissances scientifiques à la

manière de la science normale, c'est-à-dire empiriquement, en utilisant le registre de l'explication, de l'analyse et du mécanisme causal, il a d'après nous, et certainement malgré lui, contribué à naturaliser le social. Mais ce que les sociologues reprocheront à David Bloor, c'est son relativisme. « En termes simples, on pourrait résumer le problème ainsi : si les faits sont toujours "socialement construits", qui, alors, construit le social ? » (Claisse et Balancier, 2008 : 145)

La science normale, en quête de fondements universels, est mal à l'aise avec le relativisme. La position relativiste, c'est-à-dire la croyance selon laquelle la valeur des connaissances n'est pas universelle, mais contextuelle, lorsqu'elle est associée à une conception normale de la recherche scientifique – que nous avons nommée réeliste – conduit presque inévitablement les chercheurs à démontrer l'évidente contradiction qu'on ne peut absolument pas choisir absolument. On pourrait par exemple évoquer les travaux de Nelson Goodman nous exposant – avec le style analytique et l'intérêt pour les sciences cognitives qui le caractérisent[25] – les manières de faire des mondes sans affirmer sa volonté d'en construire un en particulier. À vouloir dire des choses qui valent universellement, c'est-à-dire avec lesquelles tout le monde sera d'accord, on finit par ne rien dire. La réponse singulière que nous apportons au relativisme scientifique est – à nos yeux tout du moins – complexe. Elle consiste d'abord à ne pas dissocier les valeurs scientifiques des autres types de valeurs (esthétiques, morales, politiques, idéologiques… les qualificatifs possibles sont nombreux), puis à travailler à la construction d'un système de valeurs cohérent qu'il s'agira finalement d'exposer à la critique collective par le biais de ses publications (entendons par là tout ce qui s'expose à un public). Le relativisme ne nous paraît pas problématique s'il est accompagné d'un choix affirmé, au contraire même puisque, contrairement à l'universalisme, il permet d'insister sur notre capacité à modifier, changer de points de vue en fonction de nos intérêts.

Mais la réponse apportée par la sociologie pragmatique est bien différente. Souvenons-nous que cette dernière s'est avant tout constituée contre une sociologie critique, contre « la prétention injustifiée des sociologues (plus généralement, des intellectuels) à s'imaginer le monopole de la critique légitime sur le monde social » (Barthe et *al.*, 2013 : 202). Ainsi, plutôt

25. Et qui font que nous le considérons autant comme un scientifique normal que comme un philosophe.

que de répondre à l'aboulie du relativiste scientifique normal ne sachant plus choisir entre le relatif et l'universel par l'affirmation du point de vue singulier soumis à l'altération de tous ceux qui voudront bien le prendre en considération, les pragmatiques ont choisi de suivre les acteurs. Les suivre dans leurs faits et gestes, les suivre dans leurs raisonnements, les suivre dans leurs jugements… les suivre partout où ils voudront les emmener pour comprendre comment, eux, se positionnent. Ainsi, dans l'avant-dernier point du mode d'emploi pragmatique intitulé « Comment la sociologie pragmatique échappe au relativisme », on peut lire :

> L'enjeu, ici, est de « suivre les acteurs » jusqu'au bout, et en particulier jusqu'au moment où ils se montrent, eux, résolument anti-relativistes et s'autorisent à produire des jugements de valeur et à hiérarchiser les conduites. Or ces moments de réflexivité morale obéissent à des règles partagées et renvoient à des attentes (plus ou moins) communes : c'est ce qui fait que les jugements qui y sont produits ne sont pas totalement subjectifs ou arbitraires. (Barthe *et al.*, 2013 : 198)

Les pragmatistes veulent se dérober au relativisme sans pour autant voler la vedette à leurs acteurs : ils choisiront dès lors de se positionner par l'intermédiaire de leurs acteurs. Ainsi, face aux déclarations omniscientes d'une sociologie critique qui sait tout mieux que tout le monde, les pragmatistes se veulent être les médiateurs des logiques – parfois contradictoires, parfois contrariées par des dispositifs dont il faut également rendre compte – qu'il s'agit de déployer afin que, une fois mises à plat, chacun puisse en constater les limites. Cette analyse descriptive doit ainsi permettre « d'aider les acteurs à déployer par eux-même la critique dont ils sont porteurs » (Barthe *et al.*, 2013 : 202). Les sociologues pragmatiques, tels des maïeuticiens[26] de la critique, ont choisi comme principe méthodologique

26. Du grec *maieutikê* « art (technique) de faire accoucher quelqu'un », la maïeutique (hors établissement médical) est liée à Socrate que l'on dit être un accoucheur de vérité. Non qu'il la formulait et l'imposait, la légende raconte que par le dialogue, en suivant jusqu'au bout, jusqu'à l'aporie (du grec *aporia* « absence de passage ») son interlocuteur, Socrate lui faisait dire la vérité, tel un accoucheur d'esprit dont la sagesse normale absolue lui faisait seulement affirmer : « je ne sais qu'une chose, c'est que je ne sais rien » (dans l'Apologie de Socrate de Platon). Il est peut-être intéressant de noter que l'histoire approximative normale oublie souvent de rappeler que la maïeutique n'est pas fondée sur des syllogismes analytiques fermés contraignant la vérité, mais sur le principe de réminiscence depuis une vie antérieure et qu'ainsi, celui que l'on suit jusqu'au bout n'accouche jamais d'autre chose que de ce qu'il savait déjà. Réincarnation

de ne savoir qu'une chose, c'est qu'ils ne savent rien à propos du monde social; seuls les acteurs le savent, seuls les acteurs l'incarnent et il faut leur en faire accoucher et actualiser le registre. Dans un paragraphe intitulé « Fécondité du modèle », Frédéric Claisse et Pascal Balancier – les deux auteurs du chapitre au sujet du principe de symétrie précédemment mentionné – écrivent :

> La sociologie de la traduction s'oblige en effet à renoncer à produire une interprétation qui soit plus forte que celle des acteurs qu'elle observe [...]. Tout au plus impose-t-elle que le « répertoire » (le langage de description) soit différent de celui des acteurs. [...] Que les acteurs se prêtent mutuellement des intérêts et des motivations (éventuellement cachés) ne fait aucun doute, mais il s'agit bien du privilège exclusif des acteurs : l'attribution d'intérêts est avant tout une activité critique ordinaire que le sociologue doit écrire, non alimenter. [Les auteurs ajoutent dans une note de bas de page :] On reconnaît là un leitmotiv de toute la sociologie dite « pragmatique » qui se développe actuellement autour des travaux de chercheurs de seconde génération comme Dodier, Chateauraynaud ou Heinich qui tentent de systématiser en un programme de recherches cohérent les principes de méthodes à l'œuvre chez Boltanski, Callon ou Latour. (Claisse et Balancier, 2008 : 152-153)

L'on comprend mieux le glissement sémantique proposé par Luc Boltanski (2009) dans son livre *De la critique. Précis de la sociologie de l'émancipation* qui, en transformant la sociologie critique en sociologie *de la* critique, nous confirme son projet avant tout descriptif. Les sociologues pragmatiques ne sont pas évaluateurs, ils étudient les jugements de valeurs, et c'est seulement ainsi, en se faisant les greffiers du social, autrement dit par la traduction des discours critiques que les acteurs tiennent, que se joue leur engagement : « Ainsi est-ce finalement en acte, à travers sa façon même de mener l'enquête sociologique (suivi des acteurs, principe de symétrie, etc.) que le sociologue pragmatique démontre une préférence pour la relance de la critique et pour la remise des certitudes à l'épreuve de leur vérification collective » (*ibid.* : 200).

mise à part, la personne que l'on traite avec le sage égard du maïeuticien, qu'on laisse s'exprimer presque seule, en évitant d'interférer dans la construction de son discours par l'altercation du dialogue, risque seulement de confirmer ce qu'elle pensait déjà.

Le sociologue pragmatique mène l'enquête; il est, d'une certaine façon, responsable de l'affaire au sens où il est en charge de sa conduite, mais pas de son contenu. En choisissant d'endosser le rôle de l'enquêteur – et pas du scénariste ou du dramaturge – il prend le risque de tomber sur des affaires de routine, ou pire encore des affaires sordides (où l'on n'observe que des pratiques et des discours naturalisants par exemple). Comment notre enquêteur peut-il se sortir de cela? Un dramaturge, lui, pourrait faire intervenir un autre personnage, ajouter un nouvel objet, modifier certains dialogues, changer l'une ou l'autre des péripéties, autrement dit réaliser tous les arrangements nécessaires pour construire la morale de cette histoire – autant d'artifices et de manipulations que la méthodologie de l'enquêteur pragmatique ne permet pas. De plus, alors que l'enquêteur est restreint à la rédaction de rapports d'enquête, le dramaturge lui est libre de raconter toutes les histoires qu'il veut – à la condition, bien entendu, que celles-ci soient « inspirées de faits réels », ou plutôt (pour utiliser notre terminologie et non celle médiatique et réeliste) inspirées de faits réalisés[27]. Ainsi, quand il n'y a pas d'affaire en cours (ou d'affaire classée qu'il s'agirait de ré-ouvrir), l'enquêteur n'a plus rien à dire. Une faiblesse que Frédéric Claisse et Pascal Balancier semblent également avoir remarqué :

> Intarissable dès qu'une controverse surgit, la sociologie de la traduction peut être désespérément mutique pour les situations (en apparence) stabilisées, où les entités se maintiennent en état. […] de même que la grammaire de la justification ne peut se déployer là où les personnes vivent des situations « ajustées », non critiques, le répertoire de la traduction est impuissant à décrire quoi que ce soit là où aucune entité n'a été engagée dans l'épreuve – et pour cause, puisque seule l'activité critique des acteurs permet d'amorcer et d'alimenter le travail du sociologue. (Claisse et Balancier, 2008 : 153)

Contre l'asymétrie d'un regard photographique, observant le réel d'un œil à travers l'étroite lucarne que constitue son objectif, les pragmatistes veulent de la symétrie. Ils veulent voir avec leurs deux yeux. Ils veulent ainsi pouvoir saisir le relief et les points de vue contrastés du monde qu'ils explorent. Les terrains qu'ils ont à parcourir sont inégaux : les habitants y sont différemment

27. Ce qui est toujours le cas, même pour les drames non scientifiques (la différence c'est qu'eux ne veulent pas faire science et qu'ils ne se construisent pas dans l'altération discursive).

positionnés et leurs possibilités s'en voient parfois limitées. Mais les pragmatistes, sans carte ni adresses, mais équipés de leur véhicule tout-terrain, se sont engagés à suivre ces habitants jusqu'au bout, jusque chez eux pour leur permettre de peut-être s'emmener ailleurs, sur des terrains égalisés plus favorables aux constructions harmonieuses. Quand les sociologues pragmatistes se limitent au rôle de véhicules, tels de petits utilitaires occupés à cartographier le monde social tout en se rêvant transports en commun, nous voulons jouer dans nos recherches un rôle, et même des rôles différents, afin de participer davantage à la construction de ce monde commun. Nous voulons d'abord être arpenteurs, c'est-à-dire que nos déplacements n'ont pas pour but la description cartographique, mais l'évaluation par la mesure. Notre mesure, l'arpent (un terme issu du gaulois *are-penno* « extrémité, bout »), n'est pas celle du juste milieu symétrique. Défini comme « une mesure de longueur valant 191,8 pieds » ou encore comme « une mesure de surface, divisée en 100 perches ou 30 toises carrées et variant selon les localités », l'arpent est une unité singulière et facétieuse qui se permet beaucoup de choses, y compris de toiser du regard ce qu'elle n'apprécie pas. Nous ne sommes pas partisans de l'idée politique selon laquelle il faut de tout pour faire un monde ou du principe méthodologique selon lequel il faut tout suivre pour faire une bonne étude. L'intelligence nécessite de cueillir, de choisir ce qu'il est intéressant (ou non) de raconter afin de donner à comprendre son propos, ce qu'il est pertinent (ou non) de sélectionner pour réaliser des constructions politiques au goût du collectif choisissant de faire société. Puisque notre goût est à l'artificialité et à la manifestation ostentatoire, notre point de vue n'est ni symétrique, ni bien sûr asymétrique, il est monstrueux. Ce qui est monstrueux (du latin *monstruosus* « bizarre, extraordinaire, prodigieux », dérivé de *monere* « faire penser, attirer l'attention sur »), c'est d'abord ce dont la conformation est contre nature, ou encore ce qui s'écarte des normes habituelles, ce qui est contraire à l'ordre naturel des choses. Une chose monstrueuse, c'est aussi ce qui est excessif par sa taille, ses dimensions, son intensité, sa valeur. Voilà pourquoi, face au désengagement lucide du sociologue photographe et à l'engagement modeste du sociologue médiateur, nous voulons être démesurément engagés, c'est-à-dire que nous voulons faire la démonstration de notre idéologie – ce qui semble monstrueux aux yeux de la science normale – quitte à juger avec intransigeance l'idéologie des autres. Bien sûr, nous attendons de ces autres qu'ils en fassent de même. Nous essayons, en donnant à voir des points de vue engagés et argumentés, de provoquer en retour des prises de position et des argumentations afin d'amorcer le

travail dialogique. Peu soucieux de notre intégrité (au sens naturalisant et conservateur), nous souhaitons que ces confrontations, que ces altercations transforment chacun des participants afin que, en altérant chacun nos façons de penser, nous puissions en construire une nouvelle ensemble, une qui sera partagée et toujours (au moins un peu) différente des précédentes (pour ne pas dire originelles tant l'origine est difficile à situer). Dès lors, en plus d'être arpenteurs, nous voulons être les constructeurs du monde que, par ailleurs, nous habitons aussi. Nous voulons ainsi, par nos études scientifiques, travailler à réaliser des constructions collectives qui soient moins harmonieuses que monstrueuses.

Acte 2, scène 3 : Notre étrange interprétation de la neutralité axiologique

En 2002, la sociologue de l'art Nathalie Heinich – dont la recherche est régulièrement présentée comme pragmatique – publie un article intitulé « Pour une neutralité engagée » qui fera débat. En tant que formulation monstrueuse (parce que défendant une chose tout en la qualifiant de ce qui constitue, normalement, son contraire), la proposition épistémologique de Nathalie Heinich a suscité notre intérêt. Dans cet article au style très analytique (un jugement qui ne devrait pas lui déplaire puisqu'elle l'utilise régulièrement pour qualifier sa pratique), la sociologue commence par opérer quelques distinctions afin de clarifier son langage. Elle distingue ainsi trois postures habituellement regroupées sous le terme – trop confus et pas assez descriptif selon elle – d'intellectuel : le chercheur, l'expert et le penseur. Elle leur assigne à chacun un rôle et un mode d'expression :

> De mon point de vue, seul le registre descriptif – ou, à un stade plus sophistiqué, analytico-descriptif – est spécifiquement celui du chercheur, alors que les registres prescriptif et évaluatif relèvent d'une normativité qui est du ressort soit de l'expert, soit du penseur, selon le type et le degré de spécialisation de la compétence. Voilà qui permet de donner un fondement un peu plus précis à l'impératif weberien de « suspension du jugement de valeur » : il s'agit simplement que le chercheur, lorsqu'il intervient en tant que tel, s'interdisent les registres évaluatif et prescriptif, en s'en tenant au registre analytico-descriptif. (Heinich, 2002 : 119)

L'impératif weberien auquel se réfère ici Nathalie Heinich est connu en France sous le nom de *neutralité axiologique*. L'axiologie[28], terme formé à partir grec *axios* « valeur, qualité », signifie littéralement « le discours sur les valeurs ». La neutralité axiologique devrait donc consister en une absence de parti pris quant aux valeurs. Étant donné que les valeurs permettent l'évaluation, autrement dit la qualification et la disqualification, et que le travail scientifique nécessite ce genre de jugements ne serait-ce que pour définir ses objets, ses méthodes et son projet, il semble inévitable pour ceux qui auront disqualifié la prise de position axiologique de distinguer plus précisément les valeurs dont ils parlent. C'est ce que fait Nathalie Heinich en distinguant les évaluations épistémiques, c'est-à-dire celles portant sur les moyens de la recherche, et les évaluations portant sur les objets de la recherche qui sont, d'après elle, le propre des acteurs. Elle déclare ainsi :

> Autant les débats sont nécessaires entre chercheurs concernant la qualité des outils scientifiques, autant ces mêmes chercheurs n'ont pas à débattre des valeurs propres aux acteurs qu'ils étudient – du moins tant qu'ils restent en position de chercheur. [...] Un chercheur qui s'autoriserait de sa science pour trancher entre des valeurs dans l'arène morale ou politique commettrait un abus de pouvoir; et un acteur qui s'autoriserait de ses opinions pour intervenir dans un débat sur la qualité des outils de recherche commettrait un abus d'incompétence – ou, en termes plus fleuris, une connerie. (Heinich, 2002 : 120)

Voilà donc une des raisons pour lesquelles Nathalie Heinich s'impose une neutralité axiologique : elle ne veut pas que le chercheur utilise le pouvoir de vérité que lui confère son statut pour imposer ses idées morales ou politiques – son idéologie particulière donc. La vérité scientifiquement construite par les chercheurs doit servir le débat politique, mais pas leur permettre d'y imposer frauduleusement leur conclusion. Cette dichotomie entre vérité scientifique d'une part et opinions morales d'autre part est tout à fait discutable, ce que nous allons essayer de démontrer ici à l'aide d'arguments

28. Notons que d'après le *Dictionnaire historique de la langue française*, ce terme aurait été employé pour la première fois en 1902 par Paul Lapie pour désigner la « science des valeurs de vérité, des conditions de vérité » – une utilisation tout à fait contradictoire avec l'usage qu'en font actuellement les partisans de la neutralité axiologique. Mais bon... malgré l'incohérence étymologique et historique, la réappropriation est toujours possible.

scientifiques, donc moraux. Sans doute que cette déclaration découragerait Nathalie Heinich si (par chance pour nous) elle venait à lire ces lignes, mais dans la mesure où elle nous a permis la discussion au niveau épistémique, c'est-à-dire au niveau des valeurs de la recherche, elle nous doit bien la prise en considération de cette redéfinition du scientifique – qu'elle peut certes désapprouver, mais pas disqualifier *a priori*... Nous y reviendrons bientôt.

Reconnaissons d'abord un atout dans l'épistémologie de Nathalie Heinich : elle est d'une volonté remarquable. Alors que certains pourraient être tentés d'annihiler son argumentation en affirmant que la neutralité n'est qu'un leurre, qu'elle n'est qu'une illusion trompant encore certains positivistes[29] et que, toujours, des valeurs non-épistémiques orientent la recherche et se matérialisent dans les travaux scientifiques, Nathalie Heinich (2002 : 121) répond que son exigence de neutralité n'est pas un fait, mais est un choix, autrement dit une valeur épistémique, « un jugement d'adéquation entre un objectif et sa réalisation », et qu'à ce titre – malgré les difficultés qu'elle rencontre et les contraintes que cela imposent – elle y travaille. Elle nous enjoint ainsi à ne pas confondre « une difficulté relative avec une impossibilité absolue : que tout programme rencontre des obstacles à sa totale réalisation n'interdit pas d'en faire, encore une fois, une visée, en cherchant à l'accomplir dans la mesure du possible, c'est-à-dire dans la mesure de la capacité de chacun à surmonter ces obstacles » (*ibid.* : 121). Sur ce point, nous sommes parfaitement d'accord ainsi qu'en démontre notre déclaration d'intentions formulée dès les premières lignes de ce texte : « nous souhaitons proposer une réponse à chacune de ces interrogations [La neutralité est-elle un leurre? une fiction? un artifice?] avec la volonté d'argumenter en faveur du parti pris – autrement dit en donnant à comprendre l'intérêt et l'intelligence d'une prise de position déclarée comme telle – davantage qu'avec celle de démontrer l'impossibilité d'une recherche neutre. » Nathalie Heinich insiste : sachant le décalage qu'il existe parfois entre les intentions d'un auteur et les effets de son discours, elle nous enjoint à juger l'un en fonction de l'autre et surtout, en tant que chercheur, à tenir compte des effets de sa recherche en particulier sur les acteurs. C'est d'ailleurs ici que se situe son engagement.

29. Ce n'est sans doute pas la seule, mais la plus courante des disqualifications utilisées de la part de ceux ne croyant plus ne serait-ce qu'à l'existence de la neutralité.

Elle écrit ainsi : « Mais en quoi cette neutralité est-elle “engagée”? Ma réponse tient à une phase de la recherche à laquelle, me semble-t-il, les chercheurs ne sont pas assez attentifs : celle qui suit la fin du travail. Celui-ci en effet ne devrait pas s'arrêter à la remise d'un rapport d'enquête, à la publication d'un article ou d'un livre : il devrait inclure l'effet de cette recherche sur les acteurs concernés. » (Heinich, 2002 : 124). Elle nous incite à tenir compte de ce qu'elle appelle « l'épreuve de pertinence » qui correspond au moment où les acteurs s'emparent et se servent du discours d'un chercheur, ce qui n'arrive pas toujours. Dans ce dernier cas, il s'agit d'un échec : « dans le pire des cas, les effets du travail sont nuls, et cette étape-là de la recherche est non advenue » (*ibid.* : 125), et cela n'est (d'après elle) pas forcément dû à un manque de pertinence… du coup, il aurait peut-être fallu choisir un autre nom pour cette épreuve. Contrairement à son impératif de neutralité, l'engagement proposé par Nathalie Heinich nous surprend un peu par son manque d'exigence. En effet, à partir du moment où un chercheur rend publique sa recherche (par la publication écrite justement ou par l'exposition orale), il lui est difficile de ne pas être engagé. Ainsi, que le chercheur le veuille ou non, son travail subit toujours une épreuve de pertinence : il sera peut-être cité par d'autres, ou peut-être pas. Bien sûr, la publication scientifique est plus souvent destinée aux autres spécialistes scientifiques qu'aux acteurs dont il est parfois question. On pourrait donc interpréter l'engagement défini par Nathalie Heinich (en étant très compréhensifs car ce n'est pas ce qu'elle écrit dans son article) comme le travail visant à soumettre les résultats de sa recherche à un public plus large. Mais ce travail de mise à disposition du public directement visé par l'étude ne va pas plus loin : il n'y a pas de discussion (au sens de débat argumenté) avec les acteurs, tout au mieux une observation. Nathalie Heinich nous confirme cela en prenant l'exemple de ses études de controverses au sujet de l'art contemporain :

> Dans mon cas, j'ai eu la surprise de voir revenir quatre interprétations de mon travail : certains partisans de l'art contemporain l'ont interprété comme une façon de l'attaquer en faisant de la publicité aux rejets, d'autres comme une façon de le défendre en montrant l'imbécillité de ces rejets; et des opposants à l'art contemporain ont interprété ce même travail comme une façon d'en montrer l'inanité, tandis que d'autres y voyaient une défense déguisée de l'art contemporain… Dans cette pluralité d'interprétations, j'ai vu, moi, le

> signe que j'avais respecté ma règle de neutralité, permettant toutes sortes de projections normatives. Mais j'ai surtout été frappée par l'incrédulité, voire l'indignation de mes interlocuteurs lorsque j'affirmais cette règle de neutralité… (Heinich, 2002 : 125)

Ce que nous raconte Nathalie Heinich est très intéressant et ce pour au moins deux raisons : d'abord parce que son travail a été interprété à peu près de toutes les façons, mais surtout parce qu'il a été compris n'importe comment.

Pourquoi n'importe comment? Parce qu'alors que Nathalie Heinich s'astreint à la neutralité axiologique, donc à ne pas déclarer ses valeurs ou ses jugements au sujet de ce qu'elle étudie, tout le monde semble y avoir vu un plaidoyer, autrement dit un parti pris dans l'affaire. C'est un peu comme si elle avait raté son épreuve de pertinence méthodologique. Comment se fait-il que cela ne lui pose pas problème, que cela ne remette pas en cause sa façon de faire? Si Nathalie Heinich est si convaincue par la meilleure capacité de compréhension qu'offre une posture neutre, pourquoi n'essaye-t-elle pas d'en faire la démonstration aux acteurs à qui elle s'adresse (c'est le sens de son engagement) en se souciant davantage de la réussite de cette démonstration? Peut-être parce que, finalement, Nathalie Heinich ne veut pas discuter avec les acteurs; parce que – selon un partage très habituel[30] – elle veut considérer que ceux-ci font partie d'un autre monde, qu'ils jouent à un autre jeu apparemment bien moins sérieux que le sien, à savoir la production du savoir. Elle déclare ainsi à propos du personnage de sociologue : « son rôle est avant tout, à mes yeux, de produire du savoir, et c'est essentiellement pour cela que la neutralité est indispensable, car on ne peut à la fois défendre une position avec les acteurs et comprendre le principe des positions qui les divisent – autrement dit être en même temps dans le jeu et hors du jeu » (Heinich, 2004 : 156). Nous étions tellement enthousiastes à l'idée que Nathalie Heinich

30. Nous pensons ici au Grand Partage entre la croyance et la connaissance qui fait l'objet d'un chapitre de la thèse *Pourquoi sauver Willy? Épistémologie synthétique de la prédiction en écologie des communautés* (Calba, 2014), dans laquelle vous pouvez également lire une proposition de départage constructiviste (faisant de la connaissance une croyance particulière du fait qu'elle est partagée et maîtrisée) et une argumentation en faveur d'un autre partage; un partage entre deux styles de recherche scientifique : l'un « analytico-explicatif » vise à produire des explications du réel par la décomposition et la simplification, l'autre « synthético-compréhensif » veut construire une compréhension singulière, mais partagée de la réalité par la mise en lien. Vous l'aurez compris par la mise en lien d'avec ce qui est dit dans cet article, c'est en faveur de « l'autre » que nous nous positionnons.

ne voulait pas confondre une réalité effective avec une visée normative que c'est en reprenant cette idée que nous lui répondrons : quand bien même cela viendrait défier les règles de la logique normale, on peut essayer d'être en même temps dans le jeu et hors du jeu. Tout dépend du jeu, mais surtout du joueur… On peut par exemple jouer à un jeu qui nécessite une répartition des rôles et donc de jouer un jeu particulier à l'intérieur du jeu plus général. On peut aussi tout à fait vouloir comprendre les règles d'un jeu et avoir envie d'y jouer; d'ailleurs nombreux sont ceux qui apprennent (ou comprennent mieux) les règles en jouant. On peut même avoir envie de changer les règles ou d'inventer un nouveau jeu, mais cela est encore une autre histoire… Tout cela pour dire qu'avec un peu de volonté et d'imagination, toutes les tentatives intellectuelles deviennent possibles. Ce n'est pas un problème de logique, mais un jeu d'interprétation.

Revenons-en à la conclusion de Nathalie Heinich à propos de la pertinence de son travail. Celle-ci semble se réjouir des nombreuses interprétations et utilisations (que nous appellerons des réappropriations, c'est-à-dire des façons de faire sien le discours, les arguments ou les définitions de quelqu'un d'autre, ce qui ne va pas sans quelques ajustements) que d'autres font de son travail. Cela semble démontrer non l'univocité, mais la neutralité de sa recherche. Nathalie Heinich décrit et analyse ce qu'elle rencontre sur le terrain (avec ce même pragmatisme, cette même façon de décrire sa pratique comme celle d'un enquêteur opérant de nombreux déplacements : sa position n'est pas fixe – d'où sa neutralité, non personnelle, mais méthodologique – elle est mobile[31]) et à partir de ces faits, les acteurs interprètent, évaluent et débattent. Notons que cette possible utilisation par d'autres du discours produit par quelqu'un n'est pas du tout réservé, ni même favorisé par les discours qui se présentent comme neutres. Qu'une argumentation prenne ou non explicitement parti, elle sera soumise à l'interprétation; et ces interprétations seront, à notre avis, d'autant plus contradictoires que les intentions de l'auteur (elles-mêmes interprétées) n'y sont pas déclarées – sauf bien sûr si le propos est très habituel, très évident, car dans ce cas, l'interprétation le sera probablement également. Nathalie

31. « Mais j'ai essayé de faire en sorte que ces goûts personnels n'influencent pas sur ma capacité d'empathie avec les acteurs que j'étudiais. Pour ce faire, j'ai essayé de multiplier, durant tout le temps de l'enquête, mes déplacements entre "mondes" opposés […] La neutralité, en effet, offre au chercheur une capacité à se déplacer entre les différents arguments […]. » (Heinich, 2002 : 124)

Heinich subira d'ailleurs les conséquences de ce jeu interprétatif lorsque d'autres chercheurs liront et répondront à son article. Sans avoir lu ces réponses[32], nous comprenons que l'autrice a été interprétée, et même (d'après elle) mal interprétée, ce qui la conduira à publier un nouvel article deux ans plus tard dans la même revue : « Pour en finir avec l'engagement des intellectuels ». Après un paragraphe de contextualisation, elle commence : « À la lecture de ces contributions, j'ai été frappée, je dois le dire, par la quantité de malentendus et d'incompréhensions, voire, dans certains cas, de sophismes commis pour invalider mes positions. […] Comment ne pas y voir un signe de l'importance des enjeux associés à la question de l'engagement dans l'état actuel des sciences de l'homme? » (Heinich, 2002 : 150) Quand Nathalie Heinich voit dans ce que l'on pourrait appeler « cette pluralité d'interprétations » de son travail, le signe d'un problème disciplinaire cristallisé autour de la notion d'engagement, nous y voyions nous le signe que, malgré toutes les précautions et les précisions que l'on aura eu soin d'apporter à notre discours, celui-ci finit toujours par être manipulé (avec souvent un manque d'attention parfaitement agaçant, mais aussi parfois avec une agilité surprenante) par d'autres. Voilà justement en quoi consiste l'interprétation : en des manipulations, en des réappropriations, en des reformulations, autant de petits décalages qui, par ajustement avec ce qu'il connaît déjà, permettront à l'interprète de produire de nouvelles représentations. Et c'est dans ce jeu interprétatif, ce dialogue (souvent pénible et laborieux, mais malgré tout enthousiasmant) que se construisent les représentations partagées – autrement dit les croyances qui, lorsque leur processus de construction est maîtrisé, peuvent prétendre au statut de connaissances. Et c'est également à ce jeu interprétatif, à cette mise en scène du discours des autres suscitant immanquablement la critique, que Nathalie Heinich se prête.

Aucun discours ne semble pouvoir prétendre à une totale clarté, à une perfection dans l'expression qui le rendrait unanimement compréhensible. C'est la difficulté, mais aussi le formidable intérêt du langage : ses règles et ses définitions ne sont pas figées et c'est une qualité que tout le monde lui reconnaît[33] – contrairement aux faits et aux connaissances qui, bien qu'ils

32. Par conséquent, nous ne partageons pas ces réponses critiques. Nous ne comprenons ces dernières qu'à travers l'interprétation qu'en aura faite Nathalie Heinich – notre but étant de comprendre la pensée Nathalie Heinich et non celles de ses contradicteurs.
33. Mais que certains déplorent et ont cherché à transformer à l'instar du projet d'épuration du langage et de clarification logique de la pensée des philosophes du Cercle de Vienne (et de certains philosophes analytiques après eux).

soient également construits, se donnent à voir comme davantage stabilisés. C'est cette souplesse, cette plasticité du langage qui permet la manipulation et la mise en forme singulière (individuelle comme collective) de nos représentations du monde – une construction monosémique qui, lorsqu'elle est cohérente, peut susciter l'adhésion. Nathalie Heinich déclare en conclusion de l'article de 2004 visant à défendre et non à revoir les positions qu'elle exprime dans celui de 2002 :

> Je suis frappée notamment de voir à quel point l'engagement est présenté par ses défenseurs comme une forme de courage, de prise de risque, alors que, comme le remarque Philippe Breton, "beaucoup d'intellectuels qui s'expriment dans les médias ne risquent pas grand-chose" et que, comme je l'ai moi-même expérimenté, le refus de prendre parti dans une controverse peut engendrer des réactions d'une grande violence, au moins verbale. C'est dire qu'on risque à ne pas s'engager, dans un monde où le modèle de l'engagement est à ce point dominant. » (Heinich, 2004 : 159)

Lorsqu'elle écrit cela, elle fait preuve à nos yeux d'un manque de cohérence. Alors qu'elle avait choisi de se réapproprier l'engagement de façon positive, elle en fait la critique en oubliant sa définition singulière. Elle aurait pu utiliser une autre dénomination pour désigner cet engagement plus habituel, mais non; elle a finalement choisi de nous faire comprendre que, dans sa défense de la neutralité engagée, c'est surtout la neutralité qui l'intéresse. Mais attention, cela n'est rien de plus que notre interprétation; libre à elle de nous répondre. Nathalie Heinich répond ainsi à Roselyne Koren (l'une de ses contradicteurs, autrement dit une autre chercheuse qui intervient en tant que tel dans ce débat épistémique) :

> je ne comprends pas bien l'opposition faite par Roselyne Koren entre « parole anonyme conventionnelle » et « parole subjective innovatrice » : je ne vois pas en quoi la subjectivité serait forcément innovatrice, alors que tant d'individus se plaisent à énoncer des lieux communs; ni pourquoi l'anonymat serait forcément conventionnel alors qu'il existe des lois formidablement novatrices. Cette proposition me paraît résulter typiquement d'une position normative privilégiant le « régime de singularité » contre le « régime de communauté », et interdisant au chercheur de percevoir et d'analyser les enjeux axiologiques des catégories qu'il utilise de façon apparemment

> descriptive : voilà une illustration parfaite de la nécessité d'une suspension par le chercheur de ses propres jugements de valeur. (Heinich, 2004 : 158)

Dans cette remarque, elle semble avoir oublié que, au niveau épistémique, elle avait autorisé et même encouragé les chercheurs à définir des valeurs et à en débattre. C'est ce qu'elle fait dans ses articles en défendant la neutralité engagée, et c'est ce que semble vouloir faire Roselyne Koren en défendant la subjectivité[34]. Pourquoi dès lors disqualifier aussi brutalement les propos de Roselyne Koren et en faire un exemple de contamination axiologique? Soit Nathalie Heinich se mélange les pinceaux entre épistémologie et axiologie, soit elle n'accepte pas que l'on puisse avoir des valeurs épistémiques différentes des siennes.

Sans doute est-ce là le principal problème que nous voyons dans la réponse argumentée de Nathalie Heinich : son opiniâtreté, autrement dit sa volonté de ne pas voir son propos déformé par l'interprétation des autres, sa tendance à ne pas vouloir altérer sa façon de penser, sa capacité à présenter ses choix épistémologiques comme des conclusions logiques et non comme des opinions. Au sujet de l'opinion justement, elle déclare :

> on peut voir comment [dans notre société] coexistent l'impératif – souvent associé à la virilité – d'exprimer publiquement une opinion, en son nom personnel (« Moi je pense que… »), et la capacité à taire toute opinion personnelle au profit d'une énonciation objective, comme c'est le cas des experts et des scientifiques. (Heinich, 2002 : 122)

Nathalie Heinich n'affirme pas le fait qu'elle n'apprécie pas l'affirmation d'une opinion (ce qui serait contradictoire), mais elle le suggère, notamment parce qu'elle l'associe à de la virilité – un terme suffisamment polysémique pour permettre de multiples interprétations, à commencer par la nôtre. Ainsi, alors que l'on emploie parfois le terme de virilité pour désigner un ensemble de qualités morales (énergie, force, courage, intelligence, rigueur, vigueur, etc.), celles-ci se trouvent de fait associées aux attributs de l'homme adulte

34. Encore une fois, nous n'avons pas lu les réponses auxquelles Nathalie Heinich répond ici. Nous ne déclarons donc pas que la proposition de Roselyne Koren est intéressante, juste qu'elle mérite d'être débattue.

– la virilité désignant par ailleurs ce qui est propre aux individus de sexe masculin. Notons que, dans son article sur le féminisme intitulé « Antisexisme plutôt que féminisme », Nathalie Heinich déclare :

> Pour ma part, je me suis clairement prononcée pour un féminisme universaliste, car si la différence des sexes est à mes yeux une valeur forte qu'il faut défendre dans tous les domaines où elle est actuellement menacée [...], elle est aussi une réalité contextuelle, que l'on doit pouvoir activer ou suspendre selon les circonstances – et c'est même ce jeu avec l'affirmation de soi comme, selon, femme, citoyenne, professionnelle ou être humain, qui fait pour une grande part le sel de notre vie commune. (Heinich, 2005)

Il est donc peu probable qu'elle cautionne le rapprochement entre qualités morales et masculinité qu'engage la notion de virilité. Malheureusement, parce qu'elle utilise ce terme sans nous en dire plus, elle semble confirmer (certainement malgré elle) ce jugement sexiste, mais surtout elle tend à disqualifier l'opinion. Notons au passage que, dans son article féministe, Nathalie Heinich écrit en tant que chercheuse (c'est en tout cas ainsi qu'elle est présentée par les éditeurs de la revue). Connaissant mieux son épistémologie, nous nous permettrons de conclure que le féminisme universaliste qu'elle défend est, à ses yeux, une valeur épistémique. Voilà une autre raison de nous mettre à distance des choix épistémologiques de Nathalie Heinich.

Mais qu'entendons-nous par l'expression *se mettre à distance*? Nathalie Heinich utilise elle aussi cette terminologie – la neutralité axiologique étant d'après elle une « forme de distanciation méthodique à l'égard des valeurs des acteurs » (Heinich, 2002 : 123) – qu'elle emprunte au livre de Nobert Elias, *Engagement et distanciation*, dont elle se sert pour déclarer l'ambivalence de notre société qui, depuis toujours, valorise tout en dévalorisant chacune de ces postures. Les premières lignes du livre de Nobert Elias (1993[1983] : 9-10) nous confirment d'ailleurs cette interprétation : « On ne peut, de manière absolue, qualifier l'attitude d'un être humain de distanciée ou d'engagée (ou si l'on préfère, de "rationnelle" ou d'"irrationnelle", d'"objective" ou de "subjective"). [...] La vie sociale, telle que nous la connaissons, s'effondrerait si les normes du comportement allaient trop loin dans une direction ou dans l'autre. » Remarquons que dans cette citation, Norbert Elias qualifie l'attitude distanciée de rationnelle ou objective, et à

l'inverse, qualifie l'attitude engagée d'irrationnelle ou subjective. Il est ainsi courant d'employer le terme de distanciation pour qualifier l'attitude de celui qui met de la distance, qui prend du recul par rapport à la situation qu'il vit ou par rapport aux points de vue qu'il rencontre – comme si cette distance lui permettait finalement de mieux voir, de mieux cerner la situation ou le point de vue en l'intégrant dans un paysage plus large. On comprend pourquoi la distanciation peut être confondue avec l'objectivité (au sens habituel du point de vue sans point de vue) : à force de prendre de la distance pour intégrer l'ensemble des situations et des points de vue possibles, on peut finir pas se retrouver ailleurs, très loin, dans un autre système planétaire[35], et en oublier notre humanité. Mais la distanciation est aussi le nom d'un principe théâtral – ce dont il paraît opportun et important de parler alors que nous souhaitons définir et pratiquer une sociologie dramaturgique. La distanciation, ou effet de distanciation (de l'allemand *Verfremdungseffekt*, « effet de rendre étrange, étranger »), est le terme que forgera le dramaturge et critique Bertold Brecht pour désigner les procédés théâtraux visant à déconstruire l'identification directe des acteurs à leur personnage ou de la représentation théâtrale à la réalité – par l'adresse au spectateur, le jeu depuis le public, la référence directe à un problème social, les changements de décors ou de costumes à vue, etc. – et ainsi rompre la croyance tacite du spectateur en ce qu'il voit. Cette mise en évidence de la manipulation, de l'orchestration des discours et des actions constituant le spectacle vise à perturber la réception linéaire et passive du spectateur afin de susciter une lecture critique de sa part. Il s'agit donc de faire percevoir un objet, un personnage, un processus, et en même temps le rendre insolite, étrange afin justement de permettre d'en douter, de nous inciter à le remettre en question. Dans ses *Écrits sur le théâtre*, Bertold Brecht (1972 : 337) affirme le rôle de cette distanciation : elle « vise exclusivement à montrer le monde sous un angle tel qu'il apparaisse comme susceptible d'être pris en main par les hommes ». Avec la même volonté de donner à voir nos représentations du monde comme des constructions artificielles (donc critiquables, transformables) et de susciter la critique chez nos lecteurs, nous essayons de mettre en œuvre ce principe de distanciation, ce travail consistant à rendre étranges – pour nous, les auteurs, et du même coup, pour vous, les lecteurs – certaines des façons de faire et de penser qui nous semblent habituelles, « naturelles ». Dans ce sens, la distanciation n'est

35. Sur l'étoile Sirius par exemple, ainsi que le suggère l'expression du « point de vue de Sirius » employée par certains épistémologues.

pas un éloignement qui permet de voir plus, mais un déplacement qui permet de voir autrement. Pour éviter cette confusion, nous utiliserons dorénavant le terme d'*étrangéisation* plutôt que celui de distanciation afin de définir singulièrement – et avec la volonté d'être au moins un peu étrange – notre méthode scientifique.

Entracte : Mise en intelligence des moyens et des fins ou La tragédie de la sociologie pragmatique

Alors que les sociologues pragmatistes nous annonçaient une prise en considération des acteurs de leur recherche, la façon dont ils se sont débarrassés de la critique normative les a trahis. En s'imposant de décrire et d'analyser le monde social avec indifférence, dans la mesure et la retenue d'une méthode pragmatique, en toute logique et par actualisation empirique, ces chercheurs ont réelisé leur projet. Fatalement, leurs acteurs sont redevenus objets, incapables de comprendre l'acte scientifique comme de la représentation, une nouvelle fois exclus du dialogue scientifique. Ils voulaient la relance du débat public, mais en refusant d'y participer dans leur recherche de la vérité – oubliant sans doute que, par la déclaration intentionnelle et des formulations attentionnées, leurs propositions ne passeraient pas nécessairement pour d'autoritaires impositions – les sociologues pragmatiques se sont employés à être les médiateurs du réel. Ce même réel que les sociologues photographes essayaient de révéler depuis des lustres…

Les personnages aux manières pragmatiques et dont nous racontons la tragique fin ici ont fait le choix (étrange à nos yeux de chercheurs) de définir leur sociologie comme une « critique de l'intellectualo-centrisme et des prétentions indues du pouvoir intellectuel ». Le pouvoir intellectuel, c'est littéralement notre capacité à saisir le monde par l'esprit, notre faculté à le mettre en forme, à le catégoriser, à le nommer pour pouvoir le partager avec d'autres. Parce que nous voyions les autres comme autant d'intellectuels capables de nous démontrer leur goût pour certaines façons de voir et de

faire, d'argumenter leur choix et de les transformer pour les rendre encore plus vrais, plus beaux, plus justes et surtout plus cohérents, nous voudrions ne jamais « en finir avec l'engagement des intellectuels »[36].

L'intelligence, parce qu'elle est mise en lien de choses sélectionnées (cueillies), ce n'est pas seulement savoir, c'est savoir choisir. Ainsi, *un beau bouquet n'est pas un herbier* (une métaphore qui doit vous donner à comprendre que l'intelligence est aussi une histoire de goût, et que selon nous, le vrai n'est pas sans lien avec le beau, qui n'est pas sans lien avec le juste, qui n'est pas sans lien avec d'autres idéaux… mais nous laisserons ici votre intelligence singulière le soin de les sélectionner). Dès lors, nous voudrions affirmer nos choix et considérer positivement tout ceux qui (chercheurs comme non-chercheurs) en feront de même.

Acte 3 : Bouquet finalisé de phrases synthétiques et d'artifices anecdotiques en réponse à l'histoire de feu la neutralité

Après avoir pris nos distances avec le projet de la sociologie photographique et nous être rendus étrangers aux façons de faire de la sociologie pragmatique, par la déconstruction critique de leur goût partagé pour la neutralité en tant que posture épistémologique ou principe méthodique, il nous faut maintenant reconstruire et répondre en exposant (à la critique) notre discipline scientifique et notre style de recherche[37]. Avec la volonté d'utiliser *une autre technique de représentation* que celle photographique – qui, par le prisme de son objectif, mais surtout par le travail de la lumière naturelle, vise moins la production de représentations (sous-entendant la construction humaine) que la reproduction de présentations, c'est-à-dire la mise au point (sans prétention à la nouveauté ou à la transformation) de visions claires, nettes et simples à saisir se donnant par là des airs d'évidences – nous proposerons la technique dramaturgique, à

36. D'après le titre que Nathalie Heinich aura donné à son article de 2004, alors qu'elle répondait à d'autres chercheurs qui se sont engagés (comme elle) à penser intelligemment le monde.
37. Pour une exposition singulièrement différente de la sociologie dramaturgique (agencée à une réflexion sur l'expertise scientifique), nous vous conseillons la lecture de la thèse *La tragédie de l'expert, ou « Langagement en science-friction » comme réponse à la déconstruction de l'autoritarisme et du relativisme de l'expertise scientifique par la sociologie dramaturgique* (Birgé, 2018).

savoir le travail de la mise en scène manifestement artificiel. C'est également avec la volonté de définir *un autre mode d'action* que celui pragmatique, de le transformer par la racine (grecque) en abandonnant le *pragma* de l'administration – qui suggère trop la représentation au sens politique habituel (celle que l'on prête aux porte-parole et aux médiateurs) et la mise à jour de cette représentation par la concrète actualité – pour lui préférer le travail de la *drama* (issu de *dran* « faire, agir » avec la spécification de la responsabilité prise plutôt que celle de la réalisation d'un acte), donc de la fiction.

L'intérêt de la dramaturgie, c'est qu'elle permet de mettre en avant le travail d'interprétation et de manipulation intentionnelle que constitue, à nos yeux, la recherche. Ainsi, par sa capacité à rendre signifiants – c'est-à-dire à donner un sens parmi d'autres possibles (car sans possibilité d'être réfutée, ou plutôt discutée, aucune proposition ne peut prétendre à la scientificité) – des faits dont les raisons n'apparaissent pas de manière évidente, et ce en usant de son habileté à saisir et agencer les objets qu'il aura rencontrés et sélectionnés, le chercheur devient véritablement l'auteur de sa recherche. Tout lui est permis (les biais, les artefacts, les artifices et autres moyens détournés) du moment qu'il travaille à rendre son point de vue intelligible et pertinent – donc compréhensible par d'autres et répondant d'une certaine façon à l'attente qu'ils en avaient. Bien sûr, donner à comprendre que son travail est une production singulière, c'est accepter d'avoir les mains sales, c'est se compromettre (au sens de « s'engager mutuellement à se soumettre au jugement d'un tiers ») en prenant la responsabilité de ce qui est dit, c'est mettre en péril sa recherche, l'exposer au danger de la critique et des interprétations parfois infernales qu'en feront les autres tout en s'engageant à y répondre. Produire des connaissances singulières collectivement, c'est donc accepter de s'altérer, c'est s'engager contre les propositions naturalisantes nous incitant à devenir nous-même ou à rester comme on est.

Nous affirmons donc que notre style de recherche est totalement lié à notre idéologie constructiviste, qui pourrait également être qualifiée de *dénaturalisante*, ou encore de *complexifiante* (du latin *complexus* « faits d'éléments imbriqués », par la combinaison de *cum* « ensemble » et *plectere* « plier, entrelacer ») dans la mesure où les discours les plus complexes sont pour nous les mieux construits. Ainsi, par volonté d'ajouter encore quelques plis à notre texte (du latin *textus* « tissu, entrelacement ») et ainsi mieux donner à voir nos motifs, nous nous préoccupons également d'esthétique et

travaillons à mettre en lien notre façon de faire et notre façon de penser – les deux étant de toute manière indissociables, puisque toute idée s'exprime sous une forme particulière et que cette forme, également interprétée, participe du propos.

Ayant défini à plusieurs endroits dans ce texte, notre projet scientifique comme *une critique des manières de faire et de penser habituelles qui nous apparaissent comme problématiques*, nous ne pouvions que rejeter les choix esthétiques de la science normale (celle actuellement majoritaire) tant ses prétentions à la simplicité et à l'universalité sont contradictoires d'avec son projet de compréhension totale et cohérente de phénomènes nombreux et variés (à nos yeux, nécessairement complexe) par des expériences (à notre connaissance, toujours limitées) pouvant être remise en question par d'autres expériences (singulières) – c'est le fameux esprit critique ou scepticisme scientifique selon deux expressions chères à l'épistémologie traditionnelle. Ainsi, pour éviter d'être confondus avec ces pratiques transformant la science en une tentative réeliste et pour être cohérents avec notre constructivisme, nous voudrions exposer nos travaux de recherche comme des fictions scientifiques, autrement dit comme des discours mettant en scène des personnages – qui, même si le risque est grand, ne doivent pas être confondus avec des personnes puisqu'ils ne sont que des interprétations – dont les actions (les péripéties) sont sélectionnées et racontées de façon à construire et faire comprendre la signification de ce discours, autrement dit à argumenter la morale de l'histoire. Les fictions que nous racontons ont un début et une fin, autrement dit elles sont contextualisées et finalisées. Ce sont des histoires partielles et partiales où, sans ambiguïté, l'auteur choisit ce qui est raconté comme la façon dont cela est raconté, et tous ces choix sont au service de l'argumentation.

Dans un article intitulé « L'art de faire science » se présentant comme un entretien (ou plutôt un jeu de questions/réponses) avec Bruno Latour, on peut lire une description du travail scientifique très similaire à notre dramaturgie scientifique. On y apprend que les récits scientifiques peuvent être considérés comme des « scientifictions » et que cela est, d'une certaine façon, inévitable : « comment les chercheurs pourraient-ils s'exprimer sans passer par le récit, c'est-à-dire par la série des transformations qu'ils font subir à des personnages de fiction du début à la fin de leurs articles? La fiction constitue, dès le début de l'aventure scientifique, l'outillage élémentaire de la recherche : elle est le matériau même des personnages et de leurs

transformations. » (Latour, 2012 : 90) Avec son regard d'anthropologue sémioticien et fabuliste, Bruno Latour voit des fictions partout, y compris dans les écrits scientifiques.

Nous comprenons sa volonté d'affirmer que la fiction est déjà à l'œuvre en science, mais, contrairement à lui, nous voudrions rappeler et critiquer le fait que ce n'est pas la volonté de la plupart des chercheurs puisque ce n'est ni ce qu'ils déclarent, ni ce qu'ils donnent à voir, au contraire. Notre proposition est en cela différente puisqu'elle consiste à définir nos productions scientifiques comme des fictions, à considérer l'écriture scientifique comme un travail littéraire, mais surtout à travailler dans cette perspective-là; et bien sûr, avec des intentions différentes, on travaille différemment.

Par ailleurs, nous sommes en désaccord avec la distinction opérée par Bruno Latour entre travail littéraire donc artistique et travail scientifique. Interrogé par son complice au sujet de « l'écueil » que constitue l'indifférenciation entre arts et sciences, il répond :

> En fait, il y a une troisième caractéristique [les deux premières n'étant finalement pas décisive] qui permet de réintroduire une différence tout en évitant de penser en domaines. Je veux parler de la manière dont on discipline les êtres que l'on envoie pour peupler l'ensemble des situations inaccessibles sans eux. Dès que vous parlez ou écrivez, vous « envoyez » nécessairement des êtres qui ne sont pas vous – même si vous dites « je » bien sûr – dans un autre espace et un autre temps. […] Cette idée permet une distinction très précise, mais pas par domaine, entre les envois que l'on va appeler « de fiction » parce que les petits personnages délégués partent, mais ne reviennent pas – c'est le cas d'un personnage de roman – et ceux que l'on va nommer « scientifiques » parce que ces déplacements sont assurés par des délégués qui, eux, doivent revenir pour rapporter des informations. La capacité de dire vrai « à la façon des sciences » dépend totalement de ce retour des personnages délégués. (Latour, 2012 : 92)

Peut-être que nous sommes passés un peu à côté de cette histoire de petits personnages missionnés par l'auteur, mais nous ne croyons pas à cette distinction entre des personnages scientifiques qui reviendraient chargés d'informations et des personnages de non-scientifiques qui ne reviendraient pas. Ainsi, alors que les personnages, les objets ou les faits mis en scène dans un travail scientifique sont remobilisés ailleurs – ils sont représentés,

autrement dit « présentés à nouveau », dans un autre contexte, par d'autres personnes, pour nous raconter autre chose –, ceux mis en scène dans un roman subissent le même sort : ils sont remobilisés ailleurs, représentés dans d'autres productions littéraires y compris d'ailleurs celles scientifiques (ce qui doit nous indiquer d'une part leur réalisme – le fait qu'ils existent – et d'autre part l'importance qu'ils peuvent avoir dans la construction du monde). Disons donc (pour reprendre la formulation de Bruno Latour) que les personnages reviennent s'ils sont convaincants, autrement dit s'ils ont su susciter l'intérêt d'autres auteurs qui, du coup, auront décidé de les remettre en scène.

La distinction que nous faisons de notre côté entre les fictions scientifiques et celles qui ne le sont pas est bien différente, et nous avons déjà eu l'occasion de vous l'exposer. Nous pensons que pour faire science, il faut vouloir faire science (donc commencer par définir cette activité particulière, notamment ses règles) et il faut y travailler. La science étant (d'après une conception très majoritaire que nous partageons) une activité de production de connaissances réalisée en collectif, elle implique de soumettre son travail de recherche au jugement de ceux ayant choisi de jouer au même jeu. Dans la mesure où la plupart des auteurs de romans (ou d'autres formes de récits) n'ont aucune prétention à la scientificité et ne suivent pas les règles du jeu scientifique, il n'y aucune raison de qualifier ainsi leur travail. Tout le monde ne veut pas participer à la construction scientifique (laborieuse, exigeante et parfois ingrate) du monde. Sans doute que cette distinction entre fictions scientifiques et fictions non-scientifiques (et plus largement, entre recherche scientifique et recherche artistique) est avant tout une histoire d'habitude. Cela fait des siècles que l'on a attribué le pouvoir de vérité aux scientifiques et le pouvoir de création aux artistes, alors qu'à nos yeux constructivistes, les scientifiques (lorsqu'ils donnent à voir la fabrication des faits) sont des créateurs, et les artistes (lorsqu'ils font l'effort d'exprimer autre chose que de l'instinctif, de l'intime, de l'indicible ou du purement sensible – d'horribles fictions d'après nous) ne font rien d'autre que d'exposer un point de vue singulièrement construit sur le monde dont ils font l'expérience. L'on pourrait catégoriser ces productions de manière très différente, par exemple en fonction de leur visée conservatrice ou transformatrice, comme nous l'avons fait ici en distinguant différents types de sociologie. Cela nous permettrait sans doute de transformer les apparences (leur mode de représentation donc leur mode d'existence) – notamment celle austère et autoritaire de certaines productions scientifiques, et celle parfois confuse et inefficiente des productions artistiques – et par là transformer le monde.

Dans un article intitulé « Les limites de la symétrie. À propos de l'ouvrage de Bruno Latour *Changer la société*, *Refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006 » qui, sans surprise, est une critique du principe de symétrie tel que formulé par l'anthropologue dans son livre, le sociologue Michel Grossetti écrit en conclusion :

> Bruno Latour a introduit dans les sciences sociales des idées nouvelles et intéressantes, la principale étant de faire une place plus précise aux « non-humains » dans la théorie. Il mérite pour cela d'être lu et célébré. Faut-il pour autant le suivre dans sa tentative de réinventer la sociologie dans son ensemble? [...] Ces qualités d'écriture, en jouant sur de multiples métaphores et analogies, lui ont permis de faire exister une sorte de fiction théorique dont il faut souligner la fécondité, mais dont les limites apparaissent très vite lorsque des auteurs moins talentueux essaient de s'en inspirer. On dira peut-être qu'un cadre théorique peu satisfaisant laisse plus de place à l'analyse empirique et au terrain, mais lorsque l'on examine les textes les plus cités de la sociologie de l'acteur-réseau, on se rend vite compte que leur apport réside plus dans la posture théorique et le questionnement que dans les analyses empiriques proprement dites. (Grossetti, 2007)

Si nous faisons intervenir ici ce personnage sociologue en lui faisant dire sa réplique, c'est pour au moins deux raisons. D'abord pour rappeler cet étrange intérêt des sociologues (et des scientifiques normaux en général) pour l'empirisme et le terrain. Alors que l'étymologie du mot terrain nous rappelle qu'il était utilisé pour désigner la terre ferme et « le lieu où se déroule un combat », ce choix terminologique – combiné au goût pour le champ lexical de l'empirie – en viendrait presque à nous faire penser que ce ne sont pas des enquêtes, mais des conquêtes que ces chercheurs veulent réaliser; nous voudrions donc affirmer en retour notre préférence pour une autre terminologie. Convaincus que tout discours est le résultat d'une expérience du monde, que tout est toujours inspiré de faits réalisés, que tout est une histoire de représentations, et même de représentations de représentations, ou encore de reconstruction de choses déjà construites (et donc compréhensibles par d'autres), nous ne souhaitons pas insister particulièrement sur le caractère empirique de notre travail... mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne l'est pas.

Puisque nous affirmons que notre travail est une critique des manières de faire et de penser habituelles, il nous faut en passer par l'observation et la description (interprétatives) de ces manières que nous jugeons habituelles, de ces choses majoritairement partagées donc socialement établies, instituées (c'est d'ailleurs pour cela que nous prétendons faire de la sociologie, de l'étude du social). Le choix des discours de sociologues mobilisés dans ce texte résulte de nos expériences, de notre recherche sur la neutralité scientifique, et ces discours sont utilisés comme des exemples de façons de faire et de penser (plus ou moins) habituels dans le monde de la sociologie. Comme n'importe quel objet de recherche scientifique, nous les manipulons et nous les expérimentons en éprouvant leur cohérence par l'analyse (en étudiant les mots et les formulations particulières) et la synthèse (en les mettant en lien avec d'autres discours, ceux du même auteur par exemple). Notre travail est empirique, mais pour éviter l'ennui que peut susciter l'inventaire d'un certain nombre de captures de la réalité sociale (tel que peut le produire un sociologue photographe rigoureux), nous nous efforçons de rendre celui-ci captivant, notamment par le travail dramaturgique[38].

Nous voudrions donc tirer une conclusion différente de celle de Michel Grossetti qui, célébrant les qualités d'écriture de Bruno Latour, mais déplorant celles de ceux que sa théorie aura inspirés, décourage ces derniers et leur conseille d'en revenir aux pratiques plus classiques. Contrairement à lui donc, nous voudrions encourager les chercheurs à produire des textes de qualité, à raconter des histoires en soignant la présentation des personnages comme l'enchaînement des péripéties, à développer leur style, à choisir et complexifier leur vocabulaire… autrement dit travailler à ne pas neutraliser leur expression.

38. Nous voudrions préciser que le qualificatif « photographique » qui nous permet d'identifier un type de sociologie (et par extension, un type de science) ne doit pas être compris comme une disqualification de la photographie elle-même. Bien qu'elle soit très souvent considérée comme une simple présentation de la réalité (les retouches et les montages étant alors critiqués comme des manipulations malhonnêtes ou des mensonges… ce que l'on ne reproche pas aux dessins, peintures, sculptures ou vidéos par exemple) – c'est justement ce cliché que nous avons voulu exploiter par le biais de notre métaphore – nous affirmons que les photographies sont des mises en scène et qu'elles peuvent tout à fait faire l'objet d'une réflexion dramaturgique au sens où nous l'avons définie.

Épilogue

Pour finir (et surtout pour prévenir une possible incompréhension totale de notre travail), nous voudrions épiloguer une dernière fois sur le parti pris stylistique que nous défendons, en utilisant cette fois l'origine du mot pataquès. Dans son *Petit dictionnaire des expressions nées de l'histoire*, Gilles Henry nous raconte cette histoire ainsi :

> Un soir, au théâtre, un jeune homme est installé dans une loge, à côté de deux femmes du demi-monde peu discrètes et encore moins cultivées, mais qui veulent se donner l'air de parler le beau langage en faisant des liaisons. Un éventail tombe à terre. Le jeune homme le ramasse et dit à la première :
>
> – Madame, cet éventail est-il à vous?
>
> – Il n'est point-z-à moi.
>
> – Est-il à vous? demande le jeune homme à la seconde.
>
> – Il n'est pas-t-à moi.
>
> – Il n'est point-z-à vous, il n'est pas-t-à vous, mais alors, je ne sais pas-t-à-qu'est-ce?

L'auteur ajoute : S'il n'est pas sûr que l'histoire soit authentique, elle est néanmoins charmante. Le mot pataquès a donc été créé à partir de la déformation de la locution « pas à qui est-ce », et c'est pourquoi on l'utilise pour désigner une faute de langage consistant à faire des liaisons erronées, ou encore pour qualifier des énoncés grossiers et ridicules, mais également une histoire devenant de plus en plus compliquée et inextricable. Nous espérons que ce n'est pas ainsi que vous aurez envie de qualifier notre réponse dramaturgique à la neutralité scientifique. Si nous nous sommes permis quelques créations langagières et des mises en lien plutôt inhabituelles pour un écrit scientifique, nous l'avons fait avec la volonté de nous faire comprendre. Si malgré tout, vous jugiez nos liens comme erronés et notre argumentation comme rien de plus qu'un pataquès, nous sommes prêts à répondre de nos actes!

Références

Association francophone pour le savoir (ACFAS). 2017. « Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre? ». http://calenda.org/393744

Barthe, Yannick, Damien de Blic, Jean-Philippe Heurtin, Eric Lagneau, Cyril Lemieux, Dominique Linhardt, Cédric Moreau de Bellaing, Catherine Rémy et Danny Trom. 2013. « Sociologie pragmatique : mode d'emploi ». *Politix* 103 (3) : 175-204.

Birgé, Robin. 2018. *La tragédie de l'expert ou Langagement en science-friction comme réponse à la déconstruction de l'autoritarisme et du relativisme de l'expertise scientifique par la sociologie dramaturgique*. Thèse de doctorat, Université de Montpellier.

Boltanski, Luc. 2009. *De la critique : précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard.

Bourdieu, Pierre. 2001. *Science de la science et réflexivité*. Paris : Raisons d'agir.

Brecht, Bertold. 1972. *Écrits sur le théâtre*. Paris : L'Arche.

Calba, Sarah. 2014. « Pourquoi sauver Willy? Épistémologie synthétique de la prédiction en écologie des communautés ». Thèse de doctorat, Université de Montpellier 2.

Centre national de ressources textuelles et lexicales (CNRTL). s.d. http://cnrtl.fr/

Claisse, Frédéric et Pascal Balancier. 2008. « Sociologie des sciences : du principe de symétrie à la notion de traduction ». Dans *Épistémologie de la sociologie : Paradigmes pour le XXIesiècle*, 143-156. Bruxelles : De Boeck.

Claisse, Frédéric et Marc Jacquemain. 2008. « Sociologie de la critique : la compétence à la justification ». Dans *Épistémologie de la sociologie : Paradigmes pour le XXIesiècle*, 121-142. Bruxelles : De Boeck.

Crocitti, Olivier. 2016. « Feux d'artifices de bons sentiments. Transformer l'incoercible confrontation entre Démocratisation de la Culture et Démocratie culturelle afin de définir des complexes artistiques. Mais… qu'est-ce que l'art? ». Thèse de doctorat, Université de Strasbourg.

Day, Robert et Barbara Gastel. 2012[1979]. *How to write and publish a scientific paper*? Cambridge : Cambridge University Press.

Elias, Nobert. 1993 [1983] ?. *Engagement et distanciation.* Paris : Éditions Fayard.

Frère, Bruno et Marc Jacquemain. 2008. « Fonder ou représenter : de l'apriorisme et du constructivisme en sciences sociales. Quelques clefs de lecture en guise d'introduction' extrait du livre *Épistémologie de la sociologie : Paradigmes pour le XXIesiècle* ». Bruxelles : De Boeck.

Gingras, Yves. 2015. *Nature et pertinence de la sociologie.* 6e congrès de l'Association Français de Sociologie (AFS) à l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Canal-u, 83 minutes.
http://www.canal-u.tv/?redirectVideo=20082

Grossetti, Michel. 2007. « Les limites de la symétrie ». SociologieS, 22 octobre 2007.
http://sociologies.revues.org/712

Heinich, Nathalie. 2002. « Pour une neutralité engagée ». *Questions de communication* (2) : 117-127.

Heinich, Nathalie. 2004. « Pour en finir avec l'engagement des intellectuels ». *Questions de communication* (5) : 149-160.

Heinich, Nathalie. 2005. « Antisexisme plutôt que féminisme ». *Travail, genre et sociétés* 13 (1) : 174-175.

Latour, Bruno. 2005. *Changer de société, refaire de la sociologie.* Paris : Éditions La Découverte.

Latour, Bruno. 2009. *Sur le culte moderne des dieux faitiches*, suivi de *Iconoclash.* Paris : Éditions La Découverte.

Latour, Bruno et Sébastien Thiéry. 2012. « De l'art de faire de la science ». *Mouvement* 62 : 90-93.
http://www.mouvement.net/en-kiosque/62/lart-de-faire-science

Lemieux, Cyril. 2012. « Peut-on ne pas être constructiviste? ». *Politix* 100 (4) : 169-187.

Rey, Alain. 1992. *Dictionnaire historique de la langue française.* Paris : Éditions Les dictionnaires Le Robert.

Stengers, Isabelle. 1995. *L'invention des sciences modernes.* Paris : Éditions Flammarion.

Wikitionnaire. s.d. https://fr.wiktionary.org/wiki/Wiktionnaire:Page_d%E2%80%99accueil

Pour citer :

Calba, Sarah et Robin Birgé. 2019. « Langagement. Déconstruction de la neutralité scientifique mise en scène par la sociologie dramaturgique ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre*? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 17, pp. 355-422. Québec : Éditions science et bien commun.

PARTIE IV

PERSPECTIVES RÉFLEXIVES

18. Que signifie être chercheuse?

Du désir d'objectivité au désir de réflexivité

MÉLODIE FAURY

> Parce que la science est assimilée à la Raison – et qu'elle s'oppose donc à l'irrationalité, avec tout ce que cette dernière notion véhicule d'inquiétant d'un point de vue historique, et en particulier depuis l'Holocauste -, toute approche non orthodoxe est rendue délicate, que celle-ci se mène en termes intellectuels ou en termes politiques. Parce que parler de la science implique de prendre position sur un phénomène social et culturel, aux racines profondes et qui touche aux convictions les plus intimes de notre monde – et parce que l'univers des sciences est, dans les sociétés modernes, un univers institutionnellement puissant -, le débat ne peut que difficilement être mené sur un ton neutre et détaché. Parce que la science évoque des images d'emblée positives, il est aussi difficile de la contester politiquement ou socialement que d'en proposer une lecture conceptuelle qui la décentre de la position idéale dans laquelle elle est traditionnellement installée. (Pestre, 2006 : 8)

Chercheuse dans le champ des études de sciences, je questionne depuis mon doctorat (2008-2012) ce que signifie faire de la science sur la science (Faury, 2012a). Peut-on seulement prétendre avoir un discours scientifique sur la science? C'est-à-dire sur les pratiques et les discours qui construisent la *science*[1], les connaissances et plus largement la place des chercheurs et chercheuses dans la société?

Je viens de la biologie moléculaire et cellulaire, et du registre de la scientificité positiviste et réductionniste qui lui est associé : si l'on était sorti depuis des dizaines d'années du modèle « un gène, une protéine », on étudiait encore, à l'époque de mes études en Master *Biologie Moléculaire et Cellulaire*,

1. Dans tous les sens de ce terme : voir Vinck (2007).

Oncologie (2003-2006), des cascades de réactions moléculaires linéaires, l'expression d'un gène ou plus particulièrement l'effet du KO (*Knock-Out*) d'un gène, on utilisait des kit d'amplification d'ADN et des PCR (*Polymeras Chain Reaction*), on nous enseignait les techniques de transgénèse, etc., sans prendre ni de recul sur les limites éthiques des expérimentations, ni de recul épistémologique sur la vision du monde portée par cette approche, ni de recul instrumental sur la modélisation du monde induite par nos instruments : une éthique de la connaissance (Morin, 1990) assumée par nos enseignants (sauf un, explicitement). La seule exception était un enseignant essentiel et visionnaire, Ioan Negrutiu, depuis fondateur de l'Institut Michel Serres pour les Ressources et les Biens communs[2], qui a introduit de manière obligatoire dans notre cursus les questions d'épistémologie, d'éthique et de développement[3]. En invitant des conférenciers comme Isabelle Stengers, Bernadette Bensaude-Vincent, Susan George ou encore Michel Morange, il nous a montré que notre approche des sciences était en elle-même porteuse de valeurs et de présupposés sur le monde, et donc située. Il nous réintégrait dans les enjeux globaux, au-delà de nos molécules. Il nous disait :

> Regardez d'où vous parlez et ce que vous pouvez faire pour les enjeux de demain : vous avez un rôle à jouer. Notre métier de chercheur ou chercheuse en biologie moléculaire n'est pas neutre. Vous faites partie du monde et vous avez quelque chose à faire, depuis votre place, pour ce monde.

Malheureusement, peu de mes collègues de promotion entendaient son discours. Ils et elles restaient passionnés par l'exercice technique d'obtention de résultats qu'ils considéraient comme objectifs grâce aux méthodologies rigoureuses employées : c'était suffisant pour elles et eux. Le reste passait à côté. Pour le début de réveil qu'il a induit chez moi, et pour la confiance qu'il m'a accordée ensuite, je suis reconnaissante à Ioan Negrutiu.

2. http://institutmichelserres.ens-lyon.fr/
3. « Enseignements « Sciences et société : éthique et communication scientifiques » – ENS de Lyon » https://infusoir.hypotheses.org/2853

Du scientifique à la chercheuse

> Soyez des hommes, pas des femmelettes scrupuleuses et bavardes. […] Ne vous complaisez pas dans les doutes et les incertitudes. Quelle est cette objectivité que nous avons pour mission de défendre ? […] Les « sciences fondées sur les données », ou « sur les faits » – les « *data-based* » ou « *evidence-based* » sciences – se sont donné pour mission de définir toute situation, tout enjeu, tout choix, dans des termes qui permettent à des données objectivement mesurables dévaluer et de trancher. Nous avons là aussi affaire à un véritable ethos, à une mission qui mobilise de véritables croisés et les mène à renvoyer les débats et hésitations de leurs collègues à de simples opinions qui ignorent que les seules questions bien posées sont celles auxquelles peut répondre le verdict des faits. (Stengers et Drumm, 2013)

En 2006, j'obtins un Master en *Biologie Moléculaire et Cellulaire, Oncologie*. J'étais un assez bon produit de ma formation, je savais « maniper », écrire des articles scientifiques normés, produire des résultats objectifs. En 2007, j'ai complété ma formation avec un Master Recherche en *Communication scientifique et technique* : mes premiers pas vers les réflexions sur les enjeux du partage des savoirs. En juillet 2008, j'obtins une agrégation en *Sciences de la vie, de la Terre et de l'Univers* : j'ai appris – presque par cœur, « comme un singe savant » – le corpus de ce que l'on enseigne à ce jour, mais pas comment enseigner à des élèves, dans le contexte d'une classe et d'un établissement. En septembre 2012, j'ai soutenu ma thèse en études de sciences – sciences de l'information et de la communication, après quatre années de doctorat dans la magnifique équipe de Joëlle Le Marec et Igor Babou, associées à trois ans d'enseignement et d'engagement institutionnel science-société.

Malgré tous ces diplômes, je me sentais partout illégitime, pas à ma place. Pas assez linéaire, pas assez dans l'accumulation dans un seul sillon. Toujours dans l'incertitude. Chez les biologistes, je n'étais pas assez réductionniste – je cherchais et cherche toujours la complexité, l'éthique, la mise en perspective, les limites. En sciences humaines et sociales, j'étais trop positiviste, ayant incorporé l'idée qu'il faudrait contrôler des facteurs, avoir des étalons et chasser les biais. Je me sentais partout un peu étrange et étrangère. Et je cherchais aussi cet état car il me faisait penser, malgré et peut-être du fait de l'inconfort.

Dans mon parcours de transfuge, je suis devenue réflexive (Faury, 2012 ; thèse).

Avant l'été 2012, j'avais eu la chance d'avoir deux propositions de post-doctorat. Aucun des deux n'a été financé par l'ANR (Agence Nationale de la Recherche) même si c'étaient des projets solides, portés par des chercheurs, des chercheuses et des institutions reconnues. Dans mon corps, inconsciemment, j'ai intégré l'idée que « la recherche n'a pas voulu de moi ». J'ai alors « pointé », comme de nombreuses doctorantes et de nombreux doctorants, au *Pôle emploi*.

En 2016 parut un appel à contribution dans *Nouvelles perspectives en sociologie*[4], intitulé : « La recherche objet de recherche : réflexivité et distanciation », dont je suis informée par Alexandre Klein grâce à la veille collective et partagée de Twitter.

> *Appel à contribution « La recherche objet de recherche : réflexivité et distanciation critique »* https://t.co/36Y9aWFZb5 @Infusoir – *Alexandre Klein* (@kleinalexandre) 13 mai 2016

Cet appel à contributions s'appuie sur le champ STS – SIC (*Science and Technological Studies* / Études de sciences – Sciences de l'information et de la communication) auquel j'appartiens et valorise, parmi d'autres, mon travail de recherche. C'est une belle surprise, d'abord parce que je découvre que ma thèse, partagée en archives ouvertes[5], a été lue – et oui on en doute toujours, non?- et, en plus, qu'elle contribue à la construction d'un savoir collectif[6]. Ce qui est à mon avis le sens même d'un travail de recherche : qu'il soit partagé et qu'il participe à l'élaboration de nouvelles réflexions. Cet appel me donne explicitement une place dans la conversation scientifique (Dacos et Mounier, 2010). D'une certaine manière, il m'interpelle, au sens d'Althusser (Macherey, 2012), et me (re)donne une place en recherche[7], alors que j'avais « professionnellement » quittée celle-ci, après la soutenance.

4. http://calenda.org/366248
5. https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00744210
6. Nouvelles perspectives en sciences sociales (2017) http://npssrevue.ca/parutions/volume-13-numero-1-2017/
7. Par « recherche », j'entends d'abord « la construction de la connaissance » avant celui de « la pratique professionnelle » et « les postes disponibles dans cette activité professionnelle ».

Cet appel me donne une place, m'en re-donne une, car, de moi-même, je m'étais effacée. Magnifique réflexe incorporé d'illégitimité. J'avais intégré le fait que je n'avais pas l'étoffe « d'un chercheur ». Au masculin, oui. La pratique de la science et les discours sur la science ne sont certainement pas neutres : tout le monde n'est pas légitime en tant que porteur du discours scientifique, tout le monde n'incarne pas l'autorité scientifique – selon une vision encore très paternaliste de l'autorité -, tout le monde n'incarne pas la vérité et l'objectivité scientifique. Les places et les paroles ne sont pas également réparties.

> Partout, donc, nous rencontrons cette « étoffe genrée », celle qui définit la grandeur contre ce qui fait discuter, penser, hésiter ceux et celles qui n'ont pas l'étoffe – cette étoffe qui n'a rien à dire d'elle-même, sinon qu'elle est ce qu'il faut accepter au nom de ce que Virginia Woolf nommait si bien des idéaux abstraits, mystiques. Et comme elle l'avait diagnostiqué, ces idéaux sont inséparables de la disqualification brutale, de la publicité tapageuse. (Stengers et Drumm, 2013 : 36-37)

Vivre la science pour la penser

Entre novembre 2012 et août 2018, j'ai dirigé la *Maison pour la science en Alsace, au service des professeurs*[8] qui m'immerge dans les enjeux de la gestion de projet en termes administratifs, financiers, humains et politiques et qui m'éloigne, *a priori*, tout du moins dans les missions statutaires qui me sont confiées, de la réflexion de recherche science-société que je mène depuis 2008. Ce poste, cependant, me permit de m'engager très concrètement dans des actions dont le sens – et la manière de les mettre en œuvre – renforcent les idées que j'avais développées pendant mon doctorat, ainsi que dans le cadre de mon implication dans le laboratoire junior *Enquête sur l'homme vivant*, collectif décisif pour la maturation de ma réflexion. Pour le dire à l'envers, l'approche réflexive avec laquelle je me suis engagée dans mon action en tant que « Directrice » a donné tout son sens à cette action, dès lors que ce sens a pu être partagé et ré-approprié de diverses

8. Pour en savoir plus sur ce projet de transformation des pratiques d'enseignement des sciences par des actions de développement professionnel à destination des enseignants, au contact des acteurs et de lieux de la recherche : *http://maisons-pour-la-science.org/alsace*

manières : avec un collectif, avec une équipe, avec des collègues et des partenaires. Il ne s'agissait pas de venir inculquer la Science-avec-un-grand-S aux enseignant-e-s avec nos certitudes et nos dernières connaissances objectives de chercheurs et chercheuses à jour, mais bien de questionner tous ensemble l'enseignement actuel des sciences et technologie en nous appuyant sur des situations, des contenus et des pratiques de la recherche scientifique, en Alsace, dans différentes disciplines et mobilisant différents métiers. Nous avons donc partagé des expériences vécues de la science avec des enseignant-e-s pour qu'elles et ils réinventent leurs manières de l'enseigner. Nous avons contextualisé et situé des contenus récents au sein de pratiques professionnelles concrètes qu'il s'agissait de partager. Nous sommes partis de l'idée que « bien » enseigner les sciences est d'abord une question d'épistémologie : comprendre comment se construisent les connaissances scientifiques (en l'occurrence la physique, la chimie, la biologie, la géologie, les mathématiques et la technologie) ; re-donner leur valeur aux savoirs à partir des démarches d'investigation, de l'erreur, de l'incertitude, et de la construction collective elle-même ; partir de la Vérité et de l'Objectivité pour aller vers l'inter-subjectivité et la validation collective des faits scientifiques ; associer l'enseignement scientifique à l'histoire des sciences.

Entre 2012 et 2016, deux petits garçons sont entrés dans ma vie, je suis devenue maman. Le grand bouleversement.

Se laisser bouleverser, transformer, c'est être vivante, en mouvement.

« *Donner la prise* »[9] à la vie.

J'ai décidé soudain de re-venir à la recherche après cinq ans et demi de « gestion » de projet.

Car, entre la soutenance et aujourd'hui, il y a eu aussi la rencontre avec Bernard, France et tous leurs précieux amis hébergés chez eux – et l'interpellation de Bernard : « j'ai lu votre thèse, il ne faut pas vous arrêter maintenant »; les échanges avec Lionel pour l'écriture de sa thèse, à lui, et sa lecture de la mienne, la remise en mouvement des questions; la rencontre *In Real Life* avec Florence, à Strasbourg et sa proposition déclenchante de réanimer la *Villa réflexive*[10], qui m'a été si nécessaire depuis sa co-création, puis, plus tard, la merveilleuse proposition d'une collection *Réflexivités et*

9. *J'emprunte cette expression à Vinciane Despret* (2015).
10. *Carnet de recherche collectif Les Espaces réflexifs : https://reflexivites.hypotheses.org/*

expérimentations épistémologiques avec elle, dans sa maison d'édition numérique ouverte[11], la puissance de son espoir et des liens qu'elle tisse tout autour, partout dans le monde, la justice cognitive qu'elle porte et partage, qu'elle restitue; il y a eu une journée émouvante de paroles vraies et de courage des mots avec Caroline, à Reims, journée légère et forte, qui m'empêche depuis d'être lâche et qui m'interdit de ne plus voir, en rentrant à Strasbourg, qui m'encourage à la fois à lâcher-prise et à repousser les regards stérilisants; il y a la pensée en mouvement de Joëlle que j'ai eu la joie de ré-entendre, d'entendre autrement, le plaisir de me laisser embarquer à nouveau par ce beau et généreux mouvement – et sa confiance libératrice, toujours; il y a une soirée inoubliable avec Marie, à rire, à boire, à vivre, à parler de la mort et de la vie avec la même vitalité et le même appétit pétillant pour l'échange; et les mots de Baudouin, l'air de rien, plus tard, sur le chemin et autour de la table. En cinq ans il y a eu les transformations et les cheminements, parfois bouleversants et régénérants, de Clémentine; la disparition, les mots, les traits, la douceur et la douleur de Nicolas; l'explosion de la parole avec Maxime, l'abattement des murs, l'escalade vers de nouvelle cimes et les horizons qui s'ouvrent; les mots revitalisants de Marie-Anne, les nombreux élans, la parole vitale et émancipatrice; il y a les rencontres douces, en bulles suspendues, avec Amélie et Michka, un peu partout au gré de nos routes qui se recroisent; le regard réconfortant et les partages doux, rares mais solides, avec Alexia; les pokes affectueux une ou deux fois l'an avec Benoît; et tant d'autres élans. Voilà en quelque sorte, mes remerciements de thèse et de recherche renouvelés en 2018. Ajoutés à ceux qui tiennent toujours depuis cinq ans (Faury, 2012a).

Ces rencontres et ces liens disent beaucoup du rapport qui me, qui nous lie à la recherche. Ce n'est pas la recherche de la Vérité, mais plutôt la curiosité, la volonté de savoir, un désir épistémologique. Les discussions, les échanges, le roboratif. Ce n'est pas la recherche d'une Autorité, d'une posture, d'un statut, d'un capital scientifique, mais la possibilité d'avoir le temps pour se questionner, être dans l'incertitude, et ne pas toujours « avancer », ne pas toujours « produire ». Avoir du temps pour penser. Avoir du temps et de la disponibilité pour soi, pour penser, seule, et avec les autres, en lien avec les autres (Piron, 2017), pour croiser les perspectives, pour avoir accès à la richesse de la réflexivité par le collectif (Durrive, Henry et Faury, 2012).

11. *Éditions science et bien commun : http://www.editionscienceetbiencommun.org/*

La thèse, la recherche, ce n'est pas le lieu de l'objectivité supprimant le « je », les « nous ». C'est la vie, en plein. C'est la pensée, le politique aussi. C'est l'ancrage dans le monde. Comment être neutre quand on vit dans le monde? Comment penser si l'on ne pense pas depuis son propre lieu, son propre parcours, son propre vécu? Comment penser si l'on ne se pense pas, d'abord, depuis le lieu d'où l'on parle? La pensée, ce mouvement, naît du lien avec l'autre. Et l'autre n'est pas plus neutre que soi. Et c'est tant mieux si on apprend à partager cet état en toute conscience, en toute sérénité. Nos places, nos perspectives, font la richesse de nos discours et de nos savoirs sur le monde.

Quand « je » bascule… du bon côté

Je suis donc aujourd'hui au point de bascule et de retour vers la recherche[12].

Dans ce retour, je commence par me pencher, à nouveau et à distance, sur les motivations qui m'ont impliquées dans ma thèse, « à l'époque », il y a cinq ans donc. Je cherche à re-susciter ma thèse[13]. Revenir cinq ans après, c'est donc revenir après avoir eu deux enfants, après avoir vécu une rupture assez brutale avec les questions de recherche et les enseignements développées pendant quatre années. C'est revenir à des archives – papier et numérique – qui avaient été laissées en plan à l'époque du passage, quasiment du jour au lendemain, de Lyon à Strasbourg et c'est revenir avec de nouvelles questions et un nouveau regard sur ce qui avait été écrit il y a cinq ans. Et surtout, c'est essayer d'expliciter une dynamique, avec la distance des années, d'un élan que je ne pouvais peut-être pas aussi bien décrire en septembre 2012 (date de la soutenance) : j'étais trop « collée » au geste que j'étais en train de faire pour pouvoir bien l'expliciter. Je n'étais pas neutre à l'époque dans mon engagement pour mon sujet et pour la démarche de recherche. Je ne le suis pas plus aujourd'hui, mais mon rapport à mes

12. *La recherche comme activité de pensée et peut-être comme activité professionnelle, à condition que l'activité professionnelle de la recherche, telle qu'elle se déploie et se cadre aujourd'hui dans les institutions, permette réellement le déploiement de la pensée.*
13. *La magnifique expression « re-susciter » me vient d'Isabelle Stengers (2013) et Vinciane Despret (2011)*

questions de recherche et ces dernières ont changé. Par le vécu, par la distance. Mon rapport à la scientificité a également changé, il s'est affirmé, il est devenu plus conscient : je peux aujourd'hui l'expliciter.

Ne pas être neutre, en tant que sujet, c'est un fait. Nous sommes tout-e-s individuellement des êtres subjectifs. Même si nous prétendons le contraire. Le problème n'est pas de ne pas être neutre, mais de ne pas voir et savoir – ou de ne pas dire – que l'on n'est pas neutre. Le problème, ce sont les points aveugles, l'absence de réflexivité – ou la malhonnêteté intellectuelle. Le collectif de scientifiques peut bien, quant à lui, rêver d'Objectivité. Il peut se doter de méthodes, de cadre, de procédures de *peer-review* pour tendre vers le plus d'objectivité possible. Le collectif de scientifiques, en toute conscience, peut aussi trouver la valeur des sciences dans l'intersubjectif, le croisement, le recoupement. On est loin du relativisme. Mais on est surtout loin de l'idéologie positiviste, qui croit à la Science comme à l'Objectivité, en oubliant d'où elle parle, en effaçant les processus et les individus, en effaçant les contextes et les financements. En croyant éviter le relativisme, on tombe dans l'inconscience des processus et des contextes de construction.

> Une connaissance scientifique est une connaissance qui n'oublie pas qu'elle est connaissance. Alors qu'une connaissance idéologique, c'est une connaissance qui a oublié qu'elle était de l'ordre de la représentation, qu'elle était effectivement connaissance. (Luis Prieto, cité par Baudouin Jurdant, 2012)

Le fait de faire un travail réflexif sur la thèse elle-même, en tant que pratique de recherche située, par la réécriture et par sa re-signification, en la re-suscitant, c'est important, voire nécessaire. Non pas pour la ressasser indéfiniment, mais pour la re-dire, pour l'emmener ailleurs, pour ouvrir plus explicitement les perspectives qu'elle contient, pour soi et pour les liens à construire dans cet élan.

Je suis en fait sans cesse en train de me demander « que signifie? », « quel est le sens de? » : ma thèse elle-même est une ramification de cette question permanente et féconde : « que signifie être scientifique? ». C'est précisément ainsi que je présentais mon projet de thèse en 2008 et que je le résumais, que je le « vulgarisais » par la suite.

La linéarité matérielle du manuscrit de thèse m'avait posé des difficultés, car il ne rendait pas compte de la manière dont ma pensée s'était construite. Je ne pouvais pas partager le processus, seulement un résultat intermédiaire,

seulement un instantané à un instant « t ». Partir du sens au lieu de partir, par l'absurde, des normes d'évaluation (« publier » – *publish* or *perish*) pour guider nos pratiques : il faut publier. Oui, mais pourquoi? Pourquoi pas au regard du sens de la pratique de construction du savoir plutôt que du sens de la carrière et des critères d'évaluation? Cette démarche paraît peut-être subversive au regard du mode de fonctionnement dominant actuel de la recherche, mais je suis convaincue, avec quelques autres, que c'est bien plutôt ce système dominant nos manières de faire de la science qui parfois pervertit le sens même de la construction du savoir, de son partage et les manières cohérentes de le faire.

Donc le fait même d'écrire et de récrire ma thèse va comporter un certain nombre de dimensions :

- L'attention à l'accessibilité technique du contenu et des sources consultées et citées qui ont permis que je construise ce contenu, donc un retour à la bibliographie pour voir si, cinq ans plus tard, les ressources sont disponibles en ligne et, si ce n'est pas le cas, sous quelle forme elles peuvent être présentées aux lectrices et lecteurs de la thèse qui cherchent à consulter une source.
- Une démarche d'*open data* située dans l'idée d'ouverture des données de la recherche et du savoir, qui revient à rendre accessibles les sources de mon terrain, notamment les entretiens avec les doctorant-e-s et peut-être avec des terrains complémentaires que je n'avais pas rendu présents au moment de l'écriture du manuscrit.
- Associer, raccrocher, tisser encore d'autres liens. Peut-être sous forme numérique, voir si je peux les intégrer, comme des échanges sur Twitter, des écrits qui ont alimenté le propos.
- Essayer de documenter avec tout un travail d'archive et d'auto-archive en versions à la fois numérique et papier, en numérisant parfois pour passer au numérique, en replongeant dans les fichiers de l'ordinateur que j'ai laissé « au chaud » pendant quasiment 5 ans, et en rangeant également tous les documents papier que j'ai accumulés pendant toute la durée du doctorat.

Les conséquences d'une science non neutre : la possibilité d'une nouvelle épistémologie

Si l'on assume sa subjectivité pour mieux faire science, on peut changer sa manière d'écrire. Ainsi, après avoir tourné autour du pot pendant une grande partie de l'écriture de la thèse, j'accepte aujourd'hui de me rendre présente dans l'écriture. De ne plus me cacher derrière la prétention à une illusoire objectivité, mais au contraire de permettre au collectif de situer précisément mon propos, de percevoir explicitement « qui parle » et depuis « quelle place », à partir de quel parcours, quelles rencontres et quels témoignages, à partir de quelles observations, eux-mêmes situés. Je me rends présente, donc, en tant que sujet parlant. Le texte ne parle pas tout seul, de lui-même. Les faits ne parlent pas d'eux-mêmes. C'est moi, celle qui parle, qui leur donne sens en les contextualisant, en les partageant.

Lors de notre dernière rencontre en janvier 2018, l'un des membres du jury de ma thèse, Baudouin Jurdant, m'a dit ceci : « j'ai particulièrement aimé ta thèse, parce que l'on sentait que parfois tu étais là ». Connaissant bien son travail sur le sujet parlant, l'oralité en science (Jurdant, 2006), la place du sujet dans l'écriture scientifique, sur la relation entre objectivité et subjectivité, et la réflexivité, cette remarque a une portée forte pour moi. Elle a une portée épistémologique essentielle.

Et en effet, c'est un point fondamental. Je me suis rendue compte, en me relisant peu avant la soutenance, et grâce au regard de Marie-Anne Paveau, également membre de mon jury, que j'avais systématiquement utilisé le masculin dans mon texte, et que je retombais régulièrement – à chaque fois que je relâchais mon attention et ma présence – dans le « on », le « nous » dans la construction d'une pseudo-objectivité d'apparence ou d'apparat, c'est-à-dire dans la construction d'un discours qui se veut être un discours scientifique, mais qui s'en donne d'abord la forme (scientifique) pour en obtenir l'autorité (scientifique). Réflexe difficile à défaire de ma formation initiale en biologie moléculaire et cellulaire?

Mon travail de thèse sur la réflexivité a aussi porté sur l'importance de réintégrer le sujet parlant dans le discours et sur l'importance de réintégrer celui qui parle – celle qui parle en l'occurrence -, à sa juste place, pour que la portée réflexive puisse vraiment se projeter. Donc il est important pour moi de revenir à l'écriture dans ce sens-là : la distance au texte me permettra à la

fois d'y entrer à nouveau et créera sans doute des difficultés. C'est comment revêtir un propos d'hier quand on a été depuis transformée et que l'on ne parle plus depuis la même place. *Moi-même comme une autre, ici et ailleurs.*

Penser (dans) l'action

Par la ré-écriture, je souhaite mettre en perspective et rendre lisible et plus ancrée la motivation de mon travail de thèse : l'objectif de départ était bien de questionner les rapports entre science et société, de questionner les conditions auxquelles une chercheuse ou un chercheur peut être réflexif, en passant notamment par l'oral[14]. Je peux dire que cette démarche de recherche, cette approche, a largement influencé le cours que je donne depuis 2013 à l'Université de Strasbourg « Épistémologie de la médiation scientifique », mais plus généralement également, la manière dont j'ai travaillé à la *Maison pour la science*.

Je réactualise en quelque sorte la démarche qui m'avait poussée à l'époque à questionner ma discipline d'origine, la biologie moléculaire et cellulaire : cette dynamique qui exige d'être ancrée dans un lieu et de penser l'action[15] qui se situe dans ce lieu, en contexte, en contraintes, etc. Cette dynamique, je l'ai reportée, re-contextualisée à la fois dans la *Maison pour la science et* dans mes enseignements. À chaque fois, on peut dire que la pensée que j'ai développée pendant ma recherche, je l'ai semée ensuite dans l'action.

> Si j'ai dit « oui », après avoir pensé « non », ce fut par souci de cohérence, intime et publique. De la pratique d'un mouvement politique à la réflexion théorique, puis en retour, dans un mouvement inverse, de la réflexion à l'action, c'est une chance, et une fierté, d'avoir suivi ces deux chemins du savoir et du faire, une fois dans un sens, une fois dans l'autre. Depuis toujours, l'image de l'engagement, même si je l'ai utilisée, me paraît moins intéressante que celle de la dialectique concentrée entre théorie et pratique. (Fraisse, 2017 : 11)

> Les manuels de philosophie séparent « la pensée » et « l'action »; les intellectuels ont privilégié un temps le mot d'engagement, le

14. *Je suis influencée en cela par les travaux de Baudouin Jurdant.*
15. *Quelques mots sur le carnet Penser (dans) l'action : http://dynamiques.hypotheses.org/*

> gauchisme teinté de maoïsme réussit à inventer la « pratique théorique ». Après coup, je sais que les allers-retours entre théorie et pratique, sur l'unique point que je connais, l'égalité des sexes, ne sont pas vains. (Fraisse, 2017 : 12)

> J'ai attendu avec impatience de prendre le chemin du retour vers la recherche, après avoir accompli mon « service politique ». Pourquoi ne pas voir ainsi, comme une responsabilité tournante. (Fraisse, 2017 : 12)

La difficulté éprouvée est la suivante : cette dynamique n'a pas empêché la sensation, à l'instant de l'action, que j'étais en train de m'appuyer, de m'ancrer sur une réflexion d'avant et de ne pas être capable au moment même de l'action, de renouveler la pensée. Je garde en mémoire la mise en garde d'Andrée Bergeron me prévenant pendant mes études : « on ne peut pas à la fois bien penser et bien agir ». Je ne sais toujours pas quoi en penser.

Peut-être qu'on ne peut pas « bien penser » autrement que dans et depuis le lieu d'où l'on parle.

Quand la pensée s'éteint

L'expérience de ces cinq dernières années, c'est aussi pourtant l'expérience de la rupture avec une dynamique réflexive stimulante et l'expérience de l'extinction d'une certaine pensée et d'une certaine parole, vitale et vitalisante. Cette réduction de la place de la pensée, je l'attribue aujourd'hui à des questions de réduction de temps, d'espace, de disponibilité, de distance. Les féministes, et en particulier Virginia Woolf (2012[1938]), nous avaient pourtant prévenues depuis longtemps.

Comment expliquer concrètement la disparition progressive de la pensée? Peut-être à cause du manque de sommeil et de lectures, liés à la vie avec deux enfants en bas âge, ou de la disparition d'une *Chambre à soi* où penser (Wikipédia, n.d.; Woolf, 2001[1929]) avec les déménagements successifs et la diminution du temps disponible? Peut-être la disparition d'un *Bureau à soi*, où penser seule, quand on a la responsabilité d'une équipe? Peut-être à cause des violences psychologiques que j'ai vécues et des abus de confiance qui stérilisent, qui réduisent au silence? Peut-être à cause de l'engloutissement dans les logiques de gestion de projet?

L'expérience de ces cinq années, ce fut aussi pour moi l'expérience de la violence sexiste et de son impunité et des conditions dans lesquelles elle se met en œuvre. On sait vous faire sentir que « vous n'êtes pas à votre place », que vous êtes trop jeune, trop femme, trop différente. C'est l'expérience d'une question fondamentale en science et en communication scientifique, dans le rapport au savoir et au pouvoir : la question de la légitimité et de l'autorité conférées au locuteur et non pas au propos lui-même, notamment pour une jeune femme en poste précaire, venant d'une autre région, face à des hommes « dans la fleur de l'âge », du cru, installés dans le système institutionnel depuis de nombreuses années. La légitimité de celui qui parle, de même que son autorité et sa position dominante, sont bien toujours conférées par celui qui parle plus par ce qui est dit et fait en réalité.

Pour ouvrir et non conclure

Ce que j'ai vécu pendant ces cinq années entre la soutenance et ce texte, les questions que pose le numérique et mon engagement pour les sciences ouvertes vont donc modeler le contenu autant que la forme de mon futur travail de recherche. Je ne peux plus faire des sciences « comme avant ». Je ne suis pas scientifique, je suis une chercheuse. A l'heure de l'écriture inclusive officielle, et ayant vécu les effets tacites et explicites du fait d'être une femme, jeune, et une maman, docteure, agrégée, mais pas chercheuse « en poste » – que nos critères de légitimité sont de façade!-, dans un monde construit par des hiérarchies implicites et des relations de pouvoir et de domination aux effets très concrets, je ne pourrais plus écrire autrement qu'au féminin et considérer pour la suite de mon travail de recherche la parole des femmes comme une question centrale du rapport identitaire et culturel aux sciences.

Parmi les autres problématiques qui ont émergé de mon expérience vécue de ces dernières années, où « moi est devenue une autre », la question de la place, de prendre sa place, de la parole et de la prise de parole est devenue centrale[16] : qu'est-ce qui justifie qu'on se mette à prendre la parole? Pourquoi prend-on à un moment donné les risques associés à la prise de

16. « *Non-appel à communication – Prendre la parole en 2018 dans la Villa réflexive* » *https://reflexivites.hypotheses.org/8584*

parole? Prendre la parole : quand est-ce lié à la question du dire-vrai? Quand est-ce lié à des enjeux de pouvoir, de domination, de silenciation, implicites, inconscients ou conscients?

Les bouleversements vécus ces cinq dernières années, associés à la nécessité de reprendre le souffle, sont liés à l'expérience des conditions de l'existence et de la privation de la pensée, mais aussi – et c'est lié – du dire-vrai[17]. J'ai vécu à quel point des mots vidés de leur sens peuvent avoir des effets vitaux sur les femmes et les hommes, à quel point l'absence de pensée dans les discours[18] peut susciter l'étouffement et l'extinction. Je me mobilise à présent, par nécessité, pour faire vivre ou contribuer à faire vivre des lieux, des temps et des espaces où la parole vraie peut exister. Ce sont nécessairement des lieux, des temps et des espaces habités et incarnés, où le « je » et le « nous » ne sont pas dissous.

La recherche peut-elle permettre à ces temps et ces espaces d'exister? Y a-t-il de la pensée dans les discours que la recherche produit? À quelles conditions cette pensée peut-elle vivre?

Que signifie être chercheuse de ce point de vue-là?

Références

Dacos, Marin et Mounier, Pierre. 2010. « Les carnets de recherche en ligne, espace d'une conversation scientifique décentrée ». Dans Lieux *de savoir, T.2, Gestes et supports du travail savant*. Paris : Albin Michel.

Despret, Vinciane. 2015. *Au bonheur des morts – Récits de ceux qui restent*. Paris : La Découverte.

Durrive, Barthélémy, Julie Henry et Mélodie Faury. 2013. « Réflexivité et dialogue interdisciplinaire : un retour sur soi selon l'autre ». *Analyses de pratiques et réflexivité : Regards sur la formation, la recherche et l'intervention socio-éducative*. Sous la direction de Jacques Béziat, 153-165. Paris : L'Harmattan.

17. *« Dire le vrai » – Appel à contributions pour ouvrage numérique - https://reflexivites.hypotheses.org/8973*
18. *Carnet de recherche de Marie-Anne Paveau « La pensée du discours » http://penseedudiscours.hypotheses.org/*

Faury, Mélodie. 2018. « « Dire le vrai » – Appel à contributions pour ouvrage numérique » *Villa réflexive (carnet de recherche)*.
https://reflexivites.hypotheses.org/8973

Faury, Mélodie. 2012a. *Parcours de chercheurs. De la pratique de recherche à un discours sur la science: quel rapport identitaire et culturel aux sciences*? Thèse de doctorat, Sciences de l'information et de la communication. Ecole normale supérieure de lyon – ENS LYON.
https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00744210/document

Faury, Mélodie. 2012b. Enseignements « Sciences et société : éthique et communication scientifiques » – ENS de Lyon ». *L'infusoir (carnet de recherche)*, 3 avril 2012.
https://infusoir.hypotheses.org/2853

Fraisse, Geneviève. 2017. *Du Consentement*. Paris : Seuil.

Jurdant, Baudouin. 2006. « Parler la science? » *Alliage* n°59.
http://www.tribunes.com/tribune/alliage/59/page6/page6.html

Jurdant, Baudouin. 2012. « Communication scientifique et réflexivité ». *Espaces réflexifs (carnet de recherche)*.
http://reflexivites.hypotheses.org/695

Nouvelles perspectives en sciences sociales. 2017. *Nouvelles perspectives en sciences sociales* 13(1) : 1-458
http://npssrevue.ca/parutions/volume-13-numero-1-2017/

Macherey, Pierre. 2012. « Deux figures de l'interpellation : « Hé, vous, là-bas ! » (Althusser) – « Tiens, un nègre ! » (Fanon) ». *La philosophie au sens large (carnet de recherche)*.
https://philolarge.hypotheses.org/1201

Morin, Edgar. 1990. *Science avec conscience*. Paris : Seuil.

Muller, Caroline. 2017. « Non-appel à communication – Prendre la parole en 2018 ». *Villa réflexive (carnet de recherche)*.
https://reflexivites.hypotheses.org/8584

***

Texte adapté d'une première version infusée sur le carnet de recherche *L'Infusoir*

Faury, Mélodie.« Que signifie être chercheuse ? ». *L'Infusoir* (carnet de recherche], 16 février 2018. https://infusoir.hypotheses.org/5026. Consulté le 2 avril 2018

Pour citer :

Faury, Mélodie. 2019. « Que signifie être chercheuse? Du désir d'objectivité au désir de réflexivité ». In *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre*? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 18, pp. 423-440. Québec : Éditions science et bien commun.

19. Des relations complexes entre critique et engagement

Quelques enseignements issus de recherches critiques en communication

ÉRIC GEORGE

Qu'est-ce que donc que se revendiquer de la « critique »? À première vue, la question peut apparaître quelque peu vertigineuse et d'ailleurs, il apparaît bien difficile de répondre à cette interrogation tellement les façons d'aborder la critique apparaissent variées (Kane et George, 2013). Néanmoins, serait-il possible de mettre l'accent sur un élément qui serait commun à l'ensemble des travaux à orientation critique? À bien y réfléchir et à la suite d'auteurs et d'autrices comme Max Horkheimer, l'un des philosophes de l'Institut de recherche sociale de Francfort, il nous apparaît pertinent de mettre l'accent sur le fait que toute pensée critique a – ou devrait avoir – pour point commun, de reposer sur l'idée essentielle que le monde pourrait être autrement que ce qu'il est. Ainsi que l'a écrit Horkheimer, alors que la théorie traditionnelle repose fondamentalement sur la nécessité d'une adaptation permanente au monde tel qu'il existe, au contraire, la théorie critique vise à contester le système en prenant la société comme objet d'étude et non comme donnée (Horkheimer, 1974[1970] : 38). Par conséquent, il importe de s'intéresser à d'éventuelles possibilités favorisant les transformations du monde, et justement cet advenir possible est déjà « vivant dans le présent » (1974[1970] : 51). Horkheimer (1974[1970] : 53) considérait d'ailleurs aussi que ce qui distinguait « l'idée d'une telle association d'une utopie purement abstraite [c'était qu'on pouvait] démontrer qu'elle [était] réalisable dans l'état actuel des forces productives développées par l'homme ». Comme l'ont ensuite bien synthétisé Emmanuel Renault et Yves Sintomer (2003 : 12), les activités sociales s'inscrivent dans un « combat pour l'avenir » en partant du principe que nous pouvons envisager en quoi va consister cet avenir à partir de la prise en compte du présent.

Du point de vue de la critique, il apparaît donc indispensable de penser le possible, « en vertu et à partir duquel il soit permis de contester ou au

moins de questionner « ce qui est » (une certaine organisation du travail, un modèle de la socialité, un dispositif technique, etc.) selon la perspective de sa transformation », ainsi que l'écrit Haud Guéguen (2014 : 265), qui ajoute justement que le « possible constitue en ce sens une catégorie fondamentale de la critique » (ibid. : 265). Or, justement, où trouver ces « possibles »? Il apparaît dès lors nécessaire de porter notre attention sur l'observation des pratiques sociales.

On retrouve ici la perspective d'Horkheimer, mais aussi précédemment de Karl Marx et de György Lukács et telle qu'elle est synthétisée par Olivier Voirol (2014 : 144) :

> Une théorie critique doit être conçue dans son lien indissoluble avec la pratique et la critique ne peut être effective que si elle rend possible ce passage à la pratique. Or, ce passage à la pratique n'est possible que si la théorie est en phase avec son époque et donc si elle entretient un rapport dialectique avec la pratique historique. L'idée de diagnostic implique donc un examen de l'état de la théorie dans son apport à la pratique, mais aussi celui du caractère émancipateur de cette pratique; enfin, elle suppose un examen méthodique des obstacles au déploiement de cette pratique émancipatoire.

Mais comment penser les relations entre des activités qui se revendiquent de la production d'un savoir critique et des activités qui sont ancrées dans l'engagement social? Dans ce chapitre, je vais tenter d'apporter quelques éléments de réponse à partir de la prise en compte de trois ensembles de travaux qui ont marqué les études critiques en communication et qui m'intéressent tout particulièrement. J'aborderai tour à tour l'École de Francfort, l'économie politique de la communication et les cultural studies.

À propos de l'École (dite) de Francfort (ou « La Théorie critique »)

Revenons tout d'abord sur ladite première génération de l'Institutefür Sozialforschung à l'Université de Francfort. Plusieurs de ses penseurs, à commencer par Theodor Adorno, Walter Benjamin et Max Horkheimer, ont été les premiers à consacrer une partie notable de leur réflexion à la culture et à la communication en adoptant un point de vue critique et en contextualisant leurs analyses en la matière dans une compréhension plus vaste du monde. Ils sont ainsi devenus les auteurs de ce qui a souvent été présenté

comme la « Théorie critique », laquelle repose selon Emmanuel Renault et Yves Sintomer (2003 : 12) sur les deux piliers suivants : premièrement, l'activité théorique présuppose la critique de l'ordre établi et la lutte contre celui-ci. Deuxièmement, les défauts de la vie sociale ne doivent pas être appréhendés comme des problèmes isolés, mais en tant qu'effets de la structure sociale globale. Dans un ouvrage de synthèse fort intéressant sur cette École dite de Francfort, Jean-Marc Durand-Gasselin (2012 : 86) a mis en évidence ce qui, pour lui, correspond aux différentes caractéristiques de la « Théorie critique ». Celle-ci s'avère, nous dit-il :

- postmétaphysique (ses catégories sont historiques et non éternelles),
- matérialiste (la théorie est le produit de la société et non de l'esprit ou de l'homme isolé),
- interdisciplinaire (et non spécialisée),
- totalisante (et non parcellisante),
- critique (et non simplement descriptive),
- réflexive (elle pense généalogiquement et socialement sa propre production),
- relationnelle (elle incorpore les résultats des théories qu'elle critique),
- intéressée (elle est motivée par l'émancipation).

Avant d'ajouter que cette théorie évolue forcément selon les « grandes phases des conjonctures historiques » et de préciser que, de ce fait, les catégories conceptuelles centrales comme l'« émancipation » prennent évidemment différentes formes :

> Les perspectives peuvent difficilement apparaître sous un même angle en 1940, en 1960 ou en 2000. Au désert des vies dominées et écrasées, et à la perspective de la rédemption, succédera l'esprit du dialogue démocratique, puis celui, plus identitaire, des mouvements sociaux, et enfin la question de la résistance démocratique aux nouvelles forces de domination. (Durand-Gasselin, 2012 : 88)

Max Horkheimer (1974[1970] : 79) voyait ainsi l'objectif de l'élaboration de la Théorie critique en ces termes. On voit bien ici en quoi le projet de l'élaboration théorique rejoint la critique sociale :

> Tendre vers un état social sans exploitation ni oppression, dans lequel existe un sujet plus vaste que l'individu, c'est-à-dire l'humanité consciente d'elle-même, et où l'on puisse parler d'une pensée qui dépasse l'échelle individuelle, ce n'est pas encore le réaliser. Assurément, la transmission aussi rigoureuse de la théorie critique est une condition de son succès dans l'histoire, mais elle ne se fait pas sur la base solide d'une praxis bien rodée et de comportements bien définis; elle est seulement assurée par l'intérêt qu'ont les hommes à transformer la société, intérêt qui est certes entretenu par le règne de l'injustice, mais doit être façonné et dirigé par la théorie elle-même et réagit en même temps sur elle, en retour.

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné dans notre introduction et dans la logique de ce qui est présenté ci-dessus, réflexion et action apparaissent comme deux pratiques sociales à la fois créatives et indissociables l'une de l'autre afin d'envisager de nouveaux « possibles » émancipateurs. La science et l'engagement social iraient-ils ici de pair?

Tel n'est pas si sûr, car, de façon générale, les prises de position effectuées au sein de l'Institut de recherches sociales de Francfort ont souvent été considérées comme peu porteuses de changements sociaux. Adorno lui-même ne croyait plus à la fin de sa vie à la capacité des mouvements sociaux de mener au renversement du capitalisme, ce qui expliqua d'ailleurs la brouille qu'il entretînt avec le mouvement étudiant issu de la nouvelle gauche allemande et les critiques d'Herbert Marcuse. En fait, il redoutait même la transformation de la dynamique étudiante en mouvement fasciste. C'est seulement la veille de sa mort, le 6 août 1969, qu'il répondit à Marcuse qu'il reconnaissait les « mérites du mouvement étudiant relatifs à l'interruption de la transition vers la société totalement administrée » (Löwy, 2010). Du côté des mouvements sociaux, au contraire, il semblerait que la critique francfortiste aurait été considérée comme largement stérile.

Encore aujourd'hui, les travaux issus de l'École de Francfort sont souvent appréhendés comme relevant d'une spéculation issue d'une position analytique que l'on pourrait qualifier de surplombante, car elle rendrait compte d'une éventuelle supériorité du savoir issu de la philosophie et des sciences sociales et humaines sur d'autres modes d'élaboration des connaissances. À quoi des auteurs comme Olivier Voirol (2010), celui-ci ayant travaillé pendant de nombreuses années avec Axel Honneth, considéré comme le chef de file de la troisième génération de penseurs francfortistes, répondent en réfutant toute

accusation de position de « surplomb » à propos des travaux d'Adorno et consorts. Et, par exemple, la lecture de toute une série d'ouvrages passionnants parus en français aux éditions du Bord de l'eau – nous pensons ici à deux numéros de la revue Illusio intitulés Théorie critique de la crise et Théorie critique de la crise. Du crépuscule de la pensée à la catastrophe – montrent bien que les analyses effectuées par des autrices et auteurs plus ou moins affiliés/proches de l'École dite de Francfort s'avèrent toujours pertinentes de nos jours. Je pense par exemple à un article de Robert Kurz sur l'industrie culturelle à l'ère d'Internet au début du tome 2 (Kurz, 2017). Néanmoins, il n'en reste pas moins que les penseurs de l'Institut de recherche sociale restent marqués par une connaissance souvent considérée, vue de l'extérieur, comme tendancieuse par les chercheurs et chercheuses positivistes et comme socialement inutile par les activistes.

À propos de l'économie politique de la communication

Pour leur part, les chercheuses et chercheurs en économie politique de la culture et de la communication, et j'en fais partie, se sont situés dans une certaine continuité par rapport à l'École de Francfort à partir des années 1970 par le maintien de la volonté de porter un regard critique global sur l'état, l'évolution de nos sociétés en mettant l'accent sur le rôle central du conflit et des « phénomènes de domination » (Mosco, 1996). Toutefois, on a aussi constaté, notamment dans le cadre des travaux qui ont été menés pendant plusieurs décennies en France et également au Québec une nette prise de distance. Gaëtan Tremblay (1997 : 12) résume bien ce qu'il en est. Les analystes se sont fixés pour objectif de « décortiquer les particularités de l'expansion de l'économie capitaliste » dans ce nouveau champ de mise en valeur [ndr : l'information, la culture, la communication]. Si la perspective critique n'a pas pour autant disparu, elle a changé de cadre problématique : « de philosophico-éthique elle est devenue socioéconomique ». Dans les faits, d'une part, un certain nombre de chercheurs et de chercheuses, notamment francophones, qui ont travaillé sur les « industries culturelles » ont produit un savoir qui se contente de reposer sur une théorisation de moyenne portée et, d'autre part, ils et elles ont eu tendance à favoriser les études à forte dimension empirique. En témoignent par exemple les travaux consacrés aux mutations des industries de la culture, de l'information et de la communication (Bouquillion et Combès, 2007) puis aux industries créatives

(Bouquillion et al., 2012). L'importance accordée au terrain a souvent conduit à adopter des positions extrêmement mesurées, voire à refuser de généraliser un tant soit peu les conclusions des recherches.

Prenons l'une des problématiques centrales dans le cadre des recherches en économie politique de la communication, à savoir les liens éventuels entre les stratégies économiques et financières qui mènent à la concentration du capital des entreprises et l'évolution de la production de contenus, notamment quant aux thèmes du pluralisme et de la diversité de l'information et de la culture. À ce sujet, Bernard Miège (2007 : 229) nous a mis en garde contre toute approche simpliste, la situation étant des plus complexes : « de la prise de contrôle financier à la production de la culture et à celle de l'information interviennent toute une série de médiations qu'on ne saurait a priori passer sous silence ». La lecture d'un numéro de la revue Réseaux consacré en 2005 à la concentration dans les industries du contenu conduit également à adopter une certaine prudence, voire une prudence certaine. Il est particulièrement révélateur que Philippe Bouquillion (2005), que l'on peut présenter comme l'un des principaux représentants de la deuxième génération de chercheurs et chercheuses en économie politique de la communication en France, ait mis l'accent à plusieurs reprises sur l'importance de faire plus d'études de terrain dans son article paru dans ce numéro. La tendance est la même au Québec où, après plus d'une dizaine d'années de recherche, nous avons nous-mêmes conclu (George, 2015) à l'impossibilité d'aboutir à des conclusions sans tenir compte du fait que celles-ci devaient être fortement contextualisées dans leur époque.

Si je résume mon propos, cela revient à dire que les travaux effectués dans le cadre de l'économie politique de la communication ont plutôt abouti à considérer la nécessité d'adopter un point de vue prudent avant de prendre trop vite position contre une trop grande concentration de la propriété des médias. Or, le thème de la menace éventuelle d'une trop forte concentration de la propriété des entreprises médiatiques et culturelles est largement antérieur aux travaux auxquels j'ai fait allusion ci-dessus. On se souvient par exemple de ceux effectués au sein de la Commission internationale d'étude sur la situation et les perspectives d'évolution de la communication dans le monde mise en place sous l'égide de l'UNESCO en 1977. Cette commission avait alors été réunie à la suite de plusieurs années de mobilisation de pays non-alignés sur les blocs capitaliste et communiste et qui revendiquaient un partage plus équitable à une échelle mondiale des moyens de communication à la suite de la décolonisation de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Trois ans plus tard, cette commission, présidée par Sean McBride, fondateur d'Amnesty International, par ailleurs ancien prix Nobel et ancien prix Lénine, mettra l'accent sur la nécessité de lutter sur un nouveau terrain, celui du « droit à la communication » (George, 2001). Les citoyens et citoyennes seront alors invités à devenir des partenaires actifs afin de contribuer à favoriser une plus grande variété des messages échangés, ainsi qu'à augmenter le degré et la qualité de la représentation sociale dans la communication, peut-on lire dans le rapport (UNESCO, 1980 : 207). Il est alors apparu clairement que le principe dominant devrait être celui de la réciprocité et de la symétrie entre les personnes participant au processus démocratique (George, 2001). Par la suite, si les conclusions de la Commission ont été officiellement enterrées, avec notamment le retrait de l'organisation internationale des États-Unis et de la Grande-Bretagne à la moitié des années 1980, elles ont tout de même été utiles en ce sens qu'elles ont permis de légitimer un ensemble de mouvements sociaux de la part de composantes de la société civile qui cherchaient à œuvrer en faveur d'une remise en cause des structures dominantes des médias à des échelles plus ou moins locales (Ambrosi, 1999).

Les enseignements issus du rapport dit MacBride ont aussi contribué à la création d'organisations internationales – telles que l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) et la World Association for Christian Communication (WACC) – qui se sont données pour objectif de fédérer les luttes sur le terrain de la communication. Deux décennies plus tard, ces organismes en ont rejoint d'autres dans le cadre de la formation du mouvement altermondialiste, les rencontres ayant notamment eu lieu dans le cadre des forums sociaux mondiaux et continentaux tenus à Porto Alegre dans les années 2000. Justement, ce qui m'intéresse plus particulièrement ici, c'est de constater qu'après avoir été sur le devant de la scène internationale autour des travaux de la commission MacBride, ces enjeux sur la concentration de la propriété des médias sont redevenus un enjeu de débat parmi les groupes militants pendant ces forums sociaux mondiaux (Tremblay et Mattelart, 2003). En fait, c'est dans le cadre de la tenue du forum de 2003 à Porto Alegre que la formation d'un observatoire international et de plusieurs observatoires nationaux a été annoncée. Or, peu d'entre eux ont été finalement créés. J'ai ainsi été à l'origine d'un projet au Québec, mais celui-ci n'a jamais pris forme. En revanche, un tel organisme est né en France sous le nom d'Observatoire français pour les médias (OFM). Celui-ci a justifié son existence en annonçant que la puissance des médias était dorénavant sans contrepoids et qu'elle tendait à devenir :

> franchement alarmante pour la démocratie quand elle s'accompagne, comme c'est actuellement le cas, d'une concentration sans précédent. [...] D'où l'homogénéisation croissante du mode de traitement de l'information et de son contenu : les médias deviennent de plus en plus interchangeables. Le pluralisme intellectuel et culturel, pourtant indispensable au débat citoyen, est confiné aux marges que le système veut bien lui concéder. La société tout entière passe ainsi sous la coupe d'un pouvoir à la fois médiatique, économique et politique, qui ne tolère de critiques que de lui-même. (OFM, 2005)

À la lecture de ces propos, n'a-t-on pas retrouvé dans une certaine mesure le discours des penseurs de l'École de Francfort qui estimaient que la culture de masse n'était qu'un élément parmi d'autres du vaste ensemble capitaliste? Cette question m'apparaît d'autant plus intéressante à poser que parmi les fondateurs de l'Observatoire se sont trouvés à la fois des représentants – personnes physiques et personnes morales – des milieux professionnels, notamment des journalistes comme Serge Halimi et Ignacio Ramonet du Monde diplomatique, des collectifs représentant des usagers et usagères de l'information comme l'association ACRIMED *(Action-Critique-Médias) et des chercheurs et chercheuses, dont la majorité travaillait – justement – dans la perspective de l'économie politique de la communication. Il n'est dès lors pas étonnant que cette initiative ait échoué quand on voit combien les points de vue pouvaient diverger avec, notamment, des positions de la part d'une majorité de collègues beaucoup plus en retrait que celles de l'*OFM. *On pourrait d'ailleurs se demander s'il n'y aurait pas un parallèle à établir entre d'une part cette position marquée par une prudence que l'on pourrait qualifier d'épistémologique tellement elle a innervé les recherches et d'autre part une certaine dépolitisation du monde de la recherche. Les auteurs souvent cités par les activistes les plus mobilisés – on pense notamment à Noam Chomsky, à Normand Baillargeon ou bien encore à Serge Halimi – ne sont justement pas forcément considérés « positivement » de la part des chercheurs et de chercheuses qui travaillent en économie politique des médias. On retrouve bien ici la complexité des relations entre recherche, y compris critique, et militantisme; deux façons de concevoir la critique qui reposent sur deux logiques, deux habitus pourrait-on dire également qui peuvent s'avérer contradictoires à certains moments : de la pratique du doute et de la prudence d'un côté (celui des chercheurs et des chercheuses) et de la nécessité de l'engagement et de l'action de l'autre (celui des activistes).*

Finalement, il ressort de certains travaux effectués dans le cadre de l'économie politique de la culture et de la communication, notamment en France, une volonté de se distancier d'un savoir militant et au contraire de pratiquer en permanence une nécessaire opération d'objectivation, de prise de distance permanente d'inspiration bourdieusienne.

À propos des *cultural studies*

Enfin, je vais revenir brièvement sur un autre ensemble de travaux, les cultural studies, qui s'est développé également à la suite des perspectives privilégiées au sein de l'Institut de recherches sociales de Francfort. Et il permet encore une fois de s'interroger sur les rapports difficiles entre critique et engagement. Une fois de plus, les orientations prises l'ont été à la fois en continuité et en opposition au regard des prises de position effectuées au sein de l'Institut de recherches sociales de Francfort. Rappelons-nous par exemple l'ouvrage souvent considéré comme fondateur de Richard Hoggart, The Uses of Literacy : Aspects of Working-Class Life (Hoggart, 1957) dans lequel l'accent a été mis sur une ethnographie de la vie quotidienne des ouvriers avec le constat selon lequel il ne fallait pas surestimer l'influence des publications dans les attitudes du lectorat. Là où Adorno et consorts estimaient que les membres des classes populaires se voyaient dominés par l'industrie culturelle, les fondateurs des cultural studies envisageaient au contraire une certaine activité des publics.

D'ailleurs, s'il y a un courant de pensée qui a contribué à remettre en cause la neutralité de la science, c'est bien celui-là, notamment en visant à articuler travail en milieu de recherche et travail sur le terrain du politique. Je renverrai ici par exemple aux réflexions d'Armand Mattelart et d'Érik Neveu sur l'École de Birmingham (2003), née avec les Richard Hoggart, Raymond Williams et Edgar Thompson et fondatrice des cultural studies. Certes, il apparaît impossible de dresser un portrait d'ensemble de ces cultural studies, étant donné la très vaste pluralité des travaux qui ont été menés sous ce vocable depuis plusieurs décennies. Néanmoins, François Yelle estime qu'au-delà des différences :

> les *cultural studies* sont […] un projet intellectuel et politique qui a été – et est encore – porté par des individus et des communautés qui participent à sa réalisation, partagent un esprit politique de communauté (utilisation fréquente du « nous »), des convictions

> épistémologiques (matérialisme, anti-essentialisme, anti-réductionnisme) et des intérêts socioéconomiques et culturels progressistes. (Yelle, 2009 : 75)

Néanmoins, ajoute-t-il immédiatement, « cette communauté n'est pas homogène et son projet est constamment débattu, reformulé, contextualisé, adapté, transnationalisé » (Yelle, 2009 : 75).

Or, il est possible de se demander si, au fil des décennies, les cultural studies n'ont pas été en partie débordées sur leur « gauche » par des collectifs qui, par exemple, dans le cadre du mouvement altermondialiste, ont revendiqué haut et fort depuis le début des années 2000 *que la culture n'était pas « une marchandise comme une autre »? Par comparaison, la lecture d'auteurs et d'autrices qui se situent dans la même perspective que John Fiske* (1987), *penseur de renom des cultural studies australiennes, conduirait plutôt, au contraire, à conclure que marché et démocratie vont dorénavant main dans la main. On apparaît ici bien loin de la mise en garde de Raymond* Williams (1980 : 211-212) *lorsqu'il écrivait que les technologies médiatiques – il n'était évidemment pas encore question des technologies numériques de l'information et de la communication* (TNIC) *– ne pourraient renforcer la participation citoyenne à nos systèmes politiques tant que nous serions toujours au sein du même système économique, de la même société. Sans cette transformation nécessaire, les technologies mobilisées continueront avant tout « de générer des profits pour une minorité » écrivait-il en* 1980.

Or, on peut se demander si le point de vue de Williams, *qui tentait de penser parallèlement économie et culture, n'est pas devenu nettement minoritaire. L'un des principaux mérites de bon nombre de chercheurs et chercheuses culturalistes consistait justement à développer leurs activités universitaires en complémentarité avec des actions militantes et, au-delà, à repenser les frontières entre recherche et militantisme. Toutefois, développant ses recherches dans le cadre de ces cultural studies, Ien Ang* (1990 : 247) *a reconnu que la tendance existait à se comporter parfois « comme compagnon de route » des changements sociaux, y compris en oubliant à l'occasion toute dimension critique. Dans un tel cas, le chercheur ou la chercheuse culturaliste se transformerait en un « chantre éloquent, l'avocat d'une démocratie culturelle centrée sur le consommateur ». Or, ajoute-t-elle, certes, il est possible de prouver que le public est en effet actif, contrairement à ce que pensaient les Adorno et*

Horkheimer (1974[1944]), mais il ne faudrait pas pour autant « confondre activité et pouvoir ». Dès lors, les cultural studies n'auraient-elles pas perdu une partie de leur potentiel critique? Tania Modleski (1986 : xi) écrit d'ailleurs :

> Si plusieurs travaux de l'École de Francfort étaient marqués par le fait que ses membres adoptaient une position trop éloignée de la critique qu'ils étudiaient, les critiques contemporains semblent être confrontés au problème opposé : immergés dans la culture qu'ils étudient, à moitié tombés amoureux de leur sujet, ils sont parfois incapables de maintenir une distance critique.

Conclusion

Il s'avère donc intéressant de constater que même en adoptant des positionnements un tant soit peu différents les uns des autres, trois des principaux courants à partir desquels les travaux critiques ont été développés dans le cadre des études en communication ont chacun des difficultés à envisager leurs rapports avec les pratiques militantes. Les registres ne s'avèrent pas si facilement compatibles. Certes, il est possible à l'instar de Philippe Corcuff (2011) d'appeler à une « dialectique de l'engagement et de la distanciation, de la compréhension et de l'objectivation, alimentant une logique de distanciation compréhensive ou compréhension distanciée » et je suis bien d'accord avec cette position. Pratiques de recherche et pratiques militantes sont certes distinctes, mais peuvent aussi être considérées comme complémentaires et se renforcer les unes et les autres. Impossible de penser le monde social sans analyser les pratiques qui y prennent place et qui façonnent celui-ci et impossible de développer des pratiques sans tenir compte des enseignements des recherches. Je reviens ici à ce que disait Horkheimer. Toutefois, cette dynamique que j'appelle de mes vœux peut être appréhendée comme étant quelque peu… théorique, car si adopter une démarche de chercheur ou de chercheuse implique de prendre du recul, de tenir compte de la complexité des enjeux, s'engager consiste avant tout à s'impliquer et à effectuer des choix, ainsi que nous l'avons vu.

Par ailleurs, et pour conclure tout à fait, il serait pertinent de poursuivre cette réflexion sur les relations entre recherche et engagement en se demandant si la distance entre ces deux dimensions de l'activité humaine dont j'ai fait état dans ce texte n'est pas largement liée au recul de la critique parmi les chercheurs et chercheuses qui, lui, renverrait à des dimensions telles que les

critères d'évaluation de la profession même de professeur et professeure, l'intégration des uns et des autres dans des universités plus ou moins prestigieuses, ou bien aussi notre insertion dans la petite bourgeoisie, ce qui ferait qu'en dernier ressort, la grande majorité d'entre nous s'accommoderait finalement très bien de… l'idéologie dominante néolibérale. J'avoue moi-même participer à ce processus. Après tout, en tant que professeur titulaire, membre du collège des jeunes chercheurs et créateurs de la Société royale du Canada et directeur d'un centre de recherche, je fais plutôt partie de celles et de ceux qui ont « réussi ». Je reconnais d'ailleurs bien volontiers avoir participé depuis une dizaine d'années aux luttes sur le terrain des demandes de subvention et avoir obtenu quelque satisfaction à cet égard, tant et si bien que je me suis déjà interrogé sur le fait que j'étais moi-même devenu en quelque sorte un dirigeant de petite et moyenne entreprise dans le secteur de la recherche (George, 2009). Certes, j'ai toujours estimé avoir ainsi favorisé le développement de recherches à orientation critique, mais mettre l'accent sur ce type d'activité m'a notablement éloigné de certains mouvements militants, alors que ma thèse de doctorat achevée en 2001 était fortement ancrée au sein du mouvement altermondialiste.

Enfin, je dois aussi mentionner le fait qu'à la suite des commentaires des personnes qui ont évalué ce texte et que je remercie vivement, j'ai modifié de façon notable plusieurs parties de celui-ci et que ces changements ont renforcé sa cohérence et je l'espère, son intérêt. Néanmoins, il demeure une partie sur laquelle je suis resté un peu sur ma faim, à savoir la présence, il est vrai faible, de femmes parmi les auteurs et autrices mentionnés dans ce texte. C'est d'ailleurs un thème qui me préoccupe depuis longtemps. J'avoue que, de ce point de vue, je reste marqué par leur place relativement faible dans ce qui est mon champ de recherche principal, à savoir l'économie politique critique francophone de la communication. Cela fait des années que je déplore cette tendance, mais je ne peux contribuer à l'inversion de cette tendance, tout comme sur d'autres sujets, que bien modestement. Toutefois, pour finir sur une autre note plus positive, je reviendrai à Philippe Corcuff (2011) :

> La connexion du travail sociologique avec une relance de l'imagination – dont, mais de manière non exclusive, un horizon utopique, non pas compris comme un projet alternatif de société bouclé, mais comme le sens d'une pluralité d'*ailleurs* – apparaît comme une des ressources possibles pour élargir les questionnements critiques et, plus globalement, l'espace mental de l'enquête sociologique, comme l'a

> esquissé le sociologue américain Charles Wright Mills (2006). Ainsi imaginer l'impossible – ce qui apparaît socialement impossible à un moment donné – constituerait une des voies pour ouvrir ici et maintenant le champ du pensable et l'univers des possibles, tant du côté des cadres cognitifs du sociologue que de son engagement dans les affaires de la cité. Il y aurait une fonction heuristique (non exclusive) de l'utopique dans la recherche comme dans l'action.

Plus que jamais, dans le contexte qui est le nôtre, nous avons l'urgence à la fois de penser autrement le monde et d'agir sur celui-ci. Et cela passe à mon humble avis par le fait de penser que la démarche scientifique est spécifique tout en étant complémentaire de la démarche militante. Ainsi, en tant que chercheurs et chercheuses, nous pratiquons la raison, la distance critique, le doute systématique. Nous accordons tour à tour une place centrale à la détermination des corpus, aux grilles d'analyse, ainsi qu'au rôle joué par l'évaluation par les pairs, qui garantit soi-disant une certaine objectivité dans l'analyse. Le contenu scientifique produit dans le cadre de notre institution, le plus souvent l'université, apparaît ici opposé à l'ensemble des connaissances qui ne proviennent pas des milieux de recherche, des échanges que nous pouvons avoir toutes et tous dans notre quotidien. C'est d'ailleurs pour cette raison que Gaston Bachelard nous a proposé de parler de « rupture épistémologique ».

Toutefois, nous sommes plongés en permanence dans une société bien spécifique et nous avons toujours un parcours singulier qui, nous n'en doutons pas, tient un rôle dans cette absence de neutralité scientifique. C'est ce que nous dit Maurice Merleau-Ponty dans son ouvrage Phénoménologie de la perception (1992[1945]). L'auteur nous rappelle que nous sommes déjà dans le monde et engagés par le monde avant de nous engager dans le monde. Cela ne veut pas dire pour autant que nous ne devons pas prendre nos distances, mais il n'y a certainement pas de mur étanche entre le savoir issu des sciences et celui qui provient d'autres lieux. C'est d'ailleurs pourquoi j'aurais tendance à prendre position en faveur d'une « rupture épistémologique molle ».

Comme l'a proposé Alvaro Pires qui s'est ici inspiré de la pensée de Boaventura de Sousa Santos (1989), on peut garder l'idée d'une première rupture épistémologique qui permet de constituer la science ainsi qu'en parle Gaston Bachelard (1967), ce qui la distingue de la doxa. Mais il importe tout autant de prendre position en faveur d'une deuxième rupture épistémologique qui nous

incite à « construire un sens commun plus éclairé et une science plus modeste » (Pires, 1997 : 42). Ceci constitue assurément une condition nécessaire au rapprochement entre recherche critique et engagement social.

Références

Adorno, Theodor et Max Horkheimer. 1974 [1944]. La dialectique de la raison : fragments philosophiques. Paris : Gallimard.

Ambrosi, Alain. 1999. « Difficile émergence des réseaux de communication démocratique dans l'espace politique global ». Dans Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation. Sous la direction de Serge Proulx et André Vitalis, 99-122. Rennes : Apogée.

Ang, Ien. 1990. « Culture and communication: Towards an Ethnographic Critique of Media Consumption in the Transnational Media System ». European Journal of Communication 2-3 (5), 239-260.

Bachelard, Gaston. 1967. La formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective. Paris : Vrin.

Bouquillion, Philippe (dir.). 2012. Creative Economy, Creative Industries: des notions à traduire. Saint-Denis : Presses universitaires de Vincennes.

Bouquillion, Philippe. 2005. « La constitution des pôles des industries de la culture et de la communication. Entre « coups » financiers et intégration de filières industrielles ». Réseaux 3 (131) : 111-144.

Bouquillion, Philippe et Yolande Combès (dir.). 2007. Les industries de la culture et de la communication en mutation. Paris : L'Harmattan.

Corcuff, Philippe. 2011. « Le savant et le politique ». SociologieS, La recherche en actes.
http://sociologies.revues.org/3533

Durand-Gasselin, Jean-Marc. 2012. L'École de Francfort. Paris : Gallimard.

Fiske, John. 1987. Television Culture. Londres : Methuen.

George, Éric. 2015. Concentration des médias, changements technologiques et pluralisme de l'information. Québec : Presses de l'Université Laval.

George, Éric. 2009. « Le système universitaire : aliénation ou émancipation? ». Dans L'émancipation d'hier à aujourd'hui. Sous la direction de Gaëtan Tremblay, 283-296. Québec : Presses de l'Université du Québec.

George, Éric. 2001. « Le droit à communiquer entre médias traditionnels et l'Internet ». Dans Philosophie et mondialisation. Sous la direction de Pierre-Yves Bonin, 325-342. Québec : Presses de l'Université Laval.

Guégen, Haud. 2014. « La critique et le possible : le rôle de la catégorie de possible dans la critique des TNIC ». Dans Critique, sciences sociales et communication. Sous la direction de George Éric et Granjon Fabien, 265-289. Paris : Mare et Martin.

Hoggart, Richard. 1970 [1957]. La culture du pauvre. Traduit par Françoise Garcias, Jean-Claude Garcias et Jean-Claude Passeron. Paris : Éditions de Minuit.

Horkheimer, Max. 1974 [1970]. Théorie traditionnelle et théorie critique. Traduit par Claude Maillard et Sybille Muller. Paris : Gallimard.

Kane, Oumar et Éric George (dir.). 2013. Où (en) est la critique en communication ? Actes du colloque international. Montréal : GRICIS. http://gricis.uqam.ca/activites/colloques/article/ou-en-est-la-critique-en.

Kurz, Robert. 2014. « L'industrie culturelle au XXIe siècle. De l'actualité du concept d'Adorno et Horkheimer ». Dans Théorie critique de la crise, Vol. 2. Lormont : Éditions Bord de l'eau.

Löwy, Michael. 2010. « Theodor W. Adorno, ou le pessimisme de la raison ». La Revue Internationale des Livres et des Idées. http://www.preavis.org/breche-numerique/article2164.html

Mattelart, Armand et Erik Neveu. 2003. Introduction aux cultural studies. Paris : La Découverte.

Mattelart, Armand et Gaëtan Tremblay. 2003. « De ladite culture globale à la conscience monde ». Dans Bogues. Globalisme et pluralisme. Tome 4. Communication, démocratie et globalisation. Sous la direction de Armand Mattelart et Gaëtan Tremblay, p. 4-16. Québec : Presses de l'Université Laval.

Merleau-Ponty, Maurice. 1992[1945]. Phénoménologie de la perception. Paris : Gallimard.

Miège, Bernard. 2007. « Considérations et propositions méthodologiques sur les mutations en cours dans les industries culturelles et informationnelles ». Dans Les industries de la culture et de la communication en mutation. Sous la direction de Yolande Combès et Philippe Bouquillion, p. 229-250. Paris : L'Harmattan.

Mills, Charles Wright. 2006. L'imagination sociologique. Paris : La Découverte.

Modleski, Tania. 1986. « Introduction ». Dans Studies in Entertainment. Critical Approaches to Mass Culture. Sous la direction de Tania Modleski Tania, p. ix-xix. Bloomington : Indiana University Press.

Mosco, Vincent. 1996. The Political Economy of Communication. Thousand Oaks : Sage.

Observatoire français des médias (OFM). 2005. Observatoire des médias. http://www.decryptimages.net/sites-d-analyses/123-obsmedias.

Pires, Alvaro. 1997. « De quelques enjeux épistémologiques d'une méthodologie générale pour les sciences sociales ». Dans La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques. Sous la direction de Jean Poupart, Jean-Pierre Deslauriers, Lionel-Henri Groulx, Anne Laperrière, Robert Mayer et Alvaro Pires, p. 3-54. Montréal : Gaëtan Morin.

Renault, Emmanuel et Yves Sintomer. 2003. « Introduction ». Dans Où en est la théorie critique? Sous la direction d'Emmanuel Renault et Yves Sintomer, p. 7-30. Paris : La Découverte.

Santos, Boaventura de Sousa. 1989. Introdução a uma ciência póst-moderna. Porto : Afrontamento.

Tremblay, Gaëtan. 1997. « La théorie des industries culturelles face au progrès de la numérisation et de la convergence ». Sciences de la société 40 : 11-23.

Tremblay Gaëtan et Armand Mattelart. 2003. 2001 Bogues, tome 4, Globalisme et pluralisme : Communication, démocratie et globalisation. Québec : Presses de l'Université Laval.

UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture). 1980. Voix multiples. Un seul monde. Rapport de la Commission internationale d'études des problèmes de communication. Paris : UNESCO. http://unesdoc.unesco.org/images/0004/000400/040066fb.pdf

Voirol, Olivier, 2014. Théorie critique de la crise. Du crépuscule de la pensée à la catastrophe. Paris : Éditions du Bord de l'eau.

Voirol, Olivier. 2010. « La théorie critique des médias de l'École de Francfort : une relecture ». Mouvements 61 (1) : 23-32.

Williams, Raymond. 2009 [1980]. Culture et matérialisme. Traduit par Nicolas Calvé et Étienne Dobenesque. Montréal : Lux.

Yelle, François. 2009. « Cultural Studies, francophonie, études en communication et institutions ». Cahiers de recherche sociologique 47 : 67-90.

Pour citer :

George, Éric. 2019. « Des relations complexes entre critique et engagement. Quelques enseignements issus de recherches critiques en communication ». In Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 19, pp. 441-458. Québec : Éditions science et bien commun.

20. Perspectives critiques et études sur le numérique

À la recherche de la pertinence sociale

LENA A. HÜBNER

Ce chapitre issu de ma communication lors du colloque Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre? s'intéresse aux liens entre recherche et changement social. Il s'inscrit dans le cadre de ma thèse de doctorat sur l'expérience politique en ligne de citoyennes et citoyens éloignés de la participation politique et issus des milieux populaires au Québec. Plus précisément, le présent texte a pour objectif de discuter de la pertinence sociale de cette recherche doctorale et des difficultés qu'engendre une posture critique dans ce contexte.

Communication politique et critique sociale

Un grand nombre d'études empiriques sur la communication politique en ligne adopte une perspective positiviste (par exemple Marland, Giasson et Small, 2014 : 229). En mettant l'accent sur « ce qui est » et non sur « ce qui pourrait ou devrait être », de telles études ne saisissent pas si les changements observés en matière de communication politique au Canada et au Québec sont positifs ou négatifs pour le fonctionnement démocratique (Marland, Giasson et Small, 2014 : 230). Bien que l'on puisse vouloir montrer « ce qui est » afin de proposer des pistes de transformation par la suite, ces recherches se déclarent ouvertement comme ayant pour seule finalité la description des phénomènes. De ce fait, ils écartent ce que Lemieux (2014 : 289) appelle la « tâche techniquement secondaire » de la recherche en sciences humaines et sociales : l'explication, la prévision et la critique. Il est ici important de rappeler que la réalisation de cette tâche secondaire peut prendre des formes diverses. Elle n'est surtout pas à restreindre au conflit entre empirie et normativité qui avait opposé Adorno et Popper. Sans doute devrait-on parler de « perspectives critiques » au pluriel, dans la mesure où il existe une multiplicité d'approches qui vont au-delà de celle

proposée par la première génération de l'École de Francfort. Il suffit de penser aux cultural studies, aux études féministes, postcoloniales, poststructuralistes ou postmodernes (Aubin et Rueff, 2016 : 4-5).

Pour revenir aux nombreuses recherches descriptives en communication politique se détachant de toute forme de critique, il est intéressant de remarquer que ce genre d'analyses n'est apparu qu'après une première phase d'études normatives relevant « souvent plus de la projection que du constat » (Blondiaux et Fourniau, 2011 : 15). *Errant entre idéalisation et stigmatisation d'une démocratie plus participative à l'aide de technologies numériques, l'objet même de ces études « reste […] le plus souvent méconnu »* (Blondiaux et Fourniau, 2011 : 15). *Dans cet ordre d'idées, la recherche est aujourd'hui arrivée au moment où « le retour à la théorie s'impose […], où un travail de conceptualisation de moyenne portée devient plus que jamais nécessaire sans revenir aux errements des généralisations initiales »* (Blondiaux et Fourniau, 2011 : 15).

Malgré plusieurs appels à un tel dépassement des recherches descriptives (Blondiaux et Fourniau, 2011; Granjon, 2014; Voirol, 2014), *les études sur la communication politique en ligne qui replacent leurs résultats empiriques dans le contexte social plus large restent marginales. Au Canada, seul le livre Publicity and the Canadian State : Critical Communication Perspectives* (2014) *édité par Kirsten Kozolanka se démarque, sans pour autant mettre l'accent sur les pratiques en ligne. En dehors du champ de la communication politique, l'on pourrait mentionner le courant de la sociologie critique des usages des dispositifs de l'information et de la communication* (Granjon, 2014). *Toutefois, celui-ci se concentre surtout sur les mouvements sociaux et les initiatives citoyennes. Ce courant est rarement mobilisé pour étudier les usages citoyens de dispositifs numériques offerts par les instances politiques alors qu'usages citoyens et usages étatiques ont tendance à s'entremêler dans ce contexte. Ensuite, on retrouve un petit nombre de recherches en économie politique de la communication qui s'intéresse à la communication politique sur les réseaux socionumériques propriétaires* (Fuchs, 2013). *Ces dernières prolongent les études sur les médias et la culture et pointent vers les aspects marchands d'une stratégie communicationnelle qui passe par un outil numérique appartenant à une corporation privée. Enfin, il existe des études critiques qui s'intéressent de plus près à l'agir de l'État. D'une part, il existe quelques analyses critiques des « discours sur le numérique » de plusieurs gouvernements* (Alexis, Chevret et Labelle, 2017). *De l'autre, on constate une croissance rapide du*

nombre de travaux sur la surveillance étatique à partir de méthodes de récolte de données massives (big data) depuis les révélations de Snowden (Ouellet, Ménard, Bonenfant et Mondoux, 2015).

Pour comprendre pourquoi les perspectives critiques se font rares lorsqu'on s'intéresse aux interactions numériques entre l'État et la société civile, je procèderai en trois temps : il sera, dans un premier temps, question de la pertinence sociale de telles études à l'aide de l'exemple de ma thèse de doctorat. Cette réflexion conduira, dans un deuxième temps, à élucider un dilemme que peuvent rencontrer les universitaires critiques qui visent à outiller la société civile en matière de communication politique en ligne. Dans un troisième temps, deux pistes de solution seront abordées.

Perspectives critiques et pertinence sociale

Selon Chevrier (2003 : 54), « la pertinence sociale [est] établie en montrant comment la recherche peut répondre aux préoccupations des praticiens [et praticiennes] ou des décideurs [et décideuses] concernés par le sujet de recherche ». Pour le présent cas, on pourrait donc d'abord distinguer les recherches qui ont pour but d'aider les communicateurs et communicatrices professionnelles du domaine politique de celles qui visent à créer une conscience chez les citoyens et citoyennes. Ce chapitre se concentre sur la deuxième catégorie.

Force est de constater que la pertinence sociale ne figure guère dans les écrits scientifiques sur la communication politique en ligne. D'un côté, cela peut être lié aux objectifs des études menées. Comme mentionné précédemment, une grande partie des travaux ne dépasse pas l'étape de la description des phénomènes, évitant ainsi tout positionnement en faveur de l'une ou l'autre des parties impliquées (p. ex. Marland, Giasson, Small, 2014). D'autres travaux sont d'ordre épistémologique et n'ont pas d'application immédiate dans la vie de tous les jours (p. ex. Granjon, 2014; Hübner, 2016). De l'autre, il importe de souligner que l'objectif même de créer une conscience chez les citoyens et citoyennes n'est pas évident. Les liens avec les milieux sociaux dépendent de l'orientation (fonctionnaliste, pragmatique, critique, etc.) et de la nature de la recherche (recherche traditionnelle, recherche-création, recherche-intervention). De plus,

il est souvent difficile de connaître les conséquences de l'application des résultats de ce type de recherche, tant en ce qui concerne les résultats bénéfiques que les effets pervers.

Plus concrètement, pour répondre à la question de la pertinence sociale d'études qui s'intéressent à la communication politique par les réseaux socionumériques, il est indispensable de clarifier ce que l'on entend par l'éveil d'une conscience chez les citoyens et citoyennes, voire d'« une conscience d'en bas » (Fairclough, 1992 : 239). Comme le dit aussi Normand Fairclough (1992 : 239), « technologies […] open up possibilities in various directions, some more beneficial for the majority of people than others » (traduction libre : les technologies
[…] ouvrent diverses possibilités, certaines plus bénéfiques que d'autres pour
la majorité des gens). Il s'agit donc de sensibiliser les citoyens et citoyennes au sujet de ces possibilités, et ce, en indiquant clairement pour qui et dans quels contextes ces possibilités s'avèrent bénéfiques ou, au contraire, hostiles. Cette sensibilisation est moins évidente à réaliser qu'elle puisse paraître.

J'illustre cette difficulté d'abord à partir d'un exemple tiré de ma thèse de doctorat qui porte sur l'expérience politique en ligne de personnes non impliquées, voire éloignées de la participation politique dans la vie de tous les jours et issues des milieux populaires. L'élite politique a largement investi dans les stratégies numériques qui, selon le discours des responsables en marketing, réussissent à rejoindre ce public cible (Theviot, 2016). Cependant, « on sait peu de choses sur la spécificité du rapport à internet dans les milieux populaires » (Pasquier, 2018 : 11) auxquels l'on associe cette dépolitisation (absence aux urnes, manque de littératie, etc.) (Eliasoph, 1998). La grande majorité des recherches s'intéresse effectivement aux usages innovants de jeunes adultes hautement diplômés (Pasquier, 2018 : 11). Or, l'appropriation culturelle et politique du numérique ne peut pas être dissociée des conditions sociales des personnes usagères (Pasquier, 2018 : 12). Pour saisir la nature de cette expérience, il s'agit d'identifier quels contenus politiques atteignent ces personnes, par quel moyen ces derniers les rejoignent et quels rôles ils jouent dans leur rapport à la politique, tout en précisant les contextes sociopolitiques, sociotechniques et socioéconomiques dans lesquels ces expériences ont lieu. À l'aide d'une stratégie méthodologique qualitative et réflexive basée sur des récits de vie, cette recherche doctorale étudie la nature de cette expérience en explorant les tensions entre l'activité des citoyens et citoyennes et celle des acteurs et actrices

dominantes. Toutefois, c'est l'approche épistémologique critique qui m'intéresse ici, car celle-ci est intrinsèquement liée à la pertinence sociale de cette recherche.

Alors qu'il est tout à fait possible de réaliser cette thèse en communication politique en écartant la question de la pertinence sociale, il me semble qu'il y a plutôt urgence de s'y attarder pour dépasser la discussion simpliste entre techno-optimistes et techno-pessimistes tout en évitant de revenir aux généralisations des premières études sur la communication politique en ligne. Trois exemples m'aideront à expliquer ce choix.

Comme indiqué ci-dessus, une des dimensions contextuelles que j'explore dans ma thèse est de nature sociotechnique. En effet, la circulation des messages diffusés en ligne, notamment ceux relayés à l'aide de réseaux socionumériques comme Facebook, dépend d'algorithmes. Cependant, l'architecture et le fonctionnement par algorithmes de tels réseaux socionumériques restent opaques (Van Dijck, 2013 : 53). Cette opacité se reflète, entre autres, dans les usages – souvent peu critiques – que font les citoyens et citoyennes (mais aussi certains scientifiques) de ces réseaux.

Les individus qui interagissent publiquement sur ces plateformes ne se soucient pas tous des mécanismes de récolte de données personnelles qui accompagnent chaque contribution en ligne. Pourtant, toute activité sur les réseaux socionumériques produit de la valeur économique pour la plateforme, dont le modèle d'affaires se base sur la vente d'attention (Van Dijck, 2013 : 51). Or, ce ne sont pas seulement les géants de l'Internet qui profitent des contributions : les partis politiques, eux aussi, utilisent ces données. Nous pourrions ici penser au microciblage de l'électorat. Les données de géolocalisation, par exemple, s'avèrent intéressantes en campagne électorale. Des corrélations entre les informations personnelles indiquées sur les comptes de citoyens et citoyennes, le lieu de la publication, leur intérêt pour la thématique spécifique abordée dans une publication donnée et les informations issues des listes électorales, facilitent des campagnes téléphoniques par circonscription. Ainsi, on peut appeler les personnes qui ont réagi à une publication sur l'éducation à la petite enfance tout en sachant déjà que ces dernières sont intéressées par ce sujet. Ces personnes sont donc ciblées en fonction d'un profil qui a été établi pour elles, profil dont elles sont souvent ignorantes (Rouvroy, cité dans Data Gueule, 2017 : s.p.). Bien que nos partis politiques au Québec affirment ne pas récolter de données sur les réseaux socionumériques, une panoplie d'autres données récoltées (de la liste électorale, de sondages internes, de bénévoles sur le terrain,

etc.) leur permet de créer de tels profils (Croteau, 2018). Selon Rouvroy (cité dans Data Gueule, 2017), ces processus posent problème dans le sens où « ce qui disparaît ici c'est la capacité de rendre compte par soi-même, de ses propres motivations, de ses propres convictions politiques ». En revanche, pour les partis, le microciblage est une façon de s'adapter à la décroissance du taux d'affiliation (Giasson cité dans Bélair-Cirino, 2017 : s.p.). Il est plus simple de mobiliser autour d'un enjeu que de fédérer autour d'un programme électoral au complet (Giasson, cité dans Bélair-Cirino, 2017 : s.p.). Même cinq ans après les révélations de Snowden et plusieurs scandales de profilage commercial et politique aux Etats-Unis et ailleurs, les citoyens et citoyennes sont rarement au courant de ces pratiques de microciblage. Une meilleure compréhension de ces processus peut alimenter des campagnes de sensibilisation à ce sujet et s'avère donc socialement pertinente.

Cependant, il ne faut pas s'arrêter à ce stade. Sinon, on risque d'invisibiliser la question des possibles, soit les situations où les activités citoyennes en ligne contrent les stratégies web des partis politiques ou, au moins, s'avèrent bénéfiques pour un groupe d'individus donné. Kreiss et Welch (2015 : 26) montrent que parfois « hashtags [and other social media features] become vehicles for supporters, and opponents, to creatively repurpose campaign content » (traduction libre : « les mots clics [et d'autres fonctionnalités des médias sociaux] deviennent des manières de redéfinir le contenu des campagnes pour les personnes qui les soutiennent comme pour celles qui s'y opposent ». Puisque le terrain de ma thèse n'a pas encore été entamé au moment d'écrire ce texte, je me tourne ici vers deux exemples issus de l'actualité politique américaine et québécoise.

Premièrement, l'utilisation de mèmes, comme les Trump–hair–memes, peut décrédibiliser un candidat. Il s'agit là de photos qui montrent Donald Trump aux cheveux ébouriffés. Ces photos sont accompagnées de petits segments de textes qui remettent en question sa légitimité en tant que président des États-Unis (p. ex. « We shall overcomb Trump, 2016 », « Wants to control the country – can't even control his hair »). D'autres sont composés de deux photos combinant une photo de Trump aux cheveux ébouriffés et une photo d'un objet ou d'un animal ayant une coiffure similaire (p. ex. maïs, chats, chevaux, etc.). Ces combinaisons sont aussi accompagnées par des phrases clés comme « Who wore it better? ». Certes, il n'y a pas de consensus par rapport au caractère à proprement parler politique de ces mèmes (Heiskanen, 2017 : 3). Les universitaires ne s'accordent pas non plus sur la question de savoir si la création et la diffusion massive de

ces mèmes contribuent à un changement social durable (Heiskanen, 2017 : 3). Cependant, on ne peut pas négliger que ces derniers constituent des artefacts de la culture populaire, remixés, réappropriés et rediffusés par de nombreuses personnes qui expriment une opinion politique (Heiskanen, 2017 : 3). Pour revenir plus directement sur ma thèse de doctorat, il est tout à fait possible que mes participants et participantes diffusent ce type de contenus politiques réappropriés et transformés en mèmes. Les responsables en communication politique éprouvent d'ailleurs « une peur paralysante » que de tels détournements se répercutent à travers les réseaux socionumériques et les médias traditionnels (Marland, 2016 : 355). Prise isolément, une telle situation peut donc constituer ce que Guéguen (2014 : 265) désigne comme un « possible », comme ayant un certain caractère émancipateur. Cependant, cette autrice (ibid. : 265) affirme avec raison que cette idée des possibles « demeure, à de rares exceptions près […], à l'état d'une présupposition rarement thématisée et analysée pour elle-même » dans les études critiques. Pourtant, le fait de montrer que « les choses pourraient être autrement » est, selon elle, « la principale condition pour que la technique puisse "devenir une question politique" » (Guéguen, 2014 : 265). Cela étant dit, il est ici primordial de replacer ces possibles dans leur contexte social plus large ainsi que dans une temporalité plus longue. Ce n'est qu'en l'inscrivant dans les rapports de pouvoir sociopolitiques que l'on peut interpréter le potentiel de changement social. La plupart du temps, cet exercice révèle que de telles situations prises isolément ont peu de potentiel pour un changement sociopolitique durable (Masselot et Rasse, 2015 : 23).

Ce constat vient nuancer le pouvoir émancipateur de l'agir politique en ligne. Toutefois, il ne l'exclut pas comme le montre le deuxième exemple : l'affaire Sam Hamad. C'est un membre de la société civile qui a publié une photo sur les réseaux socionumériques, à la fin du mois de mars 2016, montrant ce politicien en avion vers la Floride alors qu'il faisait face à une enquête au Québec. Ce geste a déclenché une série de critiques médiatiques. Le débat qui en a résulté a même conduit au retrait de ses fonctions comme ministre au début du mois d'avril, « le temps que le commissaire à l'éthique de l'Assemblée nationale mène l'enquête à son sujet » (Biron, 2016 : s.p.). Dans ce cas, l'activité citoyenne a en effet contribué à un changement politique immédiat qui outrepasse les risques pris par la personne ayant mis l'information sur un réseau socionumérique propriétaire.

À l'aune de ces deux exemples, il s'avère donc important d'outiller les citoyens et citoyennes afin qu'ils puissent mieux saisir de telles possibilités tout en étant conscients du fait qu'il s'agit là d'actions prises isolément qui ont, pour

la plupart du temps, peu de potentiel pour un changement sociopolitique durable et qui s'inscrivent dans des rapports de pouvoir plus larges qui doivent être pris en considération.

Bien avant de réfléchir à des possibilités d'éducation à la citoyenneté et aux réseaux socionumériques tel que présentées dans les travaux de Landry et Letellier (2016), une réflexion rigoureuse sur la pertinence sociale de la recherche sur la communication politique permet de considérer à la fois « ce qui est possible et ce qui empêche les citoyens [et citoyennes] d'agir politiquement en ligne et hors ligne » (Hübner, 2017 : 43). Ceci constitue, selon moi, un point de départ pour adopter une perspective critique sur les phénomènes que j'observe.

De la neutralité axiologique à la critique immanente

Toutefois, cette démarche n'est pas aussi simple qu'elle puisse paraître. Comme le montrent nos deux derniers exemples, la résistance des citoyens et citoyennes n'est pas impossible, mais « loin d'être évidente » (George, 2011 : 77). Il s'agit notamment d'éviter que de nouveaux modes de production ou de participation politique révélés par les scientifiques soient récupérés par le système politico-capitaliste (Dean, 2002). Comme le dit également Fairclough (1992 : 240), « analysts will be hard-pressed to prevent their well-intentioned interventions being appropriated by those with power, resources, and the money » (trad. libre : « les analystes auront du mal à empêcher que leurs bonnes intentions ne soient mises à profit par ceux et celles détenant pouvoir, ressources et moyens financiers »).

Par exemple, mes résultats de recherches sur les mécanismes d'appropriation de messages politiques véhiculés par Facebook pourraient intéresser les partis politiques qui souhaitent améliorer leurs communications web. Les stratégies d'usage qui sortent du lot seront ainsi mises en péril, car elles deviennent prévisibles et ainsi intégrables aux techniques de marketing politique. Autrement dit, les universitaires se trouvent face à un dilemme : tandis que les résultats de recherches visent à éveiller « une conscience d'en bas » (Fairclough, 1992), à « donner des armes » (Bourdieu, 1977), les mécanismes mêmes de cette éducation, si elle passe par le numérique, risquent d'être réappropriés par les institutions politico-économiques.

Ce dernier constat est particulièrement problématique, car il comporte certains risques pour les universitaires qui souhaitent aller au-delà de la

description des phénomènes observés. Ceci m'amène à la question suivante : si l'on souhaite réaliser la « tâche secondaire » (Lemieux, 2014) de la recherche en adoptant une perspective critique, en quoi consiste une telle posture épistémologique?

À cet égard, il semble indispensable de se référer à Max Weber qui est « traditionnellement associé » à la discussion du « rapport entre le registre des sciences sociales et le registre de la participation aux affaires de la cité » (Corcuff, 2011 : 2). C'est autour de la notion de la Wertfreiheit que Weber discute de rapports entre science, profession et vocation dans un ouvrage du même nom publié en 1917. Dans l'espace francophone, cette notion a d'abord été traduite par « neutralité axiologique » décrivant le positionnement du scientifique qui n'apporte pas de jugements de valeur aux résultats de sa recherche. Toutefois, la traduction et la définition ont été remises en question. Selon la traductrice Isabelle Kalinowski (2005 : 4), Weber ne condamne pas tout jugement de valeur. Il inciterait plutôt à bien les identifier pour le lectorat afin que ce dernier puisse différencier les étalons de valeurs qui servent à mesurer la réalité (Masstäbe), de ceux qui proviennent d'un jugement de valeur (Werturteil) (Weber, 2005).

Dans cet ordre d'idées, Isabelle Kalinowski préfère le terme de « non-imposition des valeurs » pour traduire Wertfreiheit en français (Weber, 2005). Pour Weber, comme pour Bourdieu, la science est donc avant tout un instrument afin de comprendre le monde et pour développer un esprit critique chez les personnes apprenantes (Weber, 2005). Par conséquent, il ne s'agit pas de leur imposer un point de vue. À ce sujet, Bourdieu (1977) parle plus explicitement du rôle du sociologue qui est de « donner des armes » et non pas des « leçons ». En ce sens, il importe d'éviter à tout prix la confusion entre les faits rapportés et les raisonnements qui se basent sur un jugement de valeur (Weber, 1999[1904] : 157). Pour Weber, cette confusion est non seulement la faute la plus répandue dans les sciences humaines, mais avant tout la plus nuisible (« die schädlichste Eigenart […] von Arbeiten unseres Faches ») (Weber, 1999[1904] : 157).

À l'aune de cette réflexion, une perspective critique n'est pas incompatible avec une posture engagée des universitaires. En respectant le retour critique sur son propre contexte afin de différencier les Masstäbe (étalons de valeurs) des Werturteile (jugements de valeur), un ou une scientifique engagée peut « utiliser la raison en prenant du recul par rapport à ses propres idéaux dans le but de décrire un phénomène dans sa complexité et de renoncer à la simplification » (Hübner, 2015 : 39-40). L'engagement ne s'oppose pas à la rigueur

scientifique, si les universitaires « [s'interrogent] en permanence sur la nature de la production de connaissances et sur [leur] rôle à ce sujet » (George, 2014 : 99).

Alors, que faire ? Pistes de solution

Même si grand nombre d'intellectuels et d'intellectuelles universitaires comme Fairclough (1992 : 240) pensent qu'il serait trompeur d'être trop optimiste quant à la « bonne utilisation des résultats » de recherches critiques, il existe des pistes de solution.

Une première piste consiste, selon Fairclough lui-même (1992 : 240), en la transformation des résultats analytiques en des interventions pratiques. En collaboration avec des organismes ou mouvements sociaux, les résultats de telles recherches pourraient, par exemple, alimenter des projets d'éducation à la citoyenneté, aux réseaux socionumériques, à la sécurité numérique, etc. Je suis d'accord avec Fairclough (1992) lorsqu'il conclut que le développement d'une « conscience d'en bas » et l'application pratique sur le terrain se renforcent mutuellement.

La deuxième piste proposée concerne plus directement la recherche traditionnelle dans le contexte d'une thèse de doctorat en communication. Afin de mieux comprendre cette tentative, il faut revenir sur l'objet de ma thèse. J'étudie l'expérience politique de personnes éloignées de la participation politique et issues des milieux populaires. Leurs opinions politiques sont souvent jugées comme simplistes et irréfléchies. Les messages entourant de tels discours sont par conséquent susceptibles de provoquer des commentaires haineux et des réactions racistes, surtout en ligne. Ceci soulève des enjeux méthodologiques dans le sens où les universitaires qui analysent les expériences vécues entourant de tels discours se heurtent à des manières de penser, à des idéologies qui s'opposent fondamentalement aux leurs.

Comment peut-on donc analyser de façon rigoureuse ces expériences sans tomber dans le piège de confondre étalons de valeurs avec jugement de valeur? Pour répondre à cette question, je me réfère à Žižek (2015 : 81) qui appelle à se départir d'un tabou sociétal, celui du « rejet des inquiétudes et craintes des prétendues "gens ordinaires" qui [par exemple] subissent la présence des

réfugiés, en les traitant comme l'expression de préjugés racistes, voire comme du néofascisme pur et simple ». Selon ce philosophe, l'on ne peut pas laisser les partis d'extrême droite être la seule solution pour ces gens.

Qu'est-ce que cela veut dire pour la recherche? Il est d'autant plus important de comprendre comment ces personnes s'approprient les messages de partis politiques. Et ceci, sans écarter les commentaires ironiques, violents et émotifs en les qualifiant d'indignes pour une discussion politique dans la lignée de certains travaux sur le concept d'espace public d'Habermas. Au contraire, il importe de s'intéresser à ces opinions, car elles informent sur une crise de légitimation politique qui pourrait s'avérer néfaste pour nos sociétés (Short, 2016 : s.p.). Pour ce faire, je propose de suivre les propos de Schmidt-Salomon (2016 : 94-95) qui souligne une distinction importante entre critiques dirigées envers les personnes qui s'expriment et critiques dirigées envers l'idéologie que ces personnes incarnent. Selon ce chercheur, lorsqu'on s'intéresse à ces personnes et aux contextes sociaux dans lesquels elles vivent, on comprend mieux pourquoi ces dernières pensent comme elles le font (Schmidt-Salomon, 2016 : 95). Par conséquent, il ne s'agit pas de juger les personnes, mais de critiquer l'idéologie qui s'exprime à travers leurs paroles.

Dans ce sens, le travail avec ces personnes pourrait déjà être un premier pas vers une application pratique sur le terrain dans le cadre restreint d'une thèse de doctorat. Celle-ci pourrait consister en la proposition suivante amenée par Fairclough (1992 : 240) :

> *Analysts may wish to continue their relationship with those they have been researching after the research as such is complete. This may involve at least writing up results in a form that is accessible to and usable by them, and perhaps entering into dialogue with them about the results and their implications.*(trad. libre : les analystes pourraient souhaiter poursuivre leurs interactions avec les personnes étudiées lorsquela recherche est terminée. Cela peutsignifier au minimum d'écrireles résultatssous unformat accessible et utile pour elles, et peut-être d'entreren dialogue avec cesgens à propos des résultatset de leurs significations.)

Si la mise en place d'un programme à la citoyenneté dépasse largement le cadre d'une thèse de doctorat, cette approche présupposant un travail avec les

participants et participantes plutôt que sur ces derniers, constitue un point de départ pour réintroduire une réflexion sur la pertinence sociale de recherches critiques sur la communication politique en ligne.

Références

Alexis, Lucie, Christine Chevret-Castellani et Sarah Labelle. 2017. « Enjeux sociopolitiques d'un nouvel ordre de discours autour des dispositifs de participation en lien avec la loi pour une "République numérique" ». Dans Actes du colloque. [Méta] morphoses numériques de la culture et des médias. Sous la direction d'Éric George et Lena A. Hübner, 56-67. Montréal : CRICIS.
http://www.cricis.uqam.ca/wp-content/uploads/2017/10/Cahiers2017_VF.pdf

Aubin, France et Julien Rueff. 2016. Perspectives critiques en communication. Contextes, théories et recherches empiriques. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Bélair-Cirino, Marco. 2017. « Connaître les électeurs grâce aux pétitions ». Le Devoir. 15 avril 2017. http://www.ledevoir.com/politique/quebec/496477/vie-privee-connaitre-les-electeurs-grace-aux-petitions

Biron, Martine. 2016. « Sam Hamad se retire de ses fonctions de ministre, le temps de l'enquête du commissaire à l'éthique ». Radio-Canada, 2 avril 2016.
http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/773688/suspension-sam-hamad-philippe-couillard-enquete-commissaire-ethique-assemblee-nationale

Blondiaux, Loïc et Fourniau, Jean-Marc. 2011. « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : Beaucoup de bruit pour rien? » Participations 1 (1) : 8-35. doi : 10.3917/parti.001.0008

Bourdieu, Pierre. 1978. « Ce que parler veut dire ». Le français aujourd'hui 41 : 4-20.
http://www.homme-moderne.org/societe/socio/bourdieu/varia/cequep.html

Chevrier, Jacques. 2009. « La spécification de la problématique. » Dans Recherche sociale : de la problématique à la collecte de donnée, 4e édition. Sous la direction de Benoît Gauthier, 51-84. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.

Corcuff, Philippe. 2011. « *Le savant et le politique* ». *SociologieS : La recherche en actes, régimes d'explication en sociologie* : 2-11.

Croteau, Martin. 2018. « *Ce que les partis savent sur vous* ». *La Presse +*. 20 *août* 2018.
http://mi.lapresse.ca/screens/8a829cee-9623-4a4c-93cf-3146a9c5f4cc__7C___0.html

Data Gueule. 2017. *Marketing politique : Démocra-ciblée* #DATAGUEULE 68. *Entrevue avec Antoinette Rouvroy. Data Gueule*, 12 *min* 8 *s*. *https://www.youtube.com/watch?v=xO_dH2oANWY*

Dean, Jody. 2002. *Publicity's Secret : How Technoclture Capitalizes on Democracy. Ithaka : Cornell University Press.*

Elisaoph, Nina. 1998. *Avoiding politics: How Americans produce apathy in everyday life. Edinburgh: Cambridge University Press.*

Fairclough, Norman. 1992. *Discourse and Social Change. Cambridge : Polity Press.*

Fuchs, Christian. 2013. « *Social Media and Capitalism.* » *Dans Producing the Internet. Critical Perspectives of Social Media. Sous la direction de Tobias Olsson*, 25–44. *Göteborg : Nordicom.*

George, Éric. 2014. « *Éléments d'une épistémologie critique en communication. Au carrefour et au-delà de l'école de Francfort, des cultural studies et de l'économie politique de la communication.* » *Dans Critique, sciences sociales et communication. Sous la direction de Éric George et Fabien Granjon*, 97-136. *Paris : Mare et Martin.*

George, Éric. 2011. « *Analyser les rapports entre société et technologie à partir et au-delà de l'opposition technologisme/sociologisme* ». *Dans Communication numérique et lien social. Sous la direction d'Anna Klein et Serge Proulx*, 65-82. *Namur : Presses universitaires de Namur.*

Granjon, Fabien. 2014. « *Problématiser les usages sociaux des technologies d'information et de communication : un regard français critique* ». *Canadian Journal of Communication*, 39 : 1–16.

Guéguen, Haud. 2014. « *La critique et le possible : le rôle de la catégorie de possible dans la critique des TNIC* ». *Dans Critique, sciences sociales et communication. Sous la direction de Éric George et Fabien Granjon*, 265–289. *Paris : Mare et Martin.*

Heiskanen, Benita. 2017. « *Meme-ing Electoral Participation* ». *European Journal of American Studies* 12 (2).
https://journals.openedition.org/ejas/12158

Hübner, Lena A. 2017. « *Où en est le débat sur le potentiel démocratique des TNIC? Regards croisés sur la participation citoyenne en ligne* ». *Cahiers du CRICIS, numéro spécial* 1 : 36-45.

Hübner, Lena A. 2016. « *Opinion regulation or civic dialogue? Seeking new theoretical frameworks to study digital politics* ». ESSACHESS – *Journal for Communication Studies* 9 (2/18) : 43-51.

Hübner, Lena A. 2015. *Les dynamiques communicationnelles sur les pages Facebook de partis politiques : le cas des élections fédérales en Allemagne en 2013. Mémoire de M.A., Université du Québec à Montréal.*
http://www.archipel.uqam.ca/7085/1/M13771.pdf

Kozolanka, Kirsten. 2014. *Publicity and the Canadian State: Critical Communications Perspectives. Toronto : University of Toronto Press.*

Kreiss, Daniel et Welch, Creighton. 2015. « *Strategic Communication in a Networked Age* ». *Dans Controlling The Message? New Media in American Political Campaigns. Sous la direction de Victoria A. Farrar-Myers, et Justin S. Vaugh*, 13-31. *New York : New York University Press.*

Landry, Normand et Letellier, Anne-Sophie. (2016). *L'éducation aux médias à l'ère numérique. Montréal :* PUM.

Ledun, Marin. 2005. *La démocratie assistée par ordinateur. Du sujet politique au consommateur à caractère politique. Paris : Éditions Connaissances et Savoirs.*

Lemieux, Cyril. 2014. « *Étudier la communication au XXIe siècle. De la théorie de l'action à l'analyse des sociétés* ». *Réseaux* 2 (184-185) : 279-302.

Marland, Alex. 2016. *Brand Command. Canadian Politics and Democracy in the Age of Message Control. Vancouver :* UBC *Press.*

Marland, Alex, Thierry Giasson et Tamara A Small. 2014. *Political Communication in Canada. Meet the Press and Tweet the Rest. Vancouver :* UBC *Press.*

Masselot, Cyrille et Paul Rasse. 2015. *Science, techniques et société. Recherches sur les technologies digitales. Paris : L'Harmattan.*

Ouellet, Maxime, André Mondoux, Marc Ménard, Maude Bonnenfant et Fabien Richert. 2013. « "Big Data", Gouvernance et Surveillance ». Montréal : CRISIS.
http://www.cricis.uqam.ca/IMG/pdf/CRICIS_CAHIERS_2014-1.pdf

Pasquier, Dominique. 2018. « Classes populaires en ligne : des « oubliés » de la recherche ? ». Réseaux, 208-209 (2), 9-23. doi:10.3917/res.208.0009.

Salomon-Schmidt, Michael. 2016. Die Grenzen der Toleranz. Warum wir die offene Gesellschaft verteidigen müssen. München : Piper.

Short, Rennie. 2016. « The politics of de-legitimacy ». Dans US Election Analysis 2016 : Media Voters and the Campaign. Early reflections from leading academics. Sous la direction de Darren Lilleker, Daniel Jackson, Einar Thorson et Anastasia Veneti, 102. Bournemouth : Center for the Study of Journalism, Culture and Community and Centre for Politics and Media Research.
http://eprints.bournemouth.ac.uk/24976/1/US%20Election%20Analysis%202016%20-%20Lilleker%20Thorsen%20Jackson%20and%20Veneti%20v1.pdf

Theviot, Anaïs. 2016. « Les data : nouveau trésor des partis politiques : Croyances, constitutions et usages comparés des données numériques au Parti Socialiste et à l'Union pour un Mouvement Populaire ». Politiques de communication, 6 (1), 137-166.
https://www.cairn.info/revue-politiques-de-communication-2016-1-page-137.htm

Van Dijck, Josée. 2013. « Social Media Platforms as Producers ». Dans Producing the Internet. Critical Perspectives of Social Media. Sous la direction de Tobia Olsson, p.45–62. Göteborg : Nordicom.

Voirol, Olivier. 2014. « D'un paradigme à l'autre. Sur quelques glissements théoriques dans l'étude de la communication sociale ». Réseaux, 2 (184-185) : 247–278.
doi : 10.3917/res.184.0247

Weber, Max. 2005. La science, profession et vocation. Traduit par Isabelle Kalinowski. Marseille : Éditions Agone.

Weber, Max. 1999[1904]. « Die « Objektivität » sozialwissenschaftlicher und sozialpolitischer Erkenntnis ». Dans Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre von Max Weber. Sous la direction d'Élisabeth Flinter, 146-214. Potsdam : Institut für Pädagogik der Universität Potsdam.
http://verlag.ub.uni-potsdam.de/html/494/html/WL.pdf

Zizek, Slavoj. 2016. La nouvelle lutte des classes. Les vraies causes des réfugiés et du terrorisme. Paris : Fayard.

Pour citer :

Hübner, Lena. 2019. « Perspectives critiques et études sur le numérique. À la recherche de la pertinence sociale ». In Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 20, pp. 459-474. Québec : Éditions science et bien commun.

21. Réguler les rapports entre recherche scientifique et action militante

Retour sur un parcours personnel

STÉPHANE COUTURE

> *Je milite pour les politiques et les épistémologies de la localisation, du positionnement et de la situation, où la partialité, et non l'universalité, est la condition pour faire valoir ses prétentions à la construction d'un savoir rationnel.* (Haraway, 2007 : 126)
>
> *Ce qui nous invite non à la négation de la rigueur scientifique […] ni à la négation scientiste […] de nos « impuretés »et de nos fragilités constitutives, mais à assumer réflexivement ces impuretés et ces fragilités dans le mouvement de constitution de rigueurs scientifiques partielles et provisoires.* (Corcuff, 2011 : par. 37)

À partir d'une démarche réflexive s'inspirant de l'approche auto-ethnographique (Richardson, 2000), j'explore dans ce chapitre la manière dont l'injonction de neutralité continue de m'interpeller dans mon travail de recherche et mon engagement militant. En ce sens, ce chapitre prend probablement le contre-pied des différentes contributions à cet ouvrage en insistant sur la pertinence toujours actuelle de la neutralité prise comme injonction méthodologique dans le sens défini par Weber. Revoici les premiers mots de l'appel à communication pour la conférence à l'origine de cette publication :

> Dans le régime contemporain de production des savoirs, le modèle dominant (positiviste réaliste) de la science la présente comme l'étude objective de la réalité. Selon ce modèle, l'utilisation de la méthode scientifique garantit que ni les personnes ni les contextes n'influencent les résultats, ce qui rend ces derniers généralisables et universels. La neutralité du processus de recherche et des chercheurs et

> chercheuses est nécessaire pour garantir la scientificité – et donc la vérité – d'une connaissance (Piron, Brière et Lieutenant-Gosselin, 2017)[1].

Cet appel à communication mentionnait aussi que « cette vision est vivement contestée par les études sociales des sciences ou l'histoire des sciences, mais aussi par les études féministes et postcoloniales ». Évoluant moi-même à l'intersection du champ des études en communications et celui des études sur les sciences et les technologies et étant fortement influencé par la pensée féministe et la démarche sociologique, j'adhère largement à cette critique du caractère universel et prétendument neutre de la connaissance scientifique. Mon objectif n'est donc pas ici de proposer une critique de la neutralité dans son sens épistémologique (l'idée que telle méthode ou telle connaissance serait par essence universellement « neutre et objective »). Je voudrais plutôt, à partir de mon expérience personnelle, soulever certains enjeux éthiques et méthodologiques qu'impliquent les relations entre activité politique militante et pratique de recherche universitaire ainsi que la manière dont j'ai pris en compte « l'injonction de neutralité » dans ces engagements.

Mon parcours des dernières années a en effet été marqué par des engagements à la fois militants et de recherche sur des sujets liés aux technologies numériques, tels que les logiciels libres ou les politiques publiques d'Internet. Si les dimensions militantes et scientifiques de ces engagements sont parfois bien délimitées, le maintien de ces postures ou la transition entre celles-ci posent très souvent des questions que je considère surtout d'ordre éthique et méthodologique et que j'aimerais explorer dans ce texte : comment, par exemple, aborder une situation où le ou la chercheuse se trouve en position de responsabilité ou de pouvoir dans le groupe étudié et donc potentiellement en situation de désaccord voire de conflit avec lui? Comment négocier le passage d'un engagement au sein d'un groupe qui est d'abord construit et présenté comme militant à un engagement où l'identité première est celle du ou de la chercheuse qui « étudie » ce groupe selon les normes universitaires et d'éthique de la recherche en vigueur.

Mon objectif n'est donc pas ici de défendre l'idée que la recherche, la science ou l'une ou l'autre méthode ou théorie sont complètement et purement « neutres

1. Il conviendrait par ailleurs de valider davantage ces affirmations. Je suis loin d'être convaincu qu'il s'agit encore aujourd'hui du modèle dominant de la science, du moins en sciences sociales.

». De la même manière, je ne souhaite pas non plus prétendre avoir été complètement et purement « neutre » dans mes recherches. Plus humblement, j'essaie dans ce texte d'explorer l'effet qu'a l'injonction de neutralité dans mon travail scientifique, et plus spécifiquement, comment cette injonction m'amène à adopter une certaine « prudence réflexive » dans mes identités ou rôles changeants de citoyen et militant d'une part, et de chercheur prétendant à une certaine scientificité d'autre part. Ma réflexion rejoint celle de Philippe Corcuff (2011), lui-même très engagé sur le plan politique, et qui s'appuie sur une relecture des écrits de Weber sur la neutralité axiologique pour soutenir l'importance de valoriser « une autonomie de l'activité scientifique émancipée du scientisme » qui nous amènerait « à assumer réflexivement [nos] impuretés et [nos] fragilités dans le mouvement de constitution de rigueurs scientifiques partielles et provisoires » (ibid.). À l'instar de Corcuff, je conçois ici la posture de neutralité non pas comme une quête de pureté épistémologique, éthique ou méthodologique, mais plutôt comme « un horizon régulateur invitant à une réflexivité sociologique sur les composantes éthiques de notre travail » (ibid. : par. 33). Loin d'adhérer à la prétention scientiste d'une neutralité pure qui garantirait l'universalité de la connaissance, c'est plutôt sur la pertinence de ce que j'appelle une « neutralité partielle », certes impure, imparfaite et relationnelle, mais néanmoins nécessaire à laquelle j'aimerais réfléchir ici.

Le texte est divisé en deux parties principales. Dans un premier temps, je passe en revue certains travaux en sciences sociales ayant abordé la question de la neutralité et des liens entre science et politique, en particulier dans l'étude des mouvements sociaux. La deuxième partie aborde ma propre expérience dans mes différentes recherches et engagements militants[2].

La critique de la neutralité en sciences sociales

Les recherches faites dans le champ « Sciences, technologies et société » ont depuis longtemps montré le caractère socialement construit de la connaissance et des objets technologiques. Les autrices féministes, en particulier, ont remis

2. Ce texte s'inscrit par ailleurs dans un objectif de développer et penser une posture plus assumée liant engagement et étude des mouvements sociaux. Il fait aussi suite à un précédent « commentaire » publié dans le *Canadian Journal of Communication*, abordant les complexités des relations entre militantisme et recherche en sciences sociales (Couture, 2017) ainsi qu'à un chapitre de livre publié il y a presque dix ans déjà (Goldenberg et Couture, 2008).

en question les idées d'objectivité et de neutralité, en insistant sur le fait que la connaissance est toujours « située » socialement. La théorie féministe du point de vue ancré (standpoint) met par exemple l'accent sur l'idée que la neutralité est impossible en sciences comme dans tout autre domaine, et que les connaissances sont toujours ancrées dans un contexte particulier (Harding, 2004; Larivée, 2013). Ces approches féministes ont également été mobilisées dans le domaine des études sur les technologies pour montrer comment le design de certains objets (van Oost, 2003) ou encore les catégories utilisées dans les systèmes d'information peuvent aussi être ancrés socialement et refléter des valeurs sociales dominantes (Suchman, 1993). D'une manière similaire, les approches décoloniales ont également critiqué la prétendue neutralité des méthodologies de recherche. Dans Decolonizing Methodologies, Tuhiwai Smith (1999) considère que la recherche scientifique est intimement liée aux excès de la colonisation et représente un processus de justification idéologique de la supériorité de la culture occidentale. Elle écrit par exemple que les récits des anthropologues ont été construits à partir de leurs propres représentations culturelles du genre, de la sexualité, de l'espace et du temps et ont situé les cultures autochtones (indigenous cultures) dans une sorte d'échelle de civilisation où les cultures occidentales se retrouvaient au sommet. Les derniers chapitres du livre Decolonizing Methodologies tracent les contours de ce que serait une recherche réalisée à partir d'une approche et d'un « cadre conceptuel » autochtone au bénéfice des Autochtones plutôt qu'à celui des Occidentaux.

Ma référence principale pour penser ces questions est cependant le texte de Donna Haraway (2007[1988]) sur les savoirs situés. À l'instar de la théorie du point de vue de Harding, Haraway s'oppose dans ce texte à l'idée selon laquelle il serait possible d'être « comme Dieu » et de percevoir la réalité à partir de nulle part, en anglais le « god trick of seeing everything from nowhere » (Haraway, 1988 : 581). Pour cette autrice, la prétendue universalité de la connaissance cache en fait que celle-ci a été produite et, ce qui est sans doute le plus important, qu'elle représente le point de vue des groupes dominants qui peuvent se permettre de se positionner comme universels. Haraway privilégie ainsi des points de vue « subordonnés » (provenant des personnes marginalisées), non pas parce que ces points de vue sont plus purs ou plus près de la vérité, mais parce que ces points de vue sont plus sensibles au caractère situé de la connaissance, et à l'effacement des positionnements dans les prétentions universalisantes d'une certaine science.

Il est cependant important d'insister ici sur le fait qu'Haraway s'oppose autant à la vision totalisante de la science se prétendant voir de nulle part qu'à la vision relativiste tout aussi universalisante affirmant qu'aucune vérité ne vaut : « Le relativisme est une façon d'être nulle part tout en prétendant être partout de la même manière. L'égalité de positionnement est un déni de responsabilité et de questionnement critique » (Haraway, 2007 : 120). Plutôt que de rejeter l'objectivité de la science, c'est une objectivité « incarnée » qu'elle défend, une objectivité qui implique une reconnaissance de son origine et, par conséquent, des limites possibles de sa représentativité. Pour Haraway, c'est une « épistémologie de la localisation, du positionnement et de la situation, où la partialité, et non l'universalité, est la condition pour faire valoir ses prétentions à la construction d'un savoir rationnel (ibid. : 126).

Haraway ne traite pas explicitement de « neutralité » dans ce texte. Ce terme n'y figure pas. Toutefois, il me semble pertinent de penser la neutralité de la manière dont cette autrice a pensé l'objectivité, en proposant une conception de la neutralité, non pas pure, mais plutôt « partielle », c'est-à-dire inscrite dans une épistémologie du positionnement, de l'emplacement et de la situation. J'aimerais pour cela revenir sur les réflexions de Weber sur l'injonction de neutralité en sciences sociales et plus précisément, sur les relectures récentes de ses écrits sur le sujet.

Le savant et le politique : retour sur l'injonction de neutralité chez Weber

Weber est sans doute l'une des références les plus importantes en ce qui concerne l'exigence de neutralité dans la recherche, plus spécifiquement en sociologie, et il m'apparaît donc incontournable d'y revenir dans un texte abordant le sujet. Dans Le savant et le politique, Weber (2001) soutient que les vocations scientifiques et politiques doivent être clairement distinguées, celles-ci étant fondamentalement incompatibles. Tandis que le rôle du politique est de prendre position, celui des scientifiques (en sciences sociales) est d'analyser les structures sociales de façon neutre. Weber écrit que « chaque fois qu'un homme de science fait intervenir son propre jugement de valeur, il n'y a plus de compréhension intégrale des faits » (Weber, 2001 : 72). Il met ainsi de l'avant un principe de neutralité axiologique qui devrait guider la recherche en sciences sociales, soutenant en cela que le ou la chercheuse devrait s'abstenir de prendre position pour parvenir à une compréhension intégrale des faits.

Bien que les thèses de Weber soient souvent reçues comme une injonction universelle à la neutralité, il convient toutefois de nuancer cette lecture. Comme l'ont souligné plusieurs auteurs et autrices (Weber et Kalinowski, 2005; Lee et coll., 2005; Goldenberg et Couture, 2008), il est en effet important de rappeler que Weber lui-même était de son temps fortement engagé politiquement, par exemple en participant à la fondation du Parti démocratique allemand et en publiant régulièrement des textes politiques. Les injonctions de Weber doivent donc être replacées à la fin du 19e siècle, alors qu'il cherchait à se distancier de certains de ses collègues qui défendaient avec vigueur le gouvernement impérial. Kalinowski (Weber et Kalinowski, 2005) souligne d'ailleurs que le terme de « neutralité axiologique » est une traduction insatisfaisante du terme allemand Wertfreiheit, qui renverrait plutôt à l'idée d'une « non-imposition des valeurs ». L'autrice note aussi que la notion de Wertfreiheit avait d'abord été forgée pour s'opposer à certains enseignants (surtout des hommes à cette époque) dont la pédagogie était trop teintée du conservatisme de l'époque et qui se servaient de leur autorité pour diffuser leur propagande (Weber, 2005; Roman, 2006). Ce serait donc fondamentalement à l'abus d'autorité que Weber se serait opposé, comme on le voit dans cet extrait de Le savant et le politique (Weber, 2001 : 19) :

> Il est dit au prophète aussi bien qu'au démagogue : « Va dans la rue et parle en public », ce qui veut dire là où l'on peut te critiquer. Dans un amphithéâtre au contraire on fait face à son auditoire d'une tout autre manière : le professeur y a la parole, mais les étudiants sont condamnés au silence [...] Aussi un professeur est-il inexcusable de profiter de cette situation pour essayer de marquer ses élèves de ses propres conceptions politiques au lieu de leur être utile, comme il en a le devoir, par l'apport de ses connaissances et de son expérience scientifique.

Telle qu'elle est présentée ici, et comme le souligne aussi Corcuff (2011 : par. 21), cette posture de Weber renvoie surtout à une éthique pédagogique, dans ce sens que ce qui semble préoccuper l'auteur, ce sont davantage les enjeux d'abus de pouvoir et d'autorité plutôt que de savoir si la connaissance elle-même peut être vraiment neutre et sans biais. Concernant le travail scientifique proprement dit, Corcuff souligne également que même si Weber semble interdire des « prises de position directes sur ce qui doit valoir », il n'interdit pas complètement aux scientifiques d' « exprimer sous forme de jugements de valeur les idéaux qui les animent » (Weber, 1965a : 133; cité par Corcuff, 2011 : par. 13). Un cas souvent cité est l'exemple d'un enseignant anarchiste dans le domaine du

droit, qui serait plus en mesure d'analyser le droit dans sa société contemporaine étant donné son rapport de rupture avec celle-ci : « situé en dehors des conventions et présuppositions qui paraissent si évidentes à nous autres, peut lui donner l'occasion de découvrir dans les intuitions fondamentales de la théorie courante du droit une problématique qui échappe à tous ceux pour lesquels elles sont par trop évidentes » (Weber, 1965b : 411; cité par Corcuff, 2011 : par. 18).

Cette lecture de la neutralité axiologique de Weber n'implique donc pas la nécessité ou même la possibilité d'être « sans valeurs », mais renvoie plutôt à la nécessité méthodologique d'une certaine prise de distance par rapport à nos propres valeurs et à celles du groupe ou de la société étudiée dans le cadre du travail savant (enseignement ou recherche). Cette nécessaire distanciation (ou neutralité axiologique) m'apparaît encore plus importante lorsque mise en relation avec l'engagement politique ou militant au sein d'un groupe. Corcuff note que l'injonction de neutralité, plutôt que d'être une quête de pureté, se veut davantage un « horizon régulant » invitant la réflexivité sur les composantes éthiques de notre propre travail, et en particulier celles concernant « la tension entre une logique de rigueur de la recherche et les impératifs de l'action militante » (Corcuff, 2011 : par. 32).

Tensions et difficultés d'articulation entre recherche et action militante

Ces tensions et difficultés d'articuler les champs de la recherche et du militantisme ont été explorées dans plusieurs écrits. Skinner, Hackett et Poyntz (2015) remarquent ainsi que les champs universitaire et activiste (ou militant) restent des champs distincts dont les dynamiques propres peuvent faciliter, mais aussi contraindre, la collaboration entre universitaires et activistes. Ils notent par exemple, qu'alors que plusieurs initiatives militantes émergent du milieu académique, la collaboration à plus long terme entre activistes et universitaires s'avère souvent réduite du fait que le contexte actuel incite fortement les universitaires à prioriser les demandes de subventions et la publication dans des revues évaluées par des comités de lecture. Petrick (2015) montre, en se basant sur quelques entrevues réalisées auprès d'universitaires-activistes (activists–researchers), les difficultés en termes de gestion du temps et d'équilibre émotionnel pour gérer les contraintes institutionnelles et académiques des champs militant et universitaire.

En introduction d'une publication sur l'éthique de la recherche « sur et avec les mouvements sociaux », Gillan et Pickerill (2012) explorent aussi les difficultés à articuler recherche et engagement militant. Leur texte montre bien l'importance de reconnaître que de multiples identités se croisent dans la pratique de recherche sur les mouvements sociaux. Le texte soutient également que ce croisement d'identité soulève des enjeux éthiques qui ne peuvent pas être résolus définitivement, mais doivent au contraire être abordés par un effort continuel de réflexivité. Les auteurs et autrices remarquent que beaucoup de recherches sur les mouvements sociaux reconnaissent aujourd'hui le caractère situé de toute connaissance. Néanmoins, ces auteurs et autrices notent que plusieurs de ces recherches se revendiquant d'une approche participative ont tendance à considérer la connaissance ancrée dans la praxis des mouvements sociaux comme étant plus intéressante et plus authentique que celle produite en milieu universitaire. Tout en reconnaissant l'importance des approches participatives et de la connaissance produite par les mouvements sociaux, Gillan et Pickerill (2012) mettent en garde contre une approche trop dogmatique qui hiérarchiserait certaines formes de connaissance comme étant supérieures à d'autres. Il et elle insistent ainsi que la responsabilité des universitaires d'articuler et de promouvoir la valeur de la « connaissance en général » et non pas seulement celle directement utile aux mouvements sociaux.

L'éthique de la réciprocité renvoie à l'idée que les universitaires doivent « redonner à la communauté » en échange de leurs recherches. Gillan et Pickerill (2012) notent que ce principe peut être problématique pour plusieurs raisons, en particulier s'il devient doctrinaire. D'une part, leur texte rappelle que la réciprocité n'élimine pas les problématiques liées à l'objectivation des acteurs et actrices et de leurs pratiques. Ensuite, il peut y avoir un danger que la réciprocité soit pratiquée seulement pour des raisons opportunistes, voire malhonnêtes, par exemple pour avoir accès au mouvement social, plutôt que d'être motivée par un véritable désir de restitution. Gillan et Pickerill soulignent que cette situation devient plus critique encore dans le contexte où l'engagement des universitaires dans le changement social est de plus en plus valorisé, notamment par l'introduction de mesures de « facteur d'impact », comme c'est

le cas en Grande-Bretagne, dans leur lieu de travail. Dans ce contexte, Gillan et Pickerill écrivent (ibid.: 136) que la réciprocité peut devenir davantage un moyen de faire avancer sa carrière qu'un objectif éthique proprement dit[3].

Finalement, une dernière problématique renvoie au fait qu'une valorisation excessive, voire exclusive, de la réciprocité et des approches participatives peut avoir pour conséquence de réduire la diversité des mouvements étudiés. En effet, s'il est assez aisé de justifier une approche participative lorsqu'il s'agit d'étudier des mouvements sociaux avec lesquels nous sommes généralement en accord, cela devient beaucoup plus délicat sur le plan éthique et moral dans le cas de mouvements haineux, racistes ou violents. Or, comme le notent Gillan et Pickerill (2012), il est d'autant plus important de comprendre les pratiques de ces mouvements si l'on est en désaccord avec ceux-ci et l'on souhaite éventuellement s'y opposer. Sur le plan méthodologique de l'observation, une posture de neutralité au moment de réaliser le terrain par exemple pourrait sans doute mieux convenir comme compromis entre accès au terrain et cohérence éthique.

En 2003, le Journal of Philosophy & Geography a publié un long article (Lynn, 2003) sur l'éthique et le militantisme global, qui regroupe plusieurs textes courts issus de précédentes conférences. L'un des textes aborde les relations de pouvoir dans la collaboration entre universitaires et activistes. L'auteur (Routledge, 2003) soutient l'importance de ne pas « essentialiser » les différences entre recherche et militantisme, mais de ne pas non plus les nier. Il insiste plutôt sur la nécessité de développer une « éthique relationnelle » attentive à l'évolution du contexte de recherche et, en particulier, des asymétries entre universitaires et activistes. L'auteur propose le terme de « collaboration critique » pour décrire ces types de collaboration « sensibles » à cette éthique relationnelle. Quatre dilemmes éthiques de ces collaborations critiques sont exposés. Le premier concerne le dilemme entre critique et censure : jusqu'à quel point peut-on être critique tout en continuant de soutenir un mouvement? Dans bien des cas, la censure ne viendra pas du mouvement étudié, mais plutôt de l'universitaire, qui évitera certaines critiques du mouvement. Le deuxième

3. L'une des questions importantes est de savoir à quel point cet engagement social des universitaires est vraiment valorisé ou reste marginal. Ceci mériterait une analyse en elle-même, mais mentionnons ici que les deuxième et troisième objectifs du plan stratégique du Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH, principal organisme de financement des recherches en sciences sociales et humaines au Canada) visent respectivement la création « de recherche et de formation dans le cadre d'initiatives concertées » et l'établissement de « liens entre la recherche en sciences humaines et les Canadiens ». Il semble que le principe de réciprocité est plutôt valorisé par ces objectifs stratégiques.

dilemme éthique aborde la frontière entre la critique et la propagande : comment analyser un mouvement que l'on soutient sans pour autant que cela ne devienne de la propagande pour ce mouvement? Ou inversement, comment critiquer de façon constructive un mouvement, sans que cela ne devienne un outil de propagande pour l'opposition au mouvement? Le troisième dilemme concerne ce que Routledge (2003) décrit comme la frontière entre carriérisme et collaboration sincère avec les mouvements étudiés : comment trouver l'équilibre entre nos exigences en termes d'avancement professionnel et les nécessités du mouvement étudié? Ou encore, entre nos intérêts de recherche personnels et ceux du groupe étudié? Finalement, un quatrième dilemme éthique (un peu moins développé par l'auteur) concerne la question de l'ouverture et de la transparence qui peut ne pas toujours être le meilleur choix, par exemple lorsqu'il s'agit de trouver l'équilibre entre notre militantisme et le fait de représenter une institution académique. Pour l'auteur, il n'y a pas de réponses claires à ces dilemmes et il déplore d'ailleurs, en citant Baviskar (1995), qu'une sensibilité aux relations de pouvoir entre activistes et universitaires conduise souvent à miner les désirs de collaboration plutôt qu'à servir d'opportunité pour développer un regard réflexif sur ces problématiques.

Ces différentes réflexions montrent bien les difficultés inhérentes aux relations entre la recherche et l'engagement militant. Tout en reconnaissant le caractère situé de toute connaissance, il m'apparaît nécessaire de problématiser les enjeux éthiques des relations entre recherche et militantisme et voir comment le principe ou l'injonction de neutralité peut permettre de « réguler » ces relations.

Retour sur mon parcours de militant et de chercheur

Dans cette section, je propose une exploration réflexive de la manière dont l'injonction à la neutralité est toujours restée à l'arrière-plan de ma pratique de recherche. Par l'exposition de l'évolution de ma position entre militantisme et recherche, je voudrais montrer que, loin d'aller de soi, ces positionnements ont toujours soulevé pour moi certaines difficultés. Cette exploration réflexive s'appuie sur la démarche auto-ethnographique, définie par Richardson (2000) comme une forme d'écriture personnalisée et réflexive où les auteurs et autrices racontent des histoires sur leur vie personnelle en les liant à des processus culturels ou, dans mon cas ici, à des processus méthodologiques. Mon approche est de faire ressortir les positionnements et transitions entre ces différentes

identités en montrant comment je perçois aujourd'hui la manière dont l'injonction de neutralité s'est manifestée dans ces positionnements et transitions, notamment par une sensibilité constante aux enjeux éthiques et méthodologiques de mon rapport au terrain[4].

L'idée que je souhaite soutenir ici est que l'injonction de neutralité telle que conceptualisée par Weber – traduction imparfaite de la Wertfreiheit – m'apparaît encore aujourd'hui pertinente, si ce n'est que comme « horizon régulateur » ou principe heuristique d'injonction à la prudence dans notre rapport au terrain. Un point sur lequel je voudrais particulièrement réfléchir concerne l'évolution de mon identité entre militantisme et recherche, depuis une position de militant au sein d'un mouvement social jusqu'à une position de chercheur « sur » le mouvement étudié. Ce questionnement est à la fois éthique et méthodologique, mais aussi identitaire (entre l'identité militante et celle d'universitaire) : comment négocier les positions changeantes entre recherche et militantisme? Quelles sont les possibilités (éthiques, méthodologiques) de produire une analyse scientifique concernant une relation avec un groupe qui n'était pas d'abord construite comme un « terrain »?

Dans les prochaines pages, je présenterai ces différents moments afin d'explorer les rapports entre mes identités de militant et de chercheur. Le premier moment présente une situation où j'étais moi-même pleinement engagé, mais travaillais en tandem avec une chercheuse plus « neutre » dans ses observations. Le deuxième moment concerne mes propres études de maîtrise et de doctorat où j'ai mené mes recherches à l'extérieur du pays dans un souci de rester « neutre » par rapport aux groupes étudiés. Le troisième moment aborde le travail de recherche réalisé en contexte militant, mais que je qualifie de « neutre » face au milieu universitaire. Le quatrième moment, au sein duquel s'inscrit cet article, cherche à assumer et réfléchir plus explicitement à la question de la neutralité dans mes identités de chercheur/militant.

4. J'insiste ici sur le fait que cette réflexion sur la « neutralité » est construite a posteriori et de manière réflexive, comme contribution au présent ouvrage collectif. La neutralité n'apparaît pas explicitement dans mes travaux, sauf pour quelques références. Par exemple, dans mon mémoire de maîtrise, je cite les approches constructivistes sur la technologie qui questionnent « la supposée neutralité de la technologie » (Couture, 2006 : 25). Plus près de la présente réflexion, j'écris dans ma thèse avoir « cherché à conserver une certaine neutralité dans la plupart de mes analyses » (Couture, 2012 : 112), mais sans approfondir davantage les implications et limites de cette posture.

Premier moment. De militant à coordonnateur de recherche : le LabCMO

Mon entrée dans la recherche s'est faite en suivant d'abord une trajectoire d'engagement militant. Après avoir terminé des études en informatique, j'ai œuvré pendant quelques années comme militant bénévole au sein de médias alternatifs et participé à différents projets humanitaires et de coopération internationale. Ayant toujours conservé un pied dans le milieu universitaire (en suivant des cours à l'université chaque année comme auditeur libre, en réalisant des contrats de recherche et en fréquentant la bibliothèque régulièrement, par exemple), j'ai décidé d'entreprendre des études supérieures en sciences sociales et j'ai arrêté mon choix sur la maîtrise en communication à l'UQAM. Au même moment, j'ai accepté de coordonner le Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur (LabCMO) de l'UQAM, alors dirigé par Serge Proulx. Pour atteindre mes objectifs et gérer efficacement mon temps, j'ai tout naturellement décidé d'associer étroitement mes engagements militants – souvent bénévoles – à mon travail de recherche. Plus spécifiquement, j'étais alors actif au sein de l'organisme Koumbit, un hébergeur web sans but lucratif destiné aux groupes communautaires et associations québécoises, qui en était à ses premières heures et avait donc très peu de ressources. Dans l'objectif de revitaliser l'espace du LabCMO et d'offrir un lieu pour les rencontres hebdomadaires, j'ai encouragé l'organisme Koumbit à réaliser la plupart de ses rencontres au sein du Laboratoire. Par ailleurs, plusieurs de mes interventions et implications d'alors se faisaient en priorité avec le chapeau de coordonnateur du LabCMO, ce qui plaçait notre laboratoire de recherche comme un acteur de la scène montréalaise « techno » de cette période (autour de 2004). Ces différentes initiatives ont eu un effet d'entraînement, si bien que, dans les mois qui ont suivi, le LabCMO est devenu un espace reconnu dans les milieux techno et « hackers » de cette période, comme lieu de rencontre et de discussions sur les enjeux « socio-techno-politiques ».

Fortes de ce rapprochement avec les milieux « techno-communautaires », les recherches du LabCMO se sont progressivement tournées vers l'étude des pratiques et des valeurs de ces groupes (Proulx, 2006). Sur le plan méthodologique, nous avions expérimenté une méthodologie inspirée des recherches de Touraine (1993) sur les mouvements sociaux. Il s'agissait d'associer en tandem deux personnes dans un rôle d'observation, l'une occupant une position que nous avions caractérisée de « chaude » d'engagement au sein du groupe étudié, tandis que l'autre occupait une position dite « froide » d'observation plus neutre en regard des délibérations et des décisions des

groupes étudiés (Goldenberg et Couture, 2008). Cette double position permettait un accès aux organismes et une contribution à leur développement, tout en conservant une posture plus neutre d'observation des groupes étudiés[5].

Cette première phase de la recherche continue de m'apparaître intéressante sur le plan méthodologique. Parce qu'il s'agissait d'un travail en tandem plutôt qu'individuel, cela permettait un fort engagement militant, en même temps qu'une réflexion intellectuelle rigoureuse sur cette pratique. Il est toutefois important de mentionner qu'une certaine posture de neutralité par rapport à l'engagement militant restait maintenue dans cette méthodologie. Même si j'étais moi-même pleinement engagé dans l'organisme donné, l'analyse était réalisée en dernière instance par la personne en position dite « froide » et distanciée et donc relativement « neutre » par rapport à l'engagement. Il faut cependant mentionner que ces positions ont ensuite changé : la chercheuse au départ « froide » et devenue au terme de la recherche formelle beaucoup plus engagée au sein du groupe, tandis que j'ai pris mes distances du groupe. Nous avons également noté ailleurs (Goldenberg et Couture, 2007) participer à un rapport de « co-construction » de la connaissance et de l'activité militante, notre laboratoire étant souvent invité dans des activités militantes, et les groupes eux-mêmes participant parfois à nos séminaires (Goldenberg et Couture, 2007). Cependant, il me semblait que même dans ces dynamiques complexes, des positionnements de neutralité – dans le sens wébérien de « non-imposition des valeurs » – étaient maintenus et permettaient à chacun des groupes et chacune des personnes de conserver une certaine autonomie les unes par rapport aux autres.

Second moment. Les études de maîtrise et de doctorat ou l'exil comme neutralité

En continuité de ces travaux au LabCMO, j'envisageais d'approfondir l'étude des groupes de logiciels libres au Québec dans le cadre de mes études de maîtrise et doctorat. Cependant, durant cette période, j'étais encore fortement engagé

5. Encore une fois, mon objectif n'est pas de défendre ici une pureté de la neutralité, mais plutôt de montrer comment l'injonction (ou le désir) de neutralité m'a animé dans ces recherches. Dans ce cas-ci, je ne prétends pas que mes observations (ou mes entrevues) aient été « totalement neutres », mais je montre plutôt comment j'ai cherché à adopter une posture de neutralité, évidemment imparfaite, par rapport aux groupes étudiés.

dans ces groupes, notamment en assumant des positions de responsabilité en leur sein, ce qui m'a parfois entraîné dans des conflits organisationnels et, par conséquent, dans des rapports mitigés avec certaines personnes. Ces moments de conflit m'apparaissent a posteriori comme normaux dans la vie d'une organisation, mais ils me semblaient insoutenables à ce moment de faire une recherche sur ces groupes avec lesquels j'avais une relation très passionnée et dont mon objectif était d'en influencer l'orientation (plutôt qu'essayer de maintenir une neutralité). J'ai plutôt opté pour des terrains complètement différents de ceux de mon militantisme, afin de résoudre le dilemme éthique entre engagement militant et neutralité. Alors que mon terrain de maîtrise s'est déroulé en Argentine, celui de mon doctorat s'est déroulé en France, dans les deux cas auprès des actrices et acteurs locaux de logiciels libres. Sans cacher mon parti pris pour les logiciels libres ni mon engagement militant sur ce sujet au Québec, ce ne sont pas des éléments que j'ai particulièrement mis de l'avant lors de mes observations et de mes entrevues. D'une certaine manière, j'ai maintenu durant ces années une distinction claire entre la figure du militant engagé et souhaitant faire avancer ses valeurs et ses visions sociales, et celle du chercheur, animé par l'injonction de neutralité par rapport au terrain étudié, et conservant une certaine retenue dans l'imposition de ses valeurs, au sens de la Wertfreheit de Weber. C'est donc dans ce sens que je caractérise cette période de mon parcours de chercheur d'« exil comme neutralité », dans le sens où j'ai choisi de m'exiler de mon militantisme politique d'origine pour garder une certaine distance dans mes recherches.

Troisième moment. La poursuite du militantisme et la « recherche militante »

Parallèlement à mes recherches universitaires, que je qualifierais de « neutres et distantes » sur le plan méthodologique, j'ai toujours poursuivi mon engagement militant au Québec et au niveau mondial. Cet engagement s'est notamment exprimé dans des activités d'organisation de projets ou d'engagement dans des organismes de la société civile. Mais il s'est aussi exprimé par la réalisation de différentes publications et recherches conduites à partir du point de vue militant. Certaines de ces publications tenaient surtout d'une forme journalistique, mais d'autres étaient plus substantielles. En 2013, j'ai par exemple publié une note de recherche avec l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), un think tank de gauche au Québec. Cette publication d'une dizaine de pages soutenait la nécessité pour le gouvernement du Québec

d'adopter les logiciels libres de manière plus rigoureuse. L'année suivante, j'ai aussi co-publié, avec l'organisation montréalaise Alternatives, un chapitre étoffé sur la surveillance au Canada dans la revue annuelle Global Information Society Watch, dirigée par l'organisation internationale Association pour le progrès de la communication.

Ces deux contributions sont à mon sens les plus significatives que j'ai réalisées à titre de « chercheur-militant », parce qu'elles m'ont permis d'approfondir mes habiletés analytiques et de recherche au service du militantisme. De plus, étant donné l'approche de l'IRIS, qui consiste à accompagner chacune de ses publications d'une stratégie de communication assez énergique dans les médias, ma contribution à l'IRIS m'a permis d'obtenir une certaine visibilité médiatique que je n'obtiens généralement pas dans la plupart de mes travaux universitaires. Un problème majeur de ces publications « chercheuses-militantes » est qu'elles ne se font pas dans un contexte universitaire, qu'elles ne sont pas évaluées par des comités de lecture, et qu'elles restent donc très peu reconnues dans le monde universitaire, même si elles ont souvent un impact médiatique, voire social, important.

Loin d'être « neutres », ces projets étaient au contraire très engagés et visaient à contribuer, de manière générale, à l'avancement d'un projet ou de valeurs politiques. Il faut toutefois noter que, pour reprendre les termes de Gillan et Pickerill (2012) cités plus tôt, si ces recherches ont été réalisées « avec » les mouvements, elles ne portaient toutefois pas « sur » ces mouvements, contrairement aux recherches que j'avais poursuivies jusque-là dans le cadre universitaire. L'injonction de neutralité m'apparaissait moins forte à ce moment-là, parce que mon étude ne portait pas « sur » les groupes au sein desquels j'étais engagé politiquement et avec lesquels je menais des recherches. Toutefois, je continuais de maintenir une posture de neutralité, mais par rapport à une autre dimension : celui de la recherche « sur » le groupe – avec la part d'objectivation et de critique que cela implique – et qu'il me semble difficile de maintenir.

Quatrième moment : négociation d'une posture de recherche « sur et avec » l'action militante

Dans la période plus récente (depuis 2013 environ), j'ai cherché à articuler et à assumer plus explicitement mes identités de chercheur/militant dans des activités de recherche « sur et avec les mouvements sociaux », pour employer

les mots de Gillan et Pickerill (2012). En particulier, cette posture s'est exprimée par mon engagement au sein du Forum mondial des médias libres (FMML), l'un des forums thématiques liés aux processus des Forums sociaux mondiaux. Les Forums sociaux mondiaux sont des événements qui réunissent chaque année des représentants et représentantes des mouvements sociaux et organisations de la société civile à travers le monde. Depuis 2001, une douzaine de forums sociaux mondiaux et de nombreux autres événements régionaux ou locaux se sont tenus, rassemblant au-delà d'une centaine de milliers de personnes. En ce qui me concerne, je contribue à ces initiatives depuis au moins 2003 (soit avant mon entrée dans le milieu de la recherche universitaire), d'abord comme simple participant, puis comme organisateur de certains axes thématiques. Plus spécifiquement, je suis engagé depuis 2014 dans l'organisation du Forum mondial des médias libres (FMLL) qui s'intéresse aux enjeux liés aux médias alternatifs, à la communication, à l'Internet et plus récemment, aux rôles des hackers et des logiciels libres dans ces enjeux. Ces engagements sont encore une fois fortement liés à mes intérêts de recherche sur les logiciels libres et sur la sociologie des technologies, mais n'ont en général pas conduit directement à des publications scientifiques, à l'exception d'un chapitre de livre auquel j'ai contribué (Juris et coll., 2013).

Un aspect particulier de cette période est que, bien que mon engagement dans ces initiatives ait été foncièrement militant – en s'articulant surtout autour du travail d'organisation –, mon « statut » était lui pleinement ancré dans le milieu de la recherche universitaire. J'étais à cette période en stage postdoctoral et j'occupais un bureau dans un centre de recherche de l'Université McGill travaillant sur les questions de médias, technologies et démocratie (Media@McGill). Bien que n'ayant pas une position d'autorité ou de responsabilité au sein du centre, j'ai pu mobiliser quelques collègues pour s'engager dans ce projet, ainsi que la direction du centre, pour obtenir un appui institutionnel et financier. De plus, en 2016, nous avons obtenu une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) pour appuyer le FMML. Ces différentes situations contribuent donc à brouiller encore davantage la frontière entre militantisme et recherche. Même si je me présente continuellement comme « chercheur » dans le cadre de ces activités, mon rôle est de fait beaucoup plus de l'ordre de l'organisateur militant – bien que mon regard académique soit toujours présent. Ensuite, bien que le projet ait conduit à plusieurs contributions intellectuelles (conférences, publications), celles-ci sont davantage ancrées dans la culture militante et des organismes de la société civile et n'impliquent pas, la plupart du temps, des normes d'écriture et

d'évaluation aussi rigoureuses (conséquemment, ces contributions sont souvent moins reconnues dans un dossier universitaire). S'agit-il alors encore d'un travail de recherche? Sinon, comment passer d'un engagement militant nourrissant grandement ma démarche intellectuelle à une production plus formellement scientifique?

Injonction de neutralité, dans la recherche et dans l'engagement militant

Quelle a été au juste la place de l'injonction de neutralité dans mon parcours? Je crois que l'injonction de neutralité s'est exprimée dans ma pratique de recherche par le degré de précaution que je prends face à mon engagement militant ou à ma critique scientifique. On pourra me dire qu'il s'agit là d'un relent d'une éducation scientifique positiviste, une sorte de sentiment de culpabilité. C'est sans doute possible, mais je reste néanmoins sur l'impression que Weber saisissait quelque chose d'essentiel dans ses réflexions sur les rapports entre le travail du scientifique et celui du politique. J'aimerais en particulier soutenir ici que tout positionnement implique toujours une certaine forme de « neutralité », dans le sens wébérien d'un certain degré de retenue dans l'imposition ou dans la mise de l'avant de ses valeurs. Ainsi, il m'apparaît beaucoup plus facile d'étudier un groupe, avec ce que cela implique d'objectivation et de critique, si l'on reste « neutre » dans ses engagements au sein de celui-ci, et en particulier en ce qui concerne les prises de décisions. À l'inverse, il me semble beaucoup plus facile d'être engagé dans un groupe, c'est-à-dire d'assumer des responsabilités et de participer à ses décisions, en « neutralisant » une perspective objectivante ou trop critique. Le tableau suivant résume les quatre rapports à la neutralité que j'ai expérimentée dans les moments de mon parcours de recherche et de militantisme présentés plus haut.

Postures de neutralité dans la recherche et l'engagement militant

Position	**Description**	**Posture de neutralité**
Tandem « position froide » et « position chaude »	*1er moment : une personne est pleinement engagée, l'autre est observatrice*	*Une personne reste neutre par rapport à l'engagement militant, l'autre reste neutre par rapport à l'objectivation et à la critique*
Distancée et neutre	*2e moment : observation du groupe militant, sans y être engagé*	*Neutre par rapport à l'engagement militant*
Recherche militante/ engagée	*3e moment : réalisation des recherches et/ou des publications dans une orientation et depuis un contexte militant*	*Neutre par rapport à l'objectivation et à la critique du groupe*
Recherche « sur et avec » le ou les groupes militants	*4e moment : le chercheur participe activement au groupe à tous les niveaux, ce qui alimente les réflexions de recherche*	*Postures de neutralité partielles et mouvantes*

La question de la neutralité dans les rapports d'engagement et de critique se pose particulièrement dans des situations où l'on assume une position de responsabilité au sein d'une organisation, avec tout ce que cela peut impliquer de conflit. Sur le plan épistémologique et méthodologique, quelle est la valeur de la connaissance produite dans un groupe au sein duquel on est intensément impliqué, au point de presque s'étudier soi-même? Sur le plan de l'éthique de la recherche, est-il acceptable d'étudier un groupe au sein duquel on cherche activement sinon à imposer ses valeurs, du moins à les faire avancer, ce qu'implique dans bien des cas l'action politique militante (à moins bien sûr de neutraliser certaines dimensions de son action militante)?

La méthodologie développée au sein du LabCMO permettait d'une certaine façon de contourner ces problématiques. En associant deux individus qui tenaient respectivement l'engagement militant et l'« observation scientifique », l'approche permettait de contenir la dimension politique et potentiellement conflictuelle chez la « personne engagée », tandis que l'autre pouvait tenir une posture plus neutre par rapport à l'activité militante. Toutefois, cette approche devient évidemment plus difficile dans le cadre d'un travail individuel, comme c'est le cas pour un mémoire de maîtrise et une thèse de doctorat.

Cette distinction entre engagement militant et recherche scientifique est cependant problématique, en premier lieu car mon engagement militant a toujours été un fort stimulant intellectuel qui alimente, quoique de façon informelle, mes différentes analyses de recherche (de même que mon enseignement). Une question centrale est alors de savoir comment reconnaître cet apport militant « non formel » dans le cadre de nos recherches et de nos publications. La question se pose particulièrement dans le contexte actuel où « la recherche sur les humains » doit être accompagnée d'évaluations éthiques qui, bien que nécessaires, peuvent réduire la spontanéité des transitions entre militantisme et recherche. Elle se pose également dans le contexte problématique de l'université néolibérale où la publication d'articles évalués à l'aveugle devient de plus en plus la seule contribution intellectuelle véritablement reconnue.

Une neutralité « partielle », entre distanciation et engagement

J'ai tenté dans ce texte d'explorer comment l'injonction de neutralité a influencé ma pratique de recherche et mon action militante. Bien que cette démarche m'apparaisse productive pour contribuer à un ouvrage abordant la question de la neutralité, elle implique peut-être de tordre un peu trop le concept en question. Dans ce sens, il serait sans doute pertinent de recourir à d'autres concepts que celui de la neutralité pour saisir les enjeux qui sont l'objet de cette réflexion. Par exemple, dans un article sur le rôle de l'intellectuel-le engagé-e, Michel Callon (1999) propose de mobiliser les notions d'attachement et de détachement pour décrire le travail de l'universitaire qui consiste à choisir de « s'attacher » à une problématique ou à un groupe social. L'attachement implique de construire avec ces groupes (directement ou indirectement) la théorie de leurs pratiques, puis de s'en détacher une fois le travail terminé. Évidemment, ceci suppose un rapport avant tout universitaire avec les groupes étudiés, et s'applique plus difficilement si l'on est « attaché » au groupe avant de mener une recherche « sur » celui-ci, et qu'on ne souhaite pas nécessairement s'en détacher une fois la recherche terminée.

Corcuff (2011), que j'ai déjà cité, propose de penser le rapport au terrain dans les termes d'une dialectique de l'engagement et de la distanciation, qui s'appuierait sur une « inquiétude éthique » concernant les effets négatifs du militantisme sur la recherche et inversement de la recherche sur le militantisme. La neutralité au sens de « non-imposition des valeurs », en tant qu'elle se manifeste comme une dialectique de l'engagement et de la distanciation, viserait

avant tout à préserver une certaine autonomie de la recherche scientifique et j'ajouterais, une certaine efficacité de l'action politique. Plutôt qu'une purification finale des concepts de neutralité ou de « non-neutralité », c'est donc plutôt l'idée d'une « neutralité partielle », imparfaite, relationnelle et ancrée des positions mouvantes et changeantes que je souhaitais explorer dans ce texte.

Remerciements

J'aimerais remercier les deux personnes qui ont évalué cet article et m'ont donné des commentaires très riches contribuant à approfondir ma réflexion sur le sujet. Merci également à Geneviève Szczepanik pour les révisions linguistiques de ce texte et nos discussions sur ce sujet. Les différentes recherches mentionnées dans ce chapitre ont bénéficié de divers financements du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et du Fonds de recherche du Québec, Société et culture (FRQSC).

Références

Baviskar, Amita. 1995. In the Belly of the River: Tribal Conflicts over Development in the Narmada Valley. Delhi, New York : Oxford University Press.

Callon, Michel. 1999. « Ni intellectuel engagé ni intellectuel dégagé : la double stratégie de l'attachement et du détachement ». Sociologie du Travail 41 (1) : 65-78. doi:10.1016/S0038-0296 (99) 80005-3.

Corcuff, Philippe. 2011. « Le savant et le politique ». SociologieS. https://journals.openedition.org/sociologies/3533

Couture, Stéphane. 2006. « Logiciel libre, activité technique et engagement politique : la construction du projet GNU en Argentine ». Mémoire de maîtrise. Montréal : Université du Québec à Montréal.

Couture, Stéphane. 2012. « Le code source comme artefact dans les reconfigurations d'Internet ». Thèse de doctorat. Montréal : Université du Québec à Montréal.

Couture, Stéphane. 2017. « *Activist Scholarship: The Complicated Entanglements of Activism and Research Work* ». *Canadian Journal of Communication* 42 (1) : 143-147. *http://cjc-online.ca/index.php/journal/article/view/3107*.

Gillan, Kevin et Jenny Pickerill. 2012. « *The Difficult and Hopeful Ethics of Research on, and with, Social Movements* ». *Social Movement Studies* 11 (2) : 133_143. *doi* : 10.1080/14742837.2012.664890.

Goldenberg, Anne, et Stéphane Couture. 2008. « *La circulation des savoirs entre chercheurs et acteurs communautaires* ». *Dans L'action communautaire à l'ère du numérique. Sous la direction de Serge Proulx, Stéphane Couture et Julien Rueff, p. 201–221. Montréal : Presses de l'Université du Québec.*

Haraway, Donna. 1988. « *Situated Knowledge : The Science Question in Feminism as a Site of Discourse on the Privilege of Partial Perspective* ». *Feminist Studies* 14 (3) : 575-599.

Haraway, Donna. 2007[1988]. « *Savoirs situés : question de la science dans le féminisme et privilège de la perspective partielle* ». *Traduit par Denis Petit en collaboration avec Nathalie Magnan. Dans Manifeste cyborg et autres essais : Sciences – Fictions – Féminismes. Sous la direction de Laurence Allard, Delphine Gardey et Nathalie Magnan, p. 107–145. Paris : Exils éditeurs.*

Harding. Sandra (dir.). 2004. The Feminist Standpoint Theory Reader. New York et Londres : Routledge.

Juris, Jeffrey, Giusepe Caruso, Stéphane Couture et Lorenzo Mosca. 2013. « *The Cultural Politics of Free Software and Technology within the Social Forum Process* ». *Dans Insurgent Encounters : Transnational Activism, Ethnography, and the Political. Sous la direction de Jeffrey Juris et Alex Khasnabish, p. 342-365. Durham : Duke University Press.*

Lee, Richard E., William J. Martin, Heinz R. Sonntag, Peter J. Taylor, Immanuel Wallerstein et Michael Wieviorka. 2005. « *Sciences sociales et politique sociale : les dilemmes nationaux* ». *Dans Sciences sociales et politique sociale : des dilemmes nationaux aux opportunités mondiales. MOST/ UNESCO, 31 p. http://digital-library.unesco.org/shs/most/gsdl/collect/most/index/assoc/ HASH7c9f.dir/doc.pdf*

Larivée, Christian. 2013 « *Le standpoint theory : en faveur d'une nouvelle méthode épistémologique* ». *Ithaque* (13) : 127-149.

Lynn, William S. 2003. « *Act of Ethics: A Special Section on Ethics and Global Activism* ». *Ethics, Place & Environment* 6 (1) : 43_78. *doi* : 10.1080/13668790303540.

Petrick, Kamilla. 2015. « *Fast times in hallowed halls: Making time for activism in a culture of speed* ». *Studies in Social Justice* 9 (1) : 70-85.

Piron, Florence, Brière, Laurence et Lieutenant-Gosselin, Mélissa. 2017. « *Appel à communications* ». *Colloque Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre?, 85e Congrès de l'ACFAS, Université McGill, 10-12 mai 2017.*

Proulx, Serge. 2006. « *Les militants du code : la construction d'une culture technique alternative* ». *DansLe logiciel libre en tant que modèle d'innovation sociotechnique. Pratiques de développement et de coopération dans les communautés. Montréal : Association canadienne pour l'avancement du savoir* (ACFAS).
http://psaume.infini.fr/IMG/pdf/les_militants_du_code_SProulx.pdf

Richardson, Laure. 2005. « *Writing: A Method of Inquiry* ». *Dans The Sage handbook of qualitative research. Sous la direction de Norman K. Denzin et Yvonna S. Lincoln, 959-978. Thousand Oaks : Sage Publications.*

Roman, Philippe. 2006.« *Compte rendu de Max Weber, Isabelle Kalinowski, La science, profession et vocation. Suivi de « Leçons wébériennes sur la science & la propagande »*». *Lectures.*
https://lectures.revues.org/303

Routledge, Paul. 2003. « *River of resistance : critical collaboration and the dilemmas of power and ethics* ». *Ethics, Place & Environment* 6 (1) : 66–73.
https://www.researchgate.net/publication/40705755_River_of_Resistance_Critical_Collaboration_and_the_Dilemmas_of_Power_and_Ethics

Skinner, David, Robert Hackett et Stuart R. Poyntz. 2015. « *Media activism and the academy, three cases: media democracy day, open media, and newswatch Canada.* » *Studies in Social Justice* 9 (1) : 86-101.

Suchman, Lucy. 1993. « *Do categories have politics? the language/action perspective reconsidered* ». *Dans Proceedings of the third conference on European Conference on Computer-Supported Cooperative Work, 1_14. Milan : Kluwer Academic Publishers.*
http://portal.acm.org/citation.cfm?id=1241935.

Touraine, Alain. 1993. *La voix et le regard. Paris : Seuil.*

Tuhiwai Smith, Linda. 1999. Decolonizing methodologies: research and indigenous peoples. New York, London : Zed books.

van Oost, Ellen. 2003. « Materialized gender: how shavers configure the users' femininity and masculinity ». Dans How Users Matter : The Co-Construction of Users and Technology. Sous la direction de Nelly Oudshoorn et Trevor Pinch, p. 193–208. Cambridge : The MIT Press.

Weber, Max. 1965a[1904]. « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales ». Dans Essais sur la théorie de la science. Traduit par Julien Freund, p. 117-213. Paris : Éditions Plon.

Weber, Max. 1965b[1917]. « Essai sur le sens de la "neutralité axiologique" dans les sciences sociologiques et économiques ». Dans Essais sur la théorie de la science. Traduit par Julien Freund, p. 399-477. Paris : Éditions Plon.

Weber, Max. 2001[1919]. Le savant et le politique. Paris : Éditions Plon. En ligne sur Les Classiques des sciences sociales. http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant_politique/Le_savant_et_le_politique.pdf

Weber, Max (traduit par Isabelle Kalinowski). 2005. La science, profession et vocation : Suivi de « Leçons wébériennes sur la science et la propagande ». Marseille : Agone.

Pour citer :

Couture, Stéphane. 2019. « Réguler les rapports entre recherche scientifique et action militante. Retour sur un parcours personnel ». In Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre? Sous la direction de Laurence Brière, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron, chapitre 21, pp. 475-498. Québec : Éditions science et bien commun.

Les auteurs et les autrices

Giulia Anichini

Docteure en anthropologie sociale et ethnologie (EHESS) et chercheuse postdoctorale à la Fondation Fyssen, Giulia Anichini est chercheuse correspondante au Centre Norbert Elias (UMR 8562). Son travail porte sur les pratiques cartographiques dans la recherche en neurosciences et en particulier sur l'utilisation d'images IRM dans l'étude du cerveau.

Courriel : giulia.anichini@ehess.fr/giulia.anichini1@gmail.com

Donato Bergandi

Donato Bergandi est professeur au Muséum national d'histoire naturelle (Paris). Son premier intérêt épistémologique a concerné le débat holisme-réductionnisme dans la méthodologie scientifique. Successivement, il a focalisé son analyse sur les retombées expérimentales de ce débat en écologie (écologie écosystémique, écologie du paysage et écologie globale), travail qu'il a poursuivi à la Florida State University en prenant en compte également les processus évolutifs et l'éthique environnementale. Actuellement, ses activités de recherche se situent entre la philosophie de l'écologie, la philosophie de la biologie, l'éthique de l'environnement et l'écologie politique. En plus du débat transdisciplinaire holisme-réductionnisme dans les sciences de la vie, il a ouvert ses sujets d'étude aux problématiques de la conservation de la biodiversité et de l'influence de la pensée scientifique écologique sur l'éthique environnementale et le développement durable.

Courriel : donato.bergandi@mnhn.fr

Robin Birgé

Chercheur postdoctorant à l'Université de Montpellier (Lirdef) et au sein du laboratoire Hyperthèses, le travail de Robin Birgé est marqué par son intérêt pour l'éthique de la discussion. Après des études en écologie, il s'est formé aux études de sciences par le biais de l'analyse critique de discussions (autrement appelées controverses) portant sur la biologisation du social ou encore sur

l'affaire Sokal. En thèse (Université de Montpellier – Lirdef/OSU-OREME, CNRS), il s'est intéressé à une histoire qui finit mal : La tragédie de l'expert, ou « Langagement en science-friction » comme réponse à la déconstruction de l'autoritarisme et du relativisme de l'expertise scientifique par la sociologie dramaturgique. Il propose, par la mise en scène d'expertises et par la définition d'une discipline singulière – la sociologie dramaturgique – une pratique de recherche radicalement constructiviste et engagée.

Courriel : robin.birge@hypertheses.org

Marie-Laurence Bordeleau-Payer

Marie-Laurence Bordeleau-Payer est sociologue et chercheuse postdoctorale à la Division de psychiatrie sociale et transculturelle de l'Université McGill. Ses recherches actuelles portent sur le phénomène de la transmission transgénérationnelle des traumatismes.

Courriel : marie.bordeleau@videotron.ca

Laurence Brière

Laurence Brière est chercheuse postdoctorale au département d'information et de communication de l'Université Laval et professeure associée au Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) de l'Université du Québec à Montréal. Elle s'intéresse à la diversité des rapports que les personnes et les communautés entretiennent avec le territoire, le milieu de vie et l'Autre qu'humain, de même qu'à la pluralité des savoirs qu'une telle diversité engendre. L'autrice mène actuellement des travaux de recherche-action portant sur les approches, les enjeux et les défis de la coformation intersectorielle pour l'action collective sur la question énergétique.

Courriel : briere.laurence@uqam.ca

Sarah Calba

Sarah Calba est chercheur[1] *au sein du laboratoire Hyperthèses. Sa discipline – l'éristique ou l'art de la dispute – lui permet de confronter les discours d'auteurs dont les sujets, objets et méthodes de recherche (spécialisée) les maintiennent habituellement à distance.*

Dans sa thèse intitulée « Pourquoi sauver Willy? », elle critique par le biais d'une analyse épistémologique et esthétique de discours scientifiques (notamment en écologie) la manière dont certains chercheurs tendent à se déresponsabiliser quant aux connaissances qu'ils produisent, à travers des principes de neutralité et d'essentialité. En réponse, elle défend l'intérêt d'une recherche qui affirme l'intentionnalité et l'artificialité de ses propositions (ce qui les donne justement à voir comme discutables).

Depuis, c'est par l'analyse critique de productions culturelles variées (que l'on dirait scientifiques, philosophiques, politiques, artistiques, etc., universitaires ou non), par leur mise en scène et en dialogue qu'elle entend interroger les manières de faire et de penser habituelles jugées problématiques (notamment celles visant à séparer la théorie et la pratique, le discours et l'action, le fond et la forme, les fins et les moyens, les faits et les valeurs, etc.) afin d'y apporter une réponse singulière visant leur transformation, et ce avec la volonté de susciter en retour la critique.

Courriel : sarah.calba@hypertheses.org

Maryvonne Charmillot

Maryvonne Charmillot est docteure en sciences de l'éducation (orientation socio-anthropologique). Elle travaille comme maîtresse d'enseignement et de recherche à l'Université de Genève (FAPSE). Ses domaines de spécialisation sont les suivants : épistémologie et méthodologie de l'éducation et de la formation, éducation à la santé, expérience de la maladie. Ses travaux soutiennent l'accès libre et universel aux productions scientifiques.

Courriel : maryvonne.charmillot@unige.ch

1. L'explication de la forme masculine de ce mot est expliquée dans son chapitre.

Stéphane Couture

Stéphane Couture est professeur adjoint au sein du programme de communications du Collège Glendon à l'Université York (Toronto). Il est également membre du Laboratoire sur la communication et le numérique (LabCMO). Ses intérêts d'enseignement et de recherche portent sur les aspects sociaux et politiques des médias numériques et de l'Internet. Il a réalisé plusieurs recherches sur les sujets des logiciels libres, des médias alternatifs et de la politisation des enjeux technologiques. Il est également engagé dans différents projets se situant à l'intersection des milieux associatifs et universitaires.

Site web : http://stephanecouture.info
Courriel : scouture@yorku.ca

Cécile Dubernet

Cécile Dubernet est enseignante-chercheuse à la Faculté des sciences sociales et économiques de l'Institut catholique de Paris. Spécialisée dans l'étude des migrations forcées, elle travaille également depuis plusieurs années sur les modes d'intervention civils non-armés dans les zones de conflit. Elle est membre du Comité français pour l'intervention civile de paix et de la Commission Justice et Paix France.

Courriel : c.dubernet@icp.fr

Mélodie Faury

Mélodie Faury est docteure en sciences de l'information et de la communication dans le champ des études des sciences. Elle fut responsable de 2012 à 2018 de la Maison pour la science en Alsace, un organisme visant à rapprocher les enseignant-e-s des scientifiques pour transformer l'enseignement des sciences. En tant que professeure agrégée des universités, elle enseigne les sciences-sociétés et les sciences ouvertes à l'Université de Strasbourg. Elle travaille sur les pratiques de communication dans les pratiques de recherche, la réflexivité et les expérimentations épistémologiques.

Courriel : faurymelodie@gmail.com

Raquel Fernandez-Iglesias

Raquel Fernandez-Iglesias est docteure en sciences de l'éducation de l'Université de Genève, où elle a été collaboratrice scientifique et assistante à l'enseignement et à la recherche. Ses travaux de recherche portent sur la problématisation de l'expérience des actrices sociales et des acteurs sociaux et plus concrètement, sur le processus de construction de sens qui la traverse. L'éducation inclusive, les pratiques d'intégration scolaire, l'expérience migratoire, la construction identitaire et les dispositifs d'enseignement et de formation sont au centre de ses intérêts premiers. Enseignante spécialisée, elle accompagne actuellement des jeunes présentant des besoins éducatifs particuliers dans la construction d'un projet de formation et d'intégration professionnelle.

Courriel: raquel.iglesifer@gmail.com

Éric George

Titulaire d'un doctorat en communication de l'UQAM et d'un doctorat en sciences de l'information et de la communication de l'École Normale Supérieure de Paris obtenus en 2001, Éric George est professeur titulaire à l'École des médias (Faculté de communication) à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est également directeur du Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS) et, entre autres, membre du Collège des nouveaux chercheurs et créateurs de la Société royale du Canada. Il s'intéresse aux rapports entre communication, capitalisme et démocratie. Il est l'auteur de plus de 80 textes (articles, chapitres de livres et actes de colloques) avec révision par les pairs et responsable ou coresponsable de l'édition d'ouvrages dont Pluralisme de l'information et concentration des médias à l'ère numérique paru en 2015 aux Presses de l'Université Laval et Critique, sciences sociales et communication paru en 2014 aux éditions Mare et Martin.

Courriel : george.eric@uqam.ca

Mathieu Guillermin

Docteur en physique et en philosophie, Mathieu Guillermin est maître de conférences à l'Université catholique de Lyon, membre du Groupe d'épistémologie et d'éthique des sciences et des technologies du Laboratoire de biologie générale. Au sein de cette équipe, il explore notamment les articulations

entre démarche éthique, recherche scientifique et développement technologique. Le cœur de son travail de recherche et d'enseignement porte sur les questions philosophiques et éthiques soulevées par les nouvelles technologies numériques (big data, intelligence artificielle, robots, etc.).

Courriel: mguillermin@univ-catholyon.fr

Samir Hachani

Samir Hachani est enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la documentation à l'Université d'Alger 2. Il est spécialiste de l'évaluation ouverte par les pairs.

Courriel : sam_hac1@yahoo.fr

Lena A. Hübner

Lena A. Hübner est étudiante au doctorat en communication à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Après son B.A. en Études francophones (concentration média) à l'Université Albert-Ludwig à Freiburg (2012) et des expériences de travail en relations publiques, elle choisit une carrière universitaire. Depuis son mémoire de maîtrise (UQAM, 2014), elle étudie la communication politique sur les réseaux socionumériques. Elle est notamment l'autrice du chapitre « Exploring Real-time Voter Targeting Strategies on Social Media » publié dans Temps et Temporalités du Web, livre collectif dirigé par Valérie Schafer (Presses de Paris Nanterre, 2018). En dehors de ses études, elle est coordonnatrice des activités scientifiques du Centre de recherche interuniversitaire CRICIS (Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société) et chargée de cours à l'École des médias de l'UQAM.

Courriel : hubner.lena_alexandra@courrier.uqam.ca

Oumar Kane

Oumar Kane est professeur titulaire au Département de communication sociale et publique de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Il est notamment membre du Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS) et du Groupe d'études et de recherches sur

la communication internationale et interculturelle (GERACII) *à l'*UQÀM. *En tant que théoricien de la communication, ses intérêts de recherche touchent entre autres à l'épistémologie de la communication, à la communication internationale, aux politiques et réglementations des communications et à la communication environnementale.*

Courriel : kane.oumar@uqam.ca

Pascal Lapointe

Pascal Lapointe est journaliste scientifique depuis 25 ans et rédacteur en chef de l'Agence Science-Presse. Il a publié quelques livres sur le journalisme à l'heure d'Internet et la vulgarisation scientifique, et est chargé de cours à l'Université de Montréal.

Courriel : pascal@sciencepresse.qc.ca

Twitter: @paslap

Sklaerenn Le Gallo

Étudiante au doctorat en communication de l'Université du Québec à Montréal sous la direction d'Oumar Kane, Sklaerenn Le Gallo s'intéresse au réinvestissement discursif de la démocratie dans le discours de Marine Le Pen en questionnant notamment la place accordée aux « invisibles » dans le modèle de représentation politique mis de l'avant par la cheffe du Front national. Ses intérêts de recherche portent, plus généralement, sur les épistémologies critiques en communication interculturelle, sur l'articulation entre les études de genre et les questions sociales – notamment en ce qui a trait aux rapports de normes, de pouvoir et de subjectivité – ainsi que sur les problématiques liées au vécu biographique des personnes LGBTIQ+ en situation de migration forcée.

Courriel: sklaerenn.lg@gmail.com

Mélissa Lieutenant-Gosselin

Mélissa Lieutenant-Gosselin est doctorante en communication publique à l'Université Laval. Elle s'intéresse aux relations sciences-sociétés, plus

particulièrement aux questions relatives à la démocratisation des sciences. Elle a également un passé de biologiste (maîtrise en évolution, formation et travail en écologie, écotoxicologie et écologie moléculaire).

Courriel : melissa.lieutenant-gosselin.1@ulaval.ca

Milouda Medjahed

Titulaire d'une maîtrise en langues et cultures étrangères de l'Université de Lille 3 (2010), d'un DESS en traduction de l'Université de Montréal (2013), et d'une maîtrise en traduction de l'Université de Montréal (2015), Medjahed Milouda poursuit actuellement sa troisième année de doctorat en traduction (option traductologie) au Département de linguistique et traduction, Faculté des arts et des sciences, Université de Montréal. Elle s'intéresse particulièrement à l'histoire de la traduction, au phénomène de la retraduction, aux traductions coloniales et (post)coloniales, avec un intérêt particulier pour les théories et les pratiques de la traduction. Son projet de thèse porte sur les (re)traductions françaises de l'œuvre Le Livre des Exemples d'Ibn Khaldoun.

Courriel : milouda.medjahed@umontreal.ca

Grégoire Molinatti

Après une formation initiale en biologie (Master de biologie moléculaire et cellulaire de l'École Normale Supérieure de Lyon, Diplôme d'Étude Approfondie en Physiologie Mention Neurosciences à l'Université Claude Bernard de Lyon, Agrégation externe de sciences de la Vie et de la Terre), Grégoire Molinatti s'est orienté vers les sciences humaines et sociales. Il a soutenu en 2007 au Muséum National d'Histoire naturelle (mention Muséologie sciences, sociétés), une thèse sur la médiation de questions bioéthiques (utilisations des cellules souches embryonnaires humaines). Maître de conférence en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Montpellier à partir de 2009, et depuis 2016 à l'Université de la Réunion, et chercheur associé au Centre Norbert Elias (EHESS, CNRS, Université Aix Marseille), ses principaux thèmes de recherche concernent la communication des chercheurs autour des controverses sciences/sociétés (santé et environnement) et leur publicisation (en particulier dans les musées et à l'école).

Courriel : gregoire.molinatti@univ-reunion.fr

Julia Morel

Étudiante à la maitrise en communication internationale et interculturelles, Julia Morel s'intéresse aux enjeux identitaires liés au phénomène migratoire. Les problématiques liées aux discriminations, à l'invisibilité de certains groupes ethnoculturels en faveur d'autres ainsi que la marginalisation de l'individu sont autant de sujets au centre de ses réflexions. Julia est actuellement adjointe de recherche au Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS) et est membre du Groupe d'études et de recherches axées sur la communication internationale et interculturelles (GERACII).

Courriel : moreljuliam@gmail.com

Valérie Paquet

Étudiante à la maitrise en communication internationale et interculturelle, Valérie Paquet s'intéresse aux enjeux reliés aux pratiques et aux discours s'inscrivant dans les logiques d'alternatives au développement et plus largement à la communication environnementale et internationale en lien avec les changements climatiques et les possibilités de transformation sociale. Elle est présentement adjointe de recherche au Groupe d'études et de recherches axées sur la communication internationale et interculturelle (GERACII) ainsi qu'au Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS).

Courriel : paquet.valeriee@gmail.com

Florence Piron

Florence Piron est anthropologue et éthicienne, professeure au Département d'information et de communication de l'Université Laval où elle enseigne la pensée critique à travers des cours sur l'éthique, la démocratie et le vivre-ensemble. Présidente fondatrice de l'Association science et bien commun et de la boutique des sciences Accès savoirs de l'Université Laval, directrice des Éditions science et bien commun qui publient en libre accès, fondatrice du LIRAJ (Laboratoire international de recherche-action sur la justice cognitive, la science ouverte et les communs) elle s'intéresse aux liens entre la science, la

société et la culture (l'éthique), à la fois comme chercheuse et comme militante pour une science plus ouverte, plus inclusive, socialement responsable et tournée vers le bien commun.

Courriel : Florence.Piron@scienceetbiencommun.org

Pierre-Antoine Pontoizeau

Pierre-Antoine Pontoizeau est président de l'Institut de recherches de philosophie contemporaine, qui soutient des initiatives en faveur d'une nouvelle philosophie occidentale. Il co-dirige Les cahiers de psychologie politique. Il a publié en 2012 Penser au-delà des mathématique puis, en 2014, Libérer la parole politique. Il a dirigé un colloque à l'ACFAS en 2017 consacré à la philosophie de la limite en hommage à Jean Ladrière dont les actes seront publiés aux Presses Universitaires de Louvain fin 2018. Il est un collaborateur régulier de la revue de logique et rhétorique Argumentum et poursuit des recherches en philosophie des mathématiques et en épistémologie.

Courriel : papontoizeau@gmail.com

Procédure d'évaluation des chapitres

LAURENCE BRIÈRE, MÉLISSA LIEUTENANT-GOSSELIN ET FLORENCE PIRON

Pour ce livre, nous avons imaginé une procédure d'évaluation ouverte croisée. À la suite de cette procédure, un chapitre a été retiré par l'auteur/autrice.

Selon cette procédure, chaque chapitre anonymisé (sans le nom de ses auteurs ou autrices) a été envoyé à deux personnes parmi les auteurs et autrices du livre, avec un petit formulaire d'évaluation à remplir. En plus du formulaire, ces personnes devaient rédiger un texte-bilan de leur évaluation en vue de sa publication en ligne dans la dernière partie du livre, hors anonymat. Une fois les textes-bilans et les évaluations reçues pour chaque texte, une des coresponsables du livre en a fait une synthèse et l'a envoyée aux auteurs et autrices concernées, avec d'autres recommandations éditoriales au besoin. Les auteurs et autrices ont renvoyé une version finale de leur texte qui est ensuite passée en révision linguistique. La procédure d'évaluation des chapitres respectifs des responsables du livre a été menée par une des responsables non impliquée.

Les textes-bilans des évaluations ne sont pas intégrés au livre imprimé, mais figurent dans sa version en ligne (https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/neutralite), dans la dernière partie. Il est à noter que tous les bilans ne sont pas inclus, puisque leur pertinence scientifique et leur longueur étaient très variées, certains contenant seulement une phrase ou deux, alors que d'autres comportaient une dizaine de pages. Nous avons publié les bilans les plus éclairants pour les lecteurs et lectrices.

Résumés

Les résumés en anglais, italien, espagnol, arabe et allemand ne sont disponibles que dans la version du livre en ligne ou dans le PDF téléchargeable. Visitez le site du livre https://www.editionscienceetbiencommun.org/?p=991 pour accéder à ces versions.

L'ancrage sociologique du concept. Réflexion sur le rapport d'objectivation

Marie-Laurence Bordeleau-Payer

Cet article examine comment le concept, qui se présente comme outil langagier et méthodologique au moyen duquel il est possible de saisir la réalité, agit comme médiation par laquelle une signification est véhiculée et objectivement appréhendée. Il met en lumière le fait que le concept et la pensée doivent être approchés en fonction d'une relation indissociable par laquelle la (re)connaissance des objets du monde est possible selon son enracinement socio-historique. De plus, cette perspective met en évidence le fait que les concepts ne sont jamais neutres, c'est-à-dire qu'ils sont empreints d'une teneur normative et idéologique propre à la culture « épistémologique », ainsi qu'à l'esprit du temps qui participent de leur construction dialectique. Et puisque ce contexte est intrinsèque à l'entreprise de connaissance du monde, tout chercheur désirant accéder à la saisie de la réalité doit tenir compte de la nature « culturelle » du procès par lequel la « réalité » est envisageable et ce, par le biais d'une prise en considération de l'univers de sens sur lequel prend appui la pensée humaine. C'est en fonction de ces considérations que la réflexion élaborée dans ce chapitre s'attache à éclairer la nature sociale de tout projet de connaissance, suivant l'ancrage socio-historique du rapport d'objectivation qui sous-tend toute désignation conceptuelle, de même que la pensée qui la réfléchit.

La neutralité pour quoi faire? Pour une historicisation de la rigueur scientifique
Oumar Kane

L'épistémologie, en tant que domaine de savoir se donnant pour objet l'étude de la science, a grandement mis l'accent sur les conditions « internes » de la production du discours scientifique notamment en s'articulant autour de notions telles que la vérité, la logique, l'objectivité ou la neutralité. Je propose de compléter succinctement cette analyse « interne » par une approche « externe » au savoir scientifique. L'historicisation me semble dès lors être une condition importante pour montrer deux choses relativement à la question qui m'occupe ici, celle de la neutralité : d'abord la neutralité comme impératif lié au déploiement d'un certain savoir peut être reliée à certaines conditions sociohistoriques. Par ailleurs, cette neutralité revêt des formes extrêmement variées selon les configurations institutionnelles et disciplinaires auxquelles on s'intéresse. Pour argumenter mon propos, je mets à contribution Aristote, Bachelard et Feyerabend pour montrer que le cheminement n'est pas linéaire et que chez chacun de ces auteurs on peut trouver des arguments pour une reconnaissance de multiples formes de savoir et même d'une certaine hétérogénéité du savoir scientifique. Je conclus en soutenant que même la proposition révolutionnaire par Feyerabend d'une théorie anarchiste de la connaissance est insuffisante dans le cadre d'une analyse politique de la science et qu'il faut procéder à un « décentrement épistémique » qui commence seulement à être entrevu.

De l'impossible neutralité axiologique à la pluralité des pratiques
Pierre-Antoine Pontoizeau

Ce chapitre vise à expliquer les acquis de la pensée de Feyerabend en termes de contextualisation des vérités scientifiques subordonnées à des finalités ou utilités implicites. Ensuite, je mets en perspective sa pensée au regard des conclusions les plus récentes des mathématiciens concernant les limites de leur propre science : incomplétude, indécidabilité croissante (Kolmogorov), etc. Puis j'expose quelques exemples des débats et controverses mathématiques qui attestent de l'inexistence de la neutralité axiologique dans le processus même de la création mathématique. Le chapitre se termine en indiquant les voies

d'un dialogue fondé sur une rationalité ouverte et plurielle, soit une praxéologie contextualisant la raison discursive en s'inspirant du remarquable ouvrage de Gunnar Skirbeek – Une praxéologie de la modernité.

Sur l'idéal de neutralité en recherche. Bachelard, Busino et Olivier de Sardan mis en dialogue
Julia Morel et Valérie Paquet

En partant du principe que la neutralité au sein de la recherche en sciences sociales est inatteignable et qu'il est nécessaire d'en être conscient et consciente, ce texte s'intéresse aux manifestations de ce biais dans le processus complexe et hétéroclite de la recherche en communication aux cycles supérieurs. À partir d'une approche dominée par le courant constructiviste, ce texte s'intéresse aux écrits de trois auteurs phares dans le domaine des sciences sociales : Gaston Bachelard, Giovanni Busino et Jean-Pierre Olivier de Sardan. Les concepts de rupture épistémologique, de preuve et enfin la dynamique entre les dimensions étique et émique sont au centre de cette réflexion, et permettent d'apporter des éléments supplémentaires au constat de départ. Ces trois auteurs sont rattachés à des disciplines différentes des sciences sociales, et pourtant aboutissent à des conclusions similaires : la neutralité est difficilement atteignable. Grâce à un dialogue entre ces auteurs, ce texte tente de répondre à la question suivante : dans quelle mesure le fait d'être conscient ou consciente d'une non-neutralité nous permet, en tant qu'étudiant et étudiante à la maîtrise en communication, de pallier nos biais de recherche sur les plans personnel et structurel?

Quand les résultats contredisent les hypothèses. La neutralité en question dans la production du savoir sur le cerveau
Giulia Anichini

Dans cet article, la neutralité scientifique est analysée à partir du travail de production de résultats dans le domaine des neurosciences. Mes études de cas attestent de stratégies qui visent à produire des résultats « positifs », c'est-à-dire en adéquation avec la prédiction de départ des chercheurs et chercheuses. La valorisation des résultats « confirmatoires » amène aussi à l'occultation de

certaines anomalies perçues comme moins « publiables ». Les pratiques de bricolage et du secret autour de certaines données témoignent de l'influence des politiques de publication sur la production de la connaissance scientifique.

Les traductions coloniales et (post)coloniales à l'épreuve de la neutralité
Milouda Medjahed

Depuis la nuit des temps, l'histoire est incomplète. J'oserai même dire que l'historiographie est toujours un travail inachevé. L'historiographie est également subjective, car elle est écrite selon un contexte précis. Tejaswini Niranjana (1992) ne fait qu'accentuer cette subjectivité lorsqu'elle insiste sur la relecture et la retraduction depuis une perspective (post)coloniale. Elle explique comment le choix de mots change d'un contexte à l'autre et ainsi comment les stratégies de traduction se déploient par les personnes colonisatrices tout comme par celles revendiquant la décolonisation pour atteindre leurs objectifs respectifs. En effet, la traduction peut être manipulée pour servir un projet colonial ou un projet de décolonisation. Ce chapitre propose d'explorer le degré de neutralité de cette réalisation à la lumière des travaux de recherches récents portant sur les traductions coloniales et (post)coloniales. Il s'agit de tâcher de démontrer comment la subjectivité du traducteur ou de la traductrice, ses décisions et ses motivations sont reliées à tous les éléments contextuels mis en valeur par les théoriciens et théoriciennes.

Les pratiques d'évaluation par les pair-e-s : pas de neutralité
Samir Hachani

Le contrôle par les pairs des publications scientifiques et techniques a toujours été sujet à des controverses et à des préjugés multiples. Étant de toute évidence une opération humaine, il n'a pu se départir de cette propension à juger non pas le texte soumis en lui-même, mais la personne qui fait la soumission, l'auteur ou l'autrice. Ces préjugés ont des origines multiples et variées (nationales, religieuses, ad hominem – personnelles –, esthétiques, idéologiques etc.) mais une de ces raisons semble devenir de plus en plus prépondérante, comme on le constate plus clairement depuis l'ouverture du processus d'évaluation dans plusieurs revues. Il s'agit des préjugés que

rencontrent les femmes dans leur quête de publication et de participation à des comités éditoriaux dont le but est d'expertiser les recherches soumises. L'analyse de ces préjugés tend à indiquer une sorte d'ostracisation et de mise à l'écart des femmes quand elles soumettent un article et quand elles font partie des comités éditoriaux. Ce chapitre tente de voir quel est le traitement réservé aux soumissions d'article faites par des femmes dans quelques revues scientifiques, ainsi que la place qu'occupent les femmes dans leurs comités éditoriaux. Est-ce que l'ouverture dont se prévaut de plus en plus le contrôle par les pairs pourrait permettre d'atténuer ces préjugés et de faire de la publication scientifique et son corolaire direct le contrôle par les pairs une opération un peu plus neutre?

Les faits, les sciences et leur communication. Dialogue sur la science du climat à l'ère de Trump
Pascal Lapointe et Mélissa Lieutenant-Gosselin

Ce chapitre propose trois textes en un. Tout d'abord, il expose le point de vue de Pascal Lapointe sur le travail de journaliste scientifique et ce qu'il nous apprend sur la communication des sciences en cette ère des « fake news ». Suit un dialogue amorcé par la réaction et les interrogations qu'a suscitées ce texte chez Mélissa Lieutenant-Gosselin, doctorante en communication publique et codirectrice de cet ouvrage. La réaction et les questions sont celles d'une constructiviste convaincue qui voit dans les sciences des outils d'émancipation humaine et qui partage avec Pascal Lapointe la conviction du besoin d'une meilleure communication des sciences. Le texte se termine par les réponses du premier auteur aux questions de la seconde. Nous espérons que ce texte en trois temps permettra aux lecteurs et lectrices de réfléchir avec nous non seulement à la neutralité des sciences, à la réalité et aux faits, mais aussi aux manières de parler des sciences et de (se) les représenter.

L'amoralité du positivisme institutionnel. L'épistémologie du lien comme résistance
Florence Piron

Dans ce chapitre, je réfléchis aux effets sociaux et éthiques de l'injonction de neutralité axiologique qui se trouve au cœur du « positivisme institutionnel », nom que je donne au cadre normatif hégémonique du régime mondialisé des

sciences et des savoirs dans le monde actuel. En définissant les sentiments moraux et l'âme comme nuisibles à l'activité de création de savoir, en rendant les scientifiques incapables de comprendre que les sentiments, les valeurs et les engagements sont indispensables à une pensée authentiquement humaine – reliante et reliée à un monde commun -, cette injonction fait le jeu de l'exclusion de ce type de pensée dans l'activité scientifique qu'elle rend ainsi normalement amorale. En raison de la place symbolique de la science et de l'expertise dans la culture et l'imaginaire collectif, cette amoralité normalisée contribue à normaliser l'indifférence à l'autre, au nom de la vérité ou de la performance, dans un monde marqué par le néolibéralisme où le souci d'autrui est déjà peu valorisé, si ce n'est ignoré et méprisé.

Voyage vers l'insolence. Démasquer la neutralité scientifique dans la formation à la recherche
Maryvonne Charmillot et Raquel Fernandez-Iglesias

Notre objectif est de déconstruire la grammaire positiviste en démasquant la prétendue neutralité scientifique. Nous invitons les apprenties-chercheuses et apprentis-chercheurs à initier un voyage vers l'insolence et à remettre en cause l'ordre scientifique établi. Les règles de production des connaissances scientifiques laissent-elles une place à l'expérience des chercheuses et des chercheurs? Peuvent-ils et elles se détacher du monde social pour définir leur rapport à l'objet étudié? La construction des connaissances scientifiques obéit à des conventions et les injonctions qui en découlent mènent à une sorte de conformisme intellectuel. Ces règles implicites et les injonctions qu'elles entraînent semblent aller de soi : elles s'imposent comme la seule manière de garantir la production scientifique. Que l'on apprenne à les questionner et on découvrira que les sciences sont plurielles et qu'elles laissent de l'espace à la critique de l'ordre scientifique dominant. Cet apprentissage s'inscrit dans la perspective de la recherche compréhensive. À partir de cette posture épistémologique, nous questionnons les pratiques scientifiques et nous nous plaçons en opposition aux systèmes de pouvoir contre lesquels nous luttons. Nous adoptons pour ce faire une pensée par système et proposons des actes de recherche insolents.

La neutralité en sciences de l'environnement. Réflexions autour de la

Marche internationale pour la science
Laurence Brière

La question de la neutralité en sciences de l'environnement revêt un intérêt particulier; sciences biophysiques et sciences humaines s'y côtoient et s'y croisent, révélant des divergences épistémologiques marquées. Une Marche internationale pour la science a été déployée pour le Jour de la Terre 2017 dans 38 pays suite à l'initiative de scientifiques américain-e-s inquiétées par les positions de leur nouveau gouvernement, notamment en matière de climat. Cet évènement inhabituel – des scientifiques descendant dans la rue pour défendre leur apport à la société et au monde – a mis en lumière la nécessité d'ouvrir un espace de discussion entre acteurs et actrices du champ des sciences de l'environnement quant au sens et à la portée des recherches réalisées. Si la primauté du paradigme positiviste ressort clairement du discours entourant l'évènement, car il y est avant tout question de la « neutralité » d'une science « basée sur les faits » qui « profite à toute l'humanité », la communication n'a pas été monolithique et un des comités organisateurs nationaux a même argumenté que « la science est politique ». S'appuyant sur l'analyse de cette récente mobilisation, ce chapitre propose une déconstruction discursive des axiomes et des choix sémantiques vertébrant les sciences de l'environnement. Il y a effectivement lieu de questionner les fondements implicites et explicites des projets scientifiques menés dans ce domaine, de soulever les conséquences de telles prémisses axiologiques et de proposer des approches scientifiques plus écologisées, ancrées et dialoguantes. L'ampleur des crises socioécologiques actuelles – dont le dérèglement climatique et l'extinction massive des espèces – est effectivement de nature à nous interpeler dans tout notre être, vers cette importante réflexion.

Neutralité donc silence? La science politique française à l'épreuve de la non-violence
Cécile Dubernet

Alors que la France possède une ancienne tradition de contestation non-violente, il lui manque un débat universitaire sur la non-violence. En science politique, rares sont les scientifiques qui ont exploré le sujet au-delà de quelques références historiques ou renvoyant à des textes anglophones. Les travaux sont

éparpillés, souvent produits en marge de l'université. Néanmoins, ce paradoxe se comprend si l'on tient compte de l'origine du concept et de l'héritage positiviste de la science politique hexagonale. Forgé par des auteurs-acteurs tels que Gandhi, King et le Dalaï-Lama, le terme non-violence semble flou et manque de cette distance entre analyse et militance, si nécessaire à l'universitaire. De plus, ses fondateurs étant religieusement inspirés, le mot reste connoté de spiritualité, champ que les universitaires français-es abordent avec grande caution. Mais surtout, le concept gêne, car il questionne des fondamentaux en science politique, entre autres l'efficacité de la violence. Ce terme dérangeant est donc souvent ignoré au profit d'autres registres considérés comme plus acceptables tels « luttes sociales », « contestations » ou « résistances ». Découlant en grande partie de l'injonction de neutralité, cette absence a cependant un coût. Les universitaires français-es peinent à penser scientifiquement tant les questions de défense que celles de révolutions populaires. De fait, neutralité et silence couvrent certains prismes et tabous.

Les sciences impliquées. Entre objectivité épistémique et impartialité engagée

Donato Bergandi

Quel est le rôle des sciences et des scientifiques dans des sociétés où, tout en étant formellement démocratiques, une multitude d'indices convergents configurent la gestion de la res publica par une caste oligarchique politico-économique? Cette caste, plutôt encline à gérer les ressources environnementales sur la base d'intérêts particuliers ne tient compte ni du bien commun ni des équilibres biosphériques. Dans un tel contexte, le rôle des sciences et des scientifiques est crucial dans des questions et par rapport à des objets de recherche à l'interface entre science et société et qui génèrent des controverses socio-scientifiques. Ces questions et objets de recherche nécessitent des cadres épistémiques et épistémologiques spécifiques en rupture avec la vulgata épistémologique traditionnelle. Ainsi, il n'est plus possible d'aborder des questions et des objets de recherche propres aux « sciences impliquées » sur la base du paradigme dominant, et qui fait de l'objectivisme réaliste d'origine positiviste et néopositiviste l'idéal scientifique auquel tous les chercheurs et chercheuses se doivent d'adhérer. Ce qui signifie que des sciences – dont les thématiques abordées ne sont pas exclusivement scientifiques, mais également économiques, politiques, éthiques et plus largement socioculturelles – génèrent

inévitablement des controverses socio-scientifiques. Ces controverses ne peuvent, en aucun cas, être solutionnées en se limitant à l'expérience scientifique ou aux « faits ». Emblématique dans ce sens est le développement d'un certain nombre de disciplines contemporaines telles que la biologie moléculaire, le génie génétique, la biologie de synthèse, l'écologie, l'ingénierie écologique, les sciences du climat et leurs enjeux multiples. À la recherche des multiples enjeux sous-jacents aux relations risquées et critiques existantes entre l'objectivité, l'impartialité et l'engagement dans le cas des sciences impliquées et des questions scientifiques socialement vives, il est proposé le concept et la posture déontologique de l'« impartialité engagée ». Une telle posture serait capable de garantir un juste équilibre entre l'idéal de l'objectivité scientifique – le ou la scientifique qui l'adopterait essaiera de ne pas se faire guider par ses préférences et préjudices dans la sélection des données théoriques et factuelles – et l'engagement éthico-politique.

Neutralisation et engagement dans des controverses publiques. Approche comparative d'expertises scientifiques

Robin Birgé et Grégoire Molinatti

Nous proposons dans ce chapitre une réflexion sur l'heuristique ouverte par le dépassement du modèle de neutralité des sciences en société. La mise en perspective de trois études d'anthropologie de la connaissance et de la communication nous permet d'interroger la responsabilité sociale de chercheurs en situation de controverse et construisant collectivement une expertise publicisée. La première enquête nous permet d'exposer une construction/communication d'expertise d'académies des sciences à propos de l'affaire Séralini dont le modèle sous-jacent repose sur la neutralité axiologique, qui, selon leurs auteurs, confère une autorité certaine à l'expertise. La deuxième enquête concerne une auto-saisie en 2010 d'un laboratoire de géosciences du sud de la France expertisant les conséquences de l'exploitation des gaz de schistes. Conscients, pour la majorité des chercheurs impliqués, de l'existence de potentiels conflits d'intérêts et de l'impossible neutralité individuelle, l'équipe a collectivement procédé à l'effacement des points de vue singuliers, sans publiciser le parti pris méthodologique de neutralisation de leurs opinions hétérogènes. La troisième enquête concerne une proposition de réforme du droit de la famille promue par des chercheurs en sciences humaines et sociales, commanditée en 2013 par le gouvernement français. L'horizon politique est

assumé par les experts qui publicisent explicitement une expertise engagée. Dans ce dernier cas, l'expertise s'est affranchie d'une instrumentalisation politique et, en assumant un point de vue engagé et argumenté, contribue selon nous à enrichir le débat public, sans pour autant échapper à une pointe d'autoritarisme.

Non-neutralité sans relativisme? Le rôle de la rationalité évaluative
Mathieu Guillermin

Dans cette contribution, j'interrogerai la possibilité de combiner non-neutralité (de la science) et objectivité ou rationalité en m'appuyant sur les travaux philosophiques de Hilary Putnam. À partir des notions d'incommensurabilité et de paradigme, Kuhn met en question la neutralité de la science. Selon certains critiques, une telle approche n'est pas admissible, car elle condamne la méthode scientifique à l'irrationalité et au relativisme. Les travaux de Putnam peuvent néanmoins être mobilisés pour montrer que non-neutralité et rationalité (ou objectivité) ne sont pas antithétiques. Une étape majeure sur la route d'une telle réconciliation est de parvenir à faire droit à une rationalité évaluative. À partir des réponses que propose Putnam à ce défi, je défendrai l'idée selon laquelle rationalité et objectivité ne sont pas synonymes de neutralité, mais, au contraire, se forgent au moyen de retours réflexifs visant l'évaluation rationnelle des pratiques d'investigations. Je mettrai alors en avant l'intérêt d'une telle approche pour articuler science et éthique.

Comprendre et étudier le monde social. De la réflexivité à l'engagement
Sklaerenn Le Gallo

La réflexion proposée ici vise à interroger les liens pouvant être faits, d'un point de vue critique, entre la nécessité de réflexivité des chercheurs et chercheuses et ce qui est considéré comme un devoir d'engagement dans les luttes et mouvements sociaux. Contrairement à ce qui est défendu par le paradigme positiviste longtemps dominant dans le champ des sciences humaines et sociales, le monde social ne peut être objectivé et rationalisé qu'abusivement. Les scientifiques sont donc pris en étau entre leur recherche scientifique et leur parcours biographique. Le texte présente une réflexion

partant de la notion d'exigence de réflexivité dans l'analyse du monde social. Sont par la suite présentées deux visions de la recherche engagée. D'abord, celle de Pierre Bourdieu, qui invite à la critique sociale et à la dénonciation des rapports de pouvoir qui ont cours au sein de la société. Ensuite, celle de Michel Foucault, qui souhaite la remise en cause d'une posture intellectuelle universalisante au profit d'une réflexion intellectuelle « située » portant la voix des luttes, questionnant les rapports de pouvoir et s'opposant aux régimes de vérité imposés au sein du monde social.

Langagement. Déconstruction de la neutralité scientifique mise en scène par la sociologie dramaturgique

Sarah Calba et Robin Birgé

La neutralité, autrement dit l'absence de parti pris, est une posture épistémologique ou méthodologique habituelle en science. Elle permet, d'après ses partisans, de donner à voir ses productions scientifiques comme sans point de vue particulier, donc plus facilement acceptables et reproductibles par d'autres, ou encore plus proches de ce qui est réellement. Plutôt que de vouloir affirmer l'impossibilité d'une telle posture, nous essayerons ici de démontrer que la neutralité peut transformer le projet scientifique (la construction collective de connaissances) en une tentative de révélation ou de médiation d'un réel existant indépendamment des perspectives humaines. Pour cela, nous étudierons les formulations (les déclarations intentionnelles comme les choix formels) épistémologiques de différentes sociologies, en particulier celle se qualifiant de pragmatique et celle que nous aurons nommée photographique. En réponse, nous proposerons une autre forme d'engagement que l'on pourrait nommer langagement, à savoir un parti pris par le langage, par la mise en intelligence de ce qui est dit avec la façon dont on le dit, soit par un travail stylistique des discours scientifiques. Nous défendrons ainsi la sociologie dramaturgique qui, en affirmant l'artificialité et la singularité de ses mises en scène, travaille à rendre cohérentes ses argumentations constructivistes, autrement dit ses fictions scientifiques.

Que signifie être chercheuse? Du désir d'objectivité au désir de réflexivité
Mélodie Faury

Je suis une passagère, d'un lieu à l'autre, d'une place à l'autre, je traverse les disciplines et les registres de scientificité. De cette expérience des lieux, de discours et des pratiques, je ne peux rien vous dire de la Science. Ce dont pourtant je peux vous parler, c'est du désir qui met en mouvement. Et que peut-on désirer de plus que l'Objectivité ? Bien d'autres choses beaucoup plus riches et puissantes d'un point de vue épistémologique : la réflexivité et le lien entre différentes subjectivité réflexives, sachant dire d'où elles parlent, comment elles travaillent et comment elles construisent leurs discours, avec quelles méthodes et quels points de vue. On peut désirer l'inter-subjectivité située. En tant que « chercheur » devenue enfin « chercheuse », je peux vous parler de ce qui éteint ou au contraire anime la pensée. En toute non-neutralité, mais bien située.

Des relations complexes entre critique et engagement. Quelques enseignements issus de recherches critiques en communication
Éric George

Dans ce texte, nous cherchons à analyser les relations complexes entre recherche et engagement social. A priori, nous pourrions considérer que dans le cas de la recherche critique, il devrait y avoir complémentarité logique entre ces deux types d'activité. Or, nous verrons que la situation est plus complexe qu'elle n'y paraît avec la prise en compte de trois ensembles de travaux considérés comme critiques dans le champ des études en communication : l'École de Francfort, l'économie politique de la communication et les cultural studies. Nous constaterons alors que certaines pratiques de recherche d'une part et de militantisme de l'autre s'avèrent difficilement conciliables alors que l'alliance entre recherche critique et engagement social est pourtant plus que jamais nécessaire afin de transformer notre monde.

Perspectives critiques et études sur le numérique. À la recherche de la pertinence sociale
Lena A. Hübner

Ce texte s'intéresse aux liens entre recherche et changement social. Plus précisément, il s'agit de discuter des difficultés qu'engendre une posture critique lorsqu'on étudie la communication politique en ligne. Le texte montre que cette perspective épistémologique amène à un dilemme : tandis que les résultats de recherches visent à éveiller une conscience chez les citoyens et citoyennes, les mécanismes mêmes de cette éducation, si elle passe par le numérique, risquent d'être réappropriés par les institutions politico-économiques. Pour remédier à cet obstacle, il est proposé de tisser davantage de liens entre recherche et société civile, et ce, de diverses façons (vulgarisation des résultats, application pratique sur le terrain, etc.).

Réguler les rapports entre recherche scientifique et action militante. Retour sur un parcours personnel
Stéphane Couture

À partir d'une démarche réflexive s'inspirant de l'approche auto-ethnographique, ce chapitre explore la manière dont l'injonction de neutralité continue d'interpeller l'auteur dans son travail de recherche en sciences sociales et son engagement militant. Il ne s'agit pas ici de défendre l'idée que la science ou l'une ou l'autre méthode ou théorie seraient complètement et purement « neutres », mais plutôt d'explorer l'effet qu'a l'injonction de neutralité dans la pratique, et plus spécifiquement, dans la négociation des positionnements entre pratiques de recherche et pratiques militantes. Le texte propose l'idée d'une « neutralité partielle » certes impure, imparfaite et relationnelle, mais néanmoins agissante comme invitation à la réflexivité dans le travail scientifique et sur les transitions entre postures de recherche et postures militantes.

Abstracts

Traduction automatisée, revue par Olusegun Afolabi

The sociological anchoring of concept. Thoughts on objectification relationship

Marie-Laurence Bordeleau-Payer

This article examines how concept, which is presented as a linguistic and methodological tool through which it is possible to grasp reality, acts as a means by which a meaning is conveyed and objectively apprehended. It highlights the fact that concept and thought must be approached according to an inseparable relationship by which recognition of world objects is possible according to its socio-historical roots. Moreover, this perspective highlights the fact that concepts are never neutral, that is, they are imbued with a normative and ideological content that is peculiar to « epistemological » culture, as well as the spirit of the time which is part of their dialectical construction. And since this context is intrinsic to world knowledge industry, any researcher wishing to gain access to reality must take into account the « cultural » nature of the process by which « reality » is possible, by taking into consideration the universe of meaning on which human thought is based. It is in the light of these considerations that the reflections elaborated in this article seek to shed light on the social nature of any knowledge project, following the socio-historical anchoring of the objectification relationship that underlies any conceptual designation and its related thought.

Neutrality for what? Towards a historicization of scientific rigour

Oumar Kane

Epistemology as a field of knowledge concerned with the study of science, has placed great emphasis on the « internal » conditions for the production of scientific discourse, in particular by focusing on concepts such as truth, logic, objectivity or neutrality. I propose to briefly complete this « internal » analysis with an « external » approach to scientific knowledge. Historicization therefore

seems to me to be an important condition for showing two things in relation to the issue before me here, that of neutrality: first, neutrality as an imperative linked to the deployment of a certain knowledge can be linked to certain socio-historical conditions. Moreover, this neutrality takes extremely varied forms depending on the institutional and disciplinary configurations that we are interested in. To drive home my point of view, I use Aristotle, Bachelard and Feyerabend to show that the path is not linear and that in each of these authors, we can find arguments for a recognition of multiple forms of knowledge and even a certain heterogeneity of scientific knowledge. I conclude by arguing that even Feyerabend's revolutionary proposal of an anarchist theory of knowledge is insufficient in the context of a political analysis of science and that there is a need for an « epistemic shift » that is only beginning to be seen.

From the impossible axiological neutrality to the plurality of practices
Pierre-Antoine Pontoizeau

This chapter explains the achievements of Feyerabend's thinking in terms of contextualizing scientific truths subordinate to implicit purposes or utilities. Then, I put his thinking in perspective with regard to the most recent conclusions of mathematicians concerning the limits of their own science: incompleteness, increasing undecidability (Kolmogorov), etc. I then present some examples of the mathematical debates and controversies that attest to the non-existence of axiological neutrality in the very process of mathematical creation. The chapter ends by indicating the paths of a dialogue based on an open and plural rationality, i.e. a praxéology contextualizing discursive reason based on Gunnar Skirbeek's remarkable book – A Praxéology of Modernity.

On the ideal of neutrality in research. Bachelard, Busino and Olivier de Sardan put into dialogue
Julia Morel and Valérie Paquet

Assuming that neutrality in social science research is unattainable and that it is necessary to be aware of it, this paper focuses on the manifestations of this bias in the complex and heterogeneous process of graduate communication research. Based on an approach dominated by the constructivist movement, this study focuses on the writings of three leading authors in the social sciences:

Gaston Bachelard, Giovanni Busino and Jean-Pierre Olivier de Sardan. The concepts of epistemological rupture, proof and finally the dynamics between the ethical and emancipated dimensions are at the center of this reflection and make it possible to bring additional elements to the initial observation. These three authors are linked to different social science disciplines, yet reach similar conclusions: neutrality is difficult to achieve. Through a dialogue between these authors, this paper attempts to answer the following question: to what extent does being aware or conscious of non-neutrality allow us, as a masters in communication students, to compensate for our personal and structural research bias?

When results contradict hypothesis. Interrogating neutrality in the production of knowledge about the brain
Giulia Anichini

In this article, scientific neutrality is analyzed from results' production work in the field of neuroscience. My case studies attest to strategies that aim to produce « positive » results, i.e. in line with the researchers' initial prediction. The valuation of « confirmatory » results also leads to the concealment of certain anomalies perceived as less « publishable ». Do-it-yourself (DIY) practices and secrecy around certain data reflect the influence of publication policies on scientific knowledge production.

Colonial and (post)-colonial translations through the test of neutrality
Milouda Medjahed

From time immemorial, history has been incomplete. I would even dare to say that historiography is still an unfinished business. Historiography is also subjective because it is written in a specific context. Tejaswini Niranjana (1992) only accentuates this subjectivity when she insists on proofreading and back translation from a (post-)colonial perspective. It explains how the choice of words changes from one context to another and thus how translation strategies are deployed by colonizers as well as by those clamoring for decolonization to achieve their objectives. Indeed, translation can be manipulated to serve a colonial or decolonization project. This chapter proposes to explore the degree of neutrality of this achievement in the light of recent research on colonial

and (post-)colonial translations. The aim is to demonstrate how the translator's subjectivity, decisions and motivations are linked to all the contextual elements highlighted by theorists.

Peer reviewing practices: No neutrality
Samir Hachani

Peer review of scientific and technical publications has always been subject of controversy and multiple prejudices since its inception. Being obviously a human operation, it is not possible could to abandon this propensity to judge not just the text submitted itself but the author of the submitted text himself as well. These prejudices have multiple and varied origins (national, religious, ad hominem – personal -, aesthetic, ideological, etc.) but one of these reasons seems to be becoming more and more preponderant, as we can see more clearly since the opening of the evaluation process in several reviews. This has to do with the prejudices that women encounter in their quest for publication and their participation in editorial boards whose purpose is to evaluate the research submitted. Analysis of these prejudices tends to indicate a kind of ostracization and exclusion of women when they submit an article and when they sit on editorial boards. This chapter attempts to examine the articles submitted by women are treated in some scientific journals, as well as women's place on their editorial boards. Could the openness increasingly used by peer review help to reduce these prejudices and make scientific publication and its direct corollary (peer review) a little more neutral?

Facts, science and communication. A dialogue on climate science in Trump's era
Pascal Lapointe and Mélissa Lieutenant-Gosselin

This chapter proposes three texts in one. First, it presents Pascal Lapointe's point of view on the work of science journalists and what he teaches us about science communication in this era of « Fake News ». This is followed by a dialogue initiated by the reaction and questions raised by Mélissa Lieutenant-Gosselin, a doctoral student in public communication and co-director of this book. The reaction and questions are those of a convinced constructivist who sees science as a tool for human emancipation and shares with Pascal Lapointe

the conviction of the need for better communication of science. The text ends with the first author's answers to the second author's questions. We hope that this three-part text will allow readers to reflect with us not only on the neutrality of science, reality and facts, but also on ways of speaking and representing science.

The amorality of institutional positivism. The epistemology of the bond as resistance
Florence Piron

In this chapter, I reflect on the social and ethical effects of the injunction of axiological neutrality that lies at the heart of « institutional positivism », the name I give to the hegemonic normative framework of the globalized regime of science and knowledge in the contemporary world. By defining moral feelings and the soul as harmful to the activity of knowledge creation, by making scientists incapable of understanding that feelings, values and commitments are essential to authentically human thought – linking and connected to a common world – this injunction plays into the exclusion of this type of thought in scientific activity which it thus normally makes amoral. Because of the symbolic place of science and expertise in the collective culture and imagination, this normalized amorality contributes to normalizing indifference to the other, in the name of truth or performance, in a world marked by neoliberalism where concern for others is already poorly valued, if not ignored and despised.

A journey to insolence. Unmasking scientific neutrality in research training
Maryvonne Charmillot and Raquel Fernandez-Iglesias

Our objective is to deconstruct positivist grammar by unmasking so-called scientific neutrality. We call on apprentice researchers to initiate a journey towards insolence and to question the established scientific order. Do the rules for the production of scientific knowledge leave room for the experience of researchers? Can researchers detach themselves from the social world to define their relationship to the object under study? The construction of scientific knowledge is governed by conventions and the resulting injunctions lead to a kind of intellectual conformity. These implicit rules and the injunctions they

entail seem self-evident: they are the only way to guarantee scientific production. That we learn to question them, and we will discover that the sciences are plural and that they leave room for criticism of the dominant scientific order. This learning is part of the comprehensive research perspective. From this epistemological posture, we question scientific practices and place ourselves in opposition to the power systems against which we are fighting. To do this, we adopt a system-by-system approach and propose insolent research actions.

The neutrality in environmental sciences. Reflections on the International March for Science
Laurence Brière

The question of neutrality in environmental sciences is of particular interest; biophysical sciences and human sciences coexist and intersect, revealing marked epistemological divergences. An International March for Science was deployed for Earth Day 2017 in 38 countries following the initiative of American scientists concerned about the positions of their new government, particularly on climate change. This unusual event – scientists taking to the streets to defend their contribution to society and the world – highlighted the need to open a space for discussion between actors in the field of environmental sciences about the meaning and scope of the research carried out. While the primacy of the positivist paradigm is clear from the discourse surrounding the event, as it is above all a question of the « neutrality » of a « fact-based » science « that benefits all humanity », the communication was not monolithic and one of the national organizing committees even argued that « science is political ». Based on the analysis of this recent mobilization, this chapter proposes a discursive deconstruction of the axioms and semantic choices that shape environmental sciences. There is indeed a need to question the implicit and explicit foundations of scientific projects in this field, to raise the consequences of such axiological premises and to propose more ecological, anchored and dialoguing scientific approaches. The scale of the current socio-ecological crises – including climate change and the massive extinction of species – is indeed likely to challenge us throughout our being towards this important reflection.

Does neutrality mean silence? French political science through the

test of non-violence
Cécile Dubernet

While France has an old tradition of non-violent protest, it lacks an academic debate on non-violence. In political science, very few scientists have explored the subject beyond some historical references or referring to English-language texts. The works are scattered, all over the place and are often produced on the sideline of the university. Nevertheless, this paradox is understandable if we take into account the origin of the concept and the positivist heritage of French political science. Coined by author-actors such as Gandhi, King and the Dalai Lama, the term non-violence seems vague and lacks this distance between analysis and militancy that are so necessary to the academic. Moreover, since its founders were religiously inspired, the word remains connoted with spirituality, a field that French academics approach with great caution. But above all, the concept is embarrassing because it questions the fundamentals of political science, including the effectiveness of violence. This disturbing term is therefore often ignored in favor of other registers considered more acceptable, such as « social struggles », « protests » or « resistance ». However, this absence is largely due to the neutrality injunction and it comes with a cost. French academics struggle to think scientifically about both defense issues and popular revolutions. In fact, neutrality and silence cover certain prisms and taboos.

The involved sciences. Between epistemic objectivity and committed impartiality
Donato Bergandi

What is the role of science and scientists in societies where, while formally democratic, a multitude of converging indices shape the management of respublica by a political-economic oligarchic caste? This caste, which is rather inclined to manage environmental resources on the basis of particular interests, does not take into account either the common good or biospheric balances. In such a context, the role of science and scientists is crucial in some questions and in relation to research objects at the interface between science and society that generate socio-scientific controversies. These research questions and objects require specific epistemic and epistemological frameworks that are at odds with

traditional epistemological vulgata. Thus, it is no longer possible to address research questions and objects specific to the « sciences involved » on the basis of the dominant paradigm, which makes realistic objectivism of positivist and neopositivist origin the scientific ideal to which all researchers must adhere. This means that sciences – whose themes are not exclusively scientific, but also economic, political, ethical and more broadly socio-cultural – inevitably generate socio-scientific controversies. These controversies cannot, under any circumstances, be resolved by limiting themselves to scientific experience or « facts ». Emblematic in this sense is the development of a number of contemporary disciplines such as molecular biology, genetic engineering, synthetic biology, ecology, ecological engineering, climate sciences and their multiple challenges. In search of the multiple issues underlying the risky and critical relationships between objectivity, impartiality and engagement in the case of the sciences involved and socially lively scientific questions, the concept and ethical posture of « committed impartiality » is proposed. Such a posture would be able to guarantee a fair balance between the ideal of scientific objectivity – the scientist who adopts it will try not to be guided by his or her preferences and prejudices in the selection of theoretical and factual data – and ethical-political commitment.

Neutralisation and engagement in public controversies. Comparative approach to scientific expertise

Robin Birgé et Grégoire Molinatti

In this chapter, we propose a reflection on the heuristics opened by the overcoming of the model of neutrality of sciences in society. The perspective of three anthropology studies of knowledge and communication allows us to question the social responsibility of researchers in controversial situations and collectively build publicized expertise. The first survey allows us to expose a construction/communication of expertise from academies of science about the Séralini case, whose underlying model is based on axiological neutrality, which, according to their authors, gives certain authority to the expertise. The second investigation concerns a 2010 self-seizure of a geosciences laboratory in the south of France assessing the consequences of shale gas exploitation. Aware, for the majority of the researchers involved, of the existence of potential conflicts of interest and the impossible individual neutrality, the team collectively erased singular points of view, without publishing the methodological bias of

neutralizing their heterogeneous opinions. The third survey concerns a proposal for family law reform promoted by researchers in the human and social sciences, commissioned in 2013 by the French government. The political horizon is assumed by experts who explicitly publicize committed expertise. In the latter case, the expertise has freed itself from political instrumentalization and, by assuming a committed and argued point of view, contributes, in our opinion, to enriching the public debate, without escaping a hint of authoritarianism.

Non-neutrality without relativism? The role of evaluative rationality
Mathieu Guillermin

In this paper, I explore the manner (science) non-neutrality and objectivity or rationality could be combined, by drawing on Hilary Putnam's philosophical work. Based on concepts such as incommensurability or paradigms, Kuhn questions science neutrality. According to some critics, Kuhn's approach cannot be admitted for it condemns scientific method to irrationalism and relativism. However, Putnam's work can be mobilized to show that non-neutrality and rationality or objectivity are not antithetical. A major step toward such a reconciliation is being able to give room to evaluative rationality. Based on Putnam's response to this challenge, I defend the idea that, instead of being equated to neutrality, rationality and objectivity need rather to be built through reflexive studies aiming at the rational evaluation of investigation practices. I then highlight the value of such an approach for the articulation of science and ethics.

Understanding and studying social world. From reflexivity to commitment
Sklaerenn Le Gallo

The reflection proposed here aims to question the links that can be made, from a critical point of view, between the need for reflexivity on the part of researchers and what is considered a duty of activism in social struggles and movements. Contrary to what is held by positivist paradigm that has long dominated the field of human and social sciences, social world can only be objectified and rationalized in an abusive way. Scientists are therefore caught between their scientific research and their biographical journey. This paper

presents a reflection based on the notion of the requirement of reflexivity in the analysis of the social world. Two visions of the research undertaken are then presented. First, Pierre Bourdieu's, who invites social criticism and denunciation of the power relations that prevail within society. Then there is Michel Foucault's, who wants to challenge a universalizing intellectual posture in favor of a « situated » intellectual reflection that carries the voice of struggles, questions power relations and opposes the truth regimes imposed within the social world.

Languagement. Deconstruction of scientific neutrality projected by dramaturgical sociology

Sarah Calba and Robin Birgé

Neutrality, in other words, the absence of bias, is an epistemological or methodological posture common in science. According to its supporters, it makes it possible to show its scientific productions as having no particular point of view, and therefore more easily acceptable and reproducible by others, or even closer to what really is. Rather than trying to affirm the impossibility of such a posture, we will try here to demonstrate that neutrality can transform the scientific project (the collective construction of knowledge) into an attempt to reveal or mediate an existing reality independently of human perspectives. To do this, we will study the epistemological formulations (intentional statements as well as formal choices) of different sociologies, in particular the one that qualifies as pragmatic and the one that we have named photographic. In response, we will propose another form of engagement that could be called languagement, namely a position taken by language, by the intelligence of what is said with the way it is said, or by a stylistic work of scientific speeches. In this way, we will defend the dramatic sociology which, by affirming the artificiality and singularity of how it is being projected, works to make its constructivist arguments, in other words its scientific fictions coherent.

Complex relationships between criticism and engagement. Some lessons from critical communication research
Eric George

In this paper, we seek to analyze the complex relationships between research and social engagement. A priori, we could consider that in the case of critical research, there should be a logical complementarity between these two types of activities. However, we will see that the situation is more complex than it seems if one considers three sets of works considered critical in the field of communication studies: the Frankfurt School, the political economy of communication and Cultural Studies. We will find then that certain practices of research on the one hand, and of militancy on the other are difficult to reconcile whereas the alliance between critical research and social engagement is nevertheless more necessary than ever in order to transform our world.

Critical perspectives and studies on digital technology. In search of social relevance
Lena A. Hübner

This paper focuses on the links between research and social change. More specifically, it discusses the difficulties raised by critical posture when studying online political communication. The paper shows that this epistemological perspective leads to a dilemma: while research results aim to raise awareness among citizens, the very mechanisms of this education, if it goes digital, risk being recaptured by political and economic institutions. To overcome this obstacle, we propose that more links should be created between research and the civil society in various ways (dissemination of results, practical application in the field, etc.).

Regulate the relationship between scientific research and advocacy. A look back at a personal journey
Stéphane Couture

In the light of my personal experience, I will explore the injunction of axiological neutrality in the articulations between activist activities and

university research. My academic career is rooted in an activist engagement: it is my involvement in social movements that has led me to the social sciences. With this anchoring in mind, my choices of research objects have always been oriented towards my political interests and I have an affinity for the epistemologies that problematize the idea of neutrality, particularly the standpoint feminist theories and situated knowledge. Despite this, I find out that I maintain a fairly clear (albeit ambivalent) distinction in my activities between activism and research, and between engagement and neutrality. This distinction seems to me to be important from an ethical point of view, that is, in the way I approach my relationships with people whom I consider, or not, as « subjects » of my research. For example, how firmly can I take a position in a debate concerning a group whose ethnography I wish to do? Can I move seamlessly from an activist role « in » a group to a researcher role « on » this group? Do these questions have a value in themselves, or are they simply a reminder of positivism? These are some of the issues that I raise in this chapter.

Abstractos

Traduction automatisée, revue par Laurence Brière

El anclaje sociológico del concepto. Reflexión sobre la relación a la objetivación

Marie-Laurence Bordeleau-Payer

Este artículo examina cómo el concepto, que se presenta como una herramienta lingüística y metodológica mediante la cual es posible captar la realidad, actúa como una mediación transmitiando un significado objetivamente aprehendido. Destaca el hecho de que el concepto y el pensamiento deben ser abordados según una relación inseparable por la cual el (re)conocimiento de los objetos del mundo es posible según sus raíces socio-históricas. Además, esta perspectiva pone de relieve el hecho de que los conceptos nunca son neutrales, es decir, están impregnados de un contenido normativo e ideológico específico de la cultura « epistemológica », así como del espíritu de la época, que forman parte de su construcción dialéctica. Y puesto que este contexto es intrínseco al conocer el mundo, cualquier investigador que desee acceder a la comprensión de la realidad debe tener en cuenta la naturaleza « cultural » del proceso mediante el cual es posible la « realidad », teniendo en cuenta el universo de significado en el que se basa el pensamiento humano. Es a la luz de estas consideraciones que la reflexión elaborada en este capítulo busca arrojar luz sobre la naturaleza social de cualquier proyecto de conocimiento, siguiendo el anclaje socio-histórico del informe de objetivación que subyace a cualquier designación conceptual, así como el pensamiento que lo refleja.

¿Neutralidad para qué? Por una historización del rigor científico

Oumar Kane

La epistemología, como campo de conocimiento preocupado por el estudio de la ciencia, ha puesto gran énfasis en las condiciones « internas » de la producción del discurso científico, centrándose particularmente en conceptos como la verdad, la lógica, la objetividad o la neutralidad. Propongo completar

brevemente este análisis « interno » con un enfoque « externo » al conocimiento científico. Por lo tanto, la historización me parece una condición importante para mostrar dos cosas en relación con la cuestión de la neutralidad. En primer lugar, la neutralidad como imperativo del despliegue de un determinado conocimiento puede estar ligada a determinadas condiciones socio-históricas. Segundamente, esta neutralidad adopta formas muy variadas en función de las configuraciones institucionales y disciplinarias que nos interesan. Para argumentar mi punto de vista, utilizo a Aristóteles, Bachelard y Feyerabend, demostrando que el camino no es lineal y que en cada uno de estos autores podemos encontrar argumentos a favor del reconocimiento de múltiples formas de conocimiento, incluso una cierta heterogeneidad del conocimiento científico. Concluyo argumentando que la propuesta revolucionaria de Feyerabend, una teoría anarquista del conocimiento, es insuficiente en el contexto de un análisis político de la ciencia y que existe la necesidad de un « cambio epistémico » que apenas se está empezando a ver.

De la imposible neutralidad axiológica a la pluralidad de las prácticas
Pierre-Antoine Pontoizeau

Este capítulo pretende explicar los logros del pensamiento de Feyerabend en cuanto a la contextualización de verdades científicas subordinadas a propósitos o utilidades implícitas. Luego, pongo su pensamiento en perspectiva con respecto a las conclusiones más recientes de los matemáticos sobre los límites de su propia ciencia: lo incompleto, la creciente indecisión (Kolmogorov), etc. A continuación presento algunos ejemplos de los debates y controversias matemáticas que atestiguan la inexistencia de la neutralidad axiológica en el proceso mismo de la creación matemática. El capítulo termina indicando los caminos de un diálogo basado en una racionalidad abierta y plural, es decir, una praxéología que contextualiza la razón discursiva basada en el notable libro de Gunnar Skirbeek, Una praxéología de la modernidad.

Sobre el ideal de neutralidad en la investigación
Julia Morel y Valérie Paquet

Asumiendo que la neutralidad en ciencias sociales es inalcanzable y que es necesario ser consciente de ello, este trabajo se centra en las manifestaciones

de este sesgo en el complejo y heterogéneo proceso de la investigación en el campo de la comunicación. Basado en un enfoque dominado por el movimiento constructivista, este texto se centra en los escritos de tres destacados autores de las ciencias sociales: Gaston Bachelard, Giovanni Busino y Jean-Pierre Olivier de Sardan. Los conceptos de ruptura epistemológica y de prueba tanto como la dinámica entre las dimensiones etica y emica están en el centro de esta reflexión, permitiendo aportar elementos adicionales a la observación inicial. Estos tres autores están vinculados a diferentes disciplinas de las ciencias sociales, pero llegan a conclusiones similares: la neutralidad es difícil de lograr. A través de un diálogo entre estos autores, este texto intenta responder a la siguiente pregunta: ¿hasta qué punto el ser consciente o consciente de la no-neutralidad nos permite, como estudiante de maestría en comunicación, compensar nuestro sesgo de investigación personal y estructural?

Cuando los resultados contradicen las suposiciones. La neutralidad en cuestión en la producción de conocimiento sobre el cerebro
Giulia Anichini

En este artículo se analiza la neutralidad científica observando la producción de resultados en el campo de la neurociencia. Mis estudios de casos comprueban estrategias buscando producir resultados « positivos », es decir, en línea con la predicción inicial de los investigadores. La valoración de los resultados « confirmatorios » conduce también a la ocultación de ciertas anomalías que se perciben como menos « publicables ». Las prácticas del bricolaje y del secreto en torno a determinados datos reflejan la influencia de las políticas de publicación en la producción del conocimiento científico.

Traducciones coloniales y (post)coloniales en la prueba de neutralidad
Milouda Medjahed

Desde los albores de los tiempos, la historia ha estado incompleta. Incluso me atrevería a decir que la historiografía es un asunto pendiente. La historiografía también es subjetiva, porque está escrita en un contexto específico. Tejaswini Niranjana (1992) sólo acentúa esta subjetividad cuando insiste en la corrección y traducción desde una perspectiva (post)colonial. Explica cómo la elección de las palabras cambia de un contexto a otro y, por lo tanto, cómo se aplican las

estrategias de traducción tanto por parte de los colonizadores como por parte de los que reivindican la descolonización para lograr sus propios objetivos. De hecho, la traducción puede ser manipulada para servir a un proyecto colonial o descolonial. Este capítulo propone explorar la cuestión de la neutralidad a la luz de investigaciones recientes sobre las traducciones coloniales y (postcoloniales). El objetivo es demostrar cómo la subjetividad, las decisiones y las motivaciones del traductor están vinculadas a todos los elementos contextuales destacados por los teóricos.

Prácticas de revisión entre pares : no hay neutralidad
Samir Hachani

La revisión por pares de las publicaciones científicas y técnicas siempre ha sido objeto de controversia y múltiples prejuicios desde su creación. Siendo obviamente una operación humana, no podía abandonar esta propensión a juzgar no el texto presentado, sino la persona que lo hace, el autor o la autora. Estos prejuicios tienen orígenes múltiples y variados (nacionales, religiosos, ad hominem – personales –, estéticos, ideológicos, etc.), pero una de estas razones parece ser cada vez más preponderante, como se puede ver más claramente desde la apertura del proceso de evaluación en varias revistas. Estos son los prejuicios que las mujeres encuentran en su búsqueda de publicación y participación en los consejos editoriales cuyo propósito es evaluar la investigación presentada. El análisis de estos prejuicios tiende a indicar una especie de ostracismo y exclusión de las mujeres cuando presentan un artículo y cuando forman parte de los consejos de redacción. Este capítulo intenta examinar el tratamiento de los artículos presentados por mujeres en algunas revistas científicas, así como el lugar que ocupan las mujeres en sus consejos editoriales. ¿Podría la apertura en el proceso de revisión por pares ayudar a reducir estos prejuicios y hacer que la evaluación y la publicación científica sean un poco más neutral?

Los hechos, la ciencia y su comunicación. Un diálogo sobre la ciencia climática en la época de Trump
Pascal Lapointe y Mélissa Lieutenant-Gosselin

Este capítulo propone tres textos en uno. En primer lugar, presenta el punto de vista de Pascal Lapointe sobre el trabajo de los periodistas científicos y lo que nos enseña sobre la comunicación científica en esta época de « Fake News ». A esto le sigue un diálogo iniciado por la reacción y las preguntas planteadas por Mélissa Lieutenant-Gosselin, estudiante de doctorado en comunicación pública y codirectora de este libro. La reacción y las preguntas son las de una constructivista convencida que ve las ciencias como herramientas para la emancipación humana. Ella comparte con Pascal Lapointe la convicción de la necesidad de una mejor comunicación de la ciencia. El texto termina con las respuestas del primer autor a las preguntas del segundo. Esperamos que este texto en tres partes permita a los lectores reflexionar con nosotros no sólo sobre la neutralidad de la ciencia, la realidad y los hechos, sino también sobre las formas de hablar y representar la ciencia.

La amoralidad del positivismo institucional. La epistemología del vínculo como resistencia
Florence Piron

En este capítulo reflexiono sobre los efectos sociales y éticos de la conminación de neutralidad axiológica que se encuentra en el corazón del « positivismo institucional », nombre que doy al marco normativo hegemónico del régimen globalizado de la ciencia y del conocimiento en el mundo contemporáneo. Al definir los sentimientos morales y el alma como perjudiciales para la actividad de creación de conocimiento, al hacer que los científicos sean incapaces de comprender que los sentimientos, los valores y los compromisos son esenciales para el pensamiento auténticamente humano – vinculado y conectado a un mundo común –, esta conminación excluye este tipo de pensamiento en la actividad científica que, por lo tanto, se convierte en amoral. Debido al lugar simbólico de la ciencia y de la experiencia en la cultura y la imaginación colectivas, esta amoralidad normalizada contribuye a normalizar la indiferencia

hacia el otro, en nombre de la verdad o del resultado, en un mundo marcado por el neoliberalismo, donde la preocupación por los demás ya es poco valorada, si no ignorada y despreciada.

Un viaje a la insolencia. Desenmascarar la neutralidad científica en la formación de investigadores
Maryvonne Charmillot y Raquel Fernandez-Iglesias

Nuestro objetivo es deconstruir la gramática positivista desenmascarando la llamada neutralidad científica. Invitamos a los investigadores aprendices a iniciar un viaje hacia la insolencia y a cuestionar el orden científico establecido. ¿Dejan las normas para la producción de conocimientos científicos espacio para la experiencia de los investigadores? ¿Pueden separarse del mundo social para definir su relación con el objeto de estudio? La construcción del conocimiento científico se rige por convenciones y las conminaciones resultantes conducen a una especie de conformidad intelectual. Estas normas implícitas y los requerimientos que conllevan parecen evidentes: son la única forma de garantizar la producción científica. Que aprendemos a cuestionarlas y descubriremos que las ciencias son plurales y que dejan espacio para la crítica del orden científico dominante. Este aprendizaje se enmarca en la perspectiva de la investigación comprensiva. Desde esta postura epistemológica, cuestionamos las prácticas científicas y nos oponemos a los sistemas de poder contra los que luchamos. Para ello, adoptamos un enfoque sistema por sistema y proponemos acciones de investigación insolentes.

La neutralidad en las ciencias ambientales. Reflexiones sobre la Marcha Internacional por la Ciencia
Laurence Brière

La cuestión de la neutralidad en las ciencias ambientales es particularment interesante; las ciencias biofísicas y las ciencias humanas coexisten y se entrecruzan, revelando marcadas divergencias epistemológicas. Una Marcha Internacional por la Ciencia se desplegó para el Día de la Tierra de 2017 en 38 países a raíz de la iniciativa de científicos estadounidenses preocupados por las posiciones de su nuevo gobierno sobre la cuestión del cambio climático. Este acontecimiento insólito – científicos saliendo a la calle para defender su

contribución a la sociedad y al mundo – puso de relieve la necesidad de abrir un espacio de debate entre los actores del campo de las ciencias ambientales sobre el significado y el alcance de las investigaciones llevadas a cabo. Si bien la primacía del paradigma positivista se desprende claramente del discurso en torno al evento, ya que se trata sobre todo de la « neutralidad » de una ciencia « basada en hechos » « que beneficia a toda la humanidad », la comunicación no fue monolítica. Por ejemplo, uno de los comités organizadores nacionales incluso argumentó que « la ciencia es política ». A partir del análisis de esta reciente movilización, este capítulo propone una deconstrucción discursiva de los axiomas y opciones semánticas que conforman las ciencias ambientales. En efecto, es necesario cuestionar los fundamentos implícitos y explícitos de los proyectos científicos en este ámbito, plantear las consecuencias de estas premisas axiológicas y proponer planteamientos científicos más ecológicos, anclados y dialogantes. La importancia de la crisis socio-ecológica nos desafíe a lo largo de nuestro ser, hacia esta reflexión crucial.

¿Neutralidad, por lo tanto silencio? La ciencia política francesa en la prueba de la no violencia

Cécile Dubernet

Si bien Francia tiene una antigua tradición de protesta no violenta, carece de un debate académico sobre la no violencia. En ciencias políticas, pocos científicos han explorado el tema más allá de unas pocas referencias históricas o refiriéndose a textos en inglés. Las obras están dispersas, a menudo producidas en los márgenes de la universidad. Sin embargo, esta paradoja es comprensible si tenemos en cuenta el origen del concepto y la herencia positivista de la ciencia política francesa. Forjado por autores-actores como Gandhi, King y el Dalai Lama, el término no-violencia parece vago y carece de esta distancia entre el análisis y la militancia, tan necesaria para los académicos. Además, como sus fundadores fueron inspirados religiosamente, la palabra sigue estando ligada a la espiritualidad, un campo al que los académicos franceses se acercan con gran cautela. Pero sobre todo, el concepto es embarazoso, porque cuestiona los fundamentos de la ciencia política, incluido el presupuesto de la eficacia de la violencia. Este término perturbador es a menudo ignorado a favor de otros registros considerados más aceptables, como las « luchas sociales », las « protestas » o la « resistencia ». Sin embargo, esta ausencia se debe en gran medida al requerimiento de neutralidad y tiene un costo. Los académicos

franceses luchan por pensar científicamente tanto en cuestiones de defensa como en revoluciones populares. De hecho, la neutralidad y el silencio cubren ciertos prismas y tabúes.

Las ciencias involucradas. Entre la objetividad epistémica y la imparcialidad comprometida
Donato Bergandi

¿Cuál es el papel de la ciencia y de los científicos en sociedades democráticas donde la res publica parece sin embargo gestionada por una cierta casta oligárquica político-económica? Esta casta, que se inclina más bien a gestionar los recursos ambientales sobre la base de intereses particulares, no tiene en cuenta ni el bien común ni los equilibrios biosféricos. En este contexto, el papel de la ciencia y de los científicos es crucial en los objetos de investigación situados en la interfaz ciencia-sociedad, muchas veces controversiales. Estas preguntas y objetos de investigación requieren marcos epistemológicos específicos que aparecen en desacuerdo con la vulgata epistemológica tradicional. Por lo tanto, ya no es posible abordar cuestiones y objetos de investigación específicos de las « ciencias implicadas » sobre la base del paradigma dominante, donde el objetivismo realista de origen positivista y neopositivista se presenta como el ideal científico al que todos los investigadores deben adherirse. Esto significa que las ciencias – cuyos temas no son exclusivamente científicos, sino también económicos, políticos, éticos y, en términos más generales, socioculturales – generan inevitablemente controversias socio-científicas. Estas controversias no pueden, bajo ninguna circunstancia, resolverse limitándose a la experiencia científica o a los « hechos ». En este sentido, es emblemático el desarrollo de una serie de disciplinas contemporáneas como la biología molecular, la ingeniería genética, la biología sintética, la ecología, la ingeniería ecológica, las ciencias del clima y sus múltiples desafíos. En busca de las múltiples cuestiones que subyacen a las relaciones arriesgadas y críticas entre la objetividad, la imparcialidad y el compromiso en el caso de las ciencias implicadas y las cuestiones científicas socialmente vivas, se propone el concepto y la postura ética de la « imparcialidad comprometida ». Esta postura podría garantizar un equilibrio justo entre el ideal de objetividad científica y el compromiso ético-político.

Neutralización y participación en controversias públicas. Enfoque

comparativo de los conocimientos científicos
Robin Birgé y Grégoire Molinatti

En este capítulo proponemos una reflexión sobre la heurística abierta por la superación del modelo de neutralidad de las ciencias en la sociedad. Dos estudios de campo antropo-epistemológicos que hemos llevado a cabo desde un ángulo comunicativo nos permiten cuestionar la responsabilidad social de los investigadores en situaciones controvertidas y construir colectivamente una experiencia publicitaria. El primer campo se refiere a la autoincautación en 2010 de un laboratorio de geociencias en el sur de Francia que evalúa las consecuencias de la explotación del gas de esquisto bituminoso. Conscientes de los posibles conflictos de intereses y del espejismo de la neutralidad a nivel individual, el equipo borró colectivamente los puntos de vista individuales, sin publicar el sesgo metodológico de neutralizar sus opiniones heterogéneas. El segundo ámbito se refiere a una propuesta de reforma del derecho de familia promovida por investigadores en ciencias humanas y sociales, encargada en 2013 por el gobierno francés. El horizonte político es asumido por expertos que dan a conocer explícitamente los conocimientos comprometidos. En este último caso, la experiencia se ha liberado de la instrumentalización política y, al asumir un punto de vista comprometido y argumentado, contribuye, en nuestra opinión, a enriquecer el debate público.

¿Noneutralidad sin relativismo? El papel de la racionalidad evaluativa
Mathieu Guillermin

En esta contribución, exploraré la posibilidad de combinar la no-neutralidad (de la ciencia) y la objetividad o racionalidad basada en la obra filosófica de Hilary Putnam. Basado en las nociones de inconmensurabilidad y de paradigma, Kuhn cuestiona la neutralidad de la ciencia. Según algunos críticos, este enfoque no es aceptable, porque condena el método científico a la irracionalidad y al relativismo. Sin embargo, el trabajo de Putnam puede ser movilizado para mostrar que la no-neutralidad y la racionalidad (u objetividad) no son antitéticas. Un paso importante en el camino hacia esa reconciliación es lograr una racionalidad evaluativa. Basándome en las respuestas de Putnam a este desafío, argumentaré que racionalidad y objetividad no son sinónimos de neutralidad, sino que, por el contrario, se forjan a través de la retroalimentación

reflexiva dirigida a la evaluación racional de las prácticas de investigación. A continuación, destacaré el interés de este enfoque para articular la ciencia y la ética.

Comprender y estudiar el mundo social. De la reflexividad al compromiso
Sklaerenn Le Gallo

La reflexión aquí propuesta pretende cuestionar los vínculos que se pueden establecer, desde un punto de vista crítico, entre la necesidad de reflexividad por parte de los investigadores y lo que se considera un deber de compromiso en las luchas y movimientos sociales. Contrariamente a lo que defiende el paradigma positivista que durante mucho tiempo ha dominado el campo de las ciencias humanas y sociales, el mundo social sólo puede ser objetivado y racionalizado de manera abusiva. Por lo tanto, los científicos están atrapados entre su investigación científica y su viaje biográfico. El texto presenta una reflexión basada en la noción de la necesidad de reflexividad en el análisis del mundo social. A continuación se presentan dos visiones de la investigación realizada. En primer lugar, el de Pierre Bourdieu, que invita a la crítica social y a la denuncia de las relaciones de poder que prevalecen en la sociedad. Luego está el de Michel Foucault, que quiere desafiar una postura intelectual universalizadora a favor de una reflexión intelectual « situada » que lleva la voz de las luchas, cuestiona las relaciones de poder y se opone a los regímenes de verdad impuestos en el mundo social.

El lenguaje o la deconstrucción de la neutralidad científica escenificada por la sociología dramatúrgica
Sarah Calba y Robin Birgé

La neutralidad, es decir, la ausencia de sesgo, es una postura epistemológica o metodológica común en la ciencia. Según sus partidarios, permite mostrar que sus producciones científicas no tienen un punto de vista particular y, por lo tanto, son más fácilmente aceptables y reproducibles por otros, o incluso más cercanas a lo que realmente es. En lugar de intentar afirmar la imposibilidad de tal postura, trataremos aquí de demostrar que la neutralidad puede transformar el proyecto científico (la construcción colectiva del conocimiento) en un intento

de revelar o mediar una realidad existente independientemente de las perspectivas humanas. Para ello, estudiaremos las formulaciones epistemológicas (tanto las declaraciones intencionales como las elecciones formales) de diferentes sociologías, en particular la que califica como pragmática y la que hemos denominado fotográfica. En respuesta, propondremos otra forma de compromiso que podría llamarse lenguaje, es decir, un sesgo tomado por el lenguaje, por la inteligencia de lo que se dice con la forma en que se dice, o por un trabajo estilístico de discursos científicos. De este modo, defenderemos la sociología dramática que, afirmando la artificialidad y singularidad de su puesta en escena, trabaja para hacer coherentes sus argumentos constructivistas, es decir, sus ficciones científicas.

Relaciones complejas entre la crítica y el compromiso. Algunas lecciones de la investigación de la comunicación crítica
Eric George

En este texto, tratamos de analizar las complejas relaciones entre la investigación y el compromiso social. A priori, podríamos considerar que en el caso de la investigación crítica, debería haber una complementariedad lógica entre estos dos tipos de actividades. Sin embargo, veremos que la situación es más compleja de lo que parece con la inclusión de tres conjuntos de trabajos considerados críticos en el campo de los estudios de comunicación: la Escuela de Frankfurt, la economía política de la comunicación y los estudios culturales. Veremos entonces que algunas prácticas de investigación y activismo son difíciles de conciliar, mientras que la alianza entre la investigación crítica y el compromiso social es más necesaria que nunca para transformar nuestro mundo.

Perspectivas críticas y estudios sobre tecnología digital: en busca de relevancia social
Lena A. Hübner

Este texto se centra en los vínculos entre la investigación y el cambio social. Más concretamente, se trata de discutir las dificultades que crea una postura crítica al estudiar la comunicación política en línea. El texto muestra que esta perspectiva epistemológica conduce a un dilema: mientras que los resultados

de la investigación apuntan a concienciar a los ciudadanos, los propios mecanismos de esta educación, si se digitaliza, corren el riesgo de ser apropiados por las instituciones políticas y económicas. Para superar este obstáculo, se propone crear más vínculos entre la investigación y la sociedad civil de diversas maneras (difusión de los resultados, aplicación práctica sobre el terreno, etc.).

Regular la relación entre la investigación científica y la promoción. Una mirada retrospectiva a un viaje personal

Stéphane Couture

A la luz de mi propia experiencia, exploraré el mandato de neutralidad axiológica en las articulaciones entre las actividades activistas y la investigación universitaria. Mi carrera académica se basa en un compromiso militante: es mi participación en los movimientos sociales lo que me ha llevado a las ciencias sociales. Con este anclaje en mente, mis elecciones de objetos de investigación siempre han estado orientadas hacia mis intereses políticos y tengo una afinidad por las epistemologías que cuestionan la idea de neutralidad, particularmente las teorías feministas del punto de vista y del conocimiento situado. A pesar de ello, creo que mantengo una distinción bastante clara (aunque ambivalente) en mis actividades entre activismo e investigación, y entre compromiso y neutralidad. Esta distinción me parece importante desde el punto de vista ético, es decir, en la forma en que enfoco mis relaciones con las personas que considero, o no, como « sujetos » de mi investigación. Por ejemplo, ¿con qué firmeza puedo adoptar una posición en un debate que anima a un grupo cuya etnografía deseo hacer? ¿Puedo pasar sin problemas de un papel de activista en un grupo a un papel de investigador en este grupo? ¿Tienen estas preguntas un valor en sí mismas, o son simplemente un recordatorio de positivismo? Estas son algunas de las cuestiones que planteo en este capítulo.

Astratti

Traduction automatisée, revue par Raymon Dassi

L'ancoraggio sociologico del concetto. Riflessione sul rapporto di oggettivazione
Marie-Laurence Bordeleau-Payer

Questo articolo esamina come il concetto, che si presenta come uno strumento linguistico e metodologico attraverso il quale è possibile cogliere la realtà, agisce come una mediazione attraverso la quale un significato viene trasmesso e oggettivamente appreso. Essa evidenzia il fatto che concetto e pensiero devono essere affrontati secondo un rapporto inscindibile, per cui la (ri)conoscenza degli oggetti del mondo è possibile secondo le sue radici storico-sociali. Inoltre, questa prospettiva mette in evidenza il fatto che i concetti non sono mai neutri, cioè sono impregnati di un contenuto normativo e ideologico specifico della cultura « epistemologica », nonché dello spirito dei tempi, che fanno parte della loro costruzione dialettica. E poiché questo contesto è intrinseco all'impresa di conoscere il mondo, ogni ricercatore che voglia accedere alla comprensione della realtà deve tener conto della natura « culturale » del processo attraverso il quale la lettura/conoscenza « realtà » è possibile, prendendo in considerazione l'universo di significato su cui si basa il pensiero umano. È alla luce di queste considerazioni che la riflessione elaborata in questo articolo cerca di far luce sulla natura sociale di ogni progetto di conoscenza, seguendo l'ancoraggio storico-sociale del rapporto oggettivo che è alla base di ogni denominazione concettuale, nonché del pensiero che la riflette.

Neutralità per cosa? Per una storicizzazione del rigore scientifico
Oumar Kane

L'epistemologia, in quanto campo di conoscenza che si occupa dello studio della scienza, ha posto grande enfasi sulle condizioni « interne » per la produzione del discorso scientifico, in particolare concentrandosi su concetti come verità, logica, oggettività o neutralità. Propongo di completare brevemente

questa analisi « interna » con un approccio « esterno » alla conoscenza scientifica. La storicizzazione mi sembra quindi una condizione importante per mostrare due cose in relazione alla questione che mi è stata sottoposta, quella della neutralità: in primo luogo, la neutralità come imperativo legato al dispiegamento di una certa conoscenza può essere legato a certe condizioni storico-sociali. Inoltre, questa neutralità assume forme estremamente diverse a seconda delle configurazioni istituzionali e disciplinari a cui siamo interessati. Per argomentare il mio punto di vista, uso Aristotele, Bachelard e Feyerabend per dimostrare che il percorso conoscitivo non è lineare e che in ciascuno di questi autori possiamo trovare argomenti a favore del riconoscimento di molteplici forme di conoscenza e persino di una certa eterogeneità del sapere scientifico. Concludo sostenendo che anche la proposta rivoluzionaria di Feyerabend di una teoria anarchica della conoscenza è insufficiente nel contesto di un'analisi politica della scienza e che c'è bisogno di un « cambiamento epistemico » che sta solo cominciando ad emergere.

Dall'impossibile neutralità assiologica alla pluralità delle pratiche
Pierre-Antoine Pontoizeau

In questo capitolo, illustro i risultati del pensiero di Feyerabend in termini di contestualizzazione di verità scientifiche subordinate a scopi o utilità implicite. Poi, ho messo il suo pensiero in prospettiva rispetto alle più recenti conclusioni dei matematici sui limiti della propria scienza: incompletezza, crescente indecidibilità (Kolmogorov), ecc. Presento poi alcuni esempi dei dibattiti e di controversie matematiche che attestano l'inesistenza della neutralità assiologica nel processo stesso della creazione matematica. Il capitolo si conclude indicando i percorsi di un dialogo basato su una razionalità aperta e plurale, cioè una praxéology che contestualizza la ragione discorsiva basata sul notevole libro di Gunnar Skirbeek – A Praxéology of Modernity.

Sull'ideale di neutralità nella ricerca
Julia Morel e Valérie Paquet

Supponendo che la neutralità nelle scienze sociali è irraggiungibile e che è necessario esserne consapevoli, questo articolo si concentra sulle manifestazioni di questo pregiudizio nel complesso ed eterogeneo processo di ricerca sulla

comunicazione tra laureati. Basato su un approccio dominato dal movimento costruttivista, questo testo si concentra sugli scritti di tre autori leader nelle scienze sociali: Gaston Bachelard, Giovanni Busino e Jean-Pierre Olivier de Sardan. I concetti di rottura epistemologica, di prova e infine le dinamiche tra la dimensione etica e quella emancipata sono al centro di questa riflessione, e permettono di apportare elementi aggiuntivi all'osservazione iniziale. Questi tre autori sono legati a diverse discipline delle scienze sociali, ma giungono a conclusioni simili: la neutralità è difficile da raggiungere. Attraverso un dialogo tra questi autori, questo testo cerca di rispondere alla seguente domanda: in che misura la consapevolezza o la consapevolezza della non neutralità ci permette, come studenti di master in comunicazione, di compensare i nostri pregiudizi personali e strutturali di ricerca?

Quando i risultati contraddicono le ipotesi. Neutralità in questione nella produzione di conoscenze sul cervello
Giulia Anichini

In questo articolo, la neutralità scientifica è analizzata a partire dal lavoro di produzione dei risultati nel campo delle neuroscienze. I miei studi di casi attestano strategie che mirano a produrre risultati « positivi », cioè in linea con le previsioni iniziali dei ricercatori. La valutazione dei risultati « confermativi » porta anche a nascondere alcune anomalie percepite come meno « pubblicabili ». Le pratiche di DIY e la segretezza di alcuni dati riflettono l'impatto delle politiche di pubblicazione sulla produzione di conoscenze scientifiche.

Traduzioni coloniali e post-coloniali nella prova di neutralità
Milouda Medjahed

Fin dalla notte dei tempi, la storia è stata incompleta. Oserei persino dire che la storiografia è ancora un'impresa incompiuta. Anche la storiografia è soggettiva, perché è scritta in un contesto specifico. Tejaswini Niranjana (1992) accentua questa soggettività solo quando insiste sulla rilettura e la traduzione da una prospettiva (post-)coloniale. Spiega come la scelta delle parole cambia da un contesto all'altro, e quindi come le strategie di traduzione vengono utilizzate dai colonizzatori e da coloro che pretendono la decolonizzazione per

raggiungere i loro rispettivi obiettivi. Infatti, la traduzione può essere manipolata per servire un progetto coloniale o di decolonizzazione. Questo capitolo propone di esplorare il grado di neutralità di questo risultato alla luce delle recenti ricerche sulle traduzioni coloniali e (post)coloniali. L'obiettivo è dimostrare come la soggettività, le decisioni e le motivazioni del traduttore siano legate a tutti gli elementi contestuali evidenziati dai teorici.

Pratiche di peer review : nessuna neutralità
Samir Hachani

La revisione paritetica delle pubblicazioni scientifiche e tecniche è sempre stata oggetto di controversie e pregiudizi multipli fin dalla sua nascita. Essendo ovviamente un'operazione umana, la revisione paritetica non ha potuto disfarsi della propensione a giudicare, non tanto il testo presentato, quanto la persona che fa la presentazione, l'autore o l'autore. Questi pregiudizi hanno origini molteplici e diverse (nazionali, religiose,, ad hominem – personale -, estetico, ideologico, ecc.), ma una di queste ragioni sembra diventare sempre più preponderante, come si può vedere più chiaramente dall'apertura del processo di valutazione in diverse recensioni. Questi sono i pregiudizi che le donne incontrano nella loro ricerca di pubblicazione e partecipazione a comitati editoriali che hanno lo scopo di valutare la ricerca presentata. L'analisi di questi pregiudizi tende ad indicare una sorta di ostracizzazione ed esclusione delle donne quando presentano un articolo e quando fanno parte dei comitati editoriali. Questo capitolo cerca di esaminare il trattamento dei contributi di articoli di donne in alcune riviste scientifiche, così come il posto delle donne nei loro comitati editoriali. L'apertura sempre più utilizzata dalla peer review potrebbe contribuire a ridurre questi pregiudizi e rendere la pubblicazione scientifica e la sua diretta corollario peer review un po' più neutrale?

I fatti, la scienza e la loro comunicazione: un dialogo sulla scienza del clima al tempo di Trump
Pascal Lapointe e Mélissa Lieutenant-Gosselin

Questo capitolo propone l'analisi di tre testi in uno solo. In primo luogo, presenta il punto di vista di Pascal Lapointe sul lavoro dei giornalisti scientifici e quello che ci insegna sulla comunicazione scientifica in quest'epoca di « Fake

News ». Segue un dialogo avviato dalla reazione e dalle questioni sollevate da Mélissa Lieutenant-Gosselin, dottoranda in comunicazione pubblica e co-direttrice di questo libro. La reazione e le domande sono quelle di un costruttivista convinto che vede la scienza come strumento di emancipazione umana e condivide con Pascal Lapointe la convinzione della necessità di una migliore comunicazione della scienza. Il testo si conclude con le risposte del primo autore alle domande del secondo. Ci auguriamo che questo testo in tre parti permetta ai lettori di riflettere con noi non solo sulla neutralità della scienza, della realtà e dei fatti, ma anche sui modi di parlare e di rappresentare la scienza.

L'amoralità del positivismo istituzionale. L'epistemologia del legame come resistenza
Florence Piron

In questo capitolo, rifletto sugli effetti sociali ed etici dell'ingiunzione di neutralità assiologica che sta al centro del « positivismo istituzionale »; nome che do al quadro normativo egemonico del regime globalizzato della scienza e della conoscenza nel mondo contemporaneo. Definendo i sentimenti morali e l'anima come dannosi per l'attività di creazione della conoscenza, rendendo gli scienziati incapaci di comprendere che i sentimenti, i valori e i coinvolgimenti sono essenziali per il pensiero autenticamente umano – legato e collegato ad un mondo comune – questa ingiunzione gioca all'esclusione di questo tipo di pensiero dalle attività scientifiche, le quali diventano amorale. Per il posto simbolico della scienza e della competenza nella cultura e nell'immaginario collettivo, questa amoralità normalizzata contribuisce a normalizzare l'indifferenza delle persone all'alterità, in nome della verità o della performance, in un mondo segnato dal neoliberismo dove la preoccupazione per gli altri è già scarsamente valorizzata, se non ignorata e disprezzata.

Un viaggio verso l'insolenza: smascherare la neutralità scientifica nella formazione alla ricerca
Maryvonne Charmillot e Raquel Fernandez-Iglesias

Il nostro obiettivo è decostruire la grammatica positivista smascherando la cosiddetta neutralità scientifica. Invitiamo gli apprendisti ricercatori a

intraprendere un viaggio verso l'insolenza e a mettere in discussione l'ordine scientifico stabilito. Le regole per la produzione di conoscenze scientifiche lasciano spazio all'esperienza dei ricercatori? I ricercatori possono staccarsi dal mondo sociale per definire il loro rapporto con l'oggetto in studio? La costruzione della conoscenza scientifica è governata da convenzioni e le conseguenti ingiunzioni portano ad una sorta di conformità intellettuale. Queste regole implicite e le ingiunzioni che comportano sembrano ovvie: sono l'unico modo per garantire la produzione scientifica. Che impariamo a interrogarle e scopriremo che le scienze sono plurali e che lasciano spazio alla critica dell'ordine scientifico dominante. Questo apprendimento fa parte della prospettiva di ricerca globale. Da questa postura epistemologica, mettiamo in discussione le pratiche scientifiche e ci poniamo in opposizione ai sistemi di potere contro cui ci battiamo. Per fare questo, adottiamo un approccio sistema-per-sistema e proponiamo insolenti azioni di ricerca.

La questione della neutralità nelle scienze ambientali: riflessioni sulla Marcia internazionale della scienza

Laurence Brière

Di particolare interesse è la questione della neutralità nelle scienze ambientali. Le scienze biofisiche e le scienze umane coesistono e si intersecano, rivelando marcate divergenze epistemologiche. In occasione della Giornata della Terra 2017, è stata realizzata una passeggiata scientifica internazionale in 38 paesi. La passeggiata è stata organizzata su iniziativa di scienziati americani, preoccupati per le posizioni del loro nuovo governo, in particolare per quanto riguarda i cambiamenti climatici. Questo insolito evento – gli scienziati che scendono in piazza per difendere il loro contributo alla società e al mondo – ha evidenziato la necessità di aprire uno spazio di discussione tra gli attori del settore delle scienze ambientali sul significato e la portata delle ricerche condotte. Mentre il primato del paradigma positivista emergeva chiaramente dal discorso che circondava l'evento, la comunicazione promozionale dello stesso evento non era monolitica e uno dei comitati organizzatori nazionali ha persino sostenuto che « la scienza è politica , essendo soprattutto una questione di « neutralità » di una scienza « basata sui fatti » « che va a beneficio di tutta l'umanità ». Sulla base dell'analisi di questa recente mobilitazione, questo capitolo propone una decostruzione discorsiva degli assiomi e delle scelte semantiche che modellano le scienze ambientali. C'è infatti la necessità di

mettere in discussione i fondamenti impliciti ed espliciti dei progetti scientifici in questo campo, quindi di sollevare le conseguenze di tali premesse assiologiche e di proporre approcci scientifici più ecologici, ancorati e dialoganti. La portata delle attuali crisi socio-ecologiche – tra cui il cambiamento climatico e la massiccia estinzione delle specie – è infatti suscettibile di interpellarci in tutto il nostro essere, verso questa importante riflessione.

Neutralità, quindi silenzio? La scienza politica francese alla prova della non violenza

Cécile Dubernet

La Francia ha una vecchia tradizione di protesta non violenta, mentre nelle università del paese manca un dibattito accademico sulla non violenza. Nelle scienze politiche, pochi scienziati hanno esplorato l'argomento al di là di alcuni riferimenti storici o facendo riferimento a testi in lingua inglese. Le opere sono sparse, spesso prodotte ai margini dell'università. Tuttavia, questo paradosso è comprensibile se si tiene conto dell'origine del concetto e dell'eredità positivista della scienza politica francese. Forgiato da autori-attori come Gandhi, King e il Dalai Lama, il termine non-violenza sembra vago e manca di distanza tra analisi e militanza, così necessaria all'accademico. Inoltre, poiché i suoi fondatori erano di ispirazione religiosa, la parola rimane connotata dalla spiritualità; un campo che gli accademici francesi affrontano con grande cautela. Soprattutto, il concetto è imbarazzante, perché mette in discussione i fondamenti della scienza politica, compresa l'efficacia della violenza. Questo termine inquietante viene quindi spesso ignorato a favore di altri registri considerati più accettabili, come "conflitto", « lotte sociali », « proteste » o « resistenza ». Tuttavia, l'assenza del termine non-violenza nell'universo terminologico della scienza è in gran parte dovuta all'ingiunzione di neutralità e ha un costo. Gli accademici francesi lottano per pensare scientificamente sia alle questioni di difesa che alle rivoluzioni popolari. Infatti, la neutralità e il silenzio coprono alcuni prismi e tabù.

Le scienze coinvolte tra oggettività epistemica e imparzialità impegnata

Donato Bergandi

Qual è il ruolo della scienza e degli scienziati nelle società in cui, pur restando formalmente democratica, una moltitudine di indici convergenti modellano la gestione della res publica da parte di una casta politico-economica oligarchica? Questa casta, piuttosto incline a gestire le risorse ambientali sulla base di interessi particolari, non tiene conto né del bene comune, né degli equilibri biosferici. In tale contesto, il ruolo della scienza e degli scienziati è cruciale nelle questioni e in relazione agli oggetti di ricerca su ll'interfaccia tra scienza e società che generano controversie socio-scientifiche. Queste domande e questi oggetti di ricerca richiedono quadri epistemici ed epistemologici specifici che sono in contrasto con la tradizionale vulgata epistemologica. Così, non è più possibile affrontare questioni di ricerca e oggetti specifici delle « scienze coinvolte » sulla base del paradigma dominante, che fa dell'oggettivismo realistico di origine positivista e neopositivista l'ideale scientifico a cui tutti i ricercatori devono aderire. Ciò significa che le scienze – i cui temi non sono esclusivamente scientifici, ma anche economici, politici, etici e più in generale socioculturali – generano inevitabilmente controversie socio-scientifiche. Queste controversie non possono, in nessun caso, essere risolte limitandosi all'esperienza scientifica o ai « fatti ». Emblematico in questo senso è lo sviluppo di una serie di discipline contemporanee come la biologia molecolare, l'ingegneria genetica, la biologia sintetica, l'ecologia, l'ingegneria ecologica, le scienze del clima e le loro molteplici sfide. Alla ricerca delle molteplici questioni alla base delle relazioni rischiose e critiche tra oggettività, imparzialità e impegno nel caso delle scienze coinvolte e delle questioni scientifiche socialmente vivaci, si propone il concetto e la posizione etica di « imparzialità impegnata ». Una tale postura sarebbe in grado di garantire un giusto equilibrio tra l'ideale di oggettività scientifica – lo scienziato che la adotta cercherà di non farsi guidare dalle sue preferenze e pregiudizi nella scelta dei dati teorici e fattuali – e l'impegno etico-politico.

Non neutralità senza relativismo? Il ruolo della razionalità valutativa
Mathieu Guillermin

In questo contributo esplorerò la possibilità di combinare la non-neutralità (della scienza) e l'oggettività o razionalità basata sull'opera filosofica di Hilary Putnam. Partendo dalle nozioni di incommensurabilità e paradigma, Kuhn mette in discussione la neutralità della scienza. Secondo alcuni critici, un simile approccio non è accettabile, perché condanna il metodo scientifico all'irrazionalità e al relativismo. L'opera di Putnam può tuttavia essere mobilitata per dimostrare che la non neutralità e la razionalità (o oggettività) non sono antitetiche. Un passo importante sulla via di tale riconciliazione è il raggiungimento della razionalità valutativa. Sulla base delle risposte di Putnam a questa sfida, sosterrò che razionalità e oggettività non sono sinonimo di neutralità, ma, al contrario, sono forgiate attraverso un feedback riflessivo finalizzato alla valutazione razionale delle pratiche investigative. Sottolineerò poi l'interesse di un tale approccio per articolare scienza ed etica.

Comprendere e studiare il mondo sociale. Dalla riflessività all'impegno
Sklaerenn Le Gallo

La riflessione qui proposta mira a mettere in discussione i legami che possono essere creati, da un punto di vista critico, tra la necessità di riflessività da parte dei ricercatori e quello che è considerato un dovere di impegno nelle lotte e nei movimenti sociali. Contrariamente a quanto difeso dal paradigma positivista che da tempo domina il campo delle scienze umane e sociali, il mondo sociale può essere oggettivato e razionalizzato solo in modo abusivo. Gli scienziati sono quindi intrappolati tra la loro ricerca scientifica e il loro percorso biografico. Il testo presenta una riflessione basata sulla esigenza di riflessività nell'analisi del mondo sociale. Vengono poi presentate due visioni della ricerca intrapresa. In primo luogo, quello di Pierre Bourdieu, che invita alla critica sociale e alla denuncia dei rapporti di potere che prevalgono nella società. C'è poi quella di Michel Foucault, che vuole sfidare una posizione intellettuale universalizzante a favore di una riflessione intellettuale « situata » che porti la voce delle lotte, interroghi i rapporti di potere e si opponga ai regimi di verità imposti nel mondo sociale.

Linguaggio o decostruzione della neutralità scientifica messa in scena dalla sociologia drammaturgica
Sarah Calba e Robin Birgé

La neutralità, in altre parole, l'assenza di distorsioni, è una postura epistemologica o metodologica comune nella scienza. Secondo i suoi sostenitori, essa permette di mostrare le sue produzioni scientifiche senza un particolare punto di vista, e rendendole quindi più facilmente accettabili e riproducibili da altri, o ancora più vicine a ciò che è veramente. Piuttosto che cercare di affermare l'impossibilità di una tale posizione, cercheremo qui di dimostrare che la neutralità può trasformare il progetto scientifico (la costruzione collettiva della conoscenza) in un tentativo di rivelazione o mediazione di realtà che esistente indipendentemente dalle prospettive umane. Per fare questo, studieremo le formulazioni epistemologiche (affermazioni intenzionali e scelte formali) di diverse sociologie, in particolare quella che si qualifica come pragmatica e quella che abbiamo chiamato fotografica. In risposta, proporremo un'altra forma di impegno che potrebbe essere chiamata linguaggio, vale a dire un pregiudizio preso dal linguaggio, dall'intelligenza di ciò che viene detto con il modo in cui viene detto, o da un lavoro stilistico di discorsi scientifici. In questo modo, difenderemo la sociologia drammatica che, affermando l'artificialità e la singolarità della sua messa in scena, lavora per rendere coerenti i propri argomenti costruttivisti, in altre parole le sue finzioni scientifiche.

Relazioni complesse tra critica e impegno: alcune lezioni dalla ricerca critica sulla comunicazione.
Eric George

In questo testo, cerchiamo di analizzare le complesse relazioni tra la ricerca e l'impegno sociale. A priori, potremmo considerare che nel caso della ricerca critica, ci dovrebbe essere una logica complementarietà tra questi due tipi di attività. Tuttavia, vedremo che la situazione è più complessa di quanto sembri con l'inclusione di tre gruppi di opere considerate critiche nel campo degli studi sulla comunicazione: la Scuola di Francoforte, l'economia politica della comunicazione e gli studi culturali. Vedremo allora che alcune pratiche di

ricerca e l'attivismo sono difficili da conciliare, mentre l'alleanza tra ricerca critica e impegno sociale è più che mai necessaria per trasformare il nostro mondo.

Prospettive critiche e studi sulla tecnologia digitale: alla ricerca di rilevanza sociale
Lena A. Hübner

Questo testo si concentra sui legami tra la ricerca e il cambiamento sociale. In particolare, si tratta di discutere le difficoltà che una posizione critica crea quando si studia la comunicazione politica online. Il testo mostra che questa prospettiva epistemologica porta a un dilemma: mentre i risultati della ricerca mirano a sensibilizzare i cittadini, i meccanismi stessi di questa educazione, se diventa digitale, rischiano di essere appropriati dalle istituzioni politiche ed economiche. Per superare questo ostacolo, si propone di creare maggiori legami tra la ricerca e la società civile in vari modi (diffusione dei risultati, applicazione pratica sul campo, ecc.)

Provvedimento di neutralità, attività di attivismo e ricerca accademica
Stéphane Couture

Alla luce della mia esperienza personale, esplorerò l'ingiunzione della neutralità assiologica nelle articolazioni tra attività attiviste e ricerca universitaria. La mia carriera accademica affonda le sue radici in un impegno militante: è il mio coinvolgimento nei movimenti sociali che mi ha portato alle scienze sociali. Con questo ancoraggio in mente, le mie scelte di oggetti di ricerca sono sempre state orientate verso i miei interessi politici e ho un'affinità con le epistemologie che problematizzano l'idea di neutralità, in particolare le teorie femministe del punto di vista e del "sapere situato". Ciononostante, penso di mantenere una distinzione abbastanza chiara (anche se ambivalente) nelle mie attività tra attivismo e ricerca, e tra impegno e neutralità. Questa distinzione mi sembra importante da un punto di vista etico, cioè nel modo in cui affronto i miei rapporti con persone che considero, o meno, come « soggetti » della mia ricerca. Per esempio, come posso prendere posizione in un dibattito che anima un gruppo di cui voglio fare l'etnografia? Posso passare senza soluzione di continuità dal ruolo di attivista « in un gruppo" al ruolo di ricercatore su

« questo stesso gruppo? Queste domande hanno un valore in sé, o sono semplicemente un richiamo al positivismo? Queste sono alcune delle questioni che sollevo in questo capitolo.

مُلخَّصات

ترجمة إلى العربية من قبل ميلودة مجاهد

الترجمة الاستعمارية و ما بعد الاستعمارية و تحدي الحياد

ميلودة مجاهد

منذ الأزل ، والتاريخ صورة غير مكتملة. بل إنّ علم التاريخ لم يكن يوما عملا مكتمل الانجاز. إنّ التاريخ مكتوب غالبا من وجهة نظر ذاتية كونه مرتبط بسياق خاص. تيجاسويني نيرانجانا (1992) تبرز هذه الذاتية من خلال إصرارها على إعادة قراءة وإعادة ترجمة المؤلفات من منظور ما بعد استعماري. في هذا الإطار، تشرح هذه الباحثة علاقة الكلمات المختارة بسياقها وكذا استراتيجيات الترجمة المستخدمة من قبل المستعمرين من جهة و مناهضي الاستعمار من جهة أخرى في سبيل تحقيق أهدافهم. ممّا يعني أنّه يمكن التلاعب بالترجمة و توجيهها لخدمة مشروع استعماري أو مشروع تحرّري. و في هذا السياق يهدف هذا الفصل إلى استكشاف درجة الحياد في هذه الانجازات في ضوء الأبحاث الحديثة حول الترجمات الاستعمارية وما، بعد الاستعمارية، محاولين إبراز علاقة موضوعية المترجم (أو المترجمة)، قراراته ودوافعه (أو قراراتها ودوافعها) بجميع العناصر السياقية المحيطة التي أدرجها المنظّرون و المنظّرات.

آليات التقييم من قبل النظراء: بلا حياد

سمير حشاني

إنّ مراجعة النظراء للمنشورات العلمية والتقنية هي دائمًا موضع جدل وتحيزات عدّة. إذ أنّ طبيعتها البشرية جعلت التقييم يتعدّى العمل المنشور إلى صاحب العمل في حدّ ذاته، أي المؤلف أو المؤلفة. و رغم أنّ حقيقة هذه التحيزات تعود إلى أسباب عدّة (وطنية ، دينية ، شخصية، جمالية ، أيديولوجية إلخ)، إلاّ أنّ أهمّ سبب يمكن الاشارة إليه منذ بدايات عمليات التقييم في العديد من المجلاّت هو تلك التحيزات التي تواجهها النساء خلال سعيهن للنشر أوللمشاركة في لجان التحرير المسؤولة عن تقييم الأبحاث. إذ تشير دراسة هذه التحيزات إلى نوع من النبذ والاستبعاد تتعرض له النساء حين إقبالهنّ على نشر مقالات أو كونهنّ من أعضاء لجان التحرير و التقييم. في هذا الإطار، يتدارس هذا الفصل حيثيات التعامل مع مقالات النساء في المجلات العلمية و كذا مكانتهنّ في لجان التحرير.هل يمكن للانفتاح الذي تدعيه اليوم مراجعة النظراء أن يساعد في الحد من هذه التحيزات وجعل المنشور العلمي وما يتبعه من تقييم الأقران عملية أكثر حيادية إلى حد ما؟

Zusammenfassungen

Traduction automatisée, revue par Lena A. Hübner

Die soziologische Verankerung des Konzepts: Reflexion des Objektivierungsberichts

Marie-Laurence Bordeleau-Payer

In diesem Artikel wird untersucht, wie das Konzept, welches als sprachliches und methodisches Instrument der Realitätserfassung präsentiert wird, als eine Mediation dient, durch die eine Bedeutung vermittelt und objektiv erfasst wird. Der Text argumentiert, dass Konzept und Denken in einer untrennbaren Beziehung stehen, welche als solche angegangen werden muss, denn diese Beziehung macht eine (Wieder-)Erkenntnis weltlicher Objekte gemäß ihrer sozio-historischen Wurzeln möglich. Eine solche Perspektive unterstreicht darüber hinaus die Tatsache, dass Konzepte nie neutral sind d.h. sie sind mit einem normativen und ideologischen Inhalt belastet, der auf eine spezifische « epistemologische » Kultur sowie auf den Zeitgeist zurückzuführen ist. Epistemologische Kultur und Zeitgeist nehmen somit an einer dialektischen Konstruktion der Konzepte teil. Und da dieser Kontext dem Unternehmen der Weltkenntnis innewohnt, muss jeder Forscher, der Zugang zum Erfassen der Realität haben möchte, die « kulturelle » Natur des Prozesses, durch den « Realität » möglich wird berücksichtigen indem er die Sinneswelt auf der das menschliche Denken basiert miteinbezieht. Auf der Grundlage dieser Überlegungen versucht die in diesem Artikel erarbeitete Reflexion, die soziale Natur eines jeden Wissensprojektes herauszuarbeiten, gemäß der soziohistorischen Verankerung der wissenschaftlichen Objektivierung, die jeder konzeptionellen Bezeichnung zugrunde liegt, sowie dem Gedanken, den sie widerspiegelt.

Wozu dient Neutralität ? Plädoyer für eine Historisierung der wissenschaftlichen Genauigkeit
Oumar Kane

Die Erkenntnistheorie hat als Wissensgebiet, welches auf das Studium der Wissenschaft beruht, großen Wert auf die « internen » Bedingungen der Produktion des wissenschaftlichen Diskurses gelegt, insbesondere durch die Artikulation von Begriffen wie Wahrheit, Logik, Objektivität oder Neutralität. Ich schlage vor, diese « interne » Analyse mit einem „externen" Ansatz für wissenschaftliche Erkenntnisse zu ergänzen. Die Historisierung scheint mir eine wichtige Voraussetzung dafür zu sein, zwei Dinge in Bezug auf das mir hier vorliegende Thema der Neutralität aufzuzeigen: Erstens kann Neutralität als zwingende Voraussetzung für den Einsatz eines bestimmten Wissens mit bestimmten soziohistorischen Bedingungen verbunden werden. Darüber hinaus nimmt diese Neutralität je nach den institutionellen und disziplinären Gegebenheiten, an denen wir interessiert sind, sehr unterschiedliche Formen an. In diesem Zusammenhang, beziehe ich mich auf Aristoteles, Bachelard und Feyerabend, um zu zeigen, dass der Weg nicht linear ist und dass wir in jedem dieser Autoren Argumente für eine Anerkennung mehrerer Formen des Wissens und sogar eine gewisse Heterogenität des wissenschaftlichen Wissen finden können. Abschließend argumentiere ich, dass selbst Feyerabends revolutionärer Vorschlag einer anarchistischen Erkenntnistheorie im Kontext einer politischen Analyse der Wissenschaft unzureichend ist und dass ein « epistemischer Wandel » notwendig ist. Dieser Wandel wird langsam sichtbar.

Von der unmöglichen Wertfreiheit zur Pluralität der Praktiken
Pierre-Antoine Pontoizeau

Dieses Kapitel erklärt die Errungenschaften von Feyerabend's Erkenntnissen in Bezug auf die Kontextualisierung wissenschaftlicher Wahrheiten, die impliziten Zwecken oder Nutzen untergeordnet sind. Im Folgenden wird sein Gedankengang in Bezug auf die jüngsten Schlussfolgerungen der Mathematiker über die Grenzen ihrer eigenen Wissenschaft hinterfragt: Unvollständigkeit, zunehmende Unentscheidbarkeit (Kolmogorov), etc. Anschließend werden einige Beispiele für die mathematischen Debatten und Kontroversen vorgestellt, die das Nichtvorhandensein von

Wertfreiheit im Prozess der mathematischen Schöpfung belegen. Das Kapitel endet mit einem möglichen Lösungsweg in Form eines Dialogs, der auf einer offenen und pluralistischen Rationalität basiert, d.h. auf einer Praxeologie, die diskursive Vernunft kontextualisiert und auf Gunnar Skirbeeks bemerkenswertem Buch – A Praxeology of Modernity – basiert.

Das Ideal der Neutralität in der Forschung
Julia Morel und Valérie Paquet

Unter der Annahme, dass Neutralität in der sozialwissenschaftlichen Forschung unerreichbar ist und es notwendig ist sich dessen bewusst zu sein, konzentriert sich dieser Artikel auf die Erscheinungsformen dieser Verzerrung im komplexen und heterogenen Prozess der Graduiertenforschung in Kommunikationswissenschaften. Basierend auf einem von der konstruktivistischen Bewegung dominierten Ansatz betrachtet dieser Text die Schriften von drei führenden Autoren der Sozialwissenschaften: Gaston Bachelard, Giovanni Busino und Jean-Pierre Olivier de Sardan. Die Konzepte des epistemologischen Bruchs, des Beweises und schließlich der Dynamik zwischen der ethischen und der emanzipierten Dimension stehen im Mittelpunkt dieser Reflexion und ermöglichen es zusätzliche Elemente zu unserem Ausgangspunkt hinzuzufügen.. Diese drei Autoren sind mit verschiedenen sozialwissenschaftlichen Disziplinen verknüpft, kommen allerdings zu einer ähnlichen Schlussfolgerung: Neutralität ist schwer zu erreichen. Anhand eines Dialogs zwischen jenen Autoren versucht dieser Text die folgende Frage zu beantworten: Inwieweit erlaubt uns das Bewusstsein einer nicht vorhandenen Neutralität persönliche und strukturelle tote Winkel unserer Forschungstätigkeiten im Rahmen unserer Masterarbeiten in Kommunikationswissenschaften zu kompensieren?

Wenn die Ergebnisse den Annahmen widersprechen: Infragestellung der Neutralität bei der Produktion von Wissen über das Gehirn
Giulia Anichini

In diesem Artikel wird die Neutralität bezüglich wissenschaftlicher Ergebnisse im Bereich der Neurowissenschaften analysiert. Meine Fallstudien belegen Strategien, die darauf abzielen « positive » Ergebnisse zu erhalten, d.h.

die Ergebnisse stehen im Einklang mit der ersten Prognose der Forscher. Die Bewertung von « bestätigenden » Ergebnissen führt auch dazu, dass bestimmte Anomalien verschwiegen werden, die als weniger « veröffentlichbar » empfunden werden. DIY- und Geheimhaltungspraktiken bezüglich bestimmter Daten spiegeln den Einfluss des Veröffentlichungsdrucks auf die Produktion von wissenschaftlichen Erkenntnissen wieder.

Neutralität kolonialer und postkolonialer Übersetzungen auf dem Prüfstand
Milouda Medjahed

Seit Anbeginn der Zeit ist die Geschichte unvollständig. Ich wage sogar zu sagen, dass die Geschichtsschreibung noch immer unerledigtes Geschäft ist. Historiographie ist ebenfalls subjektiv, weil sie in einem bestimmten Kontext geschrieben wird. Tejaswini Niranjana (1992) betont diese Subjektivität, wenn es um Korrekturlesen und Übersetzung aus einer (post-)kolonialen Perspektive geht. Sie erklärt, wie sich die Wortwahl von einem Kontext zum anderen ändert und wie Übersetzungsstrategien eingesetzt werden sowohl von Kolonisatoren als auch von denjenigen, die behaupten eine dekoloniale Perspektive zur Erreichung ihrer jeweiligen Ziele einzufordern,. Tatsächlich kann die Übersetzung manipuliert werden, um einem Kolonial- oder Dekolonisationsprojekt zu dienen. Dieses Kapitel schlägt vor, den Grad der Neutralität dieser Leistung im Lichte neuerer Forschungen über koloniale und (post-)koloniale Übersetzungen zu untersuchen. Ziel ist es zu demonstrieren, wie die Subjektivität, Entscheidungen und Motivationen des Übersetzers mit den von Theoretikern hervorgehobenen kontextuellen Elementen verknüpft sind.

Peer-Review-Verfahren und Frauen: fehlende Neutralität
Samir Hachani

Die Begutachtung wissenschaftlicher und technischer Publikationen durch Experten war seit ihrer Gründung immer Gegenstand von Kontroversen und zahlreichen Vorurteilen. Da dieses Verfahren ganz klar ein menschliches ist, kann man nicht ausschließen, dass nicht der vorgelegte Text selbst beurteilt wird, sondern die Person, die diesen einreicht, also der Autor oder die Autorin,. Diese Vorurteile haben vielfältige und unterschiedliche Ursprünge (national,

religiös, ad hominem – persönlich -, ästhetisch, ideologisch, usw.), aber einer dieser Gründe scheint immer mehr an Bedeutung zu gewinnen, wie wir seit Beginn des Evaluierungsprozesses in mehreren Reviews deutlich sehen können. Dieser Grund betrifft die Vorurteile, auf die Frauen stoßen bei ihrer Suche nach Veröffentlichungsmöglichkeiten und bei der Mitarbeit in Redaktionskomitees, die eingereichte Forschungen bewerten. Die Analyse dieser Vorurteile deutet tendenziell auf eine Art Ächtung und Ausgrenzung von Frauen hin, wenn sie einen Artikel einreichen und in Redaktionskomitees sitzen. Dieses Kapitel untersucht die Evaluierung von Beiträgen weiblicher Autorinnen in einigen wissenschaftlichen Zeitschriften sowie den Platz, den Frauen in deren Redaktionskomitees einnehmen. Könnte die zunehmend bei Peer Review Verfahren genutzte Offenheit dazu beitragen diese Vorurteile abzubauen und die wissenschaftliche Veröffentlichung und ihre direkte Folgebewertung etwas neutraler zu gestalten?

Fakten, Wissenschaft und ihre Kommunikation: ein Dialog über Klimawissenschaften in Zeiten von Trump
Pascal Lapointe und Mélissa Lieutenant-Gosselin

Dieses Kapitel präsentiert drei Texte in einem. Erstens stellt es den Standpunkt von Pascal Lapointe zur Arbeit von Wissenschaftsjournalisten und Wissenschaftsjournalistinnen dar und zeigt, was diese Arbeit uns über die Wissenschaftskommunikation in der Ära der « Fake News » beibringt. Es folgt ein Dialog, eingeleitet durch die Reaktionen und Fragen von Mélissa Lieutenant-Gosselin, Doktorandin in öffentlicher Kommunikation und Ko-Editorin dieses Buches. Ihre Reaktionen und Fragen sind die einer überzeugten Konstruktivisten, die die Wissenschaft als Werkzeug für die menschliche Emanzipation sieht und mit Pascal Lapointe die Überzeugung teilt, dass eine bessere Kommunikation der Wissenschaft notwendig ist. Der Text endet mit den Antworten der Erstautorin auf die Fragen der zweiten Autorin. Wir hoffen, dass dieser dreiteilige Text es den Lesern ermöglicht, mit uns nicht nur über die Neutralität von Wissenschaft, Realität und Fakten nachzudenken, sondern auch über die Art und Weise, wie von Wissenschaft gesprochen und wie diese dargestellt wird.

Engagierte Kritik an der Amoralität des Grundsatzes der Wertfreiheit

und zum institutionellen Positivismus
Florence Piron

In diesem Kapitel reflektiere ich über die sozialen und ethischen Auswirkungen des Grundsatzes der Wertfreiheit, der im Zentrum des « institutionellen Positivismus » steht. Mit dem Begriff „institutioneller Positivismus“ bezeichne ich den hegemonialen normativen Rahmen des globalisierten Regimes von Wissenschaft und Erkenntnis in der heutigen Welt. Mit jenem Grundsatz werden moralische Gefühle und die Seele als schädlich für die Aktivität der Wissensschöpfung definiert; dies macht Wissenschaftler unfähig zu verstehen, dass Gefühle, Werte und Verpflichtungen für das authentische menschliche Denken wesentlich sind. Verbunden und verbindend mit einer gemeinsamen Welt spielt dieser Grundsatz mit dem Ausschluss dieser Art von Denken in der wissenschaftlichen Tätigkeit, die sie somit normalerweise unmoralisch macht. Aufgrund des symbolischen Ortes der Wissenschaft und Expertise in der kollektiven Kultur und Phantasie trägt diese normalisierte Amoral dazu bei, die Gleichgültigkeit gegenüber dem anderen im Namen der Wahrheit oder Leistung, in einer vom Neoliberalismus geprägten Welt zu normalisieren, eine Welt in der die Sorge um andere bereits schlecht geschätzt, wenn nicht sogar ignoriert und verachtet wird.

Reise in die Unverschämtheit: Entlarvung der wissenschaftlichen Neutralität in der Forschungsausbildung
Maryvonne Charmillot und Raquel Fernandez-Iglesias

Unser Ziel ist es, die positivistische Grammatik zu dekonstruieren, indem wir die sogenannte wissenschaftliche Neutralität aufdecken. Wir laden Nachwuchsforscher ein, eine Reise in die Unverschämtheit einzuleiten und die etablierte wissenschaftliche Ordnung zu hinterfragen. Lassen die Regeln für die Produktion wissenschaftlicher Erkenntnisse Raum für die Erfahrung der Forscher? Können sich Forscher von der sozialen Welt lösen, um ihre Beziehung zum Untersuchungsobjekt zu definieren? Die Konstruktion wissenschaftlicher Erkenntnisse wird durch Vereinbarungen geregelt, und die daraus resultierenden Grundsätze führen zu einer Art intellektueller Übereinstimmung. Diese impliziten Regeln und die damit verbundenen Grundsätze erscheinen selbstverständlich: Sie sind der einzige Weg, um die wissenschaftliche

Produktion zu gewährleisten. Wenn wir lernen sie zu hinterfragen, werden wir feststellen, dass die Wissenschaften plural sind und dass sie Raum für Kritik an der herrschenden wissenschaftlichen Ordnung lassen. Dieses Lernen ist Teil der soziologisch-verstehenden Forschungsperspektive. Ausgehend von dieser epistemologischen Haltung hinterfragen wir wissenschaftliche Praktiken und stellen uns den Machtsystemen gegen die wir kämpfen. In diesem Sinne verfolgen wir einen systematischen Ansatz und schlagen unverschämte Forschungsmaßnahmen vor.

Die Frage der Neutralität in Umweltwissenschaften: Überlegungen zum internationalen Wissenschaftsmarsch

Laurence Brière

Die Frage der Neutralität ist von besonderem Interesse in den Umweltwissenschaften. Biophysikalische Wissenschaften und Humanwissenschaften koexistieren und überschneiden sich in diesem Forschungsfeld und bringen ausgeprägte epistemologische Unterschiede zu Tage. Auf Initiative amerikanischer Wissenschaftler und Wissenschaftlerinnen, die um die Positionen ihrer neuen Regierung zum Klimawandel, besorgt sind, wurde zum Tag der Erde 2017 ein internationaler Wissenschaftsmarsch in 38 Ländern organisiert. Dieses ungewöhnliche Ereignis – Wissenschaftler und Wissenschaftlerinnen, die auf die Straße gehen um ihren Beitrag an der Gesellschaft und der Welt zu verteidigen – unterstrich die Notwendigkeit, einen Raum für Diskussionen zwischen den Akteuren und Akteurinnen der Umweltwissenschaften über Sinn und Umfang der durchgeführten Forschungen zu schaffen. Während das Primat des Positivismus direkt aus dem Diskurs um das Ereignis ersichtlich wird, welcher vor allem die « Neutralität » einer « faktenbasierten » Wissenschaft « zum Wohle der gesamten Menschheit » hervorhebt, war die Kommunikation keineswegs monolithisch. Eines der nationalen Organisationskomitees argumentierte sogar, dass « Wissenschaft politisch sei ». Dieses Kapitel basiert auf einer Analyse dieser jüngsten Mobilisierung und schlägt eine diskursive Dekonstruktion der Axiome und semantischen Entscheidungen vor, die die Umweltwissenschaften prägen. Es ist in der Tat notwendig, die impliziten und expliziten Grundlagen wissenschaftlicher Projekte in diesem Bereich in Frage zu stellen, die Folgen solcher axiologischer Prämissen anzusprechen und ökologischere, verankertere und dialogorientiertere wissenschaftliche Ansätze vorzuschlagen. Das Ausmaß

der gegenwärtigen sozial-ökologischen Krisen – einschließlich des Klimawandels und des massiven Artensterbens – wird in der Tat unser gesamtes Wesen herausfordern, in Richtung dieser wichtigen Reflexion.

Kommt Neutralität Schweigen gleich? Wenn die französische Politikwissenschaft auf die Probe der Gewaltlosigkeit gestellt wird

Cécile Dubernet

Frankreich hat zwar eine alte Tradition des gewaltfreien Protestes, aber es fehlt eine akademische Debatte über Gewaltlosigkeit. In der Politikwissenschaft haben nur wenige Wissenschaftler das Thema erforscht: man findet nur einige geschichtliche Verweise oder Hinweise auf englischsprachige Texte. Die wissenschaftlichen Arbeiten sind verstreut, oft sind diese sogar am Rande der Universität entstanden. Dennoch ist dieses Paradox verständlich, wenn man den Ursprung des Konzepts und dessen positivistisches Erbe in der französischen Politikwissenschaft berücksichtigt. Geschmiedet von Autoren wie Gandhi, King und dem Dalai Lama erscheint der Begriff Gewaltlosigkeit vage; es fehlt die Distanz zwischen Analyse und Aktivismus, die für Akademiker so wichtig ist. Da diese Gründer religiös inspiriert waren, bleibt das Wort zudem mit Spiritualität verbunden, einem Bereich, dem französische Wissenschaftler mit großer Vorsicht begegnen. Aber vor allem ist das Konzept peinlich, denn es stellt die Grundlagen der Politikwissenschaft in Frage, einschließlich der Wirksamkeit von Gewalt. Dieser beunruhigende Begriff wird daher oft zugunsten anderer Register ignoriert, die für akzeptabler gehalten werden, wie « soziale Kämpfe », « Proteste » oder « Widerstand ». Die Abwesenheit des Konzepts ist jedoch weitgehend auf den Neutralitätsgrundsatz zurückzuführen und dies hat seinen Preis. Französische Wissenschaftler haben Schwierigkeiten wissenschaftlich sowohl über Verteidigungsfragen als auch über Volksrevolutionen nachzudenken. Tatsächlich bedecken Neutralität und Stille bestimmte Prismen und Tabus.

Engagierte Wissenschaften: zwischen epistemischer Objektivität und engagierter Unparteilichkeit

Donato Bergandi

Welche Rolle spielen Wissenschaft sowie Wissenschaftler und Wissenschaftlerinnen in Gesellschaften, in denen eine Vielzahl von übereinstimmenden Indizien das Management der Gesellschaft durch eine politisch-ökonomische oligarchische Kaste bestimmen und dies obwohl diese Indizien formal demokratisch sind? Diese Kaste, die eher dazu geneigt ist Umweltressourcen auf der Grundlage von Interessen zu verwalten, berücksichtigt weder das Gemeinwohl noch die biosphärischen Gleichgewichte. In diesem Zusammenhang ist die Rolle von Wissenschaft sowie die Rolle von Wissenschaftlern und Wissenschaftlerinnen entscheidend, insbesondere bezüglich Fragen und Forschungsobjekten an der Schnittstelle zwischen Wissenschaft und Gesellschaft, die sozialwissenschaftliche Kontroversen hervorrufen. Diese Fragen und Forschungsobjekte erfordern spezifische epistemische und epistemologische Rahmenbedingungen, die im Widerspruch zu traditionellen epistemologischen Offenbarungen stehen. Somit ist es nicht mehr möglich, Forschungsfragen und -objekte, die sich spezifisch auf « engagierte Wissenschaft » beziehen, auf der Grundlage des dominanten Paradigmas anzugehen, das den realistischen Objektivismus positivistischer und neopositiver Herkunft zum wissenschaftlichen Ideal macht, einem Ideal an das sich alle Forscher halten müssen. Das bedeutet, dass Wissenschaften, deren Themen nicht nur wissenschaftlich, sondern auch ökonomisch, politisch, ethisch und breiter soziokulturell sind, zwangsläufig zu sozialwissenschaftlichen Kontroversen führen. Diese Kontroversen können unter keinen Umständen dadurch gelöst werden, dass man sich auf wissenschaftliche Erfahrungen oder « Fakten » beschränkt. Emblematisch ist hier die Entwicklung einer Reihe zeitgenössischer Disziplinen wie Molekularbiologie, Gentechnik, Synthetische Biologie, Ökologie, Ökologische Technik, Klimawissenschaften und deren vielfältige Herausforderungen. Auf der Suche nach solchen Herausforderungen, denen riskante und kritische Beziehungen zwischen Objektivität, Unparteilichkeit und Engagement der engagierten Wissenschaften und der sozial lebhaften wissenschaftlichen Fragen zu Grunde liegen,, wird das Konzept der ethischen Haltung und der « engagierten Unparteilichkeit » vorgeschlagen. Eine solche Haltung könnte ein faires Gleichgewicht zwischen dem Ideal der wissenschaftlichen Objektivität – der Wissenschaftler oder die

Wissenschaftlerin, der diesem Ansatz folgt, wird versuchen sich nicht von seinen Vorlieben und Vorurteilen bei der Auswahl theoretischer und tatsächlicher Daten leiten zu lassen – und ethisch-politischem Engagement gewährleisten.

Wertfreiheit ohne Relativismus? Rolle der bewertenden Rationalität
Mathieu Guillermin

In diesem Beitrag werde ich die Möglichkeit einer Kombination aus Wertfreiheit und Objektivität oder Rationalität auf der Grundlage von Hilary Putnams philosophischem Werk untersuchen. Basierend auf den Begriffen Unermesslichkeit und Paradigma hinterfragt Kuhn die Neutralität der Wissenschaft. Nach Ansicht einiger Kritiker ist ein solcher Ansatz nicht akzeptabel, weil er die wissenschaftliche Methode zu Irrationalität und Relativismus verurteilt. Putnams Arbeit kann dennoch mobilisiert werden, um zu zeigen, dass Wertfreiheit und Rationalität (oder Objektivität) keine Gegensätze sind. Ein wichtiger Schritt auf dem Weg zu einer solchen Versöhnung ist das Erlangen einer bewertenden Rationalität. Dieser Texte basiert auf Putnams Antworten bezüglich dieser Herausforderung und argumentiert, dass Rationalität und Objektivität nicht gleichbedeutend mit Neutralität sind, sondern ganz im Gegenteil durch reflektierendes Feedback geschmiedet werden, das auf die rationale Bewertung von Untersuchungspraktiken abzielt. Anschließend, wird das Interesse an einem solchen Ansatz zur Artikulation von Wissenschaft und Ethik hervorgehoben.

Die soziale Welt verstehen und erforschen. Von der Reflexivität zum Engagement
Sklaerenn Le Gallo

Die hier vorgeschlagene Reflexion zielt darauf ab mit einer kritischen Perspektive, die Verbindungen zwischen Reflexivitätsbedarf der Forscher und Forscherinnen und der Pflicht zum Engagement in sozialen Protesten und Bewegungen herzustellen. Im Gegensatz zu den Prämissen des positivistische Paradigmas, das im Bereich der Human- und Sozialwissenschaften lange vorherrschend war, kann die soziale Welt nur auf missbräuchliche Weise objektiviert und rationalisiert werden. Wissenschaftler und Wissenschaftlerinnen sind daher zwischen ihrer Forschung und ihrer

biographischen Reise gefangen. Dieser Text beginnt mit einer Diskussion der Anforderungen an Reflexivität in Analysen der sozialen Welt. Daraufhin, werden zwei Auffassungen der engagierten Forschung vorgestellt. Zunächst wird auf Pierre Bourdieus Auffassung hingewiesen, welche zur Sozialkritik und Denunziation der Machtverhältnisse, die in der Gesellschaft vorherrschen, einlädt. Im Folgenden, wird die Auffassung Michel Foucaults diskutiert, der eine universalisierende intellektuelle Haltung zugunsten einer « situierten » intellektuellen Reflexion herausfordern will, Reflexion, die die Stimme der Protestierenden in sich trägt, Machtverhältnisse hinterfragt und sich den in der sozialen Welt durchgesetzten Wahrheitsregimen widersetzt.

„Langagement" oder Dekonstruktion der wissenschaftlichen Neutralität durch dramaturgische Soziologie

Sarah Calba und Robin Birgé

Neutralität, auch Wertfreihit genannt, ist eine in der Wissenschaft übliche epistemologische oder methodische Haltung. Nach Ansicht ihrer Verfechter ermöglicht eine solchen neutrale Haltung, wissenschaftliche Produktionen so darzustellen, dass sie keinen bestimmten Standpunkt haben und daher von anderen leichter akzeptiert werden und reproduzierbar sind oder noch näher an dem liegen, was Wirklichkeit ist. Anstatt zu versuchen, die Unmöglichkeit einer solchen Haltung zu bestätigen, werden wir hier versuchen zu zeigen, dass Neutralität das wissenschaftliche Projekt (die kollektive Konstruktion von Wissen) in einen Versuch verwandeln kann eine bestehende Realität unabhängig von menschlichen Perspektiven zu enthüllen oder zu vermitteln. Um dies zu tun, werden wir die epistemologischen Formulierungen (absichtliche Aussagen sowie formale Entscheidungen) verschiedener Soziologien untersuchen, insbesondere diejenigen, die als pragmatisch gelten und diejenigen, die wir als fotografisch bezeichnen. Daraufhin werden wir eine andere Form des Engagements vorschlagen, welches als „langagement" (Wortspiel aus Sprache und Engagement, könnte als „Spragagement" übersetzt werden) bezeichnet werden könnte, eine Art Positionierung durch Sprache, durch die Intelligenz des Gesagten, durch die Art und Weise, wie es gesagt wird, oder durch eine stilistische Arbeit wissenschaftlicher Reden. Auf diese Weise wird die dramatische Soziologie verteidigt, die darauf hinarbeitet ihre

konstruktivistischen Argumente, ihre wissenschaftlichen Fiktion, kohärent zu machen,, indem sie die Künstlichkeit und Singularität ihrer Inszenierung bekräftigt,

Komplexe Zusammenhänge zwischen Kritik und Engagement: Einige Lehren aus der kritischen Kommunikationsforschung
Eric George

In diesem Text werden die komplexen Beziehungen zwischen Forschung und sozialem Engagement analysiert. Im Falle von kritischer wissenschaftlicher Forschung könnte man a priori eine komplementäre Logik zwischen den beiden Tätigkeiten vermuten. Wie im Folgenden gezeigt wird, ist die Situation jedoch komplexer als man gemeinhin annehmen könnte. In diesem Zusammenhang wird auf drei wissenschaftstheoretische Strömungen zurückgegriffen: Frankfurter Schule, Politische Ökonomie der Kommunikation und Kulturwissenschaften. Wir werden sehen, dass bestimmte Forschungspraktiken nur schwer mit militanten Aktivitäten zu vereinbaren sind und dies obwohl die Allianz zwischen kritischer wissenschaftlicher Forschung und sozialem Engagement mehr denn je erforderlich ist.

Kritische Perspektiven und digitale Kommunikationsforschung: auf der Suche nach sozialer Relevanz
Lena A. Hübner

Dieser Text interessiert sich für die Verbindungen zwischen wissenschaftlicher Forschung und sozialem Wandel. Konkret werden Herausforderungen diskutiert, die kritische Studien politischer Onlinekommunikation meistern müssen. Es wird gezeigt, dass ein solcher epistemologischer Standpunkt zu einem Dilemma führt: während die Ergebnisse solcher Studien ein gewisses Verantwortungsbewusstsein bei den Bürgern und Bürgerinnen erwecken sollen, ist es durchaus möglich, dass die politisch-ökonomischen Institutionen sich genau diese Bildungsvorgänge zu eigen machen, wenn letztere online vermittelt werden. Um dem entgegenzuwirken, wird vorgeschlagen anhand verschiedenster Maßnahmen (Verbreitung

wissenschaftlicher Fachkenntnisse, praktische Anwendungen der Forschungsergebnisse im Feld, usw.) engere Verbindungen zwischen Forschung und Gesellschaft zu fördern.

Neutralitätsgrundsatz, militante Aktivitäten und akademische Forschung
Stéphane Couture

Im Lichte meiner eigenen Erfahrungen werde ich den Grundsatz der Wertfreiheit bezüglich verschiedener Artikulationen zwischen militanten Aktivitäten und universitärer Forschung untersuchen. Meine akademische Laufbahn ist im Aktivismus verwurzelt: mein Engagement in sozialen Bewegungen, hat mich in die Sozialwissenschaften geführt. Im Hinblick darauf orientierte sich die Auswahl meiner Forschungsobjekte immer an meinen politischen Interessen und ich habe eine Affinität zu jenen Epistemologien entwickelt, die die Idee der Neutralität problematisieren, insbesondere zur feministischen Standpunkttheorie und der Situiertheit von Wissen. Dennoch stelle ich fest, dass ich in meinen Aktivitäten eine ziemlich klare (wenn auch ambivalente) Unterscheidung zwischen Aktivismus und Forschung sowie zwischen Engagement und Neutralität beibehalte. Diese Unterscheidung scheint mir aus ethischer Sicht wichtig zu sein, d.h. in der Art und Weise, wie ich meine Beziehungen zu Menschen angehe, die ich als « Subjekte » meiner Forschung betrachte oder nicht. Wie entschlossen kann ich zum Beispiel in einer Debatte Stellung beziehen, die eine Gruppe belebt, die ich ethnographisch studieren möchte? Kann ich hier nahtlos von einer „aktivistischen Rolle » in dieser Gruppe zu einer „Forscherrolle“ wechseln? Haben diese Fragen einen Wert an sich, oder sind sie nur eine Erinnerung an den Positivismus? Dies sind einige der Themen, die ich in diesem Kapitel aufgreife.

À propos de la maison d'édition

Les Éditions science et bien commun sont une branche de l'Association science et bien commun (ASBC), un organisme sans but lucratif enregistré au Québec depuis juillet 2011.

L'Association science et bien commun

L'ASBC a comme mission de stimuler la vigilance et l'action pour une science ouverte au service du bien commun. À cette fin, elle s'emploie à :

- *Défendre et promouvoir une vision des sciences au service du bien commun;*
- *Colliger, analyser, produire et diffuser de l'information sur la science et sur ses rapports avec la société;*
- *Soutenir, promouvoir ou organiser des expériences de démocratisation des sciences;*
- *Organiser des expériences de débat public sur diverses facettes des sciences;*
- *Mettre en place des expériences de rencontre entre le monde scientifique et d'autres sphères sociales (ex. le milieu artistique, le milieu politique, etc.);*
- *Offrir un service d'orientation des groupes de la société civile dans le monde universitaire;*
- *Offrir, sous réserve de la Loi sur l'enseignement privé (L. R. Q., c. E-9.1) et de ses règlements, des formations sur la responsabilité sociale, la science avec les citoyens et l'éthique des sciences.*

Sur son site Web se trouvent de nombreuses informations sur ses activités et ses publications. Il est possible de devenir membre de l'Association science et bien commun en payant un tarif modeste.

Pour plus d'information, écrire à info @ scienceetbiencommun.org, s'abonner à son compte Twitter @ScienceBienComm ou à sa page Facebook : https://www.facebook.com/scienceetbiencommun

Les Éditions science et bien commun

Un projet éditorial novateur dont les principales valeurs sont les suivantes.

- *la publication numérique en libre accès, en plus des autres formats*
- *la pluridisciplinarité, dans la mesure du possible*
- *le plurilinguisme qui encourage à publier en plusieurs langues, notamment dans des langues nationales africaines ou en créole, en plus du français*
- *l'internationalisation, qui conduit à vouloir rassembler des auteurs et autrices de différents pays ou à écrire en ayant à l'esprit un public issu de différents pays, de différentes cultures*
- *mais surtout la justice cognitive :*
    - *chaque livre collectif, même s'il s'agit des actes d'un colloque, devrait aspirer à la parité entre femmes et hommes, entre juniors et seniors, entre auteurs et autrices issues du Nord et issues du Sud (des Suds); en tout cas, tous les livres devront éviter un déséquilibre flagrant entre ces points de vue;*
    - *chaque livre, même rédigé par une seule personne, devrait s'efforcer d'inclure des références à la fois aux pays du Nord et aux pays des Suds, dans ses thèmes ou dans sa bibliographie;*
    - *chaque livre devrait viser l'accessibilité et la « lisibilité », réduisant au maximum le jargon, même s'il est à vocation scientifique et évalué par les pairs.*

Le catalogue

Le catalogue des Éditions science et bien commun (ESBC) est composé de livres qui respectent les valeurs et principes des ÉSBC énoncés ci-dessus.

- *Des ouvrages scientifiques (livres collectifs de toutes sortes ou monographies) qui peuvent être des manuscrits inédits originaux, issus de thèses, de mémoires, de colloques, de séminaires ou de projets de recherche, des rééditions numériques ou des manuels universitaires. Les manuscrits inédits seront évalués par les pairs de manière ouverte, sauf si les auteurs ne le souhaitent pas (voir le point de l'évaluation ci-dessus).*
- *Des ouvrages de science citoyenne ou participative, de vulgarisation scientifique ou qui présentent des savoirs locaux et patrimoniaux, dont le but est de rendre des savoirs accessibles au plus grand nombre.*
- *Des essais portant sur les sciences et les politiques scientifiques (en études*

sociales des sciences ou en éthique des sciences, par exemple).

- *Des anthologies de textes déjà publiés, mais non accessibles sur le web, dans une langue autre que le français ou qui ne sont pas en libre accès, mais d'un intérêt scientifique, intellectuel ou patrimonial démontré.*
- *Des manuels scolaires ou des livres éducatifs pour enfants*

Pour l'accès libre et universel, par le biais du numérique, à des livres scientifiques publiés par des autrices et auteurs de pays des Suds et du Nord

Pour plus d'information : écrire à info@editionscienceetbiencommun.org